Liste des rapports au Conseil municipal
du 7 novembre 2024

Appel nominal,
Désignation d'un secrétaire de séance
Approbation du procès-verbal du 12 septembre 2024,

2024-107_Culture - DEMOS – Convention entre la Ville et l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et attribution de subvention à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre pour l'exercice 2024
Rapporteur : Anissa AZZOUG

2024-108_Environnement – Convention entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et CITEO
Rapporteur : Sidi CHIAKH

2024-109_Environnement – Conventions relatives aux modalités de réalisation et de financement des aménagements définitifs des squares Jules Guesde et Simone Weil
Rapporteur : Geneviève ETIENNE

2024-110_Politique de la Ville – Approbation du Contrat de Ville «Engagements Quartiers 2030 » du Grand-Orly Seine Bièvre pour la période 2024-2030
Rapporteur : Vry-Narcisse TAPA

2024-111_Politique de la Ville - Convention cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
Rapporteur : Vry-Narcisse TAPA

2024-112_Politique de la Ville - Convention de gestion urbaine et sociale de proximité du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) du quartier prioritaire «PERI-SCHUMAN, BERGONIE»
Rapporteur : Vry-Narcisse TAPA

~~2024-113_Urbanisme – Cession de la parcelle C92 sise 4, Place Jean Jaurès au profit de la Société NEXITY *(annexe transmise ultérieurement)*~~
~~**Rapporteur** : Frédéric RAYMOND~~

2024-114_Finances – Reprise de provisions pour risque
Rapporteur : Corinne BOCABEILLE

2024-115_Finances – Décision modificative n°1 pour le budget principal de la commune
Rapporteur : Corinne BOCABEILLE

2024-116_Finances – Créances admises en non-valeur et créances éteintes - Exercice 2024
Rapporteur : Corinne BOCABEILLE

2024-117_Finances – Ajustement de la subvention versée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Exercice 2024
Rapporteur : Corinne BOCABEILLE

2024-118_ Urbanisme – adhésion à la Société Publique Locale (SPL) Grand Orly Seine Bièvre
Rapporteur : Frédéric Raymond

2024-119_Urbanisme - Missions d'études à la SPL GOSB : réhabilitation de l'ilot Rossel Leclerc
Rapporteur : Frédéric RAYMOND

2024-120_Solidarités – Attribution exceptionnelle d'une subvention à la ligue contre le cancer du Val de Marne dans le cadre d'octobre rose – Exercice 2024
Rapporteur : Julie DEFRANCE

CONVENTION DÉMOS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
Etablissement Public Territorial
Adresse : 11 rue Henri Farman, 94390 Paray-Vieille-Poste
SIRET : 20005801400016
APE : 8411Z
Représenté par Le Président, Michel LEPRÊTRE dûment habilité aux termes de la délibération du Conseil territorial n°2020-07-15-1863 en date du 15 juillet 2020

désigné ci-après par « l'EPT », d'une part,

ET

La Ville du Kremlin-Bicêtre
Adresse : Place Jean Jaurès – 94 270 Kremlin-Bicêtre
SIRET : 219 400 439 000 10
APE : 8411 Z
Représentée par : Monsieur Jean-François DELAGE, en qualité de Maire, et dûment habilité aux termes de la délibération du Conseil municipal n°2024-027 du 28 mars 2024, déposée en Préfecture du Val-de- Marne le 2 avril 2024, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du CGCT,

désignée ci-après par « la Ville » d'autre part,

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

La Cité de la musique-Philharmonie de Paris contribue au développement de la vie et de la pratique musicale, ainsi qu'à la connaissance de la musique et de son patrimoine. Elle œuvre, par une offre plurielle de manifestations musicales, à l'élargissement du public et à son renouvellement. Elle soutient, dans leur diversité, les formations musicales qu'elle accueille. Elle concourt à l'information et à la formation musicale du public. Elle prend l'initiative d'échanges nationaux et internationaux dans le domaine de la musique, ou y participe, et contribue au **développement de la vie musicale** à travers quatre grands pôles ; par **l'organisation de concerts** (production, coproduction etc, exploitation des salles, résidence d'ensembles musicaux), en suscitant la **création d'œuvres musicales et la recherche** par l'accès à un fond documentaire, par la gestion et l'exploitation du **musée national de la musique** et en développant les **activités culturelles et éducatives** à l'attention du public afin de favoriser l'égal accès à toutes les formes de musiques (art. 2 du décret n°2015-1178 du 24 septembre 2015 relatif à l'établissement public de **la Cité de la musique-Philharmonie de Paris**). À ce titre, elle développe en particulier des actions pédagogiques qui visent à offrir un meilleur accès à la musique à des publics qui en sont éloignés.

Le ministère de la Culture a chargé **la Cité de la musique-Philharmonie de Paris** de porter le projet Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et de conclure les partenariats qu'elle juge utiles pour le mener à bien.

Démos est un projet d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville ou dans des zones de revitalisation rurale (ZRR), ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes.

Il s'agit d'abord de favoriser l'accès à une culture musicale à caractère patrimonial, privilégiant très souvent des modes de transmission écrits, permettant à ces jeunes de s'inscrire durablement dans une activité perçue comme inaccessible et de faire évoluer certaines représentations liées aux musiques classiques. Il s'agit également d'inscrire ces mêmes jeunes dans un dispositif à la fois ouvert et structuré (assiduité, rigueur, concentration, expressivité) afin de développer confiance en soi, respect de l'autre, envie de communiquer, prise de risque.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

À ces fins, une démarche innovante est élaborée. Elle associe une pédagogie collective fondée sur la pratique instrumentale et un suivi social très appuyé. Elle implique donc, outre les musicien(ne)s professionnel(le)s, de nombreux experts du champ social.
La description du Projet se trouve en annexe 1 de la présente convention.

Le projet Démos se déroule par phase de trois ans. Démarré en 2010, le projet a pris une envergure nationale à partir de 2015 : la phase 3 du projet a eu pour objectif de constituer 30 nouveaux orchestres, répartis sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer. A compter de 2018, le projet est entré dans sa quatrième phase et a poursuivi poursuivra son déploiement en visant plus du doublement du nombre d'orchestres afin de permettre, à terme, sur trois années, à 6 000 enfants en France de s'initier à la pratique orchestrale.

En 2021, le projet Démos a entamé sa cinquième phase et confirme la pertinence du projet tout en l'inscrivant dans une forme de pérennité. La recherche constante d'amélioration du dispositif et son adaptation aux spécificités locales sont les facteurs clés d'une inscription dans la durée, comme le montrent les divers ajustements qui ont accompagné les phases successives.

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre est pour la première fois directement en charge du pilotage d'un orchestre Démos. L'Etablissement public territorial, représenté dans ce cadre par le Pôle des équipements culturels et le pôle cohésion sociale et territoriale, a souhaité reconduire le dispositif Démos dans 6 villes : Arcueil, Gentilly, Fresnes, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif et Thiais. La cohorte de l'orchestre Démos Grand-Orly Seine Bièvre est composée de 90 enfants des 6 communes précitées (soit 6 groupes de 15 enfants), dont 15 enfants pour la ville du Kremlin-Bicêtre.

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre a conclu une convention avec la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris.
Dans ce cadre, l'EPT s'engage à respecter et faire respecter le cahier des charges du dispositif Démos, et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris s'engage à accompagner le projet en mettant à disposition ses ressources et en apportant un soutien financier.
La Cité de la Musique-Philharmonie de Paris procède notamment à l'achat du parc instrumental mis à disposition des enfants, et s'engage à prendre en charge les réparations des instruments dans la limite des conditions normales d'utilisation.
La Cité de la Musique-Philharmonie de Paris propose également une offre de formation à l'attention des musicien(ne)s intervenant(e)s et des travailleurs sociaux travaillant avec les groupes Démos, afin de favoriser le dialogue entre les cultures professionnelles

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **la Ville** et **l'EPT** collaborent à la mise en œuvre du Projet, tel que précisé ci-après dans les engagements réciproques des parties. Ces conditions respectent le cahier des charges élaboré par la Philharmonie, joint en annexe 1.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

L'EPT s'engage :

- à mettre en place des ateliers artistiques bihebdomadaires (de clarinette, flûte traversière et basson allemand) au sein du "Centre social Germaine Tillion, 25 avenue Charles Gide, 94270 le Kremlin Bicêtre» (ci-après « le Centre»). Ces ateliers pourront être complétés par des sessions de travail supplémentaires pendant les vacances scolaires, hors grandes vacances, à la décision de **l'EPT.**

- à recruter et salarier pour le Projet, trois musicien(ne)s professionnel(le)s qui encadreront les ateliers,

- à fournir le matériel pédagogique (pupitres, supports audio, partitions,…) nécessaire au bon déroulement des ateliers,

- à prendre à sa charge les frais liés au petit entretien courant des instruments (réassort de cordes, anches, huile, graisse, chiffon, colophane, etc).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- à coordonner le bon déroulement du Projet par l'implication de la coordinatrice et du référent pédagogique,

- à organiser et mettre en place des répétitions et représentations publiques. Le calendrier détaillé des ateliers, répétitions et représentations sera adressé ultérieurement à **la Ville,** en concertation.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage :

- à veiller à la cohérence du projet sur son territoire,
- à s'assurer de la mise à disposition de locaux nécessaires au bon déroulement des ateliers auprès du Centre,
- De façon générale, **la Ville** s'engage à respecter le cahier des charges et les éléments de cadrage qui se trouvent en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

3.1. Gestion du groupe participant

La Ville, s'engage, avec la participation du Centre :

- à mobiliser un groupe de 15 enfants, âgés au minimum de 7 ans/CE1 et résidant prioritairement sur des territoires relevant de la Politique de la ville, à des ateliers de pratique instrumentale organisés par **l'EPT**. Les enfants sont sous la surveillance, l'autorité et la garde de **la Ville pour toutes les activités liées à Démos dans la Ville et hors de la Ville**,

- à s'assurer de l'assiduité des enfants participant au projet et à informer le référent pédagogique et la coordinatrice en cas de problème pouvant porter préjudice à la bonne conduite de l'atelier et a fortiori du projet,

- à s'assurer de la participation des groupes aux rassemblements en orchestre, en s'assurant de la bonne organisation : transports, communication des horaires et des lieux aux familles, et de garantir l'encadrement légal nécessaire,

- à prendre à sa charge les déplacements dans le cadre du projet et des sorties culturelles,

- à faciliter les conditions de travail des équipes de recherche, éventuellement mandatées ultérieurement par **la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris**, qui réaliseraient une évaluation du projet. Le choix des équipes de recherche serait notifié à **la Ville** par **l'intermédiaire de l'EPT**

- à collecter auprès des familles et transmettre au coordinateur de projet Démos les formulaires RGPD et de droits à l'image pour chaque enfant s'inscrivant dans le projet.

3.2. Implication de la Ville

La Ville, s'engage, avec la participation du Centre :

- à détacher au moins **un(e) référent(e) projet** qui est garant de l'action au sein de la Ville

- à détacher **un(e) référent(e) social(e)** pour suivre le groupe tout au long du projet. Le ou la référent(e) social(e) est choisi(e) pour ses compétences en encadrement de groupe et/ou en accompagnement social (ex : BAFA expérimenté, BPJEPS, éducateur spécialisé…). Il ou elle participe aux ateliers, aux réunions de préparation, de suivi et de bilan, aux activités culturelles, ainsi qu'aux répétitions et présentations publiques prévues au cours de l'année. La description du rôle éducatif du ou de la référent(e) social(e) est précisée en annexe 3 de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- à informer et sensibiliser les enfants ainsi que leurs familles à l'engagement nécessaire au bon déroulement du projet.

3.3. Parc instrumental.

La Ville, s'engage, avec la participation du Centre :

- à sensibiliser les participant(e)s au projet au soin qu'implique la possession d'un instrument de musique, en atelier et à leur domicile.

- à informer la coordinatrice et le référent pédagogique en cas de détérioration ou de casse d'un instrument, ou pour toute autre demande concernant les instruments confiés à **la Ville**,

ARTICLE 4 : PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE

La Ville s'engage à verser à **l'EPT** une participation financière annuelle selon le planning suivant :
- un versement de 2 000 euros en 2024
- un versement de 6 000 euros en 2025
- un versement de 6 000 euros en 2026
- un versement de 4 000 euros en 2027

Le versement de la participation financière est effectué sur le compte :
Etabli au nom de : Trésorerie de Vitry-sur-Seine municipale
Domiciliation : BDF de Créteil
Code banque : 30001
Code guichet : 00916
Numéro de compte : C9440000000
Clé RIB : 22

ARTICLE 5 : GOUVERNANCE

Un comité de pilotage du projet sera mis en place et associera des représentants de la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris, de l'EPT, des villes participantes.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

L'EPT réalise les supports de communications en lien avec le projet DEMOS (invitations, affiches, programmes).

La Ville assure le relai de communication des outils et éléments transmis par l'EPT (invitations, affiches, posts sur les réseaux, articles…)

Des stickers mentionnant le financement des instruments de musique par la Région Île-de-France seront distribués au groupe Démos de la Ville, et devront être apposés sur les étuis de tous les instruments, pendant toute la durée du projet.

Le logo de la Ville figurera sur le site Démos (page de présentation des orchestres Démos en Île-de-France), et sur les programmes de salle des concerts qui se tiendront sur le territoire du Grand-Orly Seine Bièvre, ou à la Philharmonie de Paris.
C'est pourquoi la Ville s'engage à prévenir l'EPT en cas de changement de charte graphique, et à transmettre le nouveau logo pour qu'il puisse être mis à jour partout.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Pour toute question relative à la communication, la Ville devra se rapprocher de l'EPT, en la personne de la chargée de communication de l'orchestre Démos de l'Etablissement public territorial, Laure Bertoli-Pace laure.bertolipace@grandorlyseinebievre.fr ou de la coordinatrice Lucille Reynaud lucille.reynaud@grandorlyseinebievre.fr

Une coordination entre la Ville, l'EPT et la Cité de la musique- Philharmonie de Paris est à prévoir pour tout événement en lien avec le projet Démos se déroulant à l'échelle locale, notamment, le cas échéant, la cérémonie de remise des instruments.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024, jusqu'au 31 août 2027.
Les parties peuvent convenir de mettre fin au contrat, d'un commun accord.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Chaque partie s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour l'exécution du contrat.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différents relatifs à l'interprétation et à l'exécution du contrat. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, celui-ci sera soumis à la compétence du tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Orly, le

Pour l'Etablissement public territorial
Michel Leprêtre, Le Président,
Par délégation, Patrice Sac

Pour la Ville du Kremlin-Bicêtre
Jean-François DELAGE, Le Maire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

DÉMOS
GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE
PHILHARMONIE DE PARIS

Annexe 1 : Présentation du Projet

Démos

Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale

Démos est une expérience éducative centrée sur la pratique musicale collective et l'accès à l'univers de la musique classique. Les territoires d'intervention du projet sont choisis en cohérence avec la géographie prioritaire de la politique de la ville ou des zones de revitalisation rurale (ZRR). De ce fait, le projet Démos a pour objectif premier de favoriser l'accès à la pratique musicale dans son aspect le plus large, mais avec un focus particulier sur la musique à caractère patrimonial, aux enfants de 7 à 12 ans résidant dans ces territoires.

Le projet est mis en œuvre selon un calendrier qui offre aux enfants, répartis par groupe de 15, **3 à 4 heures de travail hebdomadaire** d'octobre (ou novembre en première année) à juin, **3 heures de travail en orchestre** cinq fois dans l'année, hors temps scolaire, et **2 jours de stage en orchestre** dans l'année répartis entre les vacances de la Toussaint, de février ou de Pâques ou hors vacances scolaires. Ce travail est rendu possible par le **prêt d'un instrument de musique**, confié à chaque enfant en début de projet et qu'il peut rapporter chez lui.

Ce travail intensif vise à inscrire les enfants dans une logique de pratique musicale pérenne, support à un **encadrement éducatif** structuré à travers la nécessité d'assiduité, de rigueur, de concentration, mais également d'expressivité ; favorisant l'épanouissement de chaque enfant au sein d'un groupe.

Fort de son expérience acquise depuis le démarrage du projet en 2010, Démos s'appuie sur une **collaboration** entre les intervenant(e)s artistiques et les travailleurs sociaux, dont les bienfaits ont été soulignés par les évaluations réalisées. La plupart des indicateurs montrent chez les enfants une évolution positive de la **concentration**, de **l'envie d'apprendre**, de la **confiance en soi**, de la capacité à **vivre et travailler en groupe**. Ils montrent aussi une volonté pour une proportion importante d'enfants de s'engager dans une pratique pérenne de la musique ; environ 50% des enfants ayant participé au projet Démos poursuivent l'apprentissage de la musique au-delà du projet, au conservatoire notamment.

Les points fondamentaux

- ✓ Des **jeunes de 7 à 12 ans**, résidant au sein de territoires en cohérence avec la géographie prioritaire de la politique de la ville, ainsi que dans certains territoires ruraux, ne disposant d'aucune offre culturelle,

- ✓ Une **gratuité totale** et le **prêt d'un instrument** de musique pendant toute la durée du projet,

- ✓ Un **calendrier** comprenant :
  - D'octobre à juin : 3 à 4 heures hebdomadaires de cours musicaux dispensés à un groupe de 15 enfants, par deux musicien(ne)s intervenant(e)s,
  - 5 fois dans l'année : 3 heures de pratique musicale en orchestre
  - 2 jours de stage en orchestre pendant (ou hors) des vacances scolaires

- ✓ Un encadrement musical par deux (à trois) musicien(ne)s professionnel(le)s,

- ✓ Une **structure sociale** qui choisit les enfants et s'implique au quotidien dans le projet avec :
  - Un(e) « **référent(e) projet** » qui suit en collaboration avec sa direction, la bonne conduite du projet dans la ligne de sa structure et ce, en respect avec les objectifs du projet Démos,
  - Un(e) « **référent(e) social(e) »** qui assure le suivi éducatif des enfants constituant le groupe Démos pendant les ateliers et les répétitions et en dehors des temps
  -

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

consacrés au projet. Il ou elle travaille en collaboration étroite avec les deux (ou trois) musicien(ne)s qui mènent les ateliers, notamment pour leur construction.

- ✓ Un **partenariat éducatif** entre professionnels de la musique et travailleurs sociaux, soutenu et coordonné par une équipe projet,

- ✓ Des **représentations publiques** régulières :
  - en groupe, au sein des structures locales,
  - et au moins une fois par an en orchestre (regroupant potentiellement tous les jeunes musicien(ne)s d'un territoire, les professionnels et élèves de conservatoires partenaires), dans des grandes salles du territoire ou à la Cité de la musique-Philharmonie de Paris.

- ✓ Un dispositif de formations mis en place par l'équipe de projet Démos et proposées aux musicien(ne)s et acteurs sociaux.

- ✓ Une évaluation permanente de l'action par des chercheurs en sciences humaines (anthropologie de la musique, sociologie, sciences de l'éducation, etc).

Les objectifs artistiques, éducatifs et sociaux

- ✓ Lever les freins sociaux liés à l'image de la musique classique, par la pratique musicale et les concerts des orchestres partenaires grâce auxquels les enfants aiguisent leur culture musicale. Permettre de faire évoluer les représentations liées à la musique classique pour les enfants et leur entourage,

- ✓ Stimuler le développement personnel de chaque enfant en renforçant sa capacité d'attention à l'autre, de concentration par la pratique collective et son goût de l'effort.

- ✓ Initier un travail pédagogique innovant au sein des territoires partenaires par l'association de compétences éducatives complémentaires,

- ✓ Soutenir la fonction parentale en renforçant les liens parents-enfants, à travers le partage d'un projet d'excellence artistique

- ✓ Favoriser la pérennisation des pratiques individuelles, en particulier dans les conservatoires, à la fin des trois années.

Mise en place et historique

Une première phase d'expérimentation s'est déroulée de **janvier 2010 à juin 2012** en Île-de-France. Elle a permis à 450 jeunes de s'initier à la musique classique. Cette première phase a été coordonnée par l'Association de prévention du site de la Villette (APSV) en étroite collaboration avec **la Cité de la musique-Philharmonie de Paris**, l'Orchestre de Paris et l'Orchestre symphonique Divertimento.

La Cité de la musique-Philharmonie de Paris a entièrement coordonné la deuxième phase du projet, de **septembre 2012 à juin 2015**, avec le soutien du Ministère de la Culture et de la communication, de l'Acsé, des mécènes (Mécénat musical Société Général, Fondation SNCF, Fondation EDF, etc) et des collectivités locales.
Fort de son expérience en Île-de-France, le projet s'est étendu à l'Aisne (02) et à l'Isère (38), regroupant ainsi 800 enfants, autour d'un projet visant à étendre la pratique musicale à tous, sans nécessité de capital préexistant, qu'il soit économique ou culturel.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Une troisième phase a débuté en **septembre 2015 et s'adresse à 3000 enfants sur l'ensemble du territoire national via la création de 30 orchestres**. Coordonnée par la Philharmonie de Paris, elle bénéficie du soutien du ministère de la Culture, du Commissariat général à l'égalité des chances et des territoires (CGET), du Fonds Social Européen, des CAF, des mécènes (Mécénat musical Société Général, Fondation SNCF, Fondation SFR, etc) et des collectivités locales.

A compter de 2018, le projet est entré dans sa quatrième phase et a poursuivi son déploiement en visant **plus du doublement du nombre d'orchestres** afin de permettre, à terme, à 6000 enfants en France de s'initier à la pratique orchestrale.

En 2021, le projet Démos entame sa cinquième phase et confirme la pertinence du projet tout en l'inscrivant dans une forme de pérennité. La recherche constante d'amélioration du dispositif et son adaptation aux spécificités locales sont les facteurs clés d'une inscription dans la durée, comme le montrent les divers ajustements qui ont accompagné les phases successives.

Relai local sur plusieurs centaines de territoires, Démos vise à constituer un levier pour renforcer les politiques d'éducation artistique et culturelle mises en œuvre par les pouvoirs publics et pour prévenir l'exclusion sociale.

L'équipe projet

L'équipe Démos a élaboré les principes fondateurs de la démarche éducative et construit le cadre facilitant sa mise en œuvre. Elle veille à la cohérence des actions sur le terrain tout en étant très attachée au respect des initiatives et des spécificités de chacune d'entre elles, qu'il s'agisse des méthodes pédagogiques des intervenant(e)s ou des approches particulières des partenaires du champ social ou des collectivités locales.

Cette mise en cohérence des actions de terrain passe par l'harmonisation des contenus pédagogiques proposés par les intervenant(e)s artistiques : rythme des séances, place de l'oralité dans les apprentissages, place de l'écrit, cohérence des exercices pédagogiques en relation avec le répertoire abordé… Elle passe également par des actions de médiation entre les partenaires du projet : organisation de **réunions de régulation** pour une meilleure compréhension réciproque des pratiques professionnelles du champ culturel et du champ social.

L'équipe Démos s'attache également à la production de documents de référence (outils audio, numériques et écrits) pour la pédagogie, destinées aux équipes du terrain. L'ensemble de ces documents est disponible sur le site internet Démos (https://demos.philharmoniedeparis.fr/).

Elle fait également le lien avec l'ensemble des partenaires des territoires (élus locaux, professionnels des services jeunesses ou politique de la ville, directions des conservatoires) pour une bonne insertion du projet dans le tissu local.

Le partenariat avec les structures sociales

La mise en œuvre du dispositif sur le terrain a pour but s'intégrer de manière harmonieuse dans le projet éducatif de la structure sociale qui l'accueille. L'implication des équipes de cette structure est nécessaire, ainsi que la mise à disposition d'un(e) **référent(e) social(e)** dont le rôle est crucial pour le suivi et la cohérence de l'action.

Suite aux axes de travail définis avec les intervenant(e)s artistiques, le ou la référent(e) **encadrera les activités** selon diverses modalités: l'observation participante, levier éducatif en apprenant lui-même à jouer d'un instrument, soutien individualisé d'un enfant, régulation des difficultés liées au fonctionnement du groupe ou à la compréhension des consignes… Il s'assurera également que les enfants ont la possibilité de pratiquer leur instrument en dehors des ateliers eux-mêmes.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Sur un plan plus général, il ou elle s'attachera à optimiser les bénéfices éducatifs des ateliers dans la vie du quartier : **relations avec les familles**, relations avec les autres intervenant(e)s éducatifs, liens avec les enseignant(e)s des écoles de proximité…

Des sessions de **formation**s sont proposées gratuitement aux référent(e)s sociaux afin de les soutenir dans une démarche d'appropriation de cet outil éducatif. Le ou la référent(e) social(e) sera également accompagné par le chargé de développement social de son orchestre, tout au long de son parcours.

Les partenaires de la pédagogie musicale

Au sein de chaque territoire, un ou des partenaires musicaux contribueront à la mise en place de l'activité avec l'équipe projet et participeront au comité de pilotage du projet.
Les équipes d'intervenant(e)s artistiques sont composées des musicien(ne)s des orchestres partenaires ainsi que de pédagogues ayant une formation spécifique (CA, DE, DUMI, diplômes étrangers).

Les conservatoires des territoires concernés sont impliqués de manières diverses. Ils proposent des enseignants pour encadrer les ateliers, organisent des rencontres avec leurs élèves, mettent à disposition des structures sociales une salle pour l'enseignement ou pour des présentations publiques aux familles. Ils participent aux réunions de suivi du projet et travaillent à l'accession au conservatoire des jeunes participants désireux de poursuivre leur formation musicale.

Des sessions de formation continue sont proposées à l'ensemble des intervenant(e)s artistiques participant au projet avec pour objectif de leur fournir des outils et matériaux pédagogiques adaptés à la forme collective de l'enseignement ainsi qu'au répertoire choisi par l'équipe pédagogique de l'orchestre. Certaines sessions sont tournées spécifiquement vers la question du partenariat professionnel avec les travailleurs sociaux. Par ailleurs, un accompagnement individuel in situ est mis en œuvre tout au long du projet en vue de créer un cadre pédagogique commun à l'ensemble de Démos.

Annexe 2 : Cahier des charges des structures sociales

Ce document présente le cadre au sein duquel le projet Démos s'insère et fixe les grands principes **éducatifs, artistiques et organisationnels**.

Il définit plus particulièrement le rôle de la structure qui mettra en œuvre le projet pendant ces trois années, et notamment les missions des personnes qui seront les relais du terrain pour l'équipe de coordination du projet.

Les acteurs sur le terrain, relais entre l'Etablissement public territorial, la Cité de la musique-Philharmonie de Paris et la structure à laquelle ils appartiennent sont le ou la **référent(e) projet** et le ou la **référent(e) social(e)**. Le ou la référent(e) projet est souvent le(la) directeur(rice) de la structure et le ou la référent(e) social(e) est la personne qui suit le projet au quotidien.

OBJECTIFS DU PROJET

Le projet Démos est un projet de démocratisation culturelle aux ambitions nationales porté par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris. Il vise, par la musique, à agir sur les mécanismes de reproduction sociale. Pour ce faire, il fournit à des enfants vivant dans des territoires concentrant des difficultés sociales, des outils pour un développement personnel harmonieux et une meilleure insertion dans la société. Il vise également à donner à la musique classique toute sa place de patrimoine vivant dans notre société contemporaine en élargissant les publics qui y ont habituellement accès et en favorisant une approche sensible par la pratique collective.

En visant le doublement du nombre d'orchestres à compter de 2019, Démos a pour but de contribuer à répondre aux besoins nationaux de réformes de la **transmission musicale**.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le projet apporte également un **support éducatif** cadré aux structures du champ social ou de l'animation socioculturelle, qui leur permet d'apporter des éléments supplémentaires au travail développé au sein de leur territoire d'action.

1. **Le projet Démos se dessine autour d'un découpage spatial et selon un calendrier correspondant à une progression pédagogique sur trois années :**

- ✓ il s'élabore autour d'une *démarche territoriale* ; l'équipe projet aborde **chaque territoire dans sa globalité** en réunissant les acteurs culturels, socio-éducatifs, institutionnels et politiques qui partagent la même volonté de développement culturel et social. Le projet s'adapte bien entendu aux **spécificités territoriales** en respectant les principes fondamentaux du projet.

- ✓ il se déroule dans un cadre périscolaire en partenariat avec une **structure du champ social** ou de **l'animation socioculturelle**, implantée dans des territoires qui présentent des difficultés sociales importantes, essentiellement dans des territoires « Politique de la ville » mais également dans des zones rurales. Chaque structure prend en charge un groupe de 15 enfants âgés de 7 à 12 ans.

- ✓ il s'articule autour d'un volume annuel d'environ **120 heures** (différents modes de répartition des horaires possibles) et pour une durée minimale de trois années. Ces heures de pratique musicale sont encadrées par un **binôme (ou trinôme) de musicien(ne)s** et un(e) **référent(e) social(e),** professionnel du champ social ou de l'animation socioculturelle.

2. **Le projet se nourrit de principes éducatifs, en postulant :**

- ✓ que les enfants ont tous une capacité à **pratiquer la musique** à un bon niveau,

- ✓ que la pratique de la musique développe des **capacités cognitives** en soi et utiles à d'autres apprentissages. Elle développe également les capacités empathiques (respect de l'altérité),

- ✓ **qu'il faut favoriser l'inclusion** de chaque enfant au sein du groupe et du projet. Il ne peut y avoir d'enfants écartés en raison de leur niveau musical. Les difficultés d'ordre éducatif font l'objet d'un diagnostic partagé entre les référent(e)s sociaux et musicaux. Les décisions se prennent collégialement entre le ou la référent(e) social(e), les musicien(ne)s et l'équipe de coordination du projet (coordinatrice, référent pédagogique, chargé de développement social).

- ✓ la pédagogie met en relation **effort et intérêt**. La dimension ludique du projet n'exclut pas l'exigence de la qualité des apprentissages.

Ces principes éducatifs structurent la pédagogie du projet Démos qui vise à susciter une **motivation** en relation avec le **développement individuel** de chaque enfant :

- ✓ en stimulant **créativité et curiosité**,
- ✓ en s'appuyant sur **l'énergie produite par le groupe** : les apprentissages individuels se construisent au sein d'un groupe qui progresse.

Les enfants sont associés à l'évaluation de leurs progrès qui concernent autant les savoir-faire que les savoir être.

MISSIONS ASSUREES PAR LA STRUCTURE PARTENAIRE

La structure sociale est au cœur du travail éducatif, et a fortiori de la mise en pratique de la pédagogie qui caractérise le projet Démos. Le projet se pense en toute cohérence comme une démarche intégrée à la pratique éducative et sociale de la structure.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le ou la référent(e) social(e) est le garant des relations entre le projet Démos et sa mise en œuvre. Pour cela, il possède des **compétences d'encadrement éducatif**.

Le ou la référent(e) social(e) constitue le groupe en accord avec la structure à laquelle il appartient et le suit pendant les trois années du projet, afin d'assurer sa continuité ainsi que le travail sur la parentalité, point central du projet éducatif.

1. La structure élabore un **cadre éducatif** en relation avec son projet global

- ✓ La structure a la responsabilité du **recrutement des enfants** selon des **critères qui correspondent à son projet éducatif et social global** qui est en lien avec sa connaissance du territoire. Il est cependant recommandé de veiller à ce que les enfants et leurs familles montrent une motivation pour la proposition et que les enfants n'aient pas de pratique musicale antérieure. Par ailleurs, le fait d'introduire l'idée de **mixité sociale** dans la constitution d'un groupe s'inscrit dans les valeurs fondamentales portées par le projet. La structure pourra solliciter le pôle développement social Démos pour du conseil à la mobilisation du groupe.

- ✓ La structure est garante de la **dynamique territoriale. Cette dynamique** se traduit par la création de liens avec **les familles**, l'ensemble des **partenaires éducatifs** du territoire (éducation nationale, réseaux de réussite éducative, médiateurs sociaux du territoire) et des institutions culturelles (conservatoires en particulier).

- ✓ La structure assure avec l'équipe de coordination, la tenue de réunions de travail qui rythment la vie du projet.

- ✓ La structure s'engage à recevoir les **équipes de chercheur(euse)s** qui peuvent être amenés à travailler sur l'évaluation du projet (auprès des enfants, des familles, des professionnels …). Les conditions de ces enquêtes sont définies avec elle.

- ✓ La structure délègue un ou une référent(e) social(e) pour assurer **l'encadrement du groupe** pendant les ateliers tout au long du projet (voir rôle du ou de la référent(e) social(e) ci-dessous).

2. Le ou la référent(e) social(e) assure le suivi pratique du projet, avec :

Ces documents sont nécessaires à l'équipe de coordination du projet

- ✓ L'établissement de la liste nominative des enfants, leur âge, l'instrument qui leur est prêté, le nom de leur école primaire et leur classe.
- ✓ Le suivi des signatures par les parents des autorisations de captation d'image et son.
- ✓ Le suivi des signatures par les parents des fiches de prêt d'instrument.
- ✓ **Le besoin en achat d'accessoires instrumentaux** : jeux de cordes, anches ou d'autres accessoires en fonction du parc instrumental de la structure.
- ✓ La participation à des **réunions de régulation** : bilan des ateliers, de l'apprentissage des jeunes, concertation avec les musicien(ne)s, mise en place de l'accompagnement pédagogique ou d'activités culturelles.
- ✓ La participation à des **réunions d'échanges de la pratique**, organisées dans une des structures participantes et encadrées par le coordinateur développement social.
- ✓ Le **suivi du parc instrumental** : référencer chaque instrument pour chaque enfant en début de projet, en lien avec le chargé du parc instrumental de l'équipe Démos.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Signaler dès que possible au coordinateur territorial un problème concernant le parc instrumental mis à disposition au sein de la structure.

3. Le ou la référent(e) social(e) accompagne le groupe sur des activités d'éducation artistique complémentaires au projet

- ✓ Des sorties culturelles (concerts, expositions, etc) sont proposées au groupe tout au long du projet. Le ou la référent(e) social(e) coordonne et articule ces propositions, en fonction du projet pédagogique de la structure. Cela peut être un aspect du travail autour de la parentalité.
- ✓ Une ou plusieurs **présentations musicales** aux familles sont organisées pendant l'année, au sein de la structure, du conservatoire, d'une institution culturelle locale ou de la Philharmonie de Paris.
- ✓ Des présentations sont envisageables dans le cadre des **partenariats locaux** (ville, conservatoire, écoles, etc).

4 . La structure assure le lien avec les acteurs locaux

- ✓ Des retours auprès **des élus et de leurs collaborateurs** permettent une meilleure dynamique territoriale et une plus grande implication, en complémentarité avec l'équipe de coordination (invitations sur des ateliers, présentations musicales aux familles, etc.).
- ✓ La mise en place de la participation des jeunes à des fêtes de quartier ou à des manifestations dans le cadre scolaire pour favoriser le lien avec les **enseignant(e)s des écoles**.
- ✓ Des partenariats avec le **conservatoire** et/ou d'autres acteurs culturels locaux sont à penser et à mettre en place en collaboration avec l'équipe projet.

Annexe 3 : LE RÔLE EDUCATIF DU OU DE LA REFERENT(E) SOCIAL(E) DEMOS

Le ou la référent(e) social(e) est membre de l'équipe de la structure partenaire en charge du suivi local du projet. Il veille particulièrement à la cohérence du projet au sein de la structure.

Le ou la référent(e) social(e) est, au sein de la structure, la personne en charge du suivi du groupe pendant les ateliers, les répétitions et les réunions liées au fonctionnement du projet. Le ou la référent(e) social(e) est ainsi en contact avec les intervenant(e)s artistiques, et l'équipe de coordination du projet Démos.

Le ou la référent(e) social(e) a un rôle primordial. Il ou elle organise le déroulé des ateliers, et ce, tout au long du projet, de la façon suivante :

- ✓ Il ou elle intervient avec les musicien(ne)s dans la construction et le bilan des séances (réunions de préparation, échanges par mail, etc.).
- ✓ Il ou elle informe les intervenant(e)s artistiques lorsqu'un enfant traverse des difficultés particulières, (tout en respectant la confidentialité inhérente à sa fonction), afin qu'ils puissent adapter leur pédagogie.
- ✓ Il ou elle est présent à chaque séance.
- ✓ Il ou elle veille aussi à l'**assiduité**, aux **respects des consignes**, et à **l'adhésion au projet**.
- ✓ Il ou elle est le **pivot** du travail avec les familles, les musicien(ne)s et les enfants.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Dans la pratique, son travail s'organise de la façon suivante :

La préparation de l'atelier

- ✓ Le ou la référent(e) social(e)**, prépare et installe la salle** mise à disposition pour que l'atelier se déroule dans les meilleures conditions.
- ✓ Le ou la référent(e) social(e) est le garant du **respect des horaires**.
- ✓ Le ou la référent(e) social(e) propose une mise en condition des enfants pour une bonne **réceptivité** et **concentration** durant l'atelier.
- ✓ Le ou la référent(e) social(e) organise et prévoit des **temps d'échanges** avec les musicien(ne)s, permettant l'accompagnement et le suivi du groupe dans la durée. Ce sont des moments clés pour donner aux musicien(ne)s des éléments de compréhension concernant des difficultés spécifiques de tel ou tel enfant.

Le déroulement de l'atelier

- ✓ Le ou la référent(e) social(e) a un **rôle de soutien** dans l'atelier. Il ou elle peut décider d'apprendre à jouer d'un instrument avec le groupe, si ce choix lui parait pertinent dans sa manière de concevoir sa position éducative.
- ✓ Il ou elle définit les **temps de travail** et de **pause**, cadrant ainsi le rythme d'apprentissage des enfants en fonction de sa connaissance du groupe.
- ✓ Le ou la référent(e) social(e) a également un **rôle d'observation** lui permettant de prendre le recul nécessaire sur l'atelier, et d'agir en répondant aux besoins individuels de chaque enfant. Par exemple **- Favoriser l'inclusion dans le groupe** :
  - d'un enfant qui aurait tendance à s'isoler / des difficultés de socialisation
  - d'un enfant qui présenterait des troubles (comportement, attention, apprentissages…)
  - d'un enfant perturbant le cadre / avec un grand besoin d'attention

Le ou la référent(e) valorise les enfants tout au long de leurs parcours, tant sur le plan de l'acquisition des savoirs, que des savoir-faire ou des savoir-être. Sa mission est d'aider chaque enfant à trouver sa place dans le groupe grâce à une réponse éducative la plus adaptée possible.

Médiateur, il ou elle pourra reformuler la question d'un enfant ou d'un(e) musicien(ne), afin de créer une meilleure attention générale, si nécessaire.

Le suivi de l'atelier et de sa mise en œuvre permet au ou à la référent(e) social(e) d'agir :

- ✓ Sur la concentration collective et individuelle,
- ✓ Sur la capacité de chaque enfant à s'exprimer,
- ✓ Sur la valorisation de chaque individualité mais également sur la dynamique de groupe,
- ✓ Sur le cadrage de l'atelier.

Après l'atelier

Le ou la référent(e) social(e) utilise Démos comme un outil de développement social. Pour ce faire, il établit des **ponts entre les différentes structures éducatives** afin de travailler plus sereinement les situations réclamant l'avis de différents professionnels du champ social. Il peut s'avérer opportun de tisser un partenariat fort avec **les écoles**, les **Centres Médicaux Psychologiques**, l'**Aide Sociale à l'Enfance**, etc.…).

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Certains enfants n'auront pas la possibilité de jouer de la musique chez eux. Il appartient au ou à la référent(e) social(e) en accord avec la structure de proposer, dans la mesure du possible, une salle dans laquelle les enfants pourraient répéter en dehors des ateliers.
Le ou la référent(e) social(e) met également en place d'autres ateliers en lien avec le projet. Il conçoit par exemple, avec les musicien(ne)s des fiches biographiques sur les compositeurs ou des séances replaçant les œuvres dans un contexte historique et culturel (la Philharmonie de Paris met à disposition plusieurs ressources en lignes dont l'éduthèque : https://edutheque.philharmoniedeparis.fr/).

C'est aussi le temps de la **réflexion, de l'analyse** et de **l'évaluation** sur le déroulement de l'atelier, et plus globalement, sur la cohérence du projet.
En cas de besoin, le ou la référent(e) social(e) organise, avec les musicien(ne)s, des temps de réunion afin de discuter de la situation d'un enfant qui rencontrerait des difficultés, ou du déroulement de l'atelier.

En dehors de l'atelier, le ou la référent(e) social(e) travaille également le **lien avec les parents**. Le projet Démos est un bon outil pour renforcer les liens déjà établis avec les familles.
Le ou la référent(e) social(e) organise des réunions d'information afin d'inclure les parents à la construction du projet localement. Il invite les parents à des ateliers de chant choral, ainsi qu'aux répétitions orchestrales. Cela leur permet de suivre et de mieux visualiser l'évolution des apprentissages.

CITÉ DE LA MUSIQUE - PHILHARMONIE DE PARIS
221, AVENUE JEAN-JAURÈS 75935 PARIS CEDEX 19 | PHILHARMONIEDEPARIS.FR | 01 44 84 45 00
SIRET 391 718 970 00026 / APE 9004Z / TVA IC : FR79391718970

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-107

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Culture – Démos : Convention entre la ville et l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et attribution de subvention à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre pour l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Anissa AZZOUG, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Après le succès rencontré par les deux précédents orchestres Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) que la Ville du Kremlin-Bicêtre a développé successivement au bénéfice d'un nombre conséquent de familles kremlinoises, la ville a souhaité s'inscrire à nouveau dans ce projet entre octobre 2024 et juin 2027. Sur notre territoire, Démos est porté à présent par l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, en partenariat avec La Cité de la musique-Philharmonie de Paris.

Le ministère de la Culture a chargé la Cité de la musique-Philharmonie de Paris de porter le projet Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et de conclure les partenariats qu'elle juge utiles pour le mener à bien. Démos est un projet d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville ou dans des zones de revitalisation rurale (ZRR), ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes.

Il s'agit d'abord de favoriser l'accès à une culture musicale à caractère patrimonial, permettant à ces jeunes de s'inscrire durablement dans une activité perçue comme inaccessible. Il s'agit également d'inscrire ces mêmes jeunes dans un dispositif à la fois ouvert et structuré (assiduité, rigueur, concentration, expressivité) afin de développer confiance en soi, respect de l'autre, envie de communiquer, prise de risque. À ces fins, une démarche innovante est élaborée. Elle associe une pédagogie collective fondée sur la pratique instrumentale et un suivi social très appuyé. Elle implique donc, outre les musiciens professionnels, de nombreux experts du champ social. Des projets passerelles avec le Conservatoire intercommunal du Kremlin-Bicêtre sont tissés au fur et à mesure du projet et intensifiées en année 3 en vue de la poursuite de la pratique instrumentale des enfants (environ 50% des enfants poursuivent la musique en sortie de dispositif).

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre est pour la première fois directement chargé du pilotage d'un orchestre Démos. L'Etablissement public territorial a ainsi souhaité reconduire le dispositif Démos dans 6 villes : Arcueil, Gentilly, Fresnes, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif et Thiais. L'orchestre Démos Grand-Orly Seine Bièvre est donc composé de 90 enfants des 6 communes précitées (soit 6 groupes de 15 enfants), dont 15 enfants pour la ville du Kremlin-Bicêtre.

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre a conclu une convention avec la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris. Dans ce cadre, l'EPT s'engage à respecter et faire respecter le cahier des charges du dispositif Démos, et la Cité de la Musique-Philharmonie de Paris s'engage à accompagner le projet en mettant à disposition ses ressources et en apportant un soutien financier.
Le Centre Social Germaine Tillion est le porteur social du projet sur la ville, et a mis en place le groupe d'enfants conformément aux critères fixés. Les enfants répéteront 4 heures par semaine après l'école (lundis et vendredis de 16h30/18h30 au centre social Germaine Tillion) avec des temps personnalisés et des temps d'orchestre supplémentaires. Le groupe sera encadré par trois musiciens professionnels et un référent social du projet.

Il a été convenu que :

L'EPT s'engage :

- à mettre en place des ateliers artistiques bihebdomadaires (de clarinette, flûte traversière et basson allemand) au sein du Centre social Germaine Tillion, 25 avenue Charles Gide, 94270 le Kremlin Bicêtre. Ces ateliers pourront être complétés par des sessions de travail supplémentaires pendant les vacances scolaires, hors grandes vacances, à la décision de l'EPT
- à recruter et salarier pour le Projet, trois musiciens professionnels qui encadreront les ateliers,
- à fournir le matériel pédagogique (pupitres, supports audio, partitions,...) nécessaire au bon déroulement des ateliers
- à prendre à sa charge les frais liés au petit entretien courant des instruments (réassort de cordes, anches, huile, graisse, chiffon, colophane, etc.)
- à coordonner le bon déroulement du Projet par l'implication de la coordinatrice et du référent pédagogique,
- à organiser et mettre en place des répétitions et représentations publiques. Le calendrier détaillé des ateliers, répétitions et représentations sera adressé ultérieurement à la Ville, en concertation.

La Ville du Kremlin-Bicêtre s'engage :

- à veiller à la cohérence du projet sur son territoire, porté par le service action culturelle et le Centre social Germaine Tillion
- à s'assurer de la mise à disposition de locaux nécessaires au bon déroulement des ateliers au sein du Centre social Germaine Tillion
- à mobiliser un groupe de 15 enfants, âgés au minimum de 7 ans/CE1 et résidant prioritairement sur des territoires relevant de la Politique de la ville, pour les ateliers de pratique instrumentale organisés par l'EPT, et pour les rassemblements en orchestre.
- à recruter et mobiliser pour les 3 ans du projet, un référent social du groupe qui encadrera les ateliers, veillera au bon déroulement des ateliers, informera et sensibilisera les familles et coordonnera le projet en lien avec le référent pédagogique et la coordinatrice de l'orchestre ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- à verser une subvention annuelle à l'EPT selon le planning suivant :
  - ✓ un versement de 2 000 € en 2024
  - ✓ un versement de 6 000 € en 2025
  - ✓ un versement de 6 000 € en 2026
  - ✓ un versement de 4 000 € en 2027

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention annexée à la présente délibération, d'autoriser Monsieur le Maire à la signer et d'attribuer la subvention suivante, pour l'exercice 2024 :

Nature	***Fonction***	***Nom de l'organisme***	***Montant de la subvention 2024***
6573644	*311*	*Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre*	*2 000,00*
		TOTAL	***2 000,00***

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Anissa Azzoug, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le budget primitif 2024,
Vu le projet de convention annexé à la présente délibération,
Considérant l'intérêt du dispositif Démos,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la convention entre la ville et l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer.

Article 2
D'approuver l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l 'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre pour le projet Démos au titre de l'exercice 2024.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94270 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-107-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Lutte contre les déchets abandonnés diffus

Convention de soutien *« Communes et groupements communaux »*

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Entre :

[Nom de la Collectivité],

dont le siège est situé [Adresse du siège], représentée par [Nom du Représentant], en sa qualité de [Fonction], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Dénommée ci-après la « Collectivité »,

Agissant le cas échéant en tant que Responsable du Groupement,

D'une part,

Et

Citeo,

Société anonyme, au capital social de 499 444,50 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 388 380 073, dont le siège social est situé 50, boulevard Haussmann, 75009 Paris, représentée par [Civilité Prénom et Nom], Directeur[rice] régional[e], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Dénommée ci-après « la Société agréée »,

D'autre part,

Dénommées ci-après individuellement la « Partie » ou ensemble les « Parties »,

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Sommaire

Convention de soutien « *Communes et groupements communaux* » 1

Préambule.....5

Articles 7

Cadre général de la relation des Parties 7
Article 0 Définitions 7
Article 1 Objet 9
Article 2 Prise d'effet et durée 9
Article 2.1 Prise d'effet 9
Article 2.2 Durée ferme 9
Article 2.3 Reconduction 10
Article 2.4 Substitution 10
Article 3 Collaboration des Parties 10
Article 3.1 Obligation de bonne foi et de diligence 10
Article 3.2 Intuitu personae 10
Article 3.3 Interlocuteurs respectifs 10
Article 4 Dématérialisation des relations contractuelles 11
Article 4.1. Principe général de dématérialisation 11
Article 4.2. Communications entre les Parties 11
Article 4.3. Modalités de conventionnement 11

Eligibilité 11
Article 5 Conditions d'éligibilité 11
5.1 Espaces éligibles 11
5.2 Pluralité de personnes publiques en charge du Nettoiement 12
5.3 Interventions superposées de différentes sociétés agréées 12
Article 6 Eléments à fournir par la Collectivité 12
6.1 Pièces justificatives administratives 12
6.2 Pièces justificatives techniques 12

Mise en œuvre des Actions 12
Article 7 Description des engagements applicables 13
Article 8 Pilotage, suivi et contrôle de la mise en œuvre des Actions 13
Article 9 Communication autour de la mise en œuvre des Actions 14

Accompagnement fourni par la Société agréée 15
Article 10 Accompagnement technique fourni par la Société agréée 15
Article 10.1 Interlocuteurs-experts sur le sujet des déchets abandonnés 15
Article 10.2 Appui à la connaissance du gisement de déchets abandonnés 15
Article 10.3 Accès à du contenu, des études, des avis d'experts et des événements thématiques 15
Article 10.4 Partage d'expériences concernant la consolidation des charges liées au nettoiement 15
Article 11 Accompagnement financier fourni par la Société agréée 16
Article 11.1 Détermination du Soutien LDA 16
Article 11.2 Modalités de versement du Soutien LDA 16
Article 11.3 Suspension et ajustement du Soutien LDA 17

Précisions juridiques 17
Article 12 Propriété intellectuelle 17
Article 13 Assurance et responsabilité 17
Article 13.1 Assurance 17
Article 13.2 Responsabilité – Garantie 17
Article 14 Données à caractère personnel 18
Article 15 Confidentialité 18
Article 15.1 Principe 18
Article 15.2 Exceptions 19
Article 16 Modification et résiliation de la Convention 19
Article 16.1 Modification de la Convention 19
Article 16.2 Modifications statutaires 19

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 16.3 Résiliation pour manquement grave ou manquements répétés 20
Article 16.4 Caducité en cas de retrait de l'Agrément 20
Article 16.5 Conséquence de la résiliation 20
Article 17 Dispositions diverses 21
Article 17.1 Invalidité partielle 21
Article 17.2 Non-renonciation 21
Article 17.3 Force majeure 21
Article 17.4 Règlement des différends 21

Annexe 1 Collectivités ou groupements de moins de 5 000 habitants 23

Annexe 2 Collectivités ou groupements entre 5 000 et 50 000 habitants.....25

Annexe 3 Collectivités ou groupements de plus de 50 000 habitants.....29

Annexe 4 Recensement des « hotspots » de déchets abandonnés diffus 32

Annexe 5 Convention de groupement.....33

Annexe 6 Mandat d'auto-facturation 34

Annexe 7 Modèle de délibération 36

Annexe 8 Charte graphique.....37

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Préambule

1. Présentation de la Société agréée

Citeo est issue du rapprochement d'Eco-Emballages, créée en 1992 pour organiser le dispositif national du tri et du recyclage des emballages ménagers et d'Ecofolio, créée en 2007 comme éco-organisme chargé de développer le recyclage des papiers graphiques en France. Citeo est par ailleurs entreprise à mission depuis novembre 2022.

Adelphe est une filiale de Citeo.

2. Missions de la Société agréée au titre de la lutte contre les déchets abandonnés diffus (LDA)

Œuvrer à réduire les déchets abandonnés d'emballages ménagers sur l'espace public fait partie de la responsabilité de la Société agréée en tant qu'éco-organisme agréé au titre de la filière REP Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique. L'objectif de réduction des déchets abandonnés relève également, et plus largement, de la raison d'être de Citeo.

Au titre de cette Convention, la Société agréée s'engage à soutenir financièrement la Collectivité dans sa lutte contre les déchets abandonnés diffus.

La Convention vise particulièrement à couvrir les coûts de Nettoiement optimisé des déchets abandonnés d'emballages ménagers supportés par la Collectivité. Elle prévoit également des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon de ces déchets dans l'environnement (CEnv, art. R. 541-102 ; Cahier des Charges, art 5.3.2).

Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoiement des dépôts illégaux de déchets abandonnés fait l'objet d'un dispositif distinct prévu par le code de l'environnement (CEnv., R. 541-112 et suiv.).

La Société agréée propose également à la Collectivité un accompagnement technique, pour autant que cette dernière l'estime utile.

La Convention établie par la Société agréée dans le cadre réglementaire précité a été soumise aux ministères signataires de son agrément.

3. Présentation de la Collectivité

La Collectivité s'est rapprochée de la Société agréée afin de pouvoir bénéficier du soutien relatif au nettoiement des déchets d'emballages ménagers abandonnés effectué au titre de sa prise en charge du Nettoiement.

Les Actions doivent contribuer à diminuer les déchets abandonnés sur l'espace public dont les bénéficiaires assurent la gestion.

La Collectivité s'engage pour une durée ferme pouvant aller jusqu'à trois ans, renouvelable une fois par tacite reconduction. Les conditions de cette reconduction sont définies à l'Article 2.3 (*Reconduction*).

La Collectivité, ainsi que, le cas échéant, les Collectivités concernées par le groupement, ont pu prendre connaissance de la Convention conditionnant le versement du soutien. Elles en acceptent l'ensemble des termes.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

4. Possibilité de conventionner en Groupement

La Collectivité peut se constituer en Groupement au titre de la présente Convention.

Dans ce cas, la Collectivité transmet en ligne, **via l'Espace Territoires de la Société agréée**, la convention de Groupement, en cas de groupement de la prise en charge du Nettoiement de plusieurs Collectivités. Le Responsable du Groupement sera alors signataire de la Convention et garant de la mise en œuvre des Actions prévues par la Convention.

En cas d'un conventionnement avec un Groupement, il est autorisé la participation au Groupement d'un EPCI sans fiscalité propre compétent en matière de collecte et / ou de traitement des déchets des ménages et assimilés.

En tout état de cause, les membres du Groupement désignent, parmi les communes ou EPCI à fiscalité propre ou Etablissement public territorial de la Métropole du Grand Paris, en charge du Nettoiement, un Responsable du Groupement, aux fins de conclusion et d'exécution, de modification et de résiliation de la Convention. Le Responsable du Groupement sera le seul interlocuteur de la Société agréée à ces fins. Les Soutiens LDA lui seront versés, charge à lui de les répartir entre les Collectivités mandantes conformément à la convention de mandat.

Le Groupement est libre de la forme de son acte constitutif (convention, désignation unilatérale, …). Cet acte est joint en pièce justificative transmise **via l'Espace Territoires de la Société agréée**.

L'acte constitutif précise *a minima* :

- les personnes publiques concernées (pour chacune d'elles : dénomination, typologie de milieu au sens du Cahier des Charges d'Agrément, Population au sens des définitions visées ci-avant) ;
- la répartition de la charge du Nettoiement, des actions et des Soutiens LDA entre elles ;
- la désignation du Responsable du Groupement pour l'exécution de la présente Convention et la perception des sommes dues en application de cette dernière personnes publiques membres du Groupement.

Le Responsable du Groupement s'assure de la bonne mise en œuvre par les membres du Groupement de la présente Convention, et notamment des Actions.

5. Composition de la Convention

La convention est constituée des articles 1 à 17 et des annexes 1 à 8 tels que décrits dans le sommaire. En cas de contradiction entre les pièces constitutives de la Convention, les stipulations notifiées au sein des articles prévalent celles notifiées au sein des annexes.

6. Périmètre de la Convention

La Collectivité demandeuse :

☐ Conclut la présente Convention avec la Société agréée à titre individuel.

☐ Conclut la présente Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable du Groupement d'un Groupement de Collectivités territoriales constitué pour l'exécution de la présente Convention.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Articles

Cadre général de la relation des Parties

Article 0 Définitions

Action : la ou l'une des actions réalisées pour diminuer les déchets abandonnés sur l'espace public. Ces actions regroupent celles relatives au nettoiement optimisé des déchets abandonnés diffus à la charge de la Collectivité, définies dans le cadre de la présente Convention et/ou toute autre action visant à réduire la présence de ces déchets en prévenant le geste d'abandon au titre du paragraphe a) de l'article 5.3.2 du Cahier des Charges.

Agrément : agrément de la Société Agréée au titre de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique. A la date de conclusion de la Convention, l'Agrément résulte de l'arrêté interministériel du 27 décembre 2023.

Annexe(s) : une ou plusieurs des annexes constitutives de la Convention.

Article(s) : un ou plusieurs des articles de la Convention.

Cahier des charges : cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique. A la date de conclusion de la Convention, le Cahier des Charges résulte de l'arrêté interministériel en date du 7 décembre 2023.

Collectivité : la Collectivité est la signataire de la Convention.

En cas de Groupement, pour l'exécution de la présente Convention, la Collectivité, agissant comme Responsable du Groupement, s'entend comme l'ensemble des membres du Groupement. Ainsi, sont notamment relatifs au Groupement le Périmètre, la Population et les Actions.

Convention : la présente Convention, y compris ses annexes, ainsi que ses avenants éventuels.

Déchet abandonné ou Déchet abandonné diffus : il s'agit de déchets qui pour diverses raisons n'ont pu poursuivre leur acheminement dans le circuit conventionnel de gestion des déchets et qui se retrouvent sur l'espace public. Ils sont de petite taille et ne doivent pas être confondus avec des dépôts illégaux de déchets abandonnés. Ils se retrouvent donc dans des milieux très variés, de l'urbain dense au milieu naturel le plus isolé. Les emballages ménagers peuvent faire partie des déchets abandonnés diffus. Les déchets abandonnés diffus peuvent se retrouver aux abords des points d'apport volontaire – ils sont alors considérés comme étant contraires au règlement de collecte et peuvent impliquer une adaptation du dispositif de collecte.

Dépôt illégal de déchets abandonnés : est défini à l'article R. 541-111 du code de l'environnement comme *« un amoncellement de déchets abandonnés dont la quantité totale estimée de déchets le composant excède le seuil fixé à l'article 2 du décret n° 2019-1176 du 14 novembre 2019 pris pour l'application du b du 1 octies et du 1 terdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, pour les dépôts comprenant des déchets relevant de la responsabilité élargie du producteur ».* L'amoncellement doit comporter plus d'une tonne de déchets d'emballages ménagers non dangereux, ou 0.1 tonnes de déchets d'emballages ménagers dangereux pour ouvrir au soutien de la Société agréée (article R. 541-112 du CEnv).

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Espaces naturels : sont compris dans les espaces naturels les sites naturels faiblement aménagés et non aménagés. Ils incluent les plages et rivages, les espaces du Conservatoire du littoral, les espaces naturels terrestres, le domaine public maritime concédé, les forêts communales, les berges et lits de cours d'eau et lacs domaniaux pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement.

Espace public correspond au domaine public de la Collectivité affecté à l'usage direct du public n'accueillant aucune activité commerciale ou administrative. Voir également Espaces naturels et Espaces urbains.

Espaces urbains : sont compris dans les espaces urbains les sites et espaces géographiques urbanisés ainsi que les secteurs occupés par une urbanisation diffuse, pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement.

Groupement : le Groupement correspond l'ensemble de communes et / ou d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), sans personnalité juridique, ayant choisi d'agir de concert pour lutter contre les déchets abandonnés. Le Responsable du Groupement est désigné parmi eux.

Hotspots de déchets abandonnés : zones de l'espace public considérées comme spécifiquement sujettes, de manière récurrente, à la présence de déchets abandonnés diffus et sur lesquelles les déchets abandonnés sont retrouvés :

- soit accumulés, dès lors que le « tas » est constitué de plus 60 items d'emballages ménagers ou l'équivalent de 1 sac de 30L rempli d'emballages ménagers,
- soit éparpillés, dès lors que plus de 60 items d'emballages ménagers sont retrouvés sur un tronçon de 100m linéaire.

Ces hotspots de déchets abandonnés peuvent être ciblés pour diverses Actions de prévention (diagnostic, analyse, communication, sensibilisation, contrôles) et de nettoiement.

Mandat d'auto-facturation : contrat de mandat figurant en Annexe 6, par lequel la Collectivité autorise la Société agréée à émettre elle-même les factures pour son compte aux fins du versement des Soutiens lutte contre les déchets abandonnés (LDA) versés directement à la Collectivité.

Nettoiement : au sens de l'article R. 541-111 du code de l'environnement, le nettoiement correspond aux opérations de ramassage de déchets issus des déchets d'emballages ménagers, abandonnés ou déposés de manière diffuse dans les espaces publics, y compris naturels, en méconnaissance des prescriptions relatives à la gestion des déchets.

Le Nettoiement peut être désigné en pratique à différentes terminologies, telle que propreté ou salubrité publique. Il peut être assuré au titre de différentes compétences statutaires (ex. : pouvoir de police du maire, propreté sur les voiries d'intérêt communautaire, …).

Nettoiement optimisé : Le Nettoiement est considéré comme optimisé lorsqu'il vise un optimum environnemental, économique et social :

- Prévenir le geste d'abandon (actions de diagnostic, de sensibilisation et de communication pédagogique sur le geste d'abandon) ;
- Apporter un service adapté au territoire (mode de nettoiement adapté, renforcement pendant les saisons touristiques, acceptation sociale pour la communication) ;
- Assurer des conditions de travail satisfaisantes pour les opérations de nettoiement et favoriser l'emploi ;
- Maîtriser les coûts au travers de choix organisationnels de nettoiement ;
- Limiter les impacts environnementaux et sanitaires des déchets abandonnés diffus.

Périmètre : périmètre couvert par la Convention, *i.e.* sur lequel les Actions seront mises en œuvre. Les Collectivités territoriales concernées, en ce compris les établissements de coopération intercommunale, sont mentionnées en Annexe 5.

Plan de lutte contre les déchets abandonnés (PLDA) : plan constitué d'Actions que la Collectivité souhaite mettre en place sur son territoire pour diminuer dans le temps les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l'espace public. Il se traduit par la mise en œuvre concertée d'Actions complémentaires, pérennes, allant du préventif au curatif, en passant par la mesure. C'est un outil de pilotage local, qui devrait conduire la Collectivité à coopérer avec les autres acteurs du

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

territoire. Les Actions réalisées dans le cadre d'un PLDA font l'objet de bilans synthétiques définis en Annexes 2 et 3.

Population : population municipale entrant dans le périmètre de la présente Convention, telle qu'issue des données démographiques de la Collectivité, issues des données INSEE, mises à jour annuellement selon les années de référence suivantes :

Année de soutien	2023	2024	2025
Données INSEE	2022	2023	2024
Recensement INSEE	2019	2020	2021

Responsable LDA : représentant de la Collectivité dans le cadre de leurs échanges au titre de la présente Convention. Le rôle du Responsable LDA est précisé à l'Article 3.3 (*Interlocuteurs respectifs*) de la présente Convention.

Responsable du Groupement : membre du Groupement désigné comme Responsable LDA et responsable de l'exécution de la Convention vis-à-vis de la Société Agréée**.**

Résultats : résultats, livrables, enseignements, données de toutes natures, chiffres, statistiques, connaissances, rapports, supports de communication, photos, vidéos, plans, schémas, croquis, procédés, concepts, études et méthodes de tous types issus de l'exécution de la Convention et sur tous types de supports que ce soit.

Soutiens LDA : soutiens relatifs au nettoiement des déchets abandonnés diffus, tels que prévus à l'article 5.3.2 (*Contribution aux coûts de nettoiement des déchets abandonnés*) du Cahier des Charges, et dont les conditions d'éligibilité et de versement sont fixées par la présente Convention.

Article 1 Objet

La Convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de versement par la Société agréée à la Collectivité des Soutiens LDA.

Les dépenses concernées par le versement des Soutiens LDA sont les suivantes :

- Les dépenses liées à la prise en charge des opérations de nettoiement des déchets abandonnés diffus présents dans l'ensemble des espaces publics du territoire de la Collectivité ;
- Les dépenses liées aux Actions préventives appropriées pour diminuer les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l'espace public.

La présente Convention n'a pas pour objet de soutenir les dépenses engagées au titre des Appels à projets de la Société agréée dédiés à la Collecte Hors Foyer.

Article 2 Prise d'effet et durée

Article 2.1 Prise d'effet

Pour une Convention ayant fait l'objet d'une délibération et d'un dépôt de dossier complet avant le 31 décembre 2023 et dont la signature intervient avant le 31 mars 2024, la date de prise d'effet de la Convention est fixée au 1er janvier 2023.

Au-delà de l'une et/ou l'autre de ces échéances, la Convention prend effet rétroactivement à compter du premier jour du semestre de signature.

Article 2.2 Durée ferme

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les Actions soutenues sont celles réalisées à compter de la date de prise d'effet de la Convention jusqu'au 31 décembre 2025.

En cas d'application de la reconduction visée ci-après, les Actions soutenues sont celles réalisées jusqu'au 31 décembre 2028.

La Convention expire à la date de versement du solde du Soutien LDA au titre de la dernière année de la Convention.

Par dérogation à ce qui précède, les stipulations des Articles 13 (*Assurance et responsabilité*) et 14 (*Données à caractère personnel*) survivront au terme de la Convention, pour la durée qu'ils prévoient.

Article 2.3 Reconduction

La Convention est tacitement reconduite, pour une durée de trois ans, sauf dénonciation notifiée par l'une des Parties à l'autre Partie au plus tard le 1er octobre 2025.

Article 2.4 Substitution

Se substitue à la Convention, après qu'elle ait été signée par les deux Parties, le contrat-type unique le cas échéant établi par les éco-organismes de la Filière, sous l'égide de l'organisme coordonnateur, en application du Cahier des Charges.

La date de substitution est fixée dans le cadre de la coordination.

Article 3 Collaboration des Parties

Article 3.1 Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles de la Convention.

Elles collaborent de la même manière et en tant que de besoin, afin d'assurer la parfaite exécution de cette dernière.

La Collectivité permet que la Société agréée transmette les contacts et les noms des signataires de la Convention à d'autres éco-organismes pour d'autres filières REP qui seraient fondés à financer des opérations de nettoiement.

Article 3.2 Intuitu personae

Le Contrat est conclu *intuitu personae*.

Aucune cession ne pourra intervenir sans accord des Parties

Chaque Partie est personnellement responsable vis-à-vis de l'autre de son exécution, quel que soit les tiers auxquels elles peuvent avoir recours afin, notamment, de se faire assister dans cette exécution.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels il recourt pour l'exécution de la Convention à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle des Résultats obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre de la Convention, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre de la Convention.

Article 3.3 Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent en leur sein un interlocuteur pour l'exécution de la Convention. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leurs adresses électroniques.

Pour ce faire, les Parties désignent, à la signature de la présente Convention, une personne chargée d'être Responsable LDA au nom de la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le rôle du Responsable LDA de la Collectivité sera *a minima* :

- D'être l'interlocuteur privilégié de la Société agréée dans l'application de la Convention ;
- De veiller à la bonne application des dispositions de la Convention au sein de la Collectivité ;
- D'animer la thématique « Lutte contre les déchets abandonnés » au sein de la Collectivité ;
- De veiller à la coordination des parties prenantes pour lutter efficacement contre les déchets abandonnés diffus sur le Périmètre de la Collectivité.

Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, préalablement au changement effectif.

Article 4 Dématérialisation des relations contractuelles

Article 4.1. Principe général de dématérialisation

Les Parties privilégient les procédures dématérialisées.

Cette dématérialisation s'applique à la contractualisation et à tous les échanges et correspondances entre la Collectivité et la Société Agréée pour l'exécution de la Convention.

Article 4.2. Communications entre les Parties

Toutes les communications et déclarations relatives à la Convention et au suivi de celle-ci sont effectuées par défaut par voie dématérialisée.

Article 4.3. Modalités de conventionnement

La signature de la Convention s'effectue via un outil de signature dématérialisé, selon la procédure dite du « double-clic » prévue par les articles 1125 et suivants et 1176 du code civil et d'une seconde authentification.

Elle s'effectue via un portail spécialisé d'un fournisseur, sécurisé et accessible par chaque Partie grâce à un lien transmis par mail. Chaque signataire doit disposer de la capacité juridique d'engager la Partie qu'il représente. Chaque signataire confirme son acceptation des termes de la présente Convention par une première validation (1er clic), puis l'entérine définitivement par une deuxième validation (2ème clic).

Eligibilité

Article 5 Conditions d'éligibilité

5.1 Espaces éligibles

Sont éligibles au dispositif de Soutiens LDA, toute commune et tout EPCI à fiscalité propre, et tout Etablissement public territorial de la Métropole du Grand Paris, en charge du Nettoiement sur au moins un des espaces suivants relevant de leurs compétences :

- la voirie/chemins ruraux ;
- les parcs et jardins ;
- les Espaces urbains ;
- les Espaces naturels.

L'éligibilité de la Collectivité est vérifiée par la Société Agréée préalablement à la conclusion de la Convention.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

5.2 Pluralité de personnes publiques en charge du Nettoiement

Lorsque le Nettoiement est assuré par plusieurs communes et/ou groupements intercommunaux sur un même territoire, ces dernières s'organisent en Groupement.

En cas de difficultés relatives à l'organisation du Groupement, la Société agréée conventionne avec la commune ou l'EPCI à fiscalité propre ou l'Etablissement public territorial de la Métropole du Grand Paris proposant le projet le plus pertinent pour son territoire au regard des objectifs poursuivis par la Convention.

La Collectivité cocontractante de la Société Agréée s'engage à informer les autres personnes publiques en charge du Nettoiement sur le territoire concerné.

La Collectivité garantit en tout état de cause la Société agréée de tout recours d'autres collectivités territoriales ou groupements chargés d'assurer le Nettoiement qui estimeraient être en cette qualité éligibles aux Soutiens LDA. Dans le cas d'un tel recours, s'il y a lieu, la Collectivité ayant signé la Convention fait notamment son affaire de la répartition des Soutiens LDA avec ces autres Collectivités territoriales ou groupements.

5.3 Interventions superposées de différentes sociétés agréées

La Collectivité garantit la Société agréée de toute superposition de conventions conclues avec d'autres sociétés agrées pour le même objet, même Périmètre, et la même filière de responsabilité élargie du producteur. La Collectivité informe sans délai la Société agréée de l'existence d'une convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés d'emballages ménagers. Dès lors, les Parties conviennent que le Périmètre de la présente Convention et son soutien s'adaptent au conventionnement avec une autre société agréée.

Article 6 Eléments à fournir par la Collectivité

Au moment de la signature de la Convention, la Collectivité s'engage à fournir à la Société agréée les pièces justificatives administratives et techniques suivantes via **l'Espace Territoires de la Société agréée**.

6.1 Pièces justificatives administratives

La Collectivité fournit à la Société agréée lors du conventionnement :

- Si existant, arrêté préfectoral et / ou statuts précisant la charge Nettoiement et la liste des communes concernées ;
- Avis de situation SIREN (cet avis peut être téléchargé via le site suivant : https ://avis-situation-sirene.insee.fr/) ;
- Coordonnées du Responsable LDA et du signataire ;
- Délibération autorisant le Maire / Président à signer la Convention ;
- En cas de groupement : Convention de Groupement

6.2 Pièces justificatives techniques

Les pièces justificatives techniques que la Collectivité ou le groupement doit fournir à la Société agréée sont précisées :

- En Annexe 1.1 pour les Collectivités ou groupements de moins de 5 000 habitants ;
- En Annexe 2.1 pour les Collectivités ou groupements entre 5 000 et 50 000 habitants ;
- En Annexe 3.1 pour les Collectivités ou groupements de plus de 50 000 habitants.

La conclusion de la Convention est conditionnée à la transmission de ces éléments.

Mise en œuvre des Actions

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 7 Description des engagements applicables

Les Collectivités ou groupements s'engagent à respecter les dispositions qui leur sont applicables et bénéficient du soutien visé à l'Article 11.1 (*Détermination du Soutien LDA*) pour les Actions réalisées relatives au nettoiement des déchets abandonnés diffus qu'elles mènent sur leur Périmètre. Ces dispositions et Actions sont adaptées en fonction de la taille de la Collectivité, et précisées :

- En Annexe 1 pour les Collectivités ou groupements de moins de 5 000 habitants ;
- En Annexe 2 pour les Collectivités ou groupements entre 5 000 et 50 000 habitants ;
- En Annexe 3 pour les Collectivités ou groupements de plus de 50 000 habitants.

La Collectivité veille ainsi à appliquer les dispositions qui correspondent à la population municipale, telle que définie à l'Article 0 (*Définitions*), connue au jour de la signature de la Convention pour la première année de la Convention et à la population municipale déclarée au 1er janvier pour les années suivantes.

En cas de modification des Statuts de la Collectivité (nom, structure, périmètre) au cours d'une année calendaire, cette dernière en informe la Société agréée conformément aux dispositions décrites dans l'Article 16.2 (*Modifications statutaires*).

Article 8 Pilotage, suivi et contrôle de la mise en œuvre des Actions

Le suivi courant de la mise en œuvre des Actions est assuré par la Société agréée dans le cadre des informations transmises à la Société agréée par la Collectivité en application de l'Article 7 *(Description des engagements applicables)* de la Convention.

En cas de besoin, la Société agréée pourra solliciter la tenue de réunions avec la Collectivité. La Collectivité s'engage à y répondre favorablement, à une date convenue avec la Société agréée dans le délai précité. Il y fait intervenir toute personne compétente pour traiter le sujet concerné, y compris et le cas échéant un élu, notamment sur demande de la Société agréée.

Dans les cas où la Collectivité organise annuellement une restitution du bilan annuel des Actions mises en œuvre, elle en informe la Société agréée qui pourra y participer en qualité de partenaire.

La Société agréée peut diligenter, à ses frais, un contrôle sur pièces et sur place (dans les locaux de la Collectivité ou sur l'espace public) pour s'assurer de la bonne exécution de tout ou partie des dispositions de la présente Convention. Ce contrôle peut porter sur l'ensemble de la durée de la présente Convention.

La Collectivité est informée du contrôle par la Société agréée un mois avant sa survenance et, le cas échéant, de l'identité des tiers habilités par la Société agréée à réaliser le contrôle et la liste des pièces nécessaires au contrôle. Les Parties conviennent ensemble de la date du contrôle, s'il a lieu sur place.

La Collectivité facilite la réalisation du contrôle par la Société agréée.

Lorsque le rapport de contrôle établit des inexécutions de la Convention par la Collectivité, ou en cas d'obstacle à la réalisation du contrôle :

- La Société agréée en transmet son projet de rapport à la Collectivité sous trente (30) jours. Celle-ci dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour y apporter des observations ;
- les Parties se rapprochent pour y mettre fin et examiner les conséquences financières pour La Société agréée (suspension, révision ou remboursement des financements versés).

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 9 Communication autour de la mise en œuvre des Actions

Pour les collectivités ou groupements de plus de 5 000 habitants, la Société agréée indique explicitement les supports et actions de communication jugés prioritaires par la Société agréée dans les conditions visées en Annexe 2 (*Collectivités ou groupements entre 5 000 et 50 000 habitants*) et en Annexe 3 (*Collectivités ou groupements de plus de 50 000 habitants*).

Ces supports et actions de communication jugés prioritaires par la Société agréée :

- Devront être validés par la Société agréée préalablement à leur diffusion ou réalisation, afin de garantir la conformité des consignes et des messages diffusés.
- Devront porter le logo de la Société agréée, positionné conformément à la charte graphique présentée à l'Annexe 8 (*Charte graphique*).

Pour ces éléments jugés prioritaires, la Collectivité adresse à cette fin à la Société agréée le projet de support au moins quinze (15) jours ouvrés avant la date prévue pour sa diffusion et en tout état de cause avant la validation définitive du bon à tirer. La Collectivité devra recueillir l'accord, écrit et préalable, de la Société agréée avant toute diffusion.

A sa réception, la Société agréée disposera d'un même délai de quinze (15) jours ouvrés pour valider le support et formuler ses observations. A défaut de réponse explicite dans ce délai, le support est considéré comme validé. De manière générale, les Parties conviennent que la Société agréée pourra diffuser librement sur son site Internet les supports et actions de communication réalisées par la Collectivité dans le cadre de la présente Convention.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accompagnement fourni par la Société agréée

Article 10 Accompagnement technique fourni par la Société agréée

Article 10.1 Interlocuteurs-experts sur le sujet des déchets abandonnés

La Société agrée s'engage à mettre à disposition de la Collectivité ses expertises afin de pouvoir l'accompagner tout au long de la Convention, pour la définition, la mise en œuvre et le suivi de ses Actions. Cet engagement intervient dans la limite des moyens et disponibilités de la Société agréée et dans le respect de l'équité de traitement.

Article 10.2 Appui à la connaissance du gisement de déchets abandonnés

La Société agréée pourra procéder à une estimation du gisement de déchets abandonnés diffus, selon les modalités qu'elle déterminera.

La Collectivité coopère avec la Société agréée aux fins de réalisation de cette estimation, notamment au travers de réunions techniques avec le Responsable LDA.

La Société agréée s'engage à transmettre à la Collectivité les résultats de l'estimation (mesures et leur consolidation).

Article 10.3 Accès à du contenu, des études, des avis d'experts et des événements thématiques

La Société agréée met à disposition de la Collectivité **via son Espace Territoires** :

- des études et avis d'experts publiés par la Société agréée ;
- des événements thématiques qui pourraient être organisés par la Société agréée sur la lutte contre les déchets abandonnés diffus ;
- du contenu permettant de soutenir l'action de la Collectivité pour réduire le volume de déchets abandonnés diffus dans l'espace public et dans l'environnement. Une attention particulière sera portée aux actions permettant de limiter l'impact sur la biodiversité des pratiques de nettoiement.

La Société agréée propose à la Collectivité si elle le souhaite, d'être informée de la publication ou de la mise à disposition de nouveaux contenus.

Article 10.4 Partage d'expériences concernant la consolidation des charges liées au nettoiement

La Société agréée pourra constituer un groupe de travail, regroupant des Collectivités volontaires, dont l'objectif serait d'élaborer une méthode visant à consolider les charges liées aux actions de nettoiement. Cet exercice permettrait aux Collectivités de disposer d'un outil clé en main pour pouvoir piloter les charges liées au nettoiement et évaluer leurs dépenses sur ce sujet.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 11 Accompagnement financier fourni par la Société agréée

Article 11.1 Détermination du Soutien LDA

En contrepartie du respect des conditions de l'Article 7 *(Description des engagements applicables)*, la Société agréée verse à la Collectivité un soutien financier selon le barème défini par le Cahier des Charges, et repris ci-après :

Typologie de milieu de la Collectivité *	Montant (€/habitant/an) Métropole
Urbain : commune dont la population est égale ou supérieurs à 5 000 habitants permanents	3,2
Rural : commune dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,9
Urbain dense : communes dont la population est égale ou supérieurs à 50 000 habitants permanents	4,3
Touristique (hors urbain dense) : communes qui remplissent au moins l'un des critères suivants : - plus d'1,5 lits touristiques par habitant ; - un taux de résidences secondaires supérieur à 50% ; - au moins 10 commerces pour 1 000 habitants.	3,5

* La typologie de milieu est appréciée au niveau de chaque commune membre du Groupement.

Ce barème est majoré de 1,7 pour les Collectivités d'Outre-Mer.

Cas particuliers :

1°/ Appréciation de la typologie de milieu dans le cas d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou d'un groupement : la typologie de milieu est appréciée au niveau de chaque commune membre de cet EPCI ou groupement ;

2°/ Appréciation des conditions de l'Article 7 *(Description des engagements applicables)* **Dans le cas d'un groupement :** les soutiens seront versés sur la base de l'assiette des habitants des seules communes membres du groupement ayant respecté les conditions visées audit article.

Les sommes dues à la Collectivité qui résultent de l'application du barème sont calculées en fonction de la date de prise d'effet de la Convention visée à l'Article 2.1 (*Prise d'effet*).

Article 11.2 Modalités de versement du Soutien LDA

11.2.1 Modalités administratives de versement

Le Soutien LDA n'est pas assujetti à TVA, conformément à l'instruction fiscale 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006.

La Société agréée est autorisée par la Collectivité à procéder à l'auto-facturation de l'ensemble du Soutien LDA dû en application du mandat présenté en Annexe 6 (*Mandat d'auto-facturation*).

11.2.2 Calendrier de versement

Les soutiens LDA au titre d'une année N sont versés à la Collectivité en deux temps :

- Un premier terme versé à la signature de la Convention s'agissant de la première année, puis le 15 juin de chaque année suivante, sous réserve de la réception et validation par la Société agréée des éléments à fournir par la Collectivité au plus tard le 31 mars de l'année N+1 ;

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Un second terme versé annuellement à compter de la deuxième année de la Convention - sous réserve de la réception et validation par la Société agréée des éléments à fournir par la Collectivité au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Le pourcentage de soutien versé chaque terme et les éléments à fournir par la Collectivité sont précisés en annexes 1.3, 2.3, ou 3.3 selon la taille de la Collectivité ou du groupement.

Le versement de chacun des termes interviendra au plus tard quarante-cinq (45) jours, fin de mois, après validation des conditions préalables précitées et émission de la facture selon la procédure visée à l'Article 11.2.1 (Modalités administratives de versement).

Article 11.3 Suspension et ajustement du Soutien LDA

11.3.1 Suspension des versements

L'absence de transmission des « éléments à fournir par la Collectivité en cours de Convention » suspend tout versement tant que les informations demandées ne sont pas transmises.

11.3.2 Gestion des trop-perçus

Les éventuels trop-perçus au titre d'une année N sont réglés, au choix de la Société agréée, par remboursement effectué par la Collectivité ou compensation avec le Soutien LDA dus au titre des autres années. Dans le premier cas, la Collectivité rembourse à la Société Agréée le trop-perçu dans un délai de 45 jours à compter de l'émission de la facture définitive.

Précisions juridiques

Article 12 Propriété intellectuelle

Dans le cadre du dispositif de Soutiens LDA, s'il s'avère nécessaire de concéder des Résultats pour utilisation, exploitation, ou diffusion, en particulier pour les bonnes fins des missions agréées de la Société agréée, les Parties s'engagent à conclure un contrat de licence dans les meilleurs délais. Ce contrat de licence est considéré comme un acte autonome de la présente Convention.

Article 13 Assurance et responsabilité

Article 13.1 Assurance

Chaque Partie s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour le prémunir contre les risques découlant de l'exécution de la présente Convention, et notamment d'une police d'assurance couvrant l'intégralité des dommages de tout type qui peuvent survenir dans le cadre des Actions à réaliser. Chaque Partie s'engage à obtenir une renonciation à recours de ses assureurs au profit de l'autre Partie.

Article 13.2 Responsabilité – Garantie

Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure la Convention et de réaliser les Actions.

La Convention et sa mise en œuvre sont de la responsabilité exclusive de la Collectivité. La Société agréée ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice en lien avec l'exécution de la Convention ou en cas de retard ou de non-réalisation de tout ou partie des Actions prévues dans la Convention.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La Collectivité assume la responsabilité des dommages occasionnés aux biens ou aux personnes à l'occasion de l'exécution des actions mises à sa charge dans le cadre de la présente Convention. Elle garantit en conséquence la Société agréée contre toute Action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relatif à cette exécution.

La Société agréée ne garantit d'aucune manière les recommandations ou avis qui pourraient être fournis par ses soins dans le cadre de l'exécution de la Convention. Il appartient à Collectivité d'apprécier ces recommandations, d'évaluer si elles répondent à ses propres objectifs, de se forger ses propres conclusions et de supporter toutes les conséquences des décisions en découlant. La Société agréée ne pourra être tenue responsable envers la Collectivité en cas de non-succès des opérations de mise en place des recommandations, ainsi que pour tout dommage, tant direct qu'indirect. En conséquence, la Collectivité renonce expressément à tout recours contre la Société agréée à ce titre.

La Collectivité garantit à la Société agréée l'originalité ainsi que la libre et paisible exploitation des Résultats et garantit la Société agréée contre tout recours ou Action d'un tiers en lien avec les Résultats.

Les Parties conviennent que la présente clause survivra en cas de fin anticipée de la Convention, quelle qu'en soit la nature.

Article 14 Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés (« réglementation Informatique et libertés »).

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées. Les traitements des données personnelles réalisés dans le cadre de l'exécution et du suivi de la Convention sont détaillés dans la Politique de confidentialité disponible sur le Portail dédié de la Collectivité.

En application de la réglementation Informatique et libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

Article 15 Confidentialité

Article 15.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité qui auront été transmises à la Société agréée pour l'application de la présente convention sont confidentielles.

La Société agréée s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

La Société agréée peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles des collectivités.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité, la Société agréée s'engage à ne pas communiquer à des tiers des données et informations individuelles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

Article 15.2 Exceptions

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution de la Convention pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie émettrice ;
- elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement interne entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie émettrice ;
- la loi, la réglementation applicable, le Cahier des Charges, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

Article 16 Modification et résiliation de la Convention

Article 16.1 Modification de la Convention

En cas de modification du Cahier des charges et/ou de l'Agrément ayant un impact sur la présente Convention, notamment une prolongation dudit Agrément, la Convention est modifiée en conséquence.

En dehors du cas de modification de l'Agrément, la présente Convention peut être modifiée après concertation entre la Société agréée et les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des filières REP et après avis des ministères concernés.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé, établi par la Société agréée, précisant la date de son entrée en vigueur. Il est notifié à la Collectivité, qui dispose d'un délai de deux (2) mois pour accepter la reconduction ou s'y opposer. Le silence gardé à l'expiration de ce délai vaut acceptation.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, la Convention peut alors être résiliée par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

Article 16.2 Modifications statutaires

Les modifications statutaires concernent le nom de la Collectivité, la structure juridique de la Collectivité. Les modifications de périmètre de la Collectivité ou du Groupement sont intégrées dans ces modifications.

La Collectivité informe la Société agréée de toute modification statutaire **via l'Espace Territoires ou via Territeo** au plus tard le 31 mars de l'année N+1. Elle justifie cette modification par la

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

transmission à la Société agréée de tout acte administratif portant modification statutaire (ex : délibération des communes pour une extension de Groupement).

La modification statutaire, dûment justifiée par la Collectivité et validée par la Société agréée, est réputée prendre effet rétroactivement à compter du premier jour du semestre de signature de l'acte administratif. Il en va de même en cas de changement de Périmètre occasionné par un risque de superposition de conventionnements entre sociétés agréées pour le même objet et la même filière de responsabilité élargie du producteur.

Le changement de Périmètre peut entrainer une mise à jour de la Convention de Groupement et des engagements applicables conformément à la taille des collectivités, tel que visé en Article 7 (*Descriptions des engagements applicables*). Dans ces cas, le Responsable du Groupement en informe Citeo. La Convention et ses annexes seront modifiées en conséquence.

Par ailleurs, la mise à jour des engagements applicables intervenue lors des trois premières années s'opère également lors de la reconduction prévue au titre de l'article 2.3 (*Reconduction*).

Article 16.3 Résiliation pour manquement grave ou manquements répétés

En cas de manquement grave ou de manquements répétés de l'une des Parties à tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre de la Convention, l'autre Partie se réserve la possibilité, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant quinze (15) jours à compter de sa réception, de résilier la Convention, sans préavis ni indemnité, et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires.

Les conséquences dommageables de la résiliation pour la Partie résiliante sont à la charge de la Partie résiliée.

La résiliation donne lieu au calcul des Soutiens LDA restant dus le cas échéant à la Collectivité au *prorata temporis* du nombre de semestres échus jusqu'à la date de résiliation. Il est précisé que dans le cadre particulier de la résiliation, la Collectivité dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la résiliation pour adresser les justificatifs exigés au titre de l'éligibilité des dépenses. Le versement final sera établi sur la base des dépenses justifiées au terme de ce délai.

Par ailleurs, en cas de manquement de la Collectivité à tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre de la Convention, la Société agréée se réserve la possibilité de suspendre et/ou réviser les financements prévus, le cas échéant assortie d'un remboursement des sommes versées.

Article 16.4 Caducité en cas de retrait de l'Agrément

En cas de retrait de l'Agrément, la Convention sera caduque à compter de la date d'effet du retrait.

Les conséquences du retrait sur la présente Convention seront réglées conformément à la décision de retrait.

Article 16.5 Conséquence de la résiliation

Il est expressément convenu que, lors de la résiliation ou de la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit et sous réserve que la Société Agréée ait respecté ses obligations financières :

- Les Enseignements demeureront acquis à la Société Agréée ;
- Les droits concédés à la Société Agréée tel que prévu à l'Article 12 (*Propriété intellectuelle*) ci-dessus, lui resteront acquis ;
- La Collectivité remettra à la Société Agréée tous les éléments relatifs aux Résultats, dont les Livrables, achevés ou non, et chacune des Parties s'engage à restituer tous les documents qui auront pu lui être remis par l'autre Partie dans le cadre du suivi et du pilotage des Actions, et ce dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la fin de la Convention.

En cas de résiliation, la Collectivité ne pourra plus prétendre à un quelconque versement de la part de la Société Agréée, sauf en cas de manquement substantiel de la part de la Société Agréée à ses obligations.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 17 Dispositions diverses

Article 17.1 Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses de la Convention devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelle que cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses de la Convention, et la Convention sera interprété comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

Article 17.2 Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions de la Convention doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

Article 17.3 Force majeure

Aucune défaillance ou omission de l'une des Parties dans l'exécution de ses obligations au titre de la Convention ne sera considérée comme un manquement à ses obligations si cette défaillance ou omission est due à un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure tout évènement échappant au contrôle d'une Partie, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion de la Convention et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par cette Partie, conformément à l'article 1218 du Code civil.

La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre Partie par écrit sans délai et dans tous les cas dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement et s'efforcer de réduire les incidences de cet événement pour les Actions.

Toute suspension dans l'exécution des obligations de la Convention pour cas de force majeure devra être limitée à la durée effective de l'empêchement en question. Toutefois, si l'évènement de force majeure venait à durer plus de quarante-cinq (45) jours calendaires, la Partie qui n'est pas victime de cet évènement pourra résoudre la Convention de plein droit, sans préavis ni indemnité.

Article 17.4 Règlement des différends

La Convention est soumise au droit français.

Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation de la Convention et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, le différend pourra être portée devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

Signé électroniquement.

Pour la Société agréée	**Pour la Collectivité**
[Madame/ Monsieur ……...]	[Madame/ Monsieur ……...]

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexes

SPECIMEN

CITEO
50 boulevard Haussmann
75009 Paris – France
Tel : +33 (0)1 81 69 06 00
Fax : +33 (0)1 81 69 07 47

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 1 Collectivités ou groupements de moins de 5 000 habitants

1.1. Pièces justificatives techniques

1. La conclusion de la Convention est conditionnée à la transmission de ces éléments.

La Collectivité fournit à La Société agréée lors de la contractualisation, **sur l'Espace Territoires de la Société agréée** :

- Des informations relatives aux caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement, et notamment le nom du Responsable LDA ;
- Des réponses au questionnaire relatif aux problèmes de déchets abandonnés diffus, actions mises en place et besoins de la Collectivité.

Le questionnaire est à compléter **selon le format présenté sur l'Espace Territoires de la Société agréée (Annexe A - Questionnaire simplifié PLDA)**.

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire du questionnaire **(Annexe A - Questionnaire simplifié PLDA)**.

2. En cours de convention, la Collectivité ou le groupement se réfère aux **documents techniques demandés dans l'Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement, sur l'Espace Territoires** (engagement des collectivités ou groupement de moins de 5 000 habitants).

1.2. Engagements/Actions de la Collectivité

La Collectivité s'engage à réaliser l'Action suivante :

☐ **Compléter un questionnaire portant sur les problèmes de déchets abandonnés diffus rencontrés, les actions réalisées et les besoins de la Collectivité ou du groupement**

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'engage à renseigner un questionnaire synthétique (**Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement**) portant sur les problèmes de déchets abandonnés diffus rencontrés, les actions réalisées et les besoins de la Collectivité. Ce questionnaire pourra comporter des questions spécifiques s'adressant aux Collectivités touristiques, relatives à l'impact de la fréquentation touristique sur la présence de déchets abandonnés et donc les moyens nécessaires.

Le questionnaire est à compléter selon le format disponible sur l'Espace Territoires en ligne (**Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement**).

La transmission de ces éléments au titre d'une année N doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée à titre individuel, elle doit remplir l'**Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement**.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable d'un Groupement de collectivités territoriales constitué pour l'exécution de la présente Convention, un seul et unique exemplaire de l'**Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement** est à renseigner.

1.3. Synthèse des montants des Soutiens LDA

Synthèse des pièces à fournir par la Collectivité ou le groupement en fonction des versements associés.

Liste des pièces à fournir pour les collectivités ou groupements de moins de 5.000 habitants		Termes et modalités de versement *(les versements interviendront au plus tard quarante-cinq (45) jours fin de mois après l'auto facturation et sous réserve de la réception et validation par la Société agréée des éléments à fournir par la Collectivité).*
Pour la signature de la Convention	Annexe A – Questionnaire simplifié PLDA	Versement 1 : • Année 1 : 50% du Soutien LDA à la signature Versement 1 (au titre de l'année N+1 et de l'année N+2). • Années suivantes : 50% du Soutien LDA au 15 juin de chaque année.
Au plus tard le 31 mars de l'année N+1	Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement	Versement 2 (au titre de l'année N) : • 50% du Soutien LDA dès réception et validation de la complétude des éléments.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 2 Collectivités ou groupements entre 5 000 et 50 000 habitants

2.1. Pièces justificatives techniques

1. La conclusion de la Convention est conditionnée à la transmission de ces éléments.

La Collectivité fournit à la Société agréée lors de la contractualisation, **sur l'Espace Territoires de la Société agréée** :

- Des informations relatives aux caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement, et notamment le nom du Responsable LDA ;
- Des réponses au questionnaire relatif aux problèmes de déchets abandonnés diffus, actions mises en place et besoins de la Collectivité.

Le questionnaire est à compléter **selon le format présenté sur l'Espace Territoires de la Société agréée (Annexe A - Questionnaire simplifié PLDA)**.

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire du questionnaire **(Annexe A - Questionnaire simplifié PLDA)**.

2. En cours de convention, la Collectivité ou le groupement se réfère aux **documents techniques demandés dans les Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement et C – PLDA niveau 2 sur l'Espace Territoires de la Société agréée** (engagement des collectivités ou groupement entre 5.000 et 50.000 habitants).

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire du questionnaire **(Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement)**.

2.2. Engagements/Actions de la Collectivité

2.2.1. Engagements au titre de la 1ère année de Convention

La Collectivité ou le groupement ayant une population comprise entre 5.000 et 50.000 habitants s'engage à réaliser les Actions minimales suivantes :

a) **Compléter un questionnaire portant sur les problèmes de déchets abandonnés diffus rencontrés, les Actions réalisées et les besoins de la Collectivité**

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'engage à renseigner un questionnaire synthétique (**Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement**) portant sur les problèmes de déchets abandonnés diffus rencontrés, les actions réalisées et les besoins de la Collectivité. Ce

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

questionnaire pourra comporter des questions spécifiques s'adressant aux Collectivités touristiques, relatives à l'impact de la fréquentation touristique sur la présence de déchets abandonnés et donc les moyens nécessaires.

Le questionnaire est à compléter selon le format disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée.

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire du questionnaire **(Annexe B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement)**.

La transmission de ces éléments au titre d'une année N doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année 2 de la Convention.

b) Recenser les actions prévues pour limiter les déchets abandonnés sur l'espace public

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'engage à fournir à la Société agréée **l'Annexe C – PLDA niveau 2**, comprenant le bilan synthétique des Actions qu'elle souhaite mener sur son territoire dans le cadre d'un PLDA pour réduire les déchets abandonnés sur l'espace public.

Si elle dispose de l'information, elle peut également remplir l'onglet recensant les parties prenantes impliquées à ses côtés dans un PLDA.

Le bilan synthétique est à compléter selon le format disponible sur l'Espace Territoires (éléments précisés en document-joint à la Convention (**l'Annexe C – PLDA niveau 2**). La transmission de cet élément au titre de la première année de la Convention doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année 2 de la Convention.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée à titre individuel, elle doit remplir **l'Annexe C – PLDA niveau 2**.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable d'un Groupement de collectivité territoriales constitué pour l'exécution de la présente Convention, elle doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire de **l'Annexe C – PLDA niveau 2**, et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente et demandées au titre de la Convention.

Exemple : pour l'année N, la Collectivité A signe une Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable du Groupement *des Collectivités A, B, C et D. La Collectivité A doit donc remplir* **l'Annexe C – PLDA niveau 2**, *avec les informations relatives aux Collectivités A, B, C et D et la retourner au plus tard à la Société agréée pour le 31 mars de l'année N+1.*

c) Recenser les hotspots de déchets abandonnés

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'engage à recenser les principaux hotspots de déchets abandonnés diffus dans les espaces publics ouverts et à adopter les actions de diagnostic, de réduction du gisement et de nettoiement, nécessaires et proportionnées, pour empêcher la formation de ces dépôts. Ce recensement sera annexé à la présente Convention (Annexe 4).

La Collectivité est libre de la forme et des outils qu'elle souhaite employer pour réaliser ce recensement. En appui à cet exercice, la Société agréée met à disposition de la Collectivité une notice explicative accessible sur l'Espace Territoires.

Il n'est pas attendu par la Société agréée un recensement complet des hotspots dès la première année de convention. La Collectivité peut cibler des zones et des types de hotspots qu'elle souhaite identifier en priorité et enrichir ce recensement d'année en année.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La transmission de cet élément au titre de la première année de la Convention doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année 2 de la Convention.

2.2.2. Engagements à compter de la 2ème année de Convention

d) Suivre dans le temps les actions réalisées et les évaluer

La Collectivité ou le groupement mettent en œuvre des Actions dont l'objectif est de diminuer les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l'espace public. Ces actions peuvent être de nature diverse et concerner des lieux spécifiques, répertoriés comme étant particulièrement sujets à cette nuisance.

Dans le cadre de la Convention, la Collectivité ou le groupement transmet à la Société agréée des informations portant sur la nature des Actions réalisées sur son territoire dans le cadre d'un PLDA, et sur leur efficacité.

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'assure de remplir au moins les deux conditions cumulatives ci-après.

☐ 1. La Collectivité s'engage à renseigner et à transmettre à la Société agréée, les deux éléments suivants :

- ✓ Le bilan synthétique des Actions prévues sur son territoire dans le cadre d'un PLDA pour réduire les déchets abandonnés sur l'espace public, ainsi que le bilan synthétique des actions réalisées.
- ✓ Les résultats et enseignements des actions réalisées, sous la forme de 6 (six) indicateurs de pilotage.

L'ensemble des informations visées au point 1 sont à compléter selon le format disponible sur **l'Espace Territoires** (éléments précisés en document-joint à la Convention (**Annexe C – PLDA niveau 2**). La transmission de cette annexe doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

☐ 2. Mener des actions visant à réduire le gisement de déchets abandonnés, telles que des actions de diagnostic, de sensibilisation, d'engagement des acteurs et de contrôle. Il est attendu que ces actions représentent un montant minimum équivalent à 25% (vingt-cinq pourcent) du montant total annuel de la Convention à compter de la 3ème année de conventionnement.

S'agissant de ses actions de communication, la Collectivité s'engage à ne pas véhiculer de messages allant à l'encontre des Missions pour lesquelles la Société est agréée.

☐ [Optionnel] 3. Si elle dispose de l'information, la Collectivité peut renseigner, au sein de **l'Annexe C – PLDA niveau 2**, l'onglet recensant les parties prenantes impliquées à ses côtés dans un PLDA. La transmission de cette annexe doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée à titre individuel, elle doit remplir **l'Annexe C – PLDA niveau 2**.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable d'un Groupement de collectivité territoriales constitué pour l'exécution de la présente Convention, elle doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire de **l'Annexe C – PLDA niveau 2**, et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente et demandées au titre de la Convention.

e) Recenser les hotspots de déchets abandonnés

Dans le cadre de la Convention, la Collectivité ou le groupement s'assure de l'efficacité de ses Actions en identifiant les hotspots de déchets abandonnés diffus. Pour obtenir le soutien LDA, la

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Collectivité s'engage à recenser les principaux hotspots de déchets abandonnés diffus dans les espaces publics ouverts et à adopter les actions de diagnostic, de réduction du gisement et de nettoiement, nécessaires et proportionnées, pour empêcher la formation de ces dépôts. Ce recensement sera annexé à la présente Convention (Annexe 4).

La Collectivité est libre de la forme et des outils qu'elle souhaite employer pour réaliser ce recensement. En appui à cet exercice, la Société agréée met à disposition de la Collectivité une notice explicative accessible sur l'Espace Territoires.

Il n'est pas attendu par la Société agréée un recensement complet des hotspots dès la première année de convention. La Collectivité peut cibler des zones et des types de hotspots qu'elle souhaite identifier en priorité et enrichir ce recensement d'année en année.

La transmission de cet élément doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1 de la Convention.

2.3. Synthèse des montants des soutiens LDA

Synthèse des pièces à fournir par la Collectivité ou le groupement en fonction des versements associés.

Liste des pièces à fournir pour les collectivités ou groupements dont le nombre d'habitants est compris entre 5.000 et 50.000		Termes et modalités de versement *(les versements interviendront au plus tard quarante-cinq (45) jours fin de mois après l'auto facturation et sous réserve de la réception et validation par la Société agréée des éléments à fournir par la Collectivité).*
Pour la signature de la Convention	Annexe A – Questionnaire simplifié PLDA	Versement 1 : • Année 1 : 30% du Soutien LDA à la signature • Années suivantes : 30% du Soutien LDA au 15 juin de chaque année
Pour l'année 1, au plus tard le 31 mars de l'année N+1	Annexe B – Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement Annexe C – PLDA niveau 2, onglet 1 (obligatoire) et onglet 2 (optionnel) Annexe 4 - Recensement des hotspots	Versement 2 : • 70% du Soutien LDA dès réception et validation de la complétude des éléments
Pour les années 2 et 3, au plus tard le 31 mars de l'année N+1	Annexe C – PLDA niveau 2, onglets 1 et 3 (obligatoires), et onglet 2 (optionnel) Annexe 4 – Recensement des hotspots	Versement 2 : • 70% du Soutien LDA dès réception et validation de la complétude des éléments

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 3 Collectivités ou groupements de plus de 50 000 habitants

3.1. Pièces justificatives techniques

1. La conclusion de la Convention est conditionnée à la transmission de ces éléments.

La Collectivité fournit à la Société agréée lors de la contractualisation, **sur l'Espace Territoires** :

- Des informations relatives aux caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement, et notamment le nom du Responsable LDA ;
- Le formulaire relatif aux Actions prévues et les budgets associés dans le cadre du PLDA.

Le formulaire est à compléter **selon le format présenté sur l'Espace Territoires (Annexe D – PLDA niveau 3)**.

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire de l'**Annexe D - PLDA niveau 3**, et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente et demandées au titre de la Convention.

2. En cours de convention, la Collectivité ou le groupement se réfère aux documents techniques demandés dans l'**Annexe D – PLDA niveau 3** sur l'Espace Territoires (engagement des collectivités ou groupement de plus de 50.000 habitants).

3.2. Engagements/Actions de la Collectivité

3.2.1. Engagement de la Collectivité ou du groupement

a) Formaliser un Plan de lutte contre les déchets abandonnés et suivre les effets dans le temps

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'assure de remplir au moins les deux conditions cumulatives ci-après :

☐ 1. Fournir à la Société agréée l'**Annexe D – PLDA niveau 3**, comprenant les quatre éléments suivants :

- ✓ Le bilan synthétique des Actions prévues sur son territoire dans le cadre d'un PLDA pour réduire les déchets abandonnés sur l'espace public ainsi que le bilan synthétique des actions réalisées.
- ✓ Les résultats et enseignements des actions réalisées, sous la forme de 6 (six) indicateurs de pilotage.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- ✓ Les informations relatives à l'organisation et aux charges liées au nettoiement.

- ✓ Les parties prenantes impliquées à ses côtés dans des actions concourant à limiter les déchets abandonnés sur l'espace public, ainsi que les informations portant sur la réunion annuelle de présentation des avancées du Plan de lutte contre les déchets abandonnés auprès des autres parties prenantes locales, à laquelle la Société agréée aura été conviée. (facultatif).

Ces informations sont à compléter selon le format disponible sur l'Espace Territoires. La transmission de cette annexe au titre d'une année N de la Convention doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1 de la Convention.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée à titre individuel, elle doit remplir l'**Annexe D – PLDA niveau 3**.

Si la Collectivité conclut la présente Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable d'un Groupement de Collectivité territoriales constitué pour l'exécution de la présente Convention, elle doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire de l'**Annexe D – PLDA niveau 3**, et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente et demandées au titre de la Convention.

Exemple : pour l'année N, la Collectivité A signe une Convention avec la Société agréée en qualité de Responsable du Groupement *des Collectivités A, B, C et D. La Collectivité A doit donc remplir* l'**Annexe D – PLDA niveau 3** *avec les informations relatives aux Collectivités A, B, C et D et la retourner au plus tard à la Société agréée pour le 31 mars de l'année N+1.*

☐ 2. Mener des actions visant à réduire le gisement de déchets abandonnés, telles que des actions de diagnostic, de sensibilisation, d'engagement des acteurs et de contrôle. Il est attendu que ces actions représentent un montant minimum équivalent à 25% (vingt-cinq pourcent) du montant total annuel de la Convention à compter de la 3ème année de conventionnement.

S'agissant de ses actions de communication, la Collectivité s'engage à ne pas véhiculer de messages allant à l'encontre des Missions pour lesquelles la Société est agréée.

☐ 3. [Optionnel] Si elle le souhaite, la Collectivité ou le groupement peut fournir à la Société agréée des éléments intermédiaires, au plus tard 6 mois après la signature de la Convention ou au 15 juin de chaque année N. Ces éléments portent sur :

- ✓ Les parties prenantes impliquées à ses côtés dans des actions concourant à limiter les déchets abandonnés sur l'espace public ;
- ✓ Les informations portant sur la réunion de présentation des avancées du Plan de lutte contre les déchets abandonnés auprès des autres parties prenantes locales, à laquelle la Société agréée aura été conviée.

b) Recenser les hotspots de déchets abandonnés

Dans le cadre de la Convention, la Collectivité ou le groupement s'assure de l'efficacité de ses Actions en identifiant les hotspots de déchets abandonnés diffus.

Pour obtenir le soutien LDA, la Collectivité s'engage à :

☐ Recenser les principaux hotspots de déchets abandonnés diffus dans les espaces publics ouverts et à adopter les actions de diagnostic, de réduction du gisement et de nettoiement, nécessaires et proportionnées, pour empêcher la formation de ces dépôts (Annexe 4).

☐ Recenser les sources potentielles de ces déchets pour les hotspots les plus importants.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La Collectivité est libre de la forme et des outils qu'elle souhaite employer pour réaliser ce recensement. En appui à cet exercice, la Société agréée met à disposition de la Collectivité une notice explicative accessible sur l'Espace Territoires.

Il n'est pas attendu par la Société agréée un recensement complet des hotspots dès la première année de convention. La Collectivité peut cibler des zones et des types de hotspots qu'elle souhaite identifier en priorité et enrichir ce recensement d'année en année.

La transmission de ces éléments au titre d'une année N de la Convention doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1 de la Convention.

c) Renseigner des éléments portant sur l'organisation et les charges liées aux opérations de nettoiement

La Collectivité s'engage à renseigner des éléments relatifs à l'organisation et aux charges liées aux opérations de nettoiement qu'elle mène sur les espaces publics relevant de sa gestion.

Ces éléments sont à compléter selon le format disponible sur l'Espace Territoires (**Annexe D – PLDA niveau 3**).

En cas de groupement de communes autre qu'un EPCI à fiscalité propre compétent en matière de Nettoiement, seules les communes membres de ce dernier ayant plus de 50 000 habitants renseignent ces éléments d'organisation et de charges de nettoiement.

La transmission de cette annexe au titre d'une année N de la Convention doit intervenir au plus tard le 31 mars de l'année N+1 de la Convention.

3.3. Synthèse des montants des soutiens LDA

Synthèse des pièces à fournir par la Collectivité ou le groupement en fonction des versements associés.

Liste des pièces à fournir pour les collectivités ou groupements dont le nombre d'habitants est supérieur à 50.000		Termes et modalités de versement *(les versements interviendront au plus tard quarante-cinq (45) jours fin de mois après l'auto facturation et sous réserve de la réception et validation par la Société agréée des éléments à fournir par la Collectivité).*
Pour la signature de la Convention	**Annexe D – PLDA niveau 3**, onglet 1 (obligatoire) et onglet 2 (optionnel) Pour l'exercice 2023, la Collectivité pourra fournir une version provisoire, sur la base des actions déjà engagées ou prévues.	Versement 1 : • Année 1 : 30% du Soutien LDA à la signature • Années suivantes : 30% du Soutien LDA au 15 juin de chaque année
Au plus tard le 31 mars de l'année N+1 *(éléments finaux)*	**Annexe D – PLDA niveau 3**, onglets 1, 2, 3 et 4 (obligatoires) Annexe 4 – Recensement des hotspots	Versement 2 : • 70% du Soutien LDA dès réception et validation de la complétude des éléments

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 4 Recensement des « hotspots » de déchets abandonnés diffus

La Collectivité fournit un recensement des principaux lieux de production et/ou d'accumulation des déchets abandonnés diffus, dont les emballages ménagers. La forme du recensement est laissée à la liberté de la Collectivité.

La Société agréée fournit une notice explicative pour faciliter ce recensement, disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 5 Convention de groupement

Annexe à fournir par la Collectivité.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 6 Mandat d'auto-facturation

Afin de faciliter la gestion du règlement de la participation financière de la Société agréée, les Parties ont décidé de recourir à l'auto-facturation, qui allège le travail administratif de la Collectivité et accélère les délais de versement des soutiens.

Article 1 Objet

La Collectivité donne à titre gratuit à la Société agréée, qui l'accepte, mandat exprès d'émettre, au nom et pour le compte de la Collectivité, toutes les factures relatives au paiement des seuls soutiens dus par la Société agréée à la Collectivité au titre du Contrat.

Article 2 Engagements de La Société agréée

La Société agréée s'engage envers la Collectivité à établir les factures à bonne date, sous réserve de l'obtention préalable des documents justificatifs exigés pour leur versement et de leur validation, et suivant les règles de déclaration et modalités de versement décrites dans la Convention.

La Société agréée s'engage à tout mettre en œuvre pour que les factures établies présentent les mêmes formes que si elles avaient été émises par la Collectivité elle-même et dans le respect des normes législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux mentions obligatoires à porter sur les factures. Ainsi, la Société agréée procédera aux modifications et aux adaptations nécessitées par l'évolution des dites normes.

Conformément à la recommandation faite par la documentation administrative BOI 3 CA n°136 du 7 août 2003, la Société agréée portera sur chacune des factures émises dans le cadre du présent mandat la mention « Facture établie par la Société agréée au nom et pour le compte de […] ».

La Société agréée transmettra, à la demande de la Collectivité, un état récapitulant les sommes facturées.

Enfin, la Société agréée ne pourra émettre ni délivrer de factures rectificatives pour le compte la Collectivité, sauf sur instructions expresses et écrites de cette dernière.

Article 3 Conditions de la facturation

L'acceptation par la Collectivité de chaque facture éditée devient sans objet en vertu du présent mandat.

Toutefois, afin d'éviter les désaccords et erreurs de facturation, la Société agréée procédera, avant l'établissement de toute facture (à l'exception des factures relatives aux acomptes), à l'émission d'une facture pro-forma, document sans valeur contractuelle qui sera adressé à la Collectivité.

À défaut de commentaires de la part de la Collectivité dans un délai d'un mois suivant envoi de la facture pro-forma, la Société agréée émettra la facture définitive, dont elle conservera l'original et adressera le double à la Collectivité. Si le double de la facture ne parvenait pas à la Collectivité, il appartiendrait à celle-ci de le réclamer immédiatement.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

À compter de la réception de la facture définitive, la Collectivité disposera d'un délai de quinze (15) jours pour contester toute information, de quelle que nature que ce soit, contenue dans la facture.

Les factures seront notifiées par voie dématérialisée à la Collectivité auprès de l'interlocuteur (adresse email) que la Collectivité aura indiqué à la Société agréée.

Article 4 Responsabilité

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de ses obligations légales et fiscales, notamment en matière de facturation le cas échéant. À ce titre, la Collectivité ne pourra pas arguer de la défaillance ou du retard de la Société agréée dans l'établissement des factures pour se soustraire à ses obligations légales et fiscales.

La Collectivité reste également responsable des mentions relatives à son identification et, à ce titre, s'engage à informer la Société agréée de toute modification de ces mentions.

Article 5 Durée – Résiliation

Le présent contrat de mandat prend effet à la date de prise d'effet de la Convention.

Il prend fin automatiquement à l'expiration de la Convention ou avant son terme en cas de résiliation de ce dernier, pour quelque cause que ce soit, dans l'un des cas prévus à l'Article 16 de la Convention. Toutefois, conformément à l'Article 2004 du code civil, la Collectivité pourra révoquer le présent mandat à tout moment, sans motif particulier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société agréée. La révocation prendra effet à réception de cette lettre recommandée à la date indiquée sur celle-ci. Il est expressément entendu entre les Parties que, dans une telle hypothèse, celles-ci se rencontreront pour discuter de bonne foi des conditions et modalités de la poursuite de la Convention.

* * *

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 7 Modèle de délibération

Le modèle de délibération est joint à la Convention.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 8 Charte graphique

Charte Graphique d'apposition du logo de la Société agréée

Le logotype ainsi que la dénomination « Citeo » / « Adelphe » sont des marques propriétés exclusives de la Société agréée.

Ce logotype devra obligatoirement être apposé sur les supports et actions de communication liées à la mise en œuvre des Actions préalablement validés par la Société agrée (Cf. Article 9 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions).

Toute utilisation de ce logotype par les tiers y compris par la Collectivité, notamment à l'occasion de ses actions de communication sur le dispositif de Soutiens LDA, est subordonnée à l'accord préalable exprès de la Société agréée. Cette utilisation du logotype doit être conforme aux règles stipulées dans la charte graphique de la Société agréée tenue à la disposition de la Collectivité, qui peut l'obtenir sur simple demande

Toutefois, les outils de communication mis à disposition des Collectivités par la Société agréée seront systématiquement logotypés par la Société agréée et ne nécessiteront pas d'autorisation expresse.

Compte tenu de la disparition de la marque Eco-Emballages, la Collectivité ne peut plus utiliser le logotype d'Eco-Emballages sur ses nouveaux outils de communication.

Dans le cas où, dans le cadre de ses communications, la Collectivité souhaite faire mention aux consignes de tri, elle doit reprendre les dénominations précisées ci-après.

Dénomination des règles de tri – infographie

Les dénominations des règles de tri à utiliser, sont celles présentées sur l'infographie suivante.

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

TOUS LES EMBALLAGES EN PLASTIQUE, MÉTAL ET CARTON

Emballages en carton



Emballages en métal



Emballages en plastique



+



LES BONS GESTES DE TRI

BIEN LES **VIDER**, INUTILE DE LES **LAVER**, DÉPOSER DANS LE BAC **SÉPARÉS** LES UNS DES AUTRES ET SANS SAC.

Retrouvez toutes les règles de tri de votre commune

Guide du tri

CITEO

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CITEO

Donnons ensemble une
nouvelle vie à nos produits.

www.citeo.com

SPECIMEN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-108

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ENVIRONNEMENT - CONVENTION ENTRE LA VILLE DU KREMLIN-BICETRE ET CITEO

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jean-François DELAGE, Maire, expose au Conseil :

Il arrive de constater sur l'espace public de la ville du Kremlin-Bicêtre la présence de déchets abandonnés diffus, dans des volumes plus ou moins important et surtout concentrés sur certaines zones stratégiques. Cela nuit très fortement à la perception de malpropreté des usagers, il est donc nécessaire de traiter spécifiquement ce sujet.

L'éco-organisme CITEO est agréé par l'Etat dans le cadre de la Loi AGEC et de la directive européenne relative à la réduction de l'incidence des produits plastiques sur l'environnement. Le principe général étant que les producteurs de déchets diffus reversent une indemnité au titre de l'éco-contribution à CITEO qui est agréé pour contribuer aux coûts de nettoiement des collectivités dans le cadre d'une convention.

Ainsi, CITEO est un éco-organisme agréé par l'Etat par arrêté ministériel du 11 mars 2024 pour charge de la Responsabilité Elargie des producteurs d'emballages servant à commercialiser des produits consommés ou utilisés par des professionnels ayant une activité de restauration, relevant du code de l'environnement et de leur obligation de responsabilité élargie.
La mission de CITEO est d'accompagner les collectivités et personnes publiques pour prévenir et traiter les déchets abandonnés.

CITEO a comme principal objectif de réduire l'impact environnemental des emballages et des papiers pour le compte de ses clients.
CITEO travaille à mieux comprendre cette pollution et les actions efficaces pour l'endiguer, en nouant des partenariats, en menant des études et en déployant des expérimentations sur l'ensemble du territoire.

Les actions en perspective pour CITEO sont :

- Réduire l'impact environnemental des produits des clients de Citeo, en ancrant l'économie circulaire et l'éco-conception dans leurs pratiques et leurs stratégies ;
- Créer les conditions pour construire les solutions d'aujourd'hui et de demain qui conjuguent performances environnementale et économique ;
- Donner les clés aux consommateurs pour réduire l'impact environnemental de leur consommation ;
- Co-construire et promouvoir les solutions et les positions de Citeo, de l'échelle locale à l'international ;
- Cultiver l'engagement des équipes de Citeo dans le cadre de sa mission.

Dans ce cadre, CITEO propose de conventionner avec les collectivités territoriales en charge du nettoiement des voieries publiques.

Cette convention prévoit :

- Un accompagnement expert et une cohésion territoriale,
- Des outils pour nous aider à déterminer nos actions de lutte contre les déchets abandonnés,
- Des interlocuteurs dédiés au quotidien,
- Des soutiens financiers

CITEO apportera notamment un soutien financier sur la base de 3,20 € / habitant (soit une indemnité annuelle d'environ 80 000 € annuels visant à contribuer au coût du nettoiement sur le territoire communal).

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver la convention avec l'éco-organisme CITEO.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,
Vu la loi Anti-Gaspillage pour Une Economie Circulaire (AGEC) n° 2020-105 du 10 février 2020,
Vu les articles L.541-10 et L.541-10-1 du Code de l'Environnement,
Vu la convention ci-annexée,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

DÉCIDE

Article 1

D'approuver la convention entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et CITEO pour la durée de l'agrément.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-108-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PROLONGEMENT METRO Ligne 14 SUD
de Olympiades à Aéroport d'Orly

Convention relative aux modalités de réalisation et de financement des aménagements définitifs, du square Jules Guesde

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ENTRE

La commune du Kremlin-Bicêtre,

Ci – après dénommée ***« commune du Kremlin-Bicêtre »,*** dont le siège est au Kremlin Bicêtre 94270, Place Jean-Jaurès.

Représentée par Monsieur le Maire, Jean-François DELAGE, en sa qualité de maire, dûment habilité par délibérations du 7 novembre 2024

ET

La Régie Autonome des Transports Parisiens,

Ci – après dénommée ***« la RATP »***, Etablissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est à Paris 75012, 54, quai de la Rapée, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 775 663 438.

Représentée par Monsieur Stephane GARREAU, en sa qualité de Directeur de projet de la ligne 14,

ENSEMBLE CI APRES DENOMMEES : « Les Parties »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IL EST RAPPELE AU PREALABLE :

L'établissement public Société du Grand Paris (SGP) a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010. Il « a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation ». La SGP est en charge de la maîtrise d'ouvrage du Réseau de Transport Public du Grand Paris (RTPGP), de sa conception à sa réalisation.

Concernant la ligne 14, la RATP est, en application du code des transports, le maître d'ouvrage des aménagements et adaptations de l'existant, notamment du cœur système.
La ligne 14 Sud, desservira 11 communes sur les territoires de Paris, du Val de Marne et de l'Essonne et offrira des correspondances avec les autres lignes du Grand Paris Express (lignes 15 et 18), les lignes de métro 7, de tramway T3 et T7 et le RER C.

L'ensemble des ouvrages et équipements des prolongements Sud et Nord de la ligne 14 prévus dans le cadre du Grand Paris Express doivent être compatibles et interopérables du fait de leur imbrication technique et fonctionnelle. Leur réalisation doit impérativement préserver la continuité du service public de la ligne déjà en exploitation ainsi que les exigences essentielles de sécurité. Ces éléments imposent donc une organisation étroite et optimale des deux Maitres d'ouvrage RATP et SGP.

Ainsi, sur le fondement des dispositions de l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et en application de l'article 16 de la loi relative au Grand Paris, la SGP a désigné la RATP, dans le cadre d'une convention de transfert approuvée en Conseil de Surveillance du 16 février 2015, maître d'ouvrage unique et temporaire (MOA-U) des infrastructures du prolongement de la ligne 14 au Sud et de tous les systèmes sur l'ensemble de la ligne.

Toutefois, la SGP conserve les missions suivantes :

- le pilotage des procédures de déclaration d'utilité publique,
- la maîtrise du foncier,
- les projets immobiliers connexes et les opérations de construction ou d'aménagement uniquement autour des gares,
- la conduite des relations avec les territoires : relations de travail partenariales et relations politiques avec les collectivités locales et les partenaires institutionnels,
- les actions de communication stratégique et institutionnelle.

Enfin, sont exclus du périmètre de la maîtrise d'ouvrage RATP :

- la réalisation de la gare Aéroport d'Orly, confiée à Aéroports de Paris (ADP) ;
- la gare de Villejuif Institut Gustave Roussy, réalisée par la SGP dans le cadre de l'opération de création de la ligne 15 sud; Les équipements de systèmes de transport de la ligne 14 en interface avec IGR reste dans le périmètre de MOA RATP ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- l'infrastructure du prolongement Nord de la ligne 14 à partir de MSO (tunnel, ouvrages annexes et gare de Saint-Denis Pleyel) sous maîtrise d'ouvrage de la SGP ;

À ce titre, pour la réalisation du prolongement de la ligne 14 Sud, la RATP impacte des parcelles relevant de la domanialité publique dans le périmètre de la Ville du Kremlin Bicêtre.

Une convention d'occupation temporaire a donc été établie entre les parties le 7 février 2018 pour régler les modalités d'occupation de ces parcelles et les obligations réciproques des Parties. L'article 12 de la convention renvoyant pour les modalités de réalisation et de financement des aménagements définitifs, à un accord ultérieur des parties,

les Parties se sont rencontrées et ont convenu ce qui suit.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières de remise en état et de libération des emprises du square Jules Guesde en vue de la libération des emprises par la RATP.

Elle transcrit les conclusions des échanges sur ce sujet entre la RATP et la commune du Kremlin-Bicêtre et vient compléter la convention d'occupation signée le 7 février 2018 figurant en annexe 1 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE

Aux termes des échanges entre les Parties au sujet des modalités de remise en état du site, la date prévisionnelle de restitution du terrain à la ville est fixée au 30 r octobre 2024.

La durée prévisionnelle des travaux de la commune du Kremlin-Bicêtre est estimée à XXX semaines/mois.

ARTICLE 3 : REMISE EN ETAT APRES TRAVAUX

Les parties se sont rapprochées un an avant la fin de l'occupation afin de définir les périmètres et modalités de remise en état de l'emprise.

La commune du Kremlin Bicêtre a missionné une Maitrise d'œuvre pour produire un projet de réaménagement compatible avec l'exploitation de l'ouvrage RATP (Cf annexe 2).

Pour tenir compte de ce projet, de l'état actuel de l'emprise qui sera restituée à la commune du Kremlin-Bicêtre, de l'état phytosanitaire des arbres et des nouvelles répartitions en termes de charge de travaux à réaliser entre les Parties, le montant de 372 460 € HT initialement prévu pour reconstituer un aménagement du terrain de qualité équivalente à l'existant est re évalué à 610 917,95 € HT selon le détail suivant :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Square Jules Guesde	Prise en charge convention - Projet SQUARE Ville à la hauteur de l'existant
DEMOLITION et DEPOSE CLOTURES	23 200,00 €
TERRASSEMENT	43 095,00 €
VOIRIE TROTTOIR CHEMINEMENT PIETONS	106 838,00 €
ARROSAGE AUTOMATIQUE	26 290,00 €
ASSAINISSEMENT ADDUCTION EAU	11 980,00 €
ECLAIRAGE PUBLIC	11 500,00 €
CLOTURE PORTAIL MACONNERIE	46 030,00 €
SOL MACONNERIE (sol souple, bordure)	79 310,00 €
ESPACE VERT PLANTATIONS	39 868,00 €
PLANTATIONS D'ARBRES	40 000,00 €
SIGNALISATION (pour voirie uniquement)	34 222,00 €
JEUX	68 900,00 €
SS TOTAL	531 233,00 €
Frais generaux 5%	26 561,65 €
Frais MOE 10%	53 123,30 €
TOTAL INDEMINSATION VILLE SEPT 24 (HT)	610 917,95 €

Ce montant constitue une indemnisation forfaitaire libératoire de toutes les obligations et de tous les engagements de la RATP vis-à-vis de la commune du Kremlin Bicêtre relativement à l'occupation des emprises du domaine public de la commune du Kremlin Bicêtre.

Pendant la réalisation des travaux de réaménagement la commune du Kremlin Bicêtre, MOA des travaux s'engage à :

- respecter les plans de son projet d'aménagement présentés à la RATP (Cf Annexe 1),
- maintenir 24h/24, 7j/7 et 365 jours par an les accès aux émergences de l'ouvrage de la RATP pour la maintenance et les services des secours. Il est convenu que le cadenas ayant servi pour les travaux RATP reste en place pendant les travaux Ville avec conservation du code.

Toute modification apportée au projet d'aménagement susceptible d'avoir un impact sur l'ouvrage ou son exploitation, les conditions d'accès pour la maintenance ou pour les services de secours doit être soumise à l'accord préalable de la RATP.

La commune du Kremlin Bicêtre veillera particulièrement respecter les contraintes suivantes :

- ne pas stationner d'engins ou de véhicules ou ne pas entreposer des objets sur les trappes et grilles des émergences de l'ouvrage,
- ne pas obturer les grilles de ventilation et/ou de désenfumage,
- protéger les émergences des ouvrages des chocs,
- empêcher que les eaux de ruissellement ne soient pas orientées vers les trappes et grilles des émergences pendant les travaux et une fois l'aménagement définitif achevé,
- empêcher que des matériaux de type remblai ou terre ne pénètrent pas dans les émergences,

ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement de l'indemnité forfaitaire libératoire sera effectué en une fois sur présentation du PV de restitution du terrain à la commune du Kremlin-Bicêtre signé des représentants des Parties.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La commune du Kremlin Bicêtre transmet ses appels de fonds sous forme électronique sur la plateforme « Chorus Pro ».

Les sommes dues à la commune du Kremlin-Bicêtre au titre de la présente convention de financement sont réglées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'appel de fonds.

Le versement des sommes est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de l'appel de fonds (numéro porté dans le libellé du virement) à la Ville sur le compte ouvert XXXXXXX, dont le RIB est le suivant :

Code banque :
Code guichet :
N° compte :
Clé :
IBAN (International Bank Account Number) :
BIC (Bank Identification Code) :

Adresse de facturation Service administratif responsable du suivi des factures
Nom du service N° téléphone / adresse électronique
RATP Maison de la RATP
LAC C42
54, quai de la Rapée
75599 PARIS Cedex 12

Fait en deux exemplaires originaux.

A..... Le.....

La commune du Kremlin-Bicêtre La RATP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PROLONGEMENT METRO Ligne 14 SUD
de Olympiades à Aéroport d'Orly

Convention relative aux modalités de réalisation et de financement des aménagements définitifs, du square Simone Weil (ex-Marcel Sembat)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ENTRE

La commune du Kremlin-Bicêtre,

Ci – après dénommée ***« commune du Kremlin-Bicêtre »,*** dont le siège est au Kremlin Bicêtre 94270, Place Jean-Jaurès.

Représentée par Monsieur le Maire, Jean-François DELAGE, en sa qualité de maire, dûment habilité par délibérations du 7 novembre 2024

ET

La Régie Autonome des Transports Parisiens,

Ci – après dénommée ***« la RATP »***, Etablissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est à Paris 75012, 54, quai de la Rapée, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 775 663 438.

Représentée par Monsieur Stephane GARREAU, en sa qualité de Directeur de projet de la ligne 14,

ENSEMBLE CI APRES DENOMMEES : « Les Parties »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IL EST RAPPELE AU PREALABLE :

L'établissement public Société du Grand Paris (SGP) a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010. Il « a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation ». La SGP est en charge de la maîtrise d'ouvrage du Réseau de Transport Public du Grand Paris (RTPGP), de sa conception à sa réalisation.

Concernant la ligne 14, la RATP est, en application du code des transports, le maître d'ouvrage des aménagements et adaptations de l'existant, notamment du cœur système.
La ligne 14 Sud, desservira 11 communes sur les territoires de Paris, du Val de Marne et de l'Essonne et offrira des correspondances avec les autres lignes du Grand Paris Express (lignes 15 et 18), les lignes de métro 7, de tramway T3 et T7 et le RER C.

L'ensemble des ouvrages et équipements des prolongements Sud et Nord de la ligne 14 prévus dans le cadre du Grand Paris Express doivent être compatibles et interopérables du fait de leur imbrication technique et fonctionnelle. Leur réalisation doit impérativement préserver la continuité du service public de la ligne déjà en exploitation ainsi que les exigences essentielles de sécurité. Ces éléments imposent donc une organisation étroite et optimale des deux Maitres d'ouvrage RATP et SGP.

Ainsi, sur le fondement des dispositions de l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et en application de l'article 16 de la loi relative au Grand Paris, la SGP a désigné la RATP, dans le cadre d'une convention de transfert approuvée en Conseil de Surveillance du 16 février 2015, maître d'ouvrage unique et temporaire (MOA-U) des infrastructures du prolongement de la ligne 14 au Sud et de tous les systèmes sur l'ensemble de la ligne.

Toutefois, la SGP conserve les missions suivantes :

- le pilotage des procédures de déclaration d'utilité publique,
- la maîtrise du foncier,
- les projets immobiliers connexes et les opérations de construction ou d'aménagement uniquement autour des gares,
- la conduite des relations avec les territoires : relations de travail partenariales et relations politiques avec les collectivités locales et les partenaires institutionnels,
- les actions de communication stratégique et institutionnelle.

Enfin, sont exclus du périmètre de la maîtrise d'ouvrage RATP :

- la réalisation de la gare Aéroport d'Orly, confiée à Aéroports de Paris (ADP) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- la gare de Villejuif Institut Gustave Roussy, réalisée par la SGP dans le cadre de l'opération de création de la ligne 15 sud; Les équipements de systèmes de transport de la ligne 14 en interface avec IGR reste dans le périmètre de MOA RATP ;
- l'infrastructure du prolongement Nord de la ligne 14 à partir de MSO (tunnel, ouvrages annexes et gare de Saint-Denis Pleyel) sous maîtrise d'ouvrage de la SGP ;

À ce titre, pour la réalisation du prolongement de la ligne 14 Sud, la RATP impacte des parcelles relevant de la domanialité publique dans le périmètre de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Une convention d'occupation temporaire a donc été établie entre les parties le 14 juin 2016 modifiée par avenant le 30 octobre 2017 pour régler les modalités d'occupation de ces parcelles et les obligations réciproques des Parties. L'article 12 de la convention renvoyant pour les modalités de réalisation et de financement des aménagements définitifs, à un accord ultérieur des parties,

Les Parties se sont rencontrées et ont convenu ce qui suit.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières de remise en état et de libération des emprises du square Simone Weil (ex-Marcel Sembat) en vue de la libération des emprises par la RATP.

Elle transcrit les conclusions des échanges sur ce sujet entre la RATP et la commune du Kremlin-Bicêtre et vient compléter la convention d'occupation signée le 14 juin 2016, telle que modifiée par avenant signé le 30 octobre 2017, figurant en annexe 1 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE

Aux termes des échanges entre les Parties au sujet des modalités de remise en état du site, la date prévisionnelle de restitution du terrain à la commune du Kremlin-Bicêtre est fixée au 30 octobre.

La durée prévisionnelle des travaux de la commune du Kremlin-Bicêtre est estimée à XX semaines/mois.

ARTICLE 3 : REMISE EN ETAT APRES TRAVAUX

Les parties se sont rapprochées un an avant la fin de l'occupation afin de définir les périmètres et modalités de remise en état de l'emprise.

La commune du Kremlin-Bicêtre a missionné une Maitrise d'œuvre pour produire un projet de réaménagement compatible avec l'exploitation de l'ouvrage RATP (Cf annexe 2).

Pour tenir compte de ce projet, de l'état actuel de l'emprise qui sera restituée à la commune du Kremlin-Bicêtre , de l'état phytosanitaire des arbres et des nouvelles répartitions en termes de charge de travaux à réaliser entre les Parties, le montant de 100 000 € HT initialement prévu pour

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

reconstituer un aménagement du terrain de qualité équivalente à l'existant est re évalué à 212 328,02 € HT selon le détail suivant :

Square Simone Weil	Prise en charge RATP - Remise en état Square Simone Weil
DEMOLITION (dont demol muret) et DEPOSE CLOTURES	5 200,00 €
TERRASSEMENT	49 700,00 €
MISE A LA COTE ASSAINISSEMENT	10 550,00 €
VOIRIE TROTTOIR CHEMINEMENT PIETONS	65 192,02 €
ECLAIRAGE PUBLIC (Fourreaux+cables)	7 754,45 €
CLOTURE MACONNERIE	39 635,00 €
ESPACE VERT PLANTATIONS	12 313,00 €
SS TOTAL	190 344,47 €
Frais generaux 5%	7 327,85 €
Frais MOE 10%	14 655,70 €
TOTAL INDEMNISATION VILLE SEPT 24 (HT)	212 328,02 €

Ce montant constitue une indemnisation forfaitaire libératoire de toutes les obligations et de tous les engagements de la RATP vis-à-vis de la commune du Kremlin-Bicêtre relativement à l'occupation des emprises du domaine public de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Pendant la réalisation des travaux de réaménagement la commune du Kremlin-Bicêtre, MOA des travaux s'engage à :

- respecter les plans de son projet d'aménagement présentés à la RATP (Cf Annexe 1),
- maintenir 24h/24, 7j/7 et 365 jours par an les accès aux émergences de l'ouvrage de la RATP pour la maintenance et les services des secours. Il est convenu que le cadenas ayant servi pour les travaux RATP reste en place pendant les travaux Ville avec conservation du code.

Toute modification apportée au projet d'aménagement susceptible d'avoir un impact sur l'ouvrage ou son exploitation, les conditions d'accès pour la maintenance ou pour les services de secours doit être soumise à l'accord préalable de la RATP.

La commune du Kremlin-Bicêtre veillera particulièrement respecter les contraintes suivantes :

- ne pas stationner d'engins ou de véhicules ou ne pas entreposer des objets sur les trappes et grilles des émergences de l'ouvrage,
- ne pas obturer les grilles de ventilation et/ou de désenfumage,
- protéger les émergences des ouvrages des chocs,
- empêcher que les eaux de ruissellement ne soient pas orientées vers les trappes et grilles des émergences pendant les travaux et une fois l'aménagement définitif achevé,
- empêcher que des matériaux de type remblai ou terre ne pénètrent pas dans les émergences,

ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement de l'indemnité forfaitaire libératoire sera effectué en une fois sur présentation du PV de restitution du terrain à la commune du Kremlin-Bicêtre signé des représentants des Parties.

La commune du Kremlin-Bicêtre transmet ses appels de fonds sous forme électronique sur la plateforme « Chorus Pro ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les sommes dues à la commune du Kremlin-Bicêtre au titre de la présente convention de financement sont réglées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'appel de fonds.

Le versement des sommes est effectué par virement bancaire portant numéro de référence de l'appel de fonds (numéro porté dans le libellé du virement) à la commune du Kremlin-Bicêtre sur le compte ouvert XXXXXXX, dont le RIB est le suivant :

Code banque :
Code guichet :
N° compte :
Clé :
IBAN (International Bank Account Number) :
BIC (Bank Identification Code) :

Adresse de facturation Service administratif responsable du suivi des factures
Nom du service N° téléphone / adresse électronique
RATP Maison de la RATP
LAC C42
54, quai de la Rapée
75599 PARIS Cedex 12

Fait en deux exemplaires originaux.

A..... Le.....

La commune du Kremlin-Bicêtre La RATP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-109

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ENVIRONNEMENT - CONVENTIONS RELATIVES AUX MODALITES DE REALISATION ET DE FINANCEMENT DES AMENAGEMENTS DEFINITIFS DES SQUARES JULES GUESDE ET SIMONE WEIL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Geneviève ETIENNE, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Par délibérations 2016-055 en date du 26 mai 2016 et 2017-101 en date du 21 décembre 2017, la Ville a confié la gestion des squares Marcel-Sembat et Jules-Guesde à la RATP afin d'y construire les ouvrages annexes de sécurité de la ligne de métro 14 sud.
Ces ouvrages étant désormais en exploitation, la Ville doit récupérer ces sites afin d'y effectuer des travaux pour la réalisation de deux nouveaux squares dans les prochains mois. Ces travaux commenceront pour le square Simone-Weil (ex Marcel Sembat) en novembre 2024 et pour le square Jules-Guesde au cours du premier trimestre 2025. La RATP devait, initialement, réaliser à sa charge des travaux de remise en état de ces deux sites, à l'identique des états des lieux réalisés en 2016 et 2017.
La Ville, ayant la volonté de maîtriser les travaux nécessaires à la réalisation de ces deux nouveaux squares répondant à une bonne intégration dans leur environnement et répondant aussi à la fois aux attentes des usagers et aux nouvelles normes en matière de jeux pour enfants, a décidé de signer une convention par site avec la RATP afin de définir les modalités techniques et financières de remise en état et de libération de ces emprises.
Ainsi, la RATP réalisera uniquement le retrait des équipements mis en place pour le bon déroulé de leurs chantiers et paiera une indemnisation financière par site correspondant aux travaux qu'elle aurait dû réaliser pour la remise en état des sites, ainsi que pour la remise en état de la voirie limitrophe du square Jules-Guesde.
C'est ainsi que la Ville a négocié une indemnisation à hauteur de 212 328€ HT pour le square Simone-Weil et de 610 918€ HT pour le square Jules-Guesde et la voirie limitrophe.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Geneviève ETIENNE, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les délibérations du Conseil municipal n°2016-055 du 26 mai 2016 et n°2017-101 du 21 décembre 2017 confiant la gestion des squares Marcel-Sembat et Jules-Guesde à la RATP afin d'y construire les ouvrages annexes de sécurité de la ligne de métro 14,
Vu le budget communal,
Considérant qu'il est de l'intérêt de la Ville de maîtriser les travaux pour la réalisation de deux nouveaux squares en lieu et place des emprises actuellement occupées par la RATP,
Considérant qu'il est de l'intérêt de la Ville de percevoir une indemnisation, par site, de la part de la RATP,
Vu les projets de conventions ci-annexés,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article unique
D'autoriser, Monsieur le Maire ou son représentant, à signer les deux conventions et toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE ★ 94276 ★

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-109-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Grand-Orly Seine Bièvre

Contrat de ville « Engagements quartiers 2030 »

Octobre 2024

04/10/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Table des matières

PREAMBULE 4

Un contrat de ville à l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre 4

Le cadre national, le cadre local et les ambitions du contrat de ville 6

Le cadre national : une politique de la ville renouvelée 6

Le cadre local : des priorités définies dans un cadre partenarial à l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre et communale 7

PRESENTATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE SUR LE TERRITOIRE GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 9

Intention générale pour les quartiers, en lien avec le projet de territoire 13

Les modalités de gouvernance et de pilotage de la politique de la ville 14

LES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE DU GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 16

Orientation 1 : œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes 18

Orientation 2 : garantir la santé et le bien-être des habitants 20

Orientation 3 : accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers 22

Orientation 4 : renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme 24

Orientation 5 : accompagner chacune et chacun vers l'insertion et l'emploi 26

Orientation 6 : faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants 29

Orientation 7 : garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville 31

Orientation transversale : assurer l'animation et l'évaluation de la politique de la ville 33

Les engagements des signataires en faveur des quartiers dans le cadre du contrat de ville 35

LA DECLINAISON COMMUNALE DU CONTRAT DE VILLE 61

Arcueil 62

Athis-Mons 81

Cachan 96

Chevilly-Larue 104

Choisy-le-Roi 110

Gentilly 127

Ivry-sur-Seine 133

Kremlin-Bicêtre 154

L'Haÿ-les-Roses 163

Orly 205

Savigny-sur-Orge 213

Thiais 228

Valenton 236

Villejuif 254

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve-le-Roi 268
Villeneuve-Saint-Georges 273
Viry-Chatillon 309
Vitry-sur-Seine 324
ANNEXES 371
Annexe 1 : Tableau des QPV de l'EPT du Grand-Orly Seine Bièvre au 1er janvier 2024 371
Annexe 2 : L'arborescence globale du contrat de ville 372

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Préambule

Un contrat de ville à l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre

Les contrats de ville ont été institués par la **loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,** dite loi Lamy. La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité qui vise à **l'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires.** Ces quartiers sont caractérisés par un *écart de développement économique et social par rapport, d'une part, au territoire national et, d'autre part, à l'unité urbaine dans laquelle ils se situent »* (article 5 de la loi Lamy). A ce titre, la politique de la ville vise **la réduction des écarts de développement entre les QPV et leurs territoires d'inclusion**.

Le contrat de ville constitue le document cadre fixant les orientations à l'échelle des intercommunalités en matière de politique de la ville. Il s'appuie sur trois **outils** pour atteindre les objectifs fixés par la loi Lamy :

- La mise en œuvre d'une **programmation annuelle** déployée sur les quartiers dans le cadre d'appels à projets, visant à y améliorer le cadre de vie, la cohésion sociale, l'emploi et l'insertion ;
- Le déploiement de **dispositifs spécifiques, ciblés sur les enjeux des quartiers prioritaires** (renouvellement urbain, abattement TFPB, cités éducatives, cités de l'emploi…) ;
- La **mobilisation renforcée des politiques publiques dites « de droit commun »** sur ces secteurs fragilisés.

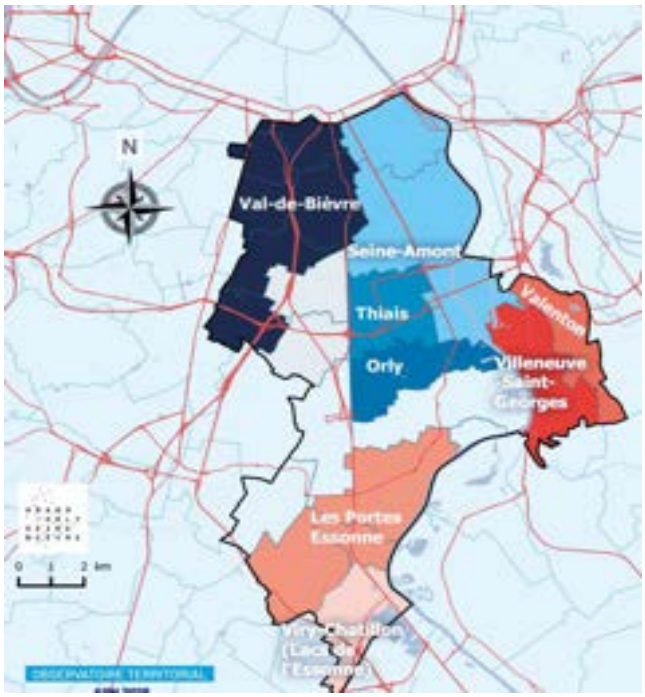
A l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre, 8 contrats de ville distincts couvraient le territoire pour la période 2015-2023. Trois d'entre eux étaient portés à l'échelon intercommunal (les contrats du Val-de-Bièvre, de Seine-Amont et des portes de l'Essonne) tandis que les 5 autres étaient des contrats communaux (les contrats de Thiais, Orly, Valenton, Villeneuve-Saint-Georges et Viry-Chatillon).

Les 8 précédents contrats de ville ont été des outils essentiels pour faire vivre une action publique de proximité et soutenir les projets des acteurs publics et des associations sur les quartiers prioritaires. Le nouveau contrat de ville constitue l'occasion de mettre en œuvre de nouveaux principes opérationnels pour conforter et renforcer une réponse au plus près des besoins des habitants :

- une mobilisation renforcée des services publics sur les quartiers ;
- une logique renforcée « d'aller vers » confortée pour capter les publics les plus éloignés des services publics ;
- la recherche d'une mixité des publics dans les actions ;
- une coordination renforcée entre les moyens de droit commun et les actions spécifiques de la politique de la ville grâce à une coopération renforcée entre les partenaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les 8 contrats de Ville du territoire pour la période 2015-2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le cadre national, le cadre local et les ambitions du contrat de ville

Le cadre national : une politique de la ville renouvelée

La **circulaire du 31 août 2023** relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains définit les modalités d'élaboration de ces documents :

- **une articulation renforcée sera assurée, via le contrat de ville, entre les moyens mobilisés dans le champ de la politique de la ville, et ceux portés dans le cadre des autres politiques publiques**, à la fois celles de l'Etat et de ses opérateurs (ANRU, ANAH…) et celles des collectivités territoriales et de leurs groupements. En particulier, il conviendra de veiller à l'articulation réciproque des objectifs des contrats de ville et des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) selon des modalités à définir localement. A ce titre, dans le cadre du déploiement du Pacte des solidarités, une complémentarité sera assurée entre les contrats de ville et les pactes locaux des solidarités qui seront signés avec les Conseils départementaux et les Métropoles et qui entreront en vigueur au début de l'année 2024.
- **l'intégration d'un volet investissement au sein du contrat de ville** qui prévoira les modalités de soutien aux projets identifiés par les habitants lors des concertations et portés notamment par les collectivités locales et leurs groupements mais également par des acteurs publics ou privés. Ces projets seront intégrés à la stratégie portée par le contrat de ville et financés via la mobilisation des dotations de l'Etat (dotation politique de la ville, dotation de soutien à l'investissement local, fonds vert), de ses opérateurs (ANAH, ANCT, ADEME, etc.), de la Banque des territoires, des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi que des bailleurs sociaux et des investisseurs privés.
- **les nouveaux contrats de ville comporteront un socle consacré à des thématiques transversales et une partie dédiée aux projets spécifiques** à chaque quartier, construite avec l'ensemble des acteurs locaux (habitants, élus, associations, bailleurs, acteurs publics et privés).
- **davantage de souplesse pour intervenir dans des poches de pauvreté** hors quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le cadre partenarial du contrat de ville et selon des conditions rappelées infra.
- un **objectif d'un « minimum de 50% de conventions conclues sous forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO)**, sauf circonstances locales particulières. Seront ciblés notamment les associations de proximité et les programmes de réussite éducative (PRE).
- une **attention portée à l'évaluation et l'impact des actions financées** qui devront être analysés de manière quantitative mais également qualitative, ce qui pourra donner lieu à l'intégration de clauses relatives à la production, la mise à disposition et l'accès aux données des cosignataires des contrats de villes. Ces données permettront plus généralement une analyse approfondie de l'évolution de la situation socio-économique des quartiers et de leurs habitants.

Par ailleurs, le **Comité interministériel des villes (CIV**) qui s'est tenu le **27 octobre 2023**, a présenté les moyens mobilisés par l'Etat et les mesures consacrées par les différents ministères à la stratégie portée en direction des quartiers prioritaires.

A ce titre, différentes mesures phares en direction des quartiers ont été annoncées, réparties en 4 axes majeurs :

- **la transition écologique** : ajout de 24 nouveaux quartiers au programme « Quartiers Résilients », mobilisation de 15 % du Fonds vert dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, réalisation d'un grand plan de réhabilitation des copropriétés dégradées ;
- **le plein emploi** : déploiement du programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » porté par Bpifrance et la Banque des territoires, lancement d'un fond de remobilisation des publics les plus éloignés de l'emploi à destination des associations (à hauteur de 300 millions d'euros sur trois ans et dont la moitié bénéficiera aux habitants des quartiers), mise en place dès 2024 d'une politique de *testing* afin de lutter contre les pratiques discriminatoires ;
- **les services publics** : ouverture de 8h à 18h des collèges dès la rentrée 2024, généralisation progressive des cités éducatives, extension des horaires des bibliothèques dans 500 quartiers,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

déploiement de 1 000 éducateurs socio-sportifs, déploiement des premières Forces d'action républicaine (FAR) ;
- **l'ambition d'une politique de la ville renouvelée** : l'élaboration de contrats de ville 2024-2030 sur une géographique prioritaire actualisée, des attributions de logements en faveur d'une limitation de la concentration de la pauvreté dans les quartiers.

Aussi, ces différentes annonces constituent des opportunités importantes avec lesquelles il convient d'articuler la mise en œuvre du contrat de ville.

Le cadre local : des priorités définies dans un cadre partenarial à l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre et communale

La définition des priorités stratégiques pour le nouveau contrat de ville s'est appuyée sur un important travail de concertation :

- **33 entretiens individuels et collectifs réalisés** : vice-présidente de l'EPT, maires des communes disposant de QPV ou de quartiers de veille active, chefs de projets communaux et intercommunaux, référents participation citoyenne, membres des conseils citoyens, associations, bailleurs sociaux, Etat, CAF, conseils Départementaux, service développement économique/emploi de l'EPT. Au total, 88 acteurs de la politique de la ville interrogés à l'occasion des entretiens.
- **5 ateliers de travail thématiques** portant sur l'éducation tout au long de la vie, la santé, la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illettrisme, le renouvellement urbain et la mixité sociale, l'emploi réunissant une grande diversité de partenaires et, au total, 90 participants (associations, institutions, membres de conseil citoyen...).

Cette vaste concertation a permis de faire ressortir trois enjeux clés pour les QPV sur le territoire du Grand-Orly Seine Bièvre :

- **répondre aux enjeux de l'habitat sur les quartiers et y faire vivre la mixité sociale** – y compris à travers le renouvellement urbain, levier essentiel de la transformation des quartiers ;
- **accompagner chacune et chacun vers l'emploi** ;
- **favoriser l'accès à l'offre de service de proximité,** soutenir **l'accès au droit** et prévenir le non-recours, notamment autour des objectifs suivants:
  - **accompagner l'éducation tout au long de la vie** ;
  - **assurer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme**
    œuvrer en faveur de la santé et du bien-être des habitants des quartiers
- accompagner la transition écologique et énergétique dans les quartiers
- garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale.

En parallèle de l'élaboration de ces axes prioritaires, **l'ensemble des communes ont conduit un travail important de mobilisation et concertation des acteurs locaux (et notamment des habitants)** sur leur territoire afin d'en dégager des enjeux partagés, d'identifier les actions et projets existants, et de construire des orientations stratégiques et opérationnelles à mettre en œuvre sur la période du contrat. En sortie, ces démarches ont donné lieu à la production de « fiches quartiers », intégrées au sein du document ci-présent, dans la section « La déclinaison communale du contrat de ville ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Présentation de la politique de la ville sur le territoire Grand-Orly Seine Bièvre

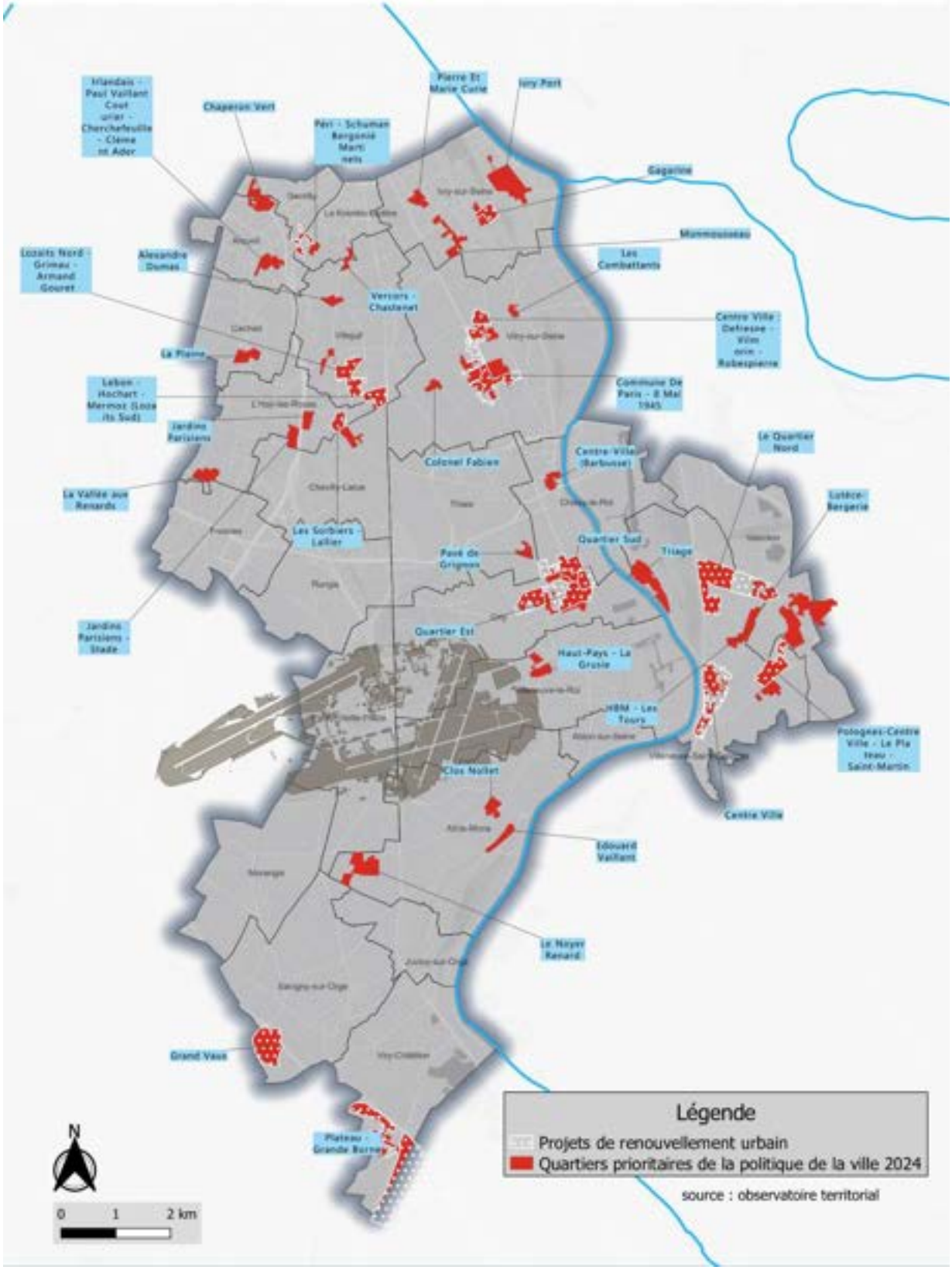
Composé de plus de 720 000 habitants répartis en 24 communes localisées dans deux départements (Val-de-Marne et Essonne) le territoire Grand-Orly Seine Bièvre est un territoire dynamique. Depuis 15 ans, la croissance démographique de l'EPT évolue à un rythme de 0,8% par an. Cette augmentation de la population intervient après des années marquées par une baisse démographique liée, en partie, à la désindustrialisation. Aujourd'hui, **le territoire est le plus peuplé de la métropole du Grand Paris et représente 10% de la population métropolitaine**. L'EPT reste marqué par des disparités territoriales et de nombreux quartiers du territoire présentent encore des réalités économiques et sociales difficiles. Ces quartiers ne sont pourtant pas sans ressource, et la politique de la ville, y constitue un enjeu stratégique majeur pour assurer leur repositionnement social et urbain au sein du territoire.

Depuis 2015, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre comptait **31 quartiers prioritaires de la politique de la ville** et **34 quartiers dits de « veille active »** répartis sur **18 communes**. Ces quartiers regroupaient plus de **200 000 habitants** (28,7% des habitants du territoire), dont près de **108 000 personnes** vivant en QPV. En 2020, les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville représentaient près de **15%** des habitants du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre.

Le **décret 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains** définit la nouvelle géographie des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Au 1er janvier 2024, **l'EPT du Grand-Orly Seine Bièvre compte désormais 36 quartiers prioritaires de la politique de la ville**, dont 5 quartiers intercommunaux et 1 quartier interterritorial (Polognes-Centre Ville à Valenton – Le Plateau à Villeneuve-Saint-Georges – Saint-Martin à Limeil-Brévannes), répartis sur 18 communes et représentant près de 130 000 habitants (voir liste des quartiers et cartes détaillées en annexe).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Quartiers prioritaires de la politique de la ville et projets de renouvellement urbain 2024-2030



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Zoom sur les secteurs du Grand-Orly Seine Bièvre

Secteur Nord-Est (35 700 habitants)



Communes concernées :
Ivry-sur-Seine
Vitry-sur-Seine

QPV entrants :
Vitry-sur-Seine : Les Combattants

Secteur Nord-Ouest (28 200 habitants)



Communes concernées :
Villejuif
Kremlin-Bicêtre
L'Haÿ-les-Roses
Gentilly
Arcueil
Cachan
Chevilly-Larue

QPV entrants :
Villejuif ; Le Kremlin-Bicêtre : Vercors-Chastenet
L'Haÿ-les-Roses : Vallée aux Renards
Cachan : La Plaine
Chevilly-Larue ; L'Haÿ-les-Roses : Les Sorbiers – Lallier (uniquement le secteur « Les Sorbiers »)

Secteur Centre (17 800 habitants)



Communes concernées :
Choisy-le-Roi
Thiais
Orly
Villeneuve-le-Roi

QPV entrants :
Choisy-le-Roi : Centre-ville (Barbusse)
Thiais : Pavé Grignon
Villeneuve-le-Roi : Hauts-Pays – La Grusie

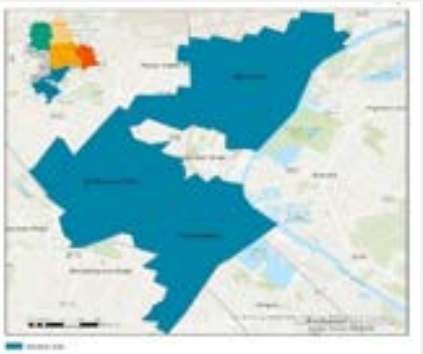
QPV élargi :
Orly : Quartier Est

Secteur Est (27 100 habitants)



Communes concernées :
Villeneuve-Saint-Georges
Valenton

Secteur Sud (15 656 habitants)



Communes concernées :
Athis-Mons
Savigny-sur-Orge
Viry-Chatillon

QPV entrants
Athis-Mons : Edouard Vaillant

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La définition de la géographie prioritaire est basée sur le critère unique du niveau de revenu moyen des habitants du quartier. En complément, l'EPT a développé une méthode d'observation des quartiers du territoire qui procède au **croisement d'un référentiel de fragilité des résidences sociales et d'un indice de vulnérabilité sociale.**

Ces indicateurs statistiques pourront être réévalués en lien avec la mise à jour des bases de données de l'INSEE ou des bailleurs, permettant d'affiner la territorialisation des actions engagées et d'objectiver les périmètres des poches de pauvreté.

En effet, comme précisé par la circulaire du 31 août 2023, afin de mieux tenir compte des réalités sociales des territoires, il sera possible d'allouer de façon circonscrite des crédits financés par le programme 147 (dans la limite de 2,5 % de l'enveloppe départementale) au bénéfice de territoires identifiés comme vulnérables sous réserve que ce soutien exceptionnel s'inscrive dans le cadre partenarial d'un contrat de ville. Ces zones pourront se situer dans toutes les communes du territoire Grand Orly Seine Bièvre, y compris celles qui ne disposent pas de quartiers prioritaires.

Cette allocation devra être motivée :

- par des indicateurs locaux permettant d'objectiver la situation du quartier au bénéfice duquel la mobilisation des crédits est sollicitée, et faisant notamment ressortir la similitude de cette situation avec celle des QPV à proprement parler ;
- par la définition de la nature des interventions susceptibles d'être soutenues, et en prenant en compte la possible mobilisation par ailleurs des interventions de droit commun (par exemple, les crédits d'intervention prévus dans le cadre du Pacte des Solidarités).

Ce soutien, nécessairement ponctuel, devra être alloué annuellement, être subordonné à un cofinancement de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements concernés, voire des autres partenaires dans le cadre de la mobilisation de leurs politiques et dispositifs de droit commun, et donner lieu à un suivi.

A l'issue de cette période et sous réserve d'une évaluation positive de leur impact, la prise en charge intégrale des actions ou dispositifs mobilisés aurait vocation à être, le cas échéant, reprise par le droit commun.

L'identification des poches de pauvreté se fera tout au long du contrat et il appartiendra au comité de pilotage de proposer annuellement à l'État, la ou les zones sur lesquelles des moyens spécifiques pourraient être déployés, par le biais du financement d'actions adaptées. Ainsi, ce contrat de ville « Engagements 2030 » s'appuie sur une approche renouvelée de la géographie prioritaire :

- une géographie actualisée des quartiers de la politique de la ville ;
- la prise en compte éventuelle de poches de pauvreté priorisées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Intention générale pour les quartiers, en lien avec le projet de territoire

Compétence obligatoire de l'Etablissement Public Territorial, la politique de la ville s'inscrit pleinement en cohérence avec le projet de territoire du Grand-Orly Seine Bièvre élaboré en 2019. Celui-ci est décliné en quatre exigences qui visent à faire de Grand-Orly Seine Bièvre un **territoire durable, solidaire, inclusif et attractif** :

- Exigence 1. « Combattre les dérèglements climatiques et les nuisances » ;
- Exigence 2. « Garantir la ville et la qualité de vie pour tous » ;
- Exigence 3. « Anticiper les évolutions de vie et des villes » ;
- Exigence 4. « S'affirmer comme un territoire métropolitain incontournable ».

Il s'agit ainsi de veiller à ce que les quartiers prioritaires soient bien intégrés aux différentes dynamiques impulsées par le projet de territoire, à travers l'affirmation de deux ambitions majeures :

- **faire des QPV des quartiers attractifs et d'excellence en priorisant la lutte contre les dérèglements climatiques et les nuisances bruit, pollution de l'air, des sols…)** Constitués de grands ensembles de logements sociaux ou de centres anciens fragilisés, les QPV concentrent les difficultés sociales et économiques. Ils peuvent également abriter des parcs de logements sociaux ou privés vieillissants et parfois dégradés. L'accompagnement de la transition énergétique et plus largement climatique sur ces quartiers est un enjeu central. Seulement un tiers des QPV du territoire est inscrit dans le NPNRU. Pour accompagner l'ensemble de ces quartiers, le contrat de ville constitue un levier pour favoriser le déploiement des dispositifs de lutte contre l'habitat dégradé, de réhabilitation thermique, de soutien à la performance énergétique ou encore de neutralité carbone sur les quartiers, en lien le cas échéant avec les bailleurs sociaux. La transition écologique dans les QPV ne peut se faire sans un travail approfondi sur la gestion des déchets. L'abattement TFPB en contrepartie d'actions de gestion urbaine et sociale de proximité peut être mobilisé à ce titre. Des leviers tels que l'économie sociale et solidaire (ESS) ou la structuration d'éco-filières sont de véritables moyens d'action dans les quartiers ; des initiatives portées collectivement par différents acteurs (bailleurs, centres sociaux et éducatifs, écoles) pour accompagner les habitants dans leur pleine participation aux enjeux de transition s'inscrivent également comme une opportunité.
- **faire des QPV des territoires accessibles, ouverts et donner aux habitants de ces quartiers les moyens de leur autonomie** : la morphologie urbaine des quartiers, souvent enclavés et isolés du reste du territoire, nécessite un déploiement et une interconnexion des réseaux de transports en commun, mais aussi le développement des dispositifs en faveur de la mobilité des populations des QPV : aides au permis de conduire, développement des mobilités alternatives (vélos, co-voiturage), développement d'une offre locale de mobilité etc. Par ailleurs, donner aux habitants les moyens de leur autonomie passera également par un soutien à l'émancipation via le sport et la culture. En effet, ces activités constituent un moyen d'inscrire les personnes dans une dynamique régulière et continue, et dans un cadre ludique. Ainsi, ce nouveau contrat souhaite faire de ces activités de véritables leviers pour l'émancipation des habitants des QPV, en encourageant la mobilisation et la diversification de l'offre du territoire, notamment à travers des pratiques « hors les murs », et en incitant les acteurs à travailler collectivement au développement d'aménagements et d'espaces collectifs. Enfin, les habitants des quartiers étant particulièrement impactés par la fracture numérique et l'illectronisme, il s'agira également de les accompagner vers une meilleure maîtrise des outils numériques, notamment les publics rencontrant les difficultés les plus importantes (seniors, personnes ne maitrisant pas la langue française, jeunes éloignés des démarches administratives en ligne…), mais également de réfléchir à un soutien renforcé en faveur des dispositifs visant à équiper les ménages au quotidien en matériel informatique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les modalités de gouvernance et de pilotage de la politique de la ville

L'INSTRUCTION RELATIVE A LA GOUVERNANCE DES CONTRATS DE VILLE ENGAGEMENTS 2030 DU 4 JANVIER 2024

- Les EPCI et EPT assurent le pilotage du contrat de ville et exercent avec l'Etat les fonctions de coordonnateur des actions portées par les signataires du contrat de ville.
- Chaque signataire doit contribuer aux orientations stratégiques du contrat de ville et en assurer la déclinaison opérationnelle.
- Les maires des communes concernées par les QPV sont associés à ce pilotage. Dans ce cadre, il est demandé d'organiser une réunion annuelle à l'échelle du contrat de ville avec l'ensemble des partenaires, afin de :
  - Définir les orientations de l'appel à projets ;
  - Présenter un bilan de la mise en œuvre de ce Contrat, des dispositifs de droit commun et actions par les partenaires, de l'état d'avancement du projet de renouvellement urbain (le cas échéant), et des actions engagées en matière de GUP en contrepartie de l'abattement TFPB.
- Le contrat de ville devra définir le cadre formel de concertation garantissant la participation des habitants durant toute la durée du contrat. Le format de participation pourra être divers selon le contexte local (ex : conseils citoyens, maisons de projets, tables de quartiers, collectifs d'habitants…).

Ainsi, **Grand-Orly Seine Bièvre** a la charge du pilotage et de la bonne réalisation du contrat de ville. Il exerce avec l'Etat, les fonctions de coordination de l'ensemble des parties prenantes. Les villes, quant à elles, gèrent le lien avec les porteurs de projets et les actions mises en œuvre autour de la cohésion sociale (éducation, santé, lutte contre les discriminations...) sur leur territoire, ainsi que les démarches de concertation des habitants (dans le cadre des conseils citoyens notamment ou de toutes autres instances participatives mises en place localement).

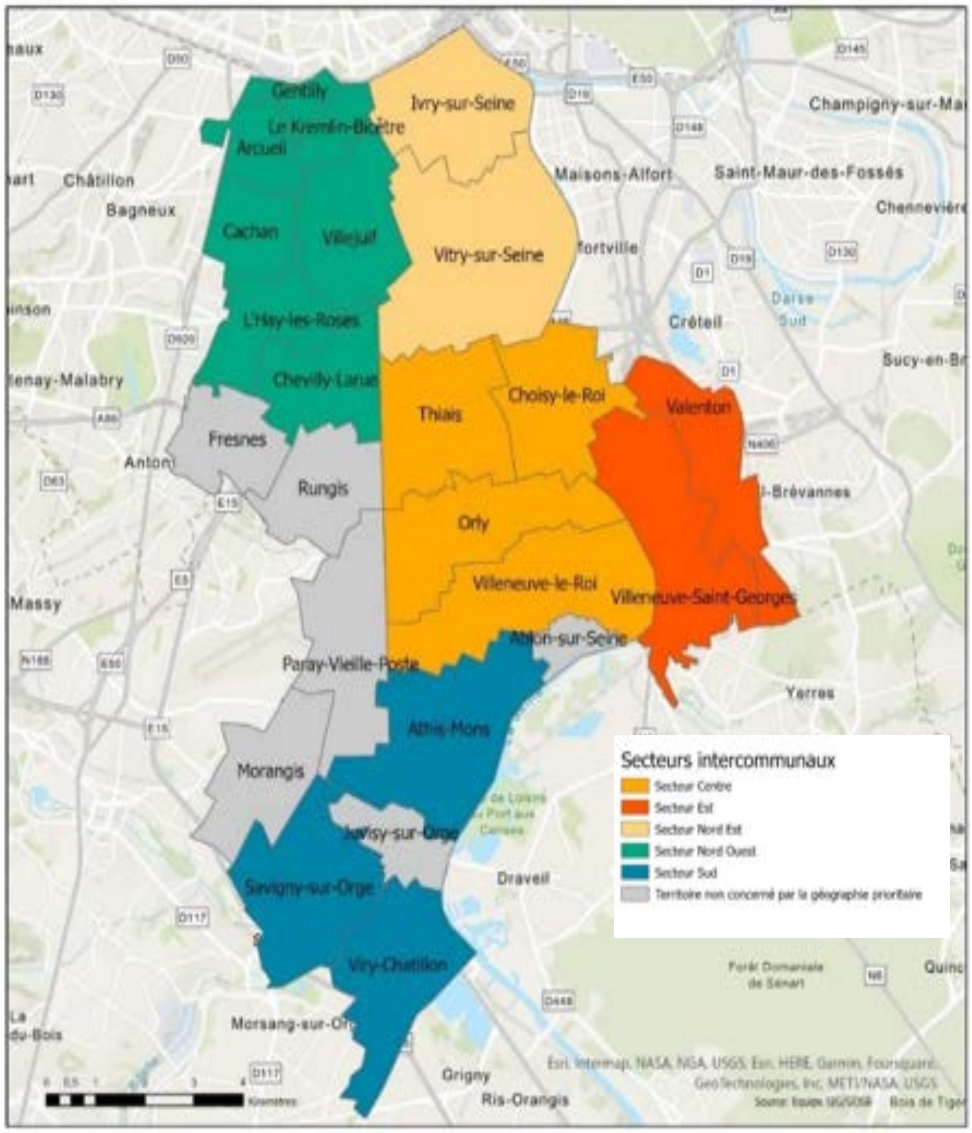
Par ailleurs, en s'appuyant sur le fonctionnement des anciens contrats de ville, les partenaires font part de leur volonté d'**une organisation par secteurs**, sur le modèle des périmètres d'intervention des délégués de la préfète. Celle-ci permettra de prendre en considération le périmètre d'intervention de certaines associations et le caractère intercommunal de certains des QPV. Il s'agit toutefois de secteurs administratifs, n'ayant pas vocation à se substituer au pilotage de la politique de la ville à l'échelle communale. Aussi, il a été identifié **5 secteurs géographiques** s'inscrivant en cohérence avec les habitudes de travail des acteurs, notamment celles construites dans le cadre des Cités de l'Emploi.

Un **comité de pilotage annuel** est organisé pour la présentation du contrat de ville et de sa programmation, permettant d'obtenir une vision globale des actions déployées sur le territoire, s'agissant à la fois des financements alloués aux actions concernées, mais plus largement vis-à-vis des orientations à prendre au regard de l'évolution de la situation des quartiers.

Depuis 2023, est organisée **une conférence annuelle à l'échelle intercommunale**, associant les acteurs des deux départements, permettant de recueillir une vision globale des actions déployées sur les quartiers, dépassant ainsi la seule présentation des sujets liés à la politique de la ville (ex : mobilisation du droit commun, abattement TFPB, projets de renouvellement urbain…).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les secteurs du contrat de ville de l'EPT pour la période 2024-2030



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les orientations du contrat de ville du Grand-Orly Seine Bièvre

A l'issue de la démarche de co-construction du socle d'orientations de ce contrat de ville (**l'arborescence du contrat de ville décrite *infra* synthétise les orientations structurantes de la politique de la ville et les décline en objectifs stratégiques**.

Aussi, l'ensemble des signataires du contrat de ville devra s'assurer que les actions conduites à destination des habitants des quartiers prioritaires s'inscrivent dans ces orientations.

L'arborescence du contrat de ville	
Orientations	**Objectifs stratégiques**
Orientation 1 : œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes	Soutenir la parentalité
	Lutter contre le décrochage scolaire
	Accompagner les jeunes dans leur émancipation
	Renforcer et accompagner l'accès à l'offre culturelle et sportive sur le territoire
Orientation 2 : garantir la santé et le bien-être des habitants	Renforcer les actions de prévention en matière de santé et bien-être et lutter contre l'isolement des personnes
	Travailler avec les parents sur les enjeux de santé mentale et de bien-être, et la lutte contre les phénomènes de stigmatisation des troubles psychologiques
Orientation 3 : accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers*	Déminéraliser et végétaliser les espaces publics et collectifs, favorisant ainsi la biodiversité urbaine et la régulation naturelle des écosystèmes
	Lutter contre la précarité et le gaspillage alimentaire, favorisant ainsi une alimentation saine, durable et accessible à tous
	Développer des solutions de mobilités alternatives, solidaires et durables telles que le vélo, le covoiturage et les transports en commun
	Soutenir les actions de réhabilitation thermique et le renforcement de la performance énergétique des logements
Orientation 4 : renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme	Lutter contre l'illettrisme
	Professionnaliser les acteurs de l'apprentissage de la langue
	Renforcer l'accompagnement dans l'accès au numérique et l'accompagnement linguistique et faciliter l'accès aux services publics
Orientation 5 : accompagner chacune et chacun vers l'insertion et l'emploi	Mobiliser les publics et les rendre acteurs des dynamiques en matière d'emploi
	Identifier les besoins des publics et optimiser l'offre de services
	Accompagner et favoriser l'employabilité des publics en difficulté, les plus éloignés de l'emploi
	Favoriser le lien avec les entreprises et leur mobilisation au sein des quartiers
Orientation 6 : faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants	Renforcer l'articulation entre les équipes de la politique de la ville et du renouvellement urbain
	Développer la mixité sociale au sein des quartiers
	Améliorer les conditions d'habitat et de cadre de vie au sein des quartiers avec le développement de la gestion urbaine et sociale de proximité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 7 : garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville*	Lutter contre les incivilités et prévenir les actes de délinquance
	Renforcer la cohésion sociale et développer un rapport de confiance avec les habitants
	Maintenir la tranquillité publique et résidentielle
Orientation transversale : assurer l'animation et l'évaluation de la politique de la ville	Améliorer le pilotage, l'observation et l'évaluation des dispositifs
	Favoriser l'interconnaissance et rendre l'offre existante plus lisible et davantage mobilisée

LES PRINCIPES DE MISE EN OEUVRE DU CONTRAT DE VILLE

La mise en œuvre du contrat de ville reposera sur différents principes clés, dont le respect sera au cœur de toutes les initiatives, engagements et décisions prises au cours de la programmation 2024-2030 :

1 **S'appuyer sur les démarches de participation citoyenne dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des actions**. Considérant que la réussite de tout projet repose sur une implication active des citoyens concernés, leur contribution sera favorisée dans toutes les étapes de déploiement du contrat de ville. Par ailleurs, soutenir la participation et l'implication citoyenne permet de donner aux habitants du territoire les moyens et l'envie d'exercer leur citoyenneté et favorise le vivre ensemble sur les quartiers. En articulation avec les dispositions de la loi Lamy, et en fonction des dynamiques de chaque quartier, ces démarches pourront s'appuyer sur les instances existantes, et notamment lorsqu'ils sont encore actifs, sur les conseils citoyens. Conformément aux pratiques en vigueur sur le territoire de l'EPT, ces initiatives resteront pilotées à l'échelle communale dans le cadre de cette nouvelle programmation.

2 **Promouvoir l'égalité femmes / hommes et lutter contre toutes les formes de discriminations**. Les stéréotypes et les normes sociales limitatives entravent souvent la pleine participation des personnes concernées, et notamment des femmes, dans tous les domaines de la vie. Ainsi, les orientations et actions concrètes engagées sur le territoire devront garantir l'égalité des chances et d'accès aux dispositifs, la mixité des personnes accompagnées ainsi que l'inclusion et le respect de la diversité des publics concernés.

3 **Favoriser l'accès aux droits des habitants**. Garantir à tous un accès équitable aux services et droits essentiels tels que la santé, l'éducation ou encore l'emploi est essentiel pour promouvoir l'égalité des chances et la dignité humaine. Les obstacles à cet accès peuvent engendrer des situations de vulnérabilité. Une action concertée et proactive est nécessaire pour surmonter ces barrières et pour construire un environnement où chacun peut pleinement exercer ses droits, notamment via le renforcement du maillage du service public de proximité et le développement de modalités d'intervention d'aller-vers. Dans cette perspective, les acteurs de l'ensemble des champs thématiques du contrat de ville veilleront à prendre en considération les différents freins rencontrés (mobilité, maîtrise de la langue et/ou du numérique…) par les habitants du territoire au cours de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs actions.

*Les orientations de la thématique correspondante n'a pas fait l'objet de temps de concertation dédié, mais fut construite via une consolidation des objectifs renseignés au sein des fiches quartiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 1 : œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

- Le service d'accueil du jeune enfant, avec un soutien à la création de places nouvelles, la réduction des disparités des tarifications en accueil de loisirs et la généralisation du « Kit 1 000 premiers jours » dans l'ensemble des QPV.
- La réussite éducative avec la généralisation des cités éducatives, le soutien à l'accès aux internats d'excellence, le soutien à l'attractivité des établissements scolaires en QPV ou encore l'ouverture du temps scolaire (accueil des enfants à partir de 2 ans, ouverture des écoles la première quinzaine d'août, etc.).
- Le service public de la culture avec l'extension des horaires d'ouverture des médiathèques, le renforcement des partenariats entre établissements culturels et collectivités disposant de QPV, le développement des colonies artistiques ou encore la multiplication des Micro-Folies.
- Le sport avec la labellisation et le déploiement de clubs sportifs engagés, « Alliance pour l'inclusion par le sport » et les 100 millions d'euros du Plan 5 000 terrains de sport « Génération 2024 » pour les équipements des QPV.

Caractérisés par une population en moyenne plus jeune (en 2019, les quartiers prioritaires du territoire comptaient entre 22% et 33% de 0-14 ans et entre 11% et 18% de 15-24 ans), les QPV du territoire sont confrontés à des enjeux forts liés à l'éducation et à la jeunesse. Ces publics constituent une priorité portée depuis la précédente contractualisation. En effet, **si la grande majorité des QPV de l'EPT présente des taux de jeunes non scolarisés et sans emploi moins élevés par rapport à la moyenne nationale des quartiers prioritaires, ils demeurent toutefois bien plus élevés que sur le reste du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre**. A titre d'exemple :

- dans le QPV du Triage, à Villeneuve-Saint-Georges, le taux de scolarisation des jeunes de 15 à 24 ans s'élevait à 54% en 2018 ;
- au sein du QPV Lebon-Hochart-Mermoz, à Villejuif et l'Haÿ-les-Roses, près de 49% de la population était non diplômée en 2019 ;
- dans le QPV Alexandre Dumas, à Villejuif, 61% des jeunes de 16 à 25 ans étaient non scolarisés et sans emploi en 2019.

L'évaluation des précédents contrats de ville a permis de mettre en exergue certains enjeux auxquels ce nouveau contrat doit répondre. Si **le territoire possède de nombreux dispositifs efficaces en matière d'éducation, qui permettent d'améliorer le repérage et l'accompagnement des jeunes** (Programmes de réussite éducative (PRE), contrats locaux d'accompagnement scolaire (CLAS), Cités éducatives…) et de renforcer une logique de transversalité de l'intervention à travers des partenariats, avec l'Education nationale notamment, **ces derniers nécessitent d'être développés, notamment à travers le renforcement des articulations entre les acteurs, afin de garantir la continuité éducative des jeunes concernés**. Face à ce défi, et au sein de quartiers marqués par une part de familles monoparentales supérieure au reste du territoire (46,8% de familles monoparentales dans le QPV Irlandais - Paul Vaillant Couturier - Cherchefeuille à Arcueil en 2019), les parents sont des acteurs centraux avec lesquels les relations doivent être accrues dans le cadre des actions à destination des enfants.

En outre, **l'évaluation des précédents contrats préconise la mobilisation des activités de loisirs sportives et culturelles comme levier de captation et de remobilisation des publics jeunes**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Soutenir la parentalité	Rendre les parents acteurs de l'éducation de leurs enfants en les associant de manière positive aux actions (rencontre avec les équipes de prévention spécialisée, visite des quartiers, participation à l'amélioration des dispositifs d'encadrement du travail à la maison…)	• Centres sociaux • Prévention spécialisée • RPE (Relais petite enfance) • Programmes de Réussite Educative (PRE) • Pass numérique, ateliers numériques et parentalités • Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants (OEPRE) • Déclic numérique • Emplois Vie Scolaire (EVS) • Associations et initiatives communales • Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) • Protection maternelle et infantile (PMI)
	Accompagner les acteurs dans la mise en œuvre d'actions visant le soutien à la parentalité	
	Travailler sur la petite enfance et les 1 000 premiers jours (ateliers parentalité, relais petite enfance, sensibilisation sur les violences éducatives et les enfants présentant des troubles du comportement et autistiques…)	
Lutter contre le décrochage scolaire	Renforcer et articuler les moyens des dispositifs d'accompagnement à la scolarité (CLAS, PRE, tutorat, démarche de la cité éducative…)	• Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) • Devoirs faits • PRE • Programme Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ) • Cités éducatives • Actions d'accompagnement bénévoles • REP et REP+ • Classes citoyennes et classes relais • Pass'Sport • Pass'Culture • Vacances apprenantes
	Lutter contre les phénomènes de décrochage scolaire et les orientations subies via l'accompagnement des jeunes pour la définition de leur projet professionnel et leur mobilité en dehors du quartier	
	Encourager les modalités d'accompagnement global (scolaire, périscolaire et extrascolaire) de l'enfant en soutenant les liens entre les partenaires	
Accompagner les jeunes dans leur émancipation	Développer la maîtrise du français pour les enfants et leurs parents, notamment ceux issus de familles non francophones	• CVthèques • Missions locales • Cités éducatives • Les associations de proximité • Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ)
	Sensibiliser les jeunes aux enjeux de santé sur les questions de sommeil, d'hygiène de vie, de rendez-vous médicaux, etc.	
	Accompagner les jeunes pour l'accès au logement en s'appuyant notamment sur les CLLAJ	
Renforcer et accompagner l'accès à l'offre culturelle et sportive sur le territoire	Favoriser l'accès à la culture et promouvoir la mixité culturelle pour les habitants des quartiers	• Dispositifs DRAC • PS Jeunes de la CAF • Cités éducatives • PRE • Pass'Sport • Tissu associatif • Organismes d'éducation populaire
	Développer des actions de médiation par la culture et le sport pour les publics les plus éloignés des institutions ou des publics spécifiques (ex : demandeurs d'emploi, jeunes, femmes…)	
	Faciliter et diversifier la pratique sportive sur le territoire et favoriser la mixité des usagers (sociale, de genre…), notamment sur les espaces collectifs	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 2 : garantir la santé et le bien-être des habitants

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

- La santé et l'accès aux soins avec l'objectif de 60 centres de santé regroupant professionnels de santé, de l'accompagnement psycho-social et de « l'aller vers », le programme « Mieux manger pour tous » et le renforcement des actions de prévention à l'école.
- Une politique en faveur des seniors via le programme d'investissement dans les résidences autonomie en QPV (rénovation, modernisation…).
- La transition écologique avec un travail de verdissement des quartiers et de promotion de la place de la nature dans les quartiers, la poursuite et l'intensification de la rénovation urbaine et le soutien aux mobilités douces et durables.

Les problématiques de bien-être psychologique et de santé mentale sont identifiées par les professionnels comme un sujet important dans les quartiers. Le constat est celui d'une situation de mal-être des habitants, voire d'accroissement des troubles psychologiques, pouvant s'observer à plusieurs niveaux sur les quartiers. Depuis la crise du covid-19 et les vagues successives de confinement, plusieurs études ont montré que les fragilités psychiques, plus importantes chez les habitants des QPV, ont été amplifiées durant cette période et restent, à ce jour, un véritable enjeu des politiques publiques.

A cet égard, l'évaluation finale des précédents contrats soulignait des faiblesses quant à l'offre médicale (médecins généralistes et spécialistes) sur les quartiers, mais aussi quant à l'ingénierie et aux ressources humaines relatives à l'accès aux soins, en pointant une saturation globale de l'offre qui empêchait une prise en charge optimale des personnes, notamment en situation de handicap. Aussi, **ce double phénomène caractérisé par l'émergence de nouvelles problématiques spécifiques et la faiblesse de l'offre d'accompagnement du territoire justifie pleinement un engagement fort des acteurs sur ces thématiques**. Celui-ci pourra notamment se réaliser par la mise en œuvre ou le renforcement d'actions de formation des professionnels du champ social et médico-social pour le repérage et la réalisation d'un premier niveau d'accompagnement (information, prévention, orientation) des personnes concernées.

Cette période de crise du covid a également mis en lumière des situations d'isolement accrues dans les QPV, qualifiés alors de « territoires à fort risque d'isolement ». Malgré un maillage opérant du territoire par des structures impliquées dans la lutte contre l'exclusion, et l'existence de dispositifs allant en ce sens dans certaines villes de l'EPT (ex : les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction pour usagers de drogues (CAARUD), Dispositif d'appui à la coordination (DAC)), cet enjeu reste prégnant. Un tel constat suppose d'engager plus intensivement des actions d'aller-vers afin d'identifier les publics concernés (seniors notamment) et de les accompagner (information, orientation, prescription…) permettant un « raccrochage » au droit commun.

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Renforcer les actions de prévention en matière de santé et bien-être et lutter contre l'isolement des personnes	Développer des actions de prévention à travers différents leviers (ex : par les pairs, mobilisation de bénévoles pour du porte à porte (dans le cadre du service civique notamment), au sein des établissements scolaires…)	• Contrat local de santé (CLS) • Centre communal d'action sociale (CCAS) • Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) • Conseil local de santé mentale (CLSM) • Appel à manifestation d'intérêt (AMI)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	Renforcer la présence d'équipes mobiles sur le champ psychologique, en s'appuyant notamment sur les équipes ressources des bailleurs, pour intervenir dans les centres d'hébergement (ex : accueils de jour…)	Promotion Prévention Santé (PPS) • Assises de la santé mentale • Equipes Mobiles Psychiatrie Précarité (EMPP) • ASV • PAI (protocoles d'accueil individualisés) • Centre médico-psychologique (CMP) • Centres municipaux de santé (CMS) • Bourse de l'émancipation : dispositif pour la jeunesse, bourse octroyée à un jeune en contrepartie de sa participation à une action de solidarité • Abattement TFPB • Pacte des solidarités • Associations locales • Programme "quartiers résilients" • Premiers secours en santé mentale (PSSM) • Service civique ambassadeur santé mentale de la Fondation Œuvre Falret • Ambassadeurs Santé d'Unis cité • Programme CPS déployé par la MCATMS CE1, CM2 de Cachan et Vitry
	Recenser l'offre de soins médicale et paramédicale et identifier les potentialités d'installation des professionnels sur le territoire	
	Fournir aux professionnels accompagnants les outils nécessaires à la levée de ce type de problématiques (ex : repérage, orientation, prescription…)	
Travailler avec les parents sur les enjeux de santé mentale et de bien-être, et la lutte contre les phénomènes de stigmatisation des troubles psychologiques	Porter des actions de sensibilisation et de déstigmatisation auprès des parents, des structures éducatives, et de l'ensemble des professionnels en contact direct avec les publics concernés	
	Accompagner les enfants confrontés à de grandes difficultés (langage, comportement, adaptation sociale) en collaboration étroite avec les parents, notamment en s'appuyant sur les centres sociaux et les structures associatives	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 3 : accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

- Le doublement de la part du fonds vert investie dans les quartiers, avec un objectif de 15 %.
- L'ajout de 24 nouveaux quartiers dans le programme « Quartiers résilients » d'accompagnement à la transition écologique des quartiers
- Le lancement d'un concours d'architectes « Quartiers de demain » avec 10 quartiers volontaires pour innover des solutions architecturales, urbaines et paysagères, et de nouveaux modes de faire, pour la renaturation des quartiers.
- La création d'espaces natures accessibles à tous et multiplication des « aides éducatives » dans les quartiers prioritaires.

Les impacts du changement climatique sur les territoires sont multiples, et se trouvent être d'autant plus importants au sein des QPV. En effet, dans des zones marquées par la densification urbaine, **les espaces publics et collectifs des quartiers manquent souvent de végétation et sont largement minéralisés**. Cette situation a des conséquences néfastes sur la biodiversité urbaine et la régulation naturelle des écosystèmes. Les habitants des quartiers subissent ainsi particulièrement les effets des îlots de chaleur urbains et de la faible biodiversité. Pour répondre à ces enjeux, la déminéralisation et la végétalisation des espaces publics et collectifs sont essentielles afin de favoriser la biodiversité, d'améliorer la résilience des écosystèmes locaux et la régulation naturelle des températures.

En outre, dans un contexte de crise économique et sociale, la précarité alimentaire touche de plus en plus de foyers sur notre territoire. Parallèlement, le gaspillage alimentaire demeure un problème majeur, avec des impacts négatifs sur l'environnement et l'économie. **Les habitants des quartiers les plus vulnérables, souvent confrontés à des ressources financières limitées, sont particulièrement exposés à l'insécurité alimentaire**. **Il apparaît ainsi essentiel de développer des solutions de proximité et de sensibiliser les habitants à la lutte contre le gaspillage alimentaire, tout en favorisant les circuits courts et la production locale**. Ces actions permettront de garantir une alimentation saine, durable et accessible à tous, et réduira ainsi l'empreinte écologique des habitants des quartiers.

Les QPV se démarquent également par une couverture en infrastructures de transport de moins bonne qualité, renforçant les phénomènes de dépendance à la voiture individuelle et des coûts financiers associés. En effet, bien que l'aménagement de voies douces progresse, l'usage du transport à la demande ou du vélo demeure un enjeu fort à l'échelle de ces territoires. Ainsi, **il apparaît nécessaire de promouvoir des solutions de mobilité alternatives, solidaires et durables telles que le vélo, le covoiturage et les transports en commun**. Cela pourra se réaliser à travers le développement d'infrastructures dédiées, l'organisation d'ateliers de sensibilisation et/ou d'apprentissage, ou encore la mise en place d'aides financières pour l'accès ou la réparation d'équipements. Ces actions favoriseront *in fine* l'inclusion sociale en offrant des options de transport accessibles à tous, quel que soit le niveau de revenu.

Enfin, dans un contexte d'augmentation générale des coûts de l'énergie, **les habitants des quartiers ayant des ressources financières plus faibles et vivant dans un parc de logements de moins bonne qualité (passoires thermiques, suroccupation…), se retrouvent davantage exposés que le reste du territoire**. En plus de la poursuite des actions de réhabilitation thermique des bâtiments, la question des bonnes pratiques en matière de confort thermique et d'économie d'énergie constituera également un enjeu important dans le cadre de ce contrat de ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Déminéraliser et végétaliser les espaces publics et collectifs, favorisant ainsi la biodiversité urbaine et la régulation naturelle des écosystèmes	Sensibiliser les acteurs, et notamment les habitants, sur les enjeux liés au réchauffement climatique et à la transition écologique	• TFPB • Pôle National de Lutte contre l'Habitat Indigne • Le plan Climat-Energie territorial • Le Plan stratégique de patrimoine (PSP) et la Convention d'utilité sociale (CUS) des bailleurs sociaux • Le dispositif « logement témoin » pour l'apprentissage des écogestes • Le FSL • Le dispositif du « fonds vert » • Pacte des solidarités • Programme "quartiers résilients"
	Développer des jardins collectifs et pédagogiques, tout en garantissant leur appropriation par les habitants	
	Poursuivre le travail de désimperméabilisation des sols et de lutte contre les îlots de chaleurs	
Lutter contre la précarité et le gaspillage alimentaire en structurant des éco-filières sur notre territoire, favorisant ainsi une alimentation saine, durable et accessible à tous	Sensibiliser à la réduction et au tri des déchets et mettre en place des composteurs sur le territoire	
	Soutenir et accompagner les actions de l'économie sociale et solidaire	
	Développer des vergers et potagers partagés	
	Développer les commerces alimentaires de proximité	
Développer des solutions de mobilités alternatives, solidaires et durables telles que le vélo, le covoiturage et les transports en commun	Développer l'utilisation du vélo au sein de l'espace public (aides financières, ateliers d'apprentissage et/ou de réparation, aménagements de pistes cyclables et de stations…)	
	Développer les stationnements dédiés au co-voiturage et/ou à l'autopartage	
	Orienter l'élaboration des schémas de mobilité du territoire vers la promotion de l'offre de transport collectif et des circulations douces	
Soutenir les actions de réhabilitation thermique et le renforcement de la performance énergétique des bâtiments	Poursuivre les actions de rénovation thermique des logements et des équipements publics	
	Accompagner les ménages (information, conseil…) pour leurs travaux de rénovation thermique et l'optimisation de leur consommation d'énergie	
	Développer le réseau de chaleur géothermique existant	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 4 : renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

L'accès aux services publics avec la finalisation du déploiement des espaces France Services, la couverture complète des QPV en centres sociaux et espaces de vie sociale (EVS), l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques dans les quartiers, la formation de 2 500 aidants numériques, la professionnalisation des adultes relais ou encore le renforcement de la présence de gardiens dans le patrimoine locatif social.

En 2019, près de **17% des adultes français étaient en situation d'illectronisme** : 38% des usagers manquaient d'au moins une compétence numérique de base (envoi de courriers électroniques, consultation des comptes en ligne, utilisation de logiciels, utilisation d'internet, etc.), tandis que 2% étaient dépourvus de toute compétence. **A l'échelle du Grand-Orly Seine Bièvre, en 2019, 12,2% des adultes étaient concernés** Ces difficultés sont encore renforcées dans les QPV, territoires au sein desquels **les personnes ayant une langue maternelle différente du français (allophone) ou ne maîtrisant pas la lecture, l'écriture ou le calcul (illettrisme) sont surreprésentées**.

Ainsi, en 2019 :

- 87% des habitants de 18 à 59 ans des QPV de France métropolitaine étaient équipés d'un smartphone, contre 91% des habitants à l'échelle nationale ;
- 75% d'entre eux avaient un ordinateur à la maison, contre 89% des habitants de France métropolitaine, et 48% possédaient une tablette, contre 54% au niveau national.

L'évaluation des précédents contrats de ville faisait état de **freins particulièrement importants pour les publics** dans l'accès aux outils numériques et dans la maîtrise de la langue, notamment s'agissant des personnes allophones, et pointait des situations de non-recours aux droits engendrées par ces difficultés. Les habitants des QPV indiquent davantage ne pas disposer de smartphone en raison d'**un manque de maîtrise de l'outil** (37% contre 24% à l'échelle nationale), avant le coût des abonnements (32% contre 11% à l'échelle nationale). En outre, les habitants des QPV jugent plus difficile d'effectuer des tâches administratives en ligne, notamment lorsqu'elles concernent les impôts ou les démarches propres à la Caisse d'allocation familiale (CAF).

Aussi, l'évaluation des contrats de ville formulait des propositions variées pour améliorer cette situation, comme le développement du maillage **de coordinations linguistiques** sur le territoire ou encore le renforcement des actions de droit commun sur les quartiers afin de **lutter contre le non-recours aux droits.** A l'heure où la majorité des démarches relatives à l'accès aux soins et aux droits font l'objet d'une dématérialisation, **le numérique et la maîtrise de la langue constituent de réels enjeux d'égalité sociale.**

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Lutter contre l'illettrisme	Identifier et/ou mobiliser les personnes relais pour l'identification des difficultés en matière de maîtrise de la langue et/ou du numérique (ex : public allophone), notamment au sein de l'Education nationale	• Cité éducative • Réseau éducation prioritaire • Espaces France service • Médiathèques municipales • CCAS • PRE • Cours de Français Langue Etrangère (FLE) • Réseau GRETA (groupements d'établissements publics d'enseignement) • Office français de
	Améliorer la sensibilisation et le repérage de l'illettrisme, notamment en formant les agents d'accueil à l'identification de ces problématiques	
Professionnaliser les acteurs de l'apprentissage de la langue	Augmenter les moyens financiers alloués aux structures pour permettre le recrutement de formateurs, ou à défaut, former les professionnels existants	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	Mobiliser prioritairement les formateurs FLE diplômés pour l'animation des ASL, et former les bénévoles en cas de recours à leurs services	l'immigration et de l'intégration (OFII) • Espace des solidarités (EDS) • Aidant-connect • Tissu associatif dont associations d'étudiants • Conseiller numériques • Maisons de la justice et du droit
Renforcer l'accompagnement dans l'accès au numérique et l'accompagnement linguistique et faciliter l'accès aux services publics	Proposer un accompagnement (acculturation, mise à disposition d'équipement…) au sein des équipements de proximité sur le territoire (ex : médiathèques), et développer des actions d'aller-vers à destination des personnes éloignées des offres de services	
	Solliciter l'accompagnement d'étudiants à travers le développement de partenariat avec les universités et les écoles supérieures	
	Proposer des tarifications solidaires et simplifier les démarches administratives (notamment pour l'inscription) afin de favoriser la venue des différents publics au sein des lieux dédiés à l'apprentissage de la langue (ex : bibliothèques)	
	Valoriser la pratique de la lecture auprès des publics	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 5 : accompagner chacune et chacun vers l'insertion et l'emploi

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

L'objectif du plein emploi vise à offrir plus d'opportunités en matière d'emploi aux habitants des quartiers grâce au renforcement des actions qui favorisent la sécurisation accrue des parcours d'insertion professionnelle et de formation. Cette ambition est portée par la réforme France Travail, par le déploiement du programme « Entreprenariat Quartiers 2030 » (information, accompagnement, soutien aux projets d'entrepreneurs), par le renforcement de la formation professionnelle et la lutte contre les discriminations ou encore par la mise en place d'un *testing* et d'un baromètre des discriminations.

Les QPV présentent des difficultés particulières en matière d'emploi, le taux de chômage y est plus important que sur le reste du territoire, et les freins à l'insertion professionnelle plus importants (difficultés de mode de garde, niveaux de qualification, mobilité, maîtrise de la langue française, accès aux soins…).

A titre d'exemple, on peut citer :

- Le QPV Alexandre Dumas à Villejuif connaissait le taux d'emploi des 15-24 ans le plus faible du territoire en 2019 : 11,2% ;
- La même année, le taux d'emploi général du QPV de la Grande Borne à Viry-Chatillon était le plus faible du territoire, à 47% ;
- En 2019, le QPV Lutèce-Bergerie à Valenton présentait le taux de chômage le plus élevé à 31%.

Cette accumulation de problématiques et l'éloignement vis-à-vis de l'emploi qui en découle, renforce l'importance d'assurer un accompagnement social et professionnel de ces personnes, et d'être en mesure d'identifier des opportunités adaptées sur le territoire, en partant autant que possible du besoin de ces publics. **Le rapprochement entre les habitants des QPV en insertion et les employeurs ayant des besoins de recrutement sera permis à la fois par une orientation pertinente et le renforcement de l'employabilité de ces personnes, en levant les freins qu'elles peuvent rencontrer et en valorisant les compétences dites « informelles » et de savoir-être**.

Les quartiers font l'objet de nombreux dispositifs d'action publique à même de répondre à ces enjeux : **le déploiement de la Cité de l'emploi du territoire en juillet 2022 et ses déclinaisons de proximité**, le recours aux clauses d'insertion dans le cadre des projets de renouvellement urbain, une démarche de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPEC-T) ou encore la mise en place de dispositifs de soutien à la création d'activité et au développement économique (ex : ZFU-TE). Enfin, la mobilisation et la valorisation **des réseaux d'entreprises dites inclusives et/ou engagées constituent des leviers stratégiques pour le recrutement de ces personnes**, en mesure d'améliorer leur employabilité sur le long terme.

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Mobiliser les publics et les rendre acteurs des dynamiques en matière d'emploi	Développer des démarches d'aller-vers et de co-construction en incluant les publics dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions	• Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) •PLIE • Cité de l'emploi • Associations • Cellules Emploi • Forums QPV locaux • Bailleurs sociaux • SIAE • Centres sociaux • Espace de vie sociale
	S'appuyer sur les structures de proximité (ex : associations de quartier) pour le repérage et la captation des publics éloignés de l'emploi	
	Travailler en collaboration avec les bailleurs pour identifier les habitants en situation de rupture	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	Renforcer les coordinations « Emploi » à l'échelle des QPV	• Forum de l'emploi organisés en partenariat avec les villes
	Définir des bonnes pratiques afin de rendre les offres d'emploi plus accessibles et lisibles aux personnes en insertion	
	Développer des méthodes de recrutement innovantes (ex : « Du Stade vers l'Emploi », « Bus vers l'emploi » …)	
Identifier les besoins des publics et optimiser l'offre de services	Réaliser des diagnostics locaux afin de tenir compte des spécificités des quartiers et des caractéristiques de leurs habitants dans les réponses apportées (notion de « mémoire des quartiers »)	• Chambres consulaires • Acteurs de la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) • SPAPSER • NPNRU • Fonds de revitalisation
	Généraliser les diagnostics veillant à repartir des besoins des publics (sur le modèle des professionnels psychologues en charge de l'orientation des élèves de 3ème pour la recherche de leur stage)	
	Mettre en place un observatoire par quartier pour le recensement des actions existantes et, le cas échéant, l'essaimage des bonnes pratiques	
	Favoriser l'interconnaissance entre les partenaires, notamment entre les acteurs institutionnels et les prescripteurs (ex : création de banques de données partagées), en s'appuyant notamment sur les cités de l'emploi de proximité	
Accompagner et favoriser l'employabilité des publics en difficulté, les plus éloignés de l'emploi	Renforcer les actions à destination de certains publics prioritaires de la cité de l'emploi (seniors, femmes, travailleurs en situation de handicap)	• Garderies éphémères à Ivry, Vitry et Villejuif • Ecole de la 2nd Chance •Organismes FLE • Réseau Linguistique ASL • SCOPE 25 • Service public de la petite enfance • Contrat local de Santé (CLS) • Centres médico-psychologiques (CMP) et Centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) • Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences - territoriale (GPEC-T) •Clauses d'insertion et facilitateurs de clauses • PLIE • Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) et de l'accompagnement social • Cité des métiers • SIAE • Chambres consulaires
	Développer des solutions de modes de garde adaptées pour les parents seuls en situation d'insertion professionnelle	
	Développer les actions de soutien en matière de linguistique (ex : cours ASL…)	
	Engager une réflexion sur une meilleure mobilisation des professionnels de santé au sein des quartiers	
	Valoriser le savoir-être et les compétences dites « informelles » des publics	
	Engager des actions de remobilisation (dans le cadre d'un parcours) pour travailler sur la confiance en soi et les compétences de base des publics en insertion	
	Adapter les actions et les offres de formation en fonction de l'évolution des métiers et des compétences attendues par les entreprises, notamment sur les secteurs en tension de recrutement sur le territoire	
Favoriser le lien avec les entreprises et leur mobilisation au sein des quartiers	Mobiliser et valoriser les réseaux d'entreprises inclusives au sein des quartiers (ex : « les entreprises s'engagent », signature d'une charte d'engagement, organisation d'un trophée des entreprises engagées, mise en place d'un annuaire des entreprises positives …)	• Les Entreprises s'engagent • Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) • Face 94 • Cité des métiers • Comité de bassin d'emploi (CBE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

		• Acteurs de la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) • CitésLabs • SIAE • Chambres consulaires
	Développer et communiquer sur les moments d'échanges et de rencontres associant les entreprises (ex : forum, portes ouvertes…)	
	Développer les temps d'immersion au sein des entreprises (alternance, PMSMP, visites de sites…) pour les personnes en insertion, voire les professionnels accompagnants	
	Sensibiliser / accompagner les entreprises, et notamment leurs services de ressources humaines, pour l'intégration des personnes en insertion (ex : identification de référents, intervention d'un travailleur social…) et lutter contre la mauvaise perception de certains profils (ex : allocataires du RSA)	
	Accompagner les travailleurs non-salariés pour la sensibilisation aux enjeux liés à l'activité d'autoentrepreneurs, le développement de leur projet, et l'identification de solutions de reconversion (ex : coopératives) le cas échéant	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 6 : faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

Une politique de la ville renouvelée, capable de mettre en place des projets adaptés aux besoins des habitants grâce à leur participation active, en veillant à accroître la mixité sociale dans le logement et en s'appuyant sur différents outils, dont le prolongement des conventions d'abattement de la taxe foncière sur les propriété bâties (TFPB).

Les quartiers prioritaires du territoire concentrent une part importante de l'offre de logements abordables de Grand-Orly Seine Bièvre : ils comptabilisent plus de 28 000 logements sociaux représentant près de 30% de l'offre totale de ce type de logements. **Le soutien à une qualité de l'habitat et à la mixité sociale représente par conséquent un enjeu prégnant**. Les **10 programmes de renouvellement urbain** constituent des leviers clés pour l'atteinte des ambitions en matière de mixité sociale à travers des opérations en visant le rééquilibrage de l'offre de logement social à l'échelle intercommunale, la diversification de la typologie des logements sur les quartiers et le renforcement de leur attractivité. Au-delà des programmations logement, cette attractivité sera favorisée par la création ou rénovation d'équipements publics (groupes scolaires, gymnases…) mais aussi par l'émergence de rez-de-chaussée attractifs notamment commerciaux et la création d'immobiliers d'entreprises. La qualité des espaces publics qui seront créés ou réaménagés en prenant en compte les usages tels qu'ils sont coconstruits avec les habitants permettra leur meilleure appropriation et partage entre tous. Ainsi, le contrat de ville accompagnera ces dynamiques en soutenant la mixité sociale sur les quartiers à différentes échelles : accueil et cohésion sociale entre habitants historiques et nouveaux habitants, évolution dans la fréquentation des équipements, cohésion sociale à l'échelle des résidences…

Par ailleurs, **le contrat de ville visera également à constituer un document ensemblier**, permettant de renforcer l'articulation de diverses politiques publiques, avec les programmes de renouvellement urbain d'une part, mais également l'ensemble des actions déployées au titre de la Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) notamment en contrepartie de l'abattement TFPB accordée aux bailleurs sociaux.

En outre, cette orientation participe à l'atteinte des objectifs poursuivis au sein des autres axes, notamment en faveur de l'insertion professionnelle via le dispositif des clauses d'insertion, pour les actions de préservation de la « mémoire » des quartiers, dans l'accompagnement à la transition écologique et la promotion du bien-être des habitants, ainsi que par les démarches d'animation et d'évaluation des projets.

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Renforcer l'articulation entre les équipes de la politique de la ville et du renouvellement urbain	Travailler à l'élaboration et la mise en œuvre de projets communs afin de garantir la pérennité d'une telle coopération	• GUSP • TFPB • Pôle National de Lutte contre l'Habitat Indigne • Le plan Climat-Energie territorial • Le Plan stratégique de patrimoine (PSP) et la Convention d'utilité sociale (CUS) des bailleurs sociaux • Le dispositif « logement témoin »
	Développer des modes de communication et de partage facilitants (calendriers de projets, programmation, concertation, gestion des chantiers, etc.)	
	Faire évoluer les critères d'attribution afin de limiter la concentration des demandes DALO et prioritaires au sein des quartiers	
	Développer des actions de vivre-ensemble et de cohésion sociale entre les habitants historiques et les nouveaux habitants	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Développer la mixité sociale au sein des quartiers	Travailler autour de la notion de "mémoire des quartiers" dans le cadre des relogements ANRU, notamment à destination des nouveaux habitants du quartier	pour l'apprentissage des écogestes • Le FSL • Le dispositif du « fonds vert »
	Favoriser l'appropriation des espaces par les habitants, notamment via des actions d'urbanisme transitoire	
Améliorer les conditions d'habitat et de cadre de vie au sein des quartiers	Soutenir les actions de réhabilitation thermique et pour le renforcement de la performance énergétique des bâtiments	
	Renforcer les actions de lutte contre l'habitat insalubre et les situations de vulnérabilité des habitants (santé, sécurité…)	
	Accompagner la mise en œuvre d'actions pour l'amélioration du cadre de vie au titre de l'abattement TFPB	
	Etablir des programmations d'actions annuelles dans les quartiers dans le cadre de la Gestion urbaine de proximité (GUSP)	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation 7 : garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville

LES ANNONCES DU COMITE INTERMINISTERIEL DES VILLES DU 27 OCTOBRE 2023

En matière de tranquillité publique, plusieurs mesures pourront être développées comme l'appui sur les Forces d'action républicaines (FAR) et la présence policière, la lutte contre le trafic de stupéfiants, la protection des femmes dans les transports ou le rapprochement police-population (postes de délégués à la cohésion police/population (DCPP)).

Au niveau national, **les habitants des QPV présentent un niveau d'insécurité dans leur quartier nettement supérieur au reste de la population** : 26% en 2018 contre 13% dans les quartiers environnants. Par conséquent, ils ont plus tendance à adapter leurs comportements, renonçant parfois à sortir pour des raisons de sécurité (19%) que les habitants hors QPV (10%). Cette insécurité est également vécue de manière différenciée en fonction du sexe : 32% des femmes ont peur dans les QPV, contre 19% des hommes des QPV, 17% des femmes et 9% des hommes hors QPV.

Les émeutes urbaines de juin 2023 ont remis en avant les enjeux de tranquillité publique au sein des quartiers. Ces troubles se caractérisant le plus souvent par des actes de trafic de stupéfiants, de squats et l'occupation de halls, ainsi que de tapage nocturne, des rixes et de rodéos urbains. Par ailleurs, **ces situations peuvent dégrader la qualité des relations entre les personnes, et notamment entre les services de police et les habitants**. Dans ce cadre, les publics jeunes sont généralement surreprésentés parmi les personnes ayant un comportement à risque, et doivent ainsi faire l'objet d'une attention spécifique. Enfin, **certains lieux sont particulièrement exposés aux phénomènes d'insécurité ou de délinquance**, à l'image des parties communes des HLM, des chantiers et/ou des commerces ou encore des espaces de stationnement. L'occupation de l'espace public révèle également des phénomènes de discrimination, notamment à l'endroit des femmes, posant des enjeux d'accompagnement et de sensibilisation des acteurs des quartiers.

Pour favoriser le bien-vivre sur les quartiers et lutter contre l'insécurité, plusieurs dispositifs et outils existent déjà et sur lesquels il conviendra de s'appuyer :

- **A l'échelle locale** à travers l'intervention des clubs de prévention spécialisée et d'une façon générale des associations de proximité, le déploiement des Contrats locaux de sécurité (CLS), des Groupes de partenariat opérationnel (GPO), de cellules de veille entre les bailleurs et les partenaires municipaux, le pilotage d'instances spécialisées comme le Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD), ou encore le dispositif de vidéo-projection du territoire.
- **A l'échelle nationale** via la Stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance ou l'action de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA).
- A l'intersection des deux à l'image du travail partenarial existant entre les services de polices municipales et nationales.

Le contrat de ville ouvre la possibilité de renforcer les actions autour de ces enjeux en intervenant sur l'ensemble de la chaîne : prévention des situations, aller-vers et médiation, résolution des problématiques via un travail multi partenarial, sensibilisation au recours et/ou sollicitation des forces de l'ordre, etc. Par conséquent, cette orientation devra s'inscrire en étroite cohérence avec les différents axes de ce Contrat, et notamment l'axe visant à œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Lutter contre les incivilités et prévenir les actes de délinquance	Développer les actions de sensibilisation et de prévention de la délinquance à destination de tous les publics, via notamment l'intervention des médiateurs du territoire	• Stratégie Nationale de sécurité et de prévention de la délinquance • Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) • Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) • Associations de proximité • Clubs de prévention spécialisée • Polices municipale et nationale • Les Groupes de partenariat opérationnel (GPO) • Les Contrats locaux de Sécurité (CLS) • La mise en place d'événements festifs et d'animations intergénérationnelles en faveur du mieux vivre ensemble • Cellule de veille bailleurs/partenaires municipaux • Dispositif de vidéoprotection • Dispositif de vigilance citoyenne « voisins vigilants »
	Accentuer la lutte contre le trafic des stupéfiants et les rixes	
	Assurer une coordination opérationnelle entre la police nationale et municipale (via des opérations conjointes notamment) ainsi que les principaux partenaires (commune, bailleurs…)	
	Renforcer la présence des acteurs sur les quartiers les soirs et week-end.	
Renforcer la cohésion sociale et développer un rapport de confiance avec les habitants	Développer des temps d'échange et de rencontre avec les habitants du quartier (via le CLSPD par exemple), notamment à destination du public jeunes (11-18 ans) et des parents	
	Développer des actions visant à favoriser le lien police-population	
	Développer des chantiers éducatifs	
	Mener des actions de sensibilisation et de formation visant la lutte contre les discriminations (égalité Femme-Homme, LGBT, personnes isolées…) et les violences sexistes	
Maintenir la tranquillité au sein des espaces publics	Assurer une présence dissuasive au sein des parties communes des bailleurs sociaux du quartier	
	Agir pour la sécurité des équipements de proximité, des commerces et des chantiers	
	Lutter contre le stationnement sauvage et anarchique	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orientation transversale : assurer l'animation et l'évaluation de la politique de la ville

Fort de plusieurs travaux menés dans le cadre de la précédente génération de contrats de ville, le territoire souhaite optimiser l'animation des acteurs de la politique de la ville pour assurer un effet levier sur la situation des quartiers, en visant une meilleure coordination entre les dispositifs de droit commun et les actions spécifiques à la politique de la ville. En outre, **l'objectif majeur sera de garantir une articulation efficace entre les partenaires du contrat de ville et la poursuite du travail partenarial entre les collectivités et les services de l'Etat.** A cet égard, l'animation de ce contrat de ville à l'échelle de Grand-Orly Seine Bièvre pourra s'appuyer sur les précédentes expériences conduites sur le territoire :

- des instances de pilotage et de mise en œuvre des contrats territorialisées, soucieuses de proximité dans l'approche de la politique de la ville ;
- l'expérimentation d'une Cité de l'emploi territoriale ;
- une conférence annuelle à l'échelle intercommunale associant les acteurs des départements de l'Essonne et du Val-de-Marne.

En outre, un travail de **simplification administrative** et d'accompagnement des porteurs de projets sera déployé, notamment via :

- un objectif de 50% de financements pluriannuels par la signature de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) dans le cadre de la programmation des crédits de la politique de la ville de l'État (programme 147) ;
- la possibilité de financer le fonctionnement des petites associations.

Ce travail resserré entre les partenaires s'illustrera également par **un engagement commun en matière de partage de données**, afin de concourir à terme au suivi et à l'évaluation des actions engagées. Dans ce cadre, les acteurs veilleront à communiquer leurs données annuellement et suivant un format exploitable, s'assurant parallèlement du respect des contraintes réglementaires en vigueur (RGPD notamment).

Selon la loi Lamy (2014), *« la politique de la ville mobilise et adapte, en premier lieu, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres ».*

De manière globale, **le contrat de ville devra s'articuler avec les différentes démarches portées sur le territoire** (actions financées au titre du BOP 104, conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), contrats locaux de santé (CLS).)

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Améliorer le pilotage, l'observation et l'évaluation des dispositifs	Simplifier et articuler la comitologie de l'ensemble des dispositifs existant afin d'assurer leur bon suivi et leur mobilisation effective	• Soliguide • Cartographie du Département • Observatoire des Quartiers d'Habitat Social (OQHS)
	Construire des indicateurs afin de renforcer l'évaluation des dispositifs et développer des modalités de partage de la donnée entre les partenaires	
	Garantir la pérennité du portage des dispositifs en assurant une animation technique régulière et en anticipant les changements de postes le cas échéant	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	S'appuyer sur les travaux de l'observatoire afin de disposer d'une vision d'ensemble des actions déployées sur le territoire et de l'évolution de la situation des habitants au sein des quartiers	
	Organiser des temps d'échange associant les élus du territoire autour des enjeux relatifs aux thématiques de la politique de la ville et du pilotage du Contrat	
Favoriser l'interconnaissance et rendre l'offre existante plus lisible et davantage mobilisée	Penser une approche partenariale du soutien aux projets et travailler au développement de liens entre les différents porteurs	
	Développer des outils partagés (répertoire, cartographie, annuaire…) en s'appuyant sur les pratiques de chaque territoire, et garantir l'actualisation continue de ces outils	
	Renforcer et diversifier les modalités de communication sur les démarches et dispositifs existants (ex : newsletter 1 fois par semestre, recours aux réseaux sociaux, veille professionnelle…)	
	Développer le pouvoir d'agir des habitants en renforçant leur compréhension des enjeux et outils existants	
Accompagner et outiller les communes pour le suivi de la mise en œuvre des conventions TFPB	Améliorer la procédure d'élaboration des conventions TFPB (visibilité sur les critères d'éligibilité des actions, association systématique des chargés de projets PDV et DDP à la définition de la programmation, suivi des montants engagés, renforcement des modalités de contrôle des communes…)	
	Formaliser un document de cadrage à destination des communes	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les engagements des signataires en faveur des quartiers dans le cadre du contrat de ville

Les engagements de l'État et de ses opérateurs

Sous réserve des crédits ouverts annuellement en loi de finances, l'État s'engage directement ou par l'intermédiaire de ses opérateurs à cofinancer la mise en œuvre d'actions de droit commun, et en complémentarité, d'actions spécifiques, au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB), selon les orientations rappelées ci-après :

1) Sur l'orientation « œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes »

L'État s'engage :

- **en matière d'éducation** par la mise en en œuvre **:**

-des réseaux d'éducation prioritaires (REP et REP +) avec la scolarisation des enfants dans des Pôles d'accueil des moins de trois ans en lien avec la commune, le dédoublement des classes GS, CP, CE1, le dispositif 8h-18h dans tous les REP/REP+ à la rentrée 2024.

-des ateliers OEPRE, « Ouvrir l'Ecole aux Parents pour la Réussite des Enfants », à destination des parents étrangers, allophones pour expliciter le langage scolaire, les valeurs de la République et la laïcité ainsi que le système éducatif français.

-des dispositifs d'accompagnement tels que les dispositifs relais et les Unités Pédagogiques pour les Élèves Allophones Arrivants (UPE2A).

-des cordées de la réussite qui visent à faire de l'accompagnement à l'orientation un réel levier d'égalité des chances par la conception d'un programme d'accompagnement global entre un établissement d'enseignement supérieur (tête de cordée) et des collèges et lycées (dits encordés) à destination d'élèves volontaires.

-du dispositif « école ouverte » qui permet aux élèves du CP à la terminale de bénéficier de renforcement scolaire, d'activités éducatives et de loisirs pendant les vacances scolaires.

-du dispositif des colos apprenantes qui permet à des mineurs, notamment des quartiers prioritaires de la politique de la ville, de partir en vacances, d'acquérir ou de consolider des connaissances ainsi que de découvrir des territoires et des activités.

- **en matière d'accès à la culture**

-en accompagnant les structures culturelles dans le développement d'actions sur les territoires prioritaires et la pérennisation des pratiques culturelles des habitants, par le biais des appels à projets de la DRAC tels que « culture et lien social », « été culturel », « c'est mon patrimoine », afin de lever les freins à la pratique artistique et culturelle des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (accessibilité géographique, moyens financiers, mécanismes d'exclusion sociale,…..).

-en soutenant financièrement les collectivités locales par la DSIL et le FNADT pour l'installation de micro-folies, dispositif de musées numériques supervisés par la DRAC, accompagnés par l'établissement public de la Villette et intégrés au cœur d'un équipement au plus proche des habitants. Outil au service des usagers, la micro-folie permet à chacun de découvrir les chefs d'œuvre réunis par les établissements partenaires au sein de collections thématiques numérisées en très haute définition, en version fixe et itinérante pour se déplacer toujours plus près des publics.

-en déployant le dispositif des jumelages culturels qui a pour objectif de favoriser l'accès à la culture à des publics qui en sont éloignés, en mobilisant des établissements nationaux reconnus pour leur excellence culturelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

-en favorisant la meilleure mobilisation par les établissements scolaires, au bénéfice des élèves, de la part collective du « pass culture », outil au service de l'éducation artistique et culturelle, afin de renforcer et de diversifier les pratiques culturelles et de révéler la richesse culturelle des territoires.

- **en matière de jeunesse, d'engagements et de sports**

-en faisant la promotion de l'engagement citoyen par le service national universel et le service civique.

-en soutenant la vie associative par le cofinancement d'actions dans le cadre de l'appel à projets du fonds de développement de la vie associative (FDVA).

-en veillant à la continuité et à la qualité éducative : politiques éducatives territoriales (projets éducatifs territoriaux, plan mercredi), accès aux droits et à la mobilité des jeunes, information jeunesse.

-en développant les pratiques sportives : la professionnalisation et le développement dans le secteur du sport via les appels à projets de l'agence nationale du sport, le développement des savoirs fondamentaux à travers les dispositifs tels que l'aisance aquatique, le savoir nager et le savoir rouler à vélo, le soutien à la pratique sportive (dispositif Pass'Sport), l'accompagnement des actions « sport santé » et de la pratique inclusive.

-en finançant des équipements sportifs dans le cadre du plan « 5000 équipements - Génération 2024 » (équipements de proximité, cours d'écoles actives et sportives et équipements structurants).

-en mettant en œuvre le plan de formation « Valeurs de la République et Laïcité » (VRL) à destination des acteurs de terrain (agents de collectivités, animateurs, acteurs associatifs, médiateurs, etc.).

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques sur le programme 147 « politique de la ville » en matière d'émancipation et de réussite éducative des jeunes au bénéfice des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre :*

-de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville,

-du dispositif des cités éducatives cofinancé par un abondement du programme 230 de l'éducation nationale qui vise à améliorer la prise en charge sociale et éducative des enfants et des jeunes (de 0 à 25 ans) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en structurant la coopération entre acteurs dans le cadre d'un projet éducatif de territoire défini et partagé.

-du dispositif des programmes de réussite éducative qui vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des enfants et des jeunes, en leur proposant un suivi personnalisé à travers le parcours de réussite éducative, avec l'adhésion des familles et en mobilisant le droit commun existant.

-du dispositif des cordées de la réussite en renfort des moyens de droit commun déjà déployés sur ce dispositif par l'éducation nationale.

-de l'opération « Quartiers d'été » qui permet de favoriser les activités intergénérationnelles et familiales et d'impliquer les jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets à vocation socio-éducative et sensibiliser aux enjeux de la transition écologique.

2) Sur l'orientation « garantir la santé et le bien-être des habitants »

L'agence régionale de santé (ARS) s'engage :

- **à renforcer l'accès aux soins et à la prévention des habitants des quartiers prioritaires de la ville (QPV)**

-en soutenant le développement de nouvelles structures de soins de premier recours (maison de santé pluridisciplinaires, maison de santé, cabinet de groupe),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

-en facilitant le recours à tous les dispositifs de santé pour les habitants des QPV, notamment via le déploiement des communautés professionnelles de santé (CPTS).

-en mobilisant les partenaires de l'ARS pour renforcer l'attractivité des territoires pour l'installation des professionnels de santé.

-en réduisant le nombre des personnes sans médecin traitant et notamment celles en ALD (objectif du Projet Régional de santé 3),

-en soutenant les projets de promotion de la santé via le Fonds d'Intervention Régional (AMI PPS), les dossiers déposés par les acteurs locaux, institutionnels et associatifs dès lors qu'ils sont en conformité avec les attentes formulées dans le guide à l'intention des promoteurs. Les actions correspondant aux axes du contrat d'engagements 2030 pourront faire l'objet d'un traitement prioritaire.

-en finançant des interventions et actions de lutte contre les addictions par le Fonds de lutte contre les addictions (FLCA).

- **à déployer des démarches locales de santé en lien avec le pilotage du Contrat Local de Santé (CLS)**

-en poursuivant le soutien en ingénierie aux CLS actifs et aux CLS en cours d'élaboration sur le territoire, ainsi qu'à soutenir les CLS qui pourraient émerger dans l'EPT, selon les critères de priorité (IDH2 et QPV).

-en développant, en lien avec l'objectif du PRS 3, de nouveaux CLSM (conseils locaux en santé mentale) dans les communes concernées par la politique de la ville (une mission d'accompagnement spécifique à leur émergence est en cours de configuration).

-en associant, en fonction des configurations locales, les délégués de la préfète et les chefs de projet politique de la ville aux COPIL des contrats locaux de santé.

-en soutenant les coordinations locales en santé (CLS, CLS, ASV) par Promotion Santé IDF dans le cadre du réseau d'appui régional et en co-finançant le CRPV Ressources Urbaines à cette fin.

- **à prendre en compte la multi dimensionnalité de la santé**

-en soutenant les démarches visant à identifier avec les habitants les facteurs de risque pour la santé et proposer des actions facilitant le partage des ressources appropriables par les familles des quartiers prioritaires de la politique de la Ville, en s'appuyant sur les partenaires et les acteurs locaux de proximité (exemple : coopérative d'acteurs).

-en renforçant les actions à dimension individuelle visant à faciliter l'entrée dans le parcours de santé : mise en place d'un partenariat entre les professionnels de santé impliqués sur les dispositifs "Mon Bilan Prévention" et des organismes d'insertion, de soutien social, des centres sociaux, etc…

-en déployant des formations, notamment la formation des travailleurs sociaux des CEJ-JR / référent PRIJ pour une prise en charge des besoins en santé des jeunes en rupture, également ouverte aux référents PRE.

-en soutenant la prise en compte de la santé dans les démarches d'aménagement via le centre de ressources Ekopolis qui peut appuyer les aménageurs et collectivités. De plus, l'ARS contribue en expertise au projet Quartier résilient mené avec l'ANRU et la commune de Valenton.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- **À prendre en compte la santé mentale des habitants des quartiers**

-en proposant des actions de formation (Premiers secours en santé mentale) à la détection des situations de souffrances psychiques et mal-être destinées aux acteurs en contact des personnes fragiles (associations de quartiers ne disposant pas de plan de formation).

-en promouvant les lieux d'écoute et d'accueil pour les jeunes en mal-être.

-en formant les équipes à l'animation d'ateliers de renforcement des compétences psychosociales (CPS) chez le jeune public. L'ARS vise particulièrement à soutenir les établissements REP+ et les Cités éducatives dans le déploiement de ces programmes.

L'agence régionale de santé (ARS) s'engage également :

- **En matière de santé environnementale :**

-en proposant en matière d'urbanisme favorable à la santé (UFS), un appui à l'ingénierie pour les projets de renouvellement urbain ANRU ; l'ARS peut faire réaliser ponctuellement des évaluations des impacts sur la santé (EIS) sur les projets urbains.

- **En matière d'habitat**

-en instruisant les procédures d'insalubrité prévues par le code de la santé publique et le code de la construction et de l'habitation qui lui seront signalées (insalubrité remédiable, arrêtés d'urgence pour danger grave et imminent, local impropre à l'habitation...) qu'il s'agisse de signalements dans le parc locatif privé ou le parc social, en lien avec les collectivités.

-dans le cadre du Plan de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI) 2023-2026, en accompagnant les collectivités.

-dans le cadre de la prévention contre le saturnisme infantile dans le département, en renforçant la sensibilisation des professionnels de santé (notamment professionnels des PMI et travailleurs sociaux) pour l'amélioration de l'activité de dépistage et en réalisant les enquêtes environnementales suite à la survenue de cas de saturnisme infantile afin d'identifier et soustraire les enfants des sources d'intoxication au plomb, en lien avec les acteurs de la politique de l'enfance et de la famille.

- **En matière de prise en charge médico-sociale:**

-en finançant les établissements sociaux ou médico-sociaux (ESMS) par le biais du plan pluriannuel d'Investissement (plan Inclus'IF 2030, avec la création de nouvelles solutions entre 2024 et 2030, pour les enfants et les adultes en situation de handicap : création de places et de dispositifs pour une école plus inclusive).

- **En matière de prise en charge des personnes en perte d'autonomie**

- en transformant les services de soins infirmiers à domicile en Services Autonomie à Domicile et en créant des places supplémentaires d'ici 2025.

- en maintenant à domicile des personnes âgées par un accompagnement renforcé, lorsque l'accompagnement classique déjà assuré par un service proposant de l'aide ou des soins à domicile n'est plus adapté (mission des centres de ressources territoriaux (CRT)). Il s'agit de développer une alternative à l'entrée en institution (à la suite d'un appel à candidature publié en 2023, 2 CRT ont été retenus au sein du DAC Est, et d'autres sont à venir en 2025, afin de couvrir l'ensemble du département).

L'État s'engage,

- À soutenir, dans le cadre de la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives (SIMCA) pour la période 2023-2027, des initiatives de lutte contre les conduites

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

addictives portées par des acteurs locaux (collectivités locales et associations), via l'appel à projet départemental de la MILDECA, selon les axes de la feuille de route départementale, rappelés ci-après:

-prévenir et éviter l'entrée dans les consommations traditionnelles et émergentes notamment chez les jeunes et s'intéresser plus spécifiquement aux publics vulnérables,

-sensibiliser les publics festifs et les acteurs locaux de la vie festive et limiter les consommations à risque d'alcool,

-saisir l'opportunité des grands évènements sportifs comme vecteur de prévention et d'évolution des représentations des addictions.

- à promouvoir la santé des élèves par le Label Edusanté, ce label permettant de reconnaître l'action des écoles, des collèges et des lycées en matière de promotion de la santé au service du bien-être et de la réussite des élèves.

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière de santé sur le programme 147 « politique de la ville » au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville engagés dans cette politique publique.*

3) Sur l'orientation « accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers »

L'État s'engage :

- à accompagner les collectivités territoriales et leurs partenaires dans l'accélération de la transition écologique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en mobilisant 15 % du fonds vert (fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires).

- à délivrer le Label E3D pour reconnaître et encourager les écoles et les établissements scolaires qui s'engagent dans une démarche globale de développement durable. Ce label associe l'ensemble de la communauté éducative, en relation étroite avec les collectivités territoriales, dans une dynamique collective induite par le projet d'école ou d'établissement. Il s'obtient à l'échelle des établissements scolaires, des REP/REP+ et du territoire à différents niveaux d'engagement (engagement, approfondissement et déploiement).

- à déployer le dispositif «Quartiers résilients» d'accompagnement à la transition écologique des quartiers en traitant les îlots de chaleur urbaine, en gérant le cycle de l'eau, en améliorant la performance énergétique des logements, en réduisant la dépendance aux énergies fossiles des immeubles de logement social et en encourageant l'économie circulaire.

L'ADEME (Agence de la transition écologique) qui a notamment la mission d'accompagner et d'accélérer la transition écologique des territoires, des entreprises et des associations, **s'engage** :

- à travailler en lien étroit avec l'établissement public du Grand Orly Seine Bièvre ainsi que ses communes afin de les accompagner dans leurs stratégies et actions concrètes en matière de transition écologique,

- à faire bénéficier les collectivités locales de son expertise et de son offre dédiée, dans laquelle sont mis en visibilité tous les dispositifs qui leurs sont applicables,

- à mettre à disposition des collectivités locales son réseau de référents par département.

L'agence nationale de l'habitat (ANAH) – délégation du Val-de-Marne, **s'engage** :

- à poursuivre les dispositifs permettant de repérer et d'accompagner les copropriétés fragiles et dégradées du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) avec :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

-les études et diagnostics préalables ou de repérage pour identifier les principales problématiques et les actions à mettre en place pour définir le cahier des charges d'une étude pré-opérationnelle,

-les études pré-opérationnelles pour déterminer la faisabilité d'une opération, définir le périmètre et la stratégie d'intervention, estimer le coût des travaux et les subventions.

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière de transition écologique et énergétique sur le programme 147 « politique de la ville » au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville.*

4) Sur l'orientation « renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme »

L'État s'engage :

- **en matière d'apprentissage de la langue** par :

-l'engagement des personnes primo-arrivantes dont les bénéficiaires de la protection internationale dans un parcours d'intégration républicaine qui débute avec la signature du contrat d'intégration républicaine (CIR) auprès de la direction territoriale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), comprenant formations linguistiques et civiques, ainsi qu'une orientation vers les services de proximité.

-le cofinancement d'actions complémentaires d'apprentissage de la langue en particulier à visée professionnelle dans le cadre de la programmation de l'appel à projet du BOP 104 « intégration et accès à la nationalité française »,

- **en matière de lutte contre l'illectronisme** en finançant les dispositifs « France services » et « conseillers numériques France services», avec une attention particulière portée aux plus fragiles afin :

-de favoriser l'inclusion numérique par l'accompagnement des citoyens vers plus d'autonomie dans leurs usages quotidiens du numérique tout en facilitant l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi,

-de faciliter l'accès des usagers aux démarches administratives.

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière de maîtrise de la langue et de lutte contre l'illectronisme sur le programme 147 «politique de la ville» au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville.*

5) Sur l'orientation « accompagner chacun et chacune vers l'insertion et l'emploi »

L'État s'engage :

- à accompagner les personnes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), via le pilotage et le financement de soixante-trois structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).
- à cofinancer et à participer à la coordination départementale des clauses sociales prévues dans les marchés publics des grands projets (ANRU, JOP, Grand Paris express).
- à déployer une politique active à destination des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville par le pilotage et le financement des dix missions locales (ML) du département ainsi que par la mise en œuvre du contrat d'engagement jeune (CEJ). Le CEJ, porté par le réseau des missions locales et de France Travail, permet un accompagnement renforcé, mobilisateur

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

et de proximité pour les jeunes et montre des résultats efficaces en termes d'accès à la formation ou à l'emploi.

- à accompagner au moyen du dispositif « CEJ-Jeunes en rupture » (CEJ-JR), les jeunes les plus éloignés de l'insertion sociale et professionnelle via la signature d'un CEJ.
- à soutenir le projet professionnel des jeunes par le dispositif « parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie » (PACEA), suivi par les missions locales.
- à soutenir via l'apprentissage l'insertion dans le marché du travail des jeunes de 16 à 29 ans, en priorité ceux ayant un niveau scolaire baccalauréat et inférieur au baccalauréat.
- à accompagner les jeunes de 16 à 25 ans résidant en quartier politique de la ville vers une formation d'éducateur sportif ou d'animateur par le dispositif SESAME.
- à accompagner les structures sportives dans le recrutement ou la pérennisation d'un poste dédié à l'insertion et l'inclusion par le sport via le dispositif « mille emploi socio-sportifs ».
- à contribuer au financement des écoles de la deuxième chance (E2C) qui permettent à des jeunes pas ou peu diplômés, éloignés de l'emploi, de pouvoir s'insérer socialement et professionnellement grâce à des enseignements, immersions en entreprise et accompagnements personnalisés.
- à contribuer à l'inclusion socio-professionnelle des personnes en situation de handicap par le biais de deux leviers majeurs:

-le financement et le soutien de l'action d'entreprises adaptées sur le département,

-l'instruction et l'agrément des accords d'entreprise paritaires en faveur de l'accès et du maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap.

- à assurer le copilotage, avec le conseil départemental, du Pacte départemental des solidarités, du contrat local insertion emploi ainsi que du réseau pour l'emploi auquel est associé France Travail. Au côté des collectivités, des opérateurs du service public de l'emploi et de l'ensemble des acteurs partis prenantes au réseau, qu'ils soient institutionnels ou associatifs, l'Etat s'investit dans la levée des freins sociaux et participe à l'objectif de plein-emploi.
- à valoriser le potentiel économique des QPV par le lancement d'une mobilisation nationale des entreprises visant à favoriser l'emploi dans ces territoires grâce au "Pacte avec les quartiers" (PaQte), entièrement intégré à compter de 2024 à la communauté "Les entreprises s'engagent". Dans ce cadre, l'État mobilise et accompagne tous les employeurs qui souhaitent s'engager en faveur de l'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la ville : découverte des métiers, apprentissage, marrainage/parrainage, recrutement, achats inclusifs notamment.
- à promouvoir et à coordonner au niveau départemental le dispositif des emplois francs permettant aux employeurs de bénéficier d'une aide à l'embauche des personnes résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.
- à participer, via le fonds de revitalisation, à la création d'emplois et au développement économique d'entreprises, en restant attentif au développement économique des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
France Travail

France Travail, à la suite de la promulgation de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- **confirme** son ambition, non seulement de poursuivre les chantiers engagés depuis 2015 dans le cadre des contrats de Ville, mais également de renforcer et d'élargir son action pour les publics QPV franciliens en s'appuyant notamment sur les autres acteurs présents sur le territoire et sur le tissu associatif dans un objectif de retour à l'emploi.

- **se mobilise** en faveur des habitants des QPV avec les priorités suivantes :

-assurer une présence physique en proximité des quartiers prioritaires,

-mobiliser les services de droit commun en faveur des habitants des quartiers prioritaires, en particulier les plus intensifs et ceux destinés aux publics les plus fragiles (portefeuilles jeunes dont le contrat engagement jeune et l'accompagnement global),

-accompagner vers les opportunités d'emploi avec les portefeuilles métiers en tension (MET),

-renforcer la mobilisation à travers des dispositifs spécifiques sur les territoires concernés,

-recourir à l'offre de service partenariale lorsqu'elle existe et la promouvoir.

En cohérence avec les principales orientations de la loi plein emploi et le réseau pour l'emploi, **France travail veillera** :

-à mobiliser les services de droit commun des partenaires locaux,

-à s'appuyer sur les acteurs locaux de proximité pour « aller vers » les habitants des QPV à la recherche d'un emploi, en particulier les cités de l'emploi.

Ainsi, **France Travail s'engage** à renforcer l'offre de service de droit commun au bénéfice des habitants des QPV :

- **en favorisant l'accès à la formation et à l'emploi**

-par la facilitation de l'accès aux dispositifs de formations conventionnées (AFC), la VAE,

-par la mobilisation des mesures d'adaptation (POEI) et les politiques gouvernementales (Emplois francs, PEC) pour le recrutement des personnes résidant en QPV,

-par la facilitation du recrutement des demandeurs d'emploi de longue durée avec l'aide à l'embauche en contrat de professionnalisation,

-par la promotion de l'immersion facilitée et la plate-forme (découvrir des métiers, confirmer son projet professionnel et initier les recrutements).

- **en permettant aux demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires de la ville les plus éloignés de l'emploi d'accéder aux services les plus intensifs**

-en ciblant les dispositifs et services suivants : contrat d'engagement jeunes, accompagnement Individualisé Jeune, Equip'Emploi pour les QPV des communes de Valenton et de Villeneuve-Saint-Georges, prépa-apprentissage pour les jeunes non qualifiés ou très peu qualifiés, accompagnement global pour les allocataires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, personnes en situation de handicap (lieu unique d'accompagnement avec CAP EMPLOI),

-en priorisant l'accompagnement à la définition d'un projet professionnel (Activ'Projet) et à la concrétisation d'un projet de formation (prépa compétences).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- **en s'appuyant en parallèle sur les accompagnements et les dispositifs spécifiques proposés par les partenaires**

-pour les publics jeunes (Missions locales, dispositif PRIJ pour les jeunes NEET “invisibles” dans les quartiers concernés, Ecole de la 2ème chance, EPIDE, Service militaire volontaire, APEC),

-ArSa Programme départemental pour l'insertion et l'emploi (PDIE) du Conseil départemental du Val-de-Marne,

-IAE (Plate-forme de l’Inclusion) et les clauses d’insertion,

-mentorat (Nos quartiers ont du talent),

-services civiques (Unis-Cité),

-pour les publics primo-arrivants dont les bénéficiaires de la protection internationale (AGIR, HOPE, Each One, Kodiko, La Fabrique Nomade…).

➢ **en levant les freins et en facilitant l’accès à l’emploi**

-par la promotion des aides à la mobilité (Mes aides), AGEPI versées par France Travail,

-par la sécurisation des parcours linguistiques des publics primo-arrivants et des propositions d’actions de formations complémentaires,

-par l’utilisation de l’outil Pix Emploi pour évaluer le niveau de compétences numériques,

-par la lutte contre l’illectronisme et la fracture numérique avec nos partenaires (Emmaüs connect, Tiers lieux cartographie des Tiers Lieux), Réseau France Services, la plateforme solidarité-numérique.fr, les lieux de médiation numérique de proximité,

-par l’accompagnement à la mobilité (Wimoov, Caremakers, Renault Mobiliz),

-par la facilitation de l’accès aux soins (Parcours Emploi Santé (PES), Mission Accompagnement Santé (MAS) de la CPAM),

-par le recensement, la mise en visibilité et la facilitation de la prescription de services d'insertion, adaptés aux besoins des bénéficiaires (DORA, Soliguide),

-par la facilitation de l’accès aux droits et aux services des publics des primo-arrivants dont les bénéficiaires de la protection internationale avec la plate-forme et l’application « réfugiés » comprenant des informations en plusieurs langues.

➢ **en accompagnant les besoins de recrutement et en favorisant l’accès à l’emploi des publics prioritaires**

-par sa contribution à la lutte contre les discriminations à l’embauche par les dispositifs de recrutement « du stade vers l’emploi » (DSVE) et la « méthode de recrutement par simulation » (MRS),

-par l’information des partenaires et des demandeurs d’emploi des QPV, des actions de recrutement sur la plate-forme Mes Evènements Emploi,

-par la co-organisation des actions à visée emploi (attractivité des métiers, actions de recrutements, forums...) au sein des agences France Travail et des QPV en lien avec les partenaires locaux.

➢ **en favorisant l’entrepreneuriat et le travail indépendant, en appui des partenaires dédiés**

-par l’orientation des demandeurs d’emploi des QPV vers les dispositifs d’accompagnement à la création d’entreprise tels que Prestations France Travail (Activ’crea, ateliers) et Entrepreneur#Leader, BGE-ADIL, BPI, CCI, CMA, ADIE…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EPIDE
ÉTABLISSEMENT POUR L'INSERTION DANS L'EMPLOI

L'établissement public pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE) de Montry (77450) qui a pour mission l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 17 à 25 ans, considérés comme les plus éloignés de l'emploi, les plus fragiles et cumulant des freins périphériques **s'engage :**

- à intégrer annuellement au minimum 30 jeunes issus des QPV du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB),
- à participer à la cité de l'emploi et au plan régional pour l'insertion de la jeunesse (PRIJ) du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB),
- à proposer des actions en faveur des jeunes des QPV du territoire telles que des séjours de remobilisation, des minis-séjours immersifs,…..

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière d'insertion et d'emploi sur le programme 147 « politique de la ville » au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre :*

-de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville, telles que des actions d'insertion socio-professionnelle renforcée des jeunes en situation de décrochage scolaire et social, des actions d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat des habitants des quartiers et notamment les femmes,

-du programme régional d'insertion de la jeunesse dont l'objectif est d'offrir un accompagnement individuel renforcé aux jeunes en difficultés d'insertion, âgés de 16 à 25 ans,

-de la cité de l'emploi (cadre de coopération pour impulser un traitement global des difficultés d'insertion des habitants des quartiers prioritaires et leur garantir les mêmes opportunités d'insertion que l'ensemble de la population),

-des dispositifs d'aide à l'emploi tels que les dispositifs des adultes-relais (contrat d'insertion permettant aux demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires d'assurer des missions de médiation dans les quartiers), des postes FONJEP (qui permettent de développer et de pérenniser un projet associatif dont la réalisation nécessite l'emploi d'un salarié permanent),

-du cofinancement des écoles de la 2ème chance, en renfort des moyens de droit commun déjà déployés sur ce dispositif.

6) Sur l'orientation « faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants »

L'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) s'engage :

- à réaliser les actions nécessaires à la bonne mise en œuvre du NPNRU en assurant une participation active aux comités techniques et comités de pilotage des projets NPNRU.
- à accompagner ainsi les projets pour leur conventionnement et pendant la phase opérationnelle en veillant:

-au respect des orientations de l'ANRU,

-à la réalisation des thématiques transversales : relogement, reconstitution de l'offre démolie,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

-au bon déroulement des projets dans la durée au niveau financier et opérationnel.

L'État s'engage en matière de cadre de vie et de qualité de service :

-en mettant en œuvre l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), dispositif partenarial qui permet d'agir dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en faveur de l'amélioration du cadre de vie et de la qualité de service, en rassemblant, autours de grandes priorités d'action, le délégué de la préfète, l'EPT, les communes concernées et les organismes de logement social. Cet abattement se traduit par un programme d'actions mis en œuvre par les bailleurs sociaux concernant leur patrimoine locatif social situé en QPV.

-en soutenant les collectivités locales par des subventions d'investissement portées par le programme 119 « concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » (dotation de soutien à l'investissement local et dotation politique de la ville pour les seules communes éligibles), le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) et le fonds vert, ces dotations constituant des leviers d'accélération et de territorialisation des politiques publiques. Ces crédits polyvalents et déconcentrés permettent de financer, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de ville, la rénovation des bâtiments publics, la création de services publics locaux, la mise en accessibilité des bâtiments publics, l'accès aux soins (maisons de santé), la mobilité, l'entretien des réseaux d'eau et d'assainissement, la préservation du patrimoine, les équipements sportifs, etc.).

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière de rénovation urbaine sur le programme 147 « politique de la ville » au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville.*

7) Sur l'orientation « garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville »

L'État s'engage :

-en cofinançant sur le fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) des actions de prévention de la délinquance en association avec les collectivités locales et le milieu associatif (actions à destination des décrocheurs scolaires, mesures d'insertion professionnelle, action de promotion de la citoyenneté, actions de prévention de la délinquance en faveur des jeunes, actions de lutte contre le phénomène de bandes, sensibilisation aux situations de harcèlement et de cyberharcèlement, cofinancement du dispositif médiateurs à l'école, actions de soutien à la parentalité, actions de médiation pour la tranquillité publique, actions visant au rapprochement police, population).

-en luttant contre le harcèlement à l'école par la mise en œuvre par l'éducation nationale du programme pHaRe, plan global de prévention et de traitement des situations de harcèlement dans les écoles, les collèges et les lycées.

-en participant aux conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).

-en soutenant par un appel à projet départemental les actions à portée territoriale qui s'inscrivent dans les objectifs des deux plans nationaux portés par la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) :

-le plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine 2023/2026 dont les priorités sont les suivantes :

- affirmer (la réalité et l'universalisme),
- mesurer (le racisme, l'antisémitisme et les discriminations),
- former (tous les acteurs),
- sanctionner (les auteurs),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- accompagner (les publics et les territoires).

-le plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-lgbt+ (2023-2026) dont les 5 axes prioritaires sont les suivants :

- nommer la réalité,
- mieux mesurer ces actes,
- garantir l'accès et l'effectivité des droits,
- sanctionner les auteurs et les actes LGBTphobes,
- développer notre stratégie européenne et internationale.

*En complément des actions de droit commun précitées, **l'État s'engage** à cofinancer des actions spécifiques en matière de tranquillité publique et de cohésion sociale sur le programme 147 « politique de la ville » au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville.*

8) Sur la thématique « égalité femmes/hommes », transversale à l'ensemble des orientations susvisées

L'État s'engage :

- à soutenir sur le programme 137 « égalité entre les femmes et les hommes », dans le cadre du plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027, les projets s'inscrivant dans les 4 axes suivants :

-la lutte contre les violences faites aux femmes,

-la santé des femmes,

-l'égalité professionnelle et économique,

-la culture de l'égalité.

- à inscrire son action dans le cadre des comités d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement (CESCE) de l'éducation nationale par des actions spécifiques sur cette thématique d'égalité femmes/hommes (expositions, forums, théâtre…) ainsi que dans le cadre de l'éducation à la sexualité à destination des élèves.

*En complément des actions précitées, **l'État s'engage** à cofinancer sur le programme 147 « politique de la ville » des actions spécifiques en matière d'égalité femmes/hommes au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) dans le cadre de l'appel à projet annuel du contrat de ville, en concertation avec les collectivités locales et les autres partenaires du contrat de ville.*

Les engagements de l'EPT

Grand Orly seine bièvre

Depuis sa création l'établissement public territorial déploie des compétences au plus près des populations.

L'exercice de la compétence de la politique de la ville se matérialise notamment sur les points suivants :

- L'ingénierie intercommunale afin d'articuler les relations entre les villes et les partenaires à une échelle intercommunale et de piloter les actions en faveur du développement économique et de l'emploi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- L'observatoire de la cohésion territoriale avec l'atlas des quartiers prioritaires et la mise à disposition de données socio-démographique auprès des partenaires
- Le soutien à la vie associative et à l'innovation avec un fonds doté de 310 000 euros en 2024.
- Des actions de la direction de la Culture résolument tournées vers les QPV tels que les Orchestres DEMOS et le projet BIG City associant des acteurs nationaux comme la Philharmonie, les conservatoires de musique du territoire et les structures sociales.
- Les équipements sportifs du territoire offrent des places aux habitants des QPV via un partenariat avec Cultures du Cœur 94.
- Les Maison de justice et du Droit de Villejuif et Athis Mons ainsi que le Réseau Linguistique implanté à Juvisy sur Orge mettent en œuvre en lien avec les structures locales des QPV des actions à destination particulièrement des habitants.
- Les 10 projets de renouvellement urbain que se déploient sur 11 villes : l'ingénierie et le financement sont coordonnées par l'EPT.
- PCAET (voir avec Milena et Flavien)

⇨ *en matière de développement économique et d'emploi*

Grand Orly seine bièvre

La loi Lamy (2014) définit la politique de la ville comme un outil qui mobilise et adapte, prioritairement, les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque cela le nécessite au regard des difficultés rencontrées par les habitants, met en œuvre des actions spécifiques.
Cette mobilisation du droit commun est un enjeu majeur de l'EPT en matière de développement économique et emploi afin d'améliorer la qualité de vie des habitants. Il s'agira d'être particulièrement attentif à ce que le dynamisme économique du territoire ne soit pas dissocié d'une nécessaire amélioration des conditions de vie économiques et sociales des habitants. De ce point de vue, les questions de l'accès à l'emploi et de la formation, de confortement des parcours d'insertion et du retour à l'emploi des publics fragilisés seront des sujets prioritaires.

Par ailleurs, le développement économique des quartiers concerne l'ensemble des acteurs de ces champs mais également du renouvellement urbain, de la politique de la ville, de l'ESS et de l'emploi ainsi que les habitants.
Ce croisement entre ces différents champs doit permettre de saisir toutes les opportunités pour ces territoires et développer en sus de la mixité sociale, la mixité fonctionnelle afin de faire des quartiers des lieux de vie.
De plus, le développement économique dans les quartiers est pensé sous le prisme du territoire et non du seul périmètre du quartier. Cela permet de mieux l'intégrer à l'écosystème local et ne pas en faire une enclave à part mais bien une partie de l'ensemble géo-socio-économique qu'est la ville.

Aussi, l'implication des politiques publiques liées au développement économique et emploi déployées par l'EPT au sein des quartiers prioritaires passent par plusieurs biais :

- **Emploi, insertion et formation** : Depuis sa création, les élus de l'EPT se sont mobilisés pour favoriser l'emploi local en particulier pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, notamment des quartiers prioritaires. Les 5 grands axes d'actions peuvent être synthétisés de la façon suivante :

  - ✓ **Animation et coordination des acteurs de l'emploi et des actions en faveur de l'emploi local** :
    Il s'agit d'animer le partenariat avec les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion (6 Missions locales sur le territoire, 3 Plans locaux pour l'insertion et l'emploi-PLIE dont un intégré à l'EPT, 10 agences France Travail, Ecole de la 2ème chance, Cité des Métiers, Orly International, des facilitateurs locaux des clauses d'insertion...) à la fois au niveau territorial mais également au niveau infra-territorial afin de conserver la proximité (4 secteurs géographiques). Outre la cohérence et la mise en œuvre d'actions, d'événements et projets en faveur de l'emploi local, à l'échelle territoriale ou infra-territoriale, le Grand-Orly Seine Bièvre assure le suivi des conventions de partenariats et le financement des Missions locales, des PLIE ainsi que d'autres acteurs locaux de l'emploi œuvrant sur le territoire. **Clause**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

d'insertion : Mise en œuvre des clauses sociales (Grand Paris Express lignes 14 et 15, grands travaux par ex. technicentre SNCF, NPRU, clauses propres de l'EPT) et soutien aux projets en faveur de l'accompagnement du public éloigné de l'emploi ;

- ✓ **Adaptation des compétences aux emplois de demain** : démarche de type Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences-territoriale (GPECT), identification et partage des besoins en formation sur le territoire, actions de sensibilisation aux métiers, animation de la « Vitrine des Emplois », création et animation d'un « Réseau des Campus du Grand-Orly Seine Bièvre » regroupant les organismes de formation du territoire ;
- ✓ **Participation, soutien ou mise en œuvre d'actions en faveur de l'emploi local en lien avec les entreprises actions** de recrutement au niveau intercommunal, soutien aux forums et initiatives des Villes et des partenaires, actions permettant de mieux connaître les emplois et métiers qui recrutent… Les équipes de l'EPT mobilisent les entreprises qui recrutent et les partenaires de l'emploi afin de mettre en relation directe employeurs et demandeurs d'emploi. **Suivi du volet emploi des contrats de ville et des NPRU du territoire** : (37 QPV, 11 NPRU/PRIR sur le territoire) ; animation de la démarche « Cité de l'emploi » avec la création de 5 « Cités de l'emploi » de proximité afin de faire émerger de nouveaux projets multi-partenariaux en faveur de l'emploi dans les quartiers prioritaires.

L'EPT ne **travaille** pas seul ces sujets, il fait partie d'un écosystème car agir pour l'emploi, l'insertion et la formation des publics les plus éloignés de l'emploi, notamment des habitants des quartiers prioritaires nécessitent une cohérence et une coordination des actions **avec l'ensemble des partenaires**.
Ces pourquoi, des liens forts et des conventions lient l'EPT et les structures qui agissent au quotidien en faveur de l'emploi :

- ✓ Le territoire compte **6 Missions locales** pour l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle et dans d'autres domaines (par ex : logement, santé…) …

- ✓ **3 PLIE** (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi : Ivry-Vitry; Nord-Essonne; ainsi qu'un PLIE intégré à l'EPT couvrant les villes de Choisy-le Roi, Orly, Villeneuve-le-Roi, et à partir de 2022 : Chevilly-Larue et Gentilly). Le territoire n'est pas intégralement couvert car il s'agit de dispositif volontaire. Les PLIE accompagnent individuellement et de manière renforcée des publics très éloignés de l'emploi.

- ✓ **Orly International** développe des actions en faveur de l'emploi et de l'attractivité de la plate-forme aéroportuaire et du Pôle d'Orly. Cette structure couvre 9 communes.

- ✓ La **Cité des Métiers** du Val-de-Marne qui dispense des informations, aide à l'orientation et sensibilise aux métiers. Elle couvre les 18 communes situées sur le Val de Marne.

- ✓ **L'Ecole de la 2ème chance** du Val-de-Marne accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans en situation de décrochage scolaire, sans diplôme ni qualification de manière collective et renforcée. Elle couvre les 18 communes de l'EPT situées dans le Val de Marne.

- ✓ L'EPT **soutien divers projets intercommunaux d'associations** (ICI, Wimoov, GRETA, Comité de bassin d'emploi sud val-de-marnais-CBE sud 94, etc.) en faveur d'actions relatives à l'inclusion numérique, la mobilité, l'emploi des séniors, la féminisation des métiers, etc.

- ✓ Et est en lien avec les **10 agences France Travail** (anciennement Pôle Emploi) présentes sur le territoire en charge de l'accompagnement et de l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

En outre, l'EPT travaille très étroitement avec les institutions et collectivités mobilisées autour des enjeux de l'emploi, l'insertion et la formation : l'Etat (en particulier DRIEETS et

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

DDETS), mais également la Région notamment sur le volet formation, les Conseils départementaux du Val-de-Marne et de l'Essonne relativement à l'action sociale et l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA, les villes dans le cadre d''événements locaux de rencontre directe entre offre et demande d'emploi,
Par ailleurs, l'EPT anime depuis plusieurs années une **Démarche de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences –territoriale** (GPEC-T). En effet, le territoire de l'EPT est le 3ème pôle économique du Grand Paris mais les retombées emploi restent trop limitées pour les habitants, notamment des quartiers prioritaires. Les entreprises et institutions rencontrent des difficultés permanentes de recrutement sur certains postes et des besoins de nouvelles compétences face à l'évolution des métiers. Aussi, la GPECT tente de répondre à ces enjeux, notamment d'adaptation des compétences aux emplois de demain, en rassemblant les partenaires emploi-formation et les entreprises/ institutions/associations, dans :

- ✓ une démarche qui permet d'anticiper les nouvelles compétences dont les entreprises auront besoin à court, moyen et long termes
- ✓ grâce à une connaissance plus fine des besoins de recrutement du territoire et de l'évolution des métiers (observatoire de l'emploi)
- ✓ pour mener des actions concrètes de formation, de sensibilisation aux métiers, de parcours de découverte en entreprises.

Les quatre axes thématiques de la GPEC-T sont :

- ✓ Les métiers en tension en général et plus spécifiquement les métiers des services à la personne ;
- ✓ Les métiers de l'industrie ;
- ✓ Les métiers du numérique ou fortement impactés par la numérisation ;
- ✓ Les métiers de la transition écologique et énergétique.

En complément, l'EPT a créé la **Vitrine des Emplois du Grand-Orly Seine Bièvre** (emploi.grandorlyseinebievre.fr) qui est une plateforme d'information sur l'emploi local : outre un moteur de recherche sur les offres d'emploi à proximité, cet outil à destination des habitants, des partenaires de l'emploi et des entreprises permet de donner à voir les emplois du territoire et les métiers futurs qui s'y développeront, de recenser les partenaires emploi par zone géographique d'intervention, de disposer de données statistiques et d'analyse sur les emplois du territoire et leur évolution. .

- ➢ **L'accompagnement des porteurs de projet dans leur implantation** : L'EPT développe dans le cadre de ses politiques publiques une action spécifique pour faire connaitre l'offre de foncier disponible et la mettre en relation avec les porteurs de projet (outil "bourse des locaux vacants"). Sur les QPV et PRU, un accompagnement renforcé est mis en œuvre étant donné l'enjeu de l'attractivité spécifique de ces offres. Les équipes en charge de l'immobilier d'entreprise sont également mobilisés pour apporter leur expertise à la réflexion relative aux potentialités des fonciers et espaces dans le cadre, notamment des RU et pour identifier les besoins en immobilier (classique ou ESS) permettant d'orienter la programmation immobilière de ces sites de projet.

- ➢ **Accompagnement des entreprises des territoires** : Les enjeux pour l'EPT sont de mettre en œuvre un **développement économique inclusif, favorisant l'amélioration des conditions de vie des habitants du territoire ; de privilégier un modèle de développement endogène, et une politique d'attractivité ciblée et de préparer l'avenir du territoire, les emplois et les activités de demain**. Ainsi, les équipes relations entreprises et appui RH :
  - ✓ Soutiennent la dynamique économique du territoire et renforcent l'accompagnement des entreprises ;
  - ✓ Confortent le tissu industriel existant et accompagnent son évolution vers l'industrie de demain ;
  - ✓ Accroissent l'attractivité du territoire pour l'implantation d'activités économiques dans le foncier disponible et en potentiel ;
  - ✓ Favorisent l'accès des habitants aux emplois du territoire ;
  - ✓ Orientent les entreprises vers les bons partenaires et dispositifs (RH, financiers, aides, partenariales, …).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La priorité est de réduire les défaillances d'entreprises, plus élevées que sur les autres territoires de la métropole, par une action spécifique en direction des entreprises les plus fragiles afin de leur permettre de mieux accéder aux dispositifs de soutien existants et d'être accompagnées dans les meilleures conditions.
Une attention particulière est également apportée aux entreprises installées en QPV, qui peuvent être confrontées à des difficultés particulières, en mobilisant les dispositifs d'aide existants et les réseaux de partenaires utiles.

Par ailleurs, L'EPT est partenaire du dispositif « **Les entreprises s'engagent**[2] » (ex-PAQTE et « la France, une chance ») et le mobilisera pour renforcer les liens entre les entreprises inclusives, les structures d'insertion, la formation et les habitants. L'objectif est également d'appeler les entreprises à apporter leur contribution au développement économique et social des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Impliquées dans une démarche de responsabilité sociale et territoriale, les entreprises signataires s'engagent sur différents leviers d'action (femmes, jeunes, séniors, handicap, QPV, diversités, réfugiés, achats responsables, écologie, …).
Par ailleurs, la mission Relations Entreprises s'appuie sur les expertises de nombreux partenaires afin de faciliter la mise en réseau, le lien avec les acteurs économiques et la mise en œuvre d'actions, notamment dans le cadre de co-financement d'actions avec les chambres consulaires. Elle participe et suit également le développement des clubs d'entreprises locaux.

- **L'accompagnement à la création d'entreprise** : L'EPT déploie une large gamme de services et de dispositifs d'appui à la création et de soutien au développement d'entreprises. Si la dynamique économique est à l'œuvre sur le territoire, il s'agit de la consolider en soutenant la création d'entreprises pérennes, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), et de l'amplifier par des actions plus ciblées visant des entreprises s'inscrivant dans la stratégie économique du territoire.
  L'EPT dispose d'une **équipe entrepreneuriat** et **co-finance avec BPI France deux CitésLabs** sur le territoire (un en Essonne et un dans le Val-de-Marne). En effet, **la création d'entreprise est un des outils de remobilisation des personnes vers les parcours vers l'emploi, en leur redonnant confiance et envie, en travaillant par et avec d'autres outils que ceux utilisés habituellement**. Par ailleurs, l'un des objectifs du Territoire est de favoriser l'émergence des projets de qualité, pérennes et inclusifs, afin de participer au développement économique des quartiers et de ne pas accroitre la précarité des habitants.
  Ainsi, les objectifs des CitésLab sont :
  - ✓ De sensibiliser les habitants des QPV à l'entrepreneuriat et l'amorçage de projets ;
  - ✓ D'approcher un public qui n'aurait pas eu l'idée de créer ou qui n'aurait pas exprimé de lui-même cette intention ;
  - ✓ D'apporter à ce public une confiance en eux et les entourer d'un réseau pour les soutenir ;
  - ✓ De rencontrer les entrepreneurs en activité afin de les orienter vers les offres locales d'accompagnement.

Grâce à cette sensibilisation, **plusieurs sorties positives** en termes de créations d'emplois sont identifiées : soit directement par le retour à l'emploi, la formation ou la création d'activités.

Le dispositif cible trois types de publics :
- ✓ **Les porteurs de projets** potentiels, qui bénéficient d'un appui basé sur l'écoute et la proximité et d'une orientation adéquate ;
- ✓ **Les entrepreneurs déjà installés** en besoin d'accompagnement ou ayant créé sans préparation et rencontrant des difficultés ;
- ✓ **Les structures d'accompagnement** de la création d'entreprise qui bénéficient du travail réalisé en amont par les chefs de projet CitésLab pour amener les publics accueillis à réaliser leur projet.

- **Le déploiement de l'économie circulaire** :

[2] Dispositif mis en place par l'Etat dans lequel les entreprises s'engagent en direction des habitants le plus éloignés de l'emploi, dont ceux issus des QPV.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le Pôle Développement économique et Emploi participe à la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route sur l'économie circulaire **afin de généraliser ce nouveau modèle de développement à l'ensemble de l'économie locale dont les QPV peuvent prendre toute leur place par la présence d'acteurs ESS ou socialement innovants**. Il s'agit plus spécifiquement des axes suivants :

- ✓ **Soutien à des filières** (vélo, textiles, … avec le développement des expérimentations /innovations, partenariat filières) ;
- ✓ **Relations entreprises** (sensibilisation des acteurs économiques du BTP et lien avec têtes de réseaux et syndicats pro du BTP) ;
- ✓ **Foncier / aménagement éco et immobilier** ;
- ✓ **ESS** (activités de **réemploi** : réemploi des matériaux de déconstruction expose les maîtres d'ouvrage à de nouvelles obligations (diagnostic ressources (avant démolition ou rénovation conséquente. Sur le Territoire GOSB, on estime à près de 4 000 KT le volume de déchets susceptibles d'être générés par les opérations d'aménagements actuelles et futures d'ici 2030 (note APUR, Mai 2022)). Extension du **tri des déchets** de chantier en vue de leur réemploi ou recyclage, **valorisation des terres inertes**, exigences environnementales renforcées pour les constructions neuves et existantes...). Sur le plan économique, écologique ou social, la prévention et la gestion des matériaux de (dé)construction et des terres inertes représentent **un enjeu incontournable pour les acteurs de la filière** (aménageurs, maîtres d'ouvrages publics et privés, entreprises…) mais également pour **les habitants** (emplois/formation) ;
- ✓ **Formation/emploi** (montée en compétences, GPECT, IAE, …) ;
- ✓ **Développement d'outil IA** de gestion des flux (outil à l'étude sur certains EPT avec enjeu d'élargissement à l'IDF ou MGP a minima).

La mise en place d'une démarche d'économie circulaire dans les opérations de construction et d'aménagement implique une **approche transversale et mobilise de l'expertise croisée des services de l'EPT** (et des villes) : projets Urbains (AMO réemploi doit être lancée prochainement par le pôle projets RU dans le cadre des NPNRU), patrimoine bâti, voirie et assainissement, espaces publics et gestion des déchets, développement économique (présence du secteur BTP, aménagement économique, implantations d'activités économiques…), commande publique, environnement/PCAET…

- ➢ **ESS et SIAE** : L'EPT Grand-Orly Seine Bièvre soutient le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) au titre de sa compétence Développement Economique et Emploi. Son action s'inscrit dans le prolongement des politiques publiques qui lui ont été transférées en matière de **soutien aux activités économiques inclusives, solidaires et durables, et cela dans une logique de maillage territorial**.

  Son plan d'actions comprend :
  - ✓ L'appui à la création et au développement d'activités d'utilité sociale et/ou environnementale, créatrices d'emplois non délocalisables,
  - ✓ L'affirmation d'une politique d'achats socialement responsables pour la collectivité ;
  - ✓ L'élaboration d'une stratégie d'accès au foncier et aux locaux, adaptée aux structures de l'ESS ;
  - ✓ L'articulation des outils financiers existants : appels à projets, subvention de fonctionnement au regard des projets et activités créés ;
  - ✓ La mise en réseau des acteurs de l'ESS dans une démarche d'échange et de co-construction d'actions et de projets économiques inclusifs et durables ;
  - ✓ La promotion et la sensibilisation à l'ESS des porteurs de projets, des acteurs économiques, des élus et des habitants.

Dès lors, le soutien de l'EPT aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) entre dans ce cadre d'intervention. **Le Territoire bénéficie d'une dynamique de création d'activités et de projets**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

d'insertion par l'activité économique particulièrement importante. Elle touche des secteurs d'activités variés : valorisation et réemploi solidaire, restauration, espaces verts, second œuvre du bâtiment, audiovisuel et numérique, création textile, activité fluviale, maraîchage, entretien de locaux, service aux particuliers, … **Les SIAE permettent de renforcer les parcours vers l'emploi des habitants, notamment des QPV**. Les publics prioritaires des SIAE sont les habitants des QPV, les personnes porteuses de handicaps et les bénéficiaires du RSA. Les SIAE permettent de mobiliser trois leviers essentiels pour les habitants des QPV : une mise en situation professionnelle, un accompagnement socioprofessionnel et la mobilisation d'actions de formation.

A lui seul, **le Grand-Orly Seine Bièvre compte 27 structures de l'IAE du Val-de-Marne et 8 implantées** sur la partie **Essonnienne** de l'EPT. **L'ensemble représente près de 1100 emplois proposés sous la forme de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) à des personnes en situation de précarité sociale, économique et professionnelle.**

Depuis la création de l'EPT en 2016, plusieurs structures de l'IAE ont bénéficié d'un soutien financier au titre des activités qu'elles développent au profit des habitants les plus éloignés de l'emploi, notamment des QPV.

- **Des moyens financiers recouvrant différentes formes** (AAP, subventions, …) permettent le financement de projets et de structures (SIAE, Mission Locale, PLIE, …). Ainsi, le pôle développement économique et emploi participe grâce à l'AAP ESS, le fond de soutien à l'IAE, les subventions versées aux différents partenaires de l'emploi génèrent des actions notamment en direction des habitants des QPV relevant du droit commun. Les structures financées dans ce cadre le sont bien souvent, en fonction des projets, aussi par les AAP et dispositifs relevant de la mission politique de la ville (BOP 147, LAI, FSIL).

⇨ *en matière de soutien au réseau de Lecture publique et de Jeu*

En 2016, l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre a pris la compétence *programmation, construction et gestion des équipements culturels.* Sur les 24 villes que compte le territoire, 8 villes ont fait le choix de transférer leurs équipements de lecture publique et de jeu à l'EPT.

Le territoire compte actuellement d'une part, 15 établissements intercommunaux gérés par l'EPT : **12 médiathèques et 3 ludothèques réparties sur les départements de l'Essonne et du Val de Marne** et d'autre part, un réseau d'une vingtaine de médiathèques municipales situées dans le Val de Marne.

Les médiathèques et les ludothèques sont à la fois des outils utiles et utilisables par les habitants du territoire, ce sont également des équipements qui permettent d'expérimenter à l'échelle de bassins de populations les évolutions en termes de besoins culturels et sociétaux. L'échelon intercommunal permet de **tendre vers une égalité de services** grâce à la coopération entre équipements de proximité et médiathèques rayonnantes.

Des missions en profonde mutation :
Au-delà des collections (livres, CD, DVD, multiples supports ludiques, ressources numériques), les médiathèques et les ludothèques, en tant qu'équipements culturels de proximité, mènent des actions dans des domaines variés et **travaillent quotidiennement en partenariat avec les acteurs culturels, éducatifs et sociaux du territoire :** accueil et animations à destination des enfants (accueil des classes et d'activités périscolaires), programmation de spectacles (contes, concerts, projections, expositions, évènements ludiques hors les murs...).
Les médiathèques ne sont plus exclusivement des lieux d'accès à la culture et à la connaissance, elles sont devenues des lieux de sociabilité qui répondent à des enjeux sociétaux fondamentaux : la lutte contre l'illettrisme, l'inclusion numérique, l'éducation aux médias et à l'information, l'accueil des publics en situation de handicap.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Aujourd'hui, 8 équipements sont situés en quartier politique de la ville :

- **Athis- Mons**
  - Médiathèque Simone de Beauvoir
  - Médiathèque René Goscinny
  - Ludothèque du Val
  - Ludothèque La Marelle
- **Villeneuve Saint Georges**
  - Médiathèque Jean Ferrat
  - Médiathèque René Fallet
  - Le médiabus
- **Viry-Châtillon**
  - Médiathèque Montesquieu

Projets hors les murs :

- **Savigny sur Orge**
  - Médiathèque André Malraux qui intervient dans le quartier de Grand Vaux

LES ACTIONS SPECIFIQUES POLITIQUE DE LA VILLE :

Elles s'inscrivent dans le projet de service du réseau de la lecture publique et du jeu (axe 3 du projet d'établissement du réseau), dans le CTL (Contrat-Territoire lecture) signé en 2021 avec la DRAC Ile-De France (axe 3 du CTL).

Les actions s'articulent autour de 4 objectifs principaux :

- la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue
- la lutte contre la fracture numérique
- l'appréhension d'un lieu culturel à travers le livre ou du jeu

Les engagements des villes

Ceux-ci figurent dans les fiches quartiers correspondantes.

Les engagements du Département de l'Essonne

Essonne TERRE D'AVENIRS

Le Conseil départemental est un partenaire des contrats de ville par ses compétences obligatoires et facultatives :

- L'action sanitaire et sociale en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, de l'enfance et de la famille et des personnes en difficulté ;
- Les collèges ;
- La culture ;
- L'aide aux collectivités et aux associations en matière notamment d'environnement, de politique de la ville, de culture et de sport ;
- Le soutien à l'emploi local ;
- La jeunesse ;
- La prévention et la sécurité ;
- Le logement, avec notamment le Fonds de solidarité logement (FSL)

Les services territorialisés départementaux, au titre de leurs missions d'accueil, d'écoute, d'orientation, et d'accompagnement social et médico-social auprès des publics les plus fragiles, sont des interlocuteurs et des partenaires qui œuvrent à la cohésion sociale.

La mobilisation des politiques relevant de ses compétences, est nécessaire pour répondre aux problématiques des 47 quartiers prioritaires essonniens, qui représentent près de 14% de la population départementale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Par ailleurs, en septembre 2017, le Conseil départemental a adopté sa politique départementale en matière de cohésion sociale et urbaine qui régit, au-delà de ses compétences obligatoires, ses interventions volontaires en matière de politique de la ville.
Deux fonds ont ainsi été créés :

- Le Fonds Départemental de Renouvellement Urbain (FDRU), doté de 30 millions d'euros, destiné au soutien des opérations d'investissement en faveur des 14 NPNRU essonniens ;
- Le Fonds Départemental de Cohésion Sociale (FDCS), destiné à soutenir la mise en œuvre d'actions de proximité en fonctionnement, dans les champs de l'éducation, du lien social, de l'insertion par l'emploi et de la prévention santé.

En sus, les engagements attendus du Conseil départemental de l'Essonne sont :
- Participer à l'ensemble des dispositifs « politique de la ville » inscrits dans les contrats de ville, en mobilisant ses services et éventuellement ses fonds dédiés.
- Partager les indicateurs d'observation, de suivi et d'évaluation avec l'ensemble des signataires.

L'engagement du Conseil départemental de l'Essonne est fonction des délibérations en vigueur.

Les engagements du Département du Val de Marne

Le Département réaffirme son engagement pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires. Pour optimiser l'impact de l'intervention départementale, il souhaite être pleinement associé à la gouvernance de la politique de la ville aux côtés de l'ensemble des partenaires, au sein des instances techniques et des instances de pilotage.
Dans le cadre de ce nouveau contrat de ville, l'enjeu pour le Département sera d'apprécier les besoins particuliers des habitants et les modalités d'une territorialisation des politiques départementales à même d'y répondre. Ce travail sera à mener tout au long de la vie du contrat, à travers une mobilisation des directions métiers du Département concernées et en lien étroit avec les partenaires du contrat de ville, en premier lieu l'EPT et les villes.
Dans le cadre de ses compétences, le Département a identifié 6 champs d'intervention croisant les thématiques prioritaires du contrat, sur lesquels il souhaite prioriser ses interventions au sein du contrat de ville pour mener des actions spécifiques et adaptées : l'insertion sociale et professionnelle, la Protection Maternelle et Infantile, l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, la prévention spécialisée, la réussite éducative des collégiens, et la transition écologique.
Le Département poursuivra également sa politique d'investissement en faveur des quartiers, à travers son engagement au sein des NPRU et des QPV hors renouvellement urbain (politique de l'habitat, soutien aux équipements de proximité, interventions sur ses infrastructures et équipements) et son soutien auprès du tissu associatif, gage de cohésion sociale dans les quartiers.
Enfin, il mobilisera l'Observatoire des Quartiers d'Habitat Social (OQHS) comme outil d'analyse et de prospective permettant d'évaluer, d'orienter et le cas échéant d'adapter les politiques départementales en faveur des quartiers prioritaires.

Les engagements de la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne

La Caisse d'allocations familiales (CAF) du Val-de-Marne, s'inscrit pleinement dans les orientations déterminées dans la convention d'objectifs et de gestion, signée entre l'Etat et la caisse nationale des allocations familiales pour la période 2023-2027, relative notamment à la conciliation entre vie professionnelle et familiale et à l'insertion des familles dans leur environnement socio-économique.

Aussi, la CAF du Val-de-Marne voit dans le nouveau « contrat d'engagements 2030 », une opportunité de réaffirmer son intervention départementale et locale au service des familles et aux côtés des partenaires locaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

C'est à ce titre que la CAF du Val-de-Marne s'engage, par un soutien méthodologique et financier adapté, à soutenir le développement des équipements et services sur les territoires reconnus au titre de la géographie prioritaire et en cohérence avec les conventions territoriales globales signées avec les communes.

Ainsi, la CAF du Val-de-Marne renforce son soutien aux collectivités locales et acteurs locaux pour le développement de l'offre d'accueil du jeune enfant, le soutien à l'exercice de la fonction parentale, l'accompagnement aux loisirs et à la scolarité des enfants et des jeunes.
Quant aux équipements de proximité favorisant l'animation de la vie sociale, comme les centres sociaux et les espaces de vie sociale, la CAF du Val-de-Marne poursuit ses efforts pour maintenir et développer les projets mis en œuvre par ces structures.

La CAF du Val-de-Marne aura une attention particulière sur les projets innovants, facilitant l'insertion socioprofessionnelles des parents de jeunes enfants et élaborés à partir de la participation des jeunes.
En dernier lieu, la CAF du Val-de-Marne s'engage à concourir à la réussite des prérogatives transversales des contrats « engagements 2030 » que sont l'égalité femmes/hommes et la lutte contre les discriminations.

Les engagements de la caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne

En juillet 2023, l'État et l'Assurance Maladie ont signé une nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG) pour la période 2023-2027. Ce contrat pluriannuel définit à la fois les orientations, les moyens alloués et les objectifs à atteindre par l'Assurance Maladie.

L'Assurance Maladie Val-de-Marne
Agir ensemble, protéger chacun

Les orientations de la COG sont déclinées sur les territoires par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) à travers des actions et des initiatives concrètes adaptées aux spécificités locales.

Dans le Val-de-Marne, la CPAM a engagé des actions prioritaires à l'attention des publics les plus vulnérables ou éloignés du système de santé, afin de lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de santé.

Ainsi, dans le cadre des contrats de ville « Quartiers 2030 », les engagements de la CPAM portent sur les thématiques suivantes :

- **Les données statistiques**

La CPAM du Val-de-Marne a la capacité de mettre à disposition des données statistiques qui permettent d'analyser les déterminants de santé du territoire, qu'il s'agisse de la prévalence et du coût de la prise en charge des pathologies, des caractéristiques populationnelles, de la couverture santé, du recours aux dispositifs de prévention ou encore de la démographie médicale.

Ces données sont disponibles sur des sites interactifs en *open data* comme Data Pathologies, Data Professionnels de santé ou Rezone CPTS.

La CPAM peut également mettre à disposition de l'établissement public territorial certaines données détaillées pouvant aller jusqu'au quartier afin de permettre la mise en place d'actions ciblées.

- **L'accès aux droits et aux soins**

La CPAM du Val-de-Marne propose à son réseau de partenaires un canal privilégié pour saisir les conseillers Mission Accompagnement en Santé (MiSas) qui accompagnement de façon attentionnée et personnalisée les assurés en rupture numérique, en renoncement aux droits ou aux soins.

Elle s'engage également à favoriser l'inclusion numérique des assurés, notamment en proposant des formations à l'usage des services en ligne du compte Ameli et de Mon Espace Santé aux relais territoriaux comme les conseillers numériques France Services agissant au plus près des populations sur les territoires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Enfin, la CPAM du Val-de-Marne est mobilisée, depuis 2023 avec les acteurs de santé du territoire, sur la recherche active de médecins traitants pour améliorer l'accès et le parcours de soins des patients atteints d'une ou plusieurs affections de longue durée (ALD).

- **L'Action Sanitaire et Sociale**

Via ses fonds d'action sanitaire et sociale (ASS), la CPAM permet aux assurés de bénéficier d'une aide financière individuelle et ponctuelle, intervenant en complément des prestations légales, pour aider les assurés aux revenus modestes à faire face aux dépenses imprévues liées à leur état de santé.

De même, elle finance des projets associatifs agissant au plus près des val-de-marnais, notamment les plus fragiles, à travers ses appels à projets locaux (ASS) ou nationaux (Fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaire – FNPEIS et le Fond de lutte contre les addictions - FLCA) portant sur des thématiques prioritaires d'accès aux droits, de prévention, de promotion de la santé ou encore d'inclusion numérique.

- **La prévention et promotion de la santé**

Dans le cade du virage préventif porté par l'Assurance Maladie, la CPAM développe des actions de prévention ou de sensibilisation portant notamment sur les thématiques suivantes :

-la promotion du dépistage des cancers du sein, du colon et de l'utérus allant jusqu'à la prise de rendez-vous avec les professionnels de santé,
-la santé mentale : dispositif Mon Psy revalorisé et les formations sur les premiers secours en santé mentale (PSSM),
-les dépistages organisés des cancers via des actions de communication globales (envoi des invitations) mais également attentionnées envers les publics qui ont un besoin d'accompagnement plus accentué notamment par le biais d'appels individuels ou d'actions de terrain,
-l'éducation à la santé avec des dispositifs reconnus comme « M T Dents » qui promeut la santé bucco-dentaire, mais aussi des dispositifs plus récents comme la « Mission Retrouve Ton Cap » (MRCT) qui agit sur le volet nutrition et santé mentale, etc.,
-la santé de la future maman et de son enfant avec un accompagnement dès la déclaration de grossesse par le biais d'ateliers maternité, mais aussi des ateliers sur la santé environnementale (sensibilisation aux perturbateurs endocriniens) mis en place en collaboration avec le Conseil Départemental.

- **L'action sur la démographie médicale**

La CPAM du Val-de-Marne agit à plusieurs niveaux pour réduire les inégalités observées entre les territoires dans l'accès aux soins et, notamment, aux médecins :

-sur l'installation de nouveaux médecins, il existe des dispositifs conventionnels pour les inciter à s'installer en ville et en particulier dans les zones prioritaires où il y a trop peu de médecins. L'Assurance Maladie peut verser des primes spécifiques pour les inciter à ouvrir ou reprendre un cabinet, en en faisant la promotion dès l'Université,
-sur les modes d'exercice, pour répondre aux aspirations des jeunes médecins qui ne souhaitent plus exercer de manière isolée, mais en groupe ou en réseau, l'Assurance Maladie et l'ARS soutiennent le déploiement de nouvelles modalités d'exercice, comme les Maisons de Santé Pluri professionnelles (MSP) ou les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), lesquelles s'appuient sur des projets de santé adaptés au territoire, en plaçant le patient au cœur des parcours de soin,
-d'autres leviers existent pour libérer du temps aux médecins comme la mise en place d'assistants médicaux ou le partage des tâches avec d'autres professionnels de santé.

- **La coordination partenariale**

La CPAM mène une politique active de développement des partenariats auprès :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

-de la branche famille : la CPAM a engagé des travaux en communs avec la CAF du Val de Marne pour permettre de mieux lutter contre le non-recours aux droits et aux prestations, et mieux accompagner vers le soin,
-des collectivités territoriales : la CPAM est signataire et acteur de tous les Contrats Locaux de Santé 2ème génération, un outil permettant de garantir un accompagnement sur des communes prioritaires qui ont engagé une démarche active en santé,
-des associations : la CPAM conclut un certain nombre de conventions d'accès aux droits et aux soins avec le tissu associatif local pour détecter et accompagner les publics les plus vulnérables.

Les engagements de Valophis Habitat

Valophis Habitat, OPH départemental, porte des objectifs et ambitions en matière de politiques sociales dont celles contractualisées dans le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2021-2026 avec le conseil Départemental du Val de Marne. Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans les objectifs cibles du contrat de ville Engagements 2030. Parmi les objectifs du CPOM les suivants constituent donc une priorité d'intervention pour Valophis dans le cadre du contrat de ville :

- favoriser l'insertion professionnelle et l'emploi
- accompagner les activités éco-responsables favorisant le lien social
- améliorer en continu le parc existant et accompagner les locataires au changement d'usage de leur logement : maitrise des consommations d'eau et d'énergie
- développer des réponses adaptées en faveur de personnes âgées et/ou en situation de handicap

Les engagements de Valophis Habitat se déclinent tel que suit :

- Participer aux instances de pilotage du contrat de ville « Engagements 2030 » de Grand Orly Seine Bièvre
- Participer aux instances spécifiques de gouvernance de l'abattement de la TFPB sauf en cas d'exonération de TFPB longue durée couvrant toute la période du contrat de ville
- Après signature des conventions, élaborer en concertation avec les Villes, l'Etat, l'EPT et les habitants, les plans d'actions conditionnant l'abattement de TFPB, dans le respect du cadre national d'utilisation de l'abattement de TFPB et du référentiel de l'Union Sociale de l'Habitat
- Participer aux dispositifs de pilotage stratégiques et opérationnels des NPNRU d'Orly, Choisy-le-Roi et Villeneuve Saint-Georges
- Participer à l'observation du territoire et à la démarche évaluative
- Mettre en œuvre les objectifs de la Conférence Intercommunale du Logement et de la Convention Intercommunale d'Attribution et de Mixité Sociale (ex : favoriser la mixité sociale, loger les publics prioritaires, favoriser les mutations, travailler l'adéquation entre ressources et logement…) en coordination avec chaque collectivité et l'EPT au travers des réformes de l'attribution (gestion en flux, cotation des demandes de logement)

Les engagements d'ICF Habitat

ICF Habitat La Sablière œuvre à la réalisation des politiques logement de l'Etat, des collectivités territoriales et de SNCF, son actionnaire de référence. ICF Habitat développe un habitat responsable et diversifié (logements sociaux, intermédiaires ou à loyers libres ; résidences adaptées à des publics spécifiques ; hébergement temporaire) ainsi qu'une offre de commerces et de services de proximité. Cette diversité de solutions favorise la mixité sociale des territoires et le parcours résidentiel des locataires.

ICF Habitat La Sablière place l'humain au cœur de ses actions. Les équipes du bailleur travaillent chaque jour au bien-être et à la qualité de vie des locataires, et élargissent continuellement leurs champs d'intervention (renforcer le lien social et le bien vivre ensemble, favoriser l'insertion professionnelle, accompagner les initiatives associatives et locales, etc.). ICF Habitat La Sablière

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

favorise également la mixité et la parité femme-homme au sein de son entreprise avec une politique de lutte contre les discriminations en tout genre, ce qui impacte positivement les actions et dispositifs déployés auprès des locataires du parc (les équipes de proximité suivent des formations contre les violences faites aux femmes, etc.).

Dans le cadre de la rédaction du contrat de ville Engagements 2030 de l'EPT 12 Grand Orly Seine Bièvre, ICF Habitat La Sablière officialise son engagement par des mesures fortes à destination de ses locataires résidant dans les QPV de Villeneuve-Saint-Georges :

- Continuer de soutenir les associations locales qui accompagnent la jeunesse, soutiennent la parentalité, proposent des espaces de vie et de citoyenneté, luttent contre l'illettrisme et le non-recours, etc. par des conventions de partenariat ou de mise à disposition de locaux associatifs (Arc-en-Ciel, Droits Solidaires, Villeneuve Ma Voix, Femmes Solidaires de Villeneuve Saint-Georges et d'Ailleurs),
- Améliorer le cadre de vie des locataires et favoriser ainsi le bien vivre-ensemble au sein des résidences des quartiers prioritaires en renforçant les actions de sécurisation, de propreté et d'embellissement (sur-entretien, enlèvement des épaves et encombrants, réalisation de fresques, participation au CLSPD et au GUP, etc.),
- S'accompagner d'acteurs associatifs pour proposer des actions ciblées aux locataires (séances de jardinage avec Graine de Jardinier ou Jadopteunpotager.com, séances de sport avec Green City Fit, ateliers de co-réparation de vélos avec Pluriels94),
- Favoriser le développement du pouvoir d'agir des locataires, gardiens et associations par des démarches participatives (appel à projet annuel, permis de végétaliser, comités des résidents),
- Privilégier les chantiers d'insertion ou chantier jeunes lorsque des petits travaux de peinture, d'entretien des espaces verts ou de bricolage sont nécessaires,
- Adapter les résidences aux changements climatiques par des actions responsables (sobriété énergétique, jardins partagés, sensibilisation au compost et au tri sélectif, etc.).

ICF Habitat La Sablière s'engage également auprès des collectivités et des partenaires du contrat de ville :

- A participer aux conférences annuelles du contrat de ville Engagement Quartier 2030 de l'EPT 12 Grand Orly Seine Bièvre,
- A participer aux séances de travail sur la rédaction des conventions d'abattement de la TFPB et aux séances de bilan et de programmation annuelles de l'abattement TFPB, ainsi qu'aux diagnostics en marchant des différents QPV.

Les engagements de Paris Habitat

Paris Habitat

- Participer à la mise en œuvre du contrat « Engagements 2030 » et à ses instances de pilotage en ce qui concerne les deux QPV d'implantation de Paris Habitat à Vitry-sur-Seine (Les Combattants et Commune de Paris-8 Mai 1945) ;
- En complémentarité des actions de l'Etat et des collectivités territoriales, concourir à l'amélioration de la tranquillité résidentielle des sites ;
- Participer à l'observation du territoire et à la démarche évaluative ;
- Participer aux démarches de GUSP, en apportant une vigilance particulière aux enjeux liés à la transition écologique ;
- Mettre en œuvre les objectifs de la Conférence Intercommunale du Logement, de la Convention Intercommunale d'Attribution et de la réforme des attributions pour favoriser la mixité sociale dans les QPV ;
- En cas de mobilisation de l'abattement de TFPB pour les patrimoines concernés : participer aux instances spécifiques de gouvernance de l'abattement de la TFPB et participer à l'élaboration de programmes d'actions en concertation avec la Ville de Vitry-sur-Seine, l'Etat et l'EPT, et en tenant compte des besoins des habitants, de manière à renforcer la qualité de service aux locataires, améliorer leur cadre de vie et soutenir les associations de quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les engagements de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts

Pour cette nouvelle génération de contrats de ville « Engagements 2030 », la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts accompagne les collectivités pour mettre en œuvre leurs projets de territoire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, et plus particulièrement autour de deux priorités stratégiques, la transformation écologique et la cohésion sociale et territoriale, en vue :

-**d'accélérer le verdissement des quartiers :** atténuation du changement climatique (rénovation thermique des bâtiments, et notamment les écoles, déploiement de réseaux de chaleur, décarbonation de la mobilité, etc.) et adaptation des quartiers au changement climatique (renforcement de la nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur, aménagements urbains, etc.),

-**de favoriser l'investissement** dans les projets renforçant le développement économique, l'attractivité des quartiers et les équipements nécessaires aux habitants,

-**de soutenir l'entrepreneuriat** via le programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » porté par Bpifrance.

Pour ce faire, la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts déploie son offre globale, mais aussi des programmes ou interventions dédiées, prévus notamment dans le cadre de la convention d'objectifs signée avec l'État relative aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Il s'agit notamment :

-de **crédits d'ingénierie** pour co-financer l'ingénierie de projets urbains dans le cadre du NPNRU et pour accompagner des projets de développement économique, de cohésion sociale ainsi que des interventions sur l'habitat privé dégradé,

-de **fonds propres pour investir** dans des projets visant au développement de l'attractivité des quartiers et à la cohésion sociale,

-de **prêts de long terme** pour financer les projets dans les quartiers, aux côtés des bailleurs sociaux, mais aussi pour la réalisation d'équipements avec les collectivités et avec des porteurs de projet privés.

La Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts veillera également à ce que l'ensemble de ses dispositifs de droit commun bénéficient aux quartiers prioritaires de la politique de la ville (foncières de redynamisation, investissements pour la mobilité durable, France Services,etc.).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de son cadre d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les engagements de Bpifrance

Créée par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012, **la Banque publique d'investissement (BPI)**, dénommée Bpifrance, **propose e**n matière de droit commun, des solutions variées : innovation, financement, garantie, fonds propres, international, accompagnement.

S'agissant des programmes spécifiques, Bpifrance met en place des dispositifs dans le cadre du programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 aux côtés d'acteurs publics et privés de l'écosystème entrepreneurial (Fonds

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

social européen, État, Régions, autres collectivités, fondations, banques, etc.) en appuyant son action sur des réseaux, notamment les Réseaux membres du collectif Cap Créa[3] :

-15 briques de solutions : le programme Entrepreneuriat Quartiers 2030 se décline en 15 actions pour détecter, informer, orienter, accompagner, financer, accélérer et développer l'entrepreneuriat dans les quartiers.
-***Concours Talents des Cités :*** un concours national qui valorise les entrepreneurs des quartiers et les solutions d'accompagnement à la création d'entreprise. Il mobilise les réseaux du collectif Cap Créa et l'écosystème local à chaque étape.
-***La Tournée Entrepreneuriat Quartiers 2030 :*** des événements au cœur des territoires prioritaires, associant les acteurs de l'entrepreneuriat, de la cohésion et de la culture. Ils proposent des informations, des ateliers, du networking et des festivités.
-***les Bus de l'Entrepreneuriat :*** des dispositifs itinérants qui offrent aux publics éloignés un espace de rencontre, d'information et d'orientation. Ils détectent les talents dans les QPV et les orientent vers les structures partenaires adaptées.
-***les CitésLab :*** des chefs de projet qui détectent, préparent et orientent les entrepreneurs en devenir et en activité. Ils sont présents et interviennent au plus près des quartiers. Ils assurent un flux qualifié à l'écosystème local de l'accompagnement.
-***les Carrefours de l'entrepreneuriat :*** le regroupement des forces vives de l'écosystème entrepreneurial. Ce collectif mutualise et coordonne leurs moyens et leurs expertises. Il regroupe dans un même lieu les acteurs de l'accompagnement à la création.
-***le renforcement des actions des Réseaux*** : pour adapter leur accompagnement à la nature du besoin des entrepreneurs des quartiers.
-***un nouveau Prêt d'honneur Quartiers :*** un prêt à taux zéro déployé notamment par les Réseaux financeurs du collectif Cap Créa. Il répond massivement aux besoins de fonds propres des créateurs.
-***des actions renforcées en soutien aux projets innovants*** : grâce au programme French Tech Tremplin avec une Bourse French Tech. Il favorise l'émergence de start-up ambitieuses issues ou implantées dans les QPV.
-***un nouveau prêt bonifié Flash :*** un prêt 100% digital à destination des TPE de plus de 3 ans. Il permet de financer des besoins de trésorerie, d'investissement ou de développement.
-***un nouveau Fonds de fonds en investissement*** : qui souscrirait notamment dans un fonds Commerces, pour accompagner la création de commerces de proximité en QPV, notamment sous forme de franchise.
-***une équipe Fast Track to Cash*** : qui facilite l'accès au financement des projets les plus ambitieux et leur orientation vers les solutions spécifiques ou de droit commun. Elle accompagne les entrepreneurs des QPV dans leur recherche de financement.
-***les accélérateurs :*** Emergence, Création et TPE, trois familles d'accélérateurs déployées en lien avec les partenaires. Ils offrent un accompagnement intensif d'une promotion d'entreprise, comprenant conseil, formation et networking.
-***des nouveaux modules d'accompagnement et d'incubation :*** pour répondre à des besoins particuliers, tels que l'accès aux marchés publics et privés ou le Comex de poche. Ils apportent de la visibilité, de la crédibilité et du mentorat aux entrepreneurs.

Le programme **« Entrepreneuriat Quartiers 2030 »** permet de développer une véritable boite à outils, adaptable aux besoins des entrepreneurs des QPV et déclinable aux spécificités locales, afin de mieux « détecter, orienter, accompagner, financer et accélérer » les projets de création d'entreprises.

[3] Le collectif Cap Créa réunis les 26 Réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise partenaire de Bpifrance (de la sensibilisation des jeunes au Rebonds). Il porte l'ambition de doubler le nombre d'entreprises pérennes créatrices de valeur ajoutées et d'emploi en renforçant leurs actions dans tous les territoires et auprès de tous les publics notamment jeunes et femmes. Présent sur l'ensemble du territoire avec 3000 implantations, 5000 salariés et 55 000 bénévoles, ce collectif a sensibilisé plus de 400 000 personnes à l'entrepreneuriat, et accompagné 150 000 porteurs de projets, contribué à plus de 70 000 créations d'entreprises et généré près de 120 000 emplois en France. Les QPV représentent en moyenne 8% de leur activité soit un niveau comparable au poids des QPV dans la population nationale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La déclinaison communale du contrat de ville

En complément de cette démarche de coordination portée au niveau territorial, un travail a été engagé à la maille communale visant à territorialiser les ambitions fixées à l'échelle de Grand-Orly Seine Bièvre. L'**élaboration des « fiches quartiers » a été articulé autour des axes initialement définis au niveau national**, à savoir : « émancipation pour tous », « transitions écologiques et énergétiques », « tranquillité publique et sécurité » et « plein emploi ». Chacun de ces axes rejoint les orientations territoriales, avec certaines variantes (par exemple le thème « émancipation » réunit les volets éducation et santé).

Ainsi, **il a été retenu un principe d'articulation et d'alimentation réciproque entre les échelons communaux et intercommunal** dans la définition des ambitions du territoire, pouvant se présenter de la façon suivante :

Thématiques nationales (arborescence des fiches quartiers)	Orientations du socle commun associées
Emancipation pour tous	Œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes
	Garantir la santé et le bien-être des habitants
	Renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme
	Garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers
Transition écologique et énergétique	Garantir la santé et le bien-être des habitants
	Accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers
	Faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants
Tranquillité publique et sécurité	Garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers
Plein Emploi	Accompagner chacune et chacun vers l'insertion et l'emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Arcueil

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Une identité forte liée au sentiment d'appartenance au quartier du Chaperon vert, situé à cheval entre Arcueil et Gentilly (un esprit « village »)
- Opération de renouvellement urbain (ANRU1) réussie du point de vue de l'amélioration du cadre de vie
- Une bonne situation géographique (près de Paris, tout près de la CIUP)
- Bien desservi (à équidistance des gares Laplace et Gentilly)
- Bien pourvu en commerces de proximité et situé à proximité de la Vache noire
- Bien doté en équipements de proximité (le CMUS, city stade, aires de jeux, Gymnase Carmen Le Roux)
- Structure d'animation sociale en devenir (La Maison du Projet)
- Une vie de quartier animée grâce à un tissu commercial et associatif riche

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un quartier « qui se suffit à lui-même », éloigné des centres villes d'Arcueil et de Gentilly
- Besoin d'accompagner la mixité sociale, induite par l'opération de renouvellement urbain, en favorisant la création de liens sociaux entre les anciens et les nouveaux habitants
- Une nostalgie de l'ancienne place du « village » qui accueillait le marché et sur laquelle était située l'école intercommunale
- Le réaménagement de la place Marcel Cachin dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain: place trop minérale, manque de verdure et d'ombre
- Problèmes de propreté et de gestion des déchets, plus ou moins importants selon les zones d'habitation
- Difficultés à toucher le public jeune
- Fermeture de la structure jeunesse Oxy'jeunes



Indicateurs clés	
Population (2022)	3 130
Part des moins de 24 ans (2022)	37,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	15,4 %
Indice de jeunesse (2022)	2,1
Part des étrangers dans la population (2022)	21 %
Part de familles monoparentales (2022)	35 %
Part de la population sans diplôme (2022)	34,1 %
Taux d'emploi (2022)	59,6 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 570 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

La stratégie pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par les communes (à horizon 6 ans) :

- Favoriser le développement de liens sociaux entre les anciens et les nouveaux habitants dans le contexte de renforcement de la diversité sociale qui s'est opéré à la suite de la rénovation urbaine

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- Consolider la création d'un Espace de vie sociale intercommunal à la Maison du Projet et favoriser l'implication des habitants dans la gouvernance et le fonctionnement de la structure
- Renforcer le partenariat entre les acteurs locaux, institutionnels et associatifs, et encourager les habitants à participer à la vie associative et citoyenne de leur quartier
- Développer des actions à destination des jeunes (11-25 ans) à l'échelle du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un enjeu de mixité sociale et de mieux vivre ensemble
- Un enjeu de réappropriation de l'espace public par les habitants
- Un besoin de coordination des acteurs qui œuvrent en faveur de l'accès aux droits, de la lutte contre la fracture numérique et de la lutte contre l'illettrisme
- Une offre insuffisante à destination des jeunes à l'échelle du quartier et un manque de coordination des acteurs qui interviennent auprès de la jeunesse
- Un enjeu d'accès aux soins et de prévention de la santé, notamment en matière de santé mentale

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- La coordination des acteurs pour l'organisation d'événements réguliers, type fêtes de quartier (Fête du Chap, Fête de Noël du Chap, etc.), co-portée par les Villes d'Arcueil et de Gentilly (en alternance) et par le bailleur Valdevy
- Le Centre Municipal Universitaire de Santé
- La Maison du Projet qui accueille plusieurs associations et services municipaux qui œuvrent dans différents domaines - Retour à l'Essentiel, ANDES, Nouvelles voies, Plateau 31, Passages associatifs, Bibliothèque Hors les Murs (Médiathèque d'Arcueil) et prochainement le Cyberespace de Gentilly - et qui tend à devenir un espace de vie sociale agréé par la CAF
- Le city stade
- La salle municipale de Gentilly
- Le Gymnase Carmen Le Roux
- Les instances de démocratie participative (collectif citoyen de quartier Joliot Curie à Arcueil et le conseil de quartier du Chaperon vert à Gentilly)
- Les clubs de prévention AEF 94 (Arcueil) et Espoir CFDJ (Gentilly)
- Des associations du quartier qui interviennent auprès des jeunes (Umanah, Académie du hip hop – Flymen Vision)
- Un partenariat renforcé entre les communes d'Arcueil et de Gentilly et le bailleur Valdevy dans le cadre du dispositif d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Accompagner et soutenir la structuration d'un EVS porté par la Maison du Projet	Aider à consolider la gouvernance et le fonctionnement de l'association et à adapter son organisation aux missions d'un EVS
	Favoriser l'implication des habitants, usagers et bénévoles, dans la vie de la structure et leur participation à l'élaboration du projet social et à sa mise en œuvre
	Renforcer les synergies entre les partenaires, institutionnels et associatifs, qui interviennent à la Maison du projet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT *Arcueil et Gentilly*	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accès aux droits, la lutte contre la fracture numérique et la lutte contre l'illettrisme	Augmenter la fréquence de la permanence d'accès aux droits (accompagnement administratif, social et juridique): projet de permanence hebdomadaire proposée par Nouvelles voies à la MDP en partenariat avec le bailleur Valdevy et la Ville d'Arcueil
	Consolider l'espace numérique (amplifier les horaires d'ouverture des permanences numériques, y proposer des formations aux outils numériques), déploiement des permanences du cyberespace de Gentilly
	Renforcer les ateliers sociolinguistiques avec la mise en place d'ateliers sociolinguistiques à la Maison du Projet, en complément des ASL mis en place par la Ville de Gentilly
	Soutenir les actions régulières et les animations ponctuelles proposées par la bibliothèque hors les murs (Médiathèque L. Pergaud à Arcueil) et la bibliothèque de quartier de Gentilly
Encourager la réappropriation de l'espace public par les habitants, favoriser la création de lien social et la participation des habitants	Développer les démarches d'« aller vers » pour aller à la rencontre de tous les habitants et notamment des publics les plus « éloignés » ou les plus « empêchés »
	Créer des espaces de rencontres et de convivialité; proposer plus d'événements et d'animations sur l'espace public, et notamment sur la place Marcel Cachin, dans les aires de jeux, les équipements sportifs et les espaces verts
	Développer les actions intergénérationnelles pour tisser du lien social entre les générations
	Encourager et accompagner les initiatives citoyennes
Renforcer le soutien à la parentalité	Pérenniser les accueils parents/enfants: Action « ça joue au Chap » par la Maison des solidarités et Accueil parents/bébés par Passages associatifs
	Mettre en place des groupes de parole et d'entraide entre les parents
	Accompagner les dynamiques collectives des parents d'élèves des écoles du quartier (ex: Olympes de Gouges et Jean Lurçat)
Accroître l'offre artistique, culturelle et sportive	Développer plus d'actions artistiques, culturelles et sportives à destination des jeunes en s'appuyant notamment sur les acteurs déjà existants (Retour à l'Essentiel, BHLM - Médiathèque L. Pergaud, Des ricochets sur les pavés, Plateau 31, les clubs sportifs locaux, etc.)
Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes	Encourager l'engagement citoyen des jeunes (accompagner l'émergence et le montage de projets portés par des jeunes)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT *Arcueil et Gentilly*	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser l'accès aux soins, développer les actions de prévention de la santé et renforcer les compétences psychosociales	Renforcer le partenariat entre les acteurs de la santé et les structures de l'animation sociale
	Favoriser le développement d'actions de prévention « hors les murs » et notamment des actions de dépistage (diabète, cardiovasculaire, audition, etc.) pour faciliter la mise en place de protocoles de soins
	Soutenir l'offre de services en matière de santé mentale et notamment les consultations psychologiques proposées par Passages associatifs
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre de permanences numériques ayant élargi leurs horaires d'ouverture • Nombre de démarches d'aller vers réalisées • Nombre d'espaces de rencontres et de convivialité créés • Nombre de groupes de parole et d'entraide entre les parents • Nombre d'actions de prévention « hors les murs » et notamment des actions de dépistage	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Des situations de précarité énergétique rencontrées par les habitants
- Des problèmes de propreté et de gestion des déchets plus ou moins importants selon les zones d'habitation
- Des enjeux en matière d'alimentation durable
- Un travail sur les mobilités douces, notamment pour favoriser et sécuriser la pratique piétonne et cyclable au sein du quartier

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Les jardins partagés - Jardin des rêves et autres projets en cours (Framboiseraie et jardin partagé)
- La distribution de paniers de fruits et légumes bio et/ou circuit court par l'ANDES à la MDP, en partenariat avec le bailleur Valdevy et la Ville d'Arcueil
- Opérations de nettoyage du quartier par les habitants menées par Lambidou, AEF 94, Espoir CFDJ, le conseil de quartier de Gentilly, en partenariat avec le bailleur Valdevy et les municipalités
- Le vélo cargo de la Ressourcerie La Mine
- Les composteurs

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la présence de la nature en ville et la réappropriation de l'espace public par les habitants	Essaimer les jardins partagés et les permis de végétaliser
Favoriser l'accès à une alimentation durable	Pérenniser la vente de paniers de fruits et légumes bio et/ou circuit court (point de vente hebdomadaire géré par l'ANDES)
Favoriser les mobilités douces	Promouvoir l'utilisation du vélo dans le cadre du plan vélo : amélioration des aménagements cyclables, apaisement des rues, stationnement vélo aux abords des équipements publics, étude de circulation
	Mettre en place des ateliers d'apprentissage du vélo en ville (projet de vélo école pour adultes), des ateliers de réparation de vélos et une bourse aux vélos, piste d'éducation routière durant les initiatives estivales

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Propreté et gestion des déchets et lutter contre les nuisibles	Pérenniser le sur-entretien des parties communes (halls, escaliers, ascenseurs) et renforcer l'entretien des espaces extérieurs (allées, jardins, parkings en pied d'immeuble, etc.)
	Mettre en place un nouveau système de collecte des déchets
	Sensibiliser à la réduction et au tri des déchets, mise en place et gestion des composteurs

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jardins partagés ouverts
- Nombre d'ateliers d'apprentissage du vélo déployés
- Mise en place effective d'un nouveau système de gestion des déchets
- Nombre de composteurs mis en place

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un quartier nettement plus apaisé et plus tranquille depuis l'opération de rénovation urbaine
- Des conduites à risque, des actes d'incivilité et de délinquance (rodéos sauvages, trafic de stupéfiants, dégradation de biens privés…) qui perdurent toutefois, à une intensité plus ou moins forte selon les périodes
- Stationnement sauvage et anarchique
- Un besoin d'accompagner les jeunes et les moins jeunes fragilisés socialement et économiquement

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Clubs de prévention AEF 94 (Arcueil) et Espoir CFDJ (Gentilly)
- Coordination des acteurs pour la mise en place d'événements festifs et d'animations intergénérationnelles en faveur du mieux vivre ensemble
- Des associations du quartier qui interviennent auprès des jeunes (Umanah, Académie du hip hop – Flymen Vision)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la prévention et la médiation	Renforcer le partenariat entre les clubs de prévention et les associations qui interviennent auprès des jeunes
	Renforcer les liens entre la police nationale, les polices municipales (via des opérations conjointes), le bailleur et la population
	Développer la vidéo-protection dans les zones stratégiques (du côté de Gentilly)
	Développer les actions de sensibilisation et de prévention à destination de tous les publics (jeunes, parents, seniors, etc.) et plus particulièrement la prévention des conduites à risque (prévention routière, prévention des addictions…)
	Accompagner les commerçants sur la sécurité des commerces (CLSPD)
Lutter contre le stationnement sauvage et anarchique	Renforcer les contrôles de stationnement (bailleur/Police nationale/Villes) pour permettre de fluidifier les usages

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de zones couvertes par la vidéo-projection
- Nombre d'actions de sensibilisation et de prévention des conduites à risque déployées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un taux de chômage important, qui touche notamment les jeunes, les plus de 50 ans et les personnes de nationalité étrangère

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Un quartier situé à proximité de pôles d'emplois importants (rue Lénine, RD920…)
- Mission locale INNOVAM et Agence France Travail à Cachan
- Chantiers éducatifs menés par les clubs de prévention AEF 94 et Espoir CFDJ, en partenariat avec le bailleur Valdevy et les municipalités
- PIJ (Espaces jeunes d'Arcueil et Gentilly)
- Salon de l'artisanat, des métiers, de l'apprentissage organisé par la Ville d'Arcueil
- L'action ponctuelle Café Emploi proposée par la ressourcerie La Mine

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Travailler à la levée des freins périphériques à l'emploi	Mettre en place des ateliers sociolinguistiques à la Maison du Projet, en complément des ASL mis en place par la Ville de Gentilly
	Lutter contre la fracture numérique (espace numérique à la MDP, TIC Truck – association FAIRE)
	Renforcer le développement des compétences psychosociales (cognitives, émotionnelles, sociales)
	Accroître l'offre de garde d'enfants (diversifier les modes de garde alternatifs)
Favoriser l'insertion socioprofessionnelle	Développer l'accompagnement des jeunes de 16/30 ans vers la qualification et l'emploi (aides à la recherche de formations et d'emplois)
	Poursuivre les chantiers éducatifs en lien avec les clubs de prévention
	Mettre en place un salon de la formation et de l'orientation professionnelle des jeunes
Accompagnement vers l'emploi	Développer les actions de remobilisation vers l'emploi (reprise de confiance en soi, reconnaissance et valorisation des savoirs, savoir-être et savoir-faire acquis, prise de parole en public)
	Développer l'aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation et l'aide à la préparation pour les entretiens d'embauche

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CHAPERON VERT
Arcueil et Gentilly

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises situées à proximité qui recrutent	Créer un forum emploi avec des entreprises implantées sur le territoire pour faire connaître leurs offres d'emplois
Promouvoir l'auto-entreprenariat	Développer l'accompagnement des auto-entrepreneurs et micro-entrepreneurs
Travailler à la revitalisation commerciale	Redynamiser le marché hebdomadaire sur la place Marcel Cachin

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de chantiers éducatifs déployés
- Création effective d'un salon de la formation et de l'orientation professionnelle des jeunes
- Nombre d'ateliers de remobilisation vers l'emploi
- Création effective d'un forum emploi
- Taux de chômage

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Bonne intégration au tissu urbain, QPV situé à proximité du centre-ville qui fait l'objet d'un projet urbain en cours « cœur de ville » (secteur Doumer, centre ancien, Bas d'Arcueil, secteur Cauchy/Convention)
- Desserte effective par bus
- Bonne couverture en espaces verts (plus ou moins qualitatifs)
- Bien doté en équipements sportifs de proximité
- Une structure jeunesse de quartier (Espace 10-13)
- Un tissu associatif qui tend à se structurer collectivement grâce à une coordination des acteurs co-pilotée par la Ville et la Maison des solidarités

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Quartier en retrait, éloigné des stations de RER (La Place et Arcueil-Cachan) et du futur métro GPE
- Quartier figé dans sa forme urbaine, pas de projet de rénovation urbaine
- Peu de mixité sociale
- Territoire fragmenté en micro-quartiers, repliés sur eux-mêmes
- Manque de centralité et de lieux de vie sociale, peu de commerces et pas de café ou de restaurant
- Sentiment d'insécurité et atteinte à la tranquillité publique liés à des incivilités et à des mésusages
- Fragmentation du tissu associatif
- Difficulté à mobiliser les habitants et à les rendre acteurs de la vie du quartier



La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Un quartier plus vivant, plus animé, plus attractif où il fait mieux vivre ensemble

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Projet de réaménagement du parc Erik Satie porté par la Ville d'Arcueil
- Projet de création d'un espace de vie sociale au sein d'un préfabriqué à proximité immédiate du Parc Erik Sati porté par la Maison des solidarités et la Ville d'Arcueil
- Développement de projets en direction de la jeunesse (14-25 ans) à l'échelle du quartier

Indicateurs clés	
Population (2022)	2 062
Part des moins de 24 ans (2022)	31 %
Part des plus de 60 ans (2022)	26,5 %
Indice de jeunesse (2022)	0,9
Part des étrangers dans la population (2022)	25,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	42,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	44,2 %
Taux d'emploi (2022)	51,5 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	24,5 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	17 300 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un sentiment d'isolement voire d'exclusion
- Un nombre important de personnes isolées, voire marginalisées
- Des difficultés à mobiliser les habitants, à les faire participer à la vie associative et citoyenne de leur quartier
- Des îlots de pauvreté à proximité, et notamment les hôtels sociaux situés dans le quartier Kergomard

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Coordination des acteurs pour renforcer le maillage du territoire (l'interconnaissance, la communication et le partenariat entre les acteurs), accompagner la mise en place de projets structurants et favoriser la co-construction et la co-organisation d'événements réguliers, type fêtes de quartier (Grain de sel, fête de l'hiver, etc.)
- Présence hebdomadaire du camion « Culture Truck » ou « Fabrique ton quartier », un outil mutualisé entre plusieurs acteurs (Anis Gras et la Maison des solidarités, en partenariat avec la Médiathèque)
- Programme de réussite éducative
- Dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE) à l'école Jean Macé
- Espace 10-13 (CLAS Guy Moquet)
- Club de prévention AEF 94
- Projet de réaménagement du parc Erik Satie en cours porté par la Ville, en partenariat avec le bailleur Valdevy
- Projet de création d'un Espace de vie sociale au sein d'un préfabriqué à proximité immédiate du Parc Erik Sati porté par la Maison des solidarités en partenariat avec la Ville d'Arcueil et le bailleur Valdevy
- Le collectif citoyen de quartier Jean Macé
- Les actions d'animation socioculturelle, destinées aux enfants et aux jeunes, proposées ponctuellement par Actuel show qui tendent à devenir des rendez-vous réguliers
- Les actions de théâtre forum destinées aux jeunes arcuaillais, proposées par la Mécanique de l'Instant en partenariat avec l'Espace Jeunes
- Les actions artistiques et culturelles menées par les services municipaux et les associations locales, en partenariat avec les écoles du quartier (ex: le projet annuel de l'association ETR Balistic à l'école Jean Macé)
- Un partenariat renforcé entre la Ville d'Arcueil et le bailleur Valdevy dans le cadre du dispositif d'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la création de lien social, la participation citoyenne, la réappropriation de l'espace public par les habitants	Créer de lieux « fédérateurs » en concertation avec les habitants (espace de vie sociale , porté par la Maison des Solidarités, parc municipal Erik Satie)
	Créer des espaces de rencontre et de convivialité (événements festifs, animations de quartier, etc.)
Renforcer l'accès aux droits, lutter contre la fracture numérique et l'illetrisme	Mettre en place des permanences d'accès aux droits (écrivains publics et accompagnement administratif, social et juridique)
	Mettre en place des ateliers sociolinguistiques
	Poursuivre le partenariat entre l'école Jean Macé et la Médiathèque L. Pergaud dans le cadre du dispositif OEPRE à l'école Jean Macé
Soutenir la parentalité, favoriser la réussite éducative	Développer les actions de soutien à la parentalité
	Renforcer le programme de réussite éducative et l'accompagnement à la scolarité
	Développer les actions intergénérationnelles
Renforcer l'offre artistique, culturelle et sportive destinée aux jeunes	Développer les actions artistiques, culturelles, sportives à destination des jeunes, en s'appuyant notamment sur les acteurs institutionnels et associatifs qui s'investissent déjà dans le quartier (Espace Guy Moquet, Médiathèque Louis Pergaud, Anis gras, Maison des solidarités, ETR Balistic, Mécanique de l'Instant, Actuel show, le bailleur Valdevy…)
Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes	Encourager l'engagement citoyen des jeunes (accompagner l'émergence et le montage de projets portés par des jeunes)
Favoriser l'accès aux soins, développer les actions de prévention de la santé et renforcer les compétences psychosociales	Renforcer le partenariat entre les acteurs de la santé et les structures de l'animation sociale
	Favoriser le développement d'actions de prévention « hors les murs » et notamment des actions de dépistage (diabète, cardiovasculaire, audition, etc.) pour faciliter la mise en place de protocoles de soins
	Soutenir l'offre de services en matière de santé mentale

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de lieux fédérateurs et d'espaces de convivialité créés
- Nombre de permanences d'accès aux droits mises en œuvre
- Nombre de personnes accompagnées dans le cadre du PRE
- Nombre d'actions de prévention « hors les murs »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Des situations de précarité énergétique rencontrées par les habitants
- Des problèmes de propreté et de gestion des déchets
- Un manque de commerces qualitatifs en matière d'alimentation durable, saine et équilibrée
- Des freins importants pour le développement de la mobilité durable : espace dense, dénivelé important, voies routières structurantes comportant un trafic routier journalier élevé…

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Le projet de réaménagement du parc municipal Erik Satie en cours - démarrage des travaux à l'été 2024 (phase 1)
- Les jardins familiaux (St-Just/Duroc) et partagés (PVC) qui s'inscrivent dans la démarche Arcueil Ville Comestible
- Le projet de ferme urbaine chemin des Vaudenaires, en lien avec le projet de cuisine centrale pour toutes les écoles de la ville
- Le Culture Truck d'Anis Gras qui propose 2 fois par mois, en parallèle de ces rencontres artistiques, un point de vente de fruits et légumes bio en partenariat avec le Biomonde de Cachan
- L'opération de nettoyage du quartier par les habitants menée par Lambidou, AEF 94, Valdevy en partenariat avec la Ville
- L'école élémentaire Jean Macé qui a bénéficié d'un projet de végétalisation de ses deux cours et qui a récemment accueilli l'expérimentation du compostage in situ des déchets alimentaires
- La création d'un espace de convivialité (mobilier en bois et bacs à jardiner), en lieu et place d'une poche de stationnement, dans le cadre d'un chantier participatif porté par le bailleur Valdevy, en partenariat avec AEF 94

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la présence de la nature en ville	Poursuivre le projet en cours de réaménagement du parc municipal Erik Satie : végétalisation, désimperméabilisation des sols, récupération des eaux pluviales, îlots de fraîcheur, etc.
	Essaimer les jardins partagés en pied d'immeuble
Favoriser l'accès à une alimentation durable	Encourager l'implantation de commerces de proximité (plus qualitatifs tout en restant accessibles financièrement)
	Soutenir le projet d'ouverture d'un point de vente hebdomadaire de paniers de fruits et légumes bio et/ou circuit court, géré par l'ANDES (sur le modèle de celui qui existe déjà à la MDP au Chaperon vert)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser les mobilités douces	Promouvoir l'utilisation du vélo dans le cadre du plan vélo : apaisement des rues, amélioration des contres sens cyclables, implantation de stationnements vélo dans et aux abords des écoles et des équipements publics
	Mettre en place des ateliers de réparation de vélos et une bourse aux vélos - ex: ateliers d'apprentissage du vélo (SRAV) destinés aux élèves de CM2 prévus en 2024 à l'école Jean Macé
Améliorer la propreté et gestion des déchets et lutter contre les nuisibles	Pérenniser l'entretien des parties communes (halls, escaliers, ascenseurs, et renforcer l'entretien des espaces extérieurs (allées, jardins, parkings en pied d'immeuble, etc.)
	Renforcer l'entretien du parc Erik Satie dans le cadre du projet de réaménagement en cours
	Développer des actions de sensibilisation au tri des déchets, mise en place de composteurs, améliorer la gestion des encombrants
	Développer des actions de dératisation

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jardins partagés en pied d'immeuble ouverts
- Ouverture effective d'un point de vente hebdomadaire de paniers de fruits et légumes bio et/ou circuit court
- Nombre d'ateliers de réparation de vélos déployés
- Appréciation qualitative des acteurs sur l'entretien du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un sentiment d'insécurité lié à des incivilités, des mésusages, des comportements illicites (barbecues sauvages, piscines sauvages, rodéos sauvages, nuisances sonores, abandon de déchets sur la voie publique, trafic et consommation de stupéfiants, consommation d'alcool et ivresse sur la voie publique, feux de poubelles)
- Des personnes marginalisées ou en voie de marginalisation (addictions, santé mentale)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Club de prévention AEF 94
- Coordination des acteurs pour la création d'espaces de rencontres et d'échanges entre les habitants en faveur du mieux vivre ensemble (lieux fédérateurs, animations dans l'espace public, événements festifs, actions intergénérationnelles)
- Présence hebdomadaire du Culture Truck ou camion Fabrique ton quartier (Anis Gras, Maison des solidarités, Médiathèque)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Poursuivre les travaux de sécurisation et de réaménagement du parc Erik Satie et de ses abords	• Réaliser la première phase de travaux prévue à l'été 2024: noues paysagères et clôtures végétalisées qui entourent et délimitent le parc • Engager une réflexion en concertation avec les habitants sur la possibilité de fermer le parc à certaines heures de la nuit selon les périodes de l'année
	Réaliser les prochaines phases de travaux, prévues dans les années à venir : réaménagement de la partie haute (square Erik Satie) et le réaménagement intérieur du parc (cœur du parc - équipements sportifs, culturels et de loisirs)
Renforcer la médiation et la prévention	Renforcer la médiation sociale et la prévention spécialisée en lien avec la Ville et le bailleur
	Renforcer les liens entre la police nationale, la police municipale (via des opérations conjointes), le bailleur et la population
Créer des espaces de rencontre et de convivialité	Créer un espace de vie sociale porté par la Maison des Solidarités
	Développer l'évènementiel et l'animation sociale et socioculturelle dans le parc Erik Satie et sur la placette devant le Aldi
Lutter contre le stationnement sauvage et anarchique	Renforcer les contrôles de stationnement (Bailleur/Police nationale/Ville) et plus particulièrement dans la cité Clément Ader

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Tranquillité publique et sécurité

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de phases réalisés des travaux de sécurisation et de réaménagement du parc Erik Satie
- Nombre d'ETP de médiateurs et d'éducateurs de rue
- Création effective d'un espace de vie

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un taux de chômage important, qui touche notamment les jeunes, les plus de 50 ans et les personnes de nationalité étrangère
- Peu d'associations locales ayant investi ce champ d'action sur le territoire

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- PIJ à l'Espace jeunes d'Arcueil
- Mission local INNOVAM et Agence France Travail à Cachan
- Chantiers éducatifs menés par le club de prévention AEF 94 en partenariat avec le bailleur Valdevy et la Ville d'Arcueil
- Salon de l'artisanat, des métiers et de l'apprentissage organisé par la Ville d'Arcueil
- Des associations d'accès aux droits qui peuvent proposer aux Arcueillais de l'aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation (Rédige Assistance, Nouvelles voies)
- Une association qui dispense des cours de français à Arcueil et a pour projet de mettre en place des ASL (Quartier de la gare)
- Les pôles d'emplois à proximité (hôpitaux, etc.)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Travailler à la levée des freins périphériques à l'emploi	Mettre en place d'ateliers sociolinguistiques
	Mettre en place de permanences numériques (aides aux démarches, formation aux outils numériques, TIC Truck – association FAIRE)
	Accroître l'offre de garde d'enfants (diversifier les modes de garde alternatifs)
Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Poursuivre et renforcer le programme de réussite éducative (PRE) et l'accompagnement à la scolarité (CLAS)
	Développer les chantiers d'insertion et les chantiers éducatifs en lien avec le club de prévention AEF 94
	Développer l'accompagnement vers la qualification et l'emploi des jeunes 16/30 ans (aides à la recherche de formation ou d'emploi, actions de remobilisation, chantiers éducatifs et d'insertion)
	Créer un salon de la formation et de l'orientation professionnelle des jeunes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IRLANDAIS PVC CHERCHEFEUILLE ADER
Arcueil

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accompagnement vers l'emploi	Mettre en place des ateliers de remobilisation vers l'emploi (reprise de confiance en soi, reconnaissance et valorisation des savoirs, savoir-être et savoir-faire acquis, prise de parole en public)
	Développer l'aide à la rédaction de CV et lettres de motivation et l'aide à la préparation pour les entretiens d'embauche
Mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises situées à proximité qui recrutent	Créer un forum emploi pour mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises et les institutions du territoire (ex: hôpitaux)
Promouvoir l'auto-entreprenariat	Développer l'accompagnement des autoentrepreneurs et micro-entrepreneurs sur le territoire
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre permanences numériques déployées • Nombre de chantiers d'insertion et les chantiers éducatifs déployés • Création effective d'un salon de la formation et de l'orientation professionnelle des jeunes • Nombre d'ateliers de remobilisation vers l'emploi • Création effective d'un forum emploi • Taux de chômage	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Athis-Mons

CLOS NOLLET
Athis-Mons

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Quartier végétalisé et agréable
- Réhabilitation thermique en 2023
- Logements spacieux et accessibles aux personnes à mobilité réduite
- Centre social en pied d'immeuble
- Commerces de proximité
- Cohésion des acteurs présents sur le quartier

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Quartier enclavé
- Manque de services publics
- Transports en commun peu accessibles
- Peu d'acteurs associatifs
- Désœuvrement et désintérêt des jeunes à la vie du quartier
- Absence de professionnels de santé à proximité

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Ouverture d'un centre social en 2024 avec ouverture d'un LAEP
- Redéploiement d'une structure jeunesse 6/17 ans

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- Redynamiser le lien social
- Améliorer le cadre de vie
- Prévention de la délinquance



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 261
Part des moins de 24 ans (2022)	49,9%
Part des plus de 60 ans (2022)	7,9%
Indice de jeunesse (2022)	5,7
Part des étrangers dans la population (2022)	34,9%
Part de familles monoparentales (2022)	32%
Part de la population sans diplôme (2022)	35,3%
Taux d'emploi (2022)	59,1%
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	11,2%
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	27%
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 930 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CLOS NOLLET
Athis-Mons

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- L'articulation entre les dispositifs éducatifs et de soutien à la parentalité est un enjeu fort porté par la Collectivité en corrélation avec le PRE, CLAS, mise en place du PEDT, de la CTG et du réseau parentalité
- La santé mentale est une thématique à investir davantage dans les programmations annuelles et à travers la mobilisation du droit commun
- La création d'espaces et de ressources de proximité qui facilitent l'accès aux droits afin de réduire le non-recours
- Stimuler les jeunes à travers une offre complète et diversifiée

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- PRE, PRIJ, CLAS, Offre culturelle et sportive, écrivain public, Réseau linguistique
- Équipements publics : Centre social, Structure jeunesse, Médiathèque, Ludothèque, gymnase, écoles élémentaires et maternelles

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcement du soutien à la parentalité et des initiatives créant du lien entre les parents et la communauté éducative	• Développer des programmes et des ressources pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif • Ouverture d'un LAEP • Créer un réseau parentalité
• Santé mentale, un enjeu pour tous • Accès aux soins des plus vulnérables	• Proposer des services de santé mentale accessibles et adaptés aux besoins des populations vulnérables • Établir des structures de soutien pour les personnes les plus vulnérables
Ouvrir le champ des possibles pour le public jeunes	• Promouvoir des formes de réussite en mettant en avant des (nouveaux) rôles modèles • Sortir les jeunes de leur quartier afin d'ouvrir leurs perspectives
Développer les permanences d'accès aux droits	Créer des outils et établir des permanences d'accès aux droits dans les lieux visibles et accessibles
Errement des enfants et des jeunes sur l'espace public	Lutter contre l'oisiveté, les comportements à risque et le décrochage scolaire

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Ouverture effective d'un LAEP
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi
- Création effective d'un réseau parentalité
- Appréciation qualitative des acteurs sur les problématiques de santé des habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CLOS NOLLET
Athis-Mons

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- L'éducation à la préservation de l'environnement (cadre de vie, propreté et gestion des déchets, mobilité durable) est un axe important à développer au Clos Nollet

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Réhabilitation énergétique de la résidence
- Actions de sensibilisation à la pratique et à l'auto-réparation du vélo
- Médiatrice cadre de vie

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Préserver le cadre de vie	• Réaménager l'espace pour faciliter le passage des camions de collecte des déchets • Sensibiliser les familles afin de lutter contre les incivilités • Favoriser la réduction des déchets : actions de sensibilisation en pieds d'immeubles, développement du compost • Agir contre les dépôts sauvages et mieux communiquer sur les dispositifs existants
Favoriser le développement durable	• Développer des actions de sensibilisation sur la mobilité douce • Favoriser l'achat de vélos à un prix solidaire • Promouvoir et favoriser le réemploi • Développer des actions de sensibilisation aux écogestes • Mobiliser des habitants autour d'un jardin partagé

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'espaces réaménagés pour la collecte de déchets
- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Création effective d'un jardin partagé et d'un verger
- Taux de vacance des logements en HLM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CLOS NOLLET
Athis-Mons

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Favoriser la sécurité et la tranquillité publique par la sensibilisation et l'information pour prévenir la délinquance et les incivilités

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- CISPD, GPO, Prévention spécialisée, Cellule Animation Partenariat ex CLJ

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la sécurité routière	• Limiter le passage des véhicules à l'intérieur de la résidence • Veiller à la sécurité des piétons aux abords de l'avenue Henri Dunant
Renforcer la présence sur les espaces publics	• Renforcer la présence de la prévention spécialisée • Mettre en place des actions sur le quartier les soirs et week-end • Renforcer la présence policière
Améliorer les relations police/pompiers/habitants	• Sensibiliser les jeunes et les familles à leurs droits et devoirs • Organiser des rencontres et temps d'échanges entre les forces de sécurité et les habitants

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Nombre et types d'infractions recensées
- Nombre d'actions déployées sur les quartiers le soir et/ou week-end

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CLOS NOLLET
Athis-Mons

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
Accompagner l'insertion des publics les plus en difficultés (jeunes diplômés, femmes, très peu qualifiés, 45 ans et plus etc...)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Permanences du PLIE, La Cité de l'emploi de proximité, Hercule Insertion, La Mission Locale Nord Essonne, France Travail, le PAJ, Médiathèque Simone de Beauvoir, La Régie de Quartier Les Portes de l'Essonne, QHUBE

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes	Mettre en place des actions post-bac et des permanences régulières pour favoriser l'orientation des jeunes
	Développer les permanences de la mission locale sur le quartier
Lever les freins à l'emploi	• Travailler le sujet de manière transversale en s'appuyant sur l'existant (réseau parentalité, sur la garde d'enfants par exemple) • Améliorer la communication sur les dispositifs et actions « emploi » sur le territoire • Mettre en place des campagnes d'informations sur les secteurs et métiers qui recrutent

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions postbac organisées
- Nombre de permanences développées
- Nombre de campagnes de communication déployées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

NOYER RENARD
Athis-Mons

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Commerces de proximité
- Tissu associatif
- Services publics de proximité
- Transports en commun (réseau de bus développé)
- Renouvellement urbain récent (centralité de la place Mendès France)

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Présence accrue du trafic de stupéfiants
- Vieillissement de la population
- Logements peu accessibles aux personnes à mobilité réduite
- Sédentarité et désintérêt des jeunes à la vie du quartier
- Intégrer tous les habitants dans les réflexions et les actions (Les Oiseaux)
- Éloignement des gares (RER, T7)

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Lutter contre le développement des points de vente de stupéfiants
- Redéfinir les espaces publics et privés
- Réouverture de la Maison France Services
- Améliorer l'offre jeunesse
- Accompagner le bien-vieillir
- Coordination des acteurs
- Création d'aires de jeux aux Oiseaux

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Prévention de la délinquance
- Renforcer la présence terrain/éducateurs, associations, etc.
- Favoriser le vivre ensemble



Indicateurs clés	
Population (2022)	3 847
Part des moins de 24 ans (2022)	41,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	16,1 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	29,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	31,5 %
Part de la population sans diplôme (2022)	42 %
Taux d'emploi (2022)	57,5 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	14,5 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	36 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 150€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

NOYER RENARD
Athis-Mons

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Stimuler les jeunes à travers une offre complète et diversifiée
- L'articulation entre les dispositifs éducatifs et de soutien à la parentalité est un enjeu fort porté par la Collectivité en corrélation avec le PRE, CLAS, mise en place du PEDT, de la CTG et du réseau parentalité
- La santé mentale est une thématique à investir davantage dans les programmations annuelles et à travers la mobilisation du droit commun
- La création d'espaces et de ressources de proximité qui facilitent l'accès aux droits afin de réduire le non-recours

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Programme de Réussite Éducative, PRIJ, CLAS, Offre culturelle et sportive, écrivain public, Réseau linguistique
- Équipements publics : Maison de la Justice et du Droit, Centres sociaux, Structure jeunesse, Médiathèque, Ludothèque, gymnase, écoles maternelles et élémentaires

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Ouvrir le champ des possibles pour le public jeune	• Promouvoir des formes de réussite et de divers épanouissements • Promouvoir des actions en direction des jeunes filles (17 ans et plus)
Renforcement du soutien à la parentalité	• Développer des programmes et des ressources pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif • Créer un réseau parentalité
• Favoriser la santé mentale, un enjeu pour tous • Permettre l'accès aux soins des plus vulnérables • Lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès à une alimentation plus saine	• Proposer des services de santé mentale accessibles et adaptés aux besoins des populations vulnérables • Établir des structures de soutien pour les personnes les plus vulnérables • Faciliter l'accès aux structures d'aide alimentaire • Développer des actions de sensibilisation à l'alimentation saine
• Développer les permanences d'accès aux droits • Favoriser l'accueil et les dispositifs pour les publics les plus vulnérables	• Soutenir les démarches administratives numériques • Accueillir et orienter les publics les plus vulnérables (séniors, personnes en situation de handicap, etc…)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Création effective d'un réseau parentalité
- Nombre d'actions sur les comportements psycho-sociaux
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi
- Appréciation qualitative des acteurs sur les problématiques de santé des habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

NOYER RENARD
Athis-Mons

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
L'éducation à la préservation de l'environnement (cadre de vie, propreté et gestion des déchets, mobilité durable) est un axe important à développer

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Actions de sensibilisation à la pratique et à l'auto-réparation du vélo, Étude sur la renaturation de la Place Mendès France, Jardins partagés, Sensibilisation aux écogestes et au tri sélectif et au réemploi (local à dons)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Préserver le cadre de vie	• Requalifier les espaces non occupés ou occupés de manière détournée • Optimiser le stationnement • Sensibiliser les familles pour lutter contre les incivilités • Agir contre les dépôts sauvages et mieux communiquer sur les dispositifs existants
Favoriser le développement durable	• Développer des actions de sensibilisation à la mobilité douce • Favoriser l'achat de vélos à un prix solidaire • Promouvoir et favoriser le réemploi • Développer des actions de sensibilisation aux écogestes • Coordonner les jardins partagés
Favoriser la réduction des déchets et développer le tri sélectif	• Adapter les aménagements intérieurs au tri sélectif en particulier dans les petits logements • Développer des actions de sensibilisation en pieds d'immeuble, développement du compost

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'espaces requalifiés
- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Nombre d'actions de sensibilisation déployées
- Nombre de jardins partagés créés
- Taux de vacance des logements en HLM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

NOYER RENARD
Athis-Mons

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Favoriser la sécurité et la tranquillité publique par la sensibilisation et l'information pour prévenir la délinquance, les incivilités et les conduites à risques

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Prévention spécialisée, CISPD, GPO, Sensibilisation relations police, pompiers et habitants, MILDECA

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévention de la délinquance et lutte contre le trafic de stupéfiants	• Développer des actions de prévention sur les conduites à risque • Prévenir l'implication des jeunes dans les trafics en renforçant leurs compétences psychosociales dès l'école primaire • Renforcer la présence et l'occupation des espaces publics (prévention spécialisée, associations de proximité…) • Renforcer la présence et l'investigation policière
Améliorer la tranquillité résidentielle	• Sécuriser les parties communes (parking, caves, hall, etc…) • Lutter contre les rodéos sauvages (coordination des acteurs, prévention auprès des jeunes)
Améliorer les relations police/pompiers/habitants	• Sensibiliser les jeunes et des familles (droits et devoirs, rencontres, nuisances, etc.) • Organiser des rencontres et temps d'échanges entre les forces de sécurité et les habitants

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de lieux d'intérêt commun créés
- Nombre d'actions de prévention, de médiation et/ou de sensibilisation déployées
- Nombre et types d'infractions recensées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

NOYER RENARD
Athis-Mons

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
Accompagner l'insertion des publics les plus en difficultés (jeunes diplômés, femmes, très peu qualifiés, 45 ans et plus etc…)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Permanences du PLIE, La Cité de l'emploi de proximité, Hercule Insertion, La Mission Locale Nord Essonne, France Travail, le PAJ, Médiathèque Simone de Beauvoir, La Régie de Quartier Les Portes de l'Essonne, QHUBE

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes	• Mettre en place des actions post-bac et des permanences régulières pour favoriser l'orientation des jeunes • Accompagner les jeunes dans leur recherche de stages
	Développer les permanences des acteurs dédiés sur le quartier
Lever les freins à l'emploi	Travailler le sujet de manière transversale en s'appuyant sur l'existant (réseau parentalité, sur la garde d'enfants par exemple)
	Améliorer la communication sur les dispositifs et actions « emploi » sur le territoire
	Mettre en place des campagnes d'informations sur les secteurs et métiers qui recrutent

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions postbac organisées
- Nombre de permanences développées
- Nombre de campagnes de communication déployées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EDOUARD VAILLANT
Athis-Mons

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Réhabilitation / Rénovation thermique
- Équipements publics et commerces de proximité
- Transports
- Redynamisation du tissu associatif et mobilisation du bailleur

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Quartier assez minéral
- Absence de professionnels de santé à proximité
- Commerces en pieds d'immeubles peu attractifs (vétusté, squat)
- Désintérêt des jeunes à la vie du quartier
- Vivre ensemble à renforcer

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
Fin de la réhabilitation à horizon 2025, à l'issue de laquelle démarrera un projet de résidentialisation.
Poursuivre la restructuration du quartier, notamment en lien avec le projet urbain d'aménagement des berges de l'Orge.

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- Inscrire le quartier et les acteurs dans les différents dispositifs et partenariats liés à la politique de la ville (PRE, PRIJ, TFPB, etc.)
- Résidentialisation
- Favoriser le Vivre Ensemble



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 662
Part des moins de 24 ans (2022)	39,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	20,2 %
Indice de jeunesse (2022)	1,7
Part des étrangers dans la population (2022)	29,8 %
Part de familles monoparentales (2022)	26,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	40,4 %
Taux d'emploi (2022)	59,4 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	15,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 840€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EDOUARD VAILLANT
Athis-Mons

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- L'articulation entre les dispositifs éducatifs et de soutien à la parentalité est un enjeu fort porté par la Collectivité en corrélation avec le PRE, CLAS, mise en place du PEDT, de la CTG et du réseau parentalité
- La santé mentale est une thématique à investir davantage dans les programmations annuelles et à travers la mobilisation du droit commun
- La création d'espaces et de ressources de proximité qui facilitent l'accès aux droits afin de réduire le non-recours
- Stimuler les jeunes à travers une offre complète et diversifiée
- Être attentif au vieillissement de la population

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- PRE, PRIJ, CLAS, Offre culturelle et sportive, écrivain public, Réseau linguistique
- Équipements publics : Centre social, Structure jeunesse, Médiathèque, Ludothèque, gymnase, écoles élémentaires et maternelles

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcement du soutien à la parentalité et des initiatives créant du lien entre les parents et la communauté éducative	• Développer des programmes et des ressources pour accompagner les parents dans leur rôle éducatif • Créer un réseau parentalité
• Santé mentale, un enjeu pour tous • Permettre l'accès aux soins des plus vulnérables • Lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès à une alimentation plus saine	• Proposer des services de santé mentale accessibles et adaptés aux besoins des populations vulnérables • Établir des structures de soutien pour les personnes les plus vulnérables • Faciliter l'accès aux structures d'aide alimentaire • Développer des actions de sensibilisation à l'alimentation saine
Errement des enfants et des jeunes sur l'espace public	Lutter contre l'oisiveté, les comportements à risque et le décrochage scolaire
• Développer les permanences d'accès aux droits • Favoriser l'accueil et les dispositifs pour les publics les plus vulnérables	• Soutenir les démarches administratives numériques • Accueillir et orienter les publics les plus vulnérables (séniors, personnes en situation de handicap, etc…)

Indicateurs d'évaluation (résultats)
- Création effective d'un réseau parentalité
- Nombre d'actions sur les comportements psycho-sociaux
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi
- Appréciation qualitative des acteurs sur les problématiques de santé des habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EDOUARD VAILLANT
Athis-Mons

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
L'éducation à la préservation de l'environnement (cadre de vie, propreté et gestion des déchets, mobilité durable) est un axe important à développer

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Actions de sensibilisation à la pratique et à l'auto-réparation du vélo, Sensibilisation aux écogestes et au tri sélectif et au réemploi
- Jardin partagé du Centre social
- Réhabilitation / Rénovation thermique avec création de balcons
- Résidentialisation programmée à moyen terme

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Préserver le cadre de vie	• Sensibiliser les habitants pour lutter contre les incivilités • Favoriser la réduction des déchets : actions de sensibilisation en pieds d'immeubles, développement du compost • Agir contre les dépôts sauvages et mieux communiquer sur les dispositifs existants
Favoriser le développement durable	• Développer des actions de sensibilisation sur la mobilité douce • Favoriser l'achat de vélos à un prix solidaire • Promouvoir et favoriser le réemploi • Développer des actions de sensibilisation aux écogestes • Faire la promotion et le développement du jardin partagé du Centre Social

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'espaces requalifiés
- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Nombre d'actions de sensibilisation déployées
- Taux de vacance des logements en HLM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EDOUARD VAILLANT
Athis-Mons

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Favoriser la sécurité et la tranquillité publique par la sensibilisation et l'information pour prévenir la délinquance et les incivilités

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- CISPD, GPO, Prévention spécialisée

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la sécurité routière	• Sécuriser la circulation: - A l'intérieur de la résidence (voitures, trottinettes, piétons,,,) - A l'extérieur de la résidence (trafic routier important et à vitesse excessive)
Renforcer la présence sur les espaces publics	• Renforcer la présence de la prévention spécialisée • Mettre en place des actions sur le quartier les soirs et week-end • Renforcer la présence policière
Améliorer les relations police/habitants	• Sensibiliser les jeunes et les familles à leurs droits et devoirs • Organiser des rencontres et temps d'échanges entre les forces de sécurité et les habitants

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Nombre et types d'infractions recensées
- Nombre d'actions déployées sur les quartiers le soir et/ou week-end

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

EDOUARD VAILLANT
Athis-Mons

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
Accompagner l'insertion des publics les plus en difficultés (jeunes diplômés, femmes, très peu qualifiés, 45 ans et plus etc…)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Permanences du PLIE, La Cité de l'emploi de proximité, Hercule Insertion, La Mission Locale Nord Essonne, France Travail, le PAJ, Médiathèque Simone de Beauvoir, La Régie de Quartier Les Portes de l'Essonne, QHUBE

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes	Mettre en place des actions post-bac et des permanences régulières pour favoriser l'orientation des jeunes
	Développer les permanences des acteurs dédiés sur le quartier
Lever les freins à l'emploi	• Travailler le sujet de manière transversale en s'appuyant sur l'existant (réseau parentalité, sur la garde d'enfants par exemple) • Améliorer la communication sur les dispositifs et actions « emploi » sur le territoire • Mettre en place des campagnes d'informations sur les secteurs et métiers qui recrutent

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions postbac organisées
- Nombre de permanences développées
- Nombre de campagnes de communication déployées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Cachan

LA PLAINE
Cachan

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Tissu de commerces de proximité (épicerie etc.,,).
- Un centre socioculturel la Plaine et les annexe (salle du marché, salle Courbet)
- Deux crèches
- Une Bibliothèque
- Ouverture d'une Maison de Santé
- Un centre dentaire
- Le développement d'une promenade inter quartiers de la place E. Herriot (quartier de la Plaine) à la rue de la Citadelle (secteur du coteau) en passant par les rives de Bièvre.
- Poursuite de l'opération de réhabilitation « Quartiers Sud » Qui a débuté en 2000, initié par la Ville en concertation avec les bailleurs sociaux et les usagers.
- Un réseau d'assistantes maternelles.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Le quartier est confronté à un trafic de stupéfiants avec des points de rencontre identifiés.
- Les nuisances sonores liées aux activités nocturnes, telles que les rassemblements, certains commerces affectent gravement la qualité de vie des habitants.
- Manque d'entretien des parcs un travail de collaboration avec les bailleurs est nécessaire pour améliorer la situation.
- Il est essentiel de valoriser et de donner la priorité à la participation citoyenne.
- Un dynamisme du conseil de quartier qui reste fragile est à entretenir.
- La relation locataires/bailleur est critiquée dans l'éloignement et l'absence de réactivité de ce dernier.

La stratégie communale pour le quartier

Dans le cadre des ambitions pour les quartiers portés par la commune (à horizon 6 ans), les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier sont :

- Renforcer la sécurité et la médiation et réduire les nuisances sonores

- Augmenter la présence des services publics et la prévention dans les zones sensibles pour réduire les actes délictueux et rassurer les habitants.

- Aménager de nouveaux espaces verts

- Créer ou rénover des parcs et jardins sécurisés pour offrir aux habitants des espaces de détente et favoriser la cohésion sociale.

- Dynamisation du cadre de vie et renforcement des synergies locales à travers une communication améliorée, des événements de quartier et une collaboration active avec les acteurs associatifs, municipaux et le bailleur.

- Mieux animer le cadre de vie, avec des commerces et l'organisation d'évènements dans quartiers sud.
- Renforcer la visibilité des actions associatives et municipales.
- Améliorer la communication sur les actions à travers des outils digitaux (tableau Excel, de présence, de réservation, etc.).
- Intensifier l'implication du bailleur dans l'amélioration du cadre de vie du quartier et dans la relation aux locataires-habitants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 594
Part des moins de 24 ans (2022)	38,2 %
Part des plus de 60 ans (2022)	21,7 %
Indice de jeunesse (2022)	1,4
Part des étrangers dans la population (2022)	21 %
Part de familles monoparentales (2022)	35,3 %
Part de la population sans diplôme (2022)	37,2 %
Taux d'emploi (2022)	55,5 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	21,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	33 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 700 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les défis liés aux barrières à l'emploi pour certains groupes sont tout à la fois, la discordance compétences-emploi, la nécessité d'adapter les compétences et de lutter contre les discriminations, ainsi que le besoin d'un accompagnement personnalisé pour améliorer l'employabilité.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Programmes de Formation et d'Empowerment

- Adaptation des programmes de formation technologique, numérique, et professionnelle à tous les publics, avec des contenus spécifiques pour les jeunes, les femmes, et les personnes en reconversion professionnelle, en utilisant des méthodes pédagogiques adaptées à chaque groupe.
- Déploiement de programmes d'entrepreneuriat et de développement personnel à l'ensemble des demandeurs d'emploi, en mettant en place des ateliers spécifiques pour les groupes sous-représentés ou confrontés à des barrières à l'emploi.

Actions pour l'Insertion Sociale et Professionnelle

- Programmes sportifs et culturels pour tous : Mise en œuvre d'initiatives d'insertion par le sport et la culture, ouvertes à tous les âges et profils, pour favoriser l'intégration sociale, le bien-être, et le développement de compétences transversales.
- Soutien renforcé à l'entrepreneuriat : Accompagnement des entrepreneurs de tous les horizons, avec un focus sur la diversité et l'inclusion, à travers des programmes de mentorat, des aides financières ciblées, et des espaces de coworking adaptés.

Mise en Relation et Réseautage Élargi

- Plateformes de mise en relation innovantes : Création et promotion de plateformes numériques pour connecter efficacement les demandeurs d'emploi avec les offres d'emploi, stages, et missions de service civique, en intégrant des fonctionnalités avancées pour une meilleure adéquation des profils et des besoins.
- Forums des métiers et événements de networking : Organisation régulière de forums, salons de l'emploi, et événements de networking adaptés aux besoins locaux, en y intégrant des sessions de formation sur les techniques de recherche d'emploi et l'entreprenariat.

Soutien et Accompagnement Personnalisé pour Tous

- Programmes de parrainage et d'accompagnement : Renforcement et diversification des programmes de mentorat et d'accompagnement, offrant un soutien personnalisé à tous les demandeurs d'emploi, notamment ceux éloignés du marché du travail, pour les aider à construire ou à revoir leur projet professionnel.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Assurer une égalité d'accès à l'emploi pour tous, en se concentrant sur les groupes sous-représentés ou confrontés à des obstacles spécifiques (Inclusion et Diversité), et aligner les formations proposées avec les exigences du marché pour améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi (Adéquation Formation-Emploi)	Offrir des formations spécifiques à chaque public, axées sur les secteurs porteurs et les compétences futures (Formations Ciblées et Adaptées)
	Fournir un soutien individuel à travers le mentorat et le coaching pour guider les parcours professionnels (Programmes d'Accompagnement Personnalisé)
Stimuler la création d'entreprises et de projets innovants qui adressent les défis sociaux et économiques locaux (Entrepreneuriat et Innovation Sociale)	Faciliter les rencontres entre employeurs et demandeurs d'emploi via des événements et forums spécialisés (création d'Opportunités de Networking)
	Aider les nouveaux entrepreneurs avec des ressources dédiées, favorisant l'innovation et le développement économique (soutien à l'Entrepreneuriat)
Établir des collaborations fortes entre tous les acteurs économiques locaux pour créer un écosystème propice à l'emploi (Réseau et Partenariats)	Utiliser le sport et la culture comme leviers pour l'insertion professionnelle et le développement de compétences (Initiatives pour l'Emploi par le Sport et la Culture)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Mise en place d'un système d'évaluation ad hoc pour mesurer l'impact des différentes actions sur l'insertion professionnelle et le développement économique local • Taux de retour à l'emploi à l'issue de l'action • Nombre de création d'entreprises à l'issue de l'action • Nombre de certifications obtenues / formations qualifiantes réalisées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- L'accès aux droits et la fracture numérique
- La parentalité et l'éducation
- L'accès « aux activités culturelles et sportives » favorisant l'ouverture et l'intégration

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Centre socio-culturel La Plaine et associations du quartier
- Le PRIJ, le Kiosque Animation-Prévention, les chantiers éducatifs, ...
- Dispositif numérique de la MGP, FAIRE, ...
- Crèche Volti avec des places AVIP
- Equipements culturels et sportifs du quartier, évènements et manifestations proposées
- Réseau Parentalité

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la connaissance et l'accès aux droits ainsi qu'à l'offre et aux dispositifs existants ou à construire	Développer les permanences d'accès aux droits
	Engager des démarches partenariales d'aller-vers et de co-construction avec les bénéficiaires
Accompagner les familles	Organiser des évènements dédiés pour aborder les sujets, questions des parents
	Assurer l'animation du réseau parentalité
Faire connaître l'offre de loisirs et développer les publics	Améliorer la communication en direction des publics éloignés

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'évènements dédiés à l'accompagnement des familles organisés
- Nombre de permanences d'accès aux droits développées
- Nombre de réunions du réseau parentalité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- La propreté et l'entretien des espaces verts
- L'accès à une alimentation durable et de qualité
- La maitrise et la réduction des consommations d'énergie
- Le renfort des mobilités douces

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Réalisation d'une marche exploratoire
- Conseil de quartier, lieu d'expression et de ressources
- Un tissu associatif engagé dans les démarches éco-responsable : forum de l'alimentation durable, journée de la terre, ...
- Jardin partagé à proximité du CSC la Plaine ; projet potage dans l'école
- Composteurs place E. Herriot
- Panneaux Photovoltaïque sur le toit du Groupe scolaire de la Plaine

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la qualité et le traitement des espaces publics (ville) et verts du Bailleur	Renforcer la qualité et régularité d'entretien de la part du bailleur
	Développer des démarche citoyenne (jardins partagés, composteurs, ramassages citoyens…)
Permettre au plus grand nombre un accès à des produits accessibles et de qualité pour une alimentation durable	Mettre en œuvre le projet ANDES
	Renforcer le lien avec les acteurs du territoire : épicerie sociale, coquelicoop…. …
Favoriser les mobilités douces et les économies d'énergie	Développer des actions de sensibilisation, formation, accès…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Transition écologique et énergétique

Indicateurs d'évaluation (résultats)

Pour l'accès à une alimentation durable :
- Nombre de points de vente proposant des produits durables
- Part de la population ayant accès à ces produits

Pour favoriser les mobilités douces et les économies d'énergie :
- Nombre d'infrastructures pour les mobilités douces par kilomètre carré
- Pourcentage de réduction de la consommation d'énergie liée aux déplacements

Pour améliorer l'entretien :
- Indice de satisfaction des résidents
- Nombre de plaintes ou réclamations

Pour promouvoir la démarche citoyenne :
- Nombre d'initiatives citoyennes mises en place
- Taux de participation citoyenne

Pour la mise en œuvre du projet ANDES :
- Nombre de bénéficiaires
- Taux de satisfaction des bénéficiaires

Pour renforcer le lien avec les acteurs du territoire :
- Nombre de partenariats établis
- Taux de participation des bénéficiaires aux activités de sensibilisation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA PLAINE
Cachan

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- La réalisation d'une marche exploratoire en 2023 a permis d'identifier des besoins d'amélioration du cadre de vie notamment au regard de la place des femmes dans l'espace public

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Diagnostic et proposition à la suite de la réalisation d'une marche exploratoire
- Mise en place d'une équipe de Médiation sociale

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faire un quartier vivant et sécurisant pour tous les habitants	Engager un travail d'amélioration et de sécurisation de la rue F. Rude pour un passage en rue scolaire ; et pour renforcer la place des femmes dans l'espace public
	Diversifier et renforcer l'offre commerciale du secteur
Créer du lien, des temps et espaces de rencontre tout-public pour renforcer la cohésion	Développer la participation des habitants aux instances : conseil de quartier, comité maison du CSC…
	Organiser des évènements et des temps de convivialité

Indicateurs d'évaluation (résultats)

Quartier vivant et sécurisé :
- Nombre d'infrastructures sécuritaires ajoutées
- Taux de perception de sécurité des habitants

Création de lien social :
- Nombre d'événements favorisant la rencontre
- Taux de participation des habitants à ces événements

Amélioration de la rue F. Rude :
- Nombre de mesures de sécurité mises en place
- Taux de satisfaction des résidents concernant la sécurité

Diversification de l'offre commerciale :
- Nombre de nouveaux commerces ou services ouverts
- Évolution du chiffre d'affaires des commerces

Participation des habitants aux instances :
- Taux de participation aux réunions du conseil de quartier et du comité maison du CSC
- Niveau de satisfaction des habitants concernant leur participation

Promotion des événements et de la convivialité :
- Nombre d'événements organisés
- Taux de participation des habitants aux événements

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Chevilly-Larue

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier totalement réhabilité par Valophis Habitat seul bailleur sur le quartier
- Une station de métro de la ligne 14 (la station l'Haÿ-les-Roses) qui arrive en bordure du quartier
- Un tissu associatif présent et favorisant la solidarité
- Un club de prévention spécialisé implanté dans le quartier
- Un centre commercial en toute proximité du quartier qui va également être réhabilité
- Un groupe scolaire, une crèche, deux gymnases et un city stade au cœur de quartier
- Un centre social neuf au sein du quartier (la MPT) et une épicerie solidaire
- Une proximité immédiate du cœur de ville avec des commerces, l'espace commun des solidarités et le poste de police municipale
- Un jardin public prochainement livré
- Le service jeunesse et une maison des arts plastiques à proximité

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Une population qui se paupérise
- Malgré le projet urbain, un quarter qui reste vécu par ses habitants comme un grand ensemble que l'on veut majoritairement quitter
- Un recul des amicales de locataires qui renforcent le sentiment d'abandon
- L'absence de gardiens d'immeuble présent en permanence
- Des problématiques de tranquillité publique le soir et la nuit.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

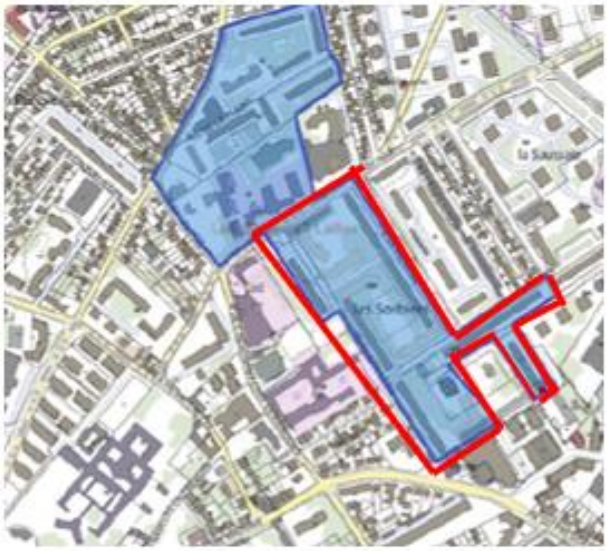
- Un quartier dans lequel la population vit mieux et de façon moins précaire
- Un quartier qui retrouve une mixité sociale et qui attire de nouveaux les classes moyennes
- Un quartier qu'on est fier d'habiter

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- Finir les travaux sur le bâti (fin de la réhabilitation des logements, du centre commercial)
- Améliorer les espaces publics (création du jardin public, poursuivre le travail sur le stationnement résidentiel, travailler la cohabitation des usages notamment sportifs et fidèles de la Mosquée)
- Poursuivre le travail sur le vivre ensemble à s'appuyant sur la vie associative du quartier
- Permettre la tranquillité de tous et réguler les relations entre la jeunesse et les autres habitants du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue



Indicateurs clés*	
Population (2022)	3 619
Part des moins de 24 ans (2022)	39,2 %
Part des plus de 60 ans (2022)	15,5 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	29 %
Part de familles monoparentales (2022)	41,1 %
Part de la population sans diplôme (2022)	37,5 %
Taux d'emploi (2022)	59,1 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,7 %

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier, sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- La relation entre la jeunesse parfois désœuvrée et le reste de la population du quartier, avec des problématiques des nuisances sonores notamment.
- Une vigilance de la part de tous les réservataires à avoir sur les attributions de logements sur des ménages en situation difficile qui tendent à renforcer la précarité.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Poursuivre le travail sur le bâti	Réhabiliter l'ensemble des logements du parc social par l'intervention du bailleur
	Réhabiliter le centre commercial
Améliorer les espaces publics	Créer un jardin public
	Poursuivre le stationnement résidentiel avec l'enjeu de l'arrivée d'une station de métro
Poursuivre le travail du vivre ensemble en lien avec les associations du quartier	Faire vivre la coordination des associations du quartier pour poursuivre et créer les initiatives permettant le vivre ensemble dans le quartier
	Poursuivre le travail de la dynamique jeunesse, collectif au sein duquel la question des initiatives à destination de ce public est abordée
Amener de nouveaux services à la population	S'articuler avec l'arrivée d'une station de métro en bordure du quartier, l'installation à venir d'une crèche privée en plus du multi-accueil municipal déjà présent
	Poursuivre le travail sur l'installation d'un cabinet médical au sein du centre commercial en cours de réhabilitation
	Poursuivre le travail sur l'installation d'une maison des associations
Poursuivre les efforts en matière de tranquillité publique	Poursuivre le travail sur l'installation de vidéoprotection sur la rue du Rouergue
	Poursuivre le travail sur la recherche de solution pour faire cohabiter le stationnement des sports et des fidèles de la Mosquée

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de logements réhabilités
- Réhabilitation effective du centre commercial
- Création effective d'un jardin public
- Installation effective d'une maison des associations
- Installation effective de vidéoprotection sur la rue de Rouergue

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Quartier des années 70, avec un habitat dense
- Logements aux performances énergétiques faibles avant la réhabilitation
- Des espaces verts tout de même importants

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Chauffage à la géothermie avec une amélioration constante de l'empreinte écologique
- La réhabilitation en cours de l'ensemble des logements
- Une ressourcerie à proximité du quartier avec des actions au sein du quartier
- Installation à venir de BAVE
- Travail dans les écoles sur la lutte contre le gaspillage et le bio
- Plan énergétique communale
- Travaux du gymnase Marcel Paul

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Lutter contre la paupérisation du quartier en favorisant la mixité sociale	Poursuivre le travail avec l'EPT sur le sujet de l'attribution des logements
	Mieux équilibrer les attributions de logements pour tous les réservataires
Poursuivre le travail sur la performance énergétique des logements et des équipements publics	Poursuivre la réhabilitation de tous les logements
	Poursuivre l'amélioration de la performance écologique du réseau de géothermie sur le quartier
	Réhabiliter le gymnase Marcel Paul avec intégration de performance énergétique
	Mettre en œuvre un plan de sobriété énergétique dans les équipements municipaux présents sur le quartier
	Intégrer la dimension « performance énergétique » dans le cadre de la réhabilitation du centre commercial à venir
Engager un travail sur la mobilité	S'articuler avec l'arrivée d'une station de métro en bordure du quartier
	Engager un travail sur le réseau de piste cyclable sur la commune
Améliorer la gestion des déchets	Préparer le déploiement à venir des Bornes d'Apport Volontaire dans le quartier
Renforcer la présence de la nature en ville	Poursuivre la création d'un jardin public en lieu et place d'un bâtiment
	Poursuivre le travail sur la désimperméabilisation des sols
Développer la consommation durable	Valoriser la présence à proximité d'une ressourcerie avec des animations en pied d'immeuble

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de logements réhabilités
- Réhabilitation effective du gymnase Marcel Paul
- Mise en œuvre effective un plan de sobriété énergétique
- Nombre de Bornes d'Apport Volontaire déployées
- Création effective d'un jardin public

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Des problématiques de cohabitation entre certains jeunes et le reste des habitants
- Des tensions épisodiques entre les jeunes du quartier et la police nationale
- Des problématiques de squat sur certains lieux spécifiques
- Un quartier touché par les émeutes urbaines
- Des problématiques de stationnement et de cohabitation difficile entre plusieurs types de population

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Mise en place du stationnement résidentiel sur le quartier
- Travail avec le bailleur pour l'installation de vidéo protection

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention..)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Poursuivre et développer les outils de vidéo protection	Conduire une étude pour l'installation de ce dispositif sur la rue du Rouergue
Conduire un travail post-émeutes	Organiser l'audition de l'ensemble des acteurs de terrain pour poser un diagnostic le plus pertinent possible
	Organiser 3 conférences-débats autour de ces thématiques
Poursuivre le dialogue avec toute la population du quartier	Organiser des rencontres avec les habitants du quartier (via notamment le CLSPD)
	Instaurer un dialogue avec la jeunesse du quartier puis un dialogue entre la jeunesse et les autres habitants du quartier
Travailler le lien population-police nationale-police municipale	Entretenir un dialogue permanent entre la commune et la police nationale

Indicateurs d'évaluation (résultats)
- Réalisation effective d'une étude sur l'installation d'un dispositif de vidéoprotection sur la rue du Rouergue
- Nombre d'auditions post-émeutes réalisées
- Nombre de conférences-débats post-émeutes réalisées
- Nombre de rencontres avec les habitants du quartier organisées dans le cadre du CLSPD

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES SORBIERS - LALLIER
Chevilly-Larue

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un indice du chômage estimé à 19,9%
- 24% des 18-24 ans sans emploi, ni formation

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Des job dating en lien avec les employeurs locaux
- Recrutement d'une coordinatrice en parcours d'insertion financé par le PLIE pour le public éloigné de l'emploi

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Travailler à la levée des freins périphériques à l'emploi	Développer les ateliers sociaux linguistiques portés par la MPT
	Augmenter le nombre de places disponibles des cours de langue française portés par la commune
	Structurer un pôle emploi-insertion au sein des services communaux avec la création d'un poste dans le cadre du PLIE
	Structurer une communication vers le public cible pour leur proposer un accompagnement adapté
Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes	Poursuivre le soutien à la scolarité (Club coup de pouce, Clas, révisions des examens…)
	Renforcer le PIJ dans le cadre de la recherche d'emploi des jeunes
Mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises situées à proximité qui recrutent	Organiser un forum de l'emploi
	Organiser un évènement en lien avec les entreprises du MIN
	Renforcer la coordination et l'animation d'un réseau de partenaires locaux en matière d'insertion professionnelle (organismes, institutions, associations, entreprises, France travail…)

Indicateurs d'évaluation (résultats)
- Nombre de personnes suivis par la coordinatrice parcours insertion (dont nombre de formations dispensées et de retours vers l'emploi)
- Nombre de personnes chevillaises ayant trouvés un emploi auprès des employeurs locaux à la suite des évènements organisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Choisy-le-Roi

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

Le quartier bénéficie d'un positionnement attractif : central dans la ville et proche des transports et commodités, renforcé par un patrimoine immobilier qui reste attractif. De plus, on y dénombre de nombreux espaces de loisirs extérieurs.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants

Le quartier connait un tissu associatif peu développé et souffre d'un manque d'équipement de proximité.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Redynamiser et diversifier les commerces
- Continuer de s'impliquer dans l'action « Cœur de ville »
- Créer un équipement de proximité
- Créer un espace dédié aux jeunes
- Améliorer la cohésion sociale et la participation des habitants (redynamisation de la vie de quartier)
- Améliorer la prévention, la tranquillité publique et la sécurité
- Prévenir et promouvoir la santé

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Accompagner la parentalité (développer des actions autour du lien parents/enfants ; favoriser l'aller vers les parents…)
- Ecouter et accompagner les jeunes pour leur épanouissement
- Rétablir le lien avec les habitants et installer des services de proximité
- Accompagner l'accès aux services et aux loisirs
- Travailler sur la levée des freins à l'emploi
- Soutenir les commerces et accompagner leur redynamisation (grâce aux fonds d'acquisition de fonds de commerces de l'action « cœur de ville » notamment)
- Travailler à l'amélioration du cadre de vie et des espaces extérieurs (végétalisation)
- Réaménager la rue Carnot et la halle du marché

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 620
Part des moins de 24 ans (2022)	35,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	21,1 %
Indice de jeunesse (2022)	1,4
Part des étrangers dans la population (2022)	25,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	39,3 %
Part de la population sans diplôme (2022)	40,7 %
Taux d'emploi (2022)	55 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	22,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	33 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 470 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un besoin d'accompagnement à la scolarité des enfants et jeunes du quartier.
- Des difficultés de mobilité.
- Des enjeux d'illectronisme.
- Des difficultés linguistiques pour une partie des habitants.
- Des difficultés d'accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs.
- Un manque de temps et d'événements favorisant la cohésion sociale.
- Un manque d'accompagnement des jeunes et des parents.
- Le besoin de développer l'offre culturelle, sportive et de loisirs dans le quartier, en particulier celle adressée aux enfants.
- Un besoin d'accompagnement vers une meilleure nutrition et une meilleure intégration des gestes d'hygiène.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Des dispositifs d'accompagnement à la population (parentalité, scolarité, accès à la culture et à la santé...) sont déjà implantés à Choisy-le-Roi : PRE, ASV. Il conviendra d'encourager ces instances à mettre en place des actions ciblant directement les populations du quartier centre.
- Des actions de promotion de l'accès à la mobilité sont mises en place par le CD 94.
- La mise en place d'une maison des femmes est en cours au sein ou à proximité de ce quartier, celle-ci aura pour vocation d'accompagner les femmes dans leurs démarches administratives, juridiques et de santé ainsi que de soutenir leur formation et de constituer pour elle un lieu de convivialité et de support de la cohésion sociale.
- La mise en place d'une structure de proximité pour l'accès aux services, aux droits et à la convivialité pour les habitants du quartier (tel qu'un centre social ou un espace d'accompagnement aux démarches administratives par exemple) est en réflexion.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville :

- Créer un lieu de proximité pour l'accès aux services, aux droits et à la convivialité
- Garantir l'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme et accompagnement linguistique
- Apporter un appui aux démarches administratives et juridiques
- Traiter les enjeux d'éducation et de parentalité
- Faciliter les pratiques culturelles, sportives et de loisirs
- Développer des actions autour de l'égalité femmes hommes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Renforcer la parentalité	• Accompagner les parents dans le suivi de la scolarité de leurs enfants. • Etendre l'offre d'accompagnement personnalisé des enfants en difficulté scolaire.
	• Accompagner les familles dans la participation à des activités culturelles, sportives ou de loisirs. • Etendre l'offre d'activités culturelles, sportives et de loisirs proposés aux habitants du quartier.
Accompagner les habitants dans leurs démarches du quotidien	• Mettre en place des projets de lutte contre l'illettrisme, les difficultés linguistiques et l'illectronisme ainsi que des projets d'accompagnement aux démarches administratives et juridiques. • Développer une cartographie permettant aux habitants d'identifier les organismes proposant ce type d'accompagnement.
	• Renforcer l'offre culturelle dans le quartier et accompagner la mobilité des habitants vers les lieux de culture extérieurs au quartier. • Créer un espace d'accueil de jour des habitants leur proposant des services de proximité, un accompagnement aux démarches administratives et un accès aux droits.
Renforcer la cohésion sociale	• Ouvrir un ou plusieurs nouveaux lieux d'accueil de jour propices au développement des interactions et de la cohésion sociale. • Accompagner la création de liens sociaux entre groupes sociaux tels que les femmes, les jeunes et les séniors. • Accompagner les instances souhaitant organiser des temps de rencontre et de convivialité. • Développer des actions intergénérationnelles

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Création effective d'un lieu de proximité pour l'accès aux services, aux droits et à la convivialité au sein du quartier d'ici 2030
- Nombre de parents pris en charge par des dispositifs d'accompagnement à la parentalité et de suivi de la scolarité
- Nombre d'acteurs intervenant dans le quartier sur des enjeux d'accompagnement (linguistiques, électronique, aux démarches administratives ou juridiques)
- Nombre d'actions visant à favoriser la convivialité et la cohésion sociale entre les habitants ont été mises en place dans le quartier
- Nombre d'actions culturelles, sportives ou de loisirs organisées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :
- Un secteur fortement minéralisé et une prédominance d'îlots de chaleur.
- Un trafic dense rendant le partage de la voirie complexe entre les différents modes de déplacement.
- A Choisy-le-Roi , 85 % des maisons individuelles et 67% des copropriétés ont été construites avant 1974, date du premier choc pétrolier antérieur à la première réglementation thermique, et sont considérées comme des résidences très énergivores. La rénovation énergétique s'inscrit dans le contexte d'engagement de la France, de la diminution des émissions de gaz à effet de serre, de la gestion des énergies et de la lutte contre la précarité énergétique.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :
- La Loi Énergie-Climat, promulguée le 8 novembre 2019, relative à l'urgence écologique et climatique et à l'objectif de neutralité carbone en 2050, avec une orientation ambitieuse : rénovation de toutes les passoires thermiques d'ici 10 ans.
- Le plan local d'urbanisme.
- Le Plan Climat Air Energie Territorial.
- La Convention à l'agence énergie du CAUE.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville (politique de la Ville et droit commun)
- Des mesures d'accompagnement pour la lutte contre la précarité énergétique
- Des démarches partenariales pour le programme de renaturation et de rafraichissement des espaces publics
- Un accompagnement pour créer une dynamique de sociabilisation et de partage

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Répondre aux attentes des habitants en les aidant dans leur projet de rénovation énergétique ou de construction de leur habitat	Accompagner les ménages en termes de conseil de leurs travaux de rénovation énergétique et les orienter vers les bons professionnels.
	Réaliser des actions de sensibilisation, de communication et d'animation des ménages pour stimuler une dynamique de la rénovation sur le territoire communal.
Augmenter l'ombre au sol et sur les bâtiments et contribuer ainsi à abaisser les températures en milieu urbain lors des périodes de fortes chaleurs	Développer un programme de débitumisation et de création d'îlots de fraicheur
	Renforcer les espaces de rafraichissement au niveau de l'espace public et dans les secteurs accueillant un public vulnérable
Créer des espaces de sociabilité et de partage	Créer un lieu pluriel et convivial, dédié aux nouveaux usages et besoins, à l'expression artistique et au partage.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de projets de rénovations énergétiques accompagnés
- Part des ménages touchée par des actions de lutte contre la précarité énergétique
- Surfaces débitumées et la couverture de la canopée
- Nombre de lieux de convivialité et d'expression créé

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nuisances sonores nocturnes (musique amplifiée) dès l'arrivée des beaux jours.
- Rassemblements et occupation abusive sur le domaine privé (parkings et parties communes des immeubles Valophis).
- Phénomène de rixes inter-quartiers.
- Présence de publics très jeunes sur l'espace public (sans surveillance parentale).
- Trafic de stupéfiants existant mais moins visible.
- Présence de véhicules épaves, stationnements anarchiques.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Séances plénières et restreintes du CLSPD, Cellules de Veille Tranquillité Publique et Prévention Jeunesse, Groupes de travail thématiques.
- Groupes de Partenariat Opérationnel (Police Nationale) tous les mois, traitement opérationnel PM/CLSPD/PN de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique.
- Interventions policières (PN/PM), passages des médiateurs, dispositif de vidéoprotection et vidéo-verbalisation.
- Création d'une maison des femmes dans le quartier ou à proximité permettra de lutter plus efficacement contre les violences faites aux femmes.
- Interventions de la Cellule Prévention de la Police municipale dans les écoles élémentaires autour de la citoyenneté et de la prévention routière.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville :

- Baisse de la délinquance et retour à la tranquillité des espaces publics
- Mise en place d'action de prévention et de médiation
- Amélioration des rapports police-population

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Dissuader les troubles à la tranquillité publique et lutter contre la délinquance	Assurer une présence quotidienne de proximité avec le service de médiation et la police municipale : pilotage, travail de rue…
	Responsabiliser et accompagner les parents dans le cadre des mesures de rappels à l'ordre, pour les mineurs troublant la tranquillité publique.
	Assurer une coordination avec les services de l'Etat, notamment avec la Police Nationale, par la mise en place de réunions opérationnelles, de cellules de veille, et d'opérations conjointes.
	Assurer une présence dissuasive au sein des parties communes des bailleurs sociaux du quartier (réquisition permanente).
	Assurer un maillage du secteur par la mise en place de caméras de vidéoprotection.
Améliorer la cohésion sociale, développer un rapport de confiance avec les habitants	Créer du lien avec les habitants, notamment les jeunes et les parents, afin de permettre une remontée d'informations et de gagner en efficacité sur la prévention effectuée.
	Développer des projets de cohésion et mettre en place des rencontres, pour favoriser le lien et les échanges.
Prévenir la délinquance et les passages à l'acte, dans le cadre notamment des rivalités inter-quartiers et améliorer les rapports police-jeunes-parents.	• Mettre en place des ateliers de prévention de la délinquance et des projets de sensibilisation à destination du public jeunes (11-18 ans) et des parents, en milieu scolaire ou au sein du quartier. • Développer des actions visant à favoriser le lien police-population ; communiquer sur les caméras piétons.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Appréciations issues des diagnostics réalisés en CLSPD et reporting du service médiation
- Nombre de personnes sensibilisées sur les actions de prévention

Evolution de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique :
- Nombre et types d'infractions recensées

Activité de la police municipale :
- Nombre de rapports de mises à disposition
- Nombre de verbalisations

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Le lien entre la population et les institutions semble particulièrement détérioré dans ce quartier, deux objectifs sont donc cruciaux : développer l'interconnaissance entre les professionnels du territoire et les populations et renforcer la mobilisation des publics cibles et des entreprises. Il sera nécessaire d'accompagner tous les partenaires dans leur réinvestissement de ce quartier.
- Nécessité d'accompagnement des publics jeunes.
- Besoin de lever les freins périphériques à l'emploi en matière de santé mentale, mobilité, linguistique et numérique.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Cité des métiers sensibilise et informe les publics et permet la mise en réseau des acteurs de l'insertion.
- La Coordination Territoriale pour l'Insertion et le Développement Social permet l'interconnaissance des acteurs de l'emploi.
- La politique de la ville devra s'appuyer sur des acteurs associatifs tels que l'entreprise d'insertion Habitants Emplois Proximité (HEP), l'association « Lire pour Vivre » ou l'association « Au Fil de l'Eau ».
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi propose un accompagnement des personnes éloignées de l'emploi tout au long de leur parcours de retour vers l'emploi.
- En ce qui concerne la formation, l'outil MyLearn est mobilisé par le service Jeunesse de Choisy-le-Roi et le programme Jobready est proposé à la Mission locale. De plus, les écoles de la 2ème chance travaillent à la remobilisation des jeunes vers l'emploi via de la remise à niveau de compétences et la mise en place de temps d'immersion au sein des entreprises.
- Le Comité de Bassin d'Emploi Sud 94 propose sur le territoire de Choisy-le-Roi l'intervention d'un « Jobtruck » qui va à la rencontre des habitants demandeurs d'emploi pour les accompagner dans leurs recherches.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville :

- Levée des freins périphériques à l'emploi
- Emploi des jeunes, seniors, femmes
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi
- Formation et accompagnement tout au long du parcours de retour à l'emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER DU CENTRE
Choisy-le-Roi

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Permettre à l'offre et la demande de travail de se rencontrer	• Valoriser les secteurs en besoin de recrutement par la sensibilisation et l'information. • Valoriser les publics accompagnés auprès des entreprises. • Recenser les structures d'accompagnement et rendre l'information disponible. • Encourager les entreprises à développer des périodes d'immersion.
	Favoriser la mobilité, l'acquisition de savoirs et compétences professionnels (linguistique et informatique) et la santé mentale par de l'accompagnement et de la formation.
Proposer un accompagnement adapté aux besoins de publics aux caractéristiques spécifiques : les jeunes, les séniors et les femmes	• Encourager les entreprises à proposer des modalités de recrutement innovants. • Encourager les entreprises à effectuer des diagnostiques précis sur leurs difficultés d'embauche.
	• Nouer des liens avec les instances et associations en lien avec ces publics pour promouvoir le retour à l'emploi. • Lutter contre les stéréotypes de genre et d'âge
Informer, orienter et accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en place de leur projet professionnel	• Soutenir les réseaux de formation des personnes demandeuses d'emplois. • Former les travailleurs sociaux à l'accompagnement des personnes demandeuses d'emplois.
Redynamiser l'offre de commerces au sein du quartier	• Soutenir la mise à disposition de locaux commerciaux. • Détecter et accompagner les créateurs commerciaux. • Accompagner la création d'évènements festifs autour de l'animation commerciale.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de consultation et d'utilisation de l'annuaire recensant les acteurs de l'insertion par les demandeurs d'emploi
- Nombre d'entreprises ayant mis en place des périodes d'immersion, des modalités innovantes de recrutement et établi des diagnostics précis de leurs difficultés d'embauche
- Nombre d'habitants entrés dans un parcours de retour vers l'emploi assuré par une association ou un dispositif public proposé
- Nombre de formation à l'accompagnement dispensées aux travailleurs sociaux intervenant auprès des demandeurs d'emploi sur le quartier
- Nombre d'associations et dispositifs proposant un soutien à la mobilité, à la formation ou à la santé mentale des personnes demandeuses d'emploi soutenus et accompagnés
- Nombre et évolution du nombre de commerces ouverts dans le quartier
- Nombre d'heures dédiées aux évènements festifs autour de l'animation commerciale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

Le quartier connait un tissu associatif déjà fortement développé et installé qui va de pair avec la présence d'équipements socio-culturels permettant l'accès aux services publics par les habitants

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants

Les habitants du quartier connaissent parfois des difficultés lorsqu'il est question de se saisir de l'offre culturelle, sportive, de loisir et de services proposée. Leurs liens avec les institutions et entre eux-mêmes doivent être développés.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Créer un équipement de proximité.
- Travailler en coordination avec le bailleur social pour œuvrer à une utilisation efficace de la TFPB
- Développer la transversalité avec les institutions du cœur de ville.
- Développer la transversalité avec le renouvellement urbain.

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Créer un forum de l'emploi (ou une autre action personnalisée de retour à l'emploi) pour accompagner les habitants vers un retour à l'emploi et communiquer sur les instances existantes.
- Prévoir une relocalisation de certaines associations ou une mutualisation des locaux dans le cadre du plan de rénovation urbaine.
- Développer les liens entre les nouveaux et les anciens habitants du quartier.
- Créer des espaces de vie extérieurs verts et agréables.



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 251
Part des moins de 24 ans (2022)	38,6 %
Part des plus de 60 ans (2022)	19,4 %
Indice de jeunesse (2022)	1,4
Part des étrangers dans la population (2022)	20,7 %
Part de familles monoparentales (2022)	34,1 %
Part de la population sans diplôme (2022)	41,9 %
Taux d'emploi (2022)	56,3 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	21,4 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 490 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un besoin d'encourager les habitants à se saisir de l'offre culturelle et de loisirs proposée dans la ville
- Une nécessité à poursuivre l'adaptation de l'offre culturelle et de loisirs existante afin de la rapprocher au mieux des demandes des habitants
- Un besoin d'élargir l'offre sportive disponible dans le quartier et au niveau de la commune
- Un besoin d'encourager les habitants à se saisir des espaces publics disponibles dans leur quartier et à en prendre soin
- Un besoin de visibiliser les offres associatives et publiques proposées dans la ville
- Un besoin d'accompagnement à la parentalité
- Un besoin d'accompagnement linguistique et d'alphabétisation (ASL...)
- Un besoin de lutter contre l'illectronisme et d'aide aux démarches administratives
- Un besoin d'accompagnement vers une meilleure nutrition et une meilleure intégration des gestes d'hygiène

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Le tissu associatif est déjà présent et développé sur le quartier. Il existe donc déjà une offre d'activités sportives, culturelles et de loisirs qui permettent la cohésion sociale. Cette offre est cependant insuffisante compte tenu des besoins et demandes des habitants du quartier.
- L'un des deux centres sociaux de la ville de Choisy-le-Roi est situé au sein de ce quartier.
- Des dispositifs d'accompagnement à la population (parentalité, scolarité, accès à la culture et à la santé...) sont déjà implantés à Choisy-le-Roi : PRE, ASV, DEMOS interviennent au sein de ce quartier.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville (politique de la Ville et droit commun)

- Des enjeux marqués en termes d'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme
- Un renforcement de la lutte contre l'illettrisme à assurer
- Des enjeux forts en matière d'éducation et de parentalité
- Des pratiques culturelles et sportives à développer
- Une égalité femmes hommes à garantir
- Des enjeux de laïcité à renforcer
- Des problématiques de santé à prendre en compte

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Encourager l'utilisation par les habitants de l'offre culturelle, sportive et de loisirs déjà disponible au sein du quartier et au niveau de la municipalité	• Communiquer et informer les habitants des offres culturelles, de loisirs et sportives disponibles. • Soutenir les associations et partenaire proposant des offres culturelles, de loisirs et sportives. • Travailler à la création et au développement d'outils de communication au niveau de la municipalité afin de faire connaitre cette offre qui existe déjà de manière globale. • Adapter l'offre culturelle et de loisirs existante afin de la rapprocher au mieux des demandes des habitants
	• Accompagner les familles dans la fréquentation des lieux culturels, de loisirs et sportifs. • Accompagner les familles dans la mise en place de bon réflexes santé (activité physique, bien manger…) • Développer des actions intergénérationnelles
Faciliter et encourager l'accès aux droits et aux services, faire en sorte que les habitants s'en saisissent	• Soutenir les projets de formation des habitants dans le cadre de la lutte contre l'illectronisme. • Soutenir les projets et élargir l'offre de formation linguistique pour les habitants. • Rendre visibles les offres de formations disponibles dans le quartier ou s'adressant à ses habitants.
	• Encourager les habitants à fréquenter le centre social. • Soutenir les partenaires, les services municipaux et associations accompagnant l'accès aux droits. • Communiquer et informer les habitants sur l'offre d'accès aux droits et aux services existante.
Encourager les habitants à se saisir de leurs espaces publics, à en prendre soin et à y créer de la cohésion sociale	• Soutenir les projets d'aménagement de l'espace public mis en place en concertation avec les habitants. • Relancer les conseils citoyens.
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Evolution de l'offre d'activités culturelles, de loisirs et sportive sur le quartier • Evolution de la fréquentation des lieux d'activités culturelles, sportives, de loisirs et d'accès aux droits • Nombre d'outils d'information et de communication sur l'offre culturelle, sportive, de loisirs, d'accompagnement aux droits et de formation ont été créés et mis à jour • Nombre d'espaces publics réaménagés en concertation avec les habitants selon leurs besoins • Evolution du taux de fréquentation du Centre Social Langevin	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :
Le Quartier Sud connait une profonde mutation depuis 2007 et les premières interventions à Briand Pelloutier, ilot du marché et Hautes-Bornes. Des transformations urbaines et sociales ont des conséquences sur les mobilités et les pratiques de l'espace public à l'échelle du quartier Sud, pratiques elles-mêmes modifiées par les changements à l'échelle supranationale en lien avec les dynamiques de transition écologique et l'urgence climatique.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :
- Le plan local d'urbanisme
- Le Plan Climat Air Energie Territorial
- Le plan Vélo de GOSB
- la Cité de la gastronomie Paris-Rungis doit ouvrir ses portes en 2026 à proximité du Marché international (MIN) de Rungis.
- Certaines associations telles que HEP proposent une végétalisation des rues par l'installation de bacs potagers en pieds d'immeubles.
- Il sera envisagé d'encourager l'utilisation de la TFPB pour la végétalisation des espaces publics et extérieurs d'immeuble.
- Il est envisagé que le rucher pédagogique qui existe déjà à Choisy-Sud soit conforté sur le quartier.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville (politique de la Ville et droit commun)
- Des mesures d'accompagnement pour les changements de pratiques vers des mobilités décarbonées

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Répondre aux enjeux de réchauffement climatique avec des édifices sobres en énergie, favoriser le confort d'été, et une gestion de l'eau pluviale et le rafraichissement de la ville	Proposer des aménagements qui répondront à l'objectif d'adaptation au changement climatique à travers les îlots de fraicheur, la gestion de l'eau pluviale et la sobriété énergétique (Réemploi).
	• Concevoir des espaces publics et du mobilier urbain largement dimensionnés pour favoriser les échanges, une appropriation partagée et répondre aux différents usages. • Renforcer le réemploi dans les opérations d'aménagement. • Développer la place de la nature en ville et ses différentes fonctions écosystémiques.
Répondre aux enjeux d'une mobilité de moins en moins carbonée dans l'avenir et préparer la ville et ses quartiers à ses changements de pratique	Intégrer dans les réalisations urbaines et les nouveaux aménagements la prise, en compte des futures pratiques de mobilité pour éviter tout obsolescence accélérée.
	Accompagner les changements de pratiques et l'adoption de modes doux de déplacement.
Permettre un accès à une alimentation saine et respectueuse du cycle naturel	Accompagner les habitants aux changements de pratique pour une consommation durable.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Part des aménagements et équipements favorables à la mobilités décarbonée
- Nombre d'évènements, actions et démarches dédiés aux changements de pratiques
- Taux de réemploi dans les opérations d'aménagement
- Taux d'évolution de la consommation durable

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et les difficultés observées par les habitants :

- Consommation de protoxyde d'azote et de produits stupéfiants dans des véhicules stationnés en soirée.
- Phénomènes de rixes inter-quartiers.
- Présence de véhicules épaves, stationnements anarchiques.
- Ouverture de bouches à incendie entre juin et septembre, comportements à risque.
- Violences verbales et physiques envers les forces de l'ordre (jets de projectiles, insultes, etc.)

Synthèse de l'offre et les dispositifs existants porté par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Séances plénière et restreinte du CLSPD, Cellules de Veille Tranquillité Publique et Prévention Jeunesse, Groupes de travail thématiques : Diagnostics et mise en place d'actions.
- Groupes de Partenariat Opérationnel (Police Nationale) tous les mois, traitement opérationnel PM/CLSPD/PN de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique.
- Interventions policières (PN/PM), passages des médiateurs, dispositif de vidéoprotection et de vidéo-verbalisation.
- Interventions de la Cellule Prévention de la Police municipale dans les écoles élémentaires autour de la citoyenneté et de la prévention routière.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville (politique de la Ville et droit commun)

- Baisse de la délinquance et retour à la tranquillité publique des espaces publics
- Mise en place d'actions de prévention et de médiation
- Amélioration des rapports police-population

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Dissuader les troubles à la tranquillité publique et lutter contre la délinquance.	Assurer une présence quotidienne de proximité avec le service de médiation et la police municipale : pilotage, travail de rue…
	Responsabiliser et accompagner les parents dans le cadre des mesures de rappels à l'ordre, pour les mineurs troublant la tranquillité publique.
	Assurer une coordination avec les services de l'Etat, notamment avec la Police Nationale, par la mise en place de réunions opérationnelles, de cellules de veille, et d'opérations conjointes.
	Assurer une présence dissuasive au sein des parties communes des bailleurs sociaux du quartier (réquisition permanente).
	Assurer un maillage du secteur par la mise en place de caméras de vidéoprotection.
Développer des actions de sensibilisation et de prévention de la délinquance. Améliorer les rapports police-jeunes-parents.	• Mettre en place des ateliers de prévention et projets de sensibilisation à destination du public jeunes (11-18 ans) et des parents, en milieu scolaire ou au sein du quartier. • Développer des actions visant à favoriser le lien police-population ; communiquer sur les caméras piétons.
Améliorer la cohésion sociale, développer un rapport de confiance avec les habitants	Développer des projets de cohésion et mettre en place des rencontres, afin de permettre une remontée d'informations et de gagner en efficacité sur la prévention effectuée.
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Appréciations issues des diagnostics réalisés en CLSPD et reporting du service médiation • Nombre de personnes sensibilisées sur les actions de prévention Evolution de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique : • Nombre et types d'infractions recensées Activité de la police municipale : • Nombre de rapports de mises à disposition • Nombre de verbalisations	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nécessité de développer l'interconnaissance entre les professionnels du territoire et les populations.
- Besoin de renforcer la mobilisation des publics cibles et des entreprises.
- Nécessité d'accompagnement des publics jeunes.
- Besoin de lever les freins périphériques à l'emploi en matière de santé mentale, mobilité, linguistique et numérique.
- Importance de travailler sur un parcours global et continu d'accès à l'emploi et de maintien en emploi.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Cité des métiers sensibilise et informe les publics et permet la mise en réseau des acteurs de l'insertion.
- La Coordination Territoriale pour l'Insertion et le Développement Social permet l'interconnaissance des acteurs de l'emploi.
- La politique de la ville devra s'appuyer sur des acteurs associatifs tels que l'entreprise d'insertion Habitants Emplois Proximité (HEP), l'association « Lire pour Vivre » ou l'association « Au Fil de l'Eau ».
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi propose un accompagnement des personnes éloignées de l'emploi tout au long de leur parcours de retour vers l'emploi.
- En ce qui concerne la formation, l'outil MyLearn est mobilisé par le service Jeunesse de Choisy-le-Roi et le programme Jobready est proposé à la Mission locale. De plus, les écoles de la 2ème chance travaillent à la remobilisation des jeunes vers l'emploi via de la remise à niveau de compétences et la mise en place de temps d'immersion au sein des entreprises.
- Le Comité de Bassin d'Emploi Sud 94 propose sur le territoire de Choisy-le-Roi l'intervention d'un « Jobtruck » qui va à la rencontre des habitants demandeurs d'emploi pour les accompagner dans leurs recherches.

Synthèse des attentes pour le Contrat de Ville :

- Levée des freins périphériques à l'emploi
- Emploi des jeunes, seniors, femmes
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi
- Formation et accompagnement tout au long du parcours de retour à l'emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER SUD
Choisy-le-Roi

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Permettre à l'offre et la demande de travail de se rencontrer.	• Valoriser les secteurs en besoin de recrutement par la sensibilisation et l'information. • Valoriser les publics accompagnés auprès des entreprises. • Recenser les structures d'accompagnement et rendre l'information disponible. • Encourager les entreprises à développer des périodes d'immersion.
	Favoriser la mobilité, l'acquisition de savoirs et compétences professionnels (linguistique et informatique) et la santé mentale par de l'accompagnement et de la formation.
Proposer un accompagnement adapté aux besoins de publics aux caractéristiques spécifiques : les jeunes, les séniors et les femmes	• Encourager les entreprises à proposer des modalités de recrutement innovants. • Encourager les entreprises à effectuer des diagnostiques précis sur leurs difficultés d'embauche.
	• Nouer des liens avec les instances et associations en lien avec ces publics pour promouvoir le retour à l'emploi. • Lutter contre les stéréotypes de genre et d'âge
Informer, orienter et accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en place de leur projet professionnel.	• Soutenir les réseaux de formation des personnes demandeuses d'emplois. • Former les travailleurs sociaux à l'accompagnement des personnes demandeuses d'emplois.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de mobilisation et d'utilisation de l'annuaire recensant les acteurs de l'insertion mis à leur disposition par les demandeurs d'emploi
- Nombre d'entreprises ayant mis en place des périodes d'immersion, des modalités innovantes de recrutement et établi des diagnostics précis de leurs difficultés d'embauche
- Nombre d'habitants entrés dans un parcours de retour vers l'emploi assuré par une association ou un dispositif public proposé
- Nombre de travailleurs sociaux intervenant auprès des demandeurs d'emploi sur le quartier formés à l'accompagnement des personnes demandeuses d'emploi
- Nombre d'associations et dispositifs proposant un soutien à la mobilité, à la formation ou à la santé mentale des personnes demandeuses d'emploi soutenus et accompagnés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Gentilly

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS)
Gentilly

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Une bonne situation géographique aux portes de Paris
- Des équipements sportifs et naturels au cœur et à proximité immédiate du quartier (jardin au cœur du quartier, stade Géo André, parc du coteau)
- Une bonne desserte des transports locaux renforcés prochainement par l'arrivée de la nouvelle gare de la ligne 14 du métro.
- Un potentiel linéaire commercial attractif pour ouvrir le quartier

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Des habitants souvent isolés dans leurs difficultés
- Gestion des déchets à améliorer
- Un manque de dynamique d'activité au quotidien pour réunir les habitants et favoriser les rencontres
- Difficultés à toucher le public jeune
- Un linéaire commercial qui souffre un peu de son isolement malgré la mise en place de la contre-allée de circulation à consolider avec l'arrivée de la ligne 14
- Améliorer la fiabilité et la régularité de la Valouette V5

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Renforcer le développement du lien social et permettre aux habitants de devenir acteurs de leur parcours de vie et de leur quartier.

Les principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Parentalité
- Accompagnement vers l'emploi
- Développement du lien social
- Gestion des déchets à améliorer dans le cadre de la démarche de Gestion Urbaine de Proximité
- Redynamisation du commerce de proximité notamment avec l'arrivée de la ligne 14 du métro



**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Péri – Schuman Bergonié Martinets), sans distinction communale.*

Indicateurs clés*	
Population (2022)	2 833
Part des moins de 24 ans (2022)	35,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	19,8 %
Indice de jeunesse (2022)	1,5
Part des étrangers dans la population (2022)	29,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	43,4 %
Part de la population sans diplôme (2022)	44,1 %
Taux d'emploi (2022)	57,2 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	21,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	37 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 740 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS)
Gentilly

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un enjeu de mixité sociale et de mieux vivre ensemble
- Un besoin de coordination des acteurs qui œuvrent en faveur de l'accès aux droits, de la lutte contre la fracture numérique et de la lutte contre l'illettrisme
- Une offre insuffisante à destination des jeunes à l'échelle du quartier et un manque de coordination des acteurs qui interviennent auprès de la jeunesse
- Un enjeu d'accès aux soins et de prévention de la santé, notamment en matière de santé mentale

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- La coordination des acteurs pour l'organisation d'événements réguliers, type fêtes de quartier par la ville de Gentilly en lien avec le bailleur CDC Habitat
- La salle municipale de Gentilly
- Le stade Géo André
- Le parc départemental du Coteau
- Le conseil de quartier Gabriel Péri
- L'amicale des locataires Gabriel Péri
- L'ancien collège Pierre Curie

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accès aux droits, la lutte contre la fracture numérique et la lutte contre l'illettrisme	• Développer l'accès aux droits (accompagnement administratif, social et juridique) en lien avec le centre social Maison des Familles et le CCAS de Gentilly
	• Renforcer les ateliers numériques en lien avec la médiathèque de Gentilly
	• Poursuivre le développement des ateliers sociolinguistiques
Créer des espaces de rencontres et de convivialité, favoriser la création de lien social et la participation des habitants	• Proposer plus d'événements et d'animations sur l'espace public pour renforcer la cohésion sociale • Développer les actions intergénérationnelles • Encourager et accompagner les initiatives citoyennes et associatives • Redynamiser la salle de quartier en la rénovant

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS) *Gentilly*	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer le soutien à la parentalité	• Développer les groupes de parole et d'entraide entre les parents en lien avec la Maison des Familles
Favoriser la réussite éducative	• Développer l'accompagnement à la scolarité (projet de club de quartier)
Accroitre l'offre artistique, culturelle et sportive	• Développer les actions artistiques, culturelles, sportives à destination des jeunes en s'appuyant sur les acteurs déjà existants
Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes	• Encourager l'engagement citoyen des jeunes (accompagner l'émergence et le montage de projets portés par des jeunes)
Favoriser l'accès aux soins, développer les actions de prévention de la santé et renforcer les compétences psychosociales des acteurs	• Renforcer le partenariat entre les acteurs de la santé et avec les structures de l'animation sociale • Favoriser le développement d'actions de prévention « hors les murs » et notamment des actions de dépistage (diabète, cardiovasculaire, audition, etc.) pour faciliter la mise en place de protocoles de soins • Soutenir l'offre de services en matière de santé mentale et notamment Passages associatifs
maintenir, dynamiser, pérenniser et développer l'offre commerciale	• Accompagner le commerce de proximité afin de le dynamiser par des animations sur les différents quartiers prioritaires • Rencontres villes-bailleurs pour accompagner les porteurs de projets
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'espaces de rencontres et de convivialité créés • Nombre de groupes de parole et d'entraide entre les parents • Nombre d'actions de prévention « hors les murs » et notamment des actions de dépistage • Nombre de projets accompagnés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS)
Gentilly

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Précarité énergétique
- Problèmes de propreté et de gestion des déchets plus ou moins importants selon les zones d'habitation
- Mobilités douces
- Problématique d'accès aux locaux encombrants durant le week-end et dépôts sauvages

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser les mobilités douces	• Créer des itinéraires cyclables dans le cadre du plan vélo • Mettre en place des ateliers d'apprentissage du vélo en ville, de réparation de vélos et de bourses aux vélos, piste d'éducation routière sur les initiatives estivales
Propreté et gestion des déchets et lutter contre les nuisibles	• Renforcer l'entretien des parties communes (halls, escaliers, ascenseurs, allées, jardins, parkings en pied d'immeuble, etc.) • Mise en place de rotation des containers durant le week-end pour éviter que ceux-ci ne débordent • Sensibilisation à la réduction et au tri des déchets, mise en place et gestion des composteurs • Identification, rappel à l'ordre voire verbalisation des contrevenants (dépôts sauvages) • Organiser une meilleure gestion des encombrants dans le quartier (ex: accès aux locaux le week-end)
Nature en ville	• Opérations de plantations participatives

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'ateliers d'apprentissage du vélo déployés
- Mise en place effective des rotations des containers le week-end
- Nombre d'actions de plantations participatives organisées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS)
Gentilly

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Un quartier plus apaisé et plus tranquille que par le passé mais des incivilités restent récurrentes et quelques tensions intergénérationnelles peuvent se faire ressentir par moment
- Un besoin d'accompagner les jeunes et les moins jeunes fragilisés socialement et économiquement
- Des conduites à risque récurrentes dans le quartier (rodéos sauvages…)
- Des consommations d'alcool en soirée sur la voie publique qui peuvent générer des conflits avec le voisinage et des nuisances sonores ainsi que des déchets
- Stationnement sauvage et anarchique

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Club de prévention spécialisée ESPOIR CFDJ
- CLSPD
- Coordination des acteurs pour la mise en place d'événements festifs et d'animations intergénérationnelles en faveur du mieux vivre ensemble

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la prévention et la médiation	• Renforcer les liens entre la police nationale, les polices municipales (via des opérations conjointes), le bailleur et la population
	• Développer la vidéo-protection dans les zones stratégiques
	• Développer les actions de sensibilisation et de prévention à destination de tous les publics (jeunes, parents, seniors, etc.) et plus particulièrement la prévention des conduites à risques (prévention routière, prévention des addictions…)
	• Accompagner les commerçants sur la sécurité des commerces (CLSPD)
Lutter contre le stationnement sauvage et anarchique	• Renforcer les contrôles de stationnement (bailleur/Police nationale/Villes) pour permettre de fluidifier les usages
	• Remettre en état systématiquement les barrières d'accès pompiers et les maintenir fermées (Bailleur, EPT)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de zones couvertes par la vidéo-projection
- Nombre d'actions de sensibilisation et de prévention des conduites à risque déployées
- Disparition des véhicules et épaves stationnés au cœur du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GABRIEL PÉRI (QPV PÉRI-SCHUMAN BERGONIÉ MARTINETS)
Gentilly

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Taux de chômage de 21,1% à l'échelle du quartier en 2022.
- Un chômage qui touche principalement les jeunes, les plus de 50 ans et les personnes de nationalité étrangère (chiffres)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Un quartier situé à proximité de pôles d'emplois importants
- Mission locale INNOVAM et Agence France Travail à Cachan
- Chantiers éducatifs (club de prévention Espoir CFDJ)
- Point Information Jeunesse
- Forum Avenir Jeunes
- Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Levée des freins périphériques à l'emploi	• Ateliers sociolinguistiques • Lutter contre la fracture numérique • Renforcer le développement des compétences psychosociales des habitants
	• Accroître l'offre de garde d'enfants (développer les modes de garde alternatifs)
Favoriser l'insertion socioprofessionnelle	• Développer l'accompagnement des jeunes de 16/30 ans vers la qualification et l'emploi (aides à la recherche de formations et d'emplois) • Poursuivre les chantiers éducatifs en lien avec le club de prévention ESPOIR CFDJ et les bailleurs
Accompagnement vers l'emploi	• Développer les actions de remobilisation vers l'emploi (reprise de confiance en soi, reconnaissance et valorisation des savoirs, savoir-être et savoir-faire acquis, prise de parole en public) • Développer l'aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation et à la préparation pour les entretiens d'embauche
Mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises situées à proximité qui recrutent	• Forum avenir Jeunes

Indicateurs d'évaluation (résultats)
- Nombre de chantiers éducatifs déployés
- Nombre d'ateliers de remobilisation vers l'emploi
- Taux de chômage

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et les difficultés observées par les habitants :

- Répondre aux transformations urbaines et sociétales ainsi qu'aux besoins des populations en adaptant les services publics ;
- Permettre aux enfants et aux jeunes de rester habitants du territoire en les accompagnant dans une dynamique d'engagement, d'émancipation et de participation citoyenne tout en prenant en compte leurs réalités de vie ;
- Créer des cohérences dans les différents temps de vie des enfants et des jeunes ;
- Construire avec le plus grand nombre des actions favorisant la rencontre, les échanges, la découverte, où la diversité de culture, d'origine, de conditions de vie se croisent ;
- Porter une attention particulière à l'inclusion de tous les enfants et les jeunes, ainsi qu'à la place et à l'accompagnement des familles ;
- Lutter contre l'isolement et la précarité, accompagner le plus grand nombre dans l'accès aux droits
- Porter une attention particulière à la formation des agents chargés de mettre en œuvre ces politiques, notamment en organisant des temps d'échanges et de partage entre les différents professionnels de l'éducation
- Porter une nouvelle ambition pour la jeunesse autour de l'accès aux droits, l'émancipation et l'engagement en allant à la rencontre des jeunes et en les accompagnant dans leurs parcours de vie

Synthèse de l'offre et les dispositifs existants porté par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

Deux dispositifs phares qui encadrent l'ensemble de cette offre : le PEdT et la CTG

- Signés en 2022 pour le PEdT et en 2023 pour la CTG avec les partenaires institutionnels (éducation nationale, CAF, préfecture) et associatifs, ces deux dispositifs fédèrent les acteurs et permettent la mobilisation de ressources et des moyens du territoire afin de répondre de manière cohérente et efficace aux besoins sociaux et éducatifs des enfants ivryens de 0 à 18 ans et de leurs familles.
- À Ivry, ces deux dispositifs sont complémentaires et leur mise en place permet, au travers d'une coordination transversale, une meilleure synergie de l'action municipale et la mise en place d'une dynamique de travail partagé entre les différents services, sur des thématiques ou des champs de compétences communs (accompagnement à la scolarité, parentalité, inclusion, etc.).
  Les différents échanges et temps de travail collectif soulignent la nécessité d'une **prise en compte renforcée des enfants et leur famille, de la petite enfance à la fin du second degré pour porter une approche éducative globale transversal**e.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

La réflexion partagée avec l'ensemble de la communauté éducative, les associations et les partenaires institutionnels permet la prise en compte des réalités du territoire tout en intégrant les enjeux sociétaux. La convention territoriale globale a d'ailleurs intégré les priorisations à porter au regard du diagnostic social réalisé, diagnostic qui nourrit également les projets sociaux portés par les maisons de quartier.

Le travail réalisé a permis de prioriser les objectifs suivants :
- Rendre la démarche plus partagée auprès des partenaires et plus visible pour les usagers
- Faire évoluer la tranche âge cible de 0 à 18 ans
- Créer du commun, de la transversalité autour des questions éducatives

Fort de l'ensemble des éléments recueillis et en lien étroit avec les attentes du projet municipal et des orientations portées par l'éducation nationale, 3 grands champs liés aux politiques publiques dessinent le cadre du projet éducatif de territoire :
- L'Education à la condition terrestre
- L'Education Artistique et Culturelle
- Le développement de parcours sportifs à l'aune des jeux olympiques

D'autre part, 3 axes transversaux irriguent l'ensemble des projets portés par les acteurs éducatifs :
- La citoyenneté
- L'égalité Femmes-Hommes
- La santé environnementale (dont l'inclusion)

La prise en compte de la place des parents, la formation des professionnels et l'implication des enfants et des jeunes dans les actions menées est intégrée dans le processus de mise en œuvre des actions portées sur le territoire.

Une offre dense et diversifiée, pensée à la lumière des diagnostics réalisés, notamment sur le volet Petite enfance.

Une offre construite au plus près des besoins des habitant.es.

Une augmentation de la précarité et du besoin de soutien de la part des parents : nombre important de demandes de places en crèches de familles connaissant une situation de précarité sociale ou financière (familles monoparentales ou dont le coût horaire d'accueil est inférieur à 1 euro), besoin accru d'un soutien à la parentalité face aux difficultés de la vie quotidienne (dépression du postpartum, pertes de repères éducatifs, etc.).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

- Une **augmentation du nombre de demandes de place en crèches pour des enfants en situation de handicap ou dont l'un des membres de la famille au foyer est en situation de handicap**. Cet aspect est un des critères retenus lors de l'étude des demandes de places en crèches. Le handicap ou les troubles de développement n'étant que rarement diagnostiqués lorsque l'enfant entre en crèche, un travail de prévention précoce anime les professionnelles de la Petite enfance au quotidien, accompagnées par le médecin de crèches, les puéricultrices et les psychologues. En 2020, 10 enfants en situation de handicap étaient accueillis dans les crèches municipales.
- **Des besoins d'accueil en évolution** : Les parents demandent de plus en plus des accueils à temps partiels (4, 3, 2 jours) avec de petites amplitudes horaires. La crise sanitaire et le développement du télétravail a accentué cette tendance. Des demandes d'accueil sur des demi-journées ou en petites journées sont aussi en développement.
- Un besoin **d'améliorer la communication sur les modes d'accueil et les modalités d'attribution de places en crèches** : malgré les efforts sur le site de la ville et les espaces informations organisés les 2èmes mardis de chaque mois hors juillet et août, des parents ne semblent pas se saisir des possibilités d'informations proposées et des idées reçues circulent encore avec force quant aux modalités d'attribution des places en crèches.
- **Développer l'accueil individuel** par le biais d'un nouveau dispositif porté par la municipalité : L'ACADAM, qui vise à compenser la différence existant aujourd'hui entre le coût de l'assistante maternelle et le coût de la crèche, qui s'évalue entre 50 € et 350 €. Ce dispositif permet de disposer d'une aide ciblée, par un montant variant en fonction du niveau de la différence entre le coût de l'assistante maternelle et la crèche selon 4 tranches (de 45 à 120 € par mois). L'effet recherché est que l'aide communale soit suffisamment significative, elle a donc été pensée pour représenter au moins un salaire net moyen par an (540 €). La conception de cette aide, qui est progressive, permet d'aider les parents (couples et isolés) lorsque la différence entre le coût de l'assistante maternelle et celui de la crèche reste importante et ce, malgré l'aide de la Caf.

Exemples de projets réalisés ou en cours :

- Liaisons avec l'enfance notamment pour l'accueil des tout-petits durant la période estivale (premiers accueils précédents la rentrée scolaire)
- Développement des modes d'accueil collectifs, avec la transformation des 4 mini-crèches municipales (15 à 20 places) en multi-accueils de 40 places

Enfance

Exemples de projets réalisés ou en cours :

- Ouverture de deux nouveaux groupes scolaires de 25 classes (15 cl élémentaires et 10 cl maternelles) chacun, incluant des locaux spécifiques dédiés à l'accueil de loisirs, en septembre 2022 (lieu à déterminer) et en 2026 dans la ZAC Gagarine Truillot

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

- Restructuration, agrandissement et démolition du groupe scolaire Joliot Curie, création de locaux spécifiques dédiés à l'accueil de loisirs
- Réflexion en cours pour la construction d'un 3ème groupe scolaire dans la ZAC Ivry Confluences à l'horizon 2027
- Des travaux d'amélioration des conditions d'accueils des enfants sont à prévoir dans certains accueils de loisirs, notamment la création d'espaces « zen » pour favoriser le bien-être des enfants en adaptant le mobilier et l'agencement des locaux
- Expérimentation en cours de création d'îlot de fraicheur dans les cours d'écoles qui sont utilisées par les enfants sur les temps péri et extrascolaire.

Un **dispositif d'accueil adapté** a été mis en place par la Direction de la Scolarité et des Accueils de Loisirs Educatifs (DSALE) de la ville d'Ivry-sur-Seine depuis janvier 2018. Il comprend un protocole personnalisé d'accueil péri et extrascolaire proposé aux parents. Nous recensons en 2022 : 213 enfants reconnus par la MDPH scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires de la ville. 50 d'entre eux bénéficient d'un protocole d'accueil et fréquentent les temps périscolaires.
Les écoles Ivryennes disposent de locaux dédiés spécifiquement à l'accueil de loisirs excepté dans le groupe scolaire Joliot Curie et à l'école maternelle Danielle Casanova. La plupart ont fait l'objet de subventions d'investissement de la Caisse d'allocations familiales.
Un regard est porté **à l'amélioration des conditions d'accueils des enfants et des personnels** au travers de travaux sur le bâti scolaire mais également en engageant une réflexion sur les cours d'écoles avec un travail sur la **végétalisation**.
L'accueil de loisirs du Petit Robespierre porte un projet particulier autour de parcours de découverte en lien avec les équipements sportifs municipaux, les équipements culturels, les espaces verts municipaux et départementaux.
Un travail particulier est d'ores et déjà engagé avec la direction de la culture qui a lancé une réflexion sur **les parcours culturels** proposés par la municipalité aux enfants scolarisés dans les écoles ivryennes et plus globalement sur l'éducation artistique et culturelle dans le parcours global de l'enfant.
De la même façon, une réflexion sur l'adaptation des **pratiques sportives** tant sur le temps scolaire que sur les temps extra-scolaires est mené, afin de répondre aux évolutions du territoire et aux enjeux du vivre ensemble et de santé publique (stages vélo, de natation, etc.).
Dans le cadre des séjours de vacances il est proposé aux enfants et aux jeunes un environnement adapté tant sur le plan affectif que physique et moral. Les propositions qui leur sont faites ont pour objectifs de stimuler leur désir de découvrir et d'apprendre, de les éveiller à de nouvelles techniques artistiques et sportives et de favoriser leur expression toujours en favorisant le choix de l'enfant.
Sont également abordés par les équipes éducatives l'acquisition de l'autonomie et la responsabilisation des jeunes. Ainsi que les notions de citoyenneté, de respect de l'autre, de coopération, d'entraide et de solidarité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Jeunesse

En 2016, la ville comptabilise 4 536 adolescents de 11-17 ans soit 7,5 % de la population et 6 339 jeunes adultes de 18-24 ans soit 10,4 % de la population. Les 11-24 ans représentent donc 17,9% de la population. Ivry comptait également en 2016 16 013 élèves ou étudiants.

La direction jeunesse a engagé également depuis 2021 un travail transversal pour co-construire la stratégie de la politique jeunesse qui s'appuie sur trois enjeux majeurs:

- L'accès aux droits
- L'émancipation
- La participation citoyenne

Dans ce cadre, la ville va intégrer la Prestation jeunes proposée par la CAF et souhaite développer le dispositif des Promeneurs du net.
Par ailleurs, la démarche développée tend à « aller vers » le public des jeunes là où il se trouve et créer un tissu partenarial permettant de construire avec eux des projets structurants et innovants. Pour ce faire, la ville va acquérir un véhicule permettant de sillonner la ville. C'est un moyen d'aller à la rencontre des jeunes dans les quartiers, créer du lien, les informer sur leurs droits, leur proposer de participer aux actions et évènements portés par la direction jeunesse.
Ce dispositif du « aller vers » doit aussi permettre des co interventions jeunesse-services municipaux et associations pour répondre aux besoins des jeunes, les accompagner vers l'autonomie et l'engagement et les orienter vers les secteurs compétents en fonction de leur situation. La question de la déscolarisation pourra être traitée, de même des accompagnements individualisés pourront être nécessaires. Les questions liées à l'emploi et à la décohabitation feront l'objet d'un partenariat avec la mission locale. Il s'agit pour la ville de toucher l'ensemble des jeunes du territoire. Il est essentiel de pouvoir pour certains d'entre eux créer des rencontres inter-quartier, l'identification à leur lieu de vie étant très prononcée.

Accès aux droits et soutien à la parentalité

De nombreux services municipaux travaillent autour de l'axe parentalité : les référentes familles des maisons de quartier, les accueils de loisirs, les structures petite enfance, le service vacances, la direction jeunesse, les équipements culturels, le CCAS, le CMPP.
L'objectif est de faire évoluer l'offre existante afin de **mieux prendre en compte le parcours du parent tout au long du cheminement de son enfant, de la petite enfance jusqu'à l'entrée dans l'âge adulte**.

Un travail d'identification des besoins des familles et d'orientation vers les structures adéquates - EMAD, EDS, Maisons de quartier et les associations (RESF, CIVCR) - est mené quotidiennement. Des ateliers ont pu être proposés au sein des écoles sur la bienveillance éducative et la prévention des Violences Educatives Ordinaires. Des temps similaires sont prévus à l'attention de l'ensemble des professionnels accueillants des enfants et des jeunes (animateurs sportifs, professeurs de conservatoire, animateurs, éducateurs de jeunes enfants, etc.).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Vie des quartiers

La municipalité d'Ivry-sur-Seine a fait le choix entre les années 2010 et 2017 d'installer quatre maisons municipales de quartier, agréées "centre social" par la CAF, au coeur des quatre quartiers prioritaires de la ville, Monmousseau, Petit-Ivry, Centre-ville Gagarine et Ivry-Port.

Ces quatre maisons municipales de quartier travaillent en lien direct avec le territoire à partir d'un projet social, renouvelé tous les trois à quatre ans. Les projets sociaux se réfléchissent à partir d'un "diagnostic social partagé du territoire", en se basant sur des grandes données statistiques qui permettent d'établir une "photographie" du quartier, puis en les mettant en discussion auprès des actrices et acteurs du territoire (habitant.es, associations, services municipaux, services départementaux, de l'Etat, commerces, etc.).

Les projets sociaux actuels courent jusqu'en 2026 pour la maison municipale de quartier du Petit-Ivry, 2027 pour la maison municipale de quartier Monmousseau et sont en cours de renouvellement sur cette année 2024 pour les maisons municipales de quartier Centre-ville Gagarine et Ivry-Port. Des projets sociaux qui devraient les mener jusqu'en 2027 ou 2028 en fonction des enjeux de ces quartiers en pleine transformation.

A partir de ce diagnostic, trois ou quatre grands axes de travail sont définis par l'ensemble des actrices et acteurs ayants participé.es à la démarche d'élaboration du projet social. Sur les quatre quartiers en QPV de la ville d'Ivry-sur-Seine, ces grands axes se retrouvent, bien qu'avec quelques spécificités selon les quartiers. Les maisons municipales de quartier se retrouvent donc à travailler autour de la création de lien social à partir de ces structures de proximité, autour de l'accès aux droits et de l'accompagnement aux démarches. Elles travaillent également à favoriser l'expression et l'action citoyenne, individuelle et collectif, des habitant.es du quartier. Enfin, les maisons municipales de quartier ont chacun un axe de travail autour du soutien à la parentalité des familles du quartier. En fonction des quartiers, certaines spécificités peuvent apparaitre, tels que des enjeux autour de la place des femmes et de chacun.e dans l'espace public, de la jeunesse ou encore des pratiques artistiques, culturelles et sportives.

Face à une précarité sociale en hausse depuis la crise sociale et sanitaire de 2020, les maisons municipales de quartier font face à une hausse du travail autour de "l'accès aux droits". Le travail développé par les équipes des structures, en coopération avec les actrices et acteurs du territoire, est de pouvoir faciliter un cheminement qui irait de la création de lien social et de l'accès aux droits jusqu'à des formes d'émancipation collectives qui peuvent prendre la forme d'engagements divers et variés sur la ville, allant d'actions de solidarité à de la mise en place de collectifs ou création d'associations en passant par la participation à des instances citoyennes plus institutionnelles.

Afin de répondre au mieux aux besoins de la population et aux enjeux des différents territoire, le travail des maisons municipales de quartier sur le territoire ne peut se mener qu'en coopération avec les associations, les services municipaux et autres services de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Favoriser l'émancipation des habitants.es par une meilleure maîtrise de la langue	Développer l'offre de formation sur le quartier en partenariat avec les acteur·rices du quartier
	Faciliter l'orientation des habitant·es vers les dispositifs de droit commun (permanences linguistiques et juridiques, ateliers numériques dans les espaces publiques internet)
Favoriser la participation des habitant.es des quartiers prioritaires tout au long du contrat de ville	Mobilisation du dispositif comité de quartier, outil d'échanges, d'information et de co-construction de projets par et pour les habitants.
	Réflexion sur le développement, le soutien et la mise en interaction des initiatives citoyennes et des projets portés par les habitant.es au travers d'un budget dédié (budget participatif, fonds de participation, etc.) Mise en place d'instances de participations et de décisions au sein des maisons municipales de quartier (conseil de maison, comité d'usagers ...) et accompagnement de collectifs d'habitant.es pour leurs structurations.
Œuvrer pour l'égalité entre les femmes et les hommes	Mener des actions de sensibilisation lors des journées internationales de lutte pour les droits des femmes et contre les violences
	Mener des actions tout au long de l'année pour favoriser l'égalité entre les genres
Adapter les services publics et maintenir le vivre ensemble et la diversité sociale du territoire	Accompagner le plus grand nombre dans l'accès aux droits
	Animer des espaces communs d'échanges entre les jeunes et entre les familles (maisons de quartier, accueils de loisirs, etc.) et inciter à la mixité entre les quartiers
Accompagner les populations les plus fragiles	Lutter contre l'illectronisme et la fracture numérique
	Favoriser la scolarisation de tous les enfants et l'accès à toutes les activités municipales

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Garantir l'accès à l'offre de services associative, culturelle et sportive pour les enfants et leurs familles les plus vulnérables	Maintenir une politique tarifaire municipale adaptée sur la base du quotient familial pour la plupart des activités (restauration, accueil péri et extrascolaire, vacances), en adaptant pour les familles en grande précarité
	Prévenir la dette des familles
Concevoir les espaces de la ville et les temps en faveur de l'inclusion de chaque enfant / jeune	Intégrer davantage les jeunes aux projets urbains et à la concertation
	Continuer la mise en œuvre du programme "Savoir rouler à vélo" et "Savoir nager" pour des pratiques collectives plus inclusives
Lutter contre l'isolement et la précarité des jeunes et promouvoir les dynamiques de mixité, d'inclusion et de rencontre pour prévenir les phénomènes de violence	Faire vivre la stratégie jeunesse en appliquant le "aller-vers" (aller à la rencontre des jeunes là où ils se trouvent, dispositifs hors les murs et/ou itinérant) et le "faire avec"
	Rendre les jeunes acteurs des projets et partir de leurs besoins
Accompagner l'autonomie des jeunes dans leurs démarches	Valoriser les projets des jeunes en leur proposant un accompagnement dédié, pour leurs initiatives individuelles ou collectives
Favoriser l'apprentissage et l'exercice de la citoyenneté	Sensibiliser les jeunes à la lutte contre toutes formes de violence et de discrimination
	S'engager pour l'égalité de genre dans les pratiques en veillant à des pratiques éducatives mixtes et inclusives
	Permettre à chaque enfant / jeune de s'approprier le patrimoine collectif et personnel dont il.elle hérite en proposant une réflexion autour de la transmission (travail de mémoire)
Favoriser le bien-être du jeune enfant et la mise en place d'un environnement éducatif épanouissant	Favoriser les passerelles entre les temps et les transitions entre les périodes de vie de l'enfant (petite enfance-enfance, enfance-adolescence)
	Entretenir et renouveler la dynamique partenariale avec les acteurs du territoire
	Assurer de bonnes conditions d'accueil sur chaque temps (locaux, taux d'encadrement, logistique, repos, temps récréatifs)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Mettre en œuvre une stratégie éducative concertée au service de la prise en compte globale de l'enfant	Veiller à l'intégration et la diversification des espaces éducatifs et la mutualisation des propositions/solutions d'accompagnement éducatif entre les différents services et entre les partenaires du territoire
	Favoriser la complémentarité entre les projets d'établissements scolaires et les projets des équipements municipaux
	Réaliser une cartographie des acteurs enfance, éducation et jeunesse du territoire
	Faire vivre le Projet éducatif de territoire et faire le lien avec les autres dispositifs (label VAE, CTG, etc.)
Développer des projets transversaux à vocation éducative mêlant culture, art, développement durable, engagement civique, etc.	Diversifier les parcours thématiques déjà mis en place autour de la culture ou du sport tout en garantissant le lien entre les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire
	S'appuyer sur les associations, notamment sportives, pour créer des passerelles et des interactions
Rapprocher les familles des institutions et des services publics : assurer cohérence, lisibilité et facilitation pour les usager.es	Mieux sensibiliser et informer tous les parents sur l'importance du bien-être des enfants et les soutenir
	Continuer la mise en place de lieux d'accueil et de ressources dédiés à l'écoute et à l'accompagnement des familles dans les structures municipales
	Réfléchir les espaces publics municipaux pour les usages des familles et des enfants (cours ouvertes, ville à hauteur d'enfant, etc.)
Développer les actions de soutien à la parentalité et faire des parents des acteurs de la coéducation	Associer les parents dans les instances de concertation et co-construire avec eux les projets
	Faciliter les échanges entre parents dans des lieux dédiés (ex : LAEP)
Assurer les bonnes conditions d'accueil sur chaque temps et mieux prendre en compte les besoins en accueil collectifs	Développer l'accueil des enfants à besoins particuliers et en situation de handicap dans de bonnes conditions (moyens dédiés, personnel formé)
	Développer l'accompagnement à la scolarité et lutter contre le décrochage scolaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Organiser des temps d'échanges et de partage entre les différents professionnels	Favoriser la diffusion et le partage de connaissances et de compétences, stimuler la collaboration et le partage de ressources entre les acteurs éducatifs (au travers de formations croisées) et entre agents de la municipalité (animateurs-médiateurs par ex)
	Faire vivre la structure du Petit Robespierre comme un lieu de formation mais aussi de ressources et de partage d'expérience (formation entre pairs)
Instaurer un climat de confiance entre les adultes éducateurs et les enfants/jeunes	Former les agents (animateurs accueil de loisirs, animateurs sportifs, référents jeunes, agents techniques, etc.) sur toutes les thématiques identifiées dans le cadre du PEdT ou de la CTG, notamment les VEO, les besoins des enfants, l'égalité de genre, la lutte contre toutes formes de violence (promeneurs du Net)
	Veiller au positionnement adapté des agents face aux enfants / jeunes
Se saisir des enjeux de santé mentale et prévenir les conduites à risques et les addictions	Continuer la mise en œuvre d'un plan contre le (cyber) harcèlement en lien avec les établissements scolaires et notamment les collèges
	Sensibiliser les enfants à l'usage des écrans et des réseaux sociaux
Favoriser le bien-être physique de tous les enfants / jeunes	Favoriser les pratiques sportives individuelles et collectives
	Garantir l'accès à une alimentation saine et durable
Œuvrer pour l'égalité entre les femmes et les hommes	Mener des actions de sensibilisation lors des journées internationales de lutte pour les droits des femmes et contre les violences
	Mener des actions tout au long de l'année pour favoriser l'égalité entre les genres
Adapter les services publics et maintenir le vivre ensemble et la diversité sociale du territoire	Accompagner le plus grand nombre dans l'accès aux droits
	Animer des espaces communs d'échanges entre les jeunes et entre les familles (maisons de quartier, accueils de loisirs, etc.) et inciter à la mixité entre les quartiers

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de bénéficiaires accueillis en permanences linguistiques
- Nombre d'inscrit·es en formation linguistique
- Nombre de conventions de partenariats créés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et les difficultés observées par les habitants :

- Cadre de vie dégradé et peu d'espaces verts (QPV Gagarine)
- Peu d'espaces verts (QPV Ivry-Port)
- Incivilités concernant le cadre de vie et la propreté (dépôts sauvages etc.) (QPV Monmousseau et PMC)
- Besoin d'une rénovation thermique du bâti (QPV Monmousseau et PMC)

Synthèse de l'offre et les dispositifs existants porté par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Développement de la Petite Serre, au sein de l'Agro-cité (QPV Gagarine)
- Futurs espaces végétalisés et plantations d'arbres de la ZAC Ivry Confluences (QPV Ivry-Port)
- Déminéralisation et végétalisation des cours d'écoles
- Réflexion sur l'éclairage public (QPV Gagarine)
- Rénovation thermique de l'école Orme aux chats à venir (QPV Ivry-Port)
- Développement paysagiste des espaces verts de la cité depuis 2017 (QPV Monmousseau)
- Collecte des bio-déchets (QPV Monmousseau)
- Développement des composteurs collectifs, 9 composteurs de quartier à ce jour
- Plus propre mon quartier (interventions conjointes des services de la ville à la rencontre des habitant.es)
- Partenariat avec l'association OSE
- Partenariat avec Biocycle : collecte de dons alimentaires afin de lutter contre le gaspillage et apporter des vivres aux publics qui en ont besoin
- Ateliers de sensibilisation dans les collèges et les médiathèques
- Lancement en 2024 d'un Observatoire éco-citoyen des pollutions à Ivry-sur-Seine
- Raccordements des ZAC Confluences et Gagarine au réseau de géothermie (QPV Gagarine et Ivry-Port)
- Partenariat avec l'Agence de l'Energie du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Val-de-Marne (CAUE) sur la démarche de préparation et d'adaptation aux changements climatiques : conseil aux particuliers et aux copropriétés, de la sensibilisation du grand public, des ateliers pour le public en précarité énergétique et ateliers vers les scolaires
- Création d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) avec autonomie financière et personnalité morale pour assurer la gestion du service public de chauffage urbain qui prendra le nom de Régie ivryenne de chaleur
- Passage en régie publique de l'eau, opérationnelle au 1er janvier 2024
- Etude Trame Verte et Bleue : 38 propositions de modifications de zonage et d'adaptations réglementaires ambitieuses en faveur de la biodiversité, ainsi qu'un manifeste avec des engagements en faveur de la biodiversité
- Plan Vélo 2023-2026 travaillé en concertation avec les associations ivryennes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

La Conférence Climat-Assemblée Citoyenne, la démarche « Pour le climat, à Ivry, on agit » : Le projet municipal 2020-2026 indique : *« Relever le défi écologique et climatique est un enjeu vital, mais aussi social. Une action collective s'impose avant des conséquences irréversibles pour la survie de l'humanité et de l'ensemble des espèces vivant sur la planète. Nous devons réduire, à l'échelle d'Ivry, d'au moins 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035, en appui sur le Plan climat-air-énergie existant sur le Territoire « Grand-Orly Seine Bièvre ». Nous devons parallèlement adapter la ville aux épisodes extrêmes de chaleur ou de pluie.*
Nous publierons chaque année le bilan des émissions de gaz à effet de serre de la ville afin de mesurer les progrès. Tous les deux ans, une Conférence Climat permettra de faire le bilan de nos actions et de débattre des inflexions à opérer. »

La première édition de la **Conférence Climat** s'est tenue entre le 9 juin et le 4 décembre 2021. Issue d'un engagement du projet municipal 2020-2026, cette démarche collective poursuivait plusieurs objectifs :

- Établir un bilan de l'action engagée par la Ville contre les dérèglements climatiques.
- Favoriser une appropriation citoyenne des enjeux climatiques en offrant notamment des temps de rencontre et de débat entre habitant.es et avec les élu.es, les services municipaux et les différent.es acteur.rices de la ville.
- Créer des synergies collectives pour faire émerger des projets d'avenir dans les quartiers et à l'échelle de la ville.
- Informer sur les contraintes techniques et légales auxquelles la municipalité est confrontée.
- Permettre la formulation d'orientations et d'objectifs en matière de politiques publiques communales et intercommunales concernant la réduction de l'empreinte carbone de notre ville et l'adaptation aux dérèglements climatiques. Celles–ci pourront ensuite alimenter le projet municipal.

Impulsée par la municipalité, cette démarche s'est construite par et avec les habitant.es et les acteur.rices associatif.ves, culturel.les, économiques et institutionnel.les de la ville. De juin à décembre 2021, la ville a été rythmée par une programmation thématique sur les enjeux de transition écologique et climatique, des ateliers participatifs, une caravane citoyenne pour aller-vers les habitant.es, une exposition évolutive, etc. Les habitant.es ont fait 565 propositions, que nous avons regroupées en objectifs de politiques publiques à prioriser lors d'un vote citoyen. **Ces objectifs constituent de facto les priorités de la Municipalité. De plus, ces derniers dressent l'architecture du Rapport Développement Durable depuis l'année 2022.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine	
Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle ivryenne d'ici 2035	Poursuivre le développement du réseau de géothermie
	Poursuivre la réhabilitation thermique de nos bâtiments et les adapter aux nouvelles conditions climatiques
	Développer la production d'énergies renouvelables
Aménager l'espace public pour lutter contre les effets du réchauffement climatique	Végétaliser les espaces publics, dont les cours d'écoles
	Rafraîchir la ville
	Créer des espaces dédiés permettant de préserver l'eau, de lutter contre le risque inondation et de favoriser la biodiversité
Faire d'Ivry une ville plus apaisée en favorisant le partage de l'espace public	Encourager le développement des transports collectifs
	Intensifier le développement des aménagements cyclables
	Agir pour le respect et la sécurité des déplacements de chacun.e dans l'espace public
Agir pour une alimentation saine, respectueuse de l'environnement et accessible à tou.te.s	Accompagner la production locale et intensifier les circuits courts
	Reconnaître l'alimentation comme un droit pour tous et toutes en mettant en place une sécurité sociale alimentaire ivryenne
	Développer et consolider les dispositifs d'aide alimentaire de qualité
	Favoriser l'accessibilité à une alimentation de qualité et respectueuse de l'environnement auprès des distributeur.ices
Encourager le réemploi et réduire les déchets dans l'espace public	Développer les capacités du réemploi et accompagner la structuration des filières
	Impliquer les commerçant.es dans la réduction des déchets à la source
	Renforcer la présence dans l'espace public de systèmes de collectes de déchets

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Organiser la solidarité pour mieux accompagner les plus fragiles	Agir pour l'accès aux droits des populations déplacées du fait du changement climatique
	Contribuer au bon accueil des populations déplacées du fait du changement climatique
	Informer et sensibiliser la population ivryenne aux questions de migrations climatiques
Sensibiliser aux enjeux du changement climatique et encourager les pratiques écoresponsables	
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre de m² d'aménagements cyclables réalisés • Nombre d'espaces végétalisés • Nombre de systèmes de collectes de déchets déployés • Nombre d'actions de sensibilisation au changement climatique	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et les difficultés observées par les habitants :
- Regroupements de personnes en pieds d'immeubles
- Point de deal
- Problématiques scooters sur trottoirs (livraisons)
- Vie nocturne (commerces)
- Augmentation du trafic routier/stationnement double file
- Difficulté à partager l'espace public (Bien vivre ensemble)
- Sentiment d'insécurité/ harcèlement de rue

Synthèse de l'offre et les dispositifs existants porté par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :
- Groupe de suivi des commerces
- CLSPD
- Travail partenarial avec le commissariat
- Travail transversal avec les services ville
- Intervention médiateurs sociaux/ asvp dans les différentes structures EN
- Travail de proximité: prévention et culture du bien vivre ensemble (médiateurs sociaux/agents de proximité/ASVP/gardiens de parcs et cimetières)
- Mise en place application UMAY
- GPO (Groupe partenarial opérationnel) avec Police Nationale
- Mise en place vidéo-verbalisation

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Lutter contre toutes les inégalités et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales qui entrainent un sentiment d'exclusion traduit très souvent par de l'isolement et des situations personnelles/familiales complexes angoissantes pour les habitants, il est donc important de garantir aux habitants des QPV l'égalité réelle d'accès aux droits et à l'emploi ainsi qu'à l'ensemble des services et équipements publics	Poursuivre la présence en proximité des « institutions » et développer la présence de ces dernières sur l'espace public (Maisons de Quartier, caravane des médiateurs/citoyenne, bus Direction Jeunesse, la caravane numérique)
	Poursuivre les actions de proximité/pieds d'immeubles
	Favoriser l'appropriation des applications « aides » comme Ivry l'appli ou Umay
	Continuer l'animation du réseau VIF et suivi du rapport égalité femme/homme
	Favoriser l'accès à la santé et aux soins par les déambulations CMS/MS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Favoriser la tranquillité des habitants et promouvoir la culture du « bien vivre ensemble », en effet la concentration de populations précaires, jeunes, chômeurs, familles nombreuses peut engendrer des tensions, conflits, occupations négatives des espaces se traduisant par des césures fortes entre les différents groupes de population	Poursuivre et conforter les actions menées par l'ensemble des institutions en matière de tranquillité publique
	Poursuivre le Groupe Deveco (suivi des commerces), développer des rencontres régulières avec le commissariat et les commerçants
	Mettre en place les groupes de travail émanant de la STSPD (avec les bailleurs, l'éducation nationale)
	Développer les actions de proximité intergénérationnel et interquartiers (tournoi sportif, fête de quartier…)
	Mise en place de la vidéo-verbalisation et du comité citoyen de suivi.
	Continuer la sensibilisation auprès des jeunes à travers les interventions des médiateurs sociaux et ASVP dans les établissements scolaires (maternelles, primaires, collèges et lycées)
	Favoriser les liens police/population
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre de réunions du réseau VIF • Mise en place effective des groupes de travail émanant de la STSPD • Mise en place effective de la vidéo-verbalisation et du comité citoyen de suivi • Nombre d'actions de sensibilisation auprès des jeunes à travers les interventions des médiateurs sociaux et ASVP	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ivry-sur-Seine

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et les difficultés observées par les habitants :

- Difficulté à rencontrer les institutions
- Freins périphériques à lever (garde d'enfants, santé, mobilité, accès aux formations etc.)

Synthèse de l'offre et les dispositifs existants porté par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Forums pour l'emploi organisés dans les maisons municipales de quartier
- Dispositif Stade Vers l'emploi organisé par France Travail et l'appui de la municipalité
- Dispositif de Garderie Ephémère dans 3 maisons municipales de quartier sur 4
- Espaces publiques Internet dans chaque maison municipale de quartier

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Aller vers les demandeurs d'emploi	Développer des Forums emploi dans les maisons de quartier et chez des partenaires associatifs
	Multiplier les différentes initiatives innovantes de recrutement (Bus vers l'emploi, Stade vers l'emploi etc.)
Favoriser l'accès à la formation dans une visée de retour à l'emploi	Intégrer des modules de découverte d'emplois et de TRE dans les formations linguistiques
	Renforcer le partenariat avec les professionnel·les de l'insertion professionnelle
Soutenir les jeunes dans leurs démarches d'insertion, de formation et d'emploi	Inciter à la découverte de plusieurs métiers à travers l'offre municipale de stages de 3ème
	Animer le partenariat avec la mission locale
	Mettre en place de "formations BAFA-ville" pour les jeunes ivryen.nes

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de Forums emploi organisés dans les maisons de quartier et chez des partenaires associatifs
- Mise en place effective de "formations BAFA-ville"

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GAGARINE
Ivry-sur-Seine

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Le projet de renouvellement urbain et architectural de l'Agrocité Gagarine-Truillot est un enjeu majeur de développement pour la ville et ses habitants.
- Maillage associatif et d'équipements municipaux importants notamment la Maison municipale de quartier Centre-Ville Gagarine
- Maillage de transport important (RER, métro)

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Impact des chantiers du renouvellement urbain sur les cheminements piétons et la circulation routière
- Manque de commerces de proximité

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Elles portent à intégrer davantage de diversité sociale dans le quartier, une plus grande mixité urbaine et enfin mieux intégrer le quartier dans la ville

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :
- Ils/elles consistent à produire des logement diversifiés (accession, étudiants notamment), à favoriser l'émergence de nouveaux commerces et activités de tous types (exemple école d'ingénieur), à créer les conditions pour mieux relier les quartiers entre eux (projet de passerelle vers Ivry-Port, création de cheminements piétonniers vers le centre-ville)



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 436
Part des moins de 24 ans (2022)	39 %
Part des plus de 60 ans (2022)	16,8 %
Indice de jeunesse (2022)	1,7
Part des étrangers dans la population (2022)	33,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	29,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	43,3 %
Taux d'emploi (2022)	59,7 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	37 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 610€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IVRY-PORT
Ivry-sur-Seine

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier en transformation avec la ZAC Ivry Confluence
- Proximité d'axes de transport importants ainsi que de la Seine
- Maillage associatif important
- Présence de nombreux équipements sportifs
- Une maison municipale de quartier

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Une grande précarité
- Manque d'équipements municipaux et de lieux favorisant les rencontres

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Elles visent à favoriser les aménités urbaines et sociales, entre quartier historique de type faubourien et nouvel urbanisme, à résorber des poches d'habitat insalubre, à créer de nouveaux équipements publics favorisant les rencontres.

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Création sur le site de la petite Halle du BHV, boulevard Paul Vaillant Couturier d'un équipement public de quartier intégrant des salles associatives, un tiers lieu, un observatoire écocitoyen sur les pollutions, une maison de l'environnement
- Produire de nouveaux logements dont sociaux pour répondre à la demande.



Indicateurs clés	
Population (2022)	6 509
Part des moins de 24 ans (2022)	35,3 %
Part des plus de 60 ans (2022)	11,8 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	33,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	25,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	38,2 %
Taux d'emploi (2022)	60,2 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	15,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	42 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 640€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

MONMOUSSEAU
Ivry-sur-Seine

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Maillage associatif et d'équipements municipaux dont la Maison Municipale de Quartier Monmousseau et une médiathèque
- Espaces verts nombreux
- Implication des habitant.es

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Manque de commerces de proximité
- Quartier géographiquement situé sur un coteau avec une accessibilité réduite pour certains habitants (personnes âgées ou à mobilité réduite)
- Difficultés sur la fréquence des transports publics

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6ans) :

- Réflexion sur une transformation urbaine du quartier en particulier la cité Amédée Huon en intégrant davantage de diversité sociale dans le quartier, une plus grande mixité urbaine notamment commerciale
- Améliorer les liens avec la maison de quartier

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Construire de nouveaux logements en accession/BRS, favoriser l'implantation de nouveaux commerces de proximité, réhabiliter les espaces publics
- Créer les conditions pour la mise en œuvre d'un nouvel ANRU qui pourrait aussi porter sur le quartier Pierre et Marie Curie dont les indicateurs socio-démographiques et la typologie de bâti sont sensiblement équivalent.



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 471
Part des moins de 24 ans (2022)	32,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	20,4 %
Indice de jeunesse (2022)	1,3
Part des étrangers dans la population (2022)	29 %
Part de familles monoparentales (2022)	33,4 %
Part de la population sans diplôme (2022)	40,4 %
Taux d'emploi (2022)	63,3 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	16,5 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	38 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 960€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PIERRE ET MARIE CURIE
Ivry-sur-Seine

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Maillage associatif et d'équipements municipaux importants
- Espaces verts
- Réseaux de transport en proximité

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants

- Dégradation du bâti et incivilités
- Déscolarisation importante

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6ans) :

- Réflexion pour un renouvellement urbain pour le quartier, à partir d'un diagnostic du bâti existant (démolition/réhabilitation), mieux le relier à la ville, requalifier les espaces publics, créer de nouveaux commerces, favoriser la mixité sociale.

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Créer les conditions pour la mise en œuvre d'un nouvel ANRU qui pourrait aussi porter sur le quartier Monmousseau dont les indicateurs socio-démographiques et la typologie de bâti sont sensiblement équivalent.



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 507
Part des moins de 24 ans (2022)	36,4%
Part des plus de 60 ans (2022)	23,9 %
Indice de jeunesse (2022)	1,2
Part des étrangers dans la population (2022)	23,4 %
Part de familles monoparentales (2022)	40,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	42,8 %
Taux d'emploi (2022)	48,8 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	28,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 000€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre

SCHUMAN-BERGONIÉ-MARTINETS
Kremlin-Bicêtre

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Une bonne situation géographique aux portes de Paris
- NPNRU sur le quartier et opportunités associées (mixité sociale, équipements,,,)
- Des équipements sportifs et naturels au cœur et à proximité immédiate du quartier
- Une bonne desserte des transports locaux renforcés prochainement par l'arrivée de la nouvelle gare de la ligne 14 du métro.
- Outils de collaboration locale de la communauté éducative (PEDT)

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Un manque d'animation de l'espace public permettant de favoriser les rencontres
- Difficultés à mobiliser les habitants et à les rendre acteurs de la vie du quartier
- Une part importante de ménages confrontés à la précarité énergétique
- Un réseau associatif de quartier insuffisant
- Eloignement des zones commerciales pour une partie du quartier
- Besoin d'accompagner la mixité sociale induite par la future opération de renouvellement urbain

La stratégie communale pour le quartier sur les 6 années à venir :

- **Aider à la parentalité et accompagner les jeunes** : création d'un lieu d'écoute et de ressources destiné aux parents, espaces jeunesse dédiés aux 18-25 ludothèque itinérante pour renforcer les liens entre les familles et faciliter l'accès aux ressources éducatives et récréatives.
- **Lutter contre la précarité** : régie de quartier (Schuman-Bergonié-Martinets), pour favoriser l'insertion socio-professionnelle; mise en place de chantiers d'insertion pour les jeunes.
- **Lutter contre l'isolement des publics vulnérables et encourager les interactions entre QPV et autres quartiers de la ville, favoriser le « être ensemble »** : tiers-lieu en complément de la régie de quartier, actions culturelles et des événements encourageant la mixité sociale renforçant les liens entre les habitants des QPV et ceux des autres quartiers.
- **Développer l'action sociale et l'accès aux droits** : rapprocher les services des habitants, en particulier ceux qui ne sollicitent pas toujours les dispositifs disponibles, points d'information itinérants et des points de ressources dans les quartiers, etc.



Indicateurs clés*	
Population (2022)	2 833
Part des moins de 24 ans (2022)	35,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	19,8 %
Indice de jeunesse (2022)	1,5
Part des étrangers dans la population (2022)	29,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	43,4 %
Part de la population sans diplôme (2022)	44,1 %
Taux d'emploi (2022)	57,2 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	21,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	37 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 740€

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Péri – Schuman Bergonié Martinets), sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VERCORS / CHASTENET
Kremlin-Bicêtre

Présentation du quartier

Ce nouveau quartier rentré dans la nouvelle géographie de la politique de la ville dans le cadre du contrat engagement quartier 2030 est caractérisé par une résidence sociale unique gérée par un seul bailleur. Le plus grande partie du quartier est située sur la commune de Villejuif , un immeuble étant situé sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Deux associations sont installées sur le quartier dans les locaux collectifs résidentiels en pieds d'immeuble mis à disposition par le bailleur. Le quartier bénéficie également d'un tiers-lieu et d'un espace numérique associatif.

Les enfants des écoles élémentaires et maternelles du quartier fréquentent les structures scolaires et périscolaires de la ville : accueil de loisirs Aimé-Césaire, école maternelle Robert Desnos et école élémentaire Charles-Péguy.

La stratégie communale pour le quartier sur les 6 années à venir :

- **Aider à la parentalité et accompagner les jeunes** : création d'un lieu d'écoute et de ressources destiné aux parents, espaces jeunesse dédiés aux 18-25 ludothèque itinérante pour renforcer les liens entre les familles et faciliter l'accès aux ressources éducatives et récréatives.
- **Lutter contre la précarité** : Favoriser l'insertion socio-professionnelle; mise en place de chantiers d'insertion pour les jeunes.
- **Lutter contre l'isolement des publics vulnérables et encourager les interactions entre QPV et autres quartiers de la ville, favoriser le « être ensemble »** : tiers-lieu en complément de la régie de quartier, actions culturelles et des événements encourageant la mixité sociale renforçant les liens entre les habitants des QPV et ceux des autres quartiers.
- **Développer l'action sociale et l'accès aux droits** : rapprocher les services des habitants, en particulier ceux qui ne sollicitent pas toujours les dispositifs disponibles, points d'information itinérants et des points de ressources dans les quartiers, etc.



La plus grande partie du quartier est située sur la commune de Villejuif. Un immeuble est situé sur la commune du Kremlin- Bicêtre.

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier, sans distinction communale.*

Indicateurs clés*	
Population (2022)	1 260
Part des moins de 24 ans (2022)	34,8 %
Part des plus de 60 ans (2022)	17,9 %
Indice de jeunesse (2022)	1,7
Part des étrangers dans la population (2022)	14,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	25,2 %
Part de la population sans diplôme (2022)	22 %
Taux d'emploi (2022)	67,3 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	12,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 260€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un enjeu de mixité sociale et de mieux vivre ensemble
- Un enjeu d'accompagnement aux démarches qu'elles soient numériques ou non
- Un besoin de coordination des acteurs qui œuvrent en faveur de l'accès aux droits et de l'inclusion numérique
- Un enjeu de réduction des inégalités sociales et de santé notamment en matière de santé mentale et de prévention
- Difficultés des familles monoparentales de concilier activité professionnelle et temps dédié à l'éducation
- Pertinence des parcours de réussite éducative et d'accès aux savoirs de base
- Difficulté de toucher un public jeune au delà d'un certain âge (jeune ados)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Médiatrice numérique « France services »
- Dispositif interservices hors les murs « à l'air libre »
- Projet éducatif territorial/convention territoriale globale
- Projet de création d'une régie de quartier
- Installation d'une micro-folie
- Projet de contrat local de santé et de création de maisons médicales
- Dispositif DEMOS
- Bourse pour l'émancipation
- Convention collèges du secteur/municipalité sur le décrochage scolaire

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accès aux droits, lutter contre la fracture numérique et l'illettrisme	• Autonomiser les publics face aux actes administratifs, juridiques • Faciliter l''accès aux services et aux droits
	• Renforcer les ateliers et permanences numériques en lien avec les « EPN » de la ville
	• Poursuivre le développement des ateliers ASL et FLE
Favoriser le lien social, la vie locale et la participation des habitants	• Développer des évènements d'animation de l'espace public pour favoriser le « être ensemble » • Créer des espaces de rencontres et d'échanges intergénérationnelles • Accompagner les initiatives collectives d'habitants • Accompagner le développement d'une régie de quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre	
Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer le soutien à la parentalité	• Développer des espaces de rencontre et d'échanges entre parents et professionnels autour de thématiques liées à la fonction parentale • Développer des lieux d'accueil enfants/parents • Renforcer les actions/outils pour améliorer la relation famille/école
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	• Etendre les dispositifs d'accompagnement à la scolarité et de prévention des décrochages précoces • Développer un programme de réussite éducative
Renforcer les parcours éducatifs , artistique, culturelle, citoyen et républicain	• Articuler les actions artistiques, culturelles, sportives à destination des jeunes en lien avec le Projet éducatif territorial • Renforcer les actions médiation socioéducative: (prévention, réseaux sociaux, passeport citoyen, harcèlement, laïcité ,,,,)
Développer le pouvoir d'agir et la citoyenneté des jeunes	• Renforcer les dispositifs d'émancipation et d'engagement citoyen des jeunes (bourse, mentorat, tutorat…)
Favoriser l'accès à la prévention et aux soins	• Favoriser le développement d'actions de prévention de santé globale à travers la création d'un ASV • Développer une offre de services en matière de santé mentale • Accompagner les publics dans leurs démarches d'accès aux droits santé et aux soins
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre et qualité des actions/dispositifs/services proposées • Nombre et qualité des initiatives accompagnées • Nombre de personnes accompagnées et bénéficiaires • Nombre d'initiatives citoyennes d'habitants • Mise en place effective d'une programme de réussite éducative et d'une régie de quartier	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Précarité énergétique
- Problèmes de propreté et de gestion des déchets plus ou moins importants selon les zones d'habitation
- Alimentation durable

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Diagnostic en marchant dans le cadre du dispositif TFPB
- PRIR Schuman *(QPV Schuman-Bergonié-Martinets)*
- Réhabilitation des Hauts-Martinets par la ville *(QPV Schuman-Bergonié-Martinets)*
- Jardins pédagogiques (Bergonié/promenade Jean-Moulin)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Permettre l'accès à une alimentation durable et locale	• Développement d'une sécurité sociale alimentaire • Soutenir et accompagner les actions de l'économie sociale et solidaire
Propreté, gestion des déchets et lutter contre les nuisibles	• Renforcer l'entretien des parties communes (halls, escaliers, ascenseurs, allées, jardins, parkings en pied d'immeuble, etc.) • Développer les actions de sensibilisation à la réduction et au tri des déchets, mise en place et gestion des composteurs
Poursuivre l'amélioration du cadre de vie	• Soutenir les actions « Hors les Murs » favorisant le lien social • Poursuivre la sensibilisation à la transition écologique et au développement durable • Accompagner le développement des projets de jardins pédagogiques, collectifs et conviviaux

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions sensibilisation à l'amélioration du cadre de vie
- Nombre d'actions de sensibilisation à la réduction et au tri des déchets
- Nombre de jardins crées/renforcés
- Nombre de personnes touchées et bénéficiaires
- Nombre d'actions et d'initiatives de soutien à l'économie sociale et solidaire organisées
- Mise en place effective d'une sécurité sociale alimentaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un sentiment d'insécurité lié à des incivilités, des mésusages, des conduites à risque récurrentes sur le quartier
- Des personnes marginalisées ou en voie de marginalisation (addictions, santé mentale)
- Un besoin d'accompagner les jeunes et les moins jeunes fragilisés socialement et économiquement
- Poursuite du développement des actions de prévention
- Développement des relations entre la police et la population dans une approche d'inclusion des attentes et des besoins des habitants

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Stratégie Nationale de sécurité et de prévention de la délinquance/ CLSPD
- Conseil des droits et devoirs des familles
- Centre de supervision urbaine
- Cellule de veille bailleurs/partenaires municipaux pour apporter des réponses aux problèmes particuliers d'insécurité et de délinquance identifiés sur le territoire
- Club de prévention spécialisée AEF
- Développement de TIG pour les majeurs condamnés à des peines alternatives

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Améliorer la tranquillité publique	Développer la vidéo-protection dans les zones stratégiques
	Poursuivre les liens entre la police nationale, les polices municipales, le bailleur et la population (opérations conjointes)
	Organiser des temps et des évènements de convivialité
Renforcer la prévention et la médiation des plus jeunes pour éviter un basculement dans la délinquance	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD)
	Développer des chantiers éducatifs
Favoriser la protection contre les violences faites aux femmes et aux personnes vulnérables	Favoriser la protection contre les violences faites aux femmes et aux personnes vulnérables
	Mettre en place une convention Ville/ bailleurs pour les questions de logement d'urgence

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre
Tranquillité publique et sécurité
Indicateurs d'évaluation (résultats)
• Nombre d'évènements de convivialité organisés/ taux de participation des habitants aux évènements • Nombre de chantiers éducatifs développés • Nombre et qualité des actions de prévention développées • Nombre de personnes touchées et bénéficiaires • Nombre de zones couvertes par la vidéo-protection

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un taux de chômage important, qui touche notamment les jeunes, les femmes les plus de 50 ans et les personnes de nationalité étrangère *(chiffre – retour INSEE Mai 2024)*
- Peu d'associations locales intervenant sur ce champ d'action sur le territoire
- Un enjeu d'accompagnement des publics vers l'emploi et de lever les freins à l'accès à l'emploi

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Mission locale INNOVAM et Agence France Travail à Cachan
- Structure information jeunesse
- Chantiers éducatifs (club de prévention AEF)
- Job dating et alternance dating
- Charte d'insertion locale dans le cadre du NPNRU de la cité Schuman

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la levée les freins à l'accès à l'emploi	• Renforcer la lutte contre la fracture numérique • Renforcer le développement des compétences psychosociales des habitants
	• Développer les modes de garde alternatifs pour les publics
Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	• Développer l'accompagnement des jeunes de 16/30 ans vers la qualification et l'emploi (aides à la recherche de formations et d'emplois) • Poursuivre le chantiers éducatifs d'insertion • Poursuivre le développement des alternances dating • Créer un salon de la formation et de l'orientation professionnelle des jeunes
Renforcer l'accompagnement vers l'emploi en lien avec l'EPT	• Développer les actions de remobilisation vers l'emploi (autonomie et confiance en soi, techniques de recherche, savoir-être et savoir- faire acquis…) • Développer l'aide aux outils d'accompagnement vers l'emploi (rédaction de CV, lettre de motivation, préparation aux entretiens)
Favoriser l'information et l'orientation	• Assurer un service de proximité et d'information • Rapprocher les demandes d'emploi des entreprises à travers le développement de jobs- dating

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Kremlin-Bicêtre	
Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Promouvoir l'entreprenariat	Faciliter la rencontre entre les publics et les réseaux d'accompagnement à la création d'entreprise
	Sensibiliser les publics jeunes à l'entreprenariat
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre et qualité des ateliers de remobilisation et d'accompagnement vers l'emploi organisés en lien avec l'Etablissement public territorial • Nombre de jobs dating et d'alternance dating • Nombre de personnes touchées et bénéficiaires • Nombre et qualité des actions de sensibilisation à l'entreprenariat	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

L'Haÿ-les-Roses

Présentation de la commune

Les priorités retenues pour la feuille de route communale auprès des quartiers prioritaires

L'Haÿ-les-Roses est une commune de 32 000 habitants avec 5 quartiers prioritaires (Hochart, Lallier, Jardin Parisien, Jardin Parisien-Stade et La Vallée Aux Renards) et 2 projets de renouvellement urbain en phase opérationnelle sur le quartier Lallier et Hochart.

L'écriture du prochain contrat de ville est donc un enjeu primordial pour la commune ainsi que pour les habitants des quartiers car elle concernera environ 6 000 habitants répartis dans les 5 quartiers cités précédemment, ce qui fait environ 20% de la population communale.

Le contrat de ville constitue le contrat unique de référence de la politique de la ville et des politiques menées en faveur des quartiers prioritaires de l'ensemble des partenaires signataires. Ce document engage l'État, les collectivités locales et leurs partenaires dans la mise en œuvre d'actions visant à lutter contre le processus de dévalorisation des quartiers.

Il est donc important pour la commune d'écrire un contrat de ville qui prendra en compte, les besoins et les spécificités des différents quartiers, les dynamiques que l'on peut retrouver dans chacun d'eux, la prise en compte des partenaires en présence ainsi que les dispositifs de coordination en lien avec le droit commun.

La rédaction de ce contrat de ville s'est appuyée sur l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) menée entre 2020 et 2021, une concertation qui a eu lieu le jeudi 7 juillet 2023 avec les associations du territoire, les élus ainsi que les services municipaux. Cette concertation a permis de travailler sur 4 thématiques (la santé, l'illettrisme, l'illectronisme, et l'éducation) sous forme d'ateliers, de les questionner et de ressortir des orientations et des pistes d'actions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale auprès des quartiers prioritaires

Une autre concertation a eu lieu le vendredi 29 septembre 2023 dans le quartier du Jardin Parisien avec les habitants et les membres du conseil de quartier. Lors de cette réunion, c'est la question du cadre de vie qui a été mise en avant par les habitants, notamment les questions liées à la gestion des travaux dans les quartiers.

La commune s'est également appuyée sur l'évaluation du précédent contrat de ville, réalisée durant l'année 2022 par L'EPT 12 Grand-Orly Seine Bièvre.

A partir de tous ces éléments, la commune de L'Haÿ-les-Roses souhaite mener et continuer à développer une politique volontariste en faveur des habitants des quartiers prioritaires qui a comme objectif d'améliorer leurs conditions et cadres de vie. Les actions engagées s'articulent autour de **8 priorités définies et 2 priorités transversales.**

Ces dernières qui concernent **la laïcité et les valeurs de la République** ainsi que **l'égalité entre les hommes et les femmes** constitueront un socle commun dans lequel devra s'inscrire l'ensemble des orientations du prochain Contrat de Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités transversales de la commune

- **La laïcité et les valeurs de la République :** La commune de L'Haÿ-les-Roses accorde une attention particulière aux questions liées à **la laïcité et aux valeurs de la République**. Le 17 décembre 2020 le Conseil Municipal a adopté La Charte communale des valeurs de la République et de la laïcité. En prenant cet engagement la commune a souhaité exprimer son attachement à la liberté de conscience et de culte, à la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses et à l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. Elle prend particulièrement sens dans un contexte social et politique marqué par les tensions et les crispations autour du fait religieux. En permettant également aux agents de suivre la formation **Valeurs de la République et Laïcité**, la commune donne les meilleurs outils à ses agents afin de mieux appréhender le principe de laïcité, de mieux comprendre comment l'appliquer et l'expliquer dans l'exercice de leurs métiers. En parallèle, la Ville encourage et soutient également toutes actions des structures communales et associatives qui valorisent les projets autour des valeurs de la République et de la laïcité.

- **L'égalité entre les femmes et les hommes :** En lien avec la laïcité, la Ville porte un fort intérêt à la question de l'égalité entre les femmes et les hommes. Chaque année, elle met à l'honneur les femmes avec la création de l'évènement **du Mois Des Droits Des Femmes**. A cette occasion, une programmation dédiée est mise en place durant tout le mois de mars. On y retrouve des actions sportives, des concerts spectacles et des ateliers de sensibilisation. Toutes ces actions doivent permettre de prévenir les stéréotypes et favoriser la mixité, promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle et lutter contre les violences.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale pour les quartiers prioritaires

- **L'éducation et la démocratisation culturelle** : La commune de L'Haÿ-les-Roses a toujours porté une attention particulière aux questions liées à l'éducation et à la lutte contre le décrochage scolaire ainsi qu'à la découverte culturelle. La ville compte sept écoles maternelles, sept écoles élémentaires et 2 collèges. Les écoles de L'Haÿ-les-Roses sont implantées dans tous les quartiers, la plupart en groupes scolaires dont 3 en réseau d'éducation prioritaire (REP) le groupe scolaire Hochart, le groupe scolaire Lallier et le groupe scolaire du Jardin Parisien. Les dispositifs dont bénéficient les écoles en REP permettent de favoriser la réussite scolaire des enfants : dédoublement des classes de CP et de CE1 (14 élèves au maximum par groupe) ou bien la participation à des dispositifs subventionnés par l'éducation nationale. Pour favoriser davantage la réussite scolaire des enfants, d'autres dispositifs sont déployés dans la commune : Un programme **d'Accompagnement à la Scolarité (ACS)** qui accueille plus de 400 élèves issus des quartiers (Lallier, Hochart, Jardin Parisien et Jardin Parisien-Stade) porté par la caisse des écoles qui est une structure municipale. Ce dispositif est complété par celui de l'association AVARA, situé dans le quartier de la Vallée aux Renards qui porte également un dispositif d'accompagnement à la scolarité qui accueille entre 60 et 90 élèves. Un **Programme de Réussite Educative (PRE)** centré sur un parcours d'accompagnement personnalisé des élèves et des familles porté également par la caisse des école, est déployé sur les quartiers (Lallier, Hochart, Jardin Parisien et Jardin Parisien-Stade). L'objectif proposé dans ce contrat de ville est d'étendre ce dispositif au quartier de La Vallée aux Renards nouvellement entrant dans la géographie prioritaire. La Ville propose un panel important d'actions d'ouvertures à la culture : on retrouve une programmation variée de spectacles à l'auditorium tout au long de l'année, un partenariat renforcé avec les associations AVARA et ASPIR avec des places gratuites réservées aux membres des différentes structures et la mise en place de rencontres privilégiés avec les compagnies et les artistes en amont des spectacles. La livraison prochaine d'une médiathèque près du quartier Jardin Parisien va permettre de donner un outil supplémentaire et de renforcer la politique culturelle communale. Les Espaces de Contes Animations Lectures (ESCALES) sont un exemple de la politique culturelle menée par la Ville dans les quartiers. Mis en place dans le relais mairie de Lallier et de la Vallée aux Renards avec une ouverture un mercredi sur deux en après-midi et en alternance, cet espace permet d'avoir accès à une bibliothèque éphémère avec diverses activités (lectures sur place, prêts de livres, ateliers créatifs, rencontres avec des auteurs) et d'autres animations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale pour les quartiers prioritaires

- **La santé, la prévention et la sensibilisation :** Les enjeux de santé sont particulièrement prégnants dans les quartiers politique de la ville, reflétant les inégalités sociales et territoriales, une offre de soins déficitaire, un cumul de facteurs défavorables à la santé (précarité économique, suroccupation des logements, bruit, etc.), un accès difficile aux facteurs de protection de la santé (emploi, loisirs, alimentation saine, cadre de vie promoteur de santé physique et mentale). Les études montrent en outre, un usage très restreint des dispositifs de prévention chez les classes populaires. Malgré la présence d'un Centre Municipal de Santé (CMS) à proximité de 3 quartiers en politique de la ville (Lallier, Jardin Parisien et le Jardin Parisien-Stade) , qui permet de répondre à certains besoins de santé des habitants, avec la mise en place d'actions de prévention « hors les murs » directement au sein des quartiers ou dans les établissements scolaires comme le collège Chevreul, l'offre de soins reste tout de même déficitaire avec une démographie médicale faible dans la commune. Celle-ci est classée en Zone d'Intervention Prioritaire plus (ZIP +) par l'Agence Régional de Santé (ARS). Il est primordial de renforcer les initiatives et les actions permettant de mieux sensibiliser la population aux enjeux de santé de renforcer les actions de santé portées par le CMS et d'améliorer l'offre de soin dans les quartiers politique de la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale pour les quartiers prioritaires

- **Le respect des institutions, la prévention et la lutte contre la délinquance :** Il est constaté depuis quelques années un délitement de la relation institutions-citoyens, parfois accompagné d'une hausse des violences, notamment à l'encontre de la fonction policière en France. Les émeutes de juin et juillet 2023 qui ont été d'une ampleur sans précédent dans toute la France, et notamment au sein de la commune, en sont une illustration. Ces évènements ont ainsi permis de mettre en avant un malaise qui touche tout le territoire français et plus particulièrement les quartiers politique de la ville. L'objectif de la prochaine contractualisation est d'améliorer les liens entre les populations des quartiers et les représentants des institutions et de renforcer les actions de prévention et de lutte contre la délinquance.

- **L'amélioration du cadre de vie et la transition écologique :** En 2014 deux quartiers (Lallier et Paul Hochart) ont été retenus au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), ce programme de renouvellement urbain fait l'objet de projets d'aménagement majeurs destinés à améliorer le cadre de vie des habitants dans les quartiers politique de la ville. Au niveau réglementaire, le NPNRU oblige les villes à mettre en place une démarche de Gestion urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) dans les quartiers concernés par le programme. Cependant, la municipalité a décidé d'aller plus loin en étendant cette démarche à d'autres quartiers qui ne bénéficient pas de programmes de renouvellement urbain mais qui relèvent de la politique de la ville. Outre l'amélioration du cadre de vie, la démarche de GUSP doit permettre, de renforcer les coopérations entre acteurs intervenant sur un quartier, d'améliorer la qualité de service et d'accompagner les transformations urbaines des quartiers. Les plans d'actions qui seront déployés dans le cadre de cette démarche vont permettre d'améliorer la vie des habitants dans les quartiers politique de la ville et renforcer le réseau entre partenaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale pour les quartiers prioritaires

- **Le renforcement de la cohésion sociale :** La cohésion sociale a été un des trois piliers composant l'ancien contrat de ville. Elle désigne le renforcement du lien social pour l'ensemble de la population et l'inclusion sociale des personnes vulnérables. Cet objectif se traduit par des politiques publiques de solidarité, de développement social et de promotion de l'égalité. Les politiques de cohésion sociale agissent également en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, des solidarités intergénérationnelles ou encore de l'économie sociale et solidaire. L'ambition du prochain contrat de ville est de valoriser et d'accompagner tous les porteurs de projet qui souhaiteraient mettre en avant des actions permettant de renforcer la cohésion et le lien social dans les quartiers en positionnant les habitants au cœur des projets.

- **La réduction des freins à l'emploi:** Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, le taux de chômage est près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Cette situation dégradée de l'emploi dans les quartiers prioritaires a toujours nécessité une action particulière de l'État et a souvent mobilisé les crédits de la politique de la ville dans le cadre du volet Emploi et développement économique du Contrat de Ville précédent. L'objectif posé dans le nouveau Contrat de Ville est d'appuyer toutes les structures ou toutes les actions pouvant lever les freins à l'emploi ou qui permettent de donner la possibilité à des bénéficiaires de retrouver un emploi, qu'elles passent par l'accompagnement direct à l'emploi (mise en relation, atelier, formation,…) ou par des actions liées au développement de l'estime de soi, en lien avec des dispositifs artistiques par exemple (théâtre, danse...).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Haÿ-les-Roses

Les priorités retenues pour la feuille de route communale pour les quartiers prioritaires

- **Le soutien aux structures associatives qui agissent en direction des publics éloignés des institutions :** Les associations réalisent un travail essentiel pour faire vivre le lien social au quotidien dans les quartiers prioritaires. Du fait de leur proximité avec les habitants des quartiers et de leur connaissance de la population, ils ont la capacité de mobiliser des publics qui sont peu mobilisables en règle générale. C'est notamment le cas pour les jeunes, difficiles à mobiliser surtout lorsqu'ils sont éloignés de l'emploi ou de la scolarité. C'est également le cas pour les primo-arrivants, que l'on retrouve souvent en quartier politique de la ville et dont l'accompagnement est primordial afin qu'ils puissent s'intégrer à la population déjà présente. L'objectif du prochain contrat de ville à l'échelle communale est de s'appuyer sur les structures de proximité afin de les aider à renforcer leurs actions en direction des publics éloignés des institutions.

- **La pratique sportive comme vecteur de cohésion sociale :** Pour agir efficacement en faveur des territoires urbains fragiles, les actions en lien avec la pratique sportive déployées dans les quartiers constituent un levier important de lutte contre les fractures territoriales et de réduction des inégalités sociales auxquelles les habitants des quartiers prioritaires sont particulièrement exposés. La pratique sportive permet de rassembler les populations, de partager des valeurs et des règles communes, de renforcer l'estime de soi, d'inclure tous les publics (femmes, hommes, personnes en situation de handicap) et de créer de la cohésion sociale. De plus, la construction de nouveaux équipements sportifs dans les quartiers (Lallier et Hochart) et la réhabilitation des équipements sportifs au Jardin Parisien et jardin Parisien-Stade, vont permettre d'améliorer et d'accroitre l'offre disponible dans ces territoires et contribuer à développer la libre pratique du sport.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Le jardin Parisien, est un quartier d'environ 5 hectares, bordé par l'autoroute A6 qui le sépare du centre-ville. D'une population d'environ 1680 habitants, le quartier se compose exclusivement de logements sociaux, au nombre de 600.

Le quartier compte une école maternelle et deux écoles élémentaires, un relais petite enfance, une crèche familiale, un accueil de loisirs, un gymnase et quelques commerces de proximité. Il dispose également d'une infrastructure proposant de l'accompagnement à la scolarité qui accompagne environ 400 élèves, ainsi que d'un programme de réussite éducative composé d'une coordinatrice et de 2 psychologues référentes de parcours.

Un Centre Municipale de Santé (CMS) situé à proximité du quartier, permet aux habitants de bénéficier d'une offre de soins accessible à des prix maitrisés. Un accompagnement spécifique est également proposé par le centre de santé à destination des habitants des quartiers politiques de la ville sur les questions liées à l'estime de soi, la promotion de l'hygiène corporelle et la prévention des conduites addictives pour tous et notamment pour les habitants du Jardins Parisiens.

Concernant le tissu associatif, l'association ASPIR situé en plein cœur du quartier, propose une offre variée d'actions. Un accompagnement est proposé autour de l'accès aux droits et des parcours d'inclusion des primo-arrivants, une offre sur la parentalité, des actions autour de la citoyenneté ou encore des ateliers sociolinguistiques. D'autres activités sont également proposées, c'est le cas des cours de danse contemporaine animés par l'association 5 Août 1992.

D'autres actions plus ponctuels menées par des associations ou des services de la ville participent à l'animation du quartier. C'est notamment le cas de l'action proposée par la police municipale, la journée Jeunes/Police-dispositif Prox' Raid Aventure qui est une journée de rencontre entre les jeunes et les services de la police.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDINS PARISIENS
L'Haÿ-les-Roses

Statut : Quartier supervisé par l'ANCT (non modifiable)



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 685
Part des moins de 24 ans (2022)	43,5 %
Part des plus de 60 ans (2022)	12,4 %
Indice de jeunesse (2022)	2,9
Part des étrangers dans la population (2022)	30 %
Part de familles monoparentales (2022)	31,8 %
Part de la population sans diplôme (2022)	38,7 %
Taux d'emploi (2022)	53,8 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	25,4 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	37 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 070 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	Poursuivre le travail engagé par les dispositifs: - De Programme de Réussite Educative (PRE) - D'Accompagnement à la Scolarité (ACS)
	Articuler les actions éducatives en lien avec le Projet Educatif Territorial (PEDT)
Renforcer le lien entre les publics précaires, les structures d'accès au droit et les structures de prévention de la santé	Soutenir les actions « Hors les Murs » en direction des habitants portées par le Centre Municipal de Santé situé à proximité du quartier
	Soutenir les actions de prévention et de sensibilisation contre les conduites addictives
	Orienter les habitants vers les structures d'accès au droit comme l'association Nouvelles Voies
	Orienter les femmes victimes de violence vers la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales et d'accès au droit animée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Val-De-Marne (CIDFF94)
Soutenir la vie associative en encourageant les initiatives des associations de quartier qui ont comme objectif de développer la solidarité, l'animation des quartiers et qui contribuent à favoriser le lien social	Travailler en collaboration avec les structures et les associations comme L'Haycité en valorisant les actions de lutte contre les inégalités hommes et femmes et celles qui mettent en avant les valeurs de la république et de la laïcité
	Continuer d'accompagner les structures locales comme l'association ASPIR
	Accompagner les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence des nouveaux projets associatifs

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Permettre aux acteurs locaux de s'appuyer sur les équipements de proximité, afin de renforcer les actions en lien avec la culture, l'éducation et la pratique sportive	Multiplier les évènements en lien avec le sport pour renforcer la pratique sportive et les questions liées à l'inclusion de tous les publics notamment les femmes
	S'appuyer sur la présence de la bibliothèque et de la future médiathèque pour favoriser la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme
	Sensibiliser la population aux dispositifs culturels, en privilégiant les actions liées à la lecture et celles liées à l'utilisation du numérique grâce aux nouveaux équipements de quartier (médiathèque)
	S'appuyer sur la réhabilitation de nouveaux équipements (Gymnase du quartier réhabilité en 2025) pour renforcer les actions de cohésion sociale en lien avec la pratique sportive

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de prévention et/ou de sensibilisation déployées ou renforcées
- Nombre d'actions « hors les murs » déployées ou renforcées
- Nombres d'actions visant la pratique culturelle et/ou sportive déployées ou renforcées
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN
L'Haÿ-les-Roses

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer les actions permettant d'améliorer le cadre de vie et la revalorisation de l'image du quartier	Mettre en œuvre le plan d'action de la GUSP, qui visent à résoudre les problématiques de propreté, gestion de la domanialité, le stationnement anarchique, les questions de sécurité et globalement l'amélioration du cadre de vie
	Soutenir la création de jardins partagés, familiaux ou pédagogiques
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP • Nombre de jardins partagés créés ou accompagnés	

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer des actions en lien avec la prévention de la délinquance, et renforcer les moyens dédiés à la sécurité et à la tranquillité publique	Multiplier les actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse, comme le dispositif journée Jeunes/Police - dispositif Prox' Raid Aventure porté par la police municipale
	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) élaborée par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CLSPD)
	Mettre en œuvre les actions de la GUSP en faveur de la tranquillité publique (mise en place de la vidéo protection)
	Soutenir les actions des associations de prévention spécialisée (éducateurs de rue)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'actions de la GUSP sur le volet tranquillité publique • Nombre d'actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de prévention en lien avec la STSPD déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN
L'Haÿ-les-Roses

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions et les dispositifs en lien avec la levée des freins à l'emploi	Soutenir l'ensemble des actions permettant la mise en relation Employeurs/ habitants
	Soutenir l'ensemble des actions de formation liée à l'emploi (formation à l'apprentissage du français, à l'écriture et à la lecture, ainsi qu'aux outils du numérique)
	Soutenir l'ensemble des actions favorisant le développement de l'estime de soi
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de mise en relation employeurs/habitants déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de formation liée à l'emploi déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions favorisant le développement de l'estime de soi déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Le quartier Paul Hochart situé à l'extrémité Est de la commune, en bordure de Villejuif, Chevilly-Larue et Vitry est l'un des quartiers les plus éloignés du Centre-Ville.

Le site initial avant les démolitions effectuées dans le cadre du projet d'aménagement présentait des activités le long de la RD7 (garage, entrepôts, station-service), deux foyers de travailleurs migrants, des bâtiments d'activités utilisés par L'Oréal et quelques pavillons.

Les travaux d'aménagement ont conduit à la démolition des bâtiments disparates qui longeaient la RD7, de la station-service située à l'angle de la rue Paul Hochart et du chemin des Bouteilles ainsi que de l'ancien foyer de travailleurs migrants ADEF qui a été reconstruit le long de la rue Paul Hochart et transformé en une résidence sociale de 236 logements en 2012. 46 logements sociaux ont également été reconstruits.

Parallèlement, le site a été retenu par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en décembre 2014.

Le projet NPNRU, qui est actuellement en phase opérationnelle sur le quartier, va permettre de le transformer en une nouvelle entrée de ville redynamisée et ouverte sur la RD7. L'objectif de cette transformation urbaine vise également à créer un quartier mixte avec une programmation de logements diversifiés (logements en accession, résidences services sénior, logements sociaux, et résidence sociale) et une mixité fonctionnelle des usages (équipements publics, commerces, services, square, crèche, parking public, salle polyvalente,...)

Ainsi, le second foyer de travailleurs migrants Coallia, va être déconstruit et transformé en une résidence sociale de 175 logements pour une livraison prévue en septembre 2024. 55 logements sociaux seront également reconstruits sur ce quartier. Un groupe scolaire de 25 classes a d'ores et déjà été livré sur le quartier en septembre 2023.

Un équipement sportif accueillant gymnase et dojo a été inauguré le jeudi 1 février 2024 : ce gymnase, qui complète le nouveau groupe scolaire Geneviève De Gaulle-Antonioz, est mis à disposition à la fois pour les élèves du groupe scolaire mais également pour les habitants, permettant d'offrir des usages communs à tout le quartier.

Une salle polyvalente de 150 m² destinée aux besoins des écoles et des associations du quartier sera construite au rez-de-chaussée d'un immeuble de logements, à proximité du groupe scolaire. On retrouvera également une implantation de cellules commerciales sur la place d'entrée de ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Afin d'assurer une continuité administrative et faciliter les démarches des habitants du quartier et notamment des deux résidences sociales, un relais mairie est situé à proximité du quartier, rue Sainte Colombe. Au sein de ce relais les usagers ont également la possibilité de se faire accompagner par l'association Nouvelles Voies, qui propose un accompagnement aux habitants dans leurs démarches administratives, numériques, et juridiques à travers des permanences.

Par ailleurs, les élèves de ce quartier bénéficient également du Programme de Réussite Educative (PRE) et du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) déployés par la Commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Statut : Quartier supervisé par l'ANCT (non modifiable)



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 862
Part des moins de 24 ans (2022)	32,6 %
Part des plus de 60 ans (2022)	21,3 %
Indice de jeunesse (2022)	1,2
Part des étrangers dans la population (2022)	30,9 %
Part de familles monoparentales (2022)	36,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	49,2 %
Taux d'emploi (2022)	52,8 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	21,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	49 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	14 070 €

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Lebon – Hochart – Mermoz (Lozaits Sud), sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	Poursuivre le travail engagé par les dispositifs: - De Programme de Réussite Educative (PRE) - D'Accompagnement à la Scolarité (ACS)
	Articuler les actions éducatives en lien avec le Projet Educatif Territorial (PEDT)
Renforcer le lien entre les publics précaires, les structures d'accès au droit et les structures de prévention de la santé	Orienter les habitants vers les structures d'accès au droit comme l'association Nouvelles Voies
	Soutenir les actions de prévention et de sensibilisation contre les conduites addictives
	Orienter les femmes victimes de violence vers la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales et d'accès au droit animée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Val-De-Marne (CIDFF94)
Soutenir la vie associative en encourageant les initiatives des associations de quartier qui ont comme objectif de développer la solidarité, l'animation des quartiers et qui contribuent à favoriser le lien social	Accompagner les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence des nouveaux projets associatifs
Permettre aux acteurs locaux de s'appuyer sur les équipements de proximité, afin de renforcer les actions en lien avec la culture, l'éducation et la pratique sportive	Soutenir les actions des structures sportives dans les QPV, comme celle que porte le Cal rugby, dont le but est d'initier les élèves de l'école élémentaire à la pratique du rugby
	Renforcer la pratique sportive en lien avec les nouveaux équipements publics (nouveau gymnase et son dojo)
	Sensibiliser la population aux dispositifs culturels, en privilégiant les actions liées à la lecture et celles liées à la l'utilisation du numérique grâce aux nouveaux équipements de quartier
	Multiplier les évènements en lien avec le sport pour renforcer la pratique sportive et les questions liées à l'inclusion de tous les publics notamment les femmes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer les actions en direction des jeunes afin de renforcer le lien social dans le quartier	Poursuivre les dispositifs de chantier citoyen envers les jeunes portés par le service jeunesse
	Encourager la pratique sportive des jeunes (11-25 ans) en se saisissant des nouveaux équipements de quartier (gymnase et dojo)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de prévention et/ou de sensibilisation déployées ou renforcées • Nombres d'actions visant la pratique culturelle et/ou sportive déployées ou renforcées • Nombre d'équipements publics créés • Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) • Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer les actions permettant d'améliorer le cadre de vie et la revalorisation de l'image du quartier dans le cadre du projet NPNRU	Création de nouveaux équipements publics (groupe scolaire, gymnase, salle polyvalente)
	Création d'espaces publics pour renforcer le lien social (square, espace de rencontre entre habitants)
	Mettre en œuvre le plan d'action de la GUSP, qui visent à résoudre les problématiques de propreté, gestion de la domanialité, le stationnement anarchique, les questions de sécurité et globalement l'amélioration du cadre de vie
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet cadre de vie • Nombre d'espaces de rencontre créés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HOCHART
L'Haÿ-les-Roses

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer des actions en lien avec la prévention de la délinquance, et renforcer les moyens dédiés à la sécurité et à la tranquillité publique	Multiplier les actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse, comme le dispositif journée Jeunes/Police - dispositif Prox' Raid Aventure porté par la police municipale
	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) élaborée par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CLSPD)
	Mettre en œuvre les actions de la GUSP en faveur de la tranquillité publique (mise en place de la vidéo protection)
	Soutenir les actions des associations de prévention spécialisée (éducateurs de rue)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet tranquillité publique • Nombre d'actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de prévention en lien avec la STSPD déployées et/ou renforcées	

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions et les dispositifs en lien avec la levée des freins à l'emploi	Orienter les habitants vers les structures de proximité comme AEF 94 et la permanence sur les clauses d'insertion mise en place par l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dans le cadre du projet de renouvellement urbain
	Soutenir l'ensemble des actions favorisant le développement de l'estime de soi
	Soutenir l'ensemble des actions permettant la mise en relations Employeurs/ habitants
	Soutenir l'ensemble des actions de formation liée à l'emploi (formation à l'apprentissage du français, à l'écriture et à la lecture, ainsi qu'aux outils du numérique)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de mise en relation employeurs/habitants déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de formation liée à l'emploi déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions favorisant le développement de l'estime de soi déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Le quartier Lallier situé à l'Est de la Ville, en bordure de Villejuif et Chevilly-Larue, est séparé du Centre-Ville de L'Haÿ-les-Roses par l'autoroute A6, qui constitue une véritable coupure urbaine. Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) actuellement en phase opérationnelle sur le quartier, a pour but de désenclaver le quartier, d'améliorer les conditions de vie des habitants et de développer l'attractivité du quartier.

Le projet NPNRU va permettre de valoriser un territoire qui était autrefois considéré comme un quartier dortoir vieillissant en un quartier de vie attractif et qualitatif pour ses habitants. pour répondre aux besoins d'animation culturelle, au renforcement du lien social, mais également pour lutter contre la désertification des services de proximité au sein de ce quartier prioritaire, il est prévu d'y créer un équipement à vocation administrative et socioculturelle. Cet équipement réunira un relais mairie, un relais agence postale, une maison de la jeunesse et des solidarités comprenant un Service Information Jeunesse (SIJ) et une maison de quartier à destination des associations et des habitants.

Par ailleurs, un nouveau groupe scolaire de 25 classes est en cours de construction sur le quartier, ainsi qu'un équipement sportif à vocation des clubs, mais aussi des élèves des écoles. Cet équipement comprendra une salle omnisport pourvue de tribunes permettant l'accueil de compétitions régionales, une salle de gymnastique ainsi qu'une salle polyvalente.

Outre les équipements publics, le quartier accueillera également l'arrivée d'une gare de métro de la ligne 14, dès juillet 2024, qui permettra de rejoindre Paris et l'aéroport d'Orly en moins de 15 minutes. Ainsi ce quartier est amené à évoluer pour devenir une nouvelle centralité à l'échelle de l'Est de la Ville. A ce titre, le projet d'aménagement prévoit la création de cellules commerciales, de locaux d'activités de services, ainsi que la réalisation d'un parking public de 200 places. L'ensemble de ces éléments concourra à conforter l'attractivité de ce quartier.

Le désenclavement du quartier, la programmation de nouveaux logements ainsi que l'amélioration des logements déjà existants dans le quartier va permettre de créer de la mixité sociale qui est une ambition du projet de renouvellement urbain. A terme, ce seront ainsi 780 logements qui seront construits sur le quartier, dont 585 en accession, 115 en locatif social et 80 en locatif intermédiaire. Cette programmation complète les 190 logements sociaux déjà présents sur le site, réhabilités entre 2017 et 2020 et qui ont fait l'objet d'une résidentialisation dans le cadre du projet NPNRU. L'aménagement d'une voie structurante majeure (rue de Bicêtre), ainsi que la création de voies nouvelles circulées, de pistes cyclables et de mails réservés aux piétons vont permettre de désenclaver le quartier et de l'ouvrir sur le reste de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Dans ce contexte, la Ville souhaite affirmer son ambition qui est de continuer à accompagner les ménages toujours présents dans le quartier afin qu'ils puissent appréhender leur nouvel environnement.

Cet accompagnement se poursuit notamment auprès des élèves de l'école élémentaire qui bénéficient du Programme de Réussite Educative (PRE) ainsi que du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) déployés dans le quartier. De plus, en ce qui concerne le volet santé le Centre Municipal de Santé (CMS) situé à quelques mètres du quartier, permet aux habitants de bénéficier d'une offre de soin accessible à des prix maitrisés. Un accompagnement spécifique est également proposé par le centre de santé à destination des habitants des quartiers politiques de la ville sur les questions liées à l'estime de soi, la promotion de l'hygiène corporelle et la prévention des conduites addictives.

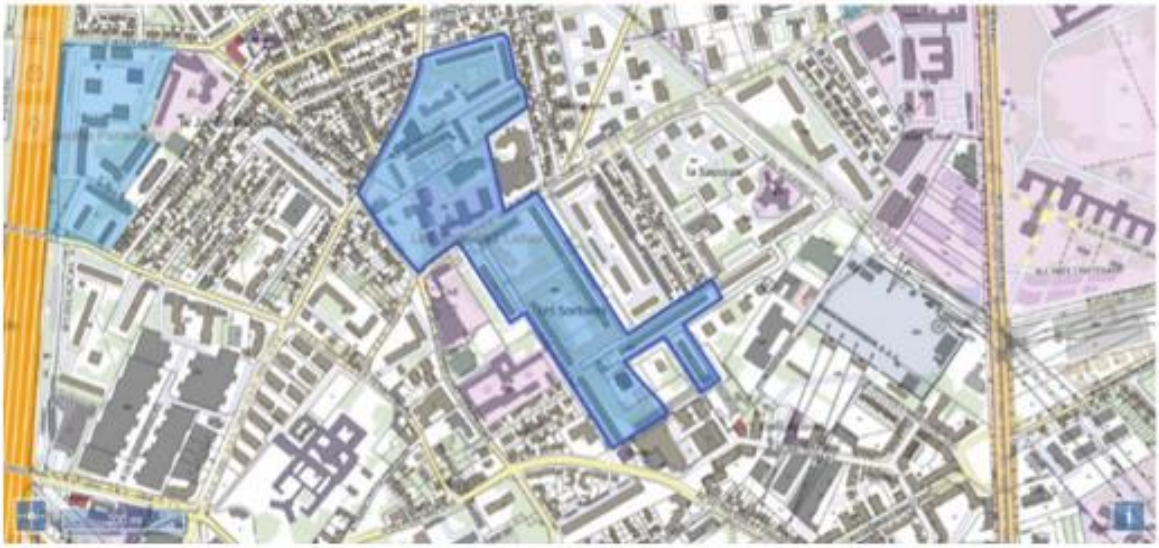
Au niveau du réseau associatif, certains acteurs sont bien identifiés dans le quartier comme le CAL Rugby dont le but est d'initier les élèves de l'école élémentaire à la pratique du rugby. Cependant, la présence d'acteurs associatifs dans le quartier reste assez marginale.

La restructuration du quartier, la création de nouveaux équipements ainsi que l'arrivée de nouveaux habitants sont une opportunité afin de redonner un nouveau souffle au secteur associatif sur le quartier et ainsi, créer un lien entre les habitants déjà présents et les nouveaux afin de créer une véritable mixité sociale au sein du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Statut : Quartier supervisé par l'ANCT (non modifiable)



Indicateurs clés	
Population (2022)	3 619
Part des moins de 24 ans (2022)	39,2 %
Part des plus de 60 ans (2022)	15,5 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	29 %
Part de familles monoparentales (2022)	41,1 %
Part de la population sans diplôme (2022)	37,5 %
Taux d'emploi (2022)	59,1 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,7 %

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Les Sorbiers – Lallier), sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	Poursuivre le travail engagé par les dispositifs: - De Programme de Réussite Educative (PRE) - D'Accompagnement à la Scolarité (ACS)
	Articuler les actions éducatives en lien avec le Projet Educatif Territorial (PEDT)
Renforcer le lien entre les publics précaires, les structures d'accès au droit et les structures de prévention de la santé	Soutenir les actions « Hors les Murs » en direction des habitants portées par le Centre Municipal de Santé situé à proximité du quartier
	Soutenir les actions de prévention et de sensibilisation contre les conduites addictives
	Orienter les habitants vers les structures d'accès au droit comme l'association Nouvelles Voies
	Orienter les femmes victimes de violence vers la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales et d'accès au droit animée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Val-De-Marne (CIDFF94)
Soutenir la vie associative en encourageant les initiatives des associations de quartier qui ont comme objectif de développer la solidarité, l'animation des quartiers et qui contribuent à favoriser le lien social	Accompagner les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence des nouveaux projets associatifs
Développer les actions en direction des jeunes afin de renforcer le lien social au sein du quartier	Poursuivre les dispositifs de chantier citoyen envers les jeunes portés par le service jeunesse
	Réintégrer un service jeunesse au centre du QPV avec un panel d'offres répondant à l'accueil des jeunes (Maison des Jeunes et des Solidarités), à leur accompagnement global et à leur émancipation (Service Information Jeunesse)
	Accompagner les actions portées par le service jeunesse au sein du futur équipement de quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Permettre aux acteurs locaux de s'appuyer sur les équipements de proximité, afin de renforcer les actions en lien avec la culture, l'éducation et la pratique sportive	Soutenir les actions des structures sportives dans les QPV, comme celle que porte le Cal rugby, dont le but est d'initier les élèves de l'école élémentaire à la pratique du rugby
	Renforcer la pratique sportive grâce aux nouveaux équipements publics (nouveau gymnase)
	Sensibiliser la population aux dispositifs culturels, en privilégiant les actions liées à la lecture et celles liées à l'utilisation du numérique grâce aux nouveaux équipements de quartier
	Poursuivre les actions des Espaces Contes Animations Lectures (ESCALE) portées par le service culturel au sein du relais mairie
	Multiplier les évènements en lien avec le sport pour renforcer la pratique sportive et les questions liées à l'inclusion de tous les publics notamment les femmes
	S'appuyer sur le relais mairie et le relais poste pour rapprocher les habitants et les services municipaux afin d'améliorer l'accès au droit

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de prévention et/ou de sensibilisation déployées ou renforcées
- Nombre d'actions « hors les murs » déployées ou renforcées
- Nombres d'actions visant la pratique culturelle et/ou sportive déployées ou renforcées
- Nombre d'équipement publics créés
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer les actions permettant d'améliorer le cadre de vie et la revalorisation de l'image du quartier dans le cadre du projet NPNRU	Créer de nouveaux équipements publics (gymnase, école, un équipement de quartier qui réunira un relais mairie, un relais poste, une maison de la jeunesse et des solidarités avec un Service Information Jeunesse et une maison de quartier)
	Création d'espaces publics pour renforcer le lien social (square, espace de rencontre entre habitants)
	Mettre en œuvre le plan d'action de la GUSP, qui visent à résoudre les problématiques de propreté, gestion de la domanialité, le stationnement anarchique, les questions de sécurité et globalement l'amélioration du cadre de vie
	Soutenir la réalisation de jardins partagés, familiaux ou pédagogiques
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet cadre de vie • Nombre d'espaces de rencontre créés • Nombre de jardins partagés créés ou accompagnés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer des actions en lien avec la prévention de la délinquance, et renforcer les moyens dédiés à la sécurité et à la tranquillité publique	Multiplier les actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse, comme le dispositif journée Jeunes/Police - dispositif Prox' Raid Aventure porté par la police municipale
	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) élaborée par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CLSPD)
	Mettre en œuvre les actions de la GUSP en faveur de la tranquillité publique (mise en place de la vidéo protection)
	Soutenir les actions des associations de prévention spécialisée (éducateurs de rue)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet tranquillité publique • Nombre d'actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de prévention en lien avec la STSPD déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LALLIER
L'Haÿ-les-Roses

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions et les dispositifs en lien avec la levée des freins à l'emploi	Accompagner la stratégie de regroupement des structures d'emploi et de formation afin de créer une synergie et un accès facilité aux publics précaires
	Orienter les habitants vers les structures de proximité comme AEF 94 et la permanence sur les clauses d'insertion
	Soutenir l'ensemble des actions permettant la mise en relations Employeurs/ habitants
	Soutenir l'ensemble des actions de formation liée à l'emploi (formation à l'apprentissage du français, à l'écriture et à la lecture, ainsi qu'aux outils du numérique)
	Soutenir l'ensemble des actions favorisant le développement de l'estime de soi
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de mise en relation employeurs/habitants déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de formation liée à l'emploi déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions favorisant le développement de l'estime de soi déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

Le Jardin Parisien - Stade, se compose de trois immeubles de logements sociaux (336 logements), d'une résidence sociale ADOMA (219 logements) et d'une zone pavillonnaire dans laquelle est située un Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile (CADA).

A proximité du quartier on retrouve un collège classé en Réseau d'Education Prioritaire (REP) composés d'élèves suivis par le programme du Contrat Local d'Accompagnement à la scolarité (CLAS) , un lycée et quelques commerces de proximité. L'animation de quartier tourne généralement autour des événements sportifs déployés dans le stade municipal qui se trouve en plein cœur du quartier.

Plusieurs projets de réhabilitation sont actuellement à l'étude sur le secteur. Tout d'abord une réhabilitation est prévue sur les trois tours situées Allée du stade, avec une réfection des façades d'immeubles et un aménagement qui comprendra une requalification des espaces extérieurs.

Un projet de réhabilitation et de requalification est également attendu sur le stade L'Haÿette, avec un changement de la pelouse naturelle en terrain synthétique et une réfection de la piste d'athlétisme.

Pour finir un projet d'aménagement de la Promenade de la Vanne qui traverse le quartier est également en cours d'élaboration. L'objectif est de végétaliser les abords de la promenade, de valoriser le patrimoine arboré existant et intégrer des équipements sportifs en lien avec le stade municipal.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Statut : Quartier supervisé par l'ANCT (non modifiable)



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 447
Part des moins de 24 ans (2022)	38, 6 %
Part des plus de 60 ans (2022)	10,1 %
Indice de jeunesse (2022)	3,2
Part des étrangers dans la population (2022)	58,7%
Part de familles monoparentales (2022)	51,8 %
Part de la population sans diplôme (2022)	49,3 %
Taux d'emploi (2022)	45 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	21,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 610 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	Poursuivre le travail engagé par les dispositifs: - De Programme de Réussite Educative (PRE) - D'Accompagnement à la Scolarité (ACS)
	Articuler les actions éducatives en lien avec le Projet Educatif Territorial (PEDT)
Renforcer le lien entre les publics précaires, les structures d'accès au droit et les structures de prévention de la santé	Soutenir les actions « Hors les Murs » en direction des habitants portées par le Centre Municipal de Santé situé à proximité du quartier
	Soutenir les actions de prévention et de sensibilisation contre les conduites addictives
	Orienter les habitants vers les structures d'accès au droit comme l'association Nouvelles Voies
	Orienter les femmes victimes de violence vers la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales et d'accès au droit animée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Val-De-Marne (CIDFF94)
Soutenir la vie associative en encourageant les initiatives des associations de quartier qui ont comme objectif de développer la solidarité, l'animation des quartiers et qui contribuent à favoriser le lien social	Continuer d'accompagner les structures locales comme l'association ASPIR
	Accompagner les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence des nouveaux projets associatifs

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Permettre aux acteurs locaux de s'appuyer sur les équipements de proximité, afin de renforcer les actions en lien avec la culture, l'éducation et la pratique sportive	Recréer de la cohésion sociale en lien avec la pratique du sport en utilisant les équipements en cours de réhabilitation (rénovation de la pelouse en un nouveau stade synthétique)
	Multiplier les évènements en lien avec le sport pour renforcer la pratique sportive et les questions liées à l'inclusion de tous les publics notamment les femmes
	Déployer et renforcer les actions en lien avec la pratique numérique dans les quartiers
	S'appuyer sur la présence de la bibliothèque et de la future médiathèque pour favoriser la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de prévention et/ou de sensibilisation déployées ou renforcées
- Nombre d'actions « hors les murs » déployées ou renforcées
- Nombres d'actions visant la pratique culturelle et/ou sportive déployées ou renforcées
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDIN PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer les actions permettant d'améliorer le cadre de vie et la revalorisation de l'image du quartier	Mettre en œuvre le plans d'action de la GUSP, qui visent à résoudre les problématiques de propreté, gestion de la domanialité, le stationnement anarchique, les questions de sécurité et globalement l'amélioration du cadre de vie
	Soutenir la création de jardins partagés, familiaux ou pédagogiques

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP
- Nombre de jardins partagés créés ou accompagnés

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer des actions en lien avec la prévention de la délinquance, et renforcer les moyens dédiés à la sécurité et à la tranquillité publique	Multiplier les actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse, comme le dispositif journée Jeunes/Police - dispositif Prox' Raid Aventure porté par la police municipale
	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) élaborée par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CLSPD)
	Mettre en œuvre les actions de la GUSP en faveur de la tranquillité publique (mise en place de la vidéo protection)
	Soutenir les actions des associations de prévention spécialisée (éducateurs de rue)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet tranquillité publique
- Nombre d'actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse déployées et/ou renforcées
- Nombre d'actions de prévention en lien avec la STSPD déployées et/ou renforcées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

JARDINS PARISIEN-STADE
L'Haÿ-les-Roses

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions et les dispositifs en lien avec la levée des freins à l'emploi	Soutenir l'ensemble des actions permettant la mise en relations Employeurs/ habitants
	Soutenir l'ensemble des actions de formation liée à l'emploi (formation à l'apprentissage du français, à l'écriture et à la lecture, ainsi qu'aux outils du numérique)
	Soutenir l'ensemble des actions favorisant le développement de l'estime de soi
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de mise en relation employeurs/habitants déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de formation liée à l'emploi déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions favorisant le développement de l'estime de soi déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

La Vallée Aux Renards, est un quartier situé au Sud-Ouest de la commune dont une partie est localisée sur la commune voisine de Fresnes. D'une population d'environ 3000 habitants : 2000 (L'Haÿ-les-Roses) / 1000 (Fresnes), le quartier se compose majoritairement de logements sociaux. Ce quartier, construit dans les années 1960, apparaît comme particulièrement enclavé du fait de sa composition urbaine, constituée de barres et de tours, renforçant ainsi la séparation avec les secteurs alentours.

Le quartier compte deux écoles, une école maternelle et une école élémentaire, un gymnase, une crèche de 60 berceaux ainsi qu'une salle d'art plastique et un dojo. Il comprend également un pôle d'équipement public de proximité avec un relais mairie, un relais poste, et les locaux de l'agence Valophis Habitat, principal bailleur du quartier.

Par ailleurs, le quartier dispose également d'un centre social, l'AVARA situé physiquement sur la commune de Fresnes. L'animation du quartier s'est beaucoup structurée autour de ce centre social qui accueille aussi bien les habitants de L'Haÿ-les-Roses que ceux de Fresnes.
En tant que centre social l'AVARA porte une attention particulière au développement d'actions en lien avec le renforcement de la vie sociale, l'enfance et la jeunesse avec la mise en place notamment d'un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) , la relation intergénérationnelle, le soutien à la parentalité et à la famille, les activités culturelles et l'accès au droit.

On retrouve également d'autres acteurs de terrain comme le club sportif du Cal arts martiaux qui fédèrent un nombre important d'habitants dans le quartier.

Depuis quelques années, la commune et le bailleur (Valophis Habitat) travaillent en collaboration sur un projet global d'aménagement du quartier. L'objectif du projet d'aménagement dans le quartier de la Vallée aux Renards est de requalifier l'espace urbain et les espaces verts, ainsi que de désenclaver le quartier. Deux immeubles de logements seront ainsi démolis afin de désenclaver le quartier et de créer de nouvelles percées visuelles ainsi qu'un mail, qui se connectera directement au jardin de la Bièvre. Le projet a également pour ambition de requalifier l'entrée de Ville et la petite polarité commerciale qui la compose.

En parallèle de la rénovation urbaine du quartier, la municipalité a également décidé de flécher des moyens spécifiques qui découlent de plusieurs éléments d'analyses et de diagnostics dont l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS). Le bailleur Valophis a mis à disposition pour la commune un appartement dans un immeuble qui sera déconstruit dans quelques années et qui va servir de nouveau point relais d'animations et d'actions pour les services municipaux et certains partenaires. Depuis janvier 2024, un programme d'action est déployé sur ce nouveau point relais.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Présentation du quartier

On y retrouve des animations proposées par la bibliothèque municipale, des permanences Service Information Jeunesse (SIJ), des animations pour les séniors et des permanences du service logement de la ville et du Comité Local pour le Logement Autonomes des Jeunes (CLLAJ). Les objectifs poursuivis visent à renforcer les animations à destination des habitants, développer le sentiment d'inclusion, favoriser l'accès aux services, faciliter l'accès aux droits et aux activités et développer une vie de quartier.

L'entrée dans la géographie prioritaire de ce quartier va permettre à la Ville et aux associations de renforcer leurs actions en direction des habitants sur ce quartier. Pour la Ville, le principal objectif est de permettre aux élèves de pouvoir bénéficier des dispositifs du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et du Programme de Réussite Educative (PRE) déployés sur les autres quartiers politiques de la Ville.

Ainsi dès cette première année, l'AVARA qui partage également cette ambition, s'est engagée dans le renforcement de son dispositif d'accompagnement à la scolarité afin d'accueillir plus d'élèves. Elle s'est également tournée vers le développement de nouvelles actions comme la mise en place d'atelier sociolinguistiques et de formations à destination des publics éloignés du numérique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Statut : Quartier supervisé par l'ANCT (non modifiable)



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 724
Part des moins de 24 ans (2022)	39,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	20,5 %
Indice de jeunesse (2022)	1,6
Part des étrangers dans la population (2022)	26,3 %
Part de familles monoparentales (2022)	32 %
Part de la population sans diplôme (2022)	41,2 %
Taux d'emploi (2022)	59,8 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	17,8 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	31 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 950 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Favoriser la réussite éducative et lutter contre le décrochage scolaire	Etendre le dispositif de Programme de Réussite Educative (PRE) dans le quartier
	Etendre le dispositif d'Accompagnement à la Scolarité (ACS) porté par le centre social AVARA
	Renforcer les actions portées par le dispositif d'Accompagnement à la Scolarité (comme l'atelier CP)
	Articuler les actions éducatives en lien avec le Projet Educatif Territorial (PEDT)
Renforcer le lien entre les publics précaires, les structures d'accès au droit et les structures de prévention de la santé	Soutenir les actions de prévention et de sensibilisation contre les conduites addictives
	Orienter les femmes victimes de violence vers la permanence d'aide aux victimes d'infractions pénales et d'accès au droit animée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Val-De-Marne (CIDFF94)
Soutenir la vie associative en encourageant les initiatives des associations de quartier qui ont comme objectif de développer la solidarité, l'animation des quartiers et qui contribuent à favoriser le lien social	Travailler en collaboration avec le centre social AVARA pour renforcer les actions sur le quartier
	S'appuyer sur des relais comme le club sportif du Cal arts martiaux qui fédère des habitants dans le quartier pour renforcer le lien social mais également repérer et valoriser certains talents
	En lien avec le centre social AVARA accompagner les acteurs de terrain afin de favoriser l'émergence des nouveaux projets associatifs

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Permettre aux acteurs locaux de s'appuyer sur les équipements de proximité, afin de renforcer les actions en lien avec la culture, l'éducation et la pratique sportive	S'appuyer sur l'ouverture d'un nouveau lieu d'accueil L'Appart pour développer des nouvelles actions en lien avec la culture, l'animation jeunesse et la solidarité
	Poursuivre les actions des Espaces Contes Animations Lectures (ESCALE) portées par le service culturel au sein du relais mairie
	Déployer et renforcer les actions en lien avec la pratique numérique dans les quartiers
	Multiplier les évènements en lien avec le sport pour renforcer la pratique sportive et les questions liées à l'inclusion de tous les publics notamment les femmes
	S'appuyer sur le relais mairie et le relais poste pour rapprocher les habitants et les services municipaux afin d'améliorer l'accès au droit

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de prévention et/ou de sensibilisation déployées ou renforcées
- Nombres d'actions visant la pratique culturelle et/ou sportive déployées ou renforcées
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Contrat d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
- Nombre d'élèves suivis dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Transition écologique et énergétique

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer les actions permettant d'améliorer le cadre de vie et la revalorisation de l'image du quartier	Mettre en œuvre le plan d'action de la GUSP, qui visent à résoudre les problématiques de propreté, gestion de la domanialité, le stationnement anarchique, les questions de sécurité et globalement l'amélioration du cadre de vie
	Soutenir la création de jardins partagés, familiaux ou pédagogiques
	Désenclaver le quartier et favoriser son intégration avec le reste de la ville par la mise en œuvre d'un projet de rénovation urbaine
	Soutenir le développement des commerces de proximité

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP
- Nombre de jardins partagés créés ou accompagnés
- Taux de vacance commerciale

Tranquillité publique et sécurité

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer des actions en lien avec la prévention de la délinquance, et renforcer les moyens dédiés à la sécurité et à la tranquillité publique	Multiplier les actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse, comme le dispositif journée Jeunes/Police - dispositif Prox' Raid Aventure porté par la police municipale
	Accompagner les actions de prévention en lien avec la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) élaborée par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance (CLSPD)
	Mettre en œuvre les actions de la GUSP en faveur de la tranquillité publique (mise en place de la vidéo protection)
	Soutenir les actions des associations de prévention spécialisée (éducateurs de rue)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de réalisation du plan d'action de la GUSP sur le volet tranquillité publique
- Nombre d'actions de sensibilisation en lien avec la jeunesse déployées et/ou renforcées
- Nombre d'actions de prévention en lien avec la STSPD déployées et/ou renforcées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LA VALLÉE AUX RENARDS
L'Haÿ-les-Roses

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions et les dispositifs en lien avec la levée des freins à l'emploi	Soutenir l'ensemble des actions permettant la mise en relations Employeurs/ habitants
	Soutenir l'ensemble des actions de formation liée à l'emploi (formation à l'apprentissage du français, à l'écriture et à la lecture, ainsi qu'aux outils du numérique)
	Soutenir l'ensemble des actions favorisant le développement de l'estime de soi
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de mise en relation employeurs/habitants déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions de formation liée à l'emploi déployées et/ou renforcées • Nombre d'actions favorisant le développement de l'estime de soi déployées et/ou renforcées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Orly

QUARTIER EST
Orly

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- NPNRU sur le quartier et les opportunités associées (mixité sociale, équipements…)
- Concentration forte d'équipements et de services dans le quartier (éducation, culture, accès aux droits, soins…)
- Des dispositifs pour la réussite éducative et la lutte contre le décrochage scolaire : Cité Éducative /PRE

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un faible taux d'emploi sur le quartier, couplé à un manque de mobilité des habitants
- Des rixes ponctuelles observées sur le quartier
- Une part importante de ménages confrontés à de la précarité énergétique

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Poursuivre et réaffirmer le rôle de colonne vertébrale de la Politique de la Ville dans l'action communale
- Poursuivre le renforcement des liens entre les pôles d'emplois et les orlysiens avec pour objectif le développement du territoire orlysien et l'accès à l'emploi des habitantes et habitants
- Le renforcement de la cohésion sociale, via un accès équitable aux services et une place accordée aux habitants et habitantes
- L'amélioration du cadre de vie et l'accompagnement de la transition écologique du quartier, notamment via la mise en œuvre du NPNRU et de l'Agenda 21 de la commune

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- Renouveler la dynamique associative et la participation citoyenne
- Favoriser le lien social et lutter contre l'isolement
- Garantir le bien-être des habitantes et habitants dans leur quartier (logement, accès au droit, environnement qualitatif…).



Indicateurs clés	
Population (2022)	10 672
Part des moins de 24 ans (2022)	39,8 %
Part des plus de 60 ans (2022)	14,9 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	21,2 %
Part de familles monoparentales (2022)	32,8 %
Part de la population sans diplôme (2022)	38,8 %
Taux d'emploi (2022)	57,6 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	18,1 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	31 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	17 180€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Des habitants et habitantes dont les difficultés demeurent
- Un taux plus important de personnes bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire que dans le reste de la commune.
- Une population plus jeune que dans le reste de la commune
- Un taux de retard scolaire en 3ème supérieur au taux communal.
- 28% des 16-25 ans sont non scolarisés et sans emploi (20,4% à l'échelle de la commune).

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :
- Équipements : CMS Gisèle Halimi, CS Andrée Chedid, point d'accès aux droits…
- Pour la réussite scolaire : PRE, Cité Éducative, construction du groupe scolaire Rosa Parks
- Participation des habitants : instances citoyennes (Conseil de Quartier, des Séniors, de la Culture, Conseil des enfants), rendez-vous urbains dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP)

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accès au droit et le lien social républicain	• Étendre le Centre Social Andrée Chédid avec l'ouverture d'une annexe dans un nouveau pôle d'équipements • Maintenir l'offre de service de consultations dans les différents domaines de droit • Développer l'accès au numérique et l'accompagnement aux démarches en ligne
Lutter contre toutes les formes de discriminations	• Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes : organisation d'évènements le 8 mars et le 25 novembre et groupe de travail sur les actions menées tout au long de l'année • Accompagner l'insertion des personnes étrangères (apprentissage du français, accès aux droits…). • Accompagner les publics en situation de minorité (LGBT…) ou vulnérables (âge, handicap…).
Soutenir l'accès à la Culture	• Ouvrir une nouvelle médiathèque de quartier • Déployer le dispositif « Micro-folie » • Poursuivre la programmation d'animations : cinéma en plein air, OKLM, animations hors les murs et le dispositif Orly Vacances • Soutenir le Pass culture
Soutenir l'accès aux soins des habitants des quartiers prioritaires	• Mener des actions d'éducation à la santé dans les lieux du QP • Développer des ateliers d'échange et de pratique, de dépistage et de développement des compétences psychosociales sur différentes thématiques (obésité, bucco-dentaire, santé sexuelle, parentalité, addictions, sommeil, accès aux soins, santé mentale…)
Soutenir la réussite éducative et la parentalité	• Renouveler de la labellisation Cité Éducative • Poursuivre et renforcer l'accompagnement via le PRE • Ouvrir un nouveau groupe scolaire Rosa Parks avec des classes inclusives • Poursuivre les actions de soutien à la parentalité : groupes de parole de parents, actions parents-enfants, séjours familiaux…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Participation des habitants/pouvoir d'agir	• Conforter les rendez-vous urbains pour permettre d'ajuster en continu les actions de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâtis (TFPB) avec les besoins des habitants • Conforter les instances existantes (communication : conseils de quartier, conseil des seniors, conseil de la culture, conseil des enfants) • Créer un comité d'usagers du CS et d'un comité jeunesse • Redynamiser le tissu associatif en créant des temps et lieux de rencontre en s'appuyant sur la Maison des Associations et du Citoyen et le Conseil de la vie associative Orlysienne. • Intégrer les habitants dans la gouvernance du Contrat de Ville

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre et nature des actions de préfiguration mises en œuvre avant l'ouverture de la médiathèque
- Date d'ouverture effective de la nouvelle médiathèque
- Taux de fréquentation de la nouvelle médiathèque à un an d'ouverture (2028)
- Nombre et nature des actions de préfiguration mises en œuvre avant l'ouverture du centre social + instance de travail avec les habitants
- Date d'ouverture de l'annexe du centre social
- Nombre et nature des actions supplémentaires ou différentes mises en œuvre dans le cadre de l'élargissement de la Cité éducative
- Indicateurs d'activité du PAD sur l'accès aux droits et du CCAS sur les ouvertures de droits
- Fréquentation de la permanence aides aux démarches en ligne du CCAS et nombre d'ateliers collectifs
  Nombre et nature des interventions individualisées par le PRE
- Nombre et nature des activités de soutien à la parentalité
- Nombre d'évènements / réunions dédiés à l'égalité femme / homme, plus nombre de participants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Intensification des périodes de forte chaleur l'été et une augmentation des coûts de l'énergie.
- La nécessaire réduction des déchets, dans un contexte législatif évoluant et dans un quartier encore marqué par des dépôts sauvages.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- La mise en œuvre du NPNRU -amélioration du bâti et augmentation de la Nature en Ville- : le parc de l'Oiseau, lutte contre les îlots de chaleur avec l'installation de brumisateurs et fontaines aux périodes chaudes…
- Élaboration d'un schéma directeur du réseau de géothermie : réseau de chaleur sur le secteur des Navigateurs.
- Volet environnemental du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) : identification de matériaux et de bâtiments pouvant être réemployés.
- Enlèvement quotidien des dépôts sauvages des tribornes/sensibilisation aux dépôts sauvages.
- Dans le cadre de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâtis, la Ville travaille chaque année avec le bailleur social Valophis sur un plan d'actions à hauteur de 473 938 euros (en 2023) pour améliorer le cadre de vie, soutenir les associations, gérer les déchets/encombrants/biodéchets, sensibiliser aux économies d'énergie dans les logements, ateliers de création de nichoirs, etc.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la Nature en Ville	• Lutter contre les îlots de chaleur : études de modélisation et d'optimisation sur le secteur du renouvellement urbain • Installer des nichoirs dans le bâti • Aménagement de 2ha d'espaces verts supplémentaires
Améliorer l'offre d'équipements et l'offre de logements et la diversifier	• Mettre en œuvre le NPNRU (2019-2030), démolition-reconstruction et réhabilitation de logements avec rénovation énergétique • Diversification de l'offre de logement (réduction du taux de logements sociaux dans le cadre du NPNRU) • Créer, rénover ou démolir/reconstruire plusieurs équipements (pôle associatif, écoles, gymnases, médiathèque…)
Tendre vers une gestion durable des flux de matière et d'énergie	Mettre en œuvre l'Agenda 21 communal dans le quartier
	Étendre le réseau de chaleur : études sur la mise en place d'un réseau de chaleur sur le secteur des Navigateurs
	Optimiser la consommation énergétique : plan de modernisation des bâtiments communaux et modernisation des équipements d'éclairages public.
	Identifier des matériaux pouvant être réemployés : mathériauthèque de la Maison du Projet et du Développement Durable
	Enlever systématiquement les dépôts sauvages et sensibiliser les habitants
	• Développer les aides énergies et prévention des économies d'énergie • Accompagner les habitants dans leur mobilisation des aides à la rénovation du bâti
Favoriser les modes de transports doux et collectifs	Poursuivre le développement des parcours doux et les moyens de déplacement dans le Plan de mobilité durable validé en 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Transition écologique et énergétique

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Montant des aides allouées à l'aide à la rénovation du bâti et types de projets subventionnés
- Nombre de m2 d'espaces verts supplémentaires
- Taux de logements sociaux sur le quartier
- Nombre d'actions visant la lutte contre la précarité et/ou sobriété énergétique déployées et taux de participation
- Appréciation qualitative des acteurs sur la propreté du quartier
- Nombre et part de logements à l'étiquette A/B ou C
- Contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du quartier (part des logements raccordés à une source d'énergie renouvelable)
- Part des surfaces imperméabilisées par rapport à la surface totale du quartier
- Nombre de nichoirs posés (dans le bâti et les espaces extérieurs + autres habitats faune)
- Pourcentage d'espèces locales (flore)
- Part des matériaux bio et géo sourcés dans les bâtiments
- Part de réemploi (ce qui est réemployé lors des démolitions via la dépose sélective + part des bâtiments neufs intégrant des matériaux de réemploi) inclus matériaux terre
- Quantité d'eau de pluie réutilisée à la parcelle (pour arrosage, lavage…) en capacité en m3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un sentiment d'insécurité qui s'est ravivé suite aux émeutes de juin 2023
- Le sentiment d'insécurité et les incivilités obèrent l'attractivité du quartier et son « renouveau ».
- Récurrence des rixes interquartiers (Villeneuve-le-Roi, Choisy et Orly).
- Poursuivre le développement des actions de prévention des rixes à l'échelle intercommunale

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Dans le cadre de la GUP, organisation de 10 diagnostics en marchant sur 5 secteurs du QP lors desquels les habitants font remonter auprès des élus, services et bailleurs concernés leurs remarques en matière de sécurité, de tranquillité, de confort et de cadre de vie.
- Médiation
- Vidéo protection
- CLSPD
- Cellule de prévention des rixes
- Police municipale

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévenir les rixes	Renforcer l'interconnaissance des jeunes via des actions inter-communales dès l'enfance (colonies de vacances, sport…).
	Adapter les horaires d'ouverture des structures au rythme de vie des jeunes (soirées)
Accroître l'accompagnement des jeunes et prévoir des structures dédiées.	Renforcer l'accompagnement des jeunes, notamment les 16-25 ans « ni en emploi, ni en formation » avec une prise en charge globale (soins, logement, formation/emploi, mobilité, accès à la culture et au sport…).
Agir contre toutes les formes de discrimination	Mener des actions de sensibilisation et de formation en, continu, auprès des professionnels et des habitantes et habitants : égalité Femme-Hommes, LGBT, personnes isolées et précarisées.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre, fréquence et taux de participation des actions de sensibilisation et formation contre les discriminations menées sur un an
- Nombre de structures ayant fait évoluer leurs horaires (baisse ou élargissement)
- Nombre d'actions de sensibilisation et de formation visant la lutte contre les discriminations
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi
- Nombre et nature des actions d'accompagnement individualisés ou collectives menées (pour les 16-25 ans)
- Nombre et types d'infractions recensées
- Nombre d'actions prévention des rixes menées par la direction jeunesse + nombre de jeunes touchés + idem par la Police Municipale + idem par le service de médiation
- Nombre d'incidents violents et rixes recensés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un taux d'emplois des 15-64 ans (56%) en deçà de la moyenne communale (61%) et un écart particulièrement marqué pour les femmes.
  - Un enjeu d'accompagnement des publics vers l'emploi, et de lever les freins à l'accès à l'emploi (en particulier auprès des femmes).
- Des créations d'entreprises issues de l'auto-entreprenariat plus nombreuses dans le QP Quartier Est que dans l'ensemble de la commune et l'EPT.
  - Un statut qui se développe comme un mode de compensation et permet de palier une absence de revenu (32% des auto-entreprises du quartier ont été créées en 2020). Ce modèle pose un enjeu d'accompagnement pour éviter la précarisation des publics et permettre la pérennisation des activités.
  - Un bassin d'emploi conséquent, levier pour la diminution du taux de chômage d'autant plus que le bassin d'emploi est rendu plus accessible grâce à des améliorations récentes et à venir du réseau de transports (gare de Rungis ligne 14, prolongation duT9 par le réseau de bus.....).

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- La Ressourcerie et un atelier de réparation de vélo : accompagnement de l'implantation de projets ESS.
- Accompagnement à l'installation de nouveaux commerces
- Clauses d'insertion : des postes réservés aux demandeurs d'emploi du QPV sur les chantiers du Grand-Paris Express et du groupe scolaire Rosa Parks notamment
- Organisation d'un Forum Emploi et formation

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir l'accès des orlysiens aux entreprises du bassin d'emploi	Accompagner des résidents vers l'emploi, dans la zone aéroportuaire ou le MIN de Rungis
	Animer des ateliers Aéro-MIN de Rungis dans le quartier Est pour identifier les profils et les orienter vers l'une des structures.
	Mobiliser les acteurs de terrain pour identifier 120 résidents du quartier non inscrits à France Travail ou désaffiliés de la Mission Locale et à la recherche d'emplois pour participer à des ateliers Hors les Murs et découvrir des métiers du secteur.
	Déployer des Forums Formation et Emplois par la ville et l'EPT, en lien avec les entreprises du territoire.
Valoriser les métiers en tension auprès des habitantes et habitants	Valoriser et faire connaître les métiers en tension ou d'avenir et former les habitantes et habitants (métiers de l'assistance auprès d'enfants, conduite des transports en communs…)
Accompagner les autoentreprises du quartier.	• Développer les actions d'identification et d'accompagnement pour stabiliser les activités • Accompagner les créateurs et porteurs de projet, notamment en orientant les personnes vers le Centre de l'Entreprenariat.
Poursuivre le travail mené sur l'insertion des personnes porteuses de handicap	Poursuivre les partenariats et actions menées avec l'ESAT et la prise en compte des publics porteurs de handicap dans les événements comme le Forum Emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

QUARTIER EST
Orly

Plein emploi

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de participants aux forums emploi et formation
- Nombre de forums formation et emplois organisés par la ville et l'EPT
- Nombre d'entreprises et de centres de formation participants aux Forum
- nombre de recrutements à l'issue des actions emplois par filière
- Nombre d'ateliers à visée d'emploi organisés
- Nombre de participants aux ateliers à visée d'emploi par âge et prescripteurs
- nombre d'entreprises accompagnées par taille
- Organisation d'un temps annuel spécifique dédié à une nouvelle filière à faire découvrir par an
- Nombre de projets de création entreprise/emploi à accompagner
- Nombre d'heures d'insertion

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Savigny-sur-Orge

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Une rénovation urbaine en cours
- 2 gares à proximité + l'autoroute
- Des espaces verts et l'Yvette
- Des équipements publics : 3 écoles, 1 collège, 1 crèche, 1 accueil de loisirs, 1 gymnase, 1 préault sport, 1 centre social
- Des dispositifs avec lesquels s'articuler dans le cadre du Contrat : CLAS, PRE, GUSP, ANRU
- Un réseau de partenaires institutionnels investis mais peu d'associations

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Un habitat mixte dégradé (818 logements sociaux et 843 logements privés)
- Quartier situé entre l'autoroute et la voie ferrée, isolé du centre-ville, enclavé et mal desservi par les bus
- Un espace commercial dégradé et peu d'entreprises sur le quartier
- Une faible offre en matière d'accès aux soins
- Des établissements scolaires en REP
- Un taux de chômage élevé

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Favoriser la mixité des populations et le vivre ensemble entre anciens et nouveaux habitants
- Changer l'image de Grand-Vaux et en faire un quartier intégré au reste de la ville.
- Désenclaver le quartier
- Améliorer la vie des habitants et faciliter leur intégration à l'école et dans l'emploi.
- Permettre aux habitants de devenir acteurs de leur quartier et de leur ville

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Rénover l'habitat et favoriser la mixité des populations
- Permettre aux habitants de se former tout au long de leur vie et d'accéder à l'emploi
- Offrir aux habitants un cadre de vie agréable, sécurisant et respectueux de l'environnement



Indicateurs clés	
Population (2022)	4 412
Part des moins de 24 ans (2022)	42,5 %
Part des plus de 60 ans (2022)	12,9 %
Indice de jeunesse (2022)	2,7
Part des étrangers dans la population (2022)	36,8 %
Part de familles monoparentales (2022)	27,2 %
Part de la population sans diplôme (2022)	37,4 %
Taux d'emploi (2022)	57,5 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	20,3 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	41 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 410€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Vétusté de certains locaux et Espaces extérieurs mal entretenus
- Manque d'animation et d'activités culturelles sur le quartier (ni concert, ni cinéma, ni théâtre, ni fête foraine et peu d'actions en pieds d'immeuble).
- Choix limité dans les activités sportives (plaine des sports éloignée du quartier)
- Manque de lieu pour se retrouver type parcours de santé ou terrain de pétanque
- Un repli sur soi des habitants (Des préjugés entre communautés, manque d'implication).
- Desserte insuffisante du quartier (Pas de navette desservant la Plaine des sports; Bus 385 au trafic perturbé et horaires non respectés)
- Problématiques de personnel sur les structures d'accueils pour les enfants (manque de surveillants, d'enseignants remplaçants, d'animateurs périscolaires, personnel insuffisant sur les dispositifs CLAS et PRE) :
- Insécurité : harcèlement, bagarre et rixes chez les enfants et adolescents.
- Manques de places en crèches
- Effectifs trop importants en maternelle : Dédoublement des classes souhaité.
- Problématique de communication autour du centre social difficilement identifié.
- Addiction aux écrans (à tout âge, en particulier chez les adolescents et élémentaires)
- Population multi-ethnique avec de nombreux parents et enfants allophones
- Des parents démunis face au comportement de leurs enfants ou qui ne sont pas toujours investis dans l'éducation et la scolarité
- Une MDE et un CMPP éloignés du quartier, des délais de prise en charge très longs du fait du manque de professionnels.
- Une Maison de la Justice et du Droit mal identifiée par les habitants
- Désert médical.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Des espaces extérieurs et des établissements publics nombreux (aires de jeux, cadre verdoyant, 1 centre social, 1 Maison du projet, 2 Ecoles maternelles, 1 école élémentaire, 1 collège, 1 Gymnase, 1 accueil de loisirs, le PRE, 1 crèche, la médecine scolaire, 1 halle aux sport, 1 skate park, 1 aire urbaine)
- Scolarité et éducation : un accueil de la maternelle au collège dans le quartier et une stabilité des équipes qui facilite le suivi, un travail partenarial très développé, des actions éducatives porteuses : PRE, CLAS, Rased.
- Des établissements culturels extérieurs qui interviennent dans le quartier (orchestre à l'école par le conservatoire, interventions de la médiathèque avec des lectures en pied d'immeuble ou à l'école maternelle et une participation aux événements du centre social. En parallèle, la médiathèque accueille des groupes du PRE et du centre social pour des visites de la médiathèque ou des animations.
- Un cinéma en plein air proposé par la GUSP
- Un centre social moteur d'animations culturelles et sportives (ateliers de socialisation, interventions d'associations sportives et culturelles dans le cadre de projets)
- Succès des cours de FLE, Alpha, ASL (portés par le PRE, école ouverte, centre social)
- Des ateliers informatiques portés par le centre social ou des associations
- Des échanges de pratique au sein des groupes de parole du collège et du centre social

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Dispositifs d'accueil : 1-Renforcer les dispositifs permettant de s'épanouir, s'émanciper et s'insérer dans la société à tous les âges de la vie 2-Coordonner les parcours éducatifs de la petite enfance au lycée 3-Faciliter l'accès des non francophones aux structures d'accueil collectif dès le plus jeune âge...	• Renforcer les moyens humains et des crédits sur les dispositifs PRE, CLAS, médiateurs, éducateurs de rue, FLE, Rased. Mise en place d'une Cité éducative. Communiquer sur ces dispositifs. • Poursuivre le dédoublement des classes. • Proposer l'école municipale des sports sur le gymnase David Douillet. • Investir les partenaires institutionnels (MJC, conservatoire, médiathèque, Espace d'arts Camille Lambert, centre culturel) dans les écoles. • Favoriser les synergies entre les acteurs de l'éducation nationale, du périscolaire et les acteurs médico-sociaux (projets communs, partage d'info.). • Faciliter l'accueil en crèche et en halte-garderie pour les enfants non francophones et pérenniser la scolarisation de ces élèves dès 2 ans.
Renforcer les apprentissages : 4-Faciliter l'apprentissage du français et lutter contre l'illettrisme et l'illectronisme. 5-Permettre l'accès de tous aux savoirs de base (lecture, écriture, calcul) grâce à la pédagogie détournée 6-Développer le jeu de société pour toutes ses dimensions éducatives (apprentissage des règles, stratégie, logique) 7-Lutter contre le décrochage scolaire 8-Informer sur les métiers et les formations pour une orientation choisie	• Développer des ateliers langage, FLE, ASL à tout âge. Des ateliers pour s'approprier les outils numériques. • Développer des heures du conte et des lectures en pied d'immeuble pour donner le goût de la lecture. Des ateliers autour de l'apprentissage de la lecture en élémentaire et de l'alphabétisation en direction des adultes. Des boites à livres ou bibliothèques itinérantes (bibliobus). Des visites régulières organisées à la médiathèque par les partenaires éducatifs (écoles, centres sociaux, PRE, périscol.). • Organiser des ateliers ou soirées jeux de société pour développer le raisonnement scientifique. Des visites de la ludothèque. Des ateliers scientifiques, expérimentations, pour rendre les apprentissages scientifiques vivants. Des visites de musées et de monuments historiques. • Organiser des cours de remise à niveau à tout âge de la vie. • Développer un parcours de l'orientation avec des visionnages de vidéo métiers et formations, des visites du CIO, des journées d'information sur Parcours Sup.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Un contexte éducatif qui permette l'épanouissement de tous : 9-Rendre les parents acteurs de l'éducation de leurs enfants. Les impliquer au sein des institutions. 10-Faciliter l'accès aux soins et renforcer la détection. Promouvoir les actions de santé et de bien-être de l'enfant. 11-Faciliter l'accès aux travailleurs sociaux. 12-Prévenir la violence, la discrimination et les situations d'addiction 13-Développer les qualités humaines (gestion des émotions, confiance en soi, empathie, persévérance) 14-Faciliter l'accès aux activités extra-scolaires culturelles et sportives. 15-Renforcer l'inclusion des enfants à besoins spécifiques	• Renforcer le personnel de santé dans les écoles, collèges CMP, PMI et CMPP. Faciliter l'installation des professionnels de santé en rapport avec l'éducation sur le quartier. • Renforcer le nombre de travailleurs sociaux à la MDE (+ permanences sur le quartier). Des interlocuteurs identifiés pour les partenaires. • Réaliser des campagnes de sensibilisation contre la violence et le harcèlement (exposition, théâtre, forum), des activités pour apprendre à contrôler ses émotions à tout âge (sophrologie, yoga), de la prévention sur les dangers des écrans et des réseaux sociaux (expositions, forums, théâtre). • Organiser des initiations à Pronote, Educonnect, Parcours Sup. Déployer des outils de communication en direction des parents (panneaux d'affichage, portail familles, réseaux sociaux, ENT) : o Un point information parents à la sortie des écoles. o Des groupes de parole, des cafés des parents, l'école ouverte aux parents. o Un recueil des idées et réclamations des parents, diffusé au maire et parents d'élèves. • Développer l'interculturalité à travers les projets pour lutter contre le racisme et l'intolérance (repas partagés, ateliers, sorties culturelles) • Mettre en œuvre un fonds Dys à la médiathèque. • Renforcer la communication auprès des parents sur les dispositifs et événements via les écoles. • Réinvestir les parents dans l'école et les accueils de loisirs : immersion dans une classe, portes ouvertes, fêtes de l'école, lecture en école maternelle (type accès, lire et faire lire), portes ouvertes des accueils de loisirs, remise de livrets, etc. • Former à l'accueil des enfants à besoin spécifique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer l'accès à la culture et aux sports : 16-Enrichir l'offre d'équipements culturels et sportifs sur le quartier. 17-Aller vers : Faire découvrir le sport et la culture et susciter l'envie de pratiquer en proposant des événements sportifs et culturels en pied d'immeuble 18-Favoriser la pratique sportive ou culturelle sur le quartier via l'initiation à différents sports et activités culturelles, réalisées par les associations et institutions culturelles soit sur le temps scolaire, soit sur les centres sociaux. 19-Favoriser l'accès à une programmation sportive et culturelle en dehors du quartier en organisant des sorties.	• Créer de nouveaux équipements culturels et sportifs et rénover les existants : ○ Rénover les aires de jeu et le Plateau. ○ Restructurer l'accueil de loisirs Charles Perrault ○ Passage régulier d'un bibliobus ou d'un Ludobus. • Organiser des événements en cœur de quartier pour animer : ○ Des ateliers ou stages en pieds d'immeuble (théâtre, cirque, danse). ○ Des évènements culturels ou sportifs de plein air (Exposition, cinéma, Contes, Concert, Eté des associations, Forum des assos, jeu de piste) ○ Initier la pratique sportive libre accessible et sans tarification (aires de pratique outdoor) • Déployer des établissements culturels de proximité qui interviennent dans le quartier : ○ Orchestre à l'école proposé par le Conservatoire ○ Participation de la médiathèque aux événements du centre social : Forum Santé, job Dating, octobre rose, etc. Accueil de groupes du PRE et du centre social pour des animations (heures du conte, spectacles, aprés-midis jeux, ateliers créatifs). ○ Stages artistiques proposés par l'EMAP sur les groupes du PRE/CLAS. • Développer un centre social moteur d'animations culturelles et sportives ○ Des ateliers de socialisation (Couture, cuisine, loisirs créatifs, sport, futsal). ○ Des projets proposés par les associations au sein du centre social pour permettre à tous d'avoir accès à des activités auxquelles ils n'auraient pas accès sans cela. Ex : Stages de cirque en direction des enfants du quartier, initiation au handball ou au Baseball. • Développer les sorties culturelles en musée au théâtre ou des visites de monuments historiques proposées aux familles dans le cadre du PRE ou du CLAS, notamment via un accès facilité aux équipements culturels de proximité. • Renforcer la communication via les réseaux sociaux, des panneaux ou bâches en entrée de quartier, information dans les écoles, sur le site internet de la ville et dans le magazine municipal.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de réussite et résultats des élèves aux évaluations nationales
- Nombre de personnes suivies sur les dispositifs. Sorties positives et sorties négatives.
- Nombre de référents de parcours sur le PRE et de bénévoles sur le CLAS.
- Nombre d'assistantes sociales
- Nombre de professionnels de santé (psychologues, orthophonistes, médecins)
- Nombre de réunions partenariales
- Nombre d'élèves accueillis en langage, FLE, ASL
- Nombre de personnes initiées à l'usage du numérique
- Nombre de personnes accueillies en cours de remise à niveau (toutes générations)
- Nombre d'événements culturels et sportifs organisés en pied d'immeuble
- Nombre et liste de partenaires intervenant sur le quartier (institutionnels et associatifs).
- Nombre de personnes accueillies dans les ateliers et stages sur le quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Transition écologique et énergétique, mobilité, numérique et santé

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un quartier dont l'entretien et l'accueil pourraient être améliorés (propreté du souterrain, éclairage public), même si des efforts certains sont faits dans le cadre de la GUSP.
- Manque de commerces et de médecins (désert médical).
- Des difficultés d'accès aux services publics (éloignement des services, difficultés d'accès aux démarches numériques, difficultés d'intervention des pompiers).
- Des difficultés de déplacement :
  - Quartier enclavé et des dénivelés qui rendent difficiles les déplacements en vélo.
  - Transports en commun pas efficients, en particulier le bus 385 (horaires de passage inadaptés, annulations de bus, bus complet, rotations de bus insuffisantes)
  - Pas de bornes pour les véhicules électriques.
- Nuisances sonores et passoires thermiques (Menuiseries des logements sociaux non isolantes, logements impactés par le bruit de l'autoroute).
- Des habitants qui n'ont pas toujours l'information sur les activités du centre social.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Des atouts pour désenclaver le quartier (trottinettes, navette courses, souterrain de Grand Val pour accéder à la mairie ou à la médiathèque, souterrain vers la gare d'Epinay, des bus et des gares à proximité (Savigny, Petit Vaux, Epinay)
- Des Espaces verts et jardins partagés
- Quelques équipements de santé (pharmacie, kiné, médecine scolaire et permanences de soutien psychologiques) et des actions de prévention du centre social (octobre rose, forum santé), mais qui ne sont pas toujours identifiées par les habitants du quartier.
- Présence d'un écrivain public au centre social et d'une maison de services au public

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Transition écologique et énergétique, mobilité, numérique et santé

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Bien vivre à tout âge : 1-Vieillir chez soi 2-Prévenir la santé physique et mentale de tous 3-Lutter contre l'isolement 4- Faciliter l'accès aux soins	• Faciliter l'accès aux soins : o Une maison de santé pluridisciplinaire. o Des locaux pour la médecine scolaire, la PMI/centre de planification. o Reconstruction de la pharmacie. • Prévenir la santé physique : o Un parcours de santé et la promotion du sport outdoor. o Des forums santé pour prévenir des cancers, de l'obésité, du diabète, etc. o Des espaces verts et ombragés pour s'aérer et lutter contre le réchauffement climatique o Renaturation/Végétalisation des cours d'école et autres espaces bitumés • Prévenir la santé mentale : o Des permanences de soutien psychologique ou le renfort des prises en charge par les CMPP, CMP orthophonistes o Une politique de prévention des nuisances sonores (isolation phonique, murs anti-bruit) o Des ateliers pour développer les compétences psychosociales, abaisser le stress (sophrologie, yoga du rire, sport bien être et des groupes de parole) ou prévenir les addictions (dangers des écrans et des réseaux sociaux, stupéfiants, alcool). • Faciliter le maintien des ainés à domicile : o Une information sur les dispositifs de maintien à domicile o Un réseau intergénérationnel d'entraide pour les courses et les menus travaux o Des ateliers intergénérationnels pour rompre l'isolement o Une adaptation des appartements
Une société durable 5-Protéger et économiser les ressources 6-Recycler, réparer, valoriser une seconde vie pour les objets 7-Privilégier les circuits courts 8-Favoriser les mobilités douces et le covoiturage, promouvoir les transports en commun 9-Privilégier le commerce de proximité	• Expérimenter « Territoire 0 déchets » : introduction du tri sélectif et campagnes d'informations (Formation gardiens et mamans relais, Chantier jeunes en portes à portes, formation des enfants sur le temps scolaire et périscolaire) • Recycler et réparer les objets pour leur donner une seconde vie via : o Des ateliers Repair Café / Customisation o Une recyclerie ou un éco-local o La promotion des sites de type Donnons.org • Développer des voitures, des trottinettes et vélos électriques en partage, des bornes de recharges, des ateliers d'apprentissage du vélo et de la trottinette électrique, des aménagements dédiés (pistes identifiées). Promouvoir les applications de mobilité douce • Renforcer les rotations du bus 385 • Lutter contre les Passoires thermiques par une isolation des logements (réhabilitations, constructions). • Expérimenter 0 fuites d'eau o Un numéro dédié pour signaler les fuites o Formation au diagnostic de fuites o Information sur les réductions de charges • Créer des jardins partagés • Développer des commerces de proximité, des commerçants de bouche ambulants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Transition écologique et énergétique, mobilité, numérique et santé

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Un quartier inclusif : 10-Faciliter l'inclusion des publics difficilement mobiles 11-Faciliter l'accès de tous aux services publics 12-Faciliter l'inclusion des populations allophones	• Faciliter l'accès aux services publics dématérialisés via : ○ Une maison de service au public avec des permanences des acteurs publics ○ Un proxebus ○ Une augmentation des permanences d'écrivains publics, d'accompagnement administratif et de conseillers numériques ○ Un renfort des ateliers numériques (démarches en ligne, usage d'internet, logiciels de traitement de texte et tableur) ○ Des ordinateurs ou tablettes numériques en libre-service • Renforcer les cours de FLE, d'ASL et d'alphabétisation pour faciliter l'intégration des publics allophones ou illettrés.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de professionnels de santé implantés sur le quartier
- Nombre d'ateliers ou d'actions pour développer les compétences psychosociales, abaisser le stress ou prévenir les addictions.
- Nombre d'actions intergénérationnelles
- Nombre d'ateliers repair café ou customisation
- Nombre d'usagers des permanences d'écrivain public, de soutien numérique, d'usagers de la maison France Services, d'apprenants FLE, ASL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Vivre ensemble, citoyenneté, valeurs de la République, Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Sentiment d'insécurité :
  - Tensions jeunes/police.
  - Bruit des jeunes le soir
  - Vols de personnes extérieures au quartier
  - Du deal
  - Du squat sur la dalle commerciale (frein pour le commerce).
- Discriminations (notamment au football)
- Des espaces anxiogènes :
  - Manque d'éclairage public (maison de quartier, tunnels, dalle commerciale)
  - Embellir le tunnel de Grand-Val.
  - Installation de bancs amène une occupation en soirée et des déchets.
  - Manque de poubelles sur l'ensemble du quartier.
- Manque d'acteurs sur le terrain :
  - Manque de permanences d'acteurs sociaux (CAF, sécurité sociale, MDE...).
  - Pas assez de médiateurs et d'éducateurs dans les rues.
  - Créer plus de cohérence entre les actions et les partenaires.
  - Pas assez de gardiens (rôles administratifs et horaires de bureau).
- Manque de lieux favorisant le vivre ensemble :
  - Manque des lieux de convivialité intergénérationnels
  - Pas de lieux extérieurs pour s'assoir (pas de bancs).
  - Pas assez d'aires de jeux et d'aires de street work out.
  - Pas d'accessibilité aux personnes en situation de handicap.
- Problème de sécurité routière (circulation et stationnement):
  - Difficultés d'accès des pompiers.
  - Excès de vitesse rue Ouzilleau. Danger croisement de véhicules rue Gambetta. Danger des trottinettes électriques (pas de visibilité, pas de voie spéciale).
  - Problème de stationnement des enseignants.
- Des difficultés sur le vivre ensemble :
  - Manque de communication entre voisins. Fort communautarisme.
  - Manque de respect des valeurs de la république à l'origine d'incivilités.
- Défaut d'informations :
  - Manque d'événements sur le quartier et leur méconnaissance
  - Manque d'information générale sur les équipements publics et leurs activités.
  - Méconnaissance du conseil citoyen. Pas de jeunes dans le conseil citoyen.

Synthèse des atouts observés :

- Pas de sentiment réel d'insécurité (sauf sur la dalle commerciale).
- Peu de discrimination à l'adresse à l'embauche.
- Du respect entre les habitants
- Rixes inter-quartier intermittentes : des moments d'accalmie

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Espoir suscité par la réouverture de commerces (urbanisme transitoire)
- Acteurs variés sur le quartier, même s'ils ne sont pas assez nombreux :
  - Les professionnels sont investis et perçus comme une vraie ressource.
  - Permanences de différents acteurs à la maison de services au public
  - Beaucoup de projets inter partenariaux et une solidarité entre partenaires.
  - Présence d'éducateurs (Alliance Prévention) et d'adultes référents (PRE, Centre social).
  - Présence des gardiens qui favorisent la cohésion sociale et diffusent l'information.
- Fête des voisins : cela permet de se connaitre, de créer du lien et de l'entraide.
- Accueil de loisirs sur le quartier. Enseigne le respect entre les enfants, car il y a une réelle mixité et propose des actions sur les valeurs de la République.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Vivre ensemble, citoyenneté, valeurs de la République, Tranquillité publique et sécurité

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer le vivre ensemble : 1-Créer des temps de rencontre intergénérationnels, festifs et culturels pour développer le lien social 2-Développer les lieux favorables aux échanges et au vivre ensemble 3-Développer le partage de savoirs et de services 4-Développer la mixité sociale, mixité de genre et l'intergénérationnel	• Organiser des événements rassembleurs partenariaux intergénérationnels et des activités sportives et culturelles récurrentes (voir supra) • Créer un lieu de convivialité permettant aux jeunes et personnes âgées de se rencontrer et/ou faire du centre social un lieu plus intergénérationnel, moteur d'animations. • Développer des aires ombragées, des aires de jeux, un Parcours de Santé, des aires urbaines définies en concertation avec les habitants, des jardins partagés (voir supra) • Créer un réseau de partage de services entre voisins + co-voiturage • Proposer des tournois ou ateliers de sports collectifs mixtes afin de développer l'esprit d'équipe, la solidarité et le respect de l'autre parents/enfants/enseignants/périscolaire. • Développer les échanges inter-quartiers via les échanges entre les centres sociaux ou les accueils périscolaires (sorties, tournois, ateliers). • Former les équipes éducatives et les enfants autour de la prévention du harcèlement (théâtre forum, ateliers, conférences). • Former les enfants aux compétences psychosociales
Promouvoir les valeurs de la république : 6-Lutter contre le racisme et les discriminations et favoriser l'égalité entre tous (hommes/femmes…) 7-Favoriser l'entraide et la fraternité 8-Promouvoir la laicité et lutter contre les phénomènes de radicalisation 9-Lutter contre le harcèlement 10-Comprendre et faire vivre les diversités en favorisant la coopération, le dialogue et les compétences psychosociales	• Créer un journal/une BD pour promouvoir les valeurs de la République • Organiser des visites des institutions incarnant les valeurs de la République (mairie, de l'Assemblée nationale, tribunal, commissariat). • Former à l'accueil du public dans les administrations + forces de l'ordre + Formation des professeurs à l'accueil d'enfants allophones • Organiser des Ateliers Socio-Linguistiques et l'école ouverte aux parents pour promouvoir nos institutions et le fonctionnement de l'école • Réaliser une campagne de sensibilisation contre le harcèlement, le racisme et les violences faites aux femmes (exposition, théâtre forum) • Réaliser de la prévention sur les mésusages des réseaux sociaux (Forum ou conférences) • Former les personnels et enfants sur l'égalité filles garçons • Favoriser la mixité dans le quartier via la politique d'attribution des logements et via l'habitat (habitat mixte dans le cadre de l'ANRU).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Vivre ensemble, citoyenneté, valeurs de la République, Tranquillité publique et sécurité

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la participation des habitants aux décisions qui les concernent : 11- Informer via des réunions d'information 12- Concerter et recueillir la parole des habitants via les réunions de concertation, instances participatives et diagnostics en marchant 13- impliquer les habitants	• Animer un conseil citoyen pour une information descendante et remontante (animation de préférence par un adulte relais) • Organiser des comités de quartier pour permettre aux habitants de rencontrer les élus • Déployer une association de quartier / un collectif d'habitants pour animer et informer • Organiser des réunions de concertation et des tables rondes (en journée / en soirée) avec restitutions • Renforcer les diagnostics en marchant (GUSP, TFPB) • Associer les habitants aux instances stratégiques (comités de pilotage de l'ANRU, du PRE ou du contrat de ville, Cités de l'emploi).
Investir les habitants dans la vie de leur quartier : 17-Des écoles plus ouvertes aux familles 18-Mieux impliquer les habitants dans les animations du centre social : en faire des acteurs de la programmation 19-Proposer des fonds de participation et des budgets participatifs	• Organiser des événements festifs, des groupes de parole dans les écoles • Organiser des repas partagés et ateliers animés par les habitants au centre social • Mettre en œuvre des fonds de soutien et/ou fonds de participation et/ou budget participatif pour financer des initiatives des habitants portés par les associations locales ou des micro-projets
Communiquer : 20-Renforcer la communication orale (bouche à oreille) 21-Renforcer la communication numérique 22-Renforcer la communication écrite et l'affichage	• Organiser des stands d'informations institutionnelles sur les événements rassembleurs • Créer des relais d'information (réseau de mamans relais, référents jeunesse ou référentes familles, adultes relais ou médiateurs). • Améliorer la communication sur les ateliers, animations, événements du quartier via les réseaux sociaux ou le site internet de la ville • Développer la communication via la distribution de tracts dans les établissements scolaires • Mettre en place des panneaux d'affichage à l'entrée du quartier et un panneau lumineux devant l'école élémentaire. • Mettre en place une boite à idées et une application téléphonique pour recueillir les idées et les réclamations des habitants. • Renforcer la communication écrite via les flyers, journaux (municipal, lettre du conseil citoyen, lettre de l'ANRU), panneaux d'affichages ou bâches.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Vivre ensemble, citoyenneté, valeurs de la République, Tranquillité publique et sécurité

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la sécurité 24- Sécuriser l'environnement extérieur 25-Renforcer le nombre d'acteurs de proximité sur le quartier 26-Rapprocher la police et les pompiers de la population	• Renforcer la sécurité sur l'espace public via : ○ Des voiries adaptées (voies cyclables, ralentisseurs de vitesse, aménagements de sécurité) rues Ouzilleau et Gambetta. ○ Une voie trottinettes (souterrain tram train) ○ Des emplacements Handicapés et des parkings pour les enseignants ○ Un renforcement des éclairages extérieurs (centre social, tunnels, city stade, dalle). ○ Des chantiers jeunes pour embellir les tunnels de Grand-Val et du tram-train ○ Des poubelles plus nombreuses. Un concours de dessin pour dénoncer les effets des jets d'ordures par les fenêtres. ○ Des bancs en bordure de l'Yvette et une aire de pique-nique loin des habitations. • Renforcer le personnel (médiateurs, référents et éducateurs, conseillers numériques, écrivains publics, gardiens) • Renforcer la signalétique (signalétique des bâtiments, sécurité routière). • Renforcer les passages des forces de l'ordre (Polices Nationale et Municipale). • Développer les relations entre la police, les jeunes et les pompiers par le biais d'activités ludiques (tournois, sorties extérieures, présentation de métiers, visite de commissariat ou de caserne).

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'événements festifs ou rassembleurs (dont ceux portés par les habitants)
- Nombre de plaintes pour tapage nocturne
- Nombre d'ateliers de socialisation
- Nombre de réunions publiques, de diagnostics en marchant, nombre de réunions de concertation, nombre de réunions du conseil citoyen
- Nombre d'actions police/pompiers/habitants
- Nombre de jours où la police est présente sur le quartier en qualité de police de proximité
- Nombre d'événements organisés dans les écoles
- Nombre d'acteurs intervenant sur le quartier et diversité d'origine
- Nombre de formation aux compétences psychosociales en direction des enfants et en direction des professionnels
- Nombre de lieux extérieurs propices au vivre ensemble et leur utilisation effective

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Difficulté/défaut d'information des habitants :
  - Centre social unique relais d'information
  - L'information passe par l'oralité (affiches non lues).
  - Le bus de l'initiative donnait de la visibilité aux actions.
- Pôle Emploi critiqué pour son manque d'accompagnement global (pour lever les freins).
- Difficultés rencontrées par les demandeurs d'emploi :
  - Linguistiques
  - Numériques
  - Modes de garde
- Pas assez d'écrivains publics pour accompagner les habitants dans leurs démarches.
- Peu de relais institutionnels au sein du quartier et les délais sont trop longs.
- Pas assez de commerces et de vie de quartier (manque d'associations ou de lieu de vie excepté le centre social).
- Des cours de FLE et d'alphabétisation des centres sociaux et du PRE pas toujours identifiés par les habitants. Certaines femmes n'y vont pas pour des raisons culturelles.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Structures et actions existantes connues de la population :
  - PLIE/Avenir initiative
  - Maison des services au public
  - France Travail
  - Mission locale
  - QHUBE
  - Bus de l'initiative
  - Forum emploi job dating de la Maison de quartier
- La Mission Locale est identifiée positivement pour son accompagnement global (logement, mode de garde, levée de freins) et ses maraudes.
- Le centre social oriente les habitants vers les partenaires. Il organise des événements partenariaux et/ou partagés mais touche toujours le même public – 35 ans et plus avec enfants. Peu d'intergénérationnel.
- Cours de français proposés par le PRE, les centres sociaux et le collège.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Plein emploi

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faciliter l'employabilité, former 1-Lever les freins périphériques à l'emploi : codes sociaux, FLE, numérique, modes de garde, mobilité 2-Former aux emplois en tension ou aux emplois de demain 3-Communiquer sur les emplois aidés et les clauses sociales 4-Mettre en relation demandeurs d'emplois et grands inducteurs de l'emploi	• Renforcer les ateliers socio-linguistiques, FLE ou d'Alphabétisation. Les coordonner dans une recherche de complémentarité et de parcours. • Organiser des ateliers numériques pour se former à l'usage d'internet, des démarches en ligne et connaitre les logiciels de base (traitement de texte, tableur) • Former aux softs kills pour travailler les codes sociaux, et les postures professionnelles. • Développer des formations professionnalisantes aux métiers en tension (restauration, logistique) ou aux emplois de demain (informatique) • Réaliser un annuaire des permanences et formations récurrentes effectuées sur le quartier. • Renforcer le nombre de places en halte-garderie pour les mamans en formation ou recherche d'emplois • Organiser un réseau d'entraide entre mamans ou intergénérationnel pour les besoins de garde • Faire connaitre les applications de mobilité et initier aux mobilités douces (vélo, trottinette) • Informer entreprises et habitants sur les clauses sociales et les emplois aidés (réunions, tracts). • Organiser des jobs dating ou événements permettant aux demandeurs d'emploi de rencontrer les employeurs. • Organiser des visites ou jours d'immersion en entreprise pour découvrir les métiers • Formaliser des annonces compréhensibles par tous avec une simplification du vocabulaire et une description simpliste des tâches à effectuer
Développer l'entreprenariat, le commerce et l'activité 5-Dynamiser la dalle commerciale 6-Impulser et accompagner la création d'activité	• Dynamiser la dalle commerciale : ○ Organiser des événements ○ Développer un lieu dédié aux associations ○ Développer des ateliers dans les commerces pour les faire vivre. ○ Des permanences d'écrivains publics et des acteurs de l'emploi • Soutenir la création d'entreprises et d'associations en facilitant l'accès aux dispositifs de soutien à la création et accompagner leur développement. • Faire connaitre les dispositifs et actions mis en place par le biais d'un renforcement de la communication au sein de lieux stratégiques • S'appuyer sur la rénovation urbaine pour recréer des commerces en pied d'immeuble, une nouvelle place commerciale et dynamiser l'attractivité du quartier. Créer une zone d'activité pour accueillir un incubateur, une pépinière ou des entreprises.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

GRAND-VAUX
Savigny-sur-Orge

Plein emploi

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Communiquer 7-Donner de la visibilité aux dispositifs et aux actions 8-Utiliser les habitants ou partenaires comme relais (bouche à oreille) 9-Rendre les annonces pour l'emploi compréhensibles par tous	• Développer un flyer pour les ASL, FLE. • Mettre en place des bus type infobus/bus de l'initiative/bus de l'emploi pour s'informer sur les dispositifs • Former les équipes de proximité aux services proposés par les partenaires de l'emploi, du logement, de l'accompagnement social et des modes de garde. Montage de projets communs. • Créer un réseau de mamans relais et d'adultes relais pour informer et créer du lien. • Instaurer une régularité dans les actions sur les métiers et l'emploi • Proposer aux entreprises des aides à la rédaction d'annonces de manière à les rendre intelligibles par tous. Diffuser les annonces sur les réseaux sociaux. • Inclure les habitants dans l'organisation des événements ou dispositifs concernant l'emploi.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de demandeurs d'emploi/Nombre d'habitants du quartier
- Nombre de créations d'entreprises
- Nombre de formations organisées
- Nombre de personnes accueillies en formation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Thiais

PAVÉ DE GRIGNON
Thiais

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Equipements existants à proximité immédiate du Quartier Politique de la Ville (QPV) : scolaires (Lycée, Collège, Ecoles), services municipaux (Stade Mimoun, Halte-Garderie Vallée Verte, Crèche Familiale, Police Municipale…), médicaux (pharmacies, cabinets médicaux)
- Tissu associatif présent sur le quartier, au sein d'un équipement municipal identifié par les habitants
- Nombreux espaces verts et espaces de loisirs extérieurs de recomposition récente
- Rénovation récente du bâti (rénovation thermique et doublage par l'extérieur à l'esthétique améliorée)
- Résidences connectées au réseau géothermique de chauffage urbain

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Enclavement du quartier *(coupure « géographique » / « topographique » - avenue de Versailles – Stade Mimoun Distance au centre-ville et aux équipements majeurs (Hôtel de Ville / PODT))*
- Difficultés à la parentalité et à la scolarité
- Difficultés d'accès à l'emploi

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Accès aux droits et aux services,
- Accompagnement/renforcement dans la scolarisation et l'accès à l'emploi
- Amélioration du cadre de vie
- Prévention et tranquillité publique

Les principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Travail sur les espaces extérieurs et l'urbanité du secteur / Lutte contre l'enclavement
- Scolarité - Relais associatif et scolaire
- Emancipation : Accès aux droits et développement d'une offre complétée de services en proximité immédiate, notamment culturels
- Levée des freins à l'emploi



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 385
Part des moins de 24 ans (2022)	40,8 %
Part des plus de 60 ans (2022)	16,2 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	18 %
Part de familles monoparentales (2022)	26,8 %
Part de la population sans diplôme (2022)	33,8 %
Taux d'emploi (2022)	65,9 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	17,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	25 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	17 560 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON
Thiais

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Hausse du nombre de foyers monoparentaux : les séparations fragilisent les femmes se retrouvant seules avec leurs enfants à charge et de faibles ressources financières, du non-recours au droit, un accès à l'emploi compliqué, des difficultés parentales.
- Une augmentation des impayés de loyers avec un taux de plus de 9%.
- Augmentation du nombre d'enfants et de jeunes déscolarisés.
- 54% de la population possède un diplôme inférieur au Baccalauréat.
- L1ndice de Position Sociale (IPS) des élèves est bas, les situations socioprofessionnelles des parents d'élèves sont moins favorables que dans les autres quartiers de la ville.
- Absence de stages de Remise A Niveau (RAN) dans les établissements scolaires du quartier.
- Un lien entre les associations du quartier, les entreprises et les entrepreneurs à construire : pour dynamiser l'offre de stages, d'alternance, le soutien à la création d'entreprises, à l'entreprenariat,
- Distance relative aux équipements culturels de proximité,
- Des demandes de cours de Français Langue Etrangère (FLE) non satisfaites faute de place au sein des associations.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Un relai Petite Enfance, un multi-accueil et une crèche familiale,
- Un espace municipal, un gymnase, un stade regroupent des associations culturelles, sociales et sportives,
- L'espace associatif de la Ferme de Grignon et les locaux de la Police Municipale sont à proximité immédiate,
- Permanences des services municipaux à l'Espace Municipal Grignon, également occupé par des associations,
- Solution existante de soutien scolaire en ligne pour les élèves du CP à la Terminale
- Un parcours d'agrès sportifs,
- Sorties seniors et Jeunes Retraités, portage de repas.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON
Thiais

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer les liens socio-économiques et culturels entre les habitants, les associations, les acteurs institutionnels et les entreprises	Recenser les acteurs socio-économiques (associations, entreprises et auto-entrepreneurs) du quartier et leur rôle
	Développer un espace projets innovants
	Développer un club des associations et des entrepreneurs du quartier
	Développer un groupe tutorat : suivi des jeunes entrepreneurs ou en insertion
Développer l'accès aux droits et à l'offre de services	Lutter contre le non-recours aux droits et l'illectronisme (équivalent de l'illettrisme dans le domaine du numérique)
	Mettre en place un référent santé (RSAI)
	Développer l'accessibilité à l'offre de soins
	Renforcer le tutorat numérique et administratif
	Développer une nouvelle offre de musée numérique (Micro-folies) à destination des habitants
Soutenir la parentalité et l'éducation tout au long de la vie.	Dynamiser la réussite scolaire de tous en accompagnant les parents dans le suivi des enfants et en diversifiant les dispositifs (Lieu d'Accueil Parent-Enfant (LAEP), Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (CLAS)…)
	Développer des activités sportives et culturelles Parents/Enfants : Pass'Sport, Savoir Rouler à Vélo (SRAV, Savoir Nager, art oratoire, ludothèque mobile
	Soutenir les études dirigées et stages RAN
	Développer les Classes à horaires aménagés (CHAM)
	Renforcer l'offre FLE
	Développer les sorties culturelles intergénérationnelles
	Développer les dispositifs Pod'Classe, Club Coup de Pouce, Démos, Dispositif d'Auto-Régulation (DAR)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'espaces / groupes pour les entrepreneurs développés
- Mise en place effective d'un référent santé
- Nombre de CHAM mises en œuvre
- Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON
Thiais

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Enclavement du quartier, lié à l'existence d'ensembles impénétrables (jardins familiaux et Stade Mimoun au Sud et à l'Est, collège et lycée au Nord) et une faible part d'espaces publics sur le quartier (espaces accessibles propriétés du bailleur RIVP, parking en surface, quartier fermé par des barrières)
- Parc des Terrasses du Soleil, en proximité immédiate du quartier, nécessitant d'être réaménagé
- Distance importante aux transports structurants, au centre-ville et aux équipements communaux majeurs (Hôtel de Ville, P.O.D.T., Théâtre, Médiathèque, Académie des Arts…)

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Rénovation récente du bâti du bailleur majoritaire sur le quartier (rénovation thermique et esthétique améliorée en façades des bâtiments)
- Itinéraire du service de transport de la Navette de Thiais, à distance acceptable
- Présence d'espaces verts sur les propriétés de la RIVP, et de jardins familiaux, élément d'ampleur, constitutif de la trame verte de la Commune
- Plan Vélo communal aménagé sur le secteur permettant d'interconnecter le quartier
- Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
- Plan Communal de Transition Ecologique (PCTE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON *Thiais*	
Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Désenclaver le quartier par la valorisation des espaces communs.	Prendre en compte le réchauffement climatique dans la recomposition des espaces du quartier : voies de circulation internes, externes et périphériques du quartier
	Elaborer un schéma des modes de circulations internes et externes, notamment vers les nouvelles polarités, décliné suivant les typologies de destination (emploi, écoles, commerces, loisirs, formation, déambulation)
	Redessiner l'offre de transport collectif et ajuster les circulations douces
	Développer des ateliers vélos
	Généraliser le SRAV
Favoriser le lien social, notamment intergénérationnel, au cœur du quartier.	Développer des temps d'activités conviviaux et intergénérationnels, en lien avec le(s) bailleur(s) du secteur
	Favoriser les espaces de convivialité, artistiques et culturels extérieurs
Favoriser la nature en ville pour améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants du quartier.	Permettre aux habitants du quartier de mieux vivre en milieu urbain lors des épisodes de chaleur
	Recenser et valoriser les îlots de fraicheur existants
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Elaboration effective d'un schéma de circulations internes et externes • Nombre d'ateliers vélos organisés • Généralisation effective du SRAV • Nombre d'îlots de fraicheur recensés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON
Ville de Thiais

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Incivilités liées à l'occupation des halls d'immeubles
- Trafics de stupéfiants
- Tensions inter-quartiers, voire rixes, concentrées du fait de la proximité du Lycée, qui accueille des élèves issus d'autres quartiers de la Ville, ou de villes alentour
- Stationnements ne respectant pas la règlementation dans le QPV et aux abords immédiats, qui compliquent parfois l'accès au quartier

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Travail de fond opéré par le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), qui réunit tous les acteurs de la prévention de la délinquance
- Dispositif de vidéoprotection sur le domaine public
- Intervention de la Police Municipale pour des dispositifs de prévention à la sécurité routière dans les écoles
- Disponibilité et interventions importantes de la Police Municipale dont les locaux sont à proximité du quartier, ainsi que de la Police Nationale
- Sécurisation des abords par des patrouilles pédestres, nombreuses et régulières
- Activité importante des forces de police pour verbaliser les contrevenants au stationnement

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Tranquilliser les espaces publics et collectifs	Engager une stratégie de prévention partenariale de terrain
	Accentuer la lutte contre le trafic des stupéfiants
	Identifier les difficultés qui relèveraient davantage d'un traitement social, voire médical
	Accompagner les familles
	Prolonger la lutte contre le stationnement gênant
Prévenir les phénomènes des rixes et des bandes inter-quartiers.	Développer une expertise dans le domaine, en lien avec les services de l'Etat
	Favoriser l'émergence de projets communs en s'appuyant sur les travaux du CLSPD
Promouvoir la citoyenneté et le rapport à l'autre	Développer des actions de prévention dans les établissements scolaires
	Développer la sensibilisation à l'intérieur du quartier

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Appréciation qualitative des acteurs sur le nombre d'incivilités
- Nombre et types d'infractions recensées
- Nombre d'actions déployées sur les quartiers le soir et/ou week-end

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON
Ville de Thiais

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Difficultés d'accès à l'emploi sur le périmètre avec un taux de chômage supérieur à celui constaté sur le reste de la Commune
- Chômeurs de longue durée en proportion importante, et en augmentation, à la fois parmi les moins de 26 ans, ainsi que les séniors
- Faible recours aux acteurs locaux de l'emploi (mission locale et service emploi communal) avec un nombre modeste d'inscrits
- Difficultés d'accès à l'emploi accentuées par l'enclavement du quartier, et la distance au service emploi communal

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- La Mission Locale propose un accompagnement pour les 16-25 ans
- Le service emploi de la Commune propose une offre diversifiée de services, à la fois en termes d'accompagnement individuel et de mise en relation employeurs/demandeurs d'emploi. Le réseau d'employeurs implantés localement (RATP, Intermarchés, etc.) alimenté par les services communaux est une ressource précieuse
- Ledit service alimente le réseau des acteurs locaux de l'emploi
- Le service jeunesse de la Ville propose des dispositifs de déploiement des compétences, voire d'accompagnement à l'obtention de diplômes (formation baby-sitting, obtention BAFA,BAFD,..)
- Des clauses d'insertion sont intégrées à la démarche d'achat public pilotée par la Commune, dès que les éléments constitutifs de la commande s'y prêtent
- Le Comité de Bassin d'Emploi Sud 94 propose sur le territoire de Thiais l'intervention d'un « Jobtruck »
- France Travail, service public de l'emploi, accompagne localement les demandeurs afin de les aider dans leurs recherches

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PAVÉ DE GRIGNON *Ville de Thiais*	
Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Capitaliser la richesse résultant de la diversité et de la multiplicité des acteurs économiques de Thiais et autour de Thiais.	Informer, accompagner et valoriser les entrepreneurs locaux
	Améliorer le partenariat entre les acteurs de l'insertion et les entrepreneurs
	Organiser des jobs-dating et thématiques : emploi, stages, alternance, formations, immersions
	Organiser des portes-ouvertes entreprises locales
	Créer un club citoyen des entrepreneurs et des créateurs d'entreprises
Améliorer le suivi des demandeurs d'emploi : femmes, jeunes, séniors, sans formation.	Accompagner les demandeurs d'emploi avec des actions innovantes pour développer la confiance en soi et le goût de l'entreprise
	Favoriser l'entreprenariat des demandeurs d'emploi
	Développer un club coaching emploi en groupe restreint
	Soutenir le tutorat de l'insertion : entrepreneurs/demandeurs
	Soutenir le tutorat des jeunes entrepreneurs par des entreprises locales
Améliorer l'accès à l'offre de service communal en matière d'emploi	Développer des permanences du service emploi en proximité immédiate du QPV
	Mettre en place une campagne de communication auprès des habitants du quartier relative à l'offre existante
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Création effective d'un club citoyen des entrepreneurs • Création effective d'un club coaching emploi • Nombre de bénéficiaires d'actions de tutorat • Mise en place effective d'une campagne de communication auprès des habitants • Taux de chômage	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Valenton

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Réhabilitation du centre-ville
- Territoire situé près d'un bassin d'emploi à fort potentiel
- Une population jeune
- Un réseau de transport en plein essor
- Des programmes de constructions qualitatifs renforçant l'attractivité du centre-ville
- -Création d'une nouvelle hall et diversification de l'offre commerciale

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants
- Des structures vieillissantes et peu entretenues
- Un manque de mixité sociale se traduisant par une proportion importante de familles aux revenus modestes
- Mobilité des jeunes qui constitue un frein à leur insertion
- Des problématiques de stationnements régulièrement soulevés

La stratégie communale pour le quartier
Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Amélioration du cadre de vie des habitants.
- Diversification de l'offre commerciale en intégrant une plus grande variété de commerce de proximité.
- Emergence de projets et dispositifs favorisant l'accès à l'insertion et à l'emploi.
- Lutter contre l'insécurité et la délinquance au sein du quartier et aux abords des établissements scolaires.
- Programme de construction de structure socio-éducative et sportives.
- Développer des initiatives en pied d'immeuble.
- Renforcer l'offre de transport en commun.

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :
- Création de nouveaux logements adaptés aux nouvelles normes environnementales.
- Travaux d'amélioration sur le bâti existant (réhabilitation-résidentialisation…).
- Création d'un service municipal dédié à l'insertion et à l'accompagnement vers l'emploi.
- Création d'une police municipale.
- Création d'un service de médiation sociale.
- Création d'un centre éducatif et culturel.
- Création d'un complexe sportif multimodal.
- Mise en place de fête de quartiers, atelier de concertation, réunion publique…
- Mise en place d'un nouveau plan de circulation (circulation douce, stationnement….).
- Arrivée du téléphérique câble 1.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton



Indicateurs clés*	
Population (2022)	11 537
Part des moins de 24 ans (2022)	41,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	13,1 %
Indice de jeunesse (2022)	2,6 %
Part des étrangers dans la population (2022)	30,3 %
Part de familles monoparentales (2022)	34 %
Part de la population sans diplôme (2022)	39,9 %
Taux d'emploi (2022)	56,6 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	19,3 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	40%
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 500 €

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Pologne-Centre Ville - Le Plateau - Saint-Martin), sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un besoin d'accompagnement à la scolarité des enfants et jeunes du quartier.
- Des difficultés de mobilité.
- Des enjeux d'illectronisme.
- Des difficultés linguistiques pour une partie des habitants.
- Des difficultés d'accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs.
- Un manque d'accompagnement des jeunes et des parents.
- Le besoin de développer l'offre culturelle, sportive et de loisirs dans le quartier, en particulier celle adressée aux enfants.
- Un besoin d'accompagnement vers une alimentation plus équilibrée ; et pour favoriser une meilleure intégration des gestes d'hygiène dans leur quotidien.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Des dispositifs d'accompagnement à la population (parentalité, scolarité, accès à la culture et à la santé…). Il conviendra d'encourager ces instances à mettre en place des actions ciblant directement les populations du quartier centre.
- Des actions de promotion de l'accès à la mobilité sont mises en place par le CD 94.
- Des structures de proximité pour l'accès aux droits (ex : Relais France Services), et à la convivialité pour les habitants du quartier (ex : centre social, maison de quartier).

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Renforcer la parentalité	• Accompagner les parents dans le suivi de la scolarité de leurs enfants. • Etendre l'offre d'accompagnement personnalisé des enfants en difficulté scolaire. • Intervenir dans les écoles pour prévenir et sensibiliser. • Proposer des temps d'échange et de médiation.
	• Accompagner les familles dans la participation à des activités culturelles, sportives ou de loisirs. • Etendre l'offre d'activités culturelles, sportives et de loisirs proposés aux habitants du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Accompagner les habitants dans leurs démarches du quotidien	• Proposer de nouveaux outils pour renforcer la présence des acteurs locaux dans le quartier : développer le « aller vers ». • Mettre en place des projets de lutte contre l'illettrisme, les difficultés linguistiques et l'illectronisme ainsi que des projets d'accompagnement aux démarches administratives et juridiques. • Elargir les amplitudes d'accueil pour les services dédiés aux usagers. • Diversifier la communication de la ville via de nouveaux outils (réseaux sociaux, panneaux numériques…).
	• Renforcer l'offre culturelle dans le quartier et accompagner la mobilité des habitants vers les lieux de culture extérieurs au quartier.
Renforcer la cohésion sociale et l'animation sur le quartier	• Créer du lien social en favorisant les actions hors les murs. • Accompagner l'émergence du tissu associatif local. • Développer des temps festifs au sein du quartier. • Créer un espace de convivialité au sein du quartier. • Favoriser la création de liens entre différents groupes sociaux, notamment les femmes, les jeunes et les séniors. • Soutenir les organismes souhaitant organiser des moments de rencontre et de convivialité. • Développer des actions intergénérationnelles.
Renforcer l'accès à la pratique sportive	• Diversifier l'offre sportive. • Développer le nombre d'équipements sportifs et/ou les créneaux disponibles au sein des infrastructures existantes.
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Création d'un espace de proximité pour faciliter l'accès aux services, aux droits et à la convivialité dans le quartier. • Nombre de parents bénéficiant de dispositifs d'accompagnement à la parentalité et de suivi de la scolarité. • Nombre d'acteurs intervenant dans le quartier pour l'accompagnement linguistique, électronique, administratif ou juridique. • Nombre d'actions mises en place pour favoriser la convivialité et la cohésion sociale entre les habitants. • Nombre d'actions culturelles, sportives ou de loisirs, organisées.	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un secteur fortement minéralisé et une présence d'îlots de fraîcheur (parc départementaux et communaux, coulée verte..)
- Un trafic dense rendant le partage de la voirie complexe entre les différents modes de déplacement.
- Une part importante de logements sociaux, Des logements et copropriétés construites avant 1974, date du premier choc pétrolier antérieur à la première réglementation thermique, et sont considérées comme des résidences très énergivores.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Loi Énergie-Climat, promulguée le 8 novembre 2019, relative à l'urgence écologique et climatique et à l'objectif de neutralité carbone en 2050, avec une orientation ambitieuse : rénovation de toutes les passoires thermiques d'ici 10 ans.
- Le plan local d'urbanisme.
- Le Plan Climat Air Energie Territorial.
- La Convention à l'agence énergie du CAUE.

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Répondre aux attentes des habitants en les accompagnant dans leurs pratiques de réduction énergétique	Réaliser des actions de sensibilisation, de communication et d'animation auprès des ménages
Augmenter l'ombre au sol et sur les bâtiments et contribuer ainsi à abaisser les températures en milieu urbain lors des périodes de fortes chaleurs	Développer un programme de déminéralisation et de création d'îlots de fraicheur
	Mettre en place des espaces de rafraichissement au niveau de l'espace public et dans les secteurs accueillant un public vulnérable
Améliorer le cadre de vie au sein du quartier	Renforcer la gestion des déchets et la propreté au sein des quartiers Développer / réhabiliter les parcs et les aires de jeux Créer et réhabiliter des logements aux nouvelles normes énergétiques (réhabilitation, résidentialisation..)

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de projets de rénovations énergétiques accompagnés.
- Part des ménages touchée par des actions de lutte contre la précarité énergétique, et impliqués dans des projets de transition écologique (ateliers, forums,...).
- Surfaces désimperméabilisées et étendue de la couverture végétale.
- Nombre d'espèces végétales recensées dans les espaces verts urbains.
- Nombre de lieux de convivialité et d'expression créé.
- Part des déplacements effectués en modes de transport durables (vélo, transports en commun, véhicules électriques).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nuisances sonores nocturnes dès l'arrivée des beaux jours.
- Rassemblements et occupation abusive sur le domaine privé (parkings et parties communes des immeubles).
- Phénomène de rixes.
- Présence de publics très jeunes sur l'espace public (sans surveillance parentale).
- Trafic de stupéfiants.
- Présence de véhicules épaves, stationnements anarchiques.
- Mécanique sauvage.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Séances plénières et restreintes du CLSPD, Cellules de Veille Tranquillité Publique et Prévention Jeunesse, Groupes de travail thématiques.
- Groupes de Partenariat Opérationnel (Police Nationale), traitement opérationnel PM/CLSPD/PN de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique.
- Interventions policières (PN/PM), passages des médiateurs, dispositif de vidéoprotection et vidéo-verbalisation.
- Interventions du service médiation dans les écoles et collèges autour de la citoyenneté, de la lutte contre les rixes et le harcèlement et de la prévention routière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Dissuader les troubles à la tranquillité publique et lutter contre la délinquance.	Assurer une présence quotidienne de proximité avec le service de médiation et la police municipale : ilotage, travail de rue, échanges avec les habitants.
	Responsabiliser et accompagner les parents dans le cadre des mesures de rappels à l'ordre, pour les mineurs troublant la tranquillité publique.
	Assurer une coordination avec les services de l'Etat, notamment avec la Police Nationale, par la mise en place de réunions opérationnelles, de cellules de veille, et d'opérations conjointes. Assurer une présence préventive au sein des quartiers.
	Assurer un maillage du secteur par la mise en place de caméras de vidéoprotection.
	Renforcer les dispositifs de sécurité à destination des commerçants. Mise en place d'un dispositif « voisins vigilant ».
Améliorer la cohésion sociale, développer un rapport de confiance avec les habitants	Créer du lien avec les habitants, notamment les jeunes et les parents, afin de permettre une remontée d'informations et de gagner en efficacité sur la prévention effectuée.
	Développer des projets de cohésion et mettre en place des rencontres, pour favoriser le lien et les échanges.
Prévenir la délinquance et les passages à l'acte, dans le cadre notamment des rivalités inter-quartiers et améliorer les rapports police-jeunes-parents.	Mettre en place des ateliers de prévention de la délinquance et des projets de sensibilisation à destination du public jeunes (10-18 ans) et des parents, en milieu scolaire ou au sein du quartier (prévention routière, harcèlement, rixes…). Renforcer la présence des clubs de prévention. Maintenir une présence régulière au sein et aux abords des établissements scolaires par le service médiation.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Appréciations issues des diagnostics réalisés en CLSPD et reporting du service médiation.
- Nombre de personnes sensibilisées sur les actions de prévention.

Evolution de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique :
- Nombre et types d'infractions recensées.

Activité de la police municipale :
- Nombre de rapports de mises à disposition.
- Nombre de verbalisations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nécessité d'accompagnement des publics jeunes.
- Besoin de lever les freins périphériques à l'emploi, tels que ceux liés à la santé mentale, à la mobilité, aux compétences linguistiques et numériques.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Cité des métiers sensibilise et informe les publics et permet la mise en réseau des acteurs de l'insertion.
- La Coordination Territoriale pour l'Insertion et le Développement Social permet l'interconnaissance des acteurs de l'emploi.
- La politique de la ville devra s'appuyer sur des acteurs associatifs tels que l'entreprise d'insertion Habitants Emplois Proximité (HEP), l'association « Lire pour Vivre » ou l'association « Au Fil de l'Eau ».
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi propose un accompagnement des personnes éloignées de l'emploi tout au long de leur parcours de retour vers l'emploi.
- L'outil MyLearn et le programme Jobready proposé à la Mission locale. Ainsi que les écoles de la 2ème chance, qui travaillent à la remobilisation des jeunes vers l'emploi via de la remise à niveau de compétences, et la mise en place de temps d'immersion au sein des entreprises.
- Création d'un service dédié à l'accompagnement et à l'insertion vers l'emploi des jeunes (SIAVE).
- Mise en place de job dating et job meeting.
- Mise en place d'actions de formation (Bafa citoyen, Psc1).
- Mise en place d'un dispositif de soutien financier aux porteurs de projet (Bourse citoyenne…).

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Permettre à l'offre et la demande de travail de se rencontrer.	• Valoriser les secteurs en besoin de recrutement par la sensibilisation et l'information. • Valoriser les publics accompagnés auprès des entreprises. • Recenser les structures d'accompagnement et rendre l'information disponible. • Encourager les entreprises à développer des périodes d'immersion. • Création d'une cvtèque • Création d'un club des entreprises • Mise en place de forum dédié à l'emploi • Favoriser la mobilité via une amélioration de l'offre de transports en commun et du réseau de pistes cyclables • Favoriser l'acquisition de savoirs et compétences professionnels (linguistique et informatique) par de l'accompagnement et de la formation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

POLOGNES –CENTRE-VILLE
Valenton

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Proposer un accompagnement adapté aux besoins de publics aux caractéristiques spécifiques : les jeunes, les séniors et les femmes, travailleurs handicapés	• Encourager les entreprises à proposer des modalités de recrutement innovants. • Encourager les entreprises à effectuer des diagnostics précis sur leurs difficultés d'embauche. • Mettre en place des campagnes de sensibilisation. • Nouer des liens avec les instances et associations en lien avec ces publics pour promouvoir le retour à l'emploi. • Lutter contre les stéréotypes de genre et d'âge. • Offrir des programmes de formation adaptés pour les jeunes, les séniors, les femmes, et les travailleurs handicapés. • Adapter les environnements de travail • Favoriser le partage d'expériences et l'entraide.
Informer, orienter et accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en place de leur projet professionnel.	• Soutenir les réseaux de formation des personnes demandeuses d'emplois : afin de développer leurs compétences et faciliter leur intégration professionnelle. • Former les travailleurs sociaux à l'accompagnement des personnes demandeuses d'emplois. • Développer des événements sur l'orientation professionnelle des jeunes
Redynamiser l'offre de commerces au sein du quartier	• Soutenir la mise à disposition de locaux commerciaux. • Détecter et accompagner les créateurs commerciaux. • Accompagner la création d'évènements festifs autour de l'animation commerciale. • Diversifier l'offre commerciale sur le quartier.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de consultation et d'utilisation de l'annuaire recensant les acteurs de l'insertion par les demandeurs d'emploi.
- Nombre d'entreprises ayant mis en place des périodes d'immersion, des modalités innovantes de recrutement et établi des diagnostics précis de leurs difficultés d'embauche.
- Nombre d'habitants entrés dans un parcours de retour vers l'emploi assuré par une association ou un dispositif public proposé.
- Nombre de formation à l'accompagnement dispensées aux travailleurs sociaux intervenant auprès des demandeurs d'emploi sur le quartier.
- Nombre d'associations et dispositifs proposant un soutien à la mobilité, à la formation ou à la santé mentale des personnes demandeuses d'emploi soutenus et accompagnés.
- Nombre de commerces ouverts dans le quartier et son évolution.
- Nombre d'heures dédiées aux évènements festifs autour de l'animation commerciale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Un quartier en plein renouvellement urbain
- Territoire situé près d'un bassin d'emploi à fort potentiel
- Une population jeune
- Un réseau de transport en plein essor
- Un sentiment d'appartenance et un engagement fort des habitants

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants
- Des structures vieillissantes et peu entretenues
- Un manque de mixité sociale se traduisant par une proportion importante de familles aux revenus modestes
- Mobilité des jeunes qui constitue un frein à leur insertion
- Des problématiques de stationnements régulièrement soulevés

La stratégie communale pour le quartier
Les ambitions pour les quartiers, portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Programme de renouvellement urbain afin d'améliorer le cadre de vie des habitants
- Emergence de projets et dispositifs favorisant l'accès à l'insertion et à l'emploi
- Lutter contre l'insécurité et la délinquance au sein du quartier et aux abords des établissements scolaires
- Programme de construction de structure socio-éducative
- Développer des initiatives en pied d'immeuble
- Renforcer l'offre de transport en commun

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :
- Création de nouveaux logements adaptés aux nouvelles normes environnementales
- Renforcer la mixité sociale
- Création d'un service municipal dédié à l'insertion et à l'accompagnement vers l'emploi
- Création d'une police municipale
- Création d'un service de médiation sociale
- Création d'un centre éducatif et culturel
- Mise en place de fêtes de quartiers
- Augmentation des rotations de bus
- Arrivée du téléphérique câble 1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton



Indicateurs clés	
Population (2022)	2 459
Part des moins de 24 ans (2022)	37 %
Part des plus de 60 ans (2022)	14,4 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	33 %
Part de familles monoparentales (2022)	31,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	42,6 %
Taux d'emploi (2022)	49,8 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	29,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 040 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un besoin d'accompagnement à la scolarité des enfants et jeunes du quartier.
- Des difficultés de mobilité.
- Des enjeux d'illectronisme.
- Des difficultés linguistiques pour une partie des habitants.
- Des difficultés d'accès à l'offre culturelle, sportive et de loisirs.
- Un manque d'accompagnement des jeunes et des parents.
- Le besoin de développer l'offre culturelle, sportive et de loisirs dans le quartier, en particulier celle adressée aux enfants.
- Un besoin d'accompagnement vers une meilleure nutrition et une meilleure intégration des gestes d'hygiène.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et des interventions structurantes) :

- Des dispositifs d'accompagnement à la population (parentalité, scolarité, accès à la culture et à la santé…). Il conviendra d'encourager ces instances à mettre en place des actions, ciblant directement les populations du quartier centre.
- Des actions de promotion de l'accès à la mobilité sont mises en place par le CD 94.
- Des structures de proximité pour l'accès aux droits (ex : Relais France Services), et à la convivialité pour les habitants du quartier (ex : centre social, maison de quartier).

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Renforcer la parentalité	• Accompagner les parents dans le suivi de la scolarité de leurs enfants. • Etendre l'offre d'accompagnement personnalisé des enfants en difficulté scolaire. • Intervenir dans les écoles pour prévenir et sensibiliser • Proposer des temps d'échange et de médiation
	• Accompagner les familles dans la participation à des activités culturelles, sportives ou de loisirs. • Etendre l'offre d'activités culturelles, sportives et de loisirs proposés aux habitants du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Accompagner les habitants dans leurs démarches du quotidien	• Proposer de nouveaux outils pour renforcer la présence des acteurs locaux dans le quartier (développer le « aller vers ». • Mettre en place des projets de lutte contre l'illettrisme, les difficultés linguistiques et l'illectronisme ainsi que des projets d'accompagnement aux démarches administratives et juridiques. • Elargir les amplitudes d'accueil pour les services dédiés aux usagers. • Diversifier la communication de la ville via de nouveaux outils (réseaux sociaux, panneaux numériques…)
	• Renforcer l'offre culturelle dans le quartier et accompagner la mobilité des habitants vers les lieux de culture extérieurs au quartier.
Renforcer la cohésion sociale et l'animation sur le quartier	• Créer du lien social en favorisant les actions hors les murs. • Accompagner l'émergence du tissu associatif local. • Développer des temps festifs au sein du quartier. • Créer un espace de convivialité au sein du quartier. • Accompagner la création de liens entre groupes sociaux tels que les femmes, les jeunes et les séniors. • Accompagner les instances souhaitant organiser des temps de rencontre et de convivialité. • Développer des actions intergénérationnelles.
Renforcer l'accès à la pratique sportive	• Diversifier l'offre sportive. • Développer le nombre d'équipements sportifs et/ou les créneaux disponibles au sein des infrastructures existantes.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Création d'un espace de proximité pour l'accès aux services, aux droits et à la convivialité au sein du quartier.
- Nombre de parents pris en charge par des dispositifs d'accompagnement à la parentalité et de suivi de la scolarité.
- Nombre d'acteurs intervenant dans le quartier sur des enjeux d'accompagnement (linguistiques, électronique, aux démarches administratives ou juridiques).
- Nombre d'actions visant à favoriser la convivialité et la cohésion sociale entre les habitants, mises en place dans le quartier.
- Nombre d'actions culturelles, sportives ou de loisirs, organisées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Un secteur fortement minéralisé.
- Un trafic dense rendant le partage de la voirie complexe entre les différents modes de déplacement.
- Une part importante de logements sociaux.
- Des logements et copropriétés construits avant 1974, date du premier choc pétrolier et avant la première réglementation thermique : sont donc considérés comme des résidences très énergivores.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Loi Énergie-Climat, promulguée le 8 novembre 2019, relative à l'urgence écologique et climatique et à l'objectif de neutralité carbone en 2050, avec une orientation ambitieuse : rénovation de toutes les passoires thermiques d'ici 10 ans.
- Le plan local d'urbanisme.
- Le Plan Climat Air Energie Territorial.
- La Convention à l'agence énergie du CAUE.

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Répondre aux attentes des habitants en les accompagnant dans leurs pratiques de réduction énergétique	Réaliser des actions de sensibilisation, de communication et d'animation auprès des ménages
Augmenter l'ombre au sol et sur les bâtiments et contribuer ainsi à abaisser les températures en milieu urbain lors des périodes de fortes chaleurs	Développer un programme de déminéralisation et de création d'îlots de fraicheur
	Mettre en place des espaces de rafraichissement au niveau de l'espace public et dans les secteurs accueillant un public vulnérable
Améliorer le cadre de vie au sein du quartier	Renforcer la gestion des déchets et la propreté au sein des quartiers. Développer / réhabiliter les parcs et les aires de jeux. Créer des logements répondants aux nouvelles normes énergétiques.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de projets de rénovations énergétiques accompagnés.
- Part des ménages touchée par des actions de lutte contre la précarité énergétique, et impliqués dans des projets de transition écologique (ateliers, forums,...).
- Surfaces désimperméabilisées et étendue de la couverture végétale.
- Nombre d'espèces végétales recensées dans les espaces verts urbains.
- Nombre de lieux de convivialité et d'expression créé.
- Part des déplacements effectués en modes de transport durables (vélo, transports en commun, véhicules électriques)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nuisances sonores nocturnes dès l'arrivée des beaux jours.
- Rassemblements et occupation abusive sur le domaine privé (parkings et parties communes des immeubles).
- Phénomène de rixes
- Présence de publics très jeunes sur l'espace public (sans surveillance parentale).
- Trafic de stupéfiants.
- Présence de véhicules épaves, stationnements anarchiques.
- Mécanique sauvage

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Séances plénières et restreintes du CLSPD, Cellules de Veille Tranquillité Publique et Prévention Jeunesse, Groupes de travail thématiques.
- Groupes de Partenariat Opérationnel (Police Nationale), traitement opérationnel PM/CLSPD/PN de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique.
- Interventions policières (PN/PM), passages des médiateurs, dispositif de vidéoprotection et vidéo-verbalisation.
- Interventions du service médiation dans les écoles et collèges autour de la citoyenneté, de la lutte contre les rixes et le harcèlement et de la prévention routière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE *Valenton*	
Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Dissuader les troubles à la tranquillité publique et lutter contre la délinquance.	Assurer une présence quotidienne de proximité avec le service de médiation et la police municipale : ilotage, travail de rue, échanges avec les habitants
	Responsabiliser et accompagner les parents dans le cadre des mesures de rappels à l'ordre, pour les mineurs troublant la tranquillité publique.
	Assurer une coordination avec les services de l'Etat, notamment avec la Police Nationale, par la mise en place de réunions opérationnelles, de cellules de veille, et d'opérations conjointes. Assurer une présence dissuasive au sein des parties communes des bailleurs sociaux du quartier
	Assurer un maillage du secteur par la mise en place de caméras de vidéoprotection.
	Renforcer les dispositifs de sécurité à destination des commerçants
Améliorer la cohésion sociale, développer un rapport de confiance avec les habitants	Créer du lien avec les habitants, notamment les jeunes et les parents, afin de permettre une remontée d'informations et de gagner en efficacité sur la prévention effectuée.
	Développer des projets de cohésion et mettre en place des rencontres, pour favoriser le lien et les échanges.
Prévenir la délinquance et les passages à l'acte, dans le cadre notamment des rivalités inter-quartiers et améliorer les rapports police-jeunes-parents.	• Mettre en place des ateliers de prévention de la délinquance et des projets de sensibilisation à destination du public jeunes (10-18 ans) et des parents, en milieu scolaire ou au sein du quartier. • Renforcer la présence des clubs de prévention • Maintenir une présence régulière au sein et aux abords des établissements scolaires
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Appréciations issues des diagnostics réalisés en CLSPD et reporting du service médiation. • Nombre de personnes sensibilisées sur les actions de prévention. Evolution de la délinquance et des troubles à la tranquillité publique : • Nombre et types d'infractions recensées. Activité de la police municipale : • Nombre de rapports de mises à disposition. • Nombre de verbalisations.	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observées par les habitants :

- Nécessité d'accompagnement des publics jeunes.
- Besoin de lever les freins périphériques à l'emploi, tels que ceux liés à la santé mentale, à la mobilité, aux compétences linguistiques et numériques.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La Cité des métiers sensibilise et informe les publics et permet la mise en réseau des acteurs de l'insertion.
- La Coordination Territoriale pour l'Insertion et le Développement Social permet l'interconnaissance des acteurs de l'emploi.
- La politique de la ville devra s'appuyer sur des acteurs associatifs tels que l'entreprise d'insertion Habitants Emplois Proximité (HEP), l'association « Lire pour Vivre » ou l'association « Au Fil de l'Eau ».
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi propose un accompagnement des personnes éloignées de l'emploi tout au long de leur parcours de retour vers l'emploi.
- L'outil MyLearn et le programme Jobready proposé à la Mission locale. Ainsi que les écoles de la 2ème chance, qui travaillent à la remobilisation des jeunes vers l'emploi via de la remise à niveau de compétences, et la mise en place de temps d'immersion au sein des entreprises.
- Création d'un service dédié à l'accompagnement et à l'insertion vers l'emploi des jeunes (SIAVE).
- Mise en place de job dating et job meeting.
- Mise en place d'actions de formation (Bafa citoyen, psc1…).
- Mise en place d'un dispositif de soutien financier aux porteurs de projets (Bourse citoyenne…).

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Permettre à l'offre et à la demande de travail de se rencontrer.	• Valoriser les secteurs en besoin de recrutement par la sensibilisation et l'information. • Valoriser les publics accompagnés auprès des entreprises. • Recenser les structures d'accompagnement et rendre l'information disponible. • Encourager les entreprises à développer des périodes d'immersion. • Création d'une CVthèque. • Création d'un club des entreprises. • Mise en place d'un forum dédié à l'emploi. • Favoriser la mobilité via une amélioration de l'offre de transports en commun et du réseau de pistes cyclables. • Favoriser l'acquisition de savoirs et compétences professionnels (linguistique et informatique) et la santé mentale par de l'accompagnement et de la formation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LUTÈCE- BERGERIE
Valenton

Plein emploi

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Proposer un accompagnement adapté aux besoins de publics aux caractéristiques spécifiques : les jeunes, les séniors et les femmes, travailleurs handicapés	• Encourager les entreprises à proposer des modalités de recrutement innovants. • Encourager les entreprises à effectuer des diagnostics précis sur leurs difficultés d'embauche. • Mettre en place des campagnes de sensibilisation. • Nouer des liens avec les instances et associations en lien avec ces publics pour promouvoir le retour à l'emploi. • Lutter contre les stéréotypes de genre et d'âge. • Offrir des programmes de formation adaptés pour les jeunes, les séniors, les femmes, et les travailleurs handicapés. • Adapter les environnements de travail • Favoriser le partage d'expériences et l'entraide.
Informer, orienter et accompagner les bénéficiaires dans l'élaboration et la mise en place de leur projet professionnel.	• Soutenir les réseaux de formation des personnes demandeuses d'emplois : afin de développer leurs compétences et faciliter leur intégration professionnelle. • Former les travailleurs sociaux à l'accompagnement des personnes demandeuses d'emplois. • Développer des événements sur l'orientation professionnelle des jeunes.
Redynamiser l'offre de commerces au sein du quartier	• Soutenir la mise à disposition de locaux commerciaux. • Détecter et accompagner les créateurs commerciaux. • Accompagner la création d'évènements festifs autour de l'animation commerciale. • Diversifier l'offre commerciale sur le quartier.

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Taux de consultation et d'utilisation de l'annuaire recensant les acteurs de l'insertion par les demandeurs d'emploi.
- Nombre d'entreprises ayant mis en place des périodes d'immersion, des modalités innovantes de recrutement et établi des diagnostics précis de leurs difficultés d'embauche.
- Nombre d'habitants entrés dans un parcours de retour vers l'emploi assuré par une association ou un dispositif public proposé.
- Nombre de formation à l'accompagnement dispensées aux travailleurs sociaux intervenant auprès des demandeurs d'emploi sur le quartier.
- Nombre d'associations et dispositifs proposant un soutien à la mobilité, à la formation ou à la santé mentale des personnes demandeuses d'emploi soutenus et accompagnés.
- Nombre de commerces ouverts dans le quartier et son évolution.
- Nombre d'heures dédiées aux évènements festifs autour de l'animation commerciale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Villejuif

Préambule

Les priorités proposées pour la feuille de route communale auprès des quartiers prioritaires

L'élargissement de la géographie prioritaire témoigne des disparités identifiées et doit permettre d'attribuer plus de moyens pour répondre à ces enjeux. Les fiches thématiques autour des axes de la politique de la ville fixent des enjeux et des objectifs pour les quatre quartiers prioritaires de Villejuif et permet de mobiliser des moyens dédiés. Cependant, la politique de la ville vise d'abord à définir des leviers supplémentaires afin de réduire les fragilités de ces territoires au regard des politiques de droit commun.

Les enjeux stratégiques et les objectifs opérationnels s'appuient et s'articulent donc avec les politiques de droit commun portées pour l'ensemble des thématiques retenues et les documents et instances de référence qui servent de base aux actions engagées au titre de la politique de la ville.
C'est aussi pour ces raisons que la ville de Villejuif reste attentive et mobilisée pour le maintien et le développement des services publics sur son territoire, en particulier concernant l'éducation nationale et les forces de l'ordre.

Les différents documents contractuels (CLS, PEDT, CTG, Stratégie territoriale de prévention de la délinquance, convention de renouvellement urbain…) et la vie des instances participatives (conseils de quartiers, budget participatif) nécessiteront de porter une attention particulière à la réactualisation des orientations prévues en 2027.

Par ailleurs, les quatre axes thématiques déclinés dans les fiches quartiers sont complétés par deux thématiques transversales :

- L'égalité femmes-hommes en cohérence avec le plan d'action égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations du plan d'action contre les discriminations.
- La participation citoyenne, condition sine qua non de la réussite des projets.

La stratégie communale transversale pour les quartiers

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon de 6 ans) :

- Amener un nouveau regard positif sur les quartiers de la ville, en particulier les quartiers prioritaires. En ce sens, depuis 2020, Villejuif développe un service public d'hyper proximité, à l'image d'une 4ème mairie annexe et d'une 3ème MPT (en cours), tout en fortifiant les structures existantes comme les MAJ (Mon antenne jeunesse), les CLAS, les MPT. Le redéploiement des services publics ou d'acteurs associatifs structurants dans les quartiers populaires est une priorité pour avoir des lieux de socialisation, d'ouverture aux autres, mais aussi d'entraide et d'accompagnement dans l'accès aux droits.
- Avoir une approche spécifique et intégrée de l'égalité, via :
  - La poursuite du travail engagé sur la place des femmes dans l'espace public.
  - La lutte contre la précarité des femmes, favoriser leur participation à la vie économique et culturelle
- Associer les habitants aux projets qui les concernent et garantir des conditions de participation effective.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LEBON - HOCHART - MERMOZ (LOZAITS SUD)

Villejuif

Présentation du quartier

Ce quartier, précédemment inscrit dans la politique de la ville a connu d'importantes mutations avec l'arrivée du tramway T7.

L'ensemble du quartier bénéficie d'une opération de renouvellement urbain au titre du NPNRU qui prévoit 300 logements réhabilités rue Lamartine, 524 logements neufs diversifiés, 9 000 m² d'espaces verts créés, une coulée verte agrandie, des circulations douces repensées, une crèche agrandie et des pieds d'immeubles consacrés à des activités d'économie sociale et solidaire et aux activités associatives.

Les habitants sont étroitement associés au projet, dont la conduite a été donné en exemple par l'ANRU, et le quartier bénéficie d'une forte dynamique citoyenne et participative.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- S'appuyer sur le programme de renouvellement urbain qui améliore l'habitat, les espaces publics, le cadre de vie, l'offre d'équipements et de services et nécessite de travailler avec les habitants et les acteurs locaux pour accompagner chaque phase de la mutation du quartier.
- Poursuivre et veiller à l'adéquation des projets dans le cadre de la mutation du quartier au titre du NPRU, afin d'adapter les actions aux mutations du territoire et aux nouveaux enjeux de développement des quartiers.
- Travailler au renouvellement urbain du quartier sur le secteur Mermoz.



**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier (Lebon – Hochart – Mermoz (Lozaits Sud), sans distinction communale.*

Indicateurs clés*	
Population (2022)	2 862
Part des moins de 24 ans (2022)	32,6 %
Part des plus de 60 ans (2022)	21,3 %
Indice de jeunesse (2022)	1,2
Part des étrangers dans la population (2022)	30,9 %
Part de familles monoparentales (2022)	36,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	49,2 %
Taux d'emploi (2022)	52,8 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	21,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	49 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	14 070 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ALEXANDRE DUMAS
Villejuif

Présentation du quartier

Ce quartier doit bénéficier de la dynamique de la ZAC Campus Grand Parc et de l'arrivée de la nouvelle gare du Grand Paris (ligne 14 et 15).

Un projet de renouvellement urbain quadripartite prévoit la réhabilitation de 112 logements et des relogements dans des appartements neufs à A. Dumas et à proximité sur la ZAC, sans hausse du reste à charge pour les ménages, la création de plus de 1500m² d'espaces verts, un nouveau groupe scolaire et d'une 3e Maison pour tous à l'ouest. Ces actions vont considérablement changer la vie des habitants qui sont associés à chaque phase de la mutation du territoire.

La Ville intervient déjà dans le quartier avec l'antenne jeunesse Ouest et l'ouverture d'un tiers-lieu accueillant une mairie annexe labellisée France Services. Le quartier bénéficie une présence associative redynamisée, de quelques commerces de proximité qui seront complétés par les nouveaux commerces autour de la future gare de l'Institut Gustave Roussy et trois parcs.

L'école de rattachement est hors réseau d'éducation prioritaire (REP) et ne bénéficie donc pas de l'ensemble des ressources et dispositifs complémentaires corrélées. Elle accueille les très jeunes enfants en petite section.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- S'appuyer sur le programme de renouvellement urbain qui améliore l'habitat, les espaces publics, le cadre de vie, l'offre d'équipements et de services et nécessite de travailler avec les habitants et les acteurs locaux pour accompagner chaque phase de la mutation du quartier.
- Poursuivre et veiller à l'adéquation des projets dans le cadre du renouvellement urbain du quartier, afin d'adapter les actions aux mutations du territoire, en lien avec Campus grand parc et le Vercors, et aux nouveaux enjeux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ALEXANDRE DUMAS
Villejuif



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 295
Part des moins de 24 ans (2022)	34,2 %
Part des plus de 60 ans (2022)	20,6 %
Indice de jeunesse (2022)	1,5
Part des étrangers dans la population (2022)	33,9 %
Part de familles monoparentales (2022)	33 %
Part de la population sans diplôme (2022)	51,5 %
Taux d'emploi (2022)	50,9 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	18,3 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 010 €

Le nouveau quartier prioritaire comprend l'extension à la résidence sociale du bailleur Domnis et à la parcelle qui abrite le tiers-lieu, nouvelle mairie-annexe labellisée Maison France Services.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VERCORS / CHASTENET
Villejuif

Présentation du quartier

De nombreux projets ont récemment été engagés dans ce nouveau quartier de la politique de la ville caractérisé par une résidence sociale unique gérée par un seul bailleur Une annexe du centre municipal de santé doit ouvrir en 2024. La friche A.Croizat située en bordure de la résidence du Vercors, en fonction des études menées, doit être réaménagée en espace vert dans le cadre d'un projet concerté avec les habitants.

Dans le cadre du partenariat entre la Ville et le bailleur social, deux nouvelles associations ont pu s'installer dans les locaux collectifs résidentiels en pieds d'immeuble du bailleur. Le quartier bénéficie également d'un tiers-lieu et un espace numérique associatifs.

Pour répondre à l'enjeu majeur de desserte en transport, des travaux de voirie ont été engagés, visant à la remise en service du bus 131 en 2025. L'école de rattachement est hors réseau d'éducation prioritaire (REP) et ne bénéficie donc pas de l'ensemble des ressources complémentaires corrélées.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Stimuler et accompagner la redynamisation du tissu social du quartier en s'appuyant sur l'opportunité de l'entrée du quartier au sein de la géographie de la politique de la ville
- Poursuivre la démarche engagée par la ville visant à désenclaver ce quartier tout en améliorant le cadre de vie des habitants.



La plus grande partie du quartier est située sur la commune de Villejuif. Un immeuble est situé sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Indicateurs clés*	
Population (2022)	1 260
Part des moins de 24 ans (2022)	34,8 %
Part des plus de 60 ans (2022)	17,9 %
Indice de jeunesse (2022)	1,7
Part des étrangers dans la population (2022)	14,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	25,2 %
Part de la population sans diplôme (2022)	22 %
Taux d'emploi (2022)	67,3 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	12,9 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 260€

**Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier, sans distinction communale.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LOZAITS NORD - GRIMAU - ARMAND GOURET
Villejuif

Présentation du quartier

Le quartier se compose de trois sous-secteurs : les Lozaits Nord, Julian Grimau et Armand Gouret.

Pour le sous-secteur Lozaits Nord, la plupart des logements et espaces extérieurs sont concernés par une réhabilitation engagée par le bailleur social dans une démarche participative et concertée.

Les sous-secteurs J.Girmau et A.Gouret se situent en bordure de l'hôpital Paul Giraud et du périmètre de la ZAC Sud. Les habitants bénéficieront donc des projets engagés dans le cadre du programme de la ZAC Campus Grand Parc.

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :

- Renforcer la dynamisation du lien social local, faire bénéficier le quartier des opportunités liées à l'arrivée des équipements de la ZAC Campus Grand-Parc (ferme urbaine, notamment) et travailler les liens entre les habitants/acteurs des différents secteurs.
- Co-travailler à une rénovation urbaine ambitieuse sur ce secteur avec les différents bailleurs afin de construire une ville plus résiliente et agréable à vivre.



Le nouveau quartier prioritaire comprend l'élargissement au quartier Moussinac, afin d'intégrer l'ensemble des résidences du bailleur Batigère

Indicateurs clés	
Population (2022)	2 882
Part des moins de 24 ans (2022)	34 %
Part des plus de 60 ans (2022)	18 %
Indice de jeunesse (2022)	1,6
Part des étrangers dans la population (2022)	23,2 %
Part de familles monoparentales (2022)	41,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	40,1 %
Taux d'emploi (2022)	53,2 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	23,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	35 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 220 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

L'axe thématique doit permettre d'apporter une réponse partenariale et transversale pour garantir l'accès aux droits, à la santé, à la culture, aux loisirs et à toutes les ressources favorisant l'épanouissement de tous.

L'action collective et partenariale en matière de santé est déclinée dans le cadre du contrat local de santé. Villejuif est située en Zone d'intervention prioritaire + d'après les chiffres de l'Agence Régionale de santé qui soulignent le déficit de professionnels de santé libéraux de 1er et second recours.

L'éducation est le premier levier et nécessite donc l'action de tous. En 2022, la ville s'est dotée d'un outil de collaboration locale mobilisant toutes les ressources et les partenaires d'un territoire pour garantir aux enfants un parcours éducatif cohérent et de qualité, dans une logique de complémentarité des temps scolaires, péri et extra scolaires: le projet éducatif de territoire (PEDT) qui constitue un levier pour lutter contre les inégalités scolaires ou d'accès aux pratiques de loisirs éducatifs. Dans le cadre de la politique de la ville, les toutes petites sections (TPS) doivent être développées systématiquement. Le développement des unités localisées d'inclusion scolaire (ULIS) est également un besoin.

La ville s'attache avec ses partenaires à garantir l'accès à la culture pour toutes et tous et notamment les enfants dans le cadre éducatif. La ville a développé depuis 2 ans une offre d'éducation artistique et culturelle avec de nombreux axes thématiques et parcours (citoyenneté, éducation aux médias, arts, sport et santé) qui permet de toucher près de 4 500 élèves. Des parcours spécifiques ont été développés pour les 6 écoles REP (cycles 1 et 2) en lien avec l'Éducation nationale. Ainsi, la ville a généralisé les départs en classe découverte pour tous les élèves de CM1 ou encore l'apprentissage de la natation tout au long de l'école primaire et poursuit son action en faveur du droit aux vacances et l'alimentation durable avec l'acquisition de la ferme des Fremis.

Grâce à son engagement historique pour le droit à la culture et aux loisirs, la ville est dotée de nombreux équipements culturelles sportifs, d'accueil des enfants et des jeunes tant municipaux, de l'EPT et associatifs. Pour développer les actions au plus près des habitants, les équipements de proximité municipaux et associatifs, moteurs vers tous les publics sont autant de lieux ressources à l'instar de la Maison pour tous Gérard Philippe et de la cohésion sociale sud qui vise à devenir un centre social municipal, la mairie annexe labellisée France Services et les permanences des conseillères numériques.

La ville a également développé des dispositifs spécifiques avec ses partenaires : les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS), les ateliers sociolinguistiques (ASL) et le Programme de réussite éducative (PRE), dont le rôle central doit être réaffirmé.

Dans le cadre des quartiers en renouvellement urbain, une attention particulière est portée à la valorisation de la mémoire, richesse culturelle intrinsèque des quartiers.

Les thématiques prioritaires sur 2024 2027 :

- Éducation et parentalité
- Accès aux droits, lutte contre l'illectronisme et l'illettrisme

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Garantir aux enfants un parcours éducatif cohérent et de qualité	• Continuer à prévenir le décrochage scolaire • Développer des sections TPS dans chaque quartier
	• Renforcer l'action des CLAS et du PRE • Poursuivre l'accompagnement à la recherche de stages et d'apprentissage, de « jobs » et créer des réseaux locaux. • Développer les temps d'échanges et de rencontres entre acteurs
	Développer l'offre de stage durant les vacances pour les enfants de plus de 9 ans et le droit aux vacances pour tous
	• Poursuivre les actions contribuant à l'accompagnement de la scolarité et l'appui aux projets des jeunes (bourse, tutorat, mentorat…) • Soutenir les actions culturelles, les actions pour toutes et tous contribuant à l'épanouissement, l'émancipation, au lien social et au bien-être. • Développer les actions permettant l'engagement des jeunes
Garantir l'accès aux droits et réduire la fracture numérique	• Accompagner les démarches autour des usages du numérique pour toutes et tous (prévention, lutte contre la fracture numérique) • Poursuivre les actions dans le cadre des ASL • Créer des permanences d'écrivain public • Soutenir les actions en matière d'accès aux droits
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre de personnes accompagnées dans le cadre du CLAS et/ou PRE • Nombre de rencontres entre acteurs et/ou de réseaux organisés • Nombre d'actions contribuant à l'épanouissement des jeunes (ex : engagement citoyen, culturelle, sportive, lien social…) déployées • Nombre de permanences d'écrivain public créées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
La transition écologique est une des priorités portées par la Ville en lien avec de nombreux acteurs associatifs : assises de la mobilité, achat d'une ferme biologique, débitumisation des cours d'écoles, sobriété énergétique, composteurs... Villejuif se positionne vers un modèle plus durable notamment dans les actions menées avec les habitants.
La Ville dispose grâce à la géothermie et au développement des panneaux solaires des ressources en termes de confort thermique et consommation d'énergie. Les bailleurs sont également engagés dans la rénovation de leur patrimoine. Ainsi, réhabilitation, réaménagement des espaces extérieurs font régulièrement l'objet de réunions publiques et propositions concertées.

Le schéma directeur des espaces verts, l'aide aux bailleurs sur l'aménagement des espaces extérieurs, ou encore le permis de végétaliser permettent de débitumer et l'ouverture de nouveaux espaces verts. Ainsi le quartier Alexandre Dumas bénéficie d'un nouveau parc : le jardin Jeanne et Paulette Nardal et d'un projet d'extension du parc du 8 mai 45. Un espace vert doit être pensé avec les habitants sur la friche A.Croizat en bordure du quartier du Vercors. Les sous-quartiers Armand Gouret et Julian Grimau bénéficieront directement du projet de ferme urbaine sur le secteur sud de la ZAC.

Les initiatives innovantes telles que les cours d'école aérées débitumées et inclusives, l'acquisition de la ferme biologique de Tannerre qui permet l'approvisionnement des crèches en circuit court et la distribution hebdomadaire de paniers solidaires ainsi que le soutien aux initiatives associatives en circuit court et au développement de jardins partagés et plus largement aux acteurs de l'économie sociale et solidaire sont autant d'initiatives qui contribuent à la transition écologique et à la solidarité à l'échelle de la ville et des quartiers prioritaires.

En 2024, la Ville lance son premier budget participatif sur la transition écologique doté d'une enveloppe par quartier, à l'échelle de la ville et pour les projets jeunes.

Synthèse des enjeux :
Au niveau national, une enquête réalisée en 2022 par l'institut Harris sur la vie dans les quartiers populaires indique que les habitants sont les plus exposés et impactés par la crise climatique. Ainsi, les quartiers présentent des défis spécifiques liés à la densité de l'habitat (par exemple la résidence Alexandre Dumas est un ilot de chaleur malgré la surface importante d'espace vert à proximité), le vieillissement du parc social ou les nuisances liées aux travaux dans le cadre du renouvellement urbain.
L'amélioration des espaces publics, la rénovation du parc d'habitat avec les bailleurs, l'accès aux commerces et la solidarité notamment alimentaire sont les principaux enjeux des acteurs des quartiers prioritaires.

Thématiques prioritaires 2024-2027 :
- Accès à une alimentation durable
- Cadre de vie
- Présence de la nature en ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Débitumer, développer la nature en ville	• Soutenir les initiatives collectives via les différents dispositifs • Créer des ilots de fraicheur • Développer une stratégie d'acquisition foncière pour favoriser les espaces de proximité et viser les 10m² d'espace vert par habitant
	Poursuivre les ateliers pédagogiques
Poursuivre l'amélioration du cadre de vie	Poursuivre l'amélioration des espaces publics, avec les bailleurs et les habitants
	• Poursuivre la sensibilisation à la transition écologique, au développement durable, au tri sélectif • Faciliter les commerces de proximité et l'artisanat dans les quartiers
Permettre l'accès à une alimentation durable	• Soutenir et accompagner les actions solidaires et les acteurs de l'économie sociale et solidaire • Développer les vergers et potagers partagés
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'ilots de fraicheurs créés • Nombre d'espaces publics traités afin d'en améliorer le cadre de vie • Nombre d'actions de sensibilisation déployées • Nombre de vergers et potagers partagés créés et/ou renforcés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Ville hospitalière, étudiante et dotée d'un important réseau de transport la tranquillité et la sécurité nécessitent l'action coordonnée de tous les acteurs et la mobilisation des moyens de droit commun corrélés à la population du territoire.

La ville construit sa stratégie territoriale de prévention de la délinquance, renouvelée tous les 3 ans et animée en lien avec l'ensemble des partenaires locaux et le Conseil local de sécurité et de Prévention de la délinquance, instance de coordination partenariale. Dans une logique de proximité, la ville a déployé une équipe de médiateurs et une brigade cadre de vie, qui interviennent au plus près des habitants.
La présence des services au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville est importante à travers de nombreux équipements publics pour les habitants (Maison pour Tous, Maison des Projets, structures de Cohésion Sociale antennes jeunesse, Mairie-annexe, etc...). Dans le cadre des opérations de renouvellement urbain et des relations avec les bailleurs, la Ville prend en compte les enjeux d'amélioration du cadre de vie et favorise les aménagements y contribuant et le déploiement de nouveaux équipements de proximité au sein des quartiers prioritaires qui contribuent à l'investissement de l'espace public.

Pour autant, compte tenu des enjeux de développement économique et urbain de la ville, la présence plus importante, grâce notamment à un commissariat de plein exercice, de policiers nationaux est un besoin important.

Synthèse des enjeux :
Lors de la concertation menée avec les acteurs locaux les attentes exprimées portaient sur la prévention situationnelle. Les acteurs ont affirmé le besoin d'aménager un espace public partagé, maillé en termes de mobilité, favorisant le lien social notamment grâce à de nouveaux espaces communs et commerciaux.

Thématiques prioritaires 2024- 2027 :

- Prévenir les conduites à risques
- Prévention / médiation
- Sécurité des espaces publics

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Investir l'espace public	Aménager l'espace public pour favoriser le lien social et les usages de tous et toutes
	Poursuivre les chantiers éducatifs
Prévenir les conduites à risques	Développer les actions du contrat local de santé
	Poursuivre les actions de prévention auprès des collégiens
Renforcer la prévention et la médiation	Développer les actions en faveur de la tranquillité publique sur la voie publique et la sécurité piétonne
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de prévention auprès des collégiens déployées • Nombre d'actions en faveur de la tranquillité publique sur la voie publique et la sécurité piétonne déployées	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'État, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Selon l'enquête emploi de l'INSEE, les jeunes âgés de 15 à 25 ans vivant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont 2 fois plus touchés par le chômage.
Ville étudiante, Villejuif a de nombreux atouts en termes d'emploi du fait d'une forte présence hospitalière et du développement de l'offre de transport en commun complétée par l'arrivée des nouvelles lignes de métro 14 et 15 élargissant le bassin d'emploi et permettant d'accueillir des entreprises autour des nouvelles gares. Les actions en faveur de l'emploi développés avec le réseau partenarial sont coordonnées par la maison des initiatives et de l'emploi (M2IE), labellisée Information Jeunesse. La M2IE, le service jeunesse, les institutions et les associations contribuent à l'accompagnement spécifique des jeunes. Le dispositif PRIJ, programme régional d'insertion des jeunes, porté par la M2IE vise à développer plus spécifiquement les actions d'insertion dans les territoires prioritaires de la politique de la ville.

Les principaux besoins exprimés par les acteurs de la politique de la ville sont : les difficultés à trouver des stages, des apprentissages et de l'alternance ainsi que le besoin de renforcer les dispositifs existants notamment l'offre de formation linguistique certifiante de français langue étrangère et des systèmes de garde d'enfants adaptés aux contraintes de travail, notamment pour les familles monoparentales.

Thématiques prioritaires 2024- 2027 :

- Levée des freins périphériques à l'emploi
- Mise en relation employeurs / formation/ demandeurs d'emploi
- Développer l'offre linguistique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villejuif

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lever les freins périphériques à l'emploi	• Poursuivre les actions de proximité pour lever les barrières d'accès au numérique, aux droits et aux ressources de formation et d'accompagnement • Lutter contre la précarité des femmes, favoriser leur participation à la vie économique et culturelle • Soutenir les dispositifs d'accueil des enfants non accueillis, non scolarisés • Sécuriser les parcours d'insertion, d'emploi et d'entreprenariat en mobilisant toutes les ressources de droit commun dans une logique de proximité
Développer l'offre linguistique certifiante	Avoir des financements pluriannuels pour développer la formation au français langue étrangère
Faciliter la mise en relation des opportunités d'emploi, de l'offre de formation et des demandeurs d'emploi	Développer les dispositifs de proximité par la constitution d'un réseau local en faveur des jeunes (Information Jeunesse, jobs d'été, mentorat/ tutorat/ chantiers éducatifs/ actions « hors les murs » de la M2IE et ses partenaires)
	Poursuivre les actions partenariales et de proximité en faveur de la formation et l'emploi (forum, tables-rondes, liens avec les établissements).
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions visant l'accès aux droits et/ou au numérique déployées / renforcées • Nombre de dispositifs d'accueil des enfants non accueillis et non scolarisés soutenus / renforcés • Création effective d'un réseau local en faveur des jeunes	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve-le-Roi

Haut-Pays / La Grusie
Villeneuve-le-Roi

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Quartier situé à l'écart des trajectoires des avions, et peu concerné par les contraintes d'urbanisme du PEB
- Large part d'espaces verts (ancien parc du château) pour la partie Abbaye

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Quartier coupé en deux par la départementale. Les deux parties étant très enclavées (l'une est refermée sur elle-même, l'autre éloignée des voies de desserte communales)
- Population particulièrement défavorisée, familles nombreuses et en large part monoparentales

La stratégie communale pour le quartier
Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Revoir la trame urbaine afin de désenclaver ce secteur et intégrer pleinement sa population à la vie de la commune
- Reconsidérer la politique de peuplement pour assurer une meilleure mixité sociale.
- Développer les actions permettant une meilleure présence des services publics au cœur du quartier
- Implanter un équipement structurant au sein de la cité Raguet-Lépine pour mieux porter les actions en faveur de la population

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Retrouver un cadre de vie agréable et apaisé
- Soutenir les familles dans l'éducation de leurs enfants
- Accompagner les séniors au quotidien

Indicateurs clés	
Population (2022)	1 586
Part des moins de 24 ans (2022)	46,5 %
Part des plus de 60 ans (2022)	17,3 %
Indice de jeunesse (2022)	2,1
Part des étrangers dans la population (2022)	19,3 %
Part de familles monoparentales (2022)	40,3 %
Part de la population sans diplôme (2022)	43,2 %
Taux d'emploi (2022)	53,5 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	24,6 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	29%
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 950 €



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Haut-Pays / La Grusie

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Familles présentant de fortes difficultés sociales, nécessitant un soutien appuyé aux politiques éducatives enfance et jeunesse sans oublier l'aide au public sénior.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Présence de la résidence-autonomie municipale Jean Rostand au sein du périmètre QPV et d'une petite antenne du Forum (centre socio-culturel), dans un appartement de 60 m^2 loué à Valophis. Partenariat avec l'association Vivre ensemble

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Soutenir les actions en matière d'éducation et parentalité	Renforcement de l'accompagnement scolaire
	Développer les ateliers linguistiques et les ateliers de soutien à la parentalité
Développer l'accès aux droits et lutter contre l'illectronisme	Développer des ateliers d'inclusion numérique en direction du public sénior
	Mettre en place une permanence d'un conseiller numérique
Renforcer la présence des services publics	Aménager un vrai équipement de quartier, un espace familles (lieu d'accueil parents/enfants) permettant le déroulement d'ateliers adaptés
Développer l'animation socio-éducative, culturelle et sportive	Mettre en place des animations ciblées au sein du quartier et renforcer la présence d'équipements sportifs localisés dans le quartier ou à proximité immédiate

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'ateliers linguistiques et/ou de soutien à la parentalité réalisés
- Nombre d'ateliers d'inclusion numérique pour les publics senior réalisés
- Mise en place effective d'un conseiller numérique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Haut-Pays / La Grusie
Villeneuve-le-Roi

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Quartier très enclavé dont l'accès est compliqué tout comme son inclusion au reste du tissu urbain communal. Secteur Raguet Lépine/Voie Normande largement minéral ou bitumé et côté Abbaye, présence forte de l'ancien parc du château côté Abbaye mais mal mis en valeur.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Rénovation thermique et isolation menée avec Valophis (bow windows) sur le secteur Raguet-Lépine/Voie Normande

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Améliorer l'habitat et la mixité sociale	Poursuivre la restructuration urbaine (Raguet Lépine : suppression de la barre K pour ouvrir et déghettoïser le secteur,
	Permettre aux habitants de l'Abbaye de bénéficier de nouveaux logements plus confortables et plus économes
Développer la nature en ville	Végétaliser le parking et le site de l'ancienne barre K pour plus de nature dans ce secteur trop minéral
	Ouvrir le parc à l'ensemble des Villeneuvois tout en augmentant la taille du refuge biodiversité
Développer les énergies alternatives	Développer le réseau de chaleur géothermique mis en œuvre par Valophis

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Suppression effective de la barre K
- Taux de vacance au sein du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Haut-Pays / La Grusie
Villeneuve-le-Roi

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Quartier victime d'une forte insécurité : rixes régulières avec les bandes originaires d'Orly situé à proximité immédiate, implantation forte des réseaux et des points de deal, trois affaires avec armes à feu en 2023 sur l'Abbaye dont un meurtre, secteur d'origine des émeutiers ayant incendié la mairie et attaqué le poste de police municipale.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- CISPD avec ABLON (police pluri-communale)
- Médiateur en cours de recrutement avec l'Etat et Orly pour la prévention des rixes au lycée Marianne
- Points écoute et suivi des exclus du collège par le service jeunesse

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lutter contre l'insécurité	Désenclaver le secteur Raguet-Lépine en démolissant la barre K qui ferme la cité sur elle-même et génère trafic, rodéos, guet-apens des forces de l'ordre
	Déployer un poste de médiateur au sein du service jeunesse pour travailler sur la prévention et le lien jeunes-autorité
Lutter contre l'isolement	Déployer un poste de médiateur sénior chargé d'accompagner le public fragile et isolé de plus de 65 ans
	Mettre en place des services de mobilités adaptés aux séniors pour les déplacements du quotidien ou pour des sorties hors-quartier

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Mise en place effective d'un poste de médiateur sur la prévention et le lien jeunes-autorité
- Mise en place effective d'un poste de médiateur chargé d'accompagner les publics de plus de 65 ans fragiles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Haut-Pays / La Grusie
Villeneuve-le-Roi

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :
- Niveau de qualification très faible de la population du quartier/ Eloignement de structures qui agissent pour lemploi comme la Mission locale.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :
- Ville soutient la mission locale dont le territoire vient d'être élargi à Villeneuve -Saint-Georges.
- Agent municipal participe au dispositif PLIE

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer l'accès à l'emploi	Permettre au futur équipement de quartier d'accueillir des permanences de la Mission locale et du PLIE
	Mettre en place une Cité de l'emploi
	Développer les ateliers linguistiques pour favoriser l'accès au marché du travail
Développer l'autonomie des jeunes pour les préparer au monde du travail ou à l'entreprenariat	Soutenir les projets individuels ou groupés (Boost ton projet)
	Améliorer la maîtrise des outils numériques

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Mise en place effective d'une Cité de l'emploi
- Nombre de réunions organisées dans le cadre de la Cité de l'emploi
- Nombre d'ateliers linguistiques à visée d'insertion professionnelle réalisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve-Saint-Georges

Quartier Nord
Villeneuve Saint-Georges

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- De nombreux équipements publics et de proximité (loisir, éducation, jeunesse, culture)
- Un tissu commercial présent (Centre de Sellier et zone commercial le long de la RN6…)
- Un quartier engagé dans un NPNRU
- Un tissu associatif dynamique et source de cohésion sociale

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Un manque cruel d'équipements sur les questions de santé
- Des dépôts sauvages aux abords des habitations
- Un sentiment d'insécurité



Indicateurs clés	
Population (2022)	7 522
Part des moins de 24 ans (2022)	44,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	13,7 %
Indice de jeunesse (2022)	2,7
Part des étrangers dans la population (2022)	30,9 %
Part de familles monoparentales (2022)	29,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	41,6 %
Taux d'emploi (2022)	55,3 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	16,5 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	36 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 310€

La stratégie communale pour le quartier

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- La propreté et gestion des déchets
- L'accès aux soins et à la santé
- La lutte contre le sentiment d'insécurité qui nuit fortement au cadre de vie du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Centre-ville
Villeneuve Saint-Georges

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Une densité du tissu commercial importante
- Des structures culturelles et sportives
- Un Choix en termes de mobilité (Gare RER, RN6, lignes de bus, pistes cyclables...)
- Une mixité interculturelle forte
- Proximité des institutions (Pôle emploi...) et des services municipaux

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un tissu commercial déqualifié, spécialisé et souvent dégradé
- Des problématiques sécuritaires importantes, notamment rue de Paris et aux alentours de la gare
- Une pollution sonore importante
- La problématique des marchands de sommeil et de logements dégradés
- Un manque d'offre de stationnement



Indicateurs clés	
Population (2022)	3 662
Part des moins de 24 ans (2022)	37,2 %
Part des plus de 60 ans (2022)	10,4 %
Indice de jeunesse (2022)	2,9
Part des étrangers dans la population (2022)	55,2 %
Part de familles monoparentales (2022)	27,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	41,8 %
Taux d'emploi (2022)	54,3%
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	22,4 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	49 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	14 170€

La stratégie communale pour le quartier

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- La lutte contre l'habitat indigne
- La tranquillité et la sécurité publique
- La propreté et la gestion des déchets

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

HBM Les Tours
Villeneuve Saint-Georges

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Interconnexion avec les autres quartiers
- Proximité du parc départemental Saussaie Pidoux
- Le patrimoine historique des habitations HBM

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Des équipements publics et de proximité peu nombreux
- Un sentiment d'insécurité
- Un quartier fragmenté en trois sous-secteurs avec leur propre identité architecturale : Les Tours, Gabriel Péri, Les HBM



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 868
Part des moins de 24 ans (2022)	39,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	19,7 %
Indice de jeunesse (2022)	1,7
Part des étrangers dans la population (2022)	27,5 %
Part de familles monoparentales (2022)	43,7 %
Part de la population sans diplôme (2022)	46 %
Taux d'emploi (2022)	53,9 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	21,3 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	41 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	14 850€

La stratégie communale pour le quartier

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Le dynamisme du quartier et le lien avec les autres quartiers de la ville
- La tranquillité et la sécurité publique
- La propreté et la gestion des déchets

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le Plateau
Villeneuve Saint-Georges

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :

- Des équipements scolaires et sportifs présents
- Un tissu associatif en développement
- Des espaces naturels et boisés à proximité (Bois des Carrières, Bois Colbert, jardins partagés, jardins familiaux, serres municipales)
- Le futur projet du câble C1

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Une faible présence de commerces
- Une faible présence des services publics et services de proximité
- Pas d'équipements dédiés à la santé, et quartier souffrant d'un désert médical important
- Une pollution sonore importante
- Quelques tensions inter-quartiers



Indicateurs clés	
Population (2022)	11 537
Part des moins de 24 ans (2022)	41,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	13,1 %
Indice de jeunesse (2022)	2,6
Part des étrangers dans la population (2022)	30,3 %
Part de familles monoparentales (2022)	34 %
Part de la population sans diplôme (2022)	39,9 %
Taux d'emploi (2022)	56,6 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,5 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	40 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 500 €

* Les données renseignées correspondent au périmètre de l'ensemble du quartier, c'est-à-dire : Pologne - Centre ville - Le Plateau - Saint-Martin

La stratégie communale pour le quartier

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :

- L'établissement de service et de commerces de proximité pour améliorer le quotidien des habitants
- La propreté et la gestion des déchets
- La lutte contre la désertification médicale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Triage
Villeneuve Saint-Georges

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Des Berges de Seine réaménagés
- Proximité avec le parc interdépartemental des sports
- Gare RER D Triage

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Contraintes géographiques (enclavé entre la Seine et le site ferroviaire)
- Un quartier peu pourvu en équipements publics et services de proximité
- Un tissu associatif peu dynamique et déperdition des associations sportives
- Des habitants qui se sentent isolés par rapport au reste de la ville
- Un quartier fragmenté en trois sous-secteurs : le centre-ville, les îles, le mat



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 834
Part des moins de 24 ans (2022)	39,3 %
Part des plus de 60 ans (2022)	8,8 %
Indice de jeunesse (2022)	3
Part des étrangers dans la population (2022)	45,2 %
Part de familles monoparentales (2022)	29,1 %
Part de la population sans diplôme (2022)	44,8 %
Taux d'emploi (2022)	55,9 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,8 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39%
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 800€

La stratégie communale pour le quartier

Les 3 principaux axes de travail à l'échelle du quartier :
- Le dynamisme du quartier et le lien avec les autres quartiers de la ville
- La lutte contre le sentiment d'insécurité
- La propreté et la gestion des déchets

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Education et parentalité

- Lutte contre le décrochage scolaire : 4 CLAS présents sur la ville, actions associatives (Arc-en-ciel, FSDVA …)
- Soutien à la parentalité : PRE, Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement, Réseau « Semaine des Parents », Cafés des parents d'Arc-en-ciel et FSDVA dans les collèges, Pôle Famille du Service jeunesse, Relais Petite Enfance et Créneaux LAEP
- Petite enfance : Multi accueil municipal « la maison de la Petite Enfance », Assistantes maternelles, PMI, Relais Petite Enfance, 2 crèches départementales
- Accompagnement des enfants en situation de handicap : Centre Municipal de Santé, SESSAD, Les Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS), Unité d'Enseignement Maternelle Autisme à l'école Victor Duruy), Sport Adapté de la Cité éducative

Accompagnement à la jeunesse

- Point Information Jeunesse qui propose plusieurs actions en direction des jeunes :
  - → Dispositif SOS Rentrée : permet de remobiliser les jeunes sans affectation scolaire pendant les rentrées scolaires
  - → Dispositif Projet J : qui offre un soutien financier aux jeunes pour l'obtention de leurs permis, pour l'achat de matériel scolaire, le financement de formation… avec des heures de bénévolat en contrepartie
  - → Forum de l'orientation, Forum de l'emploi…
- 4 Maisons de Quartier sur l'ensemble de la ville
- Maison d'accueil des jeunes majeurs Parmentier au Centre-Ville

Pratiques culturelles et sportives

- Accès à l'offre et aux équipements culturels :
  - → Equipements GOSB : Médiathèques Jean Ferrat et René Fallet, Sud-Est Théâtre, Conservatoire, MédiaBus
  - → Equipements ville : Maison des Artistes Frida Kahlo, Micro Folie, Espace André Bouquet, Théâtre de Verdure, Studio Sellier, Web Radio Municipale
  - → Associations culturelles
  - ➢ Accès à l'offre et aux équipements sportifs : 7 gymnases, 4 Stades, 2 City Stades, Centre Nautique, Ecole de navigation et Ski Nautique, associations sportives (Karaté Club…)

Accès aux droits et lutte contre l'illectronisme :

- Accompagnement socio-administratif : CCAS, Maison France Service, Espace départemental des solidarités, Permanences de la mairie et annexe (logement, DALO, CPAM), permanences associatives (Association Nouvelles Voies, Arc-en-Ciel, FSDVA, Droits Solidaires…), permanences du CIDFF
- Lutte contre l'illectronisme : Maison France Service, Médiathèques et MédiaBus (ateliers d'initiation à l'informatique et accès internet itinérant), Conseillers Numérique de VaLophis, Associations (Soutien et Savoir pour Tous, Onumérik…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Lutte contre l'illettrisme

- Greta 94, Association Voisin et Ensemble
- Equipement GOBS : Médiathèques proposent des ateliers informatiques d'alphabétisation et de Français Langue Etrangère
- Service interprétariat du PRE

Accès aux soins et à la santé

- Accès aux soins : médecin généralistes, Centre dentaire, Centre municipal de Santé Henri Dret avec une offre de soins en médecine générale, spécialisée et dentaire, Centre Médico-psychologique, Centre Hospitalier Intercommunal, Polyclinique à proximité, Maison des Séniors
- Actions d'éducation et de prévention à la santé : le dispositif « santé jeune » proposé par le service jeunesse et le Centre municipal de santé Henri Dret, qui offre un bilan de santé gratuit
- Contrat Local de Santé

Dynamisme associatif, lien social et participation citoyenne :

- EVS Arc-en-Ciel
- Un tissu associatif dynamique
- 4 Conseils Citoyens (Centre-Ville/HBM, Plateau, Quartier Nord et Triage) : source de projets divers (Art'péro, Opération Coup de Balais, Randonnées Citoyennes, Boîte à Livres, Jardins Partagés…)

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

Education et parentalité

Lutte contre le décrochage scolaire :

Sur certains quartiers de la ville, et notamment aux HBM Les Tours, Triage et au Quartier Nord, le **taux de déscolarisation est assez élevé chez les jeunes de 15-17 ans. L'offre d'accompagnement à la scolarité reste assez faible**, non structurée et parfois méconnue des services, en particulier pour les niveaux collèges et lycées.

Petite enfance / Mode de gardes

- **Une offre d'accueil qui ne répond pas aux besoins de tous les villeneuvois et villeneuvoises**, malgré des modes d'accueil variés au sein de la commune. Néanmoins, il est prévu à Triage la **construction d'un nouvel EAJE départemental de 120 places** dont les berceaux seront partagés avec la ville de Choisy le Roi.
- D'un autre côté, **les projets des assistantes maternelles ont beaucoup de difficultés à aboutir compte tenu de la difficulté de trouver des locaux**, répondant aux critères, au sein de la ville.

Accompagnement des enfants en situation de handicap :

Il y a **très peu d'actions, dispositifs ou financement de structures dédiées à l'accompagnement des enfants en situation de handicap et de soutien aux parents**. Ce constat est observé sur l'ensemble de la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Education et parentalité

Soutien à la parentalité :

- Il existe **nombre important de famille monoparentales isolées** sur la ville, notamment au Quartier Nord, au Plateau et aux HBM Les Tours, avec **un taux qui atteint les 15% alors que le taux pour le Val-De-Marne est à 12%**. Aux HBM Les Tours, les actions de soutien à la parentalité sont **peu présentes ou alors méconnues.**
- La sphère éducative de la ville (service d'éducation, enfance, PRE, Cité éducative) constate que **le lien entre les parents et les écoles n'est pas suffisant, notamment dans le second degré.** Les parents ressentent souvent une **appréhension du système scolaire**, ce qui rend leur mobilisation pour les établissements scolaire (que ce soit pour les rendez-vous parents-professeurs, les évènements éducatifs ou dans la scolarité de leur enfant) difficile.
- Plus de 100 nationalités sont présentes sur le territoire villeneuvois. Face à cette diversité, **toutes les personnes n'ont pas la même maîtrise de la langue française. Dans ce contexte, nombreuses sont les familles qui ont besoin d'être accompagnées dans l'apprentissage du français** afin de mieux appréhender le fonctionnement des institutions et des établissements scolaires dans lesquels sont scolarisés leurs enfants.
- Les différents groupes de travail de la Cité éducative ont pu constater **une exposition excessive aux écrans, dès le plus jeune âge.** Les parents restent encore peu sensibles à cette problématique qui entraîne des conséquences au bon développement de l'enfant.
- **Absence d'orthophoniste** sur le territoire ce qui compromet la prise en charge du retard de langage chez les jeunes.

Accompagnement à la jeunesse

- PIJ : Mauvaise visibilité de la structure dû à l'emplacement géographique des locaux et sa très faible présence digitale.
- Une maison d'accueil des jeunes majeurs pas suffisamment exploitée.
- Des **structures jeunesses** très présentes au **Quartier Nord et au Centre-Ville** mais qui ne sont **pas assez valorisés auprès des jeunes.**
- **Pas ou très peu d'équipements dédiés à la jeunesse mais aussi aux pratiques culturelles et sportives** sur les Quartiers de Triage et HBM Les Tours.

Pratiques Culturelles et Sportives :

En termes de structures et d'offres culturelles, les **quartiers sont inégalement dotés**. Le Centre-Ville reste un quartier bien doté en termes d'offres culturelles et sportives, à contrario par exemple du quartier de Triage où l'offre culturelle et sportive si ce n'est associative (La Lucarne reste peut-être la seule association culturelle structurante du quartier), reste assez faible et difficile à pratiquer. Certains habitants de Triage nous parlent même du sentiment d'une jeunesse invisible. Même situation pour le quartier des HBM Les Tours, dans lequel les jeunes sont rattachés directement à la MPT du Centre-Ville faute de Maison de quartier ou de structure dédié aux jeunes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Accès aux droits / lutte contre l'illectronisme

- Le **taux de non recours aux droits et aux prestations sociales est assez important**. A titre d'exemple, le Centre-Ville concentre la part la plus basse d'allocataires sur la ville (22%), avec un **taux de pauvreté à presque 50%.** Selon l'analyse des besoins sociaux de Villeneuve-Saint-Georges, le **quartier du Plateau, quant à lui, atteint un taux de pauvreté proche des 60%.**
- Sur 3 quartiers, s'observe une déperdition des services publics et des équipements de proximité : Plateau, Triage, HBM Les Tours.
- **Le public villeneuvois cumule plusieurs caractéristiques qui peuvent être propices à l'exclusion numérique** : manque de moyens pour du matériel informatique, méconnaissance de l'utilisation des outils informatiques et internet, la barrière de la langue… Ces caractéristiques font que ce public souffre **d'exclusion sociale, d'un accès limité aux droits** avec la dématérialisation du service public et d'un manque d'accès à l'information (en lien avec leur vie quotidienne, leur santé…).

Lutte contre l'illettrisme

- La ville comprend une population importante de nationalité étrangère et souvent en **situation de non maitrise de la langue française**. Les problématiques liées à l'illettrisme ou à la maitrise non suffisante de la langue française freinent et parfois **empêchent l'accès aux droits sociaux et notamment en santé**.
- Une offre insuffisante d'ateliers sociolinguistiques par rapport aux besoins observés.

Accès aux soins

Un manque de médecins généralistes et de médecins spécialisés particulièrement important

- Actions d'éducation et de prévention à la santé :

→ Chez les moins de 15 ans, 3 problématiques prioritaires sont identifiées dans le cadre du diagnostic de l'ABS : l'hygiène dentaire, les retards de langage et les problèmes visuels.

→ Chez les 15/24 ans, 3 problématiques prioritaires sont identifiées dans le cadre du diagnostic de l'ABS : le suivi gynécologique, la santé buccodentaire ainsi que les problématiques de santé mentale et d'addiction (alcool et drogue).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Accompagner les enfants et jeunes et soutenir leur l'éducation	• Accentuer l'offre d'accompagnement à la scolarité déjà existante pour tous les niveaux en particulier pour les niveaux collèges et lycées et clarifier sa lisibilité.
	• Renforcer la prise en charge et le suivi partenarial des situations éducatives d'enfants et des jeunes en situation de fragilité: poursuivre la dynamique déployée avec le Programme de Réussite Educative (PRE).
	• Assurer la prise en charge des enfants et jeunes en situation de handicap et leur accompagnement dans le cadre scolaire et périscolaire.
	• Améliorer la communication et l'information auprès des jeunes, et l'identification des structures ressources → Mobiliser davantage les réseaux sociaux pour véhiculer de l'information auprès des jeunes
	• Renforcer la sensibilisation sur les questions de citoyenneté, d'égalité femmes et hommes et favoriser l'émergence de projets scolaires et périscolaires luttant contre les stéréotypes et les discriminations.
Initier un nouveau rapport avec les familles	• Amplifier les actions envers le public 0-3 ans afin de favoriser leur développement et leur permettre une première familiarisation avec le système scolaire.
	• Décliner des actions permettant aux parents de s'impliquer dans le parcours scolaire de l'enfant et de favoriser leur présence au sein des établissements scolaire, notamment à destination des familles monoparentales, parents allophones, et parents d'un enfant en situation de handicap (action de prévention sur le numérique, l'utilisation des écrans…).
	• Une communication adaptée aux parents → Améliorer le contenu et la forme des informations données pour une meilleure compréhension. → Mobiliser d'autres canaux de diffusion plébiscités par les parents : réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook, Instagram), et interconnaissance (le "bouche à oreille"…).
	• Améliorer et développer l'offre de mode de garde → Travail de renforcement de la question de l'information aux familles → Améliorer la visibilité de l'offre → Accompagner les assistantes maternelles dans leur parcours professionnel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Favoriser les parcours sociaux	• Renforcer l'accompagnement administratif des habitants afin de lutter contre lenon recoursau droit et recréer une véritable offre de service de proximité pour les quartiers qui en sont dépourvu.
	• Permettre un accompagnement à la dématérialisation des services publics pour les personnes souffrant d'illectronisme (ateliers de prise en main de l'informatique…).
	• Former et mobiliser l'ensemble des acteurs en vue de sensibiliser les populations, et notamment les jeunes, à l'accès au droit.
Lutter contre l'illettrisme	• Développer le nombre, la diversité et la complémentarité des actions linguistiques. → Proposer des ateliers sociolinguistiques en fonction des objectifs du public visé (autonomie dans la vie quotidienne, recherche d'un emploi, soutien à la parentalité) → Proposer des ateliers sociolinguistiques en fonction du public cible (primo -arrivant, personnes en recherches d'emploi, parents allophones, enfants et adolescents primo -arrivants…)
	• Rendre l'offre de formation plus visible et lisible pour les habitants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Emancipation pour tous	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Renforcer l'accès aux soins et à la santé, en lien avec le Contrat local de Santé	• Lutter contre la désertification médicale et le non remplacement des praticiens, principalement dans les quartiers du Plateau, Triage, Quartier Nord.
	• Renforcer l'accompagnement des personnes en situation de fragilité dans leur accès aux soins, à la déclaration d'un médecin traitant et vers les structures et dispositifs d'accès aux soins en s'appuyant notamment sur des actions d'aller-vers.
	• Améliorer le parcours de santé des usagers en favorisant les échanges et les orientation de publics entre les professionnels et acteurs locaux de la ville (services municipaux, associations).
	• Développer les actions de prévention à destination des séniors.
	• Développer l'établissement de médecins généralistes et spécialisés en travaillant l'attractivité du territoire (locaux, cadre de vie…). Le projet NPNRU au Quartier Nord permettra la mise en place d'un pôle de services de santé (Maison de santé).
	• Développer l'accès aux soins et les actions de prévention de santé à destination des jeunes, notamment en santé mentale, en santé bucco-dentaire et à l'obésité infantile.
Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives	• Permettre au public des quartiers prioritaires d'accéder à des activités sportives, de loisirs, culturelles et interculturelles proposer aux jeunes des projets culturels leur permettant de s'ouvrir au monde et de diversifier leur apport culturel.
	• Renforcer la lisibilité et valoriser les structures culturelles présentes au auprès du public et notamment des jeunes (signalétique, permanences culturelles…).
Dynamiser la vie du Centre-Ville et valoriser sa multi culturalité	• Encourager le développement d'initiatives sociales, citoyennes et solidaires et développer des outils de concertation d'habitants.
	• Permettre l'échange et les rencontres inter-quartiers pour limiter le cloisonnement et le renforcement des sous-identités de quartier.
	• Développer la notion de parrainage sociale et favoriser le partage de compétences entre les différentes générations.
	• Mettre en place des lieux propices aux rencontres et à l'échange entre les habitants sur la vie de quartier et permettre aux habitants, notamment ceux les plus isolés, de sentir écouter.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Indicateurs d'évaluation (résultats)
Accompagner les enfants et jeunes et soutenir leur l'éducation	• Accompagnement à la scolarité : → Efficacité et impact réel de l'accompagnement scolaire sur les performances académiques des enfants et jeunes → Niveau scolaire du jeune avant et après un programme d'accompagnement → Qualité de l'offre proposée = pertinence des niveaux ciblés, complémentarité des actions sur le quartier
	• Accompagnement des enfants en situation de handicap : → Prise en charge des enfants en situation de handicap : nombre de situations identifiées, de prise en charge, d'accompagnement individualisés mis en place → L'accès à des ressources spécialisées pour les enfants en situation de handicap : CMP, MDPH…
	• Communication et Information à destination des jeunes : → Efficacité de la communication et qualité de l'information donnée aux jeunes → Taux de fréquentation des structures ressources → Taux de mobilisation des jeunes aux évènements jeunesse, → Interactions avec les jeunes sur les réseaux sociaux de la ville
	• Citoyenneté et égalité femmes/hommes → Notifier le nombre d'action/de projet en lien avec les questions d'égalité de genre et de citoyenneté dans la programmation annuelle → Mesurer le degré de mixité de genre dans le public bénéficiaire des actions → Amélioration des rapports filles/garçons dans les espaces qui s'y prêtent (établissements scolaire, MPT, associations…)
Initier un nouveau rapport avec les familles	• Lien parents/école : → Nombres de parents impliqués dans les activités et évènements organisés par l'école et fréquence de participation → Mesurer la compréhension du système scolaire par les parents
	• Lien parents/enfants → Compréhension du rôle parental par les parents : perception et interprétation avant et après les actions de soutien à la parentalité → Evolution des pratiques au sein de la famille (règles, limitation du temps d'écran…)
	• Modes de garde : → Mesurer la capacité d'accueil des structures de mode de garde : taux d'occupation, diversités des modes de gardes → Mesurer l'impact sur la vie professionnelle : taux d'insertion et emploi des parents → Accessibilité des modes de gardes : modes de gardes adaptés aux besoins des familles monoparentales, à faibles revenus, en situation de handicap

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Indicateurs d'évaluation (résultats)
Favoriser les parcours sociaux	→ Mesurer l'accès aux services publics : par le nombre d'équipements publics, leur proximité géographique, et leur pérennisation sur le quartier → Inclusion et adaptation à la typologie démographique (séniors, personnes en situation de handicap, personne en situation d'illectronisme…) → Taux de non-recours aux droits : évaluer si les actions ont permis de prévenir la précarité des habitants
Lutter contre l'illettrisme	→ Densité de l'offre sur la ville par rapport aux besoins et au public cible → Le nombre de personnes inscrites dans un parcours d'apprentissage de la langue française, et typologie des publics → Impact sur la vie quotidienne : capacité à remplir des formulaires administratifs, se présenter…
Renforcer l'accès aux soins et à la santé, en lien avec le Contrat local de Santé	→ Accessibilité géographique des établissements santé : distance et densité médicale → Disponibilité des services de santé : tension entre l'offre, la demande et les besoins réels, disponibilité des médecins généralistes et spécialistes → Qualité des parcours de soins : continuité des soins et coordination des acteurs de la santé → Accessibilité financière → Impact des actions de prévention et de sensibilisation
Favoriser l'accès aux activités culturelles, sportives	→ Evaluer l'accessibilité des équipements : nombre d'équipements dédiés, accessibilité géographique, inclusion, coût… → Fréquentation des évènements culturels et sportifs : augmentation du taux de participation des personnes en situation de fragilité → Diversité des offres culturelles et disciplines sportives proposés
Dynamiser la vie du Centre-Ville et valoriser sa multi culturalité	→ Participation citoyenne et diversité des instances de participations mises en place → Fréquence des instantes de participations → Engagement des habitants dans les discussions et prises de décisions locales → Implication des habitants dans la vie de quartier(co -construction de projets) → Degré de solidarité et d'interaction entre les habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Mobilité : une offre de mobilité diverse

- La gare RER D au Centre-Ville et à Triage
- Zone de bus 427 // 450 // 480 // 483…
- RN6 et D136
- Piste Cyclables et stations vélos au Centre- Ville (+ Parking de la gare) ? à Triage sur les berges de Seine et au Quartier Nord
- Proximité avec l'aéroport d'Orly via la ligne de bus 480
- Arrivée du Câble C1 au Quartier du Plateau : téléphérique urbain qui reliera Le Plateau à la station de métro Créteil Pointe du Lac. Mode de transport collectif ce qui limite l'utilisation de la voiture individuelle. Il sera électrique donc non-recours aux énergies fossiles.

Logement et mixité sociale

Projet de requalification du Centre-Ville :

- Le quartier est inscrit au **programme national des quartiers anciens dégradés – PNRQAD** – afin de **répondre à l'habitat indigne, de reconstituer une offre de logements de qualité**. Ce projet a pour ambition d'enrayer le processus de dégradation et de paupérisation du centre-ville. Les interventions portent sur l'habitat, les transports, les commerces, les équipements et espaces publics.

Pour le Plateau

- Des opérations ont déjà eu lieu sur ce secteur : **réhabilitation de la cité du Bois Matar** ; construction de l'école Anne Sylvestre ; construction par le groupe Expansiel / Valophis de 115 logements ; construction de 132 logements locatifs sociaux par le groupe Ferry/bailleur Le logement urbain ; construction d'une résidence intergénérationnelle de 76 logements locatifs sociaux.
- Le Plateau a été retenu au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain en tant que quartier d'intérêt national : une nouvelle programmation est en cours de réflexion
- Plan de sauvegarde en cours sur la copropriété du 85 avenue Kennedy
- Résidence intergénérationnelle et inclusive Arthur Rimbaud (Valophis)
- Résidences étudiantes ALJT, Pablo Picasso, Nova (Sequens)

Pour le Quartier Nord – NPRNU

- Défini dans le cadre d'une étude urbaine. Il **préconise des interventions à prévoir sur l'habitat, les équipements, espaces publics, les activités commerciales et de services (projet d'une maison de santé, d'un centre social).** Le protocole de préfiguration prévoit notamment la démolition de 500 logements, la reconstruction de 350 logements neufs, 1494 logements réhabilités dont 594 en copropriétés, la restructuration des groupes scolaires Saint Exupéry, Jean Zay, la destruction de la Dalle des Graviers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Le projet de renouvellement urbain de Triage

- La construction d'environ **500 logements en accession privée et en locatif social**
- Des aménagements favorisant les cheminements afin de permettre l'utilisation des mobilités douces
- Le regroupement des deux groupe scolaires Paul Bert dans un nouvel équipement scolaire unique,
- La requalification de la RD138 (Avenue de Choisy) : sécurisation des déplacements piétons et cyclables, modernisation de l'éclairage public, renouvellement des revêtements de sol, organisation du stationnement…
- L'aménagement de polarité commerciales nouvelles

Pour le quartier HBM les Tours :

- Logements sociaux des Tours situés au cœur du parc (bailleur présent : Valophis).
- La cité des « H.B.M. » compte 333 logements sociaux qui ont fait l'objet d'une réhabilitation importante afin de remettre les logements aux normes actuelles.
- Le sous-quartier des HBM est un quartier emblématique de Villeneuve-Saint-Georges car les habitations des HBM sont caractéristique de l'architecture des années 30

Cadre de vie (commerces, propreté et gestion des déchets)

Pour le quartier du Centre-Ville

- Tissu commercial important : le Centre-Ville accueille le marché principal de la ville.
- L'avenue Carnot offre une diversité de commerce et de services (banque, assurance, épicerie, restaurants et bars, boulangerie, boucherie, esthétisme…).
- Travail de coordination avec la GUSP, service propreté de la ville et le pôle propreté du T12 sur la gestion des déchets commerciaux.

Pour le Quartier Nord

- Centre commercial Henri Sellier
- Centre Commercial des Graviers (pharmacie et poste annexe)
- Proximité centre commercial du Champs Saint Julien à la limite avec Valenton
- Proximité avec la ZA des Près de l'Hôpital : entreprises l'industrie manufacturière ou de la construction et zone commerciale (Conforama, Lapeyre, Mac Donald, Campanile…etc.) au bord de la RN6
- Déchetterie Mobile

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Pour le quartier du Plateau

- Centre commercial du Bois Matar
- La ZA du plateau : située à l'est de la commune, elle regroupe environ 15 entreprises dont les activités sont les suivantes : entreposage et stockage non alimentaire, menuiserie, isolation, peinture, etc.
- Projet de traitement des bio-déchets : collecte des bio-déchets par l'EPT dans écoles élémentaires et maternelles et installation de bornes pour collecter les bio-déchets dans les habitats collectifs.

Pour le quartier HBM les Tours :

- Un marché (fruits/légumes, charcuterie, fromagerie), ouvert le vendredi, situé sur la place des HBM qui joue un rôle important dans l'animation du quartier.
- HBM : vraie centralité commerciale (boulangerie, plomberie, café-tabac, pharmacie, laverie…).

Pour le quartier de Triage

- Le quartier de Villeneuve-Triage compte actuellement des cellules commerciales diverses (restauration, salon de thé, bar-tabac, boulangerie, pharmacie, laverie, automobile…) ;
- Une proximité avec Le magasin Lidl de Choisy Le Roi
- La ZA des Flandres située entre l'avenue Choisy et l'emprise SNCF : regroupe environ 70 entreprises. On y trouve une grande diversité d'activités : BTP, TP, transports, chaudronnerie, chimie, évènementiel, agroalimentaire, etc…
- La ZA de Triage est consacrée à l'activité ferroviaire et quelques entreprises en lien ou non avec l'activité ferroviaire
- Réaménagement des berges de Seines avec la mise en place de pistes cyclables
- Port de plaisance
- Guinguette Auvergnate labélisée Patrimoine d'Intérêt Régional par la Région Ile-de-France.

Démarches GUSP

- Les quartiers bénéficiant d'une convention GUSP : Centre-Ville et Quartier Nord
- Les quartiers bénéficiant d'un abattement des taxes foncières sur les propriétés bâties : Quartier Nord, Triage, HBM les Tours, Plateau
- Diagnostic en marchant : Déambulation des services de la ville, bailleurs et habitants, qui permet de relever les dysfonctionnements sur le quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Nature en ville et alimentation durable :

Pour le quartier du Centre-Ville :

- La présence d'un **jardin ambulant au Centre-Ville** : suite à la démolition d'un ilot instable, la ville a signé une convention d'occupation précaire pour la mise en place et l'animation d'un jardin ambulant. **Ce jardin hors sol et itinérant constitue un espace convivial permettant l'amélioration du cadre de vie local.** Il permet des temps rencontres et de sensibilisation à l'environnement et à la biodiversité.
- Square Georges Brassens, Square Berthelot
- Proximité des parcs de la Chevrette et parc du Beauregard

Pour le Quartier Nord

- Proximité des **Parcs Départementaux** (Saussaie Pidoux et la Plage Bleue)
- Grand espace vert près de la Salle Malraux et au sein de la cité Sellier
- **Pépinière du Quartier Nord** : circuits courts, productions locales et alimentation durable. Cet espace permet aux habitants de profiter de fruits et légumes frais, vendus à petit prix. La pépinière accueille également les écoles et les associations pour **sensibiliser les enfants et les adultes à l'activité du jardinage, à la protection de l'environnement et l'accès à une alimentation saine et durable**.
- Jardins partagés tenus par le Conseil Citoyen
- Distributions alimentaires de Dynamiques Solidaires

Pour le quartier du Plateau

- **Jardins familiaux** de 20 hectares et gérés par l'Association des Jardins Familiaux où les villeneuvois peuvent disposer d'une parcelle et la cultiver. Cet espace **représente l'opportunité de promouvoir le jardinage pour tous et d'avoir accès à une alimentation saine**. Ces jardins familiaux sont soumis au PAEN : périmètre de protection des espaces agricoles et naturels, déployé par le Département.
- **Proposition des petits déjeuners** dans les écoles par la ville avec la CAF et par également l'association Soutien et Savoir pour tous via la programmation d'action de la Cité Educative.
- Présence des Jardins partagés tenus par le Conseil Citoyen du Plateau.
- Distributions alimentaires par les associations Villeneuve Ma Voix et Andes
- Serres municipales
- Bois des Carrières, Bois Colbert
- Proximité avec l'Arc Boisé

- **Sensibilisation à l'environnement :** La fête de l'environnement, évènement annuel de deux jours, organisé par le service développement et mobilités durables aux Serres Municipales, permet de sensibiliser des habitants aux différentes thématiques du développement durable de façon ludique et festive.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Pour le quartier HBM les Tours

- Proximité **Parc départemental Saussaie Pidoux**.
- Square Jules Vallès et square Henri Barbusse près des HBM.
- Un Jardin partagé est en projet avec le bailleur Valophis pour le quartier des Tours.
- **L'Epicerie sociale et solidaire**, équipement de proximité de la ville appartenant au CCAS, **qui récupère auprès de leur partenaire « Les Chantiers de Marianne » les invendus de produits frais (fruits et légumes) en provenance de Rungis, afin de les proposer à la vente aux personnes et familles précaires**.
- L'Epicerie sociale et solidaire propose également **un accompagnement socio-administratif**.

Pour le quartier de Triage

- Square Ferrer
- **Sensibilisation à l'environnement** : La fête de l'eau, évènement annuel qui a lieu à Triage, sur deux jours, organisé par le service développement et mobilités durables, permet de sensibiliser les habitants à la ressource en eau et à la culture du risque inondation via des animations pédagogiques et jeux de sensibilisations.

Synthèse des enjeux et des difficultés observées :

Mobilité :

- **Peu de transports adaptés aux personnes à mobilité réduite.**
- **Offre pour les mobilités douces présente** mais un manque de balisage pour les pistes cyclables au Centre-Ville
- Insécurité et incivilité pour le stationnement des vélos.
- Manque cruel de stationnement pour les véhicules motorisés ce qui rend difficile l'accès Centre-Ville pour les habitants.

Santé environnementale

- **Une pollution sonore et de l'air problématique**, le quartier du Plateau et du Centre-Ville se situant à la fois sous le couloir aérien de l'aéroport d'Orly, à proximité d'un axe de voie ferré et traversé par l'axe routier de la RN6 qui génère des flux importants. **Selon Bruitparif, un habitant de Villeneuve-Saint-Georges perd en moyenne plus de 18 mois de sa vie en bonne santé en raison du bruit des transports.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Logement et de mixité sociale

Pour le quartier du Centre-Ville

- **16% de logement sociaux, 59% de part de locataires.**
- Une population ayant emménagé très récemment (21% = depuis moins de 4 ans).
- **D'après le diagnostic du Contrat local de Santé, 36% du parc privé du Centre-Ville est potentiellement indigne.**
- 1 ménage sur 4 y vit sous le seuil de pauvreté.
- **La sur-occupation des logements est importante avec des phénomènes de sous-locations et de division pavillonnaire**

Pour le Quartier Nord

- Une des parts les plus faibles de locataires : 12%
- Le quartier comprend **28% des logements sociaux de la ville**
- 54% des ménages ont emménagés depuis plus de 10 ans dans leur logement au Quartier nord
- A l'instar du quartier du Plateau, une relation « d'appartenance » des habitants à leur quartier, ce qui réduit la mobilité interquartiers et même au-delà des frontières de la ville, ainsi que le souhait de se mélanger aux autres.
- **Des logements et des accès aux bâtiments qui ne sont pas adaptés aux situations de pertes d'autonomies des seniors et personnes à mobilité réduite.**

Pour le quartier du Plateau

- 37% des logements sociaux de la ville sont situés sur le quartier du Plateau.
- Une part importante de ménages ayant emménagés il y a au moins 10 ans.
- **D'après le diagnostic réalisé dans le cadre du Contrat local de Santé, dans le quartier du Bois Matar, la part d'habitant étant en situation de mal logement (20,7 %) est la plus importante de la ville.**
- Une relation « d'appartenance » des habitants à leur quartier, ce qui réduit la mobilité et les échanges interquartiers et même infra-quartiers.

Pour le quartier des HBM les Tours

- **Fort taux de logements sociaux (56,4%)**
- Part des ménages ayant emménagé depuis plus de 10 ans aux Tours : 64%

Pour le quartier de Triage

- Part des locataires sur le quartier : 57%
- 39% de logement sociaux sur le nombres de résidences principales
- Nombre important d'hôtels insalubres/indignes
- **Des phénomènes de sous locations, de marchands de sommeil et de sur-occupation : la part des résidences principales sur-occupées est de 28% sur le quartier**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Cadre de vie

Pour le quartier du Centre-Ville

- **Un tissu commercial déqualifié, spécialisé et souvent dégradé, très homogène et peu qualitatif sur la rue de Paris (Centre Ancien).**
- **Des problématiques sécuritaires importantes et notamment rue de Paris** : alcoolisation sur la voie publique, attroupement, vente à la sauvette aux abords de la gare RER D, nuisances (déjections et souillures).
- **Des problématiques concernant la propreté et à la gestion des déchets notamment liées aux activités commerciales.**
- **Nuisance olfactive** (odeur d'urine), visuelle (saleté, détritus) et auditives.

➢ Pour le Quartier Nord

- C**entre commercial des Graviers : sentiment d'insécurité** (tags, locaux vacants insalubres, manque d'éclairage) qui traduit la faiblesse des activités commerciales et artisanales.
- Le centre commercial Henri Sellier **souffre d'un manque de dynamisme compte-tenu d'une mauvaise lisibilité et d'un sentiment d'insécurité** lié, en grande partie, à l'état du bâti.

- **Dépôts sauvage dans le quartier**
- **Problématique de propreté notamment sur la Dalle des Graviers**, qui empêchent l'accès à l'espace Senghor et aux salles municipales pour les associations
- Prolifération de **nuisibles (rats) dans les habitats collectifs** et équipements publics

Pour le quartier du Plateau

- **Paupérisation du centre commercial du Bois Matar, avec des problèmes d'insécurité pénalisant l'activité commerciale**. Ce centre commercial est aujourd'hui tombé en déshérence et beaucoup de boutiques ont fermées.
- Une **problématique récurrente de jets par les fenêtres et de dépôts sauvages à Kennedy et Bois Matar**
- Dégradations des équipements sportifs libre d'utilisation, à savoir le city stade au Bois Matar

Pour le quartier HBM Les Tours

- Un quartier qui paraît interconnecté au quartier Nord et au quartier du Centre-ville, mais où les habitants se sentent isolés.
- Un ancien quartier de veille : Quartier du Blandin, soumis régulièrement à des épisodes d'inondations.
- Des **problématiques de jets par les fenêtres notamment dans le sous-secteur des Tours**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Pour le quartier de Triage

Un quartier enclavé entre la Seine et le site ferroviaire de la SCNF
Les risques naturels : notamment risque de crue, de ruissellement, de coulée de boue…
Un quartier séparé en trois sous-quartiers et aux identités fortes : le Centre-Ville (près de la gare), Les Iles, Le Mat
Nuisances sonores avec la circulation des véhicules motorisés (camions, voitures…) et le flux généré par la D136.

Déchets au niveau du square Ferrer (débris de verres, bouteilles de bière, cannettes) qui empêchent son utilisation pour les jeunes et les familles
→ Manque d'air de jeu pour les plus jeunes

→ Les **commerces de proximité ont peu à peu disparu** en raison du désengagement progressif des services publics sur le territoire.
Un tissu commercial dégradé et ne répondant pas aux besoins des habitants du quartier (pas de commerces de bouches)
→ La visibilité des commerces est mauvaise en raison d'un manque de signalétique
→ De plus, très peu de places de stationnement sont disponibles à proximité immédiate des commerces.

Nature en ville
Pour le quartier du Centre-Ville

Un quartier très bretonnisé manquant d'espaces verts.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Favoriser une mobilité plus douce et inclusive	• Favoriser l'émergence de transport plus inclusifs pour les personnes à mobilité réduite: un projet d'accessibilité et de réaménagement de la gare RER D du CentreVille pour les PMR est en réflexion.
	• Continuer la création de nouveaux aménagements cyclables et leurs signalétiques. • Promouvoir auprès des habitants des solutions de mobilités alternatives et durables (ex : vélo, covoiturage, marche à pied…).
Engager un travail sur la préservation de la qualité de l'air et la transition écologique	• Mesurer les niveaux de pollution sur le territoire, informer les habitants et mettre en place des actions visant à préserver leur santé.
	• Œuvrer avec les villes à l'échelle territoriale dans la préservation de la qualité de l'air et la transition écologique et énergétique: Plan Climat Air Energie Territorial
	• Œuvrer avec les villes à l'échelle territoriale dans la préservation de la qualité de l'air et la transition écologique et énergétique: Plan Climat Air Energie Territorial
Lutter contre la paupérisation des logements et favoriser la mixité sociale	• Mobiliser l'ensemble des partenaires et acteurs du territoire en vue d'assurer le développement de la mixité sociale, notamment dans le cadre du PNRQAD du CentreVille et NPRNU au Quartier Nord. • Eradiquer l'habitat insalubre et reconstituer un parc de logement de qualité et renforcer la lutte contre les marchands de sommeil.
	• Renforcer l'accompagnement des Villeneuvois à la lutte contre le mal-logement (dialogue avec les bailleurs, accompagnement dans les démarches d'adaptation du logement).
	• Lutter contre les situations de précarité énergétique et mettre en place un accompagnement renforcé auprès des ménages pour favoriser des comportements économes et efficaces en matière de gestion des ressources énergétique.
	• Poursuivre les efforts et inciter les bailleurs pour accompagner l'aménagement des logements à la perte d'autonomie lorsque cela est nécessaire et possible.
	• Renforcer la lutte contre les marchands de sommeil et les phénomène de sous-locations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels
Agir pour la requalification de l'offre commerciale	• Favoriser l'implantation de nouveaux commerces de qualité diversification et à l'amélioration de l'offre commerciale comme levier d'améliorationdu cadre de vie.
Améliorer la propreté et la gestion des déchets	• Renforcer les moyens alloués à la collecte des déchets notamment pour les activités commerciales en particulier pendant les périodes de grande activités (Fête de fin d'année, Ramadan…).
	• Renforcer le travail avec la ville et les bailleurs sur les problématiques de dépôts sauvages, en lien également avec les ambassadeurs du tri du territoire Grand Orly Seine Bièvre
	• Réaliser un travail de sensibilisation auprès des habitants sur les questions de jets par les fenêtres et encombrants via des actions allers-vers, et également pour les jeunes
	• Renforcer le travail de prévention des référents de collecte à destination des commerçants, avec l'aide de la police municipale.
	• Travailler à un outil partagé entre les équipes EPT et la police municipale pour visualiser les points de dépôts sauvages et adapter le travail de prévention et de sensibilisation.
	• Inciter les bailleurs à respecter un cadre d'hygiène stricte pour le dép des ordures ménagères dans les bacs afin d'éviter la prolifération de nuisibles.
	• Travailler avec les habitants sur les notions de recyclage et compostage : formation, sensibilisation…, en s'appuyant sur les ressources présentes sur le quartier concernés les jardins partagés et familiaux, pépinière...
Démarche GUSP	• Pérenniser et systématiser le dispositif partenarial de GUSP pour améliorer le cadre de vie dans l'espace public et impliquer le plus possible les habitants dans cette démarche.
Accès à une alimentation durable	• Sensibiliser les habitants à une alimentation saine en s'appuyant sur les ressources existantes type jardins partagés…
Promouvoir la nature en ville	• Favoriser la création d'espaces verts et espaces de respiration urbaines pour lutter contre les ilots de chaleur.
	• S'appuyer sur la diversité des espaces verts présents sur le quartier (bois, jardins familiaux, serres municipales) afin de favoriser l'attractivité du quartier et sensibiliser les habitants et en particulier les enfants, à la richesse de la faune et la flore

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Indicateurs d'évaluation
Favoriser une mobilité plus douce et inclusive	→ Facilité d'accès aux arrêts de transport en commun pour les PMR → Satisfactions des usagers → Nombre km de voies cyclables mises en places → Comparer l'évolution de la part des déplacements doux et durables (marche à pieds, vélo, transports en communs…) à la part des déplacements en voiture individuelle → Nombre d'ateliers, campagnes et évènements de sensibilisation sur les mobilités douces → Impact sur la qualité de l'air et de l'environnement
Lutter contre la paupérisation des logements et favoriser la mixité sociale	→ Mesurer le nombre de logement considérés comme insalubres et suivre leur évolution → Mesurer l'impact du mal -logement sur la santé : saturnisme, maladies respiratoires, souffrance psychique → Taux et évolution des logements rénovés énergétiquement réhabilités → Nombre d'accompagnements pour les ménages touchés par les problèmes de logement et la précarité énergétique → Changements de comportement liés à une sensibilisation de la maîtrise de l'énergie .
Agir pour la requalification de l'offre commerciale	→ Diversité de l'offre commerciale : nombre et typologie des commerces locaux → Réponses aux besoins commerciaux des habitants → Taux de fréquentations des rues/zones commerciales
Améliorer la propreté et la gestion des déchets	→ Evolution de la quantité de déchets produits par les ménages et les commerces → Efficacité des moyens alloués pour la gestion des déchets → Changement d'habitudes des commerçants pour une gestion plus durable des déchets produits → Nombre et qualité des sensibilisations des habitants concernant les jets par les fenêtres → Implication des bailleurs concernant la gestion des déchets dans les habitats collectifs
Accès à une alimentation durable	→ → Nombre de sensibilisation et participation du public → Le nombre de personnes utilisant les sites de cultures et agricoles disponible (jardin partagés, Pépinière) → Changement de comportement alimentaires, notamment chez les enfants → Effet sur la santé et le bien -être des habitants
Promouvoir la nature en ville	→ Evolution du nombre d'espace verts, parcs ou jardin crées → Adaptation aux épisodes climatiques : fortes chaleurs, canicules → Notifier le nombre d'action/de projet de sensibilisation à la transition écologique et à la préservation de la nature en ville dans la programmation annuelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants

- Commissariat de police nationale et police municipale avec un travail partenarial avec les services municipaux
- Mise en place de la vidéo -surveillance sur certains points de la ville
- Conseil Local de sécurité et de prévention de la délinquance
- Lien Police / Population : Evènement Prox'aventure *, dispositif de l'association RAID Aventure, qui vise à rapprocher les jeunes et les forces de sécurité via des activités ludiques, sportives et des débats.
- Permanences du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF94) au Relais Interservices et à l'Espace municipal Léopold Sédar Senghor
- Club de prévention Pluriel94

**Evènement qui a lieu au quartier du Plateau mais qui réunit des jeunes de tout Villeneuve -Saint-Georges*

Synthèse des enjeux et des difficultés observées

Délinquance, trafics et réseaux :

- Recrudescence de **vente à la sauvette notamment aux abords de la Gare RER D au Centre-Ville**
- Recrudescence du recours à la **mécanique sauvage** au Quartier Nord, aux HBM les Tours et à Triage
- **Points de deal** aux HMB les Tours et sur la Dalle des Graviers au Quarter Nord qui empêche notamment les habitants dont les plus jeunes, de se rendre à l'Espace Senghor.
- Des **phénomènes de rivalités interquartiers** toujours inquiétant au Plateau
- Point de deal au niveau du Centre Commercial du Bois Matar au Plateau et des problèmes d'insécurité qui pénalisent l'activité commerciale et l'établissement de nouveaux commerces.

Sécurité des espaces publics :

- **Ivresse manifeste et alcoolisation sur la voie publique plus particulièrement à la Rue de Paris au Centre-Ville et à Triage près du square Ferrer et la Place Moulierat** : consommation rapide, en continue, régulière et avec regroupement, entraînant du tapage
- Stationnement sauvage au Centre-Ville (parking de la Poste, les rue de Paris et Mendès - France, le parvis du marché couvert principalement ainsi que le parc Georges Brassens).
- Nuisance olfactive (odeur d'urine), visuelle (saleté, détritus) et auditives au Centre -Ville
- Occupations des parties communes dans les lieux d'habitations qui engendre des nuisances aux Tours (tapage, souillure…)
- Occupation nuisible des espaces publics notamment sur la Dalle des Graviers au Quartier Nord, au square Ferrer à Triage et au City Stade du Bois Matar au Plateau, qui entrainent une dégradation de ces espaces débris de verres, bouteilles de bières, canettes

Sécurité routière :

- Difficultés liées à la RN6 : feux tricolores et feux piétons aux abords de la Gare RER D du Centre-Ville qui ne fonctionnent que partiellement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Agir pour le public en situation d'addiction	• Prévenir la consommation d'alcool sur la voie publique, notamment sur la rue de Paris
	• Permettre l'allers-vers et la médiation envers les personnes souffrant d'addictions afin de les remobiliser dans un parcours social
	• Porter des actions de sensibilisation et de prévention des conduites addictives envers les usagers et leurs proches.
Sécuriser les espaces publics et privés	• Lutter contre les trafics de drogues qui nuisent au cadre de vie du quartier. • • Prévenir les atteintes au cadre de vie et l'insécurité dans les espaces et les équipements publics travailler notamment avec les bailleurs sur la lutte contre les nuisances et dégradations dans les logements collectifs.
	• Renforcer le travail entre la GUSP, les bailleurs et la police municipale concernant le recours à la mécanique sauvage: groupe de travail, passages réguliers sur les sites concernées, verbalisations…
	• Permettre une réappropriation positive de l'espace publics • Favoriser la mixité de genre dans le quartier notamment aux abords des places et bars • Développement d'un ensemble d'action sur la durée (ballades urbaines, activités culturelles ou sportives) avec pour objectif la réappropriation de l'espace public
Développer la prévention auprès des jeunes	• Porter des actions de sensibilisation et de prévention des conduites addictives, notamment dès le collège
	• Poursuivre et renforcer les actions de prévention de la délinquance des mineurs auprès des jeunes, notamment dans les établissements scolaires, mais également dans les structures municipales dédiée à la jeunesse.
	• Assurer un allers-vers des médiateurs auprès des jeunes et soutenir les actions visant à inscrire les jeunes dans un parcours d'insertion.
	• Pérenniser les actions favorisant le lien police population

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Agir pour la sécurisation des commerces	• Assurer une meilleure information des commerçants pour sécuriser les commerces.
	• Prévenir et lutter contre les nuisances et troubles à la tranquillité publique qui pénalisent l'activité commerciale.
Lutter contre les violences faîtes aux femmes, violences intrafamiliales et accompagnement des victimes	• Améliorer le suivi et la prise en charge des femmes victimes de violences : soutenir et développer les permanences du CIDFF94.
	• Favoriser l'interconnaissance professionnelle des différents acteurs impliqués dans la prise en charge des femmes victimes de violences.
	• Développer des actions de sensibilisations aux violences sexistes et sexuelles, violences intrafamiliales, et mutilations génitales, notamment auprès du jeune public.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Objectifs stratégiques	Indicateurs d'évaluation
Agir pour le public en situation d'addiction	→ Evaluer la fréquence et la gravité des incidents liés à l'alcoolisation → Nombres des interventions policières en conséquence, sur les sites les plus touchés → Qualité de la coordination inter-acteurs : police, services sociaux et acteurs de la santé → Prévention et sensibilisation des personnes les plus touchées : nombre de prises en charges et situations accompagnées
Sécuriser les espaces publics et privés	→ Evaluer la fréquence, la gravité et la typologie des atteintes au cadre de vie du quartier (tapages nocturnes, souillure, mécanique sauvage…) → Mesurer le sentiment de sécurité ressentis par les habitants dans les espaces sensibles → Fréquentation des espaces publics : le nombre de personne utilisant l'espace public à différentes heures de la journée → Diversités des usages : variété des activités proposées sur ces espaces pour encourager la présence d'un public mixte
Développer la prévention auprès des jeunes	→ Efficacité des programmes de prévention : nombre d'actions de sensibilisation, qualités des outils de prévention utilisé, engagement du jeune… → Adoption de comportements plus sains et responsables et réduction des comportements à risque (tabagisme, alcool)
Agir pour la sécurisation des commerces	→ Taux de criminalité et de récidives aux abords des lieux sensibles → Taux de récidives → Sentiment de sécurité des usagers et commerçants → Impact sur la fréquentation des commerces par les usagers
Lutter contre les violences faîtes aux femmes, violences intrafamiliales et accompagnement des victimes	→ Efficacité des dispositifs d'accompagnement et de protection des femmes victimes → Accès aux services de santé et d'accompagnement administratif pour l'accompagnement procédural → Formation des acteurs (polices, travailleurs sociaux, associations, médiateurs…) et outils proposés pour mieux appréhender les situations de violences → Nombre de campagnes de sensibilisation et actions de prévention auprès du grand public notamment pendant les journées du 8 mars et 25 novembre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants

Levée des freins périphériques à l'emploi :

- Linguistique / accès aux droits / Illectronisme : CCAS, Maison France Service, Espace départemental des solidarités, Permanences mairie (logement, DALO), permanences associatives, Médiathèque Jean Ferrat, IFFCOM, CIDFF
- Garde d'enfant : Multi accueil municipal « la maison de la Petite Enfance », Assistantes maternelles, PMI
- Mobilité : Service jeunesse qui aident financièrement pour le permis de conduire et les études à l'étranger

L'accompagnement vers l'emploi et l'insertion :

- Tout public : Pôle Emploi, CCAS, associations : IFFCOM, PLIE au Quartier Nord, Aiephone ((semaine de stage de réparation d'objets connectés)
- Jeunes : Pôle Emploi, PJJ (CEJ en rupture), PRIJ, PIJ et Service Jeunesse, associations : IFFCOM (action de mentorat…), RDJeunes (orientation des jeunes, coaching, définition de projets professionnels), Mission Locale OCVA (antenne du Quartier Nord), Onumérik (découverte des métiers du numérique), Villeneuve Ma Voix (BAFA des jeunes), Aiephone
- Femmes : CCAS, Dynamiques Solidaires (BAFA des Mamans)
- Bénéficiaires du RSA : CCAS et EDS

Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi

- Forum de l'emploi – Ville / EPT
- Forum orientation – Ville / EPT / Education Nationale
- Forum – organisé par l'association RDJeunes

Entreprenariat

- Amorçage de projet et accompagnement : Pôle emploi (atelier création d'entreprise), EPT GOSB (Centre de l'entreprenariat et chargé de mission entreprenariat), CitésLab, ADIE, Association WorkingGirls
- Financement : ADIE
- Reprises d'entreprises : Pôle emploi (Prestation Activ créa)

Centre de l'entreprenariat : équipement de l'EPT, se situant à Choisy-le-Roi, où des services et animations économiques en lien avec l'entreprenariat sont proposés : suivi individuel et personnalisé, ateliers thématiques…

Clauses sociales d'insertion :

- Dans le cadre du PNRQAD et de la rénovation des Berges de l'Yerres
- Dans le cadre du NPNRU au Quartier Nord : le chantier bénéficie de 128 000h d'insertion
- Dans le cadre du projet Villeneuve Demain(2023 -2027) à Triage : le projet vise à moderniser des installations dédiées à la maintenance et la réparation des matériels roulants très récents des lignes D et R. 162 653 heures d'insertion seront proposées par année dans le cadre du projet Villeneuve Demain.

[La clause insertion est un dispositif qui, dans le cadre d'un marché public, permet à des personnes éloignées de l'emploi de bénéficier d'heures de travail.
Les publics bénéficiaires éligibles pour les heures d'insertion : demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires des minima sociaux, travailleurs en situation de handicap, jeunes de – 26 ans sans qualification ou sans expérience, salarié en contrat dans une structure d'insertion par l'activité économique, personne en difficulté d'insertion professionnelle et sociale]

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

Levée des freins périphériques à l'emploi :
La grande majorité des demandeurs d'emploi cumule de nombreux freins sociaux, financiers, familiaux.

Linguistique :
Les éléments du diagnostic de la Cité de l'emploi Villeneuve/Valenton font ressortir la problématique linguistique comme **un frein à l'insertion sociale et professionnelle** : la barrière de la langue est un obstacle dans la recherche d'un emploi stable, à certaines formations compte tenu du niveau linguistique de certains publics.

Modes de garde :
Le faible taux d'activité des femmes notamment lorsqu'elles ont des enfants est un frein à l'insertion. **L'offre d'accueil de la petite enfance joue un rôle important dans l'inscription sociale des femmes** vers le marché du travail et représente une des conditions de l'insertion professionnelle durable. Cela, d'autant plus lorsque les propositions d'emploi sont trop éloignées géographiquement.

Santé :
Une recrudescence des **problématiques de santé mentale chez le public en recherche d'emploi et notamment chez les jeunes**: selon le pôle emploi de la ville, 1/3 des 60 jeunes accompagnés dans le cadre du « contrat emploi jeune » (débuté en mars 2022) présenterait des troubles psychiatriques.
La non prise en charge des problématiques de santé (peu de médecin traitant, délais de rendez vous, déni face à la maladie…), notamment en santé mentale, constitue un frein dans l'accès un emploi stable.

Mobilité :
Problématique d'accès au permis de conduire chez certains publics en précarité : familles monoparentales, séniors, personnes bénéficiant du RSA…
Chez certains publics, il y a une **difficulté à sortir à l'extérieur de son quartier, qui n'est pas plus lié à l'offre de transport mais aussi à une appréhension de l'extérieur**.
Le diagnostic de la Cité de l'emploi a révélé que **de plus en plus de jeunes craignent également de prendre les transports (bandes rivales entre les quartiers de provenance).**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Accompagnement vers l'emploi et l'insertion :

L'accompagnement des femmes :
Le taux d'emploi des femmes de Villeneuve Saint Georges est de 51.5%.
Les femmes représentent un public spécifique sur Villeneuve-Saint-Georges et pour la Cité de l'Emploi, car celles-ci **ont plus de mal à accéder à des formations, à un emploi stable ou à s'inscrire dans un parcours d'insertion et ce pour de multiples raisons** : les responsabilités familiales et les situations de monoparentalité qui entravent l'accès à un parcours en emploi, des secteurs d'emploi encore très genré qui n'attirent pas…

L'accompagnement des jeunes :
Les **jeunes décrocheurs ou sans emploi ont du mal à se rendre dans les structures d'accompagnement** qui leur sont dédiées (France Travail, Mission Locale…) pour plusieurs raisons : appréhension, méconnaissance de l'offre, multiplications des interlocuteurs qui entraîne du découragement et de l'abandon, manque de perspective professionnelle..
Beaucoup **d'étudiants** villeneuvois, notamment pendant la concertation publique organisé dans le cadre du nouveau contrat de ville, nous ont fait part de leur **difficulté à construire un réseau professionnel qualitatif**. Ils se retrouvent donc souvent en **difficulté quant à leur recherche de stage et d'alternance.**
Illisibilité et multiplication des dispositifs qui ne permet pas d'offrir un réel parcours en insertion pour le jeune.

L'accompagnement des séniors et personnes porteuses de handicap :
Les actions concernant ces autres publics sont **très peu nombreuses voire inexistantes** en dehors du droit commun.

L'information et l'aller-vers :
Les habitants ressentent un **manque de communication et d'information** sur l'existant en termes d'évènement en lien avec l'emploi.
Des actions d'allers-vers qui ne fonctionnent pas et qui ne trouvent pas le public cible.

L'interconnaissance des acteurs :

Les acteurs se connaissent mais une **méconnaissance subsiste concernant les actions déployées par chacun. Cela impact l'orientation des publics** vers les partenaires adéquats et soulève la question de la porte d'entrée mais également des parcours d'accompagnement.

Le lien avec les entreprises et employeurs :
Les **liens avec les entreprises sont à construire**. En dehors des structures de droits communs et des forum emploi organisé par la ville, les liens avec les entreprises sont **très peu nombreux**.
Les besoins des entreprises locales sont peu connus en dehors du droit commun ce qui impact la finalité des parcours d'accompagnement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Accompagner l'entrée des jeunes dans le monde du travail	• Renforcer les actions de découverte des métiers et des formations pour aider à l'orientation des jeunes, en lien avec les établissements scolaires
	• Faciliter l'accès aux stages et alternances permettant une véritable découverte de métiers et une première approche des codes de l'entreprise.
	• Développer les actions de mentorat à destination des jeunes et notamment des jeunes diplômés issus des QPV pour leur permettre de développer leur réseau professionnel.
	• Multiplier les actions d'aller-vers spécifiques aux jeunes pour identifier et accompagner ceux en rupture et décrochage.
Accompagner la volonté d'entreprendre	• Sensibiliser les acteurs de proximité aux dispositifs de création d'entreprise pour l'information auprès des publics et faciliter leur orientation auprès des acteurs de l'entreprenariat
	• Développer les évènements sur l'entrepreneuriat
	• Valoriser les parcours de réussites et faire la promotion des créateurs d'entreprises villeneuvois et villeneuvoises.
Mobiliser les publics et les entreprises	• Développer des nouvelles façons d'aller-vers avec l'appui des structures de proximité (associations locales, médiateurs…) adaptées au quotidien des habitants des QPV.
	• Développer les moments d'échanges et de rencontres associant les entreprises et favoriser leur présence sur les évènements de la Ville.
Renfoncer l'interconnaissance des acteurs	• Mettre en place un outil de recensement des offres à destination des partenaires et des publics pour favoriser la circulation de l'information
	• Améliorer la connaissance des dispositifs existants par typologie de public afin d'éviter le « nous ne connaissons pas donc cela n'existe pas».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Objectifs opérationnels**
Favoriser l'employabilité des personnes résidants en QPV, en lien avec la Cité de l'emploi	• Favoriser l'accès à un premier niveau de qualification grâce à des actions de repérage, d'accueil, d'information, d'accompagnement et de qualification de 1er niveau (type BAFA, PSC1…).
	• Lever les freins périphériques à l'emploi ➢ Linguistique : favoriser la mise en place d'ateliers linguistiques à visée professionnelle dans une logique de parcours ➢ Garde d'enfant : mise en place de solutions d'accueil temporaires et flexibles pour favoriser la recherche d'emploi et le suivi de formations pour les femmes ➢ Accès aux droits / Santé : – Développer les permanences d'accompagnement administratif afin de lutter contre le non -recours aux droits – Développer l'accès aux soins et les actions de prévention notamment en santé mentale ➢ Illectronisme : ateliers de prise en main de l'informatique et internet ➢ Action de remobilisation vers l'emploi pour les publics en décrochage et les séniors ➢ Mobilité : – Favoriser la mobilité des jeunes dans le cadre de leur insertion (lever les peurs et aprioris sur et sortir de son quartier) – Favoriser la mobilité pour les publics spécifiques (femmes, RSA, séniors…)
	• Favoriser la monter en compétence des publics : permettre l'adéquation entre les compétences des publics et les besoins des employeurs.
	• Développer la notion de parcours : ➢ Favoriser les complémentarités entre les dispositifs proposés par les acteurs pour mieux accompagner les publics ➢ Mettre en place des parcours de formation et d'évolution professionnelle en lien notamment avec le dispositif des clauses d'insertion
	• Développer des actions envers le public cible de la Cité de l'emploi : femmes, séniors et personnes en situation de handicap.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Indicateurs d'évaluation**
Accompagner l'entrée des jeunes dans le monde du travail	→ Taux de jeunes ayant eu le baccalauréat et taux de poursuite d'étude → Nombre de rencontres et d'initiatives créées en faveur des jeunes pour leur orientation → Nombre de jeunes accompagner dans la construction de leur projets professionnels → Taux d'obtention de stages et contrats d'apprentissage → Taux d'emploi des jeunes à la sortie de leur formation professionnelle → Connaissance du monde du travail et de la vie en entreprise, capacité à se créer un réseau professionnel
Accompagner la volonté d'entreprendre	→ Taux de création d'entreprises → Taux de survie des entreprises après 1 ans, 3 ans → Nombre et qualité des dispositifs d'accès à l'accompagnement pour l'amorçage du projet → Accès au financement
Mobiliser les publics et les entreprises	→ Allers-vers : le nombre de personnes repérées, informées, pré-accompagnement proposé → Accoutumance de l'aller -vers à la vie quotidienne des habitants : horaires, lieux, fréquences, format… → Nombre d'évènements, rencontres employeurs / personnes en recherche d'emploi → Taux de participation aux évènements → Format des évènements → Suivi post-évènements : nombres d'embauches, contacts pris
Renfoncer l'interconnaissance des acteurs	→ Fréquence des interactions entre acteurs → Nombre de ressources utilisées et pertinence du format utilisé : outils, documents partagés → Complémentarité des actions : permettent-elles de proposer un parcours en insertion cohérent pour le public cible ?

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Villeneuve Saint-Georges

Plein emploi	
Objectifs stratégiques	**Indicateurs d'évaluation**
Favoriser l'employabilité des personnes résidants en QPV, en lien avec la Cité de l'emploi	<u>Linguistique</u> : → Densité de l'offre des ateliers FLE sur la ville par rapport aux besoins et au public cible → Impact sur la recherche d'emploi : capacité à remplir des formulaires administratifs, se présenter, rédiger CV/LM, codes de l'entreprise, tenir un entretien d'embauche… <u>Garde d'enfant</u> : → Diversité et flexibilité des modes de gardes → Impact sur la vie professionnelle : taux d'insertion et emploi des parents et notamment des femmes <u>Accès aux droits / Santé</u> : → Amélioration des situations repérées, suivies et accompagnées : qualité du parcours social et de santé et impact sur la recherche d'emploi <u>Mobilité :</u> → Accessibilité et coût des transports en commun → Taux d'obtention du permis de conduire → Promotion des métiers en tension et orientation des publics vers les formations adéquates → Taux de sorties positives après un parcours d'insertion et de formation → Taux de villeneuvois et villeneuvoises engagés dans le dispositif des clauses d'insertion → Suivi de cohorte sur le long terme : suivre la trajectoire socio-professionnelle et résidentielle d'habitants sur plusieurs années pour observer les effets d'un parcours en insertion

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Viry-Chatillon

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Présentation du quartier

Les forces et les ressources du quartier :
- Réseau routier, autoroutier…
- Les transports en commun, la mise en service du T12
- Tissu associatif actif
- NPNRU
- PRE
- Territoire d'innovation pédagogique
- PEDT
- Conseil citoyen

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :
- Population fragile (revenu médian, famille monoparentale …)
- Paupérisation de la population
- « Dégradation » du quartier (Trafic, délinquance, rixes…)
- Manque de services publics
- La Grande-Borne sur deux communes et agglomérations

La stratégie communale pour le quartier

Les ambitions pour les quartiers portées par la commune (à horizon 6 ans) :
- Améliorer le quotidien des habitants
- Promouvoir une diversité sociale
- Mobilisation du droit commun et le retour des services publics de proximité (La Poste, banque…)

Les diagnostics partenariaux réalisés dans le cadre de la Convention Territoriale Globale, et de la démarche Cité Educative sur la Ville, ont permis de mettre en lumière des besoins spécifiques en matière de :
- Prévention et lutte contre la délinquance
- Soutien à la parentalité
- Insertion et Emploi
- Animations dédiées à la Petite Enfance
- Participation citoyenne
- Inclusion des personnes en situation de handicap

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon



Indicateurs clés	
Population (2022)	5 854
Part des moins de 24 ans (2022)	40,4 %
Part des plus de 60 ans (2022)	15,5 %
Indice de jeunesse (2022)	2,2
Part des étrangers dans la population (2022)	27,1 %
Part de familles monoparentales (2022)	34,9 %
Part de la population sans diplôme (2022)	42,5 %
Taux d'emploi (2022)	56,9 %
Taux de chômage au sens du recensement, en 2022	22,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	34 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	16 560 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Des enjeux liés à l'éducation, la parentalité, la jeunesse et la lutte contre le décrochage scolaire
- Un enjeu de réappropriation de l'espace public par les habitants (Place François Mitterrand)
- Un enjeu d'accès au soin et de prévention santé
- Garantir de l'accès aux droits et lutter contre l'illectronisme
- Apporter un appui aux démarches administratives et juridiques

- Des difficultés à mobiliser les habitants à participer à la vie citoyenne dans le quartier

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Commune (Caisse des écoles, service jeunesse et citoyenneté…)

- **PRE,** il vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des enfants et des jeunes, en leur proposant un suivi personnalisé à travers le parcours de réussite éducative.

- **Territoire d'innovation pédagogique**, les objectifs stratégiques de ce projet territorial sont d'améliorer la prise en charge socio-éducative des jeunes de 0 à 25 ans et de structurer la coopération entre les acteurs, en lien avec la convention territoriale globale signée avec la CAF et le PEDT.

- **PEDT** est un outil de collaboration locale dont l'objectif est de mobiliser toutes les ressources d'un territoire afin de garantir la continuité éducative entre les projets des écoles et les activités proposées aux enfants en dehors du temps scolaire.

- Le **service jeunesse et citoyenneté**, accueille les jeunes de Viry âgés de 12 ans à 25 ans. Il les accompagne dans leur réflexion en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Il propose une action d'« Accompagnement vers l'autonomie et le soutien scolaire ». L'objectif de rendre les jeunes autonomes et acteurs de leur parcours en favorisant des temps de réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour les accompagner dans la réussite de de leur vie, et ce dans tous les domaines, que ce soit sur le plan personnel, professionnel, scolaire et social. Cette action vise également à renforcer l'acquisition d'une méthodologie de travail, de gestion des émotions et mobiliser les jeunes en leur redonnant confiance en eux par la valorisation de leurs compétences et qualités.

Egalité femmes-hommes

- Le service jeunesse et citoyenneté, cinéma-débat autour du thème de l'égalité filles-garçons

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Inclusion des personnes en situation d'handicap

- L'action **« Handi'môme** (Ville) : développer un accueil de qualité des enfants en situation de handicap ». Le but est de favoriser et sécuriser l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les structures d'accueil péri et extrascolaires ainsi que dans les établissements d'accueil du jeune enfant sur l'ensemble de la ville, avec une vigilance approfondie sur le quartier prioritaire politique de la ville du Plateau-Grande Borne. L'accueil d'enfants en situation de handicap sur les structures enfance et petite enfance permet à la fois de favoriser la socialisation des enfants concernés et de sensibiliser les autres enfants à la différence et au vivre ensemble. C'est aussi un moyen d'accompagner les parents confrontés à des difficultés de prise en charge et d'accompagnement des enfants. Les périodes où leurs enfants sont accueillis dans les structures de la ville leur permettent de maintenir un emploi, une formation, ou encore de souffler dans un rythme quotidien rythmé par le soin et l'accompagnement.

Tissu associatif et autres :

Soutien à la parentalité

- L' association **Emergence**, prévention spécialisée propose chaque année l'action « Conseil parents – enfants » , c'est un outil complémentaire à sa pratique éducative, afin de pouvoir accueillir les parents des jeunes suivis dans un dispositif global destiné à relancer la dynamique familiale.
  - Cet outil se compose de trois axes différents et non exclusifs :
  - Une action collective destinée à toute la famille qui se décline soit sous forme de débat sur des thèmes annuels, soit sous forme d'actions ponctuelles
  - Des entretiens cliniques individuels ou familiaux
  - Des séminaires de travail au nombre de 4 par an pour l'ensemble du groupe familial

- MJC/Centre social Les Passerelles
  - Action **« Être parents aujourd'hui »:** valoriser et développer les compétences parentales des familles du quartier en termes de savoir être et savoir faire

- Le **collège Olivier de Serres**, **«Développer les compétences psychosociales pour le bien-être de chacun et pour lutter contre de nombreuses violences dont le harcèlement ».** Le but est d'aider les enfants à mieux se connaître pour renforcer l 'estime de soi et qu'ils soient en capacité de dire non et de faire face aux addictions et à toute forme de violences créant ainsi une amélioration du climat scolaire mais aussi un apaisement du " vivre ensemble" au sein de leur quartier. L'action n'étant pas réservée uniquement aux enfants mais aussi à partager auprès les parents. Il s'agira de leur proposer quelques clés pour les accompagner dans leurs relations et dialogues avec leurs enfants. Ces actions devraient permettre aux enfants -comme aux parents- de renforcer l 'estime de soi et l'empathie afin de les aider à échanger et entrer contact avec des personnes ressources pour les soutenir faces aux multiples situations de violences et de mal-être qui peuvent - sans action aucune - s'installer très rapidement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Soutien à la scolarité:

- Le **CLAS** est un accompagnement à la scolarité centré sur l'aide aux devoirs et la découverte culturelle. Les enfants du CE1 au collège sont orientés par l'intermédiaire des enseignants pour être inscrit au CLAS par les parents. Le CLAS se déroule les mardi, jeudi et vendredi de 16h30 à 18h à la MJC

- L'étude surveillée, organisée de 16h30 à 18h les lundi, mardi, jeudi et vendredi dans les écoles élémentaires, les enfants sont encadrés par des animateurs pour faire leurs devoirs.

- L'EPT GOSB, **« Le jeu, un outil pour réussir ».** L'objectif de cette action est de contribuer à la réussite et à l'insertion professionnelle, ainsi, lutter contre les inégalités.

Lutte contre l'illettrisme

- MJC

- ASL : Encourager et permettre l'autonomie des personnes via des action de découverte de l'environnement, de socialisation, d'accompagnement social ou visée professionnelle.

Santé et bien-être

- La **mutuelle communale**, devant les difficultés d'accès aux soins rencontrées par certains administrés, la Ville a souhaité les accompagner en leur proposant une couverture santé de qualité, à un tarif raisonnable et préférentiel. Elle a donc mis en place en 2023 une mutuelle communale. Cette nouvelle couverture santé est à destination de tous les habitants et plus particulièrement aux jeunes sans emploi, étudiants, séniors, professions libérales, commerçants, chômeurs, agriculteurs, intérimaires, certains salariés en CDD, certains salariés à multi employeurs et certains salariés en CDI temps partiel.

- MJC, **« Santé, bien-être et handicap »** (femmes et personnes en situation de handicap). L'objectif est d'améliorer la santé et bien-être des femmes dans les quartiers prioritaires, sensibiliser les femmes sur les bonnes pratiques et les premiers secours. Cette action vise également à sensibiliser le public au handicap et constituer un réseau d'acteurs sur le handicap pour un maillage territorial et une meilleure inclusion des PSH.

Lien social, participation des habitants

- **Association des femmes africaines « Solidarité sociale et culturelle »**. Le but est d'aider les femmes à sortir de l'isolement, à s'intégrer dans la vie active via des activités sociales et les rendre autonomes. L'association vise également à valoriser le talent de ces femmes lors de la semaine africaine.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

- **Fonds participatif des Conseils citoyens**, spécifique à l'Essonne, Il s'agit une enveloppe financière proposée par l'Etat dans le cadre de l'appel à projets politique de la ville. Il s'inscrit dans les orientations prioritaires du Contrat de ville, relatives à l'émergence et à l'accompagnement des initiatives des habitants. Ce fonds permet de financer des associations et des établissements scolaires souhaitant réaliser des micro-projets de convivialité (fêtes de quartiers, fête des voisins, actions culturelles et sportives), de sensibilisation (cadre de vie) ou de solidarité (actions collectives), visant à favoriser la participation des habitants à la vie de leur quartier et à développer le lien social. Le FPCC finance actuellement des projets d'un montant inférieur à 2000€ s'inscrivant dans les objectifs du Contrat de ville. Les projets déposés ne doivent pas apparaitre dans le cadre de la programmation annuelle politique de la ville. Le Conseil citoyen donne obligatoirement un avis motivé sur les projets déposés.

Accès aux droits

- Permanence de la CAF, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles, MDS, Confédération nationale du logement de l'Essonne à la MJC

Pratiques culturelles et sportives

- L'association **Entente sportive de Viry-Chatillon football**, **« Une bouffée d'oxygène ».** Cette action est destinée aux jeunes des quartiers prioritaires qui ne peuvent pas partir en vacances, une bouffée d'oxygène permet de les sortir des quartiers et les mélanger avec d'autres jeunes d'autre quartiers avec au centre la médiation du respect de chacun et la vie en communauté sans leurs parents.
- Le **Club nautique** propose **« les quartiers d'été font des vagues »,** L'ambition du club est d'accueillir et de de former tous les publics et notamment les adolescents issus des MJC en provenance des quartiers QPV. Le Club développe des actions à forte utilité sociales et est aussi un acteur du bien-être et de la santé publique. Les adolescents évolueront dans un milieu convivial avec un esprit de transmission. C'est un bon moyen d'apprendre le "vivre ensemble "dans un contexte différent de leur quotidien des apprentissages habituels et ainsi leur permettre de découvrir une activité de pleine nature.
- La SCIC **Ludomonde**, **« Jeux et philosophie pour tous en vacances »**, Dans le cadre des ateliers de philosophie pour enfants, les objectifs sont de favoriser l'émergence et l'appropriation d'une pensée critique et non dogmatique, développer des compétences transversales, d'encourager l'écoute et le dialogue, considérer les problèmes comme une opportunité plutôt que comme un obstacle, de sensibiliser aux grands courants de pensée de la philosophie et à leur application pratique dans la vie quotidienne. Dans le cadre des ateliers de philosophie intergénérationnels, les buts sont les suivants, proposer un temps de loisirs parents-enfants autour du dialogue, favoriser le lien parental par l'évocation de thèmes liés à la famille, favoriser l'appropriation d'une pensée réflexive et non dogmatique pour faciliter les échanges en famille. Dans le cadre des jeux géants en bois, les intentions visent à permettre l'accès aux loisirs et à la culture ludique aux jeunes et familles issus de quartiers défavorisés qui ne fréquentent pas ou peu les structures socioculturelles, permettre à des jeunes peu socialisés et en opposition avec le cadre institutionnel de se familiariser avec la notion de règles, permettre aux jeunes et familles d'expérimenter la solidarité par le jeu, créer du lien inter-quartiers entre les habitants par la pratique du jeu et favoriser l'égalité Femmes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

- La **Ruée vers l'autre**, L'objectif de l'action est de renforcer les relations entre habitants, de créer du lien, contribuer au mieux-être et développer le vivre ensemble et l'intégration des familles dans leur environnement. Les objectifs visent à favoriser l'accès à la culture pour tous dans un contexte marqué par des difficultés sociales et économiques croissantes de certaines catégories de populations les plus isolées, encourager les initiatives citoyennes en lien avec les structures qui participent à la dynamique locale, mettre en avant des valeurs, dans un souci de mixité, telles que l'excellence, l'amitié le respect de soi, de son corps, des autres, des règles et de l'environnement. L'Univers des Arts du Cirque est un moyen d'Education et de Socialisation, son activité est mixte et prône l'égalité Homme / Femme. Autour des Animations et des Spectacles, c'est un travail d'équipe ou les mots solidarité, citoyenneté, laïcité, aide et entre aide, écoute de l'autre prennent tout leur sens.

- Le **cirque Ovale**, **« Cabaret urbain et parade des habitants ».** L'action s'inscrit dans une politique d'animation de la vie sociale et s'adresse à un public Intergénérationnel: favoriser l'accès à la culture, développer des actions culturelles à travers la pratique artistique, créer, promouvoir et diffuser des spectacles mêlant un public préalablement initié aux professionnels, favoriser l'accès des populations aux ressources d'enseignement et de formation, ainsi qu'à l'activité physique circassienne (liens Sport-Culture), soutenir la parentalité en valorisant les relations parents/enfants, améliorer le cadre de vie, permettre de prendre conscience de la différence et de la complémentarité de chaque individu et développer nos actions en direction d'un public "jeune" (12 - 17 ans).

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Réussite éducative	• Interroger à la hausse la subvention attribuée dans le cadre du PRE compte tenu de l'augmentation du nombre de suivis compliquées recensés.
• Soutien à la parentalité	• Proposer différents lieux d'échange à destination des parents
• Lien social	• Renforcer l'animation sociale et le lien social en organisant d'avantage d'événements ponctuels • S'attacher particulièrement à créer du lien et favoriser l'entraide entre les habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Associations	• Accompagner administrativement les petites associations • Mettre en place un encadrement structuré des bénévoles et donner des moyens plus importants pour prévenir l'épuisement des membres • Instaurer une contribution financière symbolique aux adhérents pour les activités
• Faciliter les pratiques sportives et culturelles	• Développer l'offre culturelle et sportive / Diversifier les animations culturelles proposées • Pratiquer des tarifs d'adhésion à des associations sportives adaptés au quotient social • Sécuriser les lieux sportifs et les trajets dans le quartier • Créer un groupe de sports destiné aux mères de familles
• Participation citoyenne	• Renforcer les démarches d' « aller vers » avec une communication via divers canaux : porte à porte, réseaux sociaux, enquêtes, structures, commerces… • Concerter les habitants sur le long terme • Renforcer la prise en compte de la parole des habitants, leur investissement et leur rôle dans la gouvernance
• Santé et Bien-être	• Améliorer l'accès à la santé et plus particulièrement pour les personnes âgées • Envisager la création d'un parcours santé

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre et nature des actions de soutien à la parentalité
- Nombre d'actions visant à favoriser la convivialité et la cohésion sociale
- Nombre de professionnels de soin implantés sur le quartier
- Nombre d'actions de prévention et hors les murs
- Nombre d'acteurs intervenant dans le quartier sur des enjeux d'accompagnement (linguistiques, démarches administratives, juridiques, numériques…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Sensibiliser les habitants pour une transition écologique durable

- Certains secteurs sont très minéralisés
- L'impact de l'absence de volets sur les immeubles

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Logement, mixité sociale

- **Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain** (Côté Plateau), Le Maire de Viry-Chatillon a saisi l'opportunité d'être retenu comme NPNRU en 2015 afin d'activer la transformation urbaine du quartier du Plateau permettant de rénover ce secteur qui cumule des difficultés économiques, sociales et spatiales. Convaincu que la clé du succès réside dans une planification intelligente la Municipalité a osé un pari audacieux : la densification contrôlée de l'offre de logements. Cette décision inédite permet une meilleure répartition entre les logements collectif locatifs sociaux, privé et le tissu pavillonnaire, rétablissant ainsi un équilibre social et territorial.

Cadre de vie, Propreté et gestion des déchets

- La **gestion urbaine et sociale de proximité**, la ville a récemment recruté un chargé de mission GUSP
- Des **correspondants de quartier** font part des dysfonctionnements rencontrés sur le quartier
- Le **Conseil citoyen** organise des permanences publiques chaque premier samedi du mois afin de recenser la parole des habitants, les membres
- La **Régie de quartier multiservices**, l'association a pour missions d'entretenir, d'embellir et de veiller sur les quartiers du territoire.

ATFPB, (4 bailleurs : Immobilière 3F, Les résidences Yvelines Essonnes, Emmaus-Habitat et Seqens) :

- Lutte contre les nuisibles (punaises de lits, rats, pigeons)
- Installation de volières
- Gestion des déchets et maintien de la propreté (dépôts sauvages et tri sélectif) enlèvement des épaves et lutte contre la mécanique sauvage
- Sensibilisation des locataires autour des économies d'énergie, ressourceries éphémères, Atelier hors les Murs, brico/déco ; écogestes, (i3f) - au tri sélectif et à la lutte contre les nuisibles

- **NPNRU,** Côté Grande Borne, l'objectif est d'encourager le développement économique, de repenser l'entrée de la ville et d'apporter un meilleur cadre de vie aux habitants qui continueront à vivre sur ce quartier et aux nouveaux arrivants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Mobilité durable

- Le **tramway 12** (Evry-Courcouronnes à Massy)
- L'arrivée de la nouvelle ligne de bus 100% électrique, **Tzen 4, e**st envisagée pour la fin de l'automne 2024 (Viry-Chatillon-Corbeil-Essonnes)

Confort thermique et consommation d'énergie

- NPNRU, réhabilitations extérieures, façades
- ATFPB, Sensibilisation des locataires autour des économies d'énergie via les ressourceries éphémères, aux ateliers hors les Murs, brico/déco; aux écogestes, au tri sélectif et à la lutte contre les nuisibles
- MJC « Initiation à l'écologie et au développement durable, l'objectif est de favoriser le développement d'activités de sensibilisation et d'éducation à la nature, l'environnement, au développement durable et aux comportements citoyens. Il vise également d'intégrer les pratiques écologiques dans les gestes du quotidien et adopter une conduite éco-responsable dans la gestion des équipements

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Sensibiliser les habitants régulièrement sur les énergies et les écogestes	• Ateliers sur les économies d'énergies, la gestion de l'eau, la réduction des déchets, campagnes de communication sur tri des déchets
• Aménager la qualité du milieu de vie	• Création d'espaces verts
• Commerces et services	• Développer les commerces de proximité • Renforcer les services de proximité (La poste, banques…)
• Accompagner les habitants aux transformations de leur quartier (NPNRU)	• Une maison du projet, un lieu d'information et d'échange avec les habitants • Actions de sensibilisations auprès des habitants avec une attention particulière pour les enfants • Une communication/information régulière auprès des habitants et à adapter en fonction du public

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'action de sensibilisation à l'écologie
- Création d'îlots de fraicheur
- Nombre de diagnostic en marchant/marche exploratrice
- Suivi des doléances via les conseils de voisinage, permanences du Conseil citoyen

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Des enjeux de prévention de la délinquance et de la sécurité de l'espace public
- Un sentiment d'insécurité lié aux tragiques de stupéfiants, groupement de jeunes en pieds d'immeubles, nuisances sonores…
- Phénomènes de rixe inter-quartiers

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Le **Conseil Local et Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance** est un dispositif de partenariat local entre les différents acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance sur la Ville. Il a pour mission la centralisation des informations relatives aux problématiques repérées en matière de tranquillité publique et de prévention de la délinquance sur le territoire et la mise en place d'actions concrètes et conjointes pour y remédier.
- Dispositif de vidéoprotection
- Dispositif de vigilance citoyenne **« voisins vigilants ».** Cette démarche consiste à associer les habitants à la protection de leur propre environnement et celui de leurs voisins. Empruntant la forme d'un réseau de solidarité de voisinage structuré autour d'habitants-relais d'une même rue ou d'un même quartier, le dispositif doit permettre d'alerter la police nationale ou la police municipale de tout évènement suspect ou de tout fait de nature à troubler la sécurité des biens dont ils seraient les témoins, sans pour autant se substituer à l'action des forces de police.
- Dispositif **« opération tranquillité absences »** est proposé gratuitement par la mairie, toute l'année, permet une surveillance de votre domicile pendant vos vacances, sur simple demande.
- Dispositif **« réserve communale de sécurité publique »** inaugurée en octobre 2022, la réserve communale de sécurité civile (RCSC) est un groupe de Castelvirois, volontaires et bénévoles, désireux de s'investir au service de la Ville et de ses habitants.
- Lutte contre l'habitat indigne et surveillance de l'hygiène et de la salubrité
- Convention partenariale avec les polices municipales de Juvisy s/Orge et Savigny sur orge
- L'association **Emergence,** sa mission principale est d 'assurer la mise en œuvre d 'une action de prévention spécialisée sur un territoire redéfini couvrant les communes de Viry-Chatillon, Juvisy sur Orge et Athis-Mons.
- La **régie de quartier multiservices** via les correspondants de proximité, Le rôle des correspondants de proximité au nombre de 10 sur le territoire se caractérise par une démarche citoyenne de médiation, d'échange et de recherche du lien social visant à favoriser le dialogue avec les habitants. Il s'agit de régler des conflits de voisinage en amont de la règle de droit.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Prévention et sécurité	• Renforcer la présence des éducateurs et de la police au sein du quartier • Déploiement de « caméras vidéo » • Diagnostic en marchant • Cellules de veille et de sécurité à ouvrir à tous les partenaires • Développer les actions de prévention réalisées par des « Médiateurs » ou autres professionnels
• Renforcer les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité	• Prioriser le réseau partenarial regroupant le monde associatif, institutionnel et éducatif • Donner de la visibilité aux acteurs, dispositifs et actions existantes, en renforçant le réseau partenarial regroupant le monde associatif, institutionnel et éducatif
• Créer du lien entre les habitants	• Favoriser l'entraide entre les habitants par des événements de quartiers organisés par les bailleurs, des réunions de quartier…
• **Impliquer les jeunes**, les inciter à prendre la parole, à déconstruire les idées reçues, à avoir un esprit critique, restaurer le respect dû aux personnes	• Permettre aux jeunes de prendre du recul sur leur comportement et les stéréotypes qu'ils peuvent véhiculer • Faire prendre conscience aux jeunes de l'impact de la violence • Encourager l'engagement associatif des jeunes et valoriser les réussites
• Lutter contre les dysfonctionnements sociaux visibles au sein du quartier fragmenté	• Renforcer la cohésion sociale • Amélioration de l'Habitat (Rénovation urbaine) et l'environnement • Mise en place d'un réseau des acteurs locaux
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'éducateurs et médiateurs • Nombre et nature d'actions de prévention et médiation, notamment en soirée et le week-end • Evolution des infractions et des troubles à la tranquillité publique : Nombre et types d'infractions recensées • Nombre et nature d'actions de prévention des rixes	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Lever les freins périphériques à l'emploi tels que les barrières linguistiques, de numériques, de mobilité, de garde d'enfants…
- Renforcer l'accès à l'emploi pour les jeunes, les femmes, les séniors et les personnes en situation d'handicap
- Travailler sur un parcours global et continu d'accès à l'emploi

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

Levée des freins périphériques à l'emploi

La **MJC** propose plusieurs actions pour lever les freins à l'emploi afin de favoriser l'autonomie et une meilleure insertion sociale et professionnelle des publics souvent en perte d'autonomie, de confiance en soi et fragilisés.
A ces objectifs majeurs viennent s'ajouter, la lutte contre l'isolement et la discrimination, et favoriser l'apprentissage, la création du lien, le réseautage, l'ouverture culturelle, et la maitrise de la langue :

- Les ateliers sociolinguistiques
- L'action Potenti'elles est un projet d'accompagnement vers l'emploi à destination des femmes issues des quartiers prioritaires de la ville. Les sessions de formation durent 3 mois au cours desquelles les participantes vont rendre confiance en elle via un accompagnement personnalisé et collectif (Coaching, mises en situation, ateliers d'expression…)
- Action financée dans le cadre de la **Cité de l'emploi,** « La mobilité au service de l'emploi » avec Essonne Mobilités
- Deux formations linguistiques pré professionnalisantes expérimentales sur les métiers de la logistique financées en interne par le réseau linguistique de l'EPT GOSB
- Le **service jeunesse et citoyenneté**, accueille les jeunes de Viry âgés de 12 ans à 25 ans. Il les accompagne dans leur réflexion en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Sur le quartier Plateau-Grande Borne, le service propose l'action « Accompagnement vers la découverte des métiers et l'insertion professionnelle ». L'objectif est Soutenir et accompagner les jeunes dans leur recherche d'emploi, leur faire découvrir différents horizons professionnels afin d'appréhender au mieux leur futur parcours et d'offrir aux jeunes leurs premières expériences professionnelles en les intégrant dans des emplois saisonniers communaux
- L'action « Sarah Croche » proposée par la **Mission locale**, permet de faciliter l'insertion socio-professionnelle des publics jeunes les plus éloignés de toute forme d'accompagnement. L'action a pour objectif de permettre à des jeunes éloignés de toute forme d'accompagnement et faisant partis du public NEET jeunes cumulant diverses difficultés de se mobiliser dans un parcours d'insertion global et de retrouver un ou des interlocuteurs « repère(s) » pour cheminer dans leur construction. Le but est d'amener ces jeunes vers l'amorce d'un projet qui peut prendre différentes formes : un retour dans le système scolaire, la signature d'un CEJ, une entrée en formation, etc. Pour se faire, il s'agira de lever les freins à l'insertion en s'adaptant aux problématiques spécifiques de chaque jeune et notamment en favorisant une démarche d'« aller vers ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

- **Avenir initiative - PLIE**, propose un accompagnement individualisé et renforcé des publics. Dans ce cadre, il propose l'action « Aller-vers le challenge des compétences », les objectifs visés par l'action d'identifier, reconnaître des compétences individuelles, soft skills, faire de la découverte de métiers immersive via de nouveaux outils numériques, travailler sur les représentations, élargir les horizons professionnels et favoriser l'estime de soi et le développement de la confiance en soi. Le sourcing est effectué par des partenaires sociaux ciblant des publics éloignés de l'insertion.

- **L'Entente sportive de Viry-Chatillon football**, propose une formation BPJEPS Sports collectifs mention football. L'objectif est de professionnaliser notre structure, de permettre à des jeunes des quartiers QPV, après une année compliquée d'un point de vue social et scolaire, de leur favoriser l'insertion professionnelle, en recréant du lien social, en développant et renforçant l'autonomie.

Développement économique et l'entreprenariat

- **Qhube**, CitésLab, Révélateur de Talents. La mission CitésLab est sensibilisée les habitants des QPV à l'entrepreneuriat et l'amorçage de projets, d'approcher un public qui n'aurait pas eu l'idée de créer ou qui n'aurait pas exprimé de lui-même cette intention, d'apporter à ce public une confiance en eux et les entourer d'un réseau pour les soutenir, de rencontrer les entrepreneurs en activité afin de les orienter vers les offres locales d'accompagnement et d'animer un réseau local de partenaires concernés et d'acteurs de proximité .
- La **Cité de l'emploi,** action **« entreprendre dans mon quartier »** avec la Mission Locale Nord Essonne- Groupement de créateurs

Structure d'insertion pour l'activité économique (SIAE) :

- **Hercule insertion** et La Conciergerie d'Hercule, deux structures de l'Economie Sociale et Solidaire indépendantes, conjuguent activité économique et mission sociale. Ils proposent leurs services pour les particuliers et les professionnels dans des domaines aussi variés que l'aide à la personne, l'entretien et le ménage des locaux, les travaux ou la réalisation de prestations multiservices.
  Hercule Multiservices, aide à la personne et services aux entreprises en Essonne.

- La **régie de quartier multiservices** intervient sur les communes de Viry-Châtillon, où elle est implantée. Elle s'inscrit pleinement dans la vie de son territoire et prend appui sur les richesses existantes pour les développer.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PLATEAU – GRANDE BORNE
Viry-Chatillon

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• La Mobilisation du public	• Travailler en partenariat avec les acteurs de proximité (Associations…)
• Améliorer la lisibilité et visibilité des acteurs et des actions	• Adapter la communication en fonction du public • Créer un outil listant les différentes structures • Créer des parcours entre les actions • Déployer des actions « Aller vers » dans le quartier
• Faciliter l'insertion professionnelle (savoir-être…), formation particulièrement des jeunes sans diplôme, des femmes, des séniors et des personnes en situation d'handicap, publics éloignés de l'emploi	• Service civique, volontariat, • Informer sur les métiers d'avenir, secteurs en tension, • Créer un parcours vers l'emploi, • Soutenir l'inclusion des publics handicapés, • Découverte du monde professionnel • Permettre aux demandeurs d'emploi adaptés leurs compétences, leurs SF et leurs SE aux attendus entreprises
• Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie active des jeunes scolarisés (Quid de l'éducation nationale ?)	• Stage de troisième et seconde, parcours de l'élève, informer sur les métiers d'avenir
• Rapprocher les habitants du monde professionnel	• Mettre en place des jobs dating et autres actions en partenariat avec les entreprises (Visites…)
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Evolution du chômage en fonction du nombre de demandeurs d'emploi • Nombre d'actions proposées vers un parcours pour l'emploi • Nombre de personnes entrées dans un parcours vers l'emploi • Nombre de formations qualifiantes réalisées et certifications obtenues	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Vitry-sur-Seine

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Présentation du quartier

Le quartier **Centre-Ville : Defresne – Vilmorin - Robespierre**, élargi aux 2 résidences Abbé Roger Derry (287 LLS Valdevy) / (115 LLS Valophis) et 17 Barbusse (122 LLS Valdevy), est situé en hypercentre du territoire communal. Ce quartier à la densité importante, se compose de 78% de logements locatifs sociaux (environ 1700 LLS), d'habitat mixte composé de quelques résidences privées et devrait compter 5 900 habitant.es environ. Ce quartier populaire, fragile socialement et économiquement modeste, présente de nombreux indicateurs préoccupants : les bénéficiaires des minimas sociaux y sont surreprésentés, le taux de chômage notamment chez les jeunes est très important de même que le taux de pauvreté, le surpeuplement des logements est accru et un faible niveau de formation est relevé.

Le quartier bénéficie d'une offre très étoffée d'équipements publics (3 centres de quartier, un Espace Départemental des Solidarités, un Centre Municipal de Santé, un CMP adulte et le CMMP L'imagerie), de services administratifs (Hôtel de Ville et Commissariat de police), situés soit en cœur de quartier soit en toute proximité. Les équipements culturels (théâtre, cinéma, bibliothèque, MAC VAL, Exploradôme) rayonnent aux échelles communale et intercommunale. Les commerces y sont nombreux mais mériteraient d'être requalifiés. Le quartier bénéficie d'une bonne desserte par les transports en commun (bus, Tramway T9 et prochainement le métro GPE). Or, en raison de sa configuration urbaine, majoritairement composée de grands ensembles et d'un urbanisme de dalle, de son aspect très minéral, de la place importante occupée par de grands axes routiers, ce quartier ne joue pas encore son rôle de centralité urbaine. La création d'un pôle multimodal devant le quartier Robespierre, avec la gare de la ligne 15 et la mise en service récente du tramway T9, ainsi que la mise en œuvre du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) « Cœur de ville » vont considérablement renforcer son accessibilité et son attractivité. Ce NPRU ambitieux, dont la convention est en cours de signature, a pour objectif d'améliorer la qualité de l'habitat, de répondre aux besoins des habitant.es, de conforter les lieux de vie, de favoriser le développement économique et l'emploi ainsi que les cheminements et les déplacements inter-quartiers.

Il est ici précisé que deux résidences 15 Barbusse (122 LLS Valdevy) et Château (66 LLS Valdevy), peuvent être considérés comme des « poches de pauvreté » au regard de leurs indicateurs socio-démographiques.

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier central très bien doté en équipements publics, culturels, de santé, en services administratifs, en commerces de proximité, en desserte par les transports en commun.
- Un projet NPRU « Cœur de ville » ambitieux qui va permettre de rendre le quartier plus attractif, d'améliorer les conditions de vie des habitant.es, de favoriser le développement économique et l'accès à l'emploi via la diversification fonctionnelle des quartiers du centre-ville.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un quartier très minéral qui souffre d'un urbanisme de dalle des années 1970 non adapté au dérèglement climatique ;
- Un quartier aux espaces publics délaissés par des stratégies d'évitement de certain.es habitant.es et qui ne renvoie pas une bonne image ;
- Un quartier dense dont le patrimoine social nécessite une réhabilitation lourde et d'importants espaces en sous-sol à l'abandon;
- Une problématique de gestion des déchets, particulièrement sur la dalle Robespierre ;
- Un espace de vie sociale présent sur la dalle mais qui ne rayonne pas sur l'ensemble du quartier prioritaire : Defresne – Vilmorin.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE

Vitry-sur-Seine

La stratégie communale pour le quartier

La Ville a pour objectif de rendre le centre-ville plus attractif et agréable à vivre, tout en préservant son identité populaire. En effet, la Ville souhaite maintenir un patrimoine social fort en centre-ville afin de ne pas éloigner les populations modestes des équipements et des transports qu'offre ce secteur. Ainsi, dans le cadre du NPRU, la Ville a longuement négocié avec l'ANRU pour : 1- Limiter les démolitions à quelques résidences bien ciblées, notamment le « R10 » dont la démolition permettra d'ouvrir la dalle Robespierre et de créer une place publique végétalisée et fédératrice, en face de la nouvelle gare ligne 15 ; 2- Pouvoir reconstituer une partie de ces logements sociaux sur site, dans le secteur Vilmorin/Barbusse ; 3- Mener des opérations de réhabilitation lourdes et ambitieuses sur le patrimoine social non démoli des secteurs Robespierre et Germain Defresne, dont notamment la résidence de la Petite Faucille (298 LLS Semise) emblématique avec son immeuble de grande hauteur (IGH), visible depuis la majeure partie du territoire communal. Ainsi, le NPRU « Cœur de ville » vise à améliorer le cadre de vie des habitant.es via l'apport de nouveaux espaces verts, des espaces publics requalifiés et de nouveaux équipements : cinéma reconstruit et nouveau centre de loisirs élémentaire et de quartier, 3 nouveaux terrains multisport de proximité. Il s'agit également de redynamiser le quartier avec l'arrivée de nouveaux commerces et des surfaces d'immobilier économique (activités productives et tertiaire).

Les moyens engagés par la Ville dans le cadre de la politique de la ville sont des leviers efficaces pour la transformation du quartier. Environ 350 000 € sont alloués chaque année sur le budget municipal au titre de la politique de ville pour les 4 QPV, afin de développer des actions de cohésion sociale et de soutenir les initiatives locales portées par les centres sociaux, les espaces de vie sociale et les associations de proximité. C'est pourquoi, il est indispensable que les efforts et les actions multi-partenariaux mis en place puissent être encouragés et pérennisés, afin de poursuivre la dynamique positive engagée en faveur des habitant.es du quartier prioritaire.



Indicateurs clés	
Population (2022)	5 372
Part des moins de 24 ans (2022)	38 %
Part des plus de 60 ans (2022)	21 %
Indice de jeunesse (2022)	1,5
Part des étrangers dans la population (2022)	24,2 %
Part de familles monoparentales (2022)	38,1 %
Part de la population sans diplôme (2022)	42,4 %
Taux d'emploi (2022)	50,5 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	17,4 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 710€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - 48,1% des ménages bénéficiaires de la CAF sont des familles avec enfant(s)
  - Parmi ces enfants, 26% sont âgés de 6 à 10 ans, 21% de 11 à 14 ans et 16% de 15 à 17 ans : une part d'adolescents plus importante que dans les autres quartiers
  - 40% des habitants du quartier ont moins de 25 ans
  - Le taux de scolarisation des 16 – 24 ans est de 65%, un taux moins élevé que dans les autres QPV de la commune (A noter : un taux en légère augmentation ces dernières années (de 62% en 2015 à 65% en 2018)
  - 12% des élèves de 6ème et 17% des élèves de 3ème sont en retard scolaire
  - Une population peu diplômée, dans les mêmes tendances que dans le QPV Commune de Paris – 8 mai 1945, avec 19% de la population de 15 à 64 ans ayant un niveau supérieur au Bac, et 66% un niveau inférieur au Bac
- Un mille-feuille de dispositifs en constante évolution générant une méconnaissance de l'existant par les publics entraînant une démobilisation et parfois un non-recours dans l'accès aux droits (difficultés administratives, problème de langue et/ou d'écrit, dématérialisation).
- 50 % des écoles maternelles et 60% des écoles élémentaires du quartier sont intégrées au réseau REP.
- Forme de délinquance qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants.
- Des besoins prégnants de formation et partiellement non couverts en matière de linguistique et de numérique pour les publics allophones et en situation d'illettrisme.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

En matière d'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme, lutte contre l'illettrisme :

- Outre les structures départementales (Espace départemental des solidarités et Espace autonomie), l'accès aux droits est assuré par différentes structures sur la ville : 1 CCAS, 2 relais mairie, 2 points justice, 1 maison France Services portée par le Centre Social Balzac, 3 centres sociaux dont 2 associatifs et 1 communal, 3 espaces de vie sociale (en charge de l'animation de la vie sociale), les associations de proximité, etc...
- Des cours municipaux de promotion sociale sont proposés pour les publics allophones et en situation d'illettrisme. Les centres sociaux, les espaces de vie sociale et certaines associations de proximité ont également mis en place des cours d'apprentissage du français et des ateliers de lutte contre la fracture numérique.

En matière d'éducation tout au long de la vie, lutte contre le décrochage scolaire et parentalité :

- Projet éducatif porté par la Ville :
  - La politique de la Commune sur le temps scolaire : Sans se substituer aux prérogatives de l'Education nationale et tout en contribuant à une plus grande cohérence éducative entre les différents temps de l'enfant, la Ville accompagne les élèves vitriots par différentes mesures, telles que : □ Soutien financier et logistique aux projets d'école □ Mise à disposition de cars pour favoriser les sorties culturelles □ Organisation et financement des classes de découverte □ Ouverture des équipements culturels et sportifs de la Ville □ Organisation de la semaine « Vitry-sur-Science » - « Les petit.es vitriot.es défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'énergie du Val-de-Marne et l'Exploradôme □ Organisation de la semaine « Vitry fête le goût » : actions (animations, ateliers, expositions, ...) pilotées par le Sidoresto et les services de la Ville, à partir d'une thématique renouvelée chaque année autour de l'alimentation et de la santé, à destination des publics scolaires et périscolaires et de leurs familles ; □ Gratuité des fournitures scolaires de rentrée pour la totalité des élèves d'âge élémentaire □ Soutien à des initiatives de prévention routière □ Dotation en équipements informatiques et dans le cadre de pédagogies innovantes □ Achat de mobilier spécifique pour les enfants en situation de handicap ; □ Inclusion des enfants en situation de handicap par le recrutement d'AVCL ; □ Partenariats avec les structures culturelles de la Ville et mise à disposition gratuite de l'ensemble des équipements sportifs de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La politique de la Commune sur les temps péri et extrascolaires : pour les enfants et les jeunes scolarisés de 2 à 15 ans fréquentant les centres de loisirs maternels, les ludothèques, les centres de loisirs primaires et les centres de loisirs de quartiers (ALSH) telles que les activités physiques et sportives, les activités de création et d'expression, la lecture et l'écriture, le jeu, les activités de plein air, les activités sur la nature et le cadre de vie, les sciences et les techniques, les activités manuelles dont les objectifs sont les suivants : S'ouvrir sur le monde, connaître l'autre pour favoriser le mieux vivre ensemble Permettre l'apprentissage de la citoyenneté Développer la complémentarité éducative Renforcer les liens avec les familles et associer les parents Diversifier l'offre de loisirs Favoriser l'ouverture culturelle Développer les partenariats (avec l'école, les associations, les services municipaux,...) ;

- Dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) mis en œuvre dans les centres sociaux et espaces de vie sociale ;
- Dispositif Classe citoyenne ;
- Dispositif Droit aux vacances pour tous ; Quartiers d'été, VVV, Colo apprenantes ;
- Actions de parentalité et ouverture de la Parenthèse, lieu d'accueil parents/enfants ;
- Actions du Centre médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) dans l'accueil des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans qui rencontrent des difficultés d'origine psychologique ou des troubles cognitifs ;
- Poursuite de la mise à disposition du Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) destiné aux 12-25 ans pour accueillir les jeunes qui traversent une période délicate ou sont confrontés à un souci particulier, et développer des actions collectives de prévention ;
- SOS Rentrée, Aides à la poursuite d'études, Révisions, Bourse communale, Lutte contre le décrochage scolaire, Bourses BAFA, etc... ;
- Evènementiels dédiés à l'insertion socioprofessionnelle : Forum Avenir et Réussite, Forum découverte des métiers, emploi, formation, alternance, micro-forum de proximité, etc... ;
- Emploi des jeunes : Bus de l'initiative, Cité de l'emploi, Mission Locale, etc...
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ;
- Dispositif de la « Bourse au permis de conduire » pour les jeunes adultes (18-25 ans) ;
- Séjours de prévention routière pour les 15/17 ans, avec passage du permis AM.

En matière d'égalité Femmes Hommes : dans un souci de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes un enjeu dans l'espace public, un projet de Maison des femmes est en cours d'élaboration dont l'objectif est de concevoir un point d'entrée unique et une offre de ressources pour les femmes victimes de violences. Ce projet a l'ambition de fédérer le tissu public, associatif, institutionnel, économique sans se substituer aux actions menées par celui-ci. A ce jour, c'est la Coordinatrice de CLSPD (Contrat Local Sécurité et Prévention de la Délinquance) qui accueille des femmes victimes de violences dans le cadre d'un entretien d'évaluation de la situation et de primo accès aux droits. Par ailleurs, une convention partenariale entre la Ville de Vitry-sur-Seine et la Maison des Femmes de l'Hôpital Bicêtre AP-HP est en cours de régularisation.

En matière de santé et bien-être :

- Le Contrat Local de Santé coordonne la politique locale de santé et définit les actions à mener pour les 5 prochaines années 2024 / 2028. Le C.L.S détermine 7 priorités de santé telles que : la périnatalité / parentalité, les addictions, l'accès aux droits, aux soins et à la prévention, la santé environnementale, la santé mentale, le sport-santé / alimentation et enfin la vie affective et sexuelle / violences faites aux femmes.
- 15 fiches actions ont été élaborées pour mettre en œuvre des actions qui répondent à ces 7 priorités.
- Les acteurs du sanitaire (professionnel.les de santé libéraux, salarié.es, du médico-social (dans des institutions type Institut Médico-Educatif...), et de la prévention (animateur.trices d'action collectives) sont impliqués ainsi que l'ensemble des acteurs qui participent à l'amélioration de la santé (sport, éducation, jeunesse, centres sociaux, espace de vie sociale...)

En matière de pratiques culturelles et sportives : l'accès aux sports et à la culture pour les habitant.es du quartier reste un enjeu qui nécessite des dispositifs ou des interventions spécifiques telles que la mise en place d'une politique tarifaire, des actions de découverte ou de médiation, des partenariats entre les structures et les associations de quartiers, etc...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Promouvoir et appuyer l'engagement citoyen des jeunes en lien avec le tissu associatif local, ainsi qu'avec les structures d'accompagnement dédiées (Service de la vie associative, Projaide94, Agence départementale du service civique…) • Prendre en compte les besoins de chaque jeune • Renforcer, structurer, développer les partenariats sur les thématiques jeunesse • Faciliter les liens entre les jeunes et les acteurs de la prévention (Club de prévention, CLSPD,….) et de la Santé (Service Promotion de la Santé, Centre municipal de Santé,….) • Rendre plus lisible l'action des services de la Ville en direction des actions jeunesse	Réfléchir à la création d'une structure pour les jeunes à leur sortie des centres de loisirs (15/17 ans)
	Réfléchir à la création d'une commission de travail inter-structurelle pour traiter les demandes et échanger sur les profils des jeunes
	Améliorer la communication des actions portées par la Ville en direction de la jeunesse
	Accéder à une information utile et pertinente pour chaque situation individuelle mais aussi proposer un accompagnement adapté à chaque jeune
• Garantir aux habitant.es du quartier un accès réel à leurs droits • Accompagner et rechercher l'autonomie des publics avec une meilleure prise en compte de l'accès aux droits du public féminin • Faciliter l'accès au numérique	Maintenir et réimplanter des services publics de proximité, avec un accueil physique
	Renforcer les actions d'aller-vers pour toucher les publics éloignés
	Répondre aux besoins des habitant.es en matière d'accompagnement aux e-démarches
Faciliter l'apprentissage de la langue française	Renforcer les dispositifs d'apprentissage de la langue française
	Elaborer un guide « Apprendre le français à Vitry-sur-Seine »
	Travailler à la mise en réseau des structures qui mènent des actions à visée linguistique
• Favoriser la réussite éducative • Prévenir le décrochage et l'échec scolaire / consolider les savoirs fondamentaux	Améliorer l'orientation des apprenant.es vers des structures d'insertion ou vers des entreprises
	Repérer et traiter des difficultés d'ordre scolaire avec une approche globale (difficultés socio-éducatives, précarité, santé) pour construire des parcours individualisés
	Poursuivre le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
	Mettre en place des actions favorisant la réussite scolaire et l'insertion professionnelle
Favoriser le bien-vivre ensemble	Soutenir la vie de quartier, la solidarité et l'animation d'espaces de convivialité en cœur de quartier
Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et soutien à la parentalité avec une attention particulière dans la prise en compte des familles monoparentales	Poursuivre la formation des agent.es des crèches, haltes garderies, services de Protection maternelle et infantile (PMI) et centres de santé sexuelle (CSS) afin de renforcer la qualité de l'accueil du jeune enfant, des adolescent.es et des parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faciliter l'accès au sport et à la culture	Développer des collaborations entre les structures sportives, culturelles et éducatives
	Développer la pratique d'activités physique et sportive des jeunes filles et des femmes afin de contribuer à leur bien-être
	Rénover les city-stades et réfléchir à la création de nouveaux équipements sportifs notamment en Centre-ville
Favoriser l'accès à la prévention, aux soins et aux droits en matière de santé	Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention pour lutter contre le harcèlement scolaire et les addictions
	Mettre en œuvre le Contrat Local de Santé 2024/2028 sur les axes périnatalité et parentalité ; addictions ; accès aux droits, aux soins, à la prévention ; santé mentale ; santé environnementale ; sport-santé ; alimentation ; vie affective et sexuelle / violence faites aux femmes
	Mettre en place des actions de lutte contre la précarité alimentaire des étudiant.es
• Agir pour l' égalité réelle et changer l'image du quartier • Intégrer la dimension de l'égalité femme/homme dans les actions du contrat de ville en favorisant l'accompagnement renforcé, la formation et l'accès à la mixité des métiers • Lutter contre les stéréotypes de genre et contre toute forme de discrimination • Garantir les principes de laïcité et les valeurs de la République	Adapter les pratiques et la pédagogie en fonction des publics ciblés
	Développer des mesures favorisant l'égalité « femme/homme » en proposant des actions permettant de lutter contre le phénomène d'invisibilité des femmes et des jeunes filles dans l'espace public et dans la vie du quartier en diversifiant et en adaptant les actions au public féminin
	Renforcer la politique de lutte contre les discriminations
	Accompagner les initiatives et les projets promouvant la laïcité et les valeurs de la République

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jeunes bénéficiant de l'aide aux devoirs et du CLAS
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme accueillis dans les cours d'apprentissage du français
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme qui entrent en parcours d'insertion professionnelle
- Qualification des difficultés de santé rencontrées par les habitants
- Nombre d'actions de santé s'adressant au public féminin
- Suivi des fréquentations des structures culturelles et sportives

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - En moyenne, 2,8 personnes vivent sous le même toit
  - 98% des logements sont des appartements
  - 21% des logements sont des T1 et des T2, et 7% des T5 et plus
  - 1 091 logements sont des logements sociaux, soit 82% du parc – 8% des logements sociaux de la commune sont implantés dans ce QPV
  - Parmi les logements sociaux, une majorité de logements sont composés de T4 (37%) et de T3 (25%). Comme dans le QPV Colonel Fabien, les T1 et T2 représentent 30% du parc
  - 18% des logements sociaux ont un DPE égal à D, F ou G : un taux faible par rapport aux autres QPV, indiquant la présence de logement plus qualitatif (moyenne de construction en 1974)
- Le quartier Centre-ville, caractérisé par une importante minéralité, une végétation peu présente et disséminée, très peu de point d'eau ou de sol perméable, est particulièrement impacté par les vagues de chaleur et sujet aux îlots de chaleurs urbains en raison de sa morphologie urbaine ;
- Des espaces publics peu qualitatifs, peu accessibles (ruptures urbaines comme la dalle Robespierre) et anxiogènes qui génèrent des stratégies d'évitement à repenser et à requalifier dans le cadre du NPRU ;
- Un patrimoine bâti datant majoritairement des années 1970 nécessitant une réhabilitation énergétique ;
- Une gestion problématique des déchets liée à la structure de la dalle et à la densité des habitations.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) – Cœur de ville ;
- Gestion Urbaine de Proximité (GUP) : Aide municipale à l'amélioration du cadre de vie / Aide municipale pour l'intervention de proximité / Abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) ;
- Conseil Local de l'Environnement ;
- Contrat Local de Santé 2024/2028 ;
- Comité de Pôle Gare Centre-ville (actions d'accompagnement de la future gare du métro ligne 15) ;
- Convention Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne : Service accompagnement à la rénovation (SAR) ;
- Partenariat Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne pour accompagner les habitant.es dans leur transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique, en coordination avec l'action du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Projet d'éducation au développement durable « Les petits Vitriots défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'Energie du Val-de-Marne et l'Exploradôme ;
- Proposition d'un plan d'action biodiversité dès 2024 ;
- Renforcement du permis de végétaliser par les habitant.es ;
- Mise en œuvre du plan vélo ;
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- Mobilisation du Fonds vert et des Fonds européens pour financer des projets liés à la nature dans le quartier ;
- Plan Climat Air Energie Territorial – Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) – CD94

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Désenclaver le quartier	Engager une réflexion à mener sur l'usage et les fonctions des espaces extérieurs (publics et privés) en co-construction avec les habitant.es
	Mettre à disposition gratuite des locaux en rez-de-chaussée à destination des associations locales pour favoriser les échanges et le lien social et améliorer le dialogue habitant.es / bailleurs sociaux
Accompagner les habitant.es dans la transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique	Elaborer une étude de potentiel en énergies renouvelables

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Renaturer le quartier pour faciliter son adaptation au changement climatique en développant le patrimoine arboré et végétal et en mobilisant ses habitant.es • Sensibiliser à la nature et au développement durable	Désartificialiser les sols, planter des arbres, créer des cours oasis et une coulée verte, végétaliser les espaces,
	Développer des jardins partagés portés par des collectifs d'habitant.es
	Développer des actions de sensibilisation à la nature dans le cadre d'une programmation d'évènements destinés aux habitant.es et aux enfants des écoles et des centres de loisirs
• Contribuer à la réduction des déchets et à l'économie circulaire • Développer la consommation et l'alimentation durables	Promouvoir le compostage domestique
	Développer une ressourcerie éphémère : collecte d'objets en pied d'immeuble et valorisation en faveur du réemploi et du lien social
	Sensibiliser au tri sélectif
	Améliorer la gestion des ordures ménagères sur la dalle Robespierre
	Organiser des opérations de nettoyage des espaces publics avec les habitant.es
	Organiser des temps d'animations de prévention contre le gaspillage alimentaire dans les écoles et les centres de loisirs, etc…
	Accompagner le développement de commerces de proximité adaptés à la diversité de la population et respectueux de l'environnement
Préserver la ressource en eau	Récupérer les eaux du centre aquatique pour le nettoiement des rues et l'arrosage des espaces verts du quartier
Développer les mobilités douces et durables	Développer des pistes cyclables communales et de circulation douce et de zones apaisées
	Mettre en place des ateliers réparation, de formation à la pratique du vélo et de réflexion autour du stationnement des vélos
	Déployer et adapter le Vélib' aux usages des habitant.es
	Expérimenter la piétonnisation de rue aux abords des écoles
	Développer le stationnement dédiés au co-voiturage et stationnement auto-partage
	Restructurer les itinéraires des bus
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de sensibilisation et analyse des fréquentations • Nombre de sites végétalisés • Nombre d'ateliers organisés autour du vélo	

La participation citoyenne tout au long du contrat de ville
Fonder le socle d'une participation citoyenne pérenne en s'assurant de la diversité des expressions, dont la parole des habitant.es les moins visibles, qui ont d'autres priorités et urgences à gérer (grands précaires, parents isolés avec enfants, personnes âgées).
Quelques pistes d'actions :
- Mise en place d'ateliers participatifs, de diagnostic en marchant, d'enquête par questionnaire avec diffusion de l'information des résultats ;
- Mise en œuvre de projets co-construits avec les habitant.es afin de leur permettre d'être acteur.trices de leur quartier ;
- Aller-vers avec une présence humaine sur le quartier tels que : médiateur.trices de proximité, relais associatifs, chef.fe de projets politique de la ville ;
- Mise en place de revues de projets bi-annuelles à l'attention des habitant.es organisées en cœur du quartier prioritaire avec l'ensemble des porteurs de projets qui mènent des actions en direction des habitant.es du quartier et les acteurs institutionnels de la politique de la ville (Etat, EPT GOSB, Ville, etc…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- IGH de 26 étages : parties communes squattées ;
- Espaces publics importants où les personnes se répandent et s'adonnent à des activités infractionnelles (mécanique sauvage, épaves, pollution, point de deal, usage de stupéfiants, etc... qui génèrent un évitement du quartier) ;
- Espaces en sous-sol à l'abandon et non sécurisés avec un effet rebond des parkings non utilisés qui entraîne une sur-occupation de la voie publique par les véhicules et un coût financier important pour la Ville ;
- L'arrivée du nouveau métro GPE va augmenter les besoins en stationnement et va générer une problématique de tranquillité publique ;
- Il existe une forme de délinquance massive et grave qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants ;
- Stratégie d'évitement du quartier à certains horaires par les femmes;
- Les horaires tardifs d'ouverture de certains commerces peuvent générer des nuisances sonores et des attroupements nocturnes ;
- Le poste de police municipale situé sur la dalle Robespierre est bien identifié et ne subit aucune dégradation ;
- Déficit de commerces et d'offres de services diversifiés.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Orientation de la police municipale : présence de jour, non armée avec une orientation de discussion et de médiation, police des marchés, stationnement ;
- Orientation de la police nationale : une attention particulière sur la problématique du trafic de stupéfiants prégnant sur la Ville ;
- Dispositifs Politique de la ville : Les couleurs de la dalle (EVS), associations de proximité ;
- Bailleurs sociaux : caméra de vidéo surveillance, rondiers ;
- Agents assermentés de la Brigade propreté qui contribuent à la tranquillité publique ;
- Ambition d'actualiser le diagnostic territorial de sécurité et de redynamiser le CLSPD d'ici la fin de l'année 2024.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévenir toute forme de délinquance	Poursuivre la réflexion sur la mise en place d'un service de médiation de proximité pour assurer la présence du service public municipal en soirée
	Poursuivre la réflexion sur l'installation d'un système de vidéo-verbalisation pour lutter contre les infractions routières
	Poursuivre la réflexion sur le projet de création d'une Maison des Femmes
Améliorer la coordination entre les différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance	Développer un volet spécifique « Tranquillité – Sécurité » dans la convention de gestion du NPRU « Cœur de ville » sur le secteur Ampère

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la chaîne de prévention et les liens avec les jeunes en risque de décrochage	Renforcer les actions dès la fin de l'école primaire et dans les collèges pour lutter contre le décrochage scolaire et prévenir la délinquance en inventant des réponses pour la période estivale en renforçant les actions d'été (Quartiers d'été, VVV, stratégie d'animation de la Ville avec notamment le dispositif d'animation Village Vacances)
	Réfléchir à la mise en place d'actions favorisant les échanges avec les jeunes des autres quartiers
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Baisse effective des infractions constatées • Baisse effective des plaintes enregistrées y compris celles auprès des bailleurs • Nombre d'actions mises en œuvre sur le quartier dans le cadre du CLSPD • Nombre d'actions impliquant et valorisant les femmes dans le quartier • Appréciation qualitative des habitants	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire :
  - 65% des habitants de 15 à 64 ans sont actifs, et 50% de la population en âge de travailler occupe un emploi
  - 20% des actifs occupent un emploi à temps partiel et 16% des actifs occupent un emploi précaire
  - Le quartier compte 437 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois, une situation fluctuante ces dernières années
  - Parmi les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM), 31% le sont depuis moins de 6 mois et 30% depuis plus de 2 ans
  - Les moins de 26 ans représentent 15% des DEFM et **les plus de 50 ans en représentent 30%**
- Les personnes sans emploi ont du mal à se rendre dans les locaux de France Travail, de la Mission Locale, du PLIE ou tout autre acteur local de l'emploi. De nombreux métiers en tension peinent à recruter des candidat.es et notamment au sein des QPV soit par manque d'actions d'information ou de recrutement au cœur des quartiers, soit par des freins périphériques à l'emploi difficiles à lever : précarité, modes de garde, barrière linguistique, santé, mobilité et nécessitent un accompagnement spécifique sur un temps long.
- Des actions fléchées « emploi » dans l'ancien contrat de ville, dues à l'objectif d'attribuer 25% de l'enveloppe des crédits PV à ce pilier mais qui n'aboutissent pas nécessairement à l'accès direct à l'emploi.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Levée des freins périphériques à l'emploi : actions linguistiques pour les publics allophones, garderie éphémère dans deux centres sociaux, actions de lutte contre la fracture numérique, accompagnement par les centres sociaux et espaces de vie sociale, par les associations de proximité
- Emploi des jeunes, séniors, femmes : GIP Ivry-Vitry : Mission Locale et Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Ivry-Vitry, Service Clauses d'insertion Ivry-Vitry, CLLAJ ; France Travail ; PRIJ ; CIO ; CFA ; Chambres consulaires ; Cité des Métiers ; SIAE, ESS : Faire / Pôle S, La Bidouille, La Ressourcerie du Spectacle, Rejoué, Afrique et Espoir, Bis Production Solidaire, Cité de l'emploi
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi : Forum de l'emploi de la Ville, Forum Avenir et Réussite de la Ville, Forum de l'emploi de la Mission Locale, Forum Création d'entreprise BPI, France Travail avec son dispositif « Les Entreprises s'engagent ».

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Accompagner la construction de parcours vers l'emploi en prenant en compte les besoins spécifiques de chaque habitant.e ; • Mobiliser les acteurs économiques en faveur des habitant.es du quartier	• Proposer des démarches d'aller-vers et des actions d'accompagnement personnalisé • Travailler à une meilleure lisibilité, cohérence et accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi • Travailler à un meilleur accompagnement, en lien avec la Mission locale, des jeunes vers la formation professionnalisante et développer les parcours des jeunes du quartier vers les dispositifs spécifiques de formation • Développer des actions de mentorat, renforcer le parrainage et valoriser les talents et les réussites • Généraliser les clauses d'insertion • Travailler à un meilleur accès à l'emploi des personnes en situation de handicap • Travailler sur les représentations des femmes dans les parcours professionnels et d'accès à l'emploi • Mettre en place des actions pour favoriser la réussite sociale et professionnelle • Développer des structures d'insertion professionnelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CENTRE-VILLE : DEFRESNE – VILMORIN - ROBESPIERRE
Vitry-sur-Seine

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lever les freins à l'emploi	Renforcer l'employabilité des habitant.es du quartier et la remobilisation à l'emploi en travaillant sur la levée des freins (linguistique, mode de garde, mobilité, etc)
Adapter l'offre de formation	Renforcer l'accès à des formations en alternance
	Développer des formations dans l'apprentissage de la langue française
Favoriser les retombées des dynamiques économiques du territoire communal dans le quartier	Poursuivre la réflexion relative au projet de création d'une régie de quartier
	Positionner la transition écologique comme levier d'insertion professionnelle pour les habitant.es du quartier
Se coordonner pour mieux toucher les publics	Renforcer l'animation du réseau d'acteurs et développer des partenariats afin d'inscrire le public éloigné de l'emploi dans un parcours d'insertion efficace
	Mettre en place des rencontres pour permettre aux nombreuses structures de la Ville de travailler en réseau
	Améliorer le travail en transversalité entre la Mission Locale, les Acteurs locaux de l'emploi, les Entreprises, les Etablissements scolaires, la Direction de la Jeunesse, les Associations de proximité, etc…
	Améliorer la visibilité des offres et des dispositifs « Emploi » des différents acteurs locaux de l'emploi de la Ville à destination des jeunes afin de mieux les mobiliser
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Evolution du taux de chômage • Evolution de la part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi • Evolution du nombre d'apprenant.es FLE en parcours d'insertion ou retour vers l'emploi • Nombre d'heures réalisées dans le cadre des clauses d'insertion	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Présentation du quartier

Le quartier Les Combattants fait partie des nouveaux quartiers de la géographie prioritaire au 1er janvier 2024, situé entre l'avenue Jean Jaurès (n°66) et l'avenue Paul Vaillant Couturier (n°97) dans un tissu faubourien entre le centre-ville et la gare SNCF du RER C. Une voie intérieure et une rue permettent de faire la liaison entre ces deux artères structurantes de la Ville. Il est constitué des résidences Les Combattants (Batigère, 457 logements locatifs sociaux (LLS), Paul Vaillant-Couturier (Batigère, 52 LLS), Désiré Granet (Valdevy, 91 LLS), Désiré Granet extension (Valdevy, 18 LLS), 2 et 4 rue Neuve (27 logements appartenant à la Ville et visant à héberger des ménages en situation de grande précarité avec de très faibles loyers). Il regroupe ainsi environ 645 logements dont 618 LLS et devrait compter 1 400 habitant.es environ*.

Les bâtiments édifiés dans les années 1930 classés « bâtiments remarquables » présentent des logements de petite taille. C'est un quartier très dense au regard des logements, des riverains et de la circulation motorisée et piétonne.

La résidence Les Combattants a fait l'objet d'une réhabilitation globale qui s'est terminée fin 2023. Des travaux d'isolation ont permis une amélioration thermique (étiquette E à C). Des points d'apports volontaires pour les ordures ménagères ont été mis en place, les espaces extérieurs et les stationnements ont été réaménagés. Enfin, un jardin partagé a été créé dont la gestion actuelle et l'animation sont assurées par l'Association Vitry Gare.

Des commerces sont implantés au rez-de-chaussée du patrimoine des bailleurs : épicerie, boulangerie, boucherie, pharmacie, salon de coiffure, laverie.

Le groupe scolaire Jean Jaurès, les ateliers municipaux d'arts plastiques et le centre de loisirs de quartier sont situés en toute proximité. En termes d'équipements, le quartier est proche du Relais Mairie, du Point justice, du Palais des Sports Maurice Thorez, du Centre Municipal de Santé, du collège Danielle Casanova, de la Galerie Municipale Jean Collet, du SAMI et du marché ouvert au rayonnement supra-communal.

**L'estimation des populations légales basée sur le recensement de population et les statistiques associées aux quartiers prioritaires 2024 seront produites courant 2024.*

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier bien inséré dans un tissu faubourien dynamique et animé ;
- Un quartier bien desservi par les transports en commun (bus 180, 172) et gare RER C ;
- La résidence de logements locatifs sociaux la plus importante du quartier vient d'être réhabilitée et résidentialisée.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un quartier très dense avec peu d'espaces extérieurs disponibles ;
- Un quartier marqué par la fragilité de ses habitant.es ainsi que par les problématiques de tranquillité résidentielle importantes auxquelles il est confronté ;
- Un quartier assez éloigné des parcs publics ;
- Des nuisances ressenties liées aux trafics ;
- La fermeture de la résidence Les Combattants est demandée par certains locataires mais ne fait pas consensus à ce stade ;
- Un quartier au tissu associatif inexistant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

La stratégie communale pour le quartier
Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

Focus sur le volet cohésion sociale : les moyens engagés par la Ville dans le cadre de la politique de la ville sont des leviers efficaces pour la transformation du quartier. Environ 350 000 euros sont alloués chaque année sur le budget municipal au titre de la politique de ville pour les 4 QPV, afin de développer des actions de cohésion sociale et de soutenir les initiatives locales portées par les centres sociaux, les espaces de vie sociale et les associations de proximité. C'est pourquoi, il est indispensable que les efforts et les actions multi-partenariaux mis en place puissent être encouragés et pérennisés, afin de poursuivre la dynamique positive engagée en faveur des habitant.es du quartier prioritaire.



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 203
Part des moins de 24 ans (2022)	32,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	18,7 %
Indice de jeunesse (2022)	1,4
Part des étrangers dans la population (2022)	29,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	33,6 %
Part de la population sans diplôme (2022)	38,7 %
Taux d'emploi (2022)	58 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	18,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 630€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Un mille-feuille de dispositifs en constante évolution générant une méconnaissance de l'existant par les publics entraînant une démobilisation et parfois un non-recours dans l'accès aux droits (difficultés administratives, problème de langue et/ou d'écrit, dématérialisation).
- Le groupe scolaire Jean Jaurès est intégré au réseau REP.
- Forme de délinquance qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants.
- Des besoins prégnants de formation et partiellement non couverts en matière de linguistique et de numérique pour les publics allophones et en situation d'illettrisme.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

En matière d'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme, lutte contre l'illettrisme :

- Outre les structures départementales (Espace départemental des solidarités et Espace autonomie), l'accès aux droits est assuré par différentes structures sur la Ville : 1 CCAS, 2 relais mairie, 2 points justice, 1 maison France Services portée par le Centre Social Balzac, 3 centres sociaux dont 2 associatifs et 1 communal, 3 espaces de vie sociale (en charge de l'animation de la vie sociale), les associations de proximité, etc...
- Des cours municipaux de promotion sociale sont proposés pour les publics allophones et en situation d'illettrisme. Les centres sociaux, les espaces de vie sociale et certaines associations de proximité ont également mis en place des cours d'apprentissage du français, des ateliers sociolinguistiques et des ateliers de lutte contre la fracture numérique.

En matière d'éducation tout au long de la vie, lutte contre le décrochage scolaire et parentalité :

- Projet éducatif porté par la Ville :
  - La politique de la Commune sur le temps scolaire : Sans se substituer aux prérogatives de l'Education nationale et tout en contribuant à une plus grande cohérence éducative entre les différents temps de l'enfant, la Ville accompagne les élèves vitriots par différentes mesures, telles que : □ Soutien financier et logistique aux projets d'école □ Mise à disposition de cars pour favoriser les sorties culturelles □ Organisation et financement des classes de découverte □ Ouverture des équipements culturels et sportifs de la Ville □ Organisation de la semaine « Vitry-sur-Science » - « Les petit.es vitriot.es défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'énergie du Val-de-Marne et l'Exploradôme □ Organisation de la semaine « Vitry fête le goût » : actions (animations, ateliers, expositions, ...) pilotées par le Sidoresto et les services de la Ville, à partir d'une thématique renouvelée chaque année autour de l'alimentation et de la santé, à destination des publics scolaires et périscolaires et de leurs familles ; □ Gratuité des fournitures scolaires de rentrée pour la totalité des élèves d'âge élémentaire □ Soutien à des initiatives de prévention routière □ Dotation en équipements informatiques et dans le cadre de pédagogies innovantes □ Achat de mobilier spécifique pour les enfants en situation de handicap ; □ Inclusion des enfants en situation de handicap par le recrutement d'AVCL ; □ Partenariats avec les structures culturelles de la Ville et mise à disposition gratuite de l'ensemble des équipements sportifs de la Ville.
  - La politique de la Commune sur les temps péri et extrascolaires : pour les enfants et les jeunes scolarisés de 2 à 15 ans fréquentant les centres de loisirs maternels, les ludothèques, les centres de loisirs primaires et les centres de loisirs de quartiers (ALSH) telles que les activités physiques et sportives, les activités de création et d'expression, la lecture et l'écriture, le jeu, les activités de plein air, les activités sur la nature et le cadre de vie, les sciences et les techniques, les activités manuelles dont les objectifs sont les suivants : □ S'ouvrir sur le monde, connaître l'autre pour favoriser le mieux vivre ensemble □ Permettre l'apprentissage de la citoyenneté □ Développer la complémentarité éducative □ Renforcer les liens avec les familles et associer les parents □ Diversifier l'offre de loisirs □ Favoriser l'ouverture culturelle □ Développer les partenariats (avec l'école, les associations, les services municipaux,...).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) mis en œuvre dans les centres sociaux et espaces de vie sociale ;
- Dispositif Classe citoyenne ;
- Dispositif Droit aux vacances pour tous ; Quartiers d'été, VVV, Colo apprenantes ;
- Actions de parentalité et ouverture de la Parenthèse, lieu d'accueil parents/enfants ;
- Actions du Centre médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) dans l'accueil des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans qui rencontrent des difficultés d'origine psychologique ou des troubles cognitifs ;
- Poursuite de la mise à disposition du Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) destiné aux 12-25 ans pour accueillir les jeunes qui traversent une période délicate ou sont confrontés à un souci particulier, et développer des actions collectives de prévention ;
- SOS Rentrée, Aides à la poursuite d'études, Révisions, Bourse communale, Lutte contre le décrochage scolaire, Bourses BAFA, etc… ;
- Evènementiels dédiés à l'insertion socioprofessionnelle : Forum Avenir et Réussite, Forum découverte des métiers, emploi, formation, alternance, micro-forum de proximité, etc… ;
- Emploi des jeunes : Bus de l'initiative, Cité de l'emploi, Mission Locale, etc…
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ;
- Dispositif de la « Bourse au permis de conduire » pour les jeunes adultes (18-25 ans) ;
- Séjours de prévention routière pour les 15/17 ans, avec passage du permis AM.

En matière d'égalité Femmes Hommes : dans un souci de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes un enjeu dans l'espace public, un projet de Maison des femmes est en cours d'élaboration dont l'objectif est de concevoir un point d'entrée unique et une offre de ressources pour les femmes victimes de violences. Ce projet a l'ambition de fédérer le tissu public, associatif, institutionnel, économique sans se substituer aux actions menées par celui-ci. A ce jour, c'est la Coordinatrice de CLSPD (Contrat Local Sécurité et Prévention de la Délinquance) qui accueille des femmes victimes de violences dans le cadre d'un entretien d'évaluation de la situation et de primo accès aux droits. Par ailleurs, une convention partenariale entre la Ville de Vitry-sur-Seine et la Maison des Femmes de l'Hôpital Bicêtre AP-HP est en cours de régularisation.

En matière de santé et bien-être :

- Le Contrat Local de Santé coordonne la politique locale de santé et définit les actions à mener pour les 5 prochaines années 2024 / 2028. Le C.L.S détermine 7 priorités de santé telles que : la périnatalité / parentalité, les addictions, l'accès aux droits, aux soins et à la prévention, la santé environnementale, la santé mentale, le sport-santé / alimentation et enfin la vie affective et sexuelle / violences faites aux femmes.
- 15 fiches actions ont été élaborées pour mettre en œuvre des actions qui répondent à ces 7 priorités.
- Les acteurs du sanitaire (professionnel.les de santé libéraux, salarié.es, du médico-social (dans des institutions type Institut Médico-Educatif…), et de la prévention (animateur.trices d'action collectives) sont impliqués ainsi que l'ensemble des acteurs qui participent à l'amélioration de la santé (sport, éducation, jeunesse, centres sociaux, espace de vie sociale…)

En matière de pratiques culturelles et sportives : l'accès aux sports et à la culture pour les habitant.es du quartier reste un enjeu qui nécessite des dispositifs ou des interventions spécifiques telles que la mise en place d'une politique tarifaire, des actions de découverte ou de médiation, des partenariats entre les structures et les associations de quartiers, etc…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Promouvoir et appuyer l'engagement citoyen des jeunes en lien avec le tissu associatif local, ainsi qu'avec les structures d'accompagnement dédiées (Service de la vie associative, Projaide94, Agence départementale du service civique…) • Prendre en compte les besoins de chaque jeune • Renforcer, structurer, développer les partenariats sur les thématiques jeunesse • Faciliter les liens entre les jeunes et les acteurs de la prévention (Club de prévention, CLSPD,…) et de la Santé (Service Promotion de la Santé, Centre municipal de Santé,…) • Rendre plus lisible l'action des services de la Ville en direction des actions jeunesse	Réfléchir à la création d'une structure pour les jeunes à leur sortie des centres de loisirs (15/17 ans)
	Réfléchir à la création d'une commission de travail inter-structurelle pour traiter les demandes et échanger sur les profils des jeunes
	Améliorer la communication des actions portées par la Ville en direction de la jeunesse
	Accéder à une information utile et pertinente pour chaque situation individuelle mais aussi proposer un accompagnement adapté à chaque jeune
• Garantir aux habitant.es du quartier un accès réel à leurs droits • Accompagner et rechercher l'autonomie des publics avec une meilleure prise en compte de l'accès aux droits du public féminin • Faciliter l'accès au numérique	Maintenir et réimplanter des services publics de proximité, avec un accueil physique et travailler à l'implantation d'associations dans le quartier
	Renforcer les actions d'aller-vers pour toucher les publics éloignés
	Répondre aux besoins des habitant.es en matière d'accompagnement aux e-démarches
Faciliter l'apprentissage de la langue française	Renforcer les dispositifs d'apprentissage de la langue française Améliorer l'orientation des apprenant.es vers des structures d'insertion ou vers des entreprises
	Elaborer un guide « Apprendre le français à Vitry-sur-Seine »
	Travailler à la mise en réseau des structures qui mènent des actions à visée linguistique
• Favoriser la réussite éducative • Prévenir le décrochage et l'échec scolaire / consolider les savoirs fondamentaux	
	Repérer et traiter des difficultés d'ordre scolaire avec une approche globale (difficultés socio-éducatives, précarité, santé) pour construire des parcours individualisés
	Poursuivre le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
	Mettre en place des actions favorisant la réussite scolaire et l'insertion professionnelle
Favoriser le bien-vivre ensemble	Soutenir la vie de quartier, la solidarité et l'animation d'espaces de convivialité en cœur de quartier Mobiliser les habitant.es en vue de leur participation aux conseils de quartier
Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et soutien à la parentalité avec une attention particulière dans la prise en compte des familles monoparentales	Poursuivre la formation des agent.es des crèches, haltes garderies, services de Protection maternelle et infantile (PMI) et centres de santé sexuelle (CSS) afin de renforcer la qualité de l'accueil du jeune enfant, des adolescents et des parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faciliter l'accès au sport et à la culture	Développer des collaborations entre les structures sportives, culturelles et éducatives
	Développer la pratique d'activités physique et sportive des jeunes filles et des femmes afin de contribuer à leur bien-être
Favoriser l'accès à la prévention, aux soins et aux droits en matière de santé	Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention pour lutter contre le harcèlement scolaire et les addictions
	Mettre en œuvre le Contrat Local de Santé 2024/2028 sur les axes périnatalité et parentalité ; addictions ; accès aux droits, aux soins, à la prévention ; santé mentale ; santé environnementale ; sport-santé ; alimentation ; vie affective et sexuelle / violence faites aux femmes
	Mettre en place des actions de lutte contre la précarité alimentaire des étudiant.es
• Agir pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes • Intégrer la dimension de l'égalité femme/homme dans les actions du contrat de ville en favorisant l'accompagnement renforcé, la formation et l'accès à la mixité des métiers • Lutter contre les stéréotypes de genre et contre toute forme de discrimination • Garantir les principes de laïcité et les valeurs de la République	Adapter les pratiques et la pédagogie en fonction des publics ciblés
	Développer des mesures favorisant l'égalité « femme/homme » en proposant des actions permettant de lutter contre le phénomène d'invisibilité des femmes et des jeunes filles dans l'espace public et dans la vie du quartier en diversifiant et en adaptant les actions au public féminin
	Renforcer la politique de lutte contre les discriminations
	Accompagner les initiatives et les projets promouvant la laïcité et les valeurs de la République

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jeunes bénéficiant de l'aide aux devoirs et du CLAS
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme accueillis dans les cours d'apprentissage du français
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme qui entrent en parcours d'insertion professionnelle
- Qualification des difficultés de santé rencontrées par les habitants
- Nombre d'actions de santé s'adressant au public féminin
- Suivi des fréquentations des structures culturelles et sportives

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Gestion Urbaine de Proximité (GUP) : Aide municipale à l'amélioration du cadre de vie / Aide municipale pour l'intervention de proximité / Abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) ;
- Conseil Local de l'Environnement ;
- Contrat Local de Santé 2024 / 2028 ;
- Convention Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne : Service accompagnement à la rénovation (SAR) ;
- Partenariat Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne pour accompagner les habitant.es dans leur transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique, en coordination avec l'action du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Projet d'éducation au développement durable « Les petits Vitriots défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'Energie du Val-de-Marne et l'Exploradôme ;
- Proposition d'un plan d'action biodiversité dès 2024 ;
- Renforcement du permis de végétaliser par les habitant.es ;
- Mise en œuvre du plan vélo ;
- Mise en œuvre de la tranche 2 du réseau de collecte pneumatique des ordures ménagères (CPOM) ;
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Mobilisation du Fonds vert et des Fonds européens pour financer des projets liés à la nature dans le quartier ;
- Plan Climat Air Energie Territorial – Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) – CD94

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Accompagner les habitant.es dans la transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique • Préserver la ressource en eau	Elaborer une étude de potentiel en énergies renouvelables
Reconnecter les habitant.es à la nature pour faciliter leur adaptation au changement climatique en les mobilisant et en les intégrant notamment à la gestion et à l'animation du jardin partagé ;	Désartificialiser les sols, planter des arbres, végétaliser les espaces
	Développer des actions de sensibilisation à la nature dans le cadre d'une programmation d'événements destinés aux habitant.es et aux enfants du groupe scolaire Jean Jaurès et du centre de loisirs des Combattants
	Accompagner la gestion et l'animation du jardin partagé porté par des collectifs d'habitant.es et l'Association Vitry Gare
• Contribuer à la réduction des déchets et à l'économie circulaire • Développer la consommation et l'alimentation durables	Promouvoir le compostage domestique
	Développer une ressourcerie mobile : collecte d'objets en pied d'immeuble et valorisation en faveur du réemploi et du lien social ;
	Sensibiliser au tri sélectif
	Organiser des opérations de nettoyage des espaces extérieurss avec les habitant.es
	Organiser des temps d'animations de prévention contre le gaspillage alimentaire avec le groupe scolaire Jean Jaurès et le centre de loisirs des Combattants, etc...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Développer les mobilités douces et durables	Développer des pistes cyclables communales et de circulation douce et de zones apaisées
	Mettre en place des ateliers de réparation, de formation à la pratique du vélo et de réflexion autour du stationnement des vélos
	Déployer et adapter le Vélib' aux usages des habitant.es
	Réfléchir à l'expérimentation de la piétonnisation de rue aux abords du groupe scolaire Jean Jaurès

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de sensibilisation et analyse des fréquentations
- Nombre de sites végétalisés
- Nombre d'ateliers organisés autour du vélo

La participation citoyenne tout au long du contrat de ville

Fonder le socle d'une participation citoyenne pérenne en s'assurant de la diversité des expressions, dont la parole des habitant.es les moins visibles, qui ont d'autres priorités et urgences à gérer (grands précaires, parents isolés avec enfants, personnes âgées).

Quelques pistes d'actions :

- Mise en place d'ateliers participatifs, de diagnostic en marchant, d'enquête par questionnaire avec diffusion de l'information des résultats ;
- Mise en œuvre de projets co-construits avec les habitant.es afin de leur permettre d'être acteur.trices de leur quartier ;
- Aller-vers avec une présence humaine sur le quartier tels que : médiateur.trices de proximité, relais associatifs, chef.fe de projets politique de la ville ;
- Mise en place de revues de projets bi-annuelles à l'attention des habitant.es organisées en cœur du quartier prioritaire avec l'ensemble des porteurs de projets qui mènent des actions en direction des habitant.es du quartier et les acteurs institutionnels de la politique de la ville (Etat, EPT GOSB, Ville, etc…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- L'espace piétonnier accessible aux Vitriot.es ainsi que son ouverture sur les deux avenues Jean Jaurès et Paul Vaillant Couturier, offre un lieu privilégié pour la vente de stupéfiants et la consommation d'alcool ;
- Les allers / venues et l'occupation de cette sente ouverte au public, génèrent des nuisances (attroupement de personnes, nuisances sonores, abandon de déchets, dégradations, etc) ;
- La présence des vendeurs de stupéfiants entraine un évitement de certains locataires : familles avec enfants, femmes seules ;
- Néanmoins, ce quartier n'est pas identifié par la Police nationale comme un site particulièrement délinquant ;
- L'importante fréquentation de l'avenue Paul Vaillant Couturier, axe stratégique qui relie la place du marché à la gare, son offre commerciale abondante, conjuguée à l'étroitesse des voies, engendre un volume sonore élevé et permanent.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Orientation de la Police municipale : présence de jour, non armée avec une orientation de discussion et de médiation, police des marchés, stationnement ;
- Orientation de la Police nationale : attention particulière sur la problématique du trafic de stupéfiants prégnant sur la Ville ;
- Dispositifs de la Politique de la ville : Point justice
- Agents assermentés de la Brigade propreté qui contribuent à la tranquillité publique ;
- Ambition d'actualiser le diagnostic territorial de sécurité et de redynamiser le CLSPD d'ici la fin de l'année 2024.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévenir toute forme de délinquance	Poursuivre la réflexion sur la mise en place d'un service de médiation de proximité pour assurer la présence du service public municipal en soirée
	Poursuivre la réflexion sur l'installation d'un système de vidéo-verbalisation pour lutter contre les infractions routières
	Poursuivre la réflexion sur le projet de création d'une Maison des Femmes
Améliorer la coordination entre les différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance	Proposer des actions qui permettent une meilleure connaissance des différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance
Renforcer la chaîne de prévention et les liens avec les jeunes en risque de décrochage	Renforcer les actions dès la fin de l'école primaire et dans les collèges pour lutter contre le décrochage scolaire et prévention de la délinquance en inventant des réponses pour la période estivale en renforçant les actions d'été (Quartiers d'été, VVV, stratégie d'animation de la Ville avec notamment le dispositif d'animation Village Vacances)
	Réfléchir à la mise en place d'actions favorisant les échanges avec les jeunes des autres quartiers

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Baisse effective des infractions constatées
- Baisse effective des plaintes enregistrées y compris celles auprès des bailleurs
- Nombre d'actions mises en œuvre sur le quartier dans le cadre du CLSPD et les services de la Ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les personnes sans emploi ont du mal à se rendre dans les locaux de France Travail, de la Mission Locale, du PLIE ou tout autre acteur local de l'emploi. De nombreux métiers en tension peinent à recruter des candidat.es et notamment au sein des QPV soit par manque d'actions d'information ou de recrutement au cœur des quartiers, soit par des freins périphériques à l'emploi difficiles à lever : précarité, modes de garde, barrière linguistique, santé, mobilité et nécessitent un accompagnement spécifique sur un temps long.
- Des actions fléchées « emploi » dans l'ancien contrat de ville, dues à l'objectif d'attribuer 25% de l'enveloppe des crédits PV à ce pilier, mais qui n'ont pas nécessairement abouti à l'accès direct à l'emploi.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Levée des freins périphériques à l'emploi : actions linguistiques pour les publics allophones (CMPS), garderie éphémère dans deux centres sociaux, actions de lutte contre la fracture numérique, accompagnement par les centres sociaux et espaces de vie sociale, par les associations de proximité
- Emploi des jeunes, séniors, femmes : GIP Ivry-Vitry : Mission Locale et Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Ivry-Vitry, Service Clauses d'insertion Ivry-Vitry, CLLAJ ; France Travail ; PRIJ ; CIO ; CFA ; Chambres consulaires ; Cité des Métiers ; SIAE, ESS : Faire / Pôle S, La Bidouille, La Ressourcerie du Spectacle, Rejoué, Afrique et Espoir, Bis Production Solidaire, Cité de l'emploi
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi : Forum de l'emploi et Forum Avenir et Réussite de la Ville, Forum de l'emploi de la Mission Locale, Forum Création d'entreprise BPI, France Travail avec son dispositif « Les Entreprises s'engagent », etc...

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Accompagner la construction de parcours vers l'emploi en prenant en compte les besoins spécifiques de chaque habitant.e • Mobiliser les acteurs économiques en faveur des habitant.es du quartier	Proposer des démarches d'aller-vers et des actions d'accompagnement personnalisé
	Travailler à une meilleure lisibilité, cohérence et accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi
	Travailler à un meilleur accompagnement, en lien avec la Mission locale, des jeunes vers la formation professionnalisante et développer les parcours des jeunes du quartier vers les dispositifs spécifiques de formation
	Développer des actions de mentorat, renforcer le parrainage et valoriser les talents et les réussites
	Poursuivre la réflexion relative au projet de création d'une régie de quartier
	Généraliser les clauses d'insertion
	Travailler à un meilleur accès à l'emploi des personnes en situation de handicap
	Travailler sur les représentations des femmes dans les parcours professionnels et d'accès à l'emploi
	Mettre en place des actions pour favoriser la réussite sociale et professionnelle
	Développer des structures d'insertion professionnelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LES COMBATTANTS
Vitry-sur-Seine

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lever les freins à l'emploi	Renforcer l'employabilité des habitant.es du quartier et la remobilisation à l'emploi en travaillant sur la levée des freins (linguistique, mode de garde, mobilité, etc)
Adapter l'offre de formation	Renforcer l'accès à des formations en alternance
	Développer des formations dans l'apprentissage de la langue française
Favoriser les retombées des dynamiques économiques du territoire communal dans le quartier	Engager un travail sur l'amélioration de l'attractivité des filières professionnelles et accompagner les jeunes qui le souhaitent vers ce parcours
	Positionner la transition écologique comme levier d'insertion professionnelle pour les habitant.es du quartier
Se coordonner pour mieux toucher les publics	Renforcer l'animation du réseau d'acteurs et développer des partenariats afin d'inscrire le public éloigné de l'emploi dans un parcours d'insertion efficace
	Mettre en place des rencontres pour permettre aux nombreuses structures de la Ville de travailler en réseau
	Améliorer le travail en transversalité entre la Mission Locale, les Acteurs locaux de l'emploi, les Entreprises, les Etablissements scolaires, la Direction de la Jeunesse, les Associations de proximité, etc…
	Améliorer la visibilité des offres et des dispositifs « Emploi » des différents acteurs locaux de l'emploi de la Ville à destination des jeunes afin de mieux les mobiliser
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Evolution du taux de chômage • Evolution de la part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi • Evolution du nombre d'apprenant.es FLE en parcours d'insertion ou retour vers l'emploi • Nombre d'heures réalisées dans le cadre des clauses d'insertion	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Présentation du quartier

Le quartier **Colonel Fabien**, élargi à la résidence Jean-Jacques Rousseau (38 LLS Semise), est un quartier prioritaire du territoire communal appartenant à un seul bailleur social : la Semise. Il est situé sur un plateau, éloigné du centre-ville par une rupture topographique naturelle (coteaux). L'implantation du bâti et son manque de desserte par les transports en commun (uniquement desservi par le bus 132), génèrent un sentiment d'enclavement. Ce grand ensemble des années 70 s'insère dans un tissu pavillonnaire qui renforce une image stigmatisante. Il se compose de 465 logements locatifs sociaux qui représentent la totalité des logements du quartier prioritaire et devrait compter 1 349 habitant.es environ soit 1.4% de la population de la Ville. Ce quartier bénéficie d'une proximité immédiate de nombreux équipements : le point relai mairie, le centre social municipal La Maison des Vitry'Haut, le groupe scolaire Eugénie Cotton, la ludothèque Les Oursons, la halte multi-accueil La Ribambelle, le centre de loisirs de quartier. Il est proche du complexe sportif Gosnat et du parc départemental des Lilas, espace vert au rayonnement supracommunal. Il est également situé à proximité du Campus Adolphe Chérioux. Il bénéficie d'une faible offre de commerces, tous situés le long de l'avenue du Colonel Fabien. En 2022-2023, la plus haute des barres a bénéficié d'une réhabilitation des façades (isolation thermique par l'extérieur - ITE).

Il est ici précisé que les résidences du Moulin Vert (238 LLS collectifs + 161 maisons individuelles de la SAI du Moulin Vert), les 83 maisons individuelles d'IDF Habitat, les 60 LLS de Valdevy, et enfin la résidence Dalou (156 LLS de la Semise) peuvent être considérés comme des « poches de pauvreté » au regard de leurs indicateurs sociodémographiques.

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier riche en équipements ;
- Un quartier doté d'espaces verts et situé à proximité immédiate d'un parc départemental qui permet aux habitant.es du quartier prioritaire d'accéder à la nature.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un quartier peu accessible et éloigné du centre-ville ;
- Un quartier à la forte densité ressentie qui est l'un des plus denses du Territoire du Grand Orly Seine Bièvre ;
- Un quartier marqué par la fragilité de ses habitant.es ainsi que par les problématiques de tranquillité résidentielle importantes auxquelles il est confronté ;
- Des conflits d'usage entre les habitant.es des pavillons avoisinants et les locataires de la Semise notamment pour accéder à l'école Eugénie Cotton ;
- Un sentiment d'insécurité ressenti lié aux trafics ;
- Un sentiment d'abandon des espaces extérieurs lié aux dépôts sauvages et à la mécanique de rue ;
- Un quartier aux espaces verts peu qualitatifs ;
- Une partie du patrimoine bâti de la Semise n'est pas réhabilitée et par conséquent n'est pas adaptée au dérèglement climatique ;
- Une problématique de collecte de déchets et de propreté des espaces extérieurs.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

La stratégie communale pour le quartier

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Focus sur les projets urbains en cours portés par la Ville :
  - Un projet de résidentialisation est actuellement à l'étude par la Semise. La Ville veillera à ce que ce projet réponde aux problématiques de circulation des habitant.es et de propreté de cette résidence. La Ville s'attachera également à conserver la porosité du quartier tout en limitant les conflits d'usage.
  - Afin de renforcer la cohésion sociale dans le quartier, la Ville a aménagé un espace collectif nommé « Espace Kommer » situé entre le patrimoine social de la Semise et l'école Eugénie Cotton, constitué d'un grand jardin partagé, d'un espace work out, de jeux pour enfants et d'un espace vert. Aujourd'hui, le jardin partagé est géré par l'Association Vitry Solidarités.
  - Par ailleurs, en 2023, des points d'apports volontaires enterrés ont été mis en place par l'EPT GOSB. Cependant, la gestion des déchets reste un défi majeur sur le quartier.
- Focus sur le volet cohésion sociale : les moyens engagés par la Ville dans le cadre de la politique de la ville sont des leviers efficaces pour la transformation du quartier. Environ 350 000 euros sont alloués chaque année sur le budget municipal au titre de la politique de ville pour les 4 QPV, afin de développer des actions de cohésion sociale et de soutenir les initiatives locales portées par les centres sociaux, les espaces de vie sociale et les associations de proximité. C'est pourquoi, il est indispensable que les efforts et les actions multi-partenariaux mis en place puissent être encouragés et pérennisés, afin de poursuivre la dynamique positive engagée en faveur des habitant.es du quartier prioritaire.



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 455
Part des moins de 24 ans (2022)	44,5 %
Part des plus de 60 ans (2022)	14 %
Indice de jeunesse (2022)	2,6
Part des étrangers dans la population (2022)	30,3 %
Part de familles monoparentales (2022)	37,3 %
Part de la population sans diplôme (2022)	32,8 %
Taux d'emploi (2022)	57,8 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	19,9 %

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - 45,3% des ménages bénéficiaires de la CAF sont des familles avec enfant(s)
  - Parmi ces enfants, 24% sont âgés de 6 à 10 ans, 22% de 11 à 14 ans et 14% de 15 à 17 ans
  - 26% des élèves de 3ème sont en retard scolaire
- Un mille-feuille de dispositifs en constante évolution générant une méconnaissance de l'existant par les publics entraînant une démobilisation et parfois un non-recours dans l'accès aux droits (difficultés administratives, problème de langue et/ou d'écrit, dématérialisation).
- Les écoles maternelles Jean-Jacques Rousseau et Eugénie Cotton et l'école élémentaire Eugénie Cotton ne sont pas intégrées au réseau REP
- Forme de délinquance qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants.
- Des besoins prégnants de formation et partiellement non couverts en matière de linguistique et de numérique pour les publics allophones et en situation d'illettrisme.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

En matière d'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme, lutte contre l'illettrisme :

- Outre les structures départementales (Espace départemental des solidarités et Espace autonomie), l'accès aux droits est assuré par différentes structures sur la ville : 1 CCAS, 2 relais mairie, 2 points justice, 1 maison France Services portée par le Centre Social Balzac, 3 centres sociaux dont 2 associatifs et 1 communal, 3 espaces de vie sociale (en charge de l'animation de la vie sociale), les associations de proximité dont l'Association Vitry Solidarité, etc...
- Des cours municipaux de promotion sociale sont proposés pour les publics allophones et en situation d'illettrisme. Les centres sociaux, les espaces de vie sociale et certaines associations de proximité ont également mis en place des cours d'apprentissage du français et des ateliers de lutte contre la fracture numérique.

En matière d'éducation tout au long de la vie, lutte contre le décrochage scolaire et parentalité :

- Projet éducatif porté par la Ville :
  - La politique de la Commune sur le temps scolaire : Sans se substituer aux prérogatives de l'Education nationale et tout en contribuant à une plus grande cohérence éducative entre les différents temps de l'enfant, la Ville accompagne les élèves vitriots par différentes mesures, telles que : □ Soutien financier et logistique aux projets d'école □ Mise à disposition de cars pour favoriser les sorties culturelles □ Organisation et financement des classes de découverte □ Ouverture des équipements culturels et sportifs de la Ville □ Organisation de la semaine « Vitry-sur-Science » - « Les petit.es vitriot.es défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'énergie du Val-de-Marne et l'Exploradôme □ Organisation de la semaine « Vitry fête le goût » : actions (animations, ateliers, expositions, ...) pilotées par le Sidoresto et les services de la Ville, à partir d'une thématique renouvelée chaque année autour de l'alimentation et de la santé, à destination des publics scolaires et périscolaires et de leurs familles ; □ Gratuité des fournitures scolaires de rentrée pour la totalité des élèves d'âge élémentaire □ Soutien à des initiatives de prévention routière □ Dotation en équipements informatiques et dans le cadre de pédagogies innovantes □ Achat de mobilier spécifique pour les enfants en situation de handicap ; □ Inclusion des enfants en situation de handicap par le recrutement d'AVCL ; □ Partenariats avec les structures culturelles de la Ville et mise à disposition gratuite de l'ensemble des équipements sportifs de la Ville.
  - La politique de la Commune sur les temps péri et extrascolaires : pour les enfants et les jeunes scolarisés de 2 à 15 ans fréquentant les centres de loisirs maternels, les ludothèques, les centres de loisirs primaires et les centres de loisirs de quartiers (ALSH) telles que les activités physiques et sportives, les activités de création et d'expression, la lecture et l'écriture, le jeu, les activités de plein air, les activités sur la nature et le cadre de vie, les sciences et les techniques, les activités manuelles dont les objectifs sont les suivants : □ S'ouvrir sur le monde, connaître l'autre pour favoriser le mieux vivre ensemble □ Permettre l'apprentissage de la citoyenneté □ Développer la complémentarité éducative □ Renforcer les liens avec les familles et associer les parents □ Diversifier l'offre de loisirs □ Favoriser l'ouverture culturelle □ Développer les partenariats (avec l'école, les associations, les services municipaux,...).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) mis en œuvre dans les centres sociaux et espaces de vie sociale ;
- Dispositif Classe citoyenne ;
- Dispositif Droit aux vacances pour tous ; Quartiers d'été, VVV, Colo apprenantes ;
- Actions de parentalité et ouverture de la Parenthèse, lieu d'accueil parents/enfants ;
- Actions du Centre médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) dans l'accueil des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans qui rencontrent des difficultés d'origine psychologique ou des troubles cognitifs ;
- Poursuite de la mise à disposition du Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) destiné aux 12-25 ans pour accueillir les jeunes qui traversent une période délicate ou sont confrontés à un souci particulier, et développer des actions collectives de prévention ;
- SOS Rentrée, Aides à la poursuite d'études, Révisions, Bourse communale, Lutte contre le décrochage scolaire, Bourses BAFA, etc… ;
- Evènementiels dédiés à l'insertion socioprofessionnelle : Forum Avenir et Réussite, Forum découverte des métiers, emploi, formation, alternance, micro-forum de proximité, etc… ;
- Emploi des jeunes : Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ), Bus de l'initiative, Cité de l'emploi, Mission Locale, etc…
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ;
- Dispositif de la « Bourse au permis de conduire » pour les jeunes adultes (18-25 ans) ;
- Séjours de prévention routière pour les 15/17 ans, avec passage du permis AM.

En matière d'égalité Femmes Hommes : dans un souci de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes un enjeu dans l'espace public, un projet de Maison des femmes est en cours d'élaboration dont l'objectif est de concevoir un point d'entrée unique et une offre de ressources pour les femmes victimes de violences. Ce projet a l'ambition de fédérer le tissu public, associatif, institutionnel, économique sans se substituer aux actions menées par celui-ci. A ce jour, c'est la Coordinatrice de CLSPD (Contrat Local Sécurité et Prévention de la Délinquance) qui accueille des femmes victimes de violences dans le cadre d'un entretien d'évaluation de la situation et de primo accès aux droits. Par ailleurs, une convention partenariale entre la Ville de Vitry-sur-Seine et la Maison des Femmes de l'Hôpital Bicêtre AP-HP est en cours de régularisation.

En matière de santé et bien-être :

- Le Contrat Local de Santé coordonne la politique locale de santé et définit les actions à mener pour les 5 prochaines années 2024 / 2028. Le C.L.S détermine 7 priorités de santé telles que : la périnatalité / parentalité, les addictions, l'accès aux droits, aux soins et à la prévention, la santé environnementale, la santé mentale, le sport-santé / alimentation et enfin la vie affective et sexuelle / violences faites aux femmes.
- 15 fiches actions ont été élaborées pour mettre en œuvre des actions qui répondent à ces 7 priorités.
- Les acteurs du sanitaire (professionnel.les de santé libéraux, salarié.es, du médico-social (dans des institutions type Institut Médico-Educatif…), et de la prévention (animateur.trices d'action collectives) sont impliqués ainsi que l'ensemble des acteurs qui participent à l'amélioration de la santé (sport, éducation, jeunesse, centres sociaux, espace de vie sociale…)

En matière de pratiques culturelles et sportives : l'accès aux sports et à la culture pour les habitant.es du quartier reste un enjeu qui nécessite des dispositifs ou des interventions spécifiques telles que la mise en place d'une politique tarifaire, des actions de découverte ou de médiation, des partenariats entre les structures et les associations de quartiers, etc…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Promouvoir et appuyer l'engagement citoyen des jeunes en lien avec le tissu associatif local, ainsi qu'avec les structures d'accompagnement dédiées (Service de la vie associative, Projaide94, Agence départementale du service civique…) • Prendre en compte les besoins de chaque jeune • Renforcer, structurer, développer les partenariats sur les thématiques jeunesse • Faciliter les liens entre les jeunes et les acteurs de la prévention (Club de prévention, CLSPD,….) et de la Santé (Service Promotion de la Santé, Centre municipal de Santé,….) • Rendre plus lisible l'action des services de la Ville en direction des actions jeunesse	Réfléchir à la création d'une structure pour les jeunes à leur sortie des centres de loisirs (15/17 ans)
	Réfléchir à la création d'une commission de travail inter-structurelle pour traiter les demandes et échanger sur les profils des jeunes
	Améliorer la communication des actions portées par la Ville en direction de la jeunesse
	Accéder à une information utile et pertinente pour chaque situation individuelle mais aussi proposer un accompagnement adapté à chaque jeune
• Garantir aux habitant.es du quartier un accès réel à leurs droits • Accompagner et rechercher l'autonomie des publics avec une meilleure prise en compte de l'accès aux droits du public féminin • Faciliter l'accès au numérique	Maintenir et réimplanter des services publics de proximité, avec un accueil physique
	Renforcer les actions d'aller-vers pour toucher les publics éloignés
	Répondre aux besoins des habitant.es en matière d'accompagnement aux e-démarches
Faciliter l'apprentissage de la langue française	Renforcer les dispositifs d'apprentissage de la langue française
	Elaborer un guide « Apprendre le français à Vitry-sur-Seine »
	Travailler à la mise en réseau des structures qui mènent des actions à visée linguistique
• Favoriser la réussite éducative • Prévenir le décrochage et l'échec scolaire / consolider les savoirs fondamentaux	Améliorer l'orientation des apprenant.es vers des structures d'insertion ou vers des entreprises
	Repérer et traiter des difficultés d'ordre scolaire avec une approche globale (difficultés socio-éducatives, précarité, santé) pour construire des parcours individualisés
	Poursuivre le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
	Mettre en place des actions favorisant la réussite scolaire et l'insertion professionnelle
Favoriser le bien-vivre ensemble	Soutenir la vie de quartier, la solidarité et l'animation d'espaces de convivialité en cœur de quartier
Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et soutien à la parentalité avec une attention particulière dans la prise en compte des familles monoparentales	Poursuivre la formation des agent.es des crèches, haltes garderies, services de Protection maternelle et infantile (PMI) et centres de santé sexuelle (CSS) afin de renforcer la qualité de l'accueil du jeune enfant, des adolescents et des parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faciliter l'accès au sport et à la culture	Développer des collaborations entre les structures sportives, culturelles et éducatives
	Développer la pratique d'activités physique et sportive des jeunes filles et des femmes afin de contribuer à leur bien-être
Favoriser l'accès à la prévention, aux soins et aux droits en matière de santé	Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention pour lutter contre le harcèlement scolaire et les addictions
	Mettre en œuvre le Contrat Local de Santé 2024/2028 sur les axes périnatalité et parentalité ; addictions ; accès aux droits, aux soins, à la prévention ; santé mentale ; santé environnementale ; sport-santé ; alimentation ; vie affective et sexuelle / violence faites aux femmes
	Mettre en place des actions de lutte contre la précarité alimentaire des étudiant.es
• Agir pour l' égalité réelle et changer l'image du quartier • Intégrer la dimension de l'égalité femme/homme dans les actions du contrat de ville en favorisant l'accompagnement renforcé, la formation et l'accès à la mixité des métiers • Lutter contre les stéréotypes de genre et contre toute forme de discrimination • Garantir les principes de laïcité et les valeurs de la République	Adapter les pratiques et la pédagogie en fonction des publics ciblés
	Développer des mesures favorisant l'égalité « femme/homme » en proposant des actions permettant de lutter contre le phénomène d'invisibilité des femmes et des jeunes filles dans l'espace public et dans la vie du quartier en diversifiant et en adaptant les actions au public féminin
	Renforcer la politique de lutte contre les discriminations
	Accompagner les initiatives et les projets promouvant la laïcité et les valeurs de la République

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jeunes bénéficiant de l'aide aux devoirs et du CLAS
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme accueillis dans les cours d'apprentissage du français
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme qui entrent en parcours d'insertion professionnelle
- Qualification des difficultés de santé rencontrées par les habitants
- Nombre d'actions de santé s'adressant au public féminin
- Suivi des fréquentations des structures culturelles et sportives

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - 433 logements sont des logements sociaux
  - Parmi les logements sociaux, une majorité de logements sont composés de T4 (42%) et de T3 (22%). A l'inverse des autres QPV, la part de petits logements (T1 et T2) est importante : 30%
- Un patrimoine bâti datant des années 70 nécessitant une réhabilitation énergétique pour une partie seulement (la grande barre ayant bénéficié d'une ITE en 2023) ;
- Des espaces extérieurs collectifs privés peu qualitatifs ;
- Une gestion problématique de la collecte des déchets liée à la densité des habitations et aux conflits d'usage.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Gestion Urbaine de Proximité (GUP) : Aide municipale à l'amélioration du cadre de vie / Aide municipale pour l'intervention de proximité / Abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) ;
- Conseil Local de l'Environnement ;
- Contrat Local de Santé 2024 / 2028 ;
- Convention Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne : Service accompagnement à la rénovation (SAR) ;
- Partenariat Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne pour accompagner les habitant.es dans leur transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique, en coordination avec l'action du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Projet d'éducation au développement durable « Les petits Vitriots défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'Energie du Val-de-Marne et l'Exploradôme ;
- Proposition d'un plan d'action biodiversité dès 2024 ;
- Renforcement du permis de végétaliser par les habitant.es ;
- Mise en œuvre du plan vélo ;
- Mise en œuvre de la tranche 2 du réseau de collecte pneumatique des ordures ménagères (CPOM) ;
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Mobilisation du Fonds vert et des Fonds européens pour financer des projets liés à la nature dans le quartier ;
- Plan Climat Air Energie Territorial – Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) – CD94

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Améliorer la connexion au quartier au plateau et au reste de la Ville • Requalifier les espaces extérieurs en leur donnant un usage	Engager une réflexion à mener sur l'usage et les fonctions des espaces extérieurs (privés) en co-construction avec les habitant.es
	Mettre à disposition gratuite des locaux dans les équipements du quartier (patrimoine social de la Semise ou Centre social la Maison des Vitry'Haut) à destination des associations locales pour favoriser les échanges et le lien social et améliorer le dialogue entre les habitant.es et la Semise
• Accompagner les habitant.es dans la transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique • Préserver la ressource en eau	Elaborer une étude de potentiel en énergies renouvelables

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Reconnecter les habitant.es à la nature pour faciliter leur adaptation au changement climatique en les mobilisant et en les intégrant notamment à la renaissance du jardin partagé ;	Désartificialiser les sols, planter des arbres, créer des cours oasis, végétaliser les espaces
	Développer des actions de sensibilisation à la nature dans le cadre d'une programmation d'événements destinés aux habitant.es et aux enfants des écoles et des centres de loisirs
	Accompagner la renaissance du jardin partagé porté par des collectifs d'habitant.es et l'Association Vitry Solidarité
• Contribuer à la réduction des déchets et à l'économie circulaire • Développer la consommation et l'alimentation durables	Promouvoir le compostage domestique
	Développer une ressourcerie mobile : collecte d'objets en pied d'immeuble et valorisation en faveur du réemploi et du lien social ;
	Sensibiliser au tri sélectif
	Organiser des opérations de nettoyage des espaces publics avec les habitant.es
	Organiser des temps d'animations de prévention contre le gaspillage alimentaire dans les écoles et les centres de loisirs, etc…
Développer les mobilités douces et durables	Développer des pistes cyclables communales et de circulation douce et de zones apaisées
	Mettre en place des ateliers de réparation, de formation à la pratique du vélo et de réflexion autour du stationnement des vélos
	Déployer et adapter le Vélib' aux usages des habitant.es
	Expérimenter la piétonnisation de rue aux abords des écoles
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Nombre d'actions de sensibilisation et analyse des fréquentations • Nombre de sites végétalisés • Nombre d'ateliers organisés autour du vélo	

La participation citoyenne tout au long du contrat de ville
Fonder le socle d'une participation citoyenne pérenne en s'assurant de la diversité des expressions, dont la parole des habitant.es les moins visibles, qui ont d'autres priorités et urgences à gérer (grands précaires, parents isolés avec enfants, personnes âgées).
Quelques pistes d'actions :
- Mise en place d'ateliers participatifs, de diagnostic en marchant, d'enquête par questionnaire avec diffusion de l'information des résultats ;
- Mise en œuvre de projets co-construits avec les habitant.es afin de leur permettre d'être acteur.trices de leur quartier ;
- Aller-vers avec une présence humaine sur le quartier tels que : médiateur.trices de proximité, relais associatifs, chef.fe de projets politique de la ville ;
- Mise en place de revues de projets bi-annuelles à l'attention des habitant.es organisées en cœur du quartier prioritaire avec l'ensemble des porteurs de projets qui mènent des actions en direction des habitant.es du quartier et les acteurs institutionnels de la politique de la ville (Etat, EPT GOSB, Ville, etc…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Le patrimoine social de la Semise n'est pas résidentialisé, ce qui entraîne des flux d'usagers, des squats, de la mécanique de rue générant de la pollution, des nuisances olfactives, des attroupements et des épaves ;
- Malgré la mise en place par l'EPT GOSB de points d'apports volontaires enterrés en 2023, il subsiste une problématique de déchets et d'encombrants qui reste un défi majeur sur le quartier ;
- Dans le hall 31, trois étages sont entièrement squattés, font l'objet de dégradations constantes et de graffitis et surtout ne sont pas accessibles en raison d'activités délictueuses (trafic) ;
- L'éclairage nocturne donne un aspect carcéral et un manque de mobilier urbain est relevé ;
- Des conflits d'usage autour de l'école Eugénie Cotton entre les parents d'élèves qui accompagnent leurs enfants en voiture et les piétons ce qui entraîne des difficultés de circulation et augmente la dangerosité du site ;
- De nombreux espaces verts peu entretenus qui ne sont pas appropriés par les habitant.es.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Orientation de la police municipale : présence de jour, non armée avec une orientation de discussion et de médiation, police des marchés, stationnement ;
- Orientation de la police nationale : une attention particulière sur la problématique du trafic de stupéfiants prégnant sur la Ville ;
- Dispositifs de la Politique de la ville : le Centre social municipal La Maison des Vitry'Haut, l'Association Vitry Solidarité, etc...
- Bailleurs sociaux : caméra de vidéo-surveillance, rondiers ;
- Agents assermentés de la Brigade propreté qui contribuent à la tranquillité publique ;
- Ambition d'actualiser le diagnostic territorial de sécurité et de redynamiser le CLSPD d'ici la fin de l'année 2024.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévenir toute forme de délinquance	Poursuivre la réflexion sur la mise en place d'un service de médiation de proximité pour assurer la présence du service public municipal en soirée
	Poursuivre la réflexion sur l'installation d'un système de vidéo-verbalisation pour lutter contre les infractions routières
	Poursuivre la réflexion sur le projet de création d'une Maison des Femmes
Améliorer la coordination entre les différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance	Proposer des actions qui permettent une meilleure connaissance des différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la chaîne de prévention et les liens avec les jeunes en risque de décrochage	Renforcer les actions dès la fin de l'école primaire et dans les collèges pour lutter contre le décrochage scolaire et prévention de la délinquance en inventant des réponses pour la période estivale en renforçant les actions d'été (Quartiers d'été, VVV, stratégie d'animation de la Ville avec notamment le dispositif d'animation Village Vacances)
	Réfléchir à la mise en place d'actions favorisant les échanges avec les jeunes des autres quartiers
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Baisse effective des infractions constatées • Baisse effective des plaintes enregistrées y compris celles auprès des bailleurs • Nombre d'actions mises en œuvre sur le quartier dans le cadre du CLSPD • Nombre d'actions impliquant et valorisant les femmes dans le quartier	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - Le quartier compte 146 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois
  - Parmi les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM), 33% le sont depuis moins de 6 mois et 29% depuis plus de 2 ans
- Les personnes sans emploi ont du mal à se rendre dans les locaux de France Travail, de la Mission Locale, du PLIE ou tout autre acteur local de l'emploi. De nombreux métiers en tension peinent à recruter des candidat.es et notamment au sein des QPV soit par manque d'actions d'information ou de recrutement au cœur des quartiers, soit par des freins périphériques à l'emploi difficiles à lever : précarité, modes de garde, barrière linguistique, santé, mobilité et nécessitent un accompagnement spécifique sur un temps long.
- Des actions fléchées « emploi » dans l'ancien contrat de ville, dues à l'objectif d'attribuer 25% de l'enveloppe des crédits PV à ce pilier mais qui n'ont pas nécessairement abouti à l'accès direct à l'emploi.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Levée des freins périphériques à l'emploi : actions linguistiques pour les publics allophones, garderie éphémère dans deux centres sociaux, actions de lutte contre la fracture numérique, accompagnement par les centres sociaux et espaces de vie sociale, par les associations de proximité
- Emploi des jeunes, séniors, femmes : GIP Ivry-Vitry : Mission Locale et Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Ivry-Vitry, Service Clauses d'insertion Ivry-Vitry, CLLAJ ; France Travail ; PRIJ ; CIO ; CFA ; Chambres consulaires ; Cité des Métiers ; SIAE, ESS : Faire / Pôle S, La Bidouille, La Ressourcerie du Spectacle, Rejoué, Afrique et Espoir, Bis Production Solidaire, Cité de l'emploi
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi : Forum de l'emploi et Forum Avenir et Réussite de la Ville, Forum de l'emploi de la Mission Locale, Forum Création d'entreprise BPI, France Travail avec son dispositif « Les Entreprises s'engagent », etc...

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Accompagner la construction de parcours vers l'emploi en prenant en compte les besoins spécifiques de chaque habitant.e • Mobiliser les acteurs économiques en faveur des habitant.es du quartier	• Proposer des démarches d'aller-vers et des actions d'accompagnement personnalisé • Travailler à une meilleure lisibilité, cohérence et accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi • Travailler à un meilleur accompagnement, en lien avec la Mission locale, des jeunes vers la formation professionnalisante et développer les parcours des jeunes du quartier vers les dispositifs spécifiques de formation • Développer des actions de mentorat, renforcer le parrainage et valoriser les talents et les réussites • Poursuivre la réflexion relative au projet de création d'une régie de quartier • Généraliser les clauses d'insertion • Travailler à un meilleur accès à l'emploi des personnes en situation de handicap • Travailler sur les représentations des femmes dans les parcours professionnels et d'accès à l'emploi • Mettre en place des actions pour favoriser la réussite sociale et professionnelle • Développer des structures d'insertion professionnelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COLONEL FABIEN
Vitry-sur-Seine

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lever les freins à l'emploi	Renforcer l'employabilité des habitant.es du quartier et la remobilisation à l'emploi en travaillant sur la levée des freins (linguistique, mode de garde, mobilité, etc)
Adapter l'offre de formation	Renforcer l'accès à des formations en alternance
	Développer des formations dans l'apprentissage de la langue française
Favoriser les retombées des dynamiques économiques du territoire communal dans le quartier	Engager un travail sur l'amélioration de l'attractivité des filières professionnelles et accompagner les jeunes qui le souhaitent vers ce parcours
	Positionner la transition écologique comme levier d'insertion professionnelle pour les habitant.es du quartier
Se coordonner pour mieux toucher les publics	Renforcer l'animation du réseau d'acteurs et développer des partenariats afin d'inscrire le public éloigné de l'emploi dans un parcours d'insertion efficace
	Mettre en place des rencontres pour permettre aux nombreuses structures de la Ville de travailler en réseau
	Améliorer le travail en transversalité entre la Mission Locale, les Acteurs locaux de l'emploi, les Entreprises, les Etablissements scolaires, la Direction de la Jeunesse, les Associations de proximité, etc…
	Améliorer la visibilité des offres et des dispositifs « Emploi » des différents acteurs locaux de l'emploi de la Ville à destination des jeunes afin de mieux les mobiliser
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Evolution du taux de chômage • Evolution de la part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi • Evolution du nombre d'apprenant.es FLE en parcours d'insertion ou retour vers l'emploi • Nombre d'heures réalisées dans le cadre des clauses d'insertion	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Présentation du quartier

Le quartier **Commune de Paris – 8 mai 1945**, élargi aux résidences Lucien Français (393 LLS Valdevy), Mario Capra (123 LLS Batigère - RLF), Les Montagnards (452 LLS Valophis), est le plus grand quartier prioritaire du territoire communal, situé de part et d'autre de l'axe central de la RD5. Il est constitué de plusieurs sous-secteurs : Clos Langlois - Lucien Français, Commune de Paris – Capra - Rabelais, 8 mai 1945 et Camille Groult. C'est un périmètre qui réunit toutes les caractéristiques des grands ensembles des années 60/70 : forte densité de logements avec beaucoup d'espaces extérieurs mais pas d'espace vert qualitatif. Il se compose de 5 403 logements dont 4 337 logements locatifs sociaux qui représentent 80% des logements du quartier et devrait compter environ **14 600 habitant.es** soit 15% de la population de la Ville. Ce quartier est situé à cheval sur des IRIS très vulnérables et vulnérables avec une population dont le revenu médian figure parmi les plus bas de la Ville.

Au-delà de sa **vocation résidentielle très importante**, ce quartier compte des équipements sportifs à proximité directe (Halle des sports, Centre aquatique, Patinoire) ainsi que deux polarités commerciales, celle du centre-commercial Gagarine (Auchan et galerie commerciale) et celle du 8 mai 1945 (linéaire commercial et marché forain). Ce QPV est relativement bien desservi en transports en commun car le tramway T9 le traverse sur l'axe Nord-Sud de la RD5. Cependant, il manque des liaisons Est-Ouest, notamment pour accéder au parc Départemental des Lilas.
Le quartier est également bien doté de nombreux groupes scolaires et d'un collège ainsi que de plusieurs centres socioculturels et de centres de quartier.

Le secteur du **8 mai 1945 est engagé dans une phase de mutation urbaine** grâce à une série de projets en étude, démarrés ou livrés (centre aquatique, crèche, réaménagement d'espaces publics), et grâce au Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) qui portera sur l'îlot Ampère.
S'agissant du **secteur Mario Capra – Commune de Paris**, une intervention est attendue depuis l'ANRU 1. La résidence Mario Capra – Arsène Gravier fera l'objet d'une réhabilitation lourde de droit commun, l'ANRU et ses partenaires n'ayant pas retenu cette opération au titre du NPRU.

Les forces et les ressources du quartier :

- Un quartier en proximité du centre-ville qui bénéficie d'une bonne desserte par les transports en commun et d'une offre importante de commerces et d'équipements ;
- Un projet NPRU sur le secteur Ampère qui va permettre de rendre le quartier plus attractif et d'améliorer les conditions de vie des habitants.

Les faiblesses du quartier et les difficultés rencontrées par les habitants :

- Un quartier très étendu composé de grands ensembles juxtaposés en sous-secteur et coupé en deux par la RD5 ;
- Un quartier très minéral à la forte densité ressentie, dont le bâti n'est pas adapté au dérèglement climatique et nécessite une réhabilitation lourde ;
- Un quartier avec peu d'espace vert qualitatif ;
- Une problématique de collecte de déchets sur le secteur Commune de Paris ;
- Une problématique de propreté des espaces extérieurs sur le secteur du 8 mai 1945.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945

Vitry-sur-Seine

La stratégie communale pour le quartier

Les axes et orientations prioritaires pour répondre aux enjeux du quartier :

- Focus sur les projets urbains en cours portés par la Ville :
  - Sur le **secteur Commune de Paris**, la Ville accompagne un projet privé de renouvellement urbain sur le site de la galerie commerciale Auchan afin d'encadrer la programmation logement, commerces et immobilier économique. En outre, la collecte pneumatique des déchets est déployée, ce qui permettra d'optimiser le fonctionnement du terminal de collecte de déchets et d'améliorer le cadre de vie des résidences.
  - Sur le **secteur du 8 mai 1945**, le NPRU accompagne les mutations déjà en cours, via la dé-densification et la diversification de l'îlot Ampère avec la démolition de la tour Ampère (116 LLS de la résidence la plus problématique du périmètre NPRU) ; la construction de 78 logements en accession à la propriété ou en location privée ; la réhabilitation de la barre Ampère (119 LLS).
- Focus sur le volet cohésion sociale : les moyens engagés par la Ville dans le cadre de la politique de la ville sont des leviers efficaces pour la transformation du quartier. Environ 350 000 euros sont alloués chaque année sur le budget municipal au titre de la politique de ville pour les 4 QPV, afin de développer des actions de cohésion sociale et de soutenir les initiatives locales portées par les centres sociaux, les espaces de vie sociale et les associations de proximité. C'est pourquoi, il est indispensable que les efforts et les actions multi-partenariaux mis en place puissent être encouragés et pérennisés, afin de poursuivre la dynamique positive engagée en faveur des habitant.es du quartier prioritaire.



Indicateurs clés	
Population (2022)	1 203
Part des moins de 24 ans (2022)	32,9 %
Part des plus de 60 ans (2022)	18,7 %
Indice de jeunesse (2022)	1,4
Part des étrangers dans la population (2022)	29,6 %
Part de familles monoparentales (2022)	33,6 %
Part de la population sans diplôme (2022)	38,7 %
Taux d'emploi (2022)	58 %
Taux de chômage, au sens du recensement, en 2022	18,7 %
Taux de pauvreté, au seuil de 60% du revenu disponible en 2020	39 %
Médiane du revenu disponible par UC en 2021	15 630€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - 51,3% des ménages bénéficiaires de la CAF sont des familles avec enfant(s)
  - Parmi ces enfants, 26% sont âgés de 6 à 10 ans, 19% de 11 à 14 ans et 15% de 15 à 17 ans
  - 36% des habitants du quartier sont âgés de moins de 25 ans
  - Le taux de scolarisation des moins de 3 ans est de 7% dans le quartier contre 2% sur la commune, impliquant des besoins de garde élevés dans cette partie de la commune
  - Le taux de scolarisation des 16 – 24 ans est de 67% contre 59% dans l'ensemble des QPV de France. Une situation pouvant impliquer la présence de jeunes NEET's (ni en études, ni en emploi, ni en formation) A noter : un taux en augmentation ces dernières années (de 65% en 2015 à 67% en 2018) • 15% des élèves de 6ème et 20% des élèves de 3ème sont en retard scolaire, contre 9% et 16% dans la commune
  - 19% de la population de 15 à 64 ans a un niveau supérieur au Bac et 66% à un niveau inférieur au Bac
- Un mille-feuille de dispositifs en constante évolution générant une méconnaissance de l'existant par les publics entraînant une démobilisation et parfois un non-recours dans l'accès aux droits (difficultés administratives, problème de langue et/ou d'écrit, dématérialisation).
- Toutes les écoles maternelles et élémentaires du quartier sont intégrées au réseau REP
- Forme de délinquance qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants.
- Des besoins prégnants de formation et partiellement non couverts en matière de linguistique et de numérique pour les publics allophones et en situation d'illettrisme.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

En matière d'accès aux droits, lutte contre l'illectronisme, lutte contre l'illettrisme :

- Outre les structures départementales (Espace départemental des solidarités et Espace autonomie), l'accès aux droits est assuré par différentes structures sur la ville : 1 CCAS, 2 relais mairie, 2 points justice, 1 maison France Services portée par le Centre Social Balzac, 3 centres sociaux dont 2 associatifs et 1 communal, 3 espaces de vie sociale (en charge de l'animation de la vie sociale), dont l'Espace les Monis ancré sur le quartier, les associations de proximité dont l'ASCV, etc...
- Des cours municipaux de promotion sociale sont proposés pour les publics allophones et en situation d'illettrisme. Les centres sociaux, les espaces de vie sociale et certaines associations de proximité ont également mis en place des cours d'apprentissage du français et des ateliers de lutte contre la fracture numérique.

En matière d'éducation tout au long de la vie, lutte contre le décrochage scolaire et parentalité :

- Projet éducatif porté par la Ville :
  - La politique de la Commune sur le temps scolaire : Sans se substituer aux prérogatives de l'Education nationale et tout en contribuant à une plus grande cohérence éducative entre les différents temps de l'enfant, la Ville accompagne les élèves vitriots par différentes mesures, telles que : □ Soutien financier et logistique aux projets d'école □ Mise à disposition de cars pour favoriser les sorties culturelles □ Organisation et financement des classes de découverte □ Ouverture des équipements culturels et sportifs de la Ville □ Organisation de la semaine « Vitry-sur-Science » - « Les petit.es vitriot.es défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'énergie du Val-de-Marne et l'Exploradôme □ Organisation de la semaine « Vitry fête le goût » : actions (animations, ateliers, expositions, ...) pilotées par le Sidoresto et les services de la Ville, à partir d'une thématique renouvelée chaque année autour de l'alimentation et de la santé, à destination des publics scolaires et périscolaires et de leurs familles ; □ Gratuité des fournitures scolaires de rentrée pour la totalité des élèves d'âge élémentaire □ Soutien à des initiatives de prévention routière □ Dotation en équipements informatiques et dans le cadre de pédagogies innovantes □ Achat de mobilier spécifique pour les enfants en situation de handicap ; □ Inclusion des enfants en situation de handicap par le recrutement d'AVCL ; □ Partenariats avec les structures culturelles de la Ville et mise à disposition gratuite de l'ensemble des équipements sportifs de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la Ville, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- La politique de la Commune sur les temps péri et extrascolaires : pour les enfants et les jeunes scolarisés de 2 à 15 ans fréquentant les centres de loisirs maternels, les ludothèques, les centres de loisirs primaires et les centres de loisirs de quartiers (ALSH) telles que les activités physiques et sportives, les activités de création et d'expression, la lecture et l'écriture, le jeu, les activités de plein air, les activités sur la nature et le cadre de vie, les sciences et les techniques, les activités manuelles dont les objectifs sont les suivants : □ S'ouvrir sur le monde, connaître l'autre pour favoriser le mieux vivre ensemble □ Permettre l'apprentissage de la citoyenneté □ Développer la complémentarité éducative □ Renforcer les liens avec les familles et associer les parents □ Diversifier l'offre de loisirs □ Favoriser l'ouverture culturelle □ Développer les partenariats (avec l'école, les associations, les services municipaux,...) ;

- Dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) mis en œuvre dans les centres sociaux et espaces de vie sociale ;
- Dispositif Classe citoyenne ;
- Dispositif Droit aux vacances pour tous ; Quartiers d'été, VVV, Colo apprenantes ;
- Actions de parentalité et ouverture de la Parenthèse, lieu d'accueil parents/enfants ;
- Actions du Centre médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) dans l'accueil des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans qui rencontrent des difficultés d'origine psychologique ou des troubles cognitifs ;
- Poursuite de la mise à disposition du Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) destiné aux 12-25 ans pour accueillir les jeunes qui traversent une période délicate ou sont confrontés à un souci particulier, et développer des actions collectives de prévention ;
- SOS Rentrée, Aides à la poursuite d'études, Révisions, Bourse communale, Lutte contre le décrochage scolaire, Bourses BAFA, etc... ;
- Evènementiels dédiés à l'insertion socioprofessionnelle : Forum Avenir et Réussite, Forum découverte des métiers, emploi, formation, alternance, micro-forum de proximité, etc... ;
- Emploi des jeunes : Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ), Bus de l'initiative, Cité de l'emploi, Mission Locale, etc...
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) ;
- Dispositif de la « Bourse au permis de conduire » pour les jeunes adultes (18-25 ans) ;
- Séjours de prévention routière pour les 15/17 ans, avec passage du permis AM.

En matière d'égalité Femmes Hommes : dans un souci de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes un enjeu dans l'espace public, un projet de Maison des femmes est en cours d'élaboration dont l'objectif est de concevoir un point d'entrée unique et une offre de ressources pour les femmes victimes de violences. Ce projet a l'ambition de fédérer le tissu public, associatif, institutionnel, économique sans se substituer aux actions menées par celui-ci. A ce jour, c'est la Coordinatrice de CLSPD (Contrat Local Sécurité et Prévention de la Délinquance) qui accueille des femmes victimes de violences dans le cadre d'un entretien d'évaluation de la situation et de primo accès aux droits. Par ailleurs, une convention partenariale entre la Ville de Vitry-sur-Seine et la Maison des Femmes de l'Hôpital Bicêtre AP-HP est en cours de régularisation.

En matière de santé et bien-être :

- Le Contrat Local de Santé coordonne la politique locale de santé et définit les actions à mener pour les 5 prochaines années 2024 / 2028. Le C.L.S détermine 7 priorités de santé telles que : la périnatalité / parentalité, les addictions, l'accès aux droits, aux soins et à la prévention, la santé environnementale, la santé mentale, le sport-santé / alimentation et enfin la vie affective et sexuelle / violences faites aux femmes.
- 15 fiches actions ont été élaborées pour mettre en œuvre des actions qui répondent à ces 7 priorités.
- Les acteurs du sanitaire (professionnel.les de santé libéraux, salarié.es, du médico-social (dans des institutions type Institut Médico-Educatif...), et de la prévention (animateur.trices d'action collectives) sont impliqués ainsi que l'ensemble des acteurs qui participent à l'amélioration de la santé (sport, éducation, jeunesse, centres sociaux, espace de vie sociale...)

En matière de pratiques culturelles et sportives : l'accès aux sports et à la culture pour les habitant.es du quartier reste un enjeu qui nécessite des dispositifs ou des interventions spécifiques telles que la mise en place d'une politique tarifaire, des actions de découverte ou de médiation, des partenariats entre les structures et les associations de quartiers, etc...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Promouvoir et appuyer l'engagement citoyen des jeunes en lien avec le tissu associatif local, ainsi qu'avec les structures d'accompagnement dédiées (Service de la vie associative, Projaide94, Agence départementale du service civique…) • Prendre en compte les besoins de chaque jeune • Renforcer, structurer, développer les partenariats sur les thématiques jeunesse • Faciliter les liens entre les jeunes et les acteurs de la prévention (Club de prévention, CLSPD,….) et de la Santé (Service Promotion de la Santé, Centre municipal de Santé,….) • Rendre plus lisible l'action des services de la Ville en direction des actions jeunesse	Réfléchir à la création d'une structure pour les jeunes à leur sortie des centres de loisirs (15/17 ans)
	Réfléchir à la création d'une commission de travail inter-structurelle pour traiter les demandes et échanger sur les profils des jeunes
	Améliorer la communication des actions portées par la Ville en direction de la jeunesse
	Accéder à une information utile et pertinente pour chaque situation individuelle mais aussi proposer un accompagnement adapté à chaque jeune
• Garantir aux habitant.es du quartier un accès réel à leurs droits • Accompagner et rechercher l'autonomie des publics avec une meilleure prise en compte de l'accès aux droits du public féminin • Faciliter l'accès au numérique	Maintenir et réimplanter des services publics de proximité, avec un accueil physique
	Renforcer les actions d'aller-vers pour toucher les publics éloignés
	Répondre aux besoins des habitant.es en matière d'accompagnement aux e-démarches
Faciliter l'apprentissage de la langue française	Renforcer les dispositifs d'apprentissage de la langue française
	Elaborer un guide « Apprendre le français à Vitry-sur-Seine »
	Travailler à la mise en réseau les structures qui mènent des actions à visée linguistique
• Favoriser la réussite éducative • Prévenir le décrochage et l'échec scolaire / consolider les savoirs fondamentaux	Améliorer l'orientation des apprenant.es vers des structures d'insertion ou vers des entreprises
	Repérer et traiter des difficultés d'ordre scolaire avec une approche globale (difficultés socio-éducatives, précarité, santé) pour construire des parcours individualisés
	Poursuivre le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)
	Mettre en place des actions favorisant la réussite scolaire et l'insertion professionnelle
Favoriser le bien-vivre ensemble	Soutenir la vie de quartier, de la solidarité et de l'animation d'espaces de convivialité en cœur de quartier
Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et soutien à la parentalité avec une attention particulière dans la prise en compte des familles monoparentales	Poursuivre la formation des agent.es des crèches, haltes garderies, services de Protection maternelle et infantile (PMI) et centres de santé sexuelle (CSS) afin de renforcer la qualité de l'accueil du jeune enfant, des adolescents et des parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Emancipation pour tous

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Faciliter l'accès au sport et à la culture	Développer des collaborations entre les structures sportives, culturelles et éducatives
	Développer la pratique d'activités physique et sportive des jeunes filles et des femmes afin de contribuer à leur bien-être
Favoriser l'accès à la prévention, aux soins et aux droits en matière de santé	Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention pour lutter contre le harcèlement scolaire et les addictions
	Mettre en œuvre le Contrat Local de Santé 2024/2028 sur les axes périnatalité et parentalité ; addictions ; accès aux droits, aux soins, à la prévention ; santé mentale ; santé environnementale ; sport-santé ; alimentation ; vie affective et sexuelle / violence faites aux femmes
	Mettre en place des actions de lutte contre la précarité alimentaire des étudiant.es
• Agir pour l' égalité réelle et changer l'image du quartier • Intégrer la dimension de l'égalité femme/homme dans les actions du contrat de ville en favorisant l'accompagnement renforcé, la formation et l'accès à la mixité des métiers • Lutter contre les stéréotypes de genre et contre toute forme de discrimination • Garantir les principes de laïcité et les valeurs de la République	Adapter les pratiques et la pédagogie en fonction des publics ciblés
	Développer des mesures favorisant l'égalité « femme/homme » en proposant des actions permettant de lutter contre le phénomène d'invisibilité des femmes et des jeunes filles dans l'espace public et dans la vie du quartier en diversifiant et en adaptant les actions au public féminin
	Renforcer la politique de lutte contre les discriminations
	Accompagner les initiatives et les projets promouvant la laïcité et les valeurs de la République

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre de jeunes bénéficiant de l'aide aux devoirs et du CLAS
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme accueillis dans les cours d'apprentissage du français
- Nombre d'adultes allophones ou en situation d'illettrisme qui entrent en parcours d'insertion professionnelle
- Qualification des difficultés de santé rencontrées par les habitants
- Nombre d'actions de santé s'adressant au public féminin
- Suivi des fréquentations des structures culturelles et sportives

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - En moyenne, 2,7 personnes vivent sous le même toit
  - 99% des logements sont des appartements
  - 2 961 logements sont des logements sociaux, soit 74% du parc – 22% des logements sociaux de la commune sont implantés dans ce QPV
  - Parmi les logements sociaux, une majorité de logements sont composés de T4 (38%) et de T3 (29%), les T1 et T2 représentent 25% du parc
  - 72% des logements sociaux ont un DPE égal à D, F ou G en raison d'une date moyenne de construction ancienne et avant les premières réglementation thermiques (1968)
- Le quartier Commune de Paris – 8 mai 1945, constitué de grands ensembles caractérisés par une importante minéralité, est particulièrement impacté par les vagues de chaleur et sujet aux îlots de chaleurs urbains en raison de sa morphologie urbaine ;
- Des espaces extérieurs collectifs (privés et publics) peu qualitatifs ;
- Un patrimoine bâti datant majoritairement des années 60/70 nécessitant une réhabilitation énergétique ;
- Une gestion problématique de la collecte des déchets liée à la densité des habitations sur les secteurs Commune de Paris et du 8 mai 1945.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires :

- Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) sur le secteur Ampère ;
- Gestion Urbaine de Proximité (GUP) : Aide municipale à l'amélioration du cadre de vie / Aide municipale pour l'intervention de proximité / Abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) ;
- Conseil Local de l'Environnement ;
- Contrat Local de Santé 2024 / 2028 ;
- Convention Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne : Service accompagnement à la rénovation (SAR) ;
- Partenariat Ville / Agence de l'Energie du Val-de-Marne pour accompagner les habitant.es dans leur transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique, en coordination avec l'action du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Projet d'éducation au développement durable « Les petits Vitriots défient l'avenir » en partenariat avec l'Agence de l'Energie du Val-de-Marne et l'Exploradôme ;
- Proposition d'un plan d'action biodiversité dès 2024 ;
- Renforcement du permis de végétaliser par les habitant.es ;
- Mise en œuvre du plan vélo ;
- Mise en œuvre de la tranche 2 du réseau de collecte pneumatique des ordures ménagères (CPOM) ;
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques ;
- Mobilisation du Fonds vert et des Fonds européens pour financer des projets liés à la nature dans le quartier ;
- Plan Climat Air Energie Territorial – Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) – CD94

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Reconnecter les différents sous-secteurs du quartier pour créer une identité commune	Engager une réflexion à mener sur l'usage et les fonctions des espaces extérieurs (publics et privés) en co-construction avec les habitant.es
	Mettre à disposition gratuite des locaux en rez-de-chaussée à destination des associations locales pour favoriser les échanges et le lien social et améliorer le dialogue habitant.es / bailleurs sociaux
Accompagner les habitant.es dans la transition énergétique et lutter contre la précarité énergétique	Elaborer une étude de potentiel en énergies renouvelables

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Transition écologique et énergétique

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	Objectifs opérationnels *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Renaturer le quartier pour faciliter son adaptation au changement climatique en développant le patrimoine arboré et végétal et en mobilisant ses habitant.es • Sensibiliser à la nature et au développement durable	Désartificialiser les sols, planter des arbres, créer des cours oasis, végétaliser les espaces,
	Développer des jardins partagés portés par des collectifs d'habitant.es
	Développer des actions de sensibilisation à la nature dans le cadre d'une programmation d'événements destinés aux habitant.es et aux enfants des écoles et des centres de loisirs
• Contribuer à la réduction des déchets et à l'économie circulaire • Développer la consommation et l'alimentation durables	Promouvoir le compostage domestique
	Développer une ressourcerie éphémère : collecte d'objets en pied d'immeuble et valorisation en faveur du réemploi et du lien social
	Sensibiliser au tri sélectif
	Améliorer la gestion des ordures ménagères sur le secteur Commune de Paris
	Organiser des opérations de nettoyage des espaces publics avec les habitant.es
	Organiser des temps d'animations de prévention contre le gaspillage alimentaire dans les écoles et les centres de loisirs, etc…
Préserver la ressource en eau	Récupérer les eaux du centre aquatique pour le nettoiement des rues et l'arrosage des espaces verts du quartier
Développer les mobilités douces et durables	Développer des pistes cyclables communales et de circulation douce et de zones apaisées
	Mettre en place des ateliers réparation, de formation à la pratique du vélo et de réflexion autour du stationnement des vélos
	Déployer et adapter le Vélib' aux usages des habitant.es
	Expérimenter la piétonnisation de rue aux abords des écoles

Indicateurs d'évaluation (résultats)

- Nombre d'actions de sensibilisation et analyse des fréquentations
- Nombre de sites végétalisés
- Nombre d'ateliers organisés autour du vélo

La participation citoyenne tout au long du contrat de ville

Fonder le socle d'une participation citoyenne pérenne en s'assurant de la diversité des expressions, dont la parole des habitant.es les moins visibles, qui ont d'autres priorités et urgences à gérer (grands précaires, parents isolés avec enfants, personnes âgées).

Quelques pistes d'actions :

- Mise en place d'ateliers participatifs, de diagnostic en marchant, d'enquête par questionnaire avec diffusion de l'information des résultats ;
- Mise en œuvre de projets co-construits avec les habitant.es afin de leur permettre d'être acteur.trices de leur quartier ;
- Aller-vers avec une présence humaine sur le quartier tels que : médiateur.trices de proximité, relais associatifs, chef.fe de projets politique de la ville ;
- Mise en place de revues de projets bi-annuelles à l'attention des habitant.es organisées en cœur du quartier prioritaire avec l'ensemble des porteurs de projets qui mènent des actions en direction des habitant.es du quartier et les acteurs institutionnels de la politique de la ville (Etat, EPT GOSB, Ville, etc…)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Espaces publics importants où les personnes se répandent et s'adonnent à des activités infractionnelles (mécanique sauvage, épaves, pollution, points de deal importants sur Ampère (secteur 8 mai 1945) et sur Lucien Français (secteur Commune de Paris), usage de stupéfiants, etc...) qui génèrent un évitement du quartier ;
- Les points de deal sur Ampère et Lucien Français, entrainent une occupation importante des parties communes (halls, cages d'escalier, étages) et également des dégradations récurrentes (barrières de sécurité, luminaires, serrures locaux poubelles, etc) ;
- L'espace de vie sociale (EVS) Solidarité Internationale dont les locaux sont situés en rez-de-chaussée de la tour Ampère où le trafic se déroule, subit des intimidations et des dégradations. Tout le bâtiment fait l'objet d'une pratique d'éviction de la population en contradiction avec le principe d'accueil inconditionnel d'un EVS. Le public (femmes, enfants, personnes âgées) évite de se rendre à l'EVS en raison de l'insécurité, élargir le public est inenvisageable de même que le recrutement de salarié ou de bénévole mettant en péril l'avenir de la structure ;
- Des déplacements de la population vers la RD5 ou le secteur du 8 mai 1945 car le quartier ne dispose pas d'équipement ;
- Des équipements publics en frange du quartier ;
- Il existe une forme de délinquance massive et grave qui consiste en des violences faites aux femmes, violences interfamiliales, violences faites aux enfants ;
- Une forte problématique de déchets, encombrants, ordures ménagères, dépôts sauvages, jets par les fenêtres entraînant une stigmatisation du quartier, une dégradation du cadre de vie, générant un surcoût financier pour les bailleurs sociaux et la Ville ;
- Une problématique de sécurité routière dans les rues à sens unique avec des stationnements sur la voie et des infractions routières ;
- Une problématique de barbecues sauvages sur l'espace public sur le secteur du 8 mai 1945.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Orientation de la police municipale : présence de jour, non armée avec une orientation de discussion et de médiation, police des marchés, stationnement ;
- Orientation de la police nationale : une attention particulière sur la problématique du trafic de stupéfiants prégnant sur la Ville ;
- Dispositifs de la Politique de la ville : Espace de vie sociale L'Espace les Monis, associations de proximité : ASCV, etc...
- Bailleurs sociaux : caméra de vidéo-surveillance, rondiers ;
- Agents assermentés de la Brigade propreté qui contribuent à la tranquillité publique ;
- Ambition d'actualiser le diagnostic territorial de sécurité et de redynamiser le CLSPD d'ici la fin de l'année 2024.

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Prévenir toute forme de délinquance	Poursuivre la réflexion sur la mise en place d'un service de médiation de proximité pour assurer la présence du service public municipal en soirée
	Poursuivre la réflexion sur l'installation d'un système de vidéo-verbalisation pour lutter contre les infractions routières
	Poursuivre la réflexion sur le projet de création d'une Maison des Femmes
Améliorer la coordination entre les différents acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance	Proposer des actions qui permettent une meilleure connaissance des acteurs de la tranquillité publique, de la sécurité et de la délinquance

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Tranquillité publique et sécurité	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Renforcer la chaîne de prévention et les liens avec les jeunes en risque de décrochage	Renforcer les actions dès la fin de l'école primaire et dans les collèges pour lutter contre le décrochage scolaire et prévention de la délinquance en inventant des réponses pour la période estivale en renforçant les actions d'été (Quartiers d'été, VVV, stratégie d'animation de la Ville avec notamment le dispositif d'animation Village Vacances)
	Réfléchir à la mise en place d'actions favorisant les échanges avec les jeunes des autres quartiers
Indicateurs d'évaluation (résultats)	
• Baisse effective des infractions constatées • Baisse effective des plaintes enregistrées y compris celles auprès des bailleurs • Nombre d'actions mises en œuvre sur le quartier dans le cadre du CLSPD • Nombre d'actions impliquant et valorisant les femmes dans le quartier	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Plein emploi

Principaux constats et éléments de diagnostic

Synthèse des enjeux et des difficultés observés :

- Les principaux indicateurs du quartier (hors extension du périmètre dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire) :
  - 68% des habitants de 15 à 64 ans sont actifs et 53% de la population en âge de travailler occupe un emploi
  - 16% des actifs occupent un emploi à temps partiel et 14% des actifs occupent un emploi précaire
  - Le quartier compte 1 412 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois
  - Parmi les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM), 34% le sont depuis moins de 6 mois et 28% depuis plus de 2 ans
  - Les moins de 26 ans représentent 15% des DEFM et les plus de 50 ans en représentent 28%
- Les personnes sans emploi ont du mal à se rendre dans les locaux de France Travail, de la Mission Locale, du PLIE ou tout autre acteur local de l'emploi. De nombreux métiers en tension peinent à recruter des candidat.es et notamment au sein des QPV soit par manque d'actions d'information ou de recrutement au cœur des quartiers, soit par des freins périphériques à l'emploi difficiles à lever : précarité, modes de garde, barrière linguistique, santé, mobilité et nécessitent un accompagnement spécifique sur un temps long.
- Des actions fléchées « emploi » dans l'ancien contrat de ville, dues à l'objectif d'attribuer 25% de l'enveloppe des crédits PV à ce pilier mais qui n'ont pas nécessairement abouti à l'accès direct à l'emploi.

Synthèse de l'offre et des dispositifs existants portés par la commune, l'Etat, le GOSB ou leurs partenaires (offres et interventions structurantes) :

- Levée des freins périphériques à l'emploi : actions linguistiques pour les publics allophones, garderie éphémère dans deux centres sociaux, actions de lutte contre la fracture numérique, accompagnement par les centres sociaux et espaces de vie sociale, par les associations de proximité
- Emploi des jeunes, séniors, femmes : GIP Ivry-Vitry : Mission Locale et Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Ivry-Vitry, Service Clauses d'insertion Ivry-Vitry, CLLAJ ; France Travail ; PRIJ ; CIO ; CFA ;Chambres consulaires ; Cité des Métiers ; SIAE, ESS : Faire / Pôle S, La Bidouille, La Ressourcerie du Spectacle, Rejoué, Afrique et Espoir, Bis Production Solidaire, Cité de l'emploi
- Mise en relation employeurs / demandeurs d'emploi : Forum de l'emploi et Forum Avenir et Réussite de la Ville, Forum de l'emploi de la Mission Locale, Forum Création d'entreprise BPI, France Travail avec son dispositif « Les Entreprises s'engagent », etc...

Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention...)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
• Accompagner la construction de parcours vers l'emploi en prenant en compte les besoins spécifiques de chaque habitant.e ; • Mobiliser les acteurs économiques en faveur des habitant.es du quartier	• Proposer des démarches d'aller-vers et des actions d'accompagnement personnalisé • Travailler à une meilleure lisibilité, cohérence et accessibilité de l'offre d'accompagnement vers l'emploi • Travailler à un meilleur accompagnement, en lien avec la Mission locale, des jeunes vers la formation professionnalisante et développer les parcours des jeunes du quartier vers les dispositifs spécifiques de formation • Développer des actions de mentorat, renforcer le parrainage et valoriser les talents et les réussites • Poursuivre la réflexion relative au projet de création d'une régie de quartier • Généraliser les clauses d'insertion • Travailler à un meilleur accès à l'emploi des personnes en situation de handicap • Travailler sur les représentations des femmes dans les parcours professionnels et d'accès à l'emploi • Mettre en place des actions pour favoriser la réussite sociale et professionnelle • Développer des structures d'insertion professionnelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMMUNE DE PARIS – 8 MAI 1945
Vitry-sur-Seine

Plein emploi	
Objectifs stratégiques *(orientations, axes d'intervention…)*	**Objectifs opérationnels** *(pistes d'actions, propositions concrètes)*
Lever les freins à l'emploi	Renforcer l'employabilité des habitant.es du quartier et la remobilisation à l'emploi en travaillant sur la levée des freins (linguistique, mode de garde, mobilité, etc)
Adapter l'offre de formation	Renforcer l'accès à des formations en alternance
	Développer des formations dans l'apprentissage de la langue française
Favoriser les retombées des dynamiques économiques du territoire communal dans le quartier	Engager un travail sur l'amélioration de l'attractivité des filières professionnelles et accompagner les jeunes qui le souhaitent vers ce parcours
	Positionner la transition écologique comme levier d'insertion professionnelle pour les habitant.es du quartier
Se coordonner pour mieux toucher les publics	Renforcer l'animation du réseau d'acteurs et développer des partenariats afin d'inscrire le public éloigné de l'emploi dans un parcours d'insertion efficace
	Mettre en place des rencontres pour permettre aux nombreuses structures de la Ville de travailler en réseau
	Améliorer le travail en transversalité entre la Mission Locale, les Acteurs locaux de l'emploi, les Entreprises, les Etablissements scolaires, la Direction de la Jeunesse, les Associations de proximité, etc…
	Améliorer la visibilité des offres et des dispositifs « Emploi » des différents acteurs locaux de l'emploi de la Ville à destination des jeunes afin de mieux les mobiliser
Indicateurs d'évaluation (résultats)	

- Evolution du taux de chômage
- Evolution de la part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi
- Evolution du nombre d'apprenant.es FLE en parcours d'insertion ou retour vers l'emploi
- Nombre d'heures réalisées dans le cadre des clauses d'insertion

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexes

Annexe 1 : Tableau des QPV de l'EPT du Grand-Orly Seine Bièvre au 1er janvier 2024

Commune ou intercommunalité	QPV
Villejuif, L'Haÿ-les-Roses	Lebon - Hochart - Mermoz (Lozaits Sud)
Arcueil	Irlandais - Paul Vaillant Couturier - Cherchefeuille - Clément Ader
Arcueil, Gentilly	Chaperon Vert
Athis Mons	Noyer renard
Athis Mons	Clos Nollet
Athis Mons	Edouard Vaillant
Cachan	La Plaine
Chevilly-Larue, L'Haÿ-les-Roses	Les Sorbiers - Lallier
Choisy-le-Roi	Quartier Sud
Choisy-le-Roi	Centre-ville (Barbusse)
Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre	Péri - Schuman Bergonié Martinets
Ivry-sur-Seine	Pierre Et Marie Curie
Ivry-sur-Seine	Gagarine
Ivry-sur-Seine	Ivry Port
Ivry-sur-Seine	Monmousseau
L'Haÿ-les-Roses	La Vallée aux Renards
L'Haÿ-les-Roses	Jardins Parisiens
L'Haÿ-les-Roses	Jardins Parisiens - Stade
Limeil-Brévannes, Valenton, Villeneuve-Saint-Georges	Pologne - Centre ville - Le Plateau - Saint-Martin
Orly	Quartier Est
Savigny sur Orge	Grand Vaux
Thiais	Pavé de Grignon
Valenton	Lutèce- Bergerie
Villejuif	Alexandre Dumas
Villejuif	Lozaits Nord - Grimau - Armand Gouret
Villejuif, Le Kremlin-Bicêtre	Vercors - Chastenet
Villeneuve-le-Roi	Haut-Pays - La Grusie
Villeneuve-Saint-Georges	Centre ville
Villeneuve-Saint-Georges	Le Quartier Nord
Villeneuve-Saint-Georges	HBM- Les Tours
Villeneuve-Saint-Georges	Triage
Viry-Chatillon	Plateau -Grande Borne
Vitry-sur-Seine	Colonel Fabien
Vitry-sur-Seine	Centre ville : Defresne - Vilmorin - Robespierre
Vitry-sur-Seine	Commune De Paris - 8 Mai 1945
Vitry-sur-Seine	Les Combattants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Annexe 2 : L'arborescence globale du contrat de ville

En synthèse, l'arborescence globale du contrat de ville permet de faire correspondre aux objectifs stratégiques mentionnés, une sélection d'objectifs opérationnels ainsi que les dispositifs avec lesquels il sera pertinent de s'articuler dans la perspective de la mise en œuvre du plan d'actions.

AXES	OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	PROGRAMMATIONS, DISPOSITIFS ET STRUCTURES EXISTANTS
Émancipation et réussite éducative des jeunes	**Soutenir la parentalité**	Rendre les parents acteurs de l'éducation de leurs enfants en les associant de manière positive aux actions (rencontre avec les équipes de prévention spécialisée, visite des quartiers, participation à l'amélioration des dispositifs d'encadrement du travail à la maison…)	• Centres sociaux • Prévention spécialisée • RPE (Relais petite enfance) • Programmes de Réussite Educative (PRE) • Pass numérique, ateliers numériques et parentalités • Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants (OEPRE) • Déclic numérique • Emplois Vie Scolaire (EVS) • Associations et initiatives communales • Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) • Protection maternelle et infantile (PMI)
		Accompagner les acteurs dans la mise en œuvre d'actions visant le soutien à la parentalité	
		Travailler sur la petite enfance et les 1 000 premiers jours (ateliers parentalité, relais petite enfance, sensibilisation sur les violences éducatives et les enfants présentant des troubles du comportement et autistiques…)	
	Lutter contre le décrochage scolaire	Renforcer et articuler les moyens des dispositifs d'accompagnement à la scolarité (CLAS, PRE, tutorat, démarche de la cité éducative…)	• Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) • Devoirs faits • PRE • Programme Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ) • Cités éducatives • Actions d'accompagnement bénévoles • REP et REP+ • Classes citoyennes et classes relais • Pass'Sport
		Lutter contre les phénomènes de décrochage scolaire et les orientations subies via l'accompagnement des jeunes pour la définition de leur projet professionnel et leur mobilité en dehors du quartier	
		Encourager les modalités d'accompagnement global (scolaire, périscolaire et extrascolaire) de l'enfant en soutenant les liens entre les partenaires	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

			• Pass'Culture • Vacances apprenantes
	Accompagner les jeunes dans leur émancipation	Développer la maîtrise du français pour les enfants et leurs parents, notamment ceux issus de familles non francophones	• CVthèques • Missions locales • Cités éducatives • Les associations de proximité • Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ)
		Sensibiliser les jeunes aux enjeux de santé sur les questions de sommeil, d'hygiène de vie, de rendez-vous médicaux, etc.	
		Accompagner les jeunes pour l'accès au logement en s'appuyant notamment sur les CLLAJ	
	Renforcer et accompagner l'accès à l'offre culturelle et sportive sur le territoire	Favoriser l'accès à la culture et promouvoir la mixité culturelle pour les habitants des quartiers	• Dispositifs DRAC • PS Jeunes de la CAF • Cités éducatives • PRE • Pass'Sport • Tissu associatif • Organismes d'éducation populaire
		Développer des actions de médiation par la culture et le sport pour les publics les plus éloignés des institutions ou des publics spécifiques (ex : demandeurs d'emploi, jeunes, femmes…)	
		Faciliter et diversifier la pratique sportive sur le territoire et favoriser la mixité des usagers (sociale, de genre…), notamment sur les espaces collectifs	
Santé et bien-être	**Renforcer les actions de prévention en matière de santé et bien-être et lutter contre l'isolement des personnes**	Développer des actions de prévention à travers différents leviers (ex : par les pairs, mobilisation de bénévoles pour du porte à porte (dans le cadre du service civique notamment), au sein des établissements scolaires…)	• Contrat local de santé (CLS) • Centre communal d'action sociale (CCAS) • Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) • Conseil local de santé mentale (CLSM) • Appel à manifestation d'intérêt (AMI) Promotion Prévention Santé (PPS) • Assises de la santé mentale • Equipes Mobiles Psychiatrie Précarité (EMPP) • ASV • PAI (protocoles d'accueil individualisés)
		Renforcer la présence d'équipes mobiles sur le champ psychologique, en s'appuyant notamment sur les équipes ressources des bailleurs, pour intervenir dans les centres d'hébergement (ex : accueils de jour…)	
		Recenser l'offre de soins médicale et paramédicale et identifier les potentialités d'installation des professionnels sur le territoire	
		Fournir aux professionnels accompagnants les outils nécessaires à la levée de ce type de problématiques (ex : repérage, orientation, prescription…)	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	Travailler avec les parents sur les enjeux de santé mentale et de bien-être, et la lutte contre les phénomènes de stigmatisation des troubles psychologiques	Porter des actions de sensibilisation et de déstigmatisation auprès des parents, des structures éducatives, et de l'ensemble des professionnels en contact direct avec les publics concernés	• Centre médico-psychologique (CMP) • Centres municipaux de santé (CMS) • Bourse de l'émancipation : dispositif pour la jeunesse, bourse octroyée à un jeune en contrepartie de sa participation à une action de solidarité • Abattement TFPB • Pacte des solidarités • Associations locales • Programme "quartiers résilients" • Premiers secours en santé mentale (PSSM) • Service civique ambassadeur santé mentale de la Fondation Œuvre Falret • Ambassadeurs Santé d'Unis cité • Programme CPS déployé par la MCATMS CE1, CM2 de Cachan et Vitry
		Accompagner les enfants confrontés à de grandes difficultés (langage, comportement, adaptation sociale) en collaboration étroite avec les parents, notamment en s'appuyant sur les centres sociaux et les structures associatives	
Transition écologique et énergétique	**Déminéraliser et végétaliser les espaces publics et collectifs, favorisant ainsi la biodiversité urbaine et la régulation naturelle des écosystèmes**	Sensibiliser les acteurs, et notamment les habitants, sur les enjeux liés au réchauffement climatique et à la transition écologique	• TFPB • Pôle National de Lutte contre l'Habitat Indigne • Le plan Climat-Energie territorial • Le Plan stratégique de patrimoine (PSP) et la Convention d'utilité sociale (CUS) des bailleurs sociaux • Le dispositif « logement témoin » pour l'apprentissage des écogestes • Le FSL • Le dispositif du « fonds vert » • Pacte des solidarités • Programme "quartiers résilients"
		Développer des jardins collectifs et pédagogiques, tout en garantissant leur appropriation par les habitants	
		Poursuivre le travail de désimperméabilisation des sols et de lutte contre les îlots de chaleurs	
	Lutter contre la précarité et le gaspillage alimentaire en structurant des éco-filières sur notre territoire, favorisant ainsi une alimentation saine, durable et accessible à tous	Sensibiliser à la réduction et au tri des déchets et mettre en place des composteurs sur le territoire	
		Soutenir et accompagner les actions de l'économie sociale et solidaire	
		Développer des vergers et potagers partagés	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

		Développer les commerces alimentaires de proximité	
	Développer des solutions de mobilités alternatives, solidaires et durables telles que le vélo, le covoiturage et les transports en commun	Développer l'utilisation du vélo au sein de l'espace public (aides financières, ateliers d'apprentissage et/ou de réparation, aménagements de pistes cyclables et de stations…)	
		Développer les stationnements dédiés au co-voiturage et/ou à l'autopartage	
		Orienter l'élaboration des schémas de mobilité du territoire vers la promotion de l'offre de transport collectif et des circulations douces	
	Soutenir les actions de réhabilitation thermique et le renforcement de la performance énergétique des bâtiments	Poursuivre les actions de rénovation thermique des logements et des équipements publics	
		Accompagner les ménages (information, conseil…) pour leurs travaux de rénovation thermique et l'optimisation de leur consommation d'énergie	
		Développer le réseau de chaleur géothermique existant	
Maîtrise de la langue et du numérique	**Lutter contre l'illettrisme**	Identifier et/ou mobiliser les personnes relais pour l'identification des difficultés en matière de maîtrise de la langue et/ou du numérique (ex : public allophone), notamment au sein de l'Education nationale	• Cité éducative • Réseau éducation prioritaire • Espaces France service • Médiathèques municipales • CCAS • PRE • Cours de Français Langue Etrangère (FLE) • Réseau GRETA (groupements d'établissements publics d'enseignement) • Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) • Espace des solidarités (EDS) • Aidant-connect • Tissu associatif dont associations d'étudiants
		Améliorer la sensibilisation et le repérage de l'illettrisme, notamment en formant les agents d'accueil à l'identification de ces problématiques	
	Professionnaliser les acteurs de l'apprentissage de la langue	Augmenter les moyens financiers alloués aux structures pour permettre le recrutement de formateurs, ou à défaut, former les professionnels existants	
		Mobiliser prioritairement les formateurs FLE diplômés pour l'animation des ASL, et former les bénévoles en cas de recours à leurs services	
	Renforcer l'accompagnement dans l'accès au numérique et l'accompagnement linguistique et faciliter l'accès aux services publics	Proposer un accompagnement (acculturation, mise à disposition d'équipement…) au sein des équipements de proximité sur le territoire (ex : médiathèques), et développer des actions d'aller-vers à destination des personnes éloignées des offres de services	
		Solliciter l'accompagnement d'étudiants à travers le développement de partenariat avec les universités et les écoles supérieures	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

		Proposer des tarifications solidaires et simplifier les démarches administratives (notamment pour l'inscription) afin de favoriser la venue des différents publics au sein des lieux dédiés à l'apprentissage de la langue (ex : bibliothèques)	• Conseiller numériques • Maisons de la justice et du droit
		Valoriser la pratique de la lecture auprès des publics	
Insertion et Emploi	**Mobiliser les publics et les rendre acteurs des dynamiques en matière d'emploi**	Développer des démarches d'aller-vers et de co-construction en incluant les publics dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions	• Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) •PLIE • Cité de l'emploi • Associations • Cellules Emploi • Forums QPV locaux • Bailleurs sociaux • SIAE • Centres sociaux • Espace de vie sociale • Forum de l'emploi organisés par les villes
		S'appuyer sur les structures de proximité (ex : associations de quartier) pour le repérage et la captation des publics éloignés de l'emploi	
		Travailler en collaboration avec les bailleurs pour identifier les habitants en situation de rupture	
		Renforcer les coordinations « Emploi » à l'échelle des QPV	
		Définir des bonnes pratiques afin de rendre les offres d'emploi plus accessibles et lisibles aux personnes en insertion	
		Développer des méthodes de recrutement innovantes (ex : « Du Stade vers l'Emploi », « Bus vers l'emploi » …)	
	Identifier les besoins des publics et optimiser l'offre de services	Réaliser des diagnostics locaux afin de tenir compte des spécificités des quartiers et des caractéristiques de leurs habitants dans les réponses apportées (notion de « mémoire des quartiers »)	• Chambres consulaires • Acteurs de la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) • SPAPSER • NPNRU • Fonds de revitalisation
		Généraliser les diagnostics veillant à repartir des besoins des publics (sur le modèle des professionnels psychologues en charge de l'orientation des élèves de 3ème pour la recherche de leur stage)	
		Mettre en place un observatoire par quartier pour le recensement des actions existantes et, le cas échéant, l'essaimage des bonnes pratiques	
		Favoriser l'interconnaissance entre les partenaires, notamment entre les acteurs institutionnels et les prescripteurs (ex : création de banques de données partagées), en s'appuyant notamment sur les cités de l'emploi de proximité	
	Accompagner et favoriser l'employabilité des publics	Renforcer les actions à destination de certains publics prioritaires de la cité de l'emploi (seniors, femmes, travailleurs en situation de handicap)	• Garderies éphémères à Ivry, Vitry et Villejuif

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	en difficulté, les plus éloignés de l'emploi	Développer des solutions de modes de garde adaptées pour les parents seuls en situation d'insertion professionnelle	• Ecole de la 2nd Chance •Organismes FLE • Réseau Linguistique ASL • SCOPE 25 • Service public de la petite enfance • Contrat local de Santé (CLS) • Centres médico-psychologiques (CMP) et Centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) • Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences - territoriale (GPEC-T) •Clauses d'insertion et facilitateurs de clauses • PLIE • Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) et de l'accompagnement social • Cité des métiers • SIAE • Chambres consulaires
		Développer les actions de soutien en matière de linguistique (ex : cours ASL…)	
		Engager une réflexion sur une meilleure mobilisation des professionnels de santé au sein des quartiers	
		Valoriser le savoir-être et les compétences dites « informelles » des publics	
		Engager des actions de remobilisation (dans le cadre d'un parcours) pour travailler sur la confiance en soi et les compétences de base des publics en insertion	
		Adapter les actions et les offres de formation en fonction de l'évolution des métiers et des compétences attendues par les entreprises, notamment sur les secteurs en tension de recrutement sur le territoire	
	Favoriser le lien avec les entreprises et leur mobilisation au sein des quartiers	Mobiliser et valoriser les réseaux d'entreprises inclusives au sein des quartiers (ex : « les entreprises s'engagent », signature d'une charte d'engagement, organisation d'un trophée des entreprises engagées, mise en place d'un annuaire des entreprises positives …)	• Les Entreprises s'engagent • Acteurs du réseau pour l'emploi (ex-SPE) • Face 94 • Cité des métiers • Comité de bassin d'emploi (CBE) • Acteurs de la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) • CitésLabs • SIAE • Chambres consulaires
		Développer et communiquer sur les moments d'échanges et de rencontres associant les entreprises (ex : forum, portes ouvertes…)	
		Développer les temps d'immersion au sein des entreprises (alternance, PMSMP, visites de sites…) pour les personnes en insertion, voire les professionnels accompagnants	
		Sensibiliser / accompagner les entreprises, et notamment leurs services de ressources humaines, pour l'intégration des personnes en insertion (ex : identification de référents, intervention d'un travailleur social…) et lutter contre la mauvaise perception de certains profils (ex : allocataires du RSA)	
		Accompagner les travailleurs non-salariés pour la sensibilisation aux enjeux liés à l'activité d'autoentrepreneurs, le développement de leur projet, et l'identification de solutions de reconversion (ex : coopératives) le cas échéant	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Renouvellement urbain et mixité sociale	**Renforcer l'articulation entre les équipes de la politique de la ville et du renouvellement urbain**	Travailler à l'élaboration et la mise en œuvre de projets communs afin de garantir la pérennité d'une telle coopération	• GUSP • TFPB • Pôle National de Lutte contre l'Habitat Indigne • Le plan Climat-Energie territorial • Le Plan stratégique de patrimoine (PSP) et la Convention d'utilité sociale (CUS) des bailleurs sociaux • Le dispositif « logement témoin » pour l'apprentissage des écogestes • Le FSL • Le dispositif du « fonds vert »
		Développer des modes de communication et de partage facilitants (calendriers de projets, programmation, concertation, gestion des chantiers, etc.)	
	Développer la mixité sociale au sein des quartiers	Une vigilance à avoir sur les attributions de logements sur des ménages en situation difficile qui tende à renforcer la précarité.	
		Développer des actions de vivre-ensemble et de cohésion sociale entre les habitants historiques et les nouveaux habitants	
		Travailler autour de la notion de "mémoire des quartiers" dans le cadre des relogements ANRU, notamment à destination des nouveaux habitants du quartier	
		Favoriser l'appropriation des espaces par les habitants, notamment via des actions d'urbanisme transitoire	
	Améliorer les conditions d'habitat et de cadre de vie au sein des quartiers	Soutenir les actions de réhabilitation thermique et pour le renforcement de la performance énergétique des bâtiments	
		Renforcer les actions de lutte contre l'habitat insalubre et les situations de vulnérabilité des habitants (santé, sécurité…)	
		Accompagner la mise en œuvre d'actions pour l'amélioration du cadre de vie au titre de l'abattement TFPB	
		Etablir des programmations d'actions annuelles dans les quartiers dans le cadre de la Gestion urbaine de proximité (GUSP)	
Tranquillité publique et cohésion sociale	**Lutter contre les incivilités et prévenir les actes de délinquance**	Développer les actions de sensibilisation et de prévention de la délinquance à destination de tous les publics, via notamment l'intervention des médiateurs du territoire	• Stratégie Nationale de sécurité et de prévention de la délinquance • Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) • Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) • Associations de proximité • Clubs de prévention spécialisée
		Accentuer la lutte contre le trafic des stupéfiants et les rixes	
		Assurer une coordination opérationnelle entre la police nationale et municipale (via des opérations conjointes notamment) ainsi que les principaux partenaires (commune, bailleurs…)	
		Renforcer la présence des acteurs sur les quartiers les soirs et week-end.	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	Renforcer la cohésion sociale et développer un rapport de confiance avec les habitants	Développer des temps d'échange et de rencontre avec les habitants du quartier (via le CLSPD par exemple), notamment à destination du public jeunes (11-18 ans) et des parents	• Polices municipale et nationale • Les Groupes de partenariat opérationnel (GPO) • Les Contrats locaux de Sécurité (CLS) • La mise en place d'événements festifs et d'animations intergénérationnelles en faveur du mieux vivre ensemble • Cellule de veille bailleurs/partenaires municipaux • Dispositif de vidéoprotection • Dispositif de vigilance citoyenne « voisins vigilants »
		Développer des actions visant à favoriser le lien police-population	
		Développer des chantiers éducatifs	
		Mener des actions de sensibilisation et de formation visant la lutte contre les discriminations (égalité Femme-Homme, LGBT, personnes isolées…) et les violences sexistes	
	Maintenir la tranquillité au sein des espaces publics	Assurer une présence dissuasive au sein des parties communes des bailleurs sociaux du quartier	
		Agir pour la sécurité des équipements de proximité, des commerces et des chantiers	
		Lutter contre le stationnement sauvage et anarchique	
Animation et évaluation	**Améliorer le pilotage, l'observation et l'évaluation des dispositifs**	Simplifier et articuler la comitologie de l'ensemble des dispositifs existant afin d'assurer leur bon suivi et leur mobilisation effective	• Soliguide • Cartographie du Département • Observatoire des Quartiers d'Habitat Social (OQHS)
		Construire des indicateurs afin de renforcer l'évaluation des dispositifs et développer des modalités de partage de la donnée entre les partenaires	
		Garantir la pérennité du portage des dispositifs en assurant une animation technique régulière et en anticipant les changements de postes le cas échéant	
		S'appuyer sur les travaux de l'observatoire afin de disposer d'une vision d'ensemble des actions déployées sur le territoire et de l'évolution de la situation des habitants au sein des quartiers	
		Organiser des temps d'échange associant les élus du territoire autour des enjeux relatifs aux thématiques de la politique de la ville et du pilotage du Contrat	
	Favoriser l'interconnaissance et	Penser une approche partenariale du soutien aux projets et travailler au développement de liens entre les différents porteurs	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	rendre l'offre existante plus lisible et davantage mobilisée	Développer des outils partagés (répertoire, cartographie, annuaire…) en s'appuyant sur les pratiques de chaque territoire, et garantir l'actualisation continue de ces outils	
		Renforcer et diversifier les modalités de communication sur les démarches et dispositifs existants (ex : newsletter 1 fois par semestre, recours aux réseaux sociaux, veille professionnelle…)	
		Développer le pouvoir d'agir des habitants en renforçant leur compréhension des enjeux et outils existants	
	Accompagner et outiller les communes pour le suivi de la mise en œuvre des conventions TFPB	Améliorer la procédure d'élaboration des conventions TFPB (visibilité sur les critères d'éligibilité des actions, association systématique des chargés de projets PDV et DDP à la définition de la programmation, suivi des montants engagés, renforcement des modalités de contrôle des communes…)	
		Formaliser un document de cadrage à destination des communes	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-110

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

POLITIQUE DE LA VILLE - APPROBATION DU CONTRAT DE VILLE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 » DU GRAND-ORLY SEINE BIEVRE POUR LA PERIODE 2024-2030

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Vry-Narcisse TAPA, conseiller municipal délégué, expose au Conseil :

L'année 2024 marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la politique de la ville, dix ans après la parution de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy. Cette dernière définit la politique de la ville comme « une politique de cohésion urbaine et de solidarité nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants », mise en œuvre au moyen des contrats de ville. Signés pour la période 2015-2020, les contrats de ville de première génération ont été prorogés jusqu'en 2023 dans le cadre des Protocoles d'Engagements Réciproques et Renforcés.
Les différentes réformes territoriales engagées avec la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), puis avec la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), ont confié la compétence politique de la ville aux Établissements Publics Territoriaux, au sein de la Métropole du Grand Paris. Dans ce cadre, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre assure, en lien étroit avec les communes, la contractualisation, l'animation, la coordination et l'évaluation de cette politique publique. Les communes poursuivent la mise en œuvre opérationnelle des actions.
En 2022, un travail d'évaluation a été piloté par l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre pour les 8 contrats de ville du territoire. Cette évaluation s'est appuyée sur une large concertation des acteurs et des habitants de la Politique de la Ville (Communes, EPT, Etat, Conseils départementaux, Conseils régionaux, CAF, Pôle emploi, bailleurs sociaux et associations...). Les résultats de l'évaluation ainsi qu'une feuille de route pour la nouvelle contractualisation ont été présentés par l'EPT en 2023.
Le nouveau cycle de contractualisation s'appuie sur une géographie prioritaire actualisée suite à la publication du décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 et sur le plan Quartiers 2030 lancé à Marseille le 26 juin 2023. Les préfets de région et de département ont été mobilisés avec les élus et les acteurs locaux pour signer de nouveaux contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 » à l'occasion du comité interministériel des villes, le 27 octobre 2023.

Depuis janvier 2024, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre a entamé un travail d'écriture partenarial pour rédiger un Contrat de Ville Territorial « Engagements Quartiers 2030 ». Ce dernier rassemble 18 villes, 36 quartiers prioritaires de la politique de la ville et concerne 126 000 habitants.
Entre janvier et février 2024, des ateliers d'écriture thématiques en lien avec les futurs signataires (Communes, services de l'Etat, CAF, CNAM, Conseils Départementaux, Bailleurs, France travail...) ont permis d'alimenter la rédaction d'un socle commun, dont les orientations politiques et thématiques ont été validées lors d'un séminaire des maires le 4 avril 2024. En parallèle, les 24 villes du territoire ont adopté, lors du conseil territorial du 28 mai 2024, un manifeste visant à interpeler les services de l'Etat au plus haut niveau pour soutenir les investissements en faveur des habitants des quartiers populaires.
Ainsi, le contrat de ville territorial « engagements quartiers 2030 » du Grand-Orly Seine Bièvre se structure en trois volets :

- un socle commun à l'échelle du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre comprenant 7 orientations :
    1. Œuvrer pour l'émancipation et la réussite éducative des jeunes
    2. Garantir la santé et le bien-être des habitants
    3. Accompagner la transition écologique et énergétique au sein des quartiers
    4. Renforcer la maîtrise de la langue et la lutte contre l'illectronisme
    5. Accompagner chacune et chacun vers l'insertion et l'emploi
    6. Faire du renouvellement urbain un véritable levier en faveur de la mixité sociale et de la qualité de vie des habitants
    7. Garantir la tranquillité publique et la cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- des modalités de gouvernance politique, de coordination technique et les engagements des partenaires à l'échelle des secteurs délimités par l'EPT (Secteur Centre, Secteur Est, Secteur Nord-Est, Secteur Nord-Ouest, Secteur Sud) ;

- une déclinaison locale à l'échelle des quartiers prioritaires correspondant aux fiches quartiers rédigées par les communes.

La nouvelle géographie prioritaire comporte en métropole 1 362 QPV. Pour la ville du Kremlin-Bicêtre, les quartiers « Schuman-Péri, Bergonié, Martinets » et « Vercors-Chastenet » ont été retenus dans cette nouvelle cartographie.

Le contrat de ville territorial a été approuvé par les partenaires signataires lors du comité de pilotage du 27 septembre 2024. La signature du contrat de ville par l'ensemble des partenaires à l'échelle territoriale devrait se tenir le 2 décembre 2024. Il sera conclu pour une période de 6 ans (2024-2030) avec une clause de revoyure en 2027.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Vry-Narcisse TAPA, conseiller municipal délégué,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,
Vu le décret du 29 décembre 2023 relatif à la nouvelle liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville le projet de charte locale d'insertion ci-annexé,
Vu la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains,
Vu l'instruction du 4 janvier 2024 de la secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, relative à la gouvernance des contrats de ville Engagements Quartiers 2030,
Vu le manifeste « Contrat de ville 2030 » adopté par l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre le 28 mai 2024,
Vu le Contrat de ville « engagements quartiers 2030 » annexé à la présente délibération,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré par 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY), et 5 abstentions (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le Contrat de ville « engagements quartiers 2030 » de l'Etablissement Public Grand-Orly Seine Bièvre annexé à la présente délibération.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-110-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION

POUR L'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TFPB DANS LES QPV

Conclue entre :

- L'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, représenté par Michel LEPRETRE, Président
- Et la commune du Kremlin-Bicêtre, représentée par Jean-François DELAGE, Maire
- D'autre part, la Préfecture du Val de Marne représentée par Sophie THIBAULT, Préfète
- Et d'autre part, la coopérative Kremlin-Bicêtre Habitat représentée par Coumba DEMBELE, Directrice Générale

Vu l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ; l'article 73 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,
Vu l'article 1388 bis du code général des impôts,
Vu le cadre national d'utilisation de la TFPB et son avenant signé le 30 septembre 2021 par l'État, l'Union sociale pour l'habitat (USH) et les représentants des collectivités que sont l'association Ville et Banlieue, Intercommunalités de France, France urbaine, l'association des maires de France et Villes de France,
Vu le contrat de Ville intercommunal de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre voté par le Conseil territorial le (19 novembre 2024. mois, année).
Il est convenu ce qui suit :

1. Objet de la convention

L'article 1388 bis du code général des impôts prévoit un abattement de 30% sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements locatifs sociaux situés en quartier prioritaire de la politique de la ville.

Cet abattement s'applique aux logements dont le propriétaire Kremlin-Bicêtre Habitat est signataire au 1er janvier de l'année d'imposition, dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et d'une convention, annexée au contrat de ville, conclue avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de l'État dans le département, relative à l'entretien et à la gestion du parc et ayant pour but d'améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

La présente convention définit les modalités d'élaboration, d'application, de suivi et de bilan de l'abattement de la TFPB sur toute la durée du contrat de ville à compter de 2025 jusqu'en 2030.

Elle constitue le cadre de référence des engagements de chacun des signataires à savoir l'État, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, la ville du Kremlin-Bicêtre, le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat et est une annexe du contrat de ville signé *le* (2 décembre 2024). Cette convention s'inscrit dans les orientations définies dans le contrat de ville et la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité.

Comme le prévoit le cadre national, les actions valorisables au titre de l'abattement de la TFPB visent un renforcement de l'entretien et de la gestion du parc Hlm ainsi que l'amélioration de la qualité de service rendu aux locataires. En fonction du diagnostic partagé, les actions peuvent porter sur plusieurs des axes suivants :

- Renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- Formation spécifique et soutien au personnel de proximité ;
- Sur-entretien ;
- Gestion des déchets et encombrants/épaves ;
- Tranquillité résidentielle ;
- Concertation/sensibilisation des locataires ;
- Animation, lien social, vivre ensemble ;
- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

2. Identification du patrimoine concerné dans les QPV de l'intercommunalité ou par commune ou par quartier

Code QPV	Département	Nom du QPV	Bailleurs	Total logements	Total logements bénéficiant de l'abattement	Montant estimé
QN09413M	94	Péri - Schuman Bergonié Martinets	Kremlin-Bicêtre Habitat	648	648	254495€
QN09444N	94	Vercors - Chastenet	Kremlin-Bicêtre Habitat	145	145	55043 €

3.Résultats du diagnostic partagé

Les partenaires s'engagent à actualiser annuellement le diagnostic de la situation de chaque quartier, soit par l'organisation de diagnostics en marchant, soit en réalisant des points d'étape des démarches de GUP lorsqu'elles sont présentes sur le QPV.

Les partenaires associés à l'actualisation du diagnostic sont :

- Les représentants de l'Etat
- Les représentants de l'EPT et de la commune
- Les organismes HLM implantés sur le QPV
- Des représentants des locataires
- Des habitants, représentant des conseils citoyens

Les structures et associations impliqués dans la vie du quartier pourront être associées à l'actualisation de ce diagnostic au plus tard 1er trimestre de chaque année à compter de la signature de la convention.

4. Orientations stratégiques et construction du programme d'actions

Sur la base du diagnostic et dans le respect des éventuelles démarches GUP existantes, l'organisme HLM définit des priorités d'action et propose aux collectivités locales et aux services de l'Etat dans le département un programme d'actions par quartier en lien avec les orientations du nouveau contrat de ville et les priorités de la ville identifiées dans les fiches « quartiers » de ce nouveau contrat.

Ce programme d'actions, validé par les partenaires et figurant en annexe 1 de la présente convention, tient compte des actions éligibles à l'abattement de TFPB telles que définies par le cadre national d'utilisation de la TFPB signé le 29 avril 2015 et le référentiel national d'utilisation de la TFPB de juin 2024.

Ces priorités d'action devront s'inscrire en articulation et complémentarité avec les politiques de droit commun et autres dispositifs sectoriels notamment pour les sujets ne relevant pas directement de la compétence des organismes Hlm tels que la gestion des déchets ménagers, les mobilités, l'emploi ou la sécurité.

Les programmes d'actions devront identifier et préciser :

- les actions de renforcement des moyens de gestion de droit commun
- les actions spécifiquement mises en œuvre dans le cadre de l'abattement de TFPB
- les actions de renforcement de la cohésion sociale qui devront faire l'objet d'une attention particulière de la part du bailleur signataire

Les programmes d'actions préciseront si des actions seront menées en inter-quartier, au niveau intercommunal ou communal. L'élaboration de ces programmes devra être fondée sur :

- le respect du diagnostic en marchant
- la cohérence et le respect du plan d'actions GUSP de la commune
- la co-construction par la ville du Kremlin-Bicêtre et le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat
- la validation par la ville

Le programme d'actions prévisionnel devra être défini autant que possible dans un calendrier compatible avec le calendrier budgétaire des organismes Hlm et le calendrier des appels à projet relatifs au BOP 147.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

De même, le bilan des actions réalisées est défini dans un calendrier compatible avec le calendrier de clôture des comptes des organismes Hlm).

5. Modalités d'association des représentants des locataires et des habitants

Conformément au cadre national et au titre des engagements du contrat de ville, les habitants pourront être associés à toutes les étapes et instance de suivi et d'évaluation de la réalisation des plans d'actions. Les habitants pouvant être présents dans ces différentes instances représenteront :

- Les locataires des bailleurs présents sur le quartier politique de la ville : toute association de locataires affiliée à une organisation siégeant à la CNC ou toute association de locataires représentant au moins 10% des locataires de son ensemble immobilier ou à défaut, les associations de locataires déjà partenaires sur ces questions localement.

- les conseils citoyens installés sur le quartier politique de la ville s'ils existent pourront être associés à l'élaboration du plan d'action.

6. Modalités de pilotage

Le pilotage de la convention d'utilisation de l'abattement de TFPB doit permettre de donner une lisibilité partagée sur l'utilisation de cette ressource par les organismes HLM pour atteindre un même niveau de qualité de service dans les QPV que dans l'ensemble du parc, en améliorant les conditions de vie de leurs locataires

Sur la base de l'actualisation du diagnostic, la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB fera l'objet d'un pilotage mis en place à différents niveaux pendant la durée d'application de la présente convention.

La commune organisera des réunions de pilotage et des réunions techniques a minima une fois par an. Ces réunions pourront s'inscrire dans le cadre des instances locales existantes dédiées à une éventuelle GUSP. Cette instance associera obligatoirement, les services de l'État (délégué du Préfet), le représentant du bailleur présent sur la commune et l'EPT.

Cette instance partenariale aura pour objectif de définir, d'évaluer et de suivre les programmes d'actions prévus à l'article 4 de la convention, son efficacité concrète sur le terrain, les limites opérationnelles rencontrées et de veiller à la cohérence des actions avec les plans d'actions GUSP.

Les bailleurs sont chargés d'y présenter un rapport d'avancement de la mise en œuvre du programme d'actions

L'instance validera, le cas échéant, les ajustements aux programmes d'actions ou les avenants à la convention. Elle sera en lien avec le comité de pilotage du contrat de ville où un bilan annuel sera présenté.

Composition de l'instance partenariale

- Pour l'Etat : le préfet ou son représentant
- Pour les collectivités : le maire ou son/ses représentants
- Pour les organismes Hlm : le directeur général ou son représentant
- Des représentants des locataires
- Des représentants des conseils citoyens s'ils existent

Rôle de l'instance :

L'instance partenariale évaluera l'avancée du programme d'actions, son efficacité concrète sur le terrain, les limites opérationnelles rencontrées et le cas échéant les ajustements rendus nécessaires tant pour les organismes Hlm que pour l'ensemble des partenaires de la GUP.

7. Suivi et bilan

Chaque année, l'organisme Hlm transmet à l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, la ville du Kremlin-Bicêtre, l'État (services du PEDEC) et aux représentants des locataires-habitants, avant le 31 mars, un bilan quantitatif et qualitatif du programme d'actions mis en œuvre en année n-1.

Ce bilan sera transmis aux signataires du contrat de ville, au comité de pilotage du contrat de ville et le cas échéant au comité de pilotage de la démarche GUP.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le programme d'actions pourra être ajusté au regard du bilan annuel. Le bilan qualitatif est structuré autour des priorités d'action convenues de façon partenariale à l'appui du diagnostic partagé. Il rend compte des actions menées et des résultats. Les différents porteurs de projet dont les actions ont été valorisées au titre de l'abattement de la TFPB contribuent à l'élaboration du bilan qualitatif fourni par l'organisme Hlm aux signataires de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Le bilan quantitatif et qualitatif pourra être complété par des éléments complémentaires fournis par les représentants des signataires de la convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Les tableaux des actions entreprises en contrepartie de l'abattement de TFPB, définis par le cadre national, sont présentés par le bailleur à l'instance locale de suivi et de pilotage a minima une fois par an et adressés annuellement par le bailleur aux partenaires : Département, EPT et au Maire de la commune.

Les bilans, quantitatif et qualitatif, des plans d'actions TFPB réalisés sont produits par les bailleurs au moyen des tableaux de présentation prévu à l'annexe 2 du cadre national et transmis annuellement à aux partenaires. Les plans d'actions prévisionnels seront ajustés chaque année après ces bilans. Les représentants des ORGANISMES HLM transmettront d'année N + 1 (1er trimestre), le tableau identifiant les actions réalisés dans l'année N, conformément au cadre national. Ces résultats seront présentés dans les instances locales qui évalueront l'avancée du programme d'actions.

8. Durée de la convention

La convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB est une annexe du contrat de ville. Et, à ce titre, est conclue pour les années 2025 à 2030 tel que prévu à l'article 73 de la loi de finances pour 2024. Elle pourra donner lieu à modification sous la forme d'un avenant à l'issue d'un bilan à mi-parcours ou pour tenir compte de l'évolution des besoins du territoire.

9. Conditions de report de l'abattement de la TFPB

Dans certaines situations, l'abattement de la TFPB ne peut pas être intégralement valorisé durant un exercice et ce indépendamment de l'action des parties prenantes de la convention. Pour y remédier, les actions non valorisées en année N peuvent être reportées en année N+1. Ce report fait l'objet d'une validation par les signataires de la convention lors d'un comité de pilotage.

10. Conditions de dénonciation de la convention

Comme précisé dans l'avenant du cadre national signé le 30 septembre 2021 entre l'État, l'USH et les représentants des collectivités que sont l'association Ville et Banlieue, Intercommunalités de France, France urbaine, l'association des maires de France et Villes de France : « En cas de désaccord entre les signataires sur la conclusion ou l'exécution de la convention, un rôle de facilitateur sera assuré par un représentant de l'Etat, désigné par le Préfet de département, en vue de chercher une solution consensuelle dans l'intérêt commun des parties et des habitants des quartiers ».

En cas de non-respect avéré d'une partie conséquente des engagements prévus à la convention par l'une des parties, la convention peut être dénoncée, après la mise en place de la phase de médiation précitée, par l'une des parties dans un délai de préavis minimum de (2) mois avant le 1er janvier de l'année N+1. Cette dénonciation doit être justifiée et formalisée par écrit auprès des différentes parties prenantes signataires de la convention,
Une copie de cet écrit est également adressée, avant le 31 décembre de l'année N, aux signataires du cadre national d'utilisation de l'abattement de la TFPB (ANCT, Intercommunalités de France, France urbaine, Ville et Banlieue, Ville de France, Association des Maires de France, Union sociale pour l'habitat). Les éléments transmis feront l'objet d'une capitalisation au niveau national assurée par l'Union sociale pour l'habitat (USH) et seront valorisés auprès des autres signataires du cadre national.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-111

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

POLITIQUE DE LA VILLE - CONVENTION CADRE D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Vry-Narcisse Tapa, conseiller municipal délégué, expose au Conseil :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (article 1388 bis du CGI) et l'article 73 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoient que les organismes HLM bénéficient d'un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en contrepartie de la mise en œuvre d'actions contribuant à améliorer la qualité de service rendu aux locataires. Le bénéfice de l'abattement est notamment conditionné à la signature d'une convention annexée au Contrat de ville, conclue par le bailleur avec la commune, l'établissement public de coopération intercommunale et le représentant de l'Etat dans le département.

La prolongation des Contrats de ville jusqu'en 2030 a entrainé celles des mesures fiscales associées, notamment de l'exonération de fiscalité locale pour les commerces de proximité et de l'abattement de 30 % de TFPB dont bénéficient les organismes HLM.

Des conventions doivent être signées par l'ensemble des partenaires avant le 31 décembre 2024. Ces conventions fixent le cadre intercommunal d'organisation et de suivi de ce dispositif pour la période 2025-2030.

En disposant d'un parc de 793 logements en quartier prioritaire, le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat est concerné par cet abattement qui lui permet de financer en contrepartie des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.
Les actions relevant de l'abattement TFPB doivent soutenir les objectifs de qualité de cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social afin d'assurer le bon fonctionnement des quartiers en fonction des spécificités urbaines et sociales de ces derniers. Les actions doivent agir dans les champs suivants :

- l'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier et le soutien aux personnels de proximité dans leur gestion des spécificités du patrimoine et des besoins des locataires,
- l'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance aux usages et modes d'habiter ;
- les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;

- les actions de développement social permettant de favoriser le lien social, l'animation des quartiers et le vivre ensemble ;
- les petits travaux d'amélioration du cadre de vie.

La convention sera valable sur toute la durée du contrat de ville et définit les modalités d'élaboration, d'application, de suivi du programme d'actions partagées qui sera élaboré sur la base d'un diagnostic et validé par l'ensemble des partenaires. Elle constitue le cadre de référence des engagements de chacun des signataires. Cette convention s'inscrit dans les orientations définies dans le contrat de ville et la démarche de gestion urbaine et sociale de proximité.

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre relative à l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) « Péri-Schuman-Bergonié-Martinets » et « Vercors-Chastenet ».

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Vry-Narcisse Tapa, conseiller municipal délégué,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et l'article 73 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024,
Vu l'article 1388 bis du code général des impôts,

Vu le cadre national d'utilisation de la TFPB et son avenant signé le 30 septembre 2021 par l'État, l'Union sociale pour l'habitat (USH) et les représentants des collectivités que sont l'association Ville et Banlieue, Intercommunalités de France, France urbaine, l'association des maires de France et Villes de France,
Vu le projet de convention cadre ci-annexé,
Considérant les priorités du contrat de ville de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, notamment dans les quartiers prioritaires,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Après en avoir délibéré par 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY), et 5 abstentions (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville du Kremlin-Bicêtre pour les années 2025 à 2030.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE ★ 94276 ★

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-111-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP)

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain

Schuman Bergonié

Ville du Kremlin-Bicêtre

2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

SOMMAIRE

1. PREAMBULE : OBJECTIF DE LA DEMARCHE DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE (GUSP) AU KREMLIN-BICETRE 4
2. PRESENTATION DU SECTEUR ET PERIMETRE D'INTERVENTIONS 6
2.1. LE QUARTIER SCHUMAN BERGONIE ..... Erreur ! Signet non défini.
3. SYNTHESE DES DIAGNOSTICS 8
4. LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE GESTION 9
5. LES ACTEURS DE LA DEMARCHE DU PROJET DE GESTION 10
5.1. ACTEURS-PARTNAIRES ET ENGAGEMENTS 10
5.2. L'IMPLICATION DES HABITANTS ET DU TISSU ASSOCIATIF 11
6. DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU PROJET DE GESTION 12
6.1. INSTANCE POLITIQUE : LE COMITE DE PILOTAGE DU PRIR 12
6.2. INSTANCE TECHNIQUE : LE COMITE TECHNIQUE DE LA GUSP 12
6.3. INSTANCES OPERATIONNELLES : COORDINATIONS DE LA GUSP 13
7. LES OUTILS DE SUIVI DE LA GUSP 15
8. LE FINANCEMENT DE LA GUSP 16
9. ARTICLES CONTRACTUELS 17
10. ANNEXES 18

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONCLU ENTRE

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, Représenté par son Président, Monsieur, Michel LEPRETRE,

L'Etat, Représenté par Madame la Préfète Déléguée pour l'Egalité des Chances du Val-de-Marne, Véronique DEPREZ-BOUDIER ;

La Ville du Kremlin-Bicêtre, Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Francois DELAGE ;

Kremlin-Bicêtre Habitat, Représenté par sa Directrice Générale, Coumba DEMBELE.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

1. PREAMBULE : OBJECTIF DE LA DEMARCHE DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE (GUSP) AU KREMLIN-BICETRE

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) traduit l'ambition politique de transformer profondément les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) qui rencontrent et présentent des dysfonctionnements urbains alliés à des difficultés sociales marquées. Cette ambition, exprimée par la loi LAMY du 21.02.2014 guide les principes d'action de l'ANRU et de la contractualisation avec les porteurs de projets et l'ensemble des acteurs concernés.

Conformément à l'article 5.1 du Règlement Général de l'ANRU, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée à mettre en place un Projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) à annexer à la convention ANRU. L'objet de ce Projet de Gestion est de permettre la mise en place d'une Gestion Urbaine de Proximité spécifique car liée à la nature des opérations du projet de renouvellement urbain et l'anticipation des changements de responsabilités inhérents à la mutation du quartier, par l'ensemble des acteurs et usagers des quartiers.

La Gestion Urbaine et Sociale de proximité (GUSP) est une démarche et un outil interpartenarial fondés sur l'articulation, la coordination et l'adaptation des interventions de chaque acteur qui œuvre pour l'amélioration du cadre et du quotidien de vie des habitants des quartiers (collectivités territoriales, bailleurs, représentants de l'Etat…) en agissant sur des problématiques quotidiennes des quartiers (propreté, maintenance de l'entretien des immeubles, aménagement et équipement, stationnement, lien social, tranquillité publique etc…).

Dans le cadre des Projets de Renouvellement Urbain, la démarche GUSP a vocation à répondre à différents objectifs à des temporalités différentes. Trois phases sont ainsi déclinables :

- Phase d'avant-projet et gestion quotidienne : prendre en compte les problématiques actuelles en termes de gestion et d'usages, et les intégrer dans la phase de conception du projet. ainsi qu'anticiper les enjeux de gestion, d'usage et de sûreté dans la conception des opérations d'aménagement afin de favoriser l'appropriation et la pérennisation des mutations des quartiers
- Phase chantier/travaux : en phase chantier s'assurer d'anticiper et réduire aux maximum les nuisances dues aux travaux, et définir clairement les responsabilités de chaque acteur en lien avec la gestion des chantiers accompagner le déploiement des chantiers et anticiper les impacts du projet urbain sur les usages, les responsabilités, les modalités et les coûts de gestion des gestionnaires ;
- Phase d'après projet: Ajustement des aménagements en fonction de l'utilisation réelle des usagers

La présente convention a pour objet de formaliser les objectifs et priorités que se fixe la GUSP, le programme d'actions ainsi que les dispositifs de pilotage et de suivi pour répondre à ces objectifs. Elle s'inscrit dans une démarche évolutive, actualisable et une vision à moyen terme, même si le partenariat et le mode d'intervention qu'elle met en place sont appelés à perdurer au-delà du projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Cette démarche s'inscrira et s'articulera avec la démarche portée par L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre à l'échelle de l'ensemble du NPNRU.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

2. PRESENTATION DU PERIMETRE D'INTERVENTION

Au Kremlin-Bicêtre, le Projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité concerne un quartier inscrit dans le Programme de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR) : Schuman. Il fait l'objet d'une convention ANRU avec laquelle le projet de gestion s'articule. Ce quartier fait partie des quartiers Politique de Ville de Kremlin-Bicêtre.

2.1. PRESENTATION DU PRIR SCHUMAN BERGONIE ET DU PROJET EVSO

Situé sur les communes de Gentilly et du Kremlin Bicêtre, le QPV« Péri – Schuman Bergonié » compte environ 2 220 habitants et se caractérise par un certain isolement par rapport aux centralités communales et une forte dégradation du bâti (plusieurs bâtiments sont issus du programme « Million »). De plus, l'A6b, aujourd'hui couverte, continue de représenter une importante coupure urbaine qui scinde le quartier et « matérialise » la frontière entre les deux communes.

Le QPV « Péri – Schuman Bergonié » se compose de plusieurs bâtiments de logements sociaux et est entrecoupé d'un tissu pavillonnaire largement dégradé d'environ 70 maisons. .

Le Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) Schuman prévoit la démolition des deux barres Schuman composées de 120 logements. Le périmètre du PRIR est intégré à un périmètre plus large qui est l'opération d'aménagement programmée Entrée de Ville Sud-Ouest (OAP EVSO). Le projet de renouvellement urbain financé par l'ANRU prévoit également la reconstitution de 120 logements sur le secteur EVSO.



Périmètres projet



Secteur QPV actualisé

Le projet de renouvellement urbain EVSO prévoit la démolition des deux barres ainsi que des 70 pavillons intégrés au secteur. La démolition de ces 190 logements va permettre la libération du foncier et de réaliser la programmation suivante :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Construction de 998 logements neufs avec :
    - 391 logements locatifs sociaux dont 130 logements étudiants, soit 36%
    - 539 logements à l'accession à la propriété, soit 54%
- Implantation de 1675 m² de commerces et services en rez de chaussée
- L'aménagement d'espaces publics prévoit :
    - La réalisation d'un square,
    - Création d'un espace pédagogique vert
    - Le réaménagement de voiries
    - L'aménagement d'un parvis paysager (Malleret-Joinville)

Le futur quartier a pour ambition d'être un quartier exemplaire en termes de transition écologique et a pour ambition d'obtenir le label écoquartier.

2.2. LES ENJEUX DE LA GESTION URBAINE ET SOCIALE DANS LE CADRE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Le projet de renouvellement urbain prévoit d'importantes transformations sur le quartier dans les dix prochaines années.

Il est donc indispensable d'accompagner les habitants et les riverains dans la transition de leur quartier. Cet accompagnement doit passer par une vigilance accrue lors des importantes phases de travaux et notamment de démolition. En effet, un quartier entier est démoli pour être totalement reconstruit.

998 logements sont prévus composés de plusieurs d'espaces verts entre chaque îlot, il sera indispensable de réfléchir dès à présent à la gestion future de ces espaces, et notamment d'anticiper les coûts que ces derniers pourront engendrer.

Le projet de gestion aura donc vocation à réunir les différentes gestions à chaque phase du projet pour s'assurer que chacun selon sa responsabilité effectue le nécessaire pour une bonne gestion des chantiers et soient en mesure de proposer des déviations pour permettre aux riverains de continuer à circuler en toute sécurité.

Des conventions de gestion pourront donc être mise en place avec les différentes gestionnaires pour définir le rôle et les responsabilités de chacun.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

3. SYNTHESE DES DIAGNOSTICS

L'élaboration des diagnostics a permis de mettre en évidence les principaux atouts et dysfonctionnements du quartier Les tableaux ci-après présentent la synthèse de ces différents diagnostics.

C'est à l'issue de ces analyses que les différents services techniques de la Ville, de l'EPT et des bailleurs se réuniront en groupe de travail afin de réfléchir à des moyens de mise en œuvre opérationnelle du projet de gestion urbaine de proximité.

SCHUMAN

ATOUTS	
- Espaces extérieurs propres et en bon état - Actions de fleurissement - Aire de jeux et terrain multisport	
DYSFONCTIONNEMENTS	
Circulation/Stationnement	- Stationnement anarchique des voitures notamment sur voie pompier (50 rue Schumann) - Stationnement anarchique de scooters (27 rue Schumann)
Gestion des déchets et des encombrants	- Accessibilité PMR - Manipulation lourde des poubelles et containers trop hauts (enfants/ contenants insuffisants (27 Schuman) - Jet d'aliments par les fenêtres
Qualité des espaces collectifs et extérieurs	
Tranquillité publique	– City stade : problèmes de nuisances liées au terrain multisport – Enfants jouant sur le toit du local poubelle
Animation sociale et équipements	– Absence de vie associative de quartier et de temps de convivialité
Logements et parties communes	– Absence de poteau incendie et extincteur dans les parties communes – Ouverture de certains halls sans « bip »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

4. LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DE GESTION

La Gestion Urbaine de Proximité doit permettre d'améliorer de façon visible le quotidien des Kremlinois et des professionnels qui pratiquent et vivent dans les quartiers concernés et ceux aux différentes phases du projet urbain. Elle doit de fait être : anticipatrice, corrective et supplétive.

La démarche partenariale de Gestion Urbaine de Proximité s'est structurée autour de plusieurs objectifs et axes prioritaires, au sein desquels sont développées plusieurs actions et pistes d'amélioration, dont la faisabilité et la mise en œuvre ont été analysées au sein des groupes de travail réunissant les différents services partenaires. Les objectifs prioritaires identifiés pour le quartier Schuman Bergonié sont :

- Garantir un entretien courant du quartier pour un cadre de vie amélioré
  - Améliorer la gestion des déchets et des encombrants et limiter la présence de dépôts sauvages
  - Sensibiliser au tri des déchets les habitants
- Améliorer la qualité des espaces extérieurs pour un quartier exemplaire
  - Améliorer l'appropriation des espaces publics
  - Améliorer et sécuriser la voirie
  - Mettre en valeur et développer les espaces verts (diversification, biodiversité…)
- Combiner transformation du quartier et vie quotidienne : accompagnement des travaux
  - Informer les habitants sur les différentes temporalités et contraintes de mise en œuvre du projet
  - Anticiper et gérer les encombrants et collecte des déchets en phase chantier
  - Elaboration d'une charte travaux durable/règle de conduite
  - Entretenir et préserver les espaces verts au cours de la phase chantier
- Garantir une proximité avec les habitants, renforcer la communication et développer le lien social
  - Développer l'information et la communication autour des projets et des actions
  - Développer des actions favorisant le lien social et l'animation du quartier

Ces objectifs prioritaires et les actions qui y sont liées ont vocation à évoluer afin de se consolider et de s'améliorer tout au long du projet et des années d'exercice.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

5. LES ACTEURS DE LA DEMARCHE DU PROJET DE GESTION

5.1. ACTEURS-PARTNAIRES ET ENGAGEMENTS

Les acteurs de la démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité sont multiples. La démarche est inter-partenaires et s'appuie sur les équipes de terrain de la collectivité et du bailleur qui œuvrent au quotidien dans les quartiers.

- La Ville du Kremlin-Bicêtre
  La GUSP est une compétence de la Ville et mobilise différents services concernés par la gestion et l'amélioration des quartiers que ce soit les services techniques de la direction de l'aménagement et du patrimoine (mobilités et voiries, propreté urbaine, environnement et espaces verts), la police municipale de proximité et les services de renouvellement urbain et de cohésion sociale.
  La ville traite les demandes relevant de la GUSP qui dépendent de la compétence du Maire. Elle assure le suivi des interventions et articule l'action des différents services municipaux.
- Le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat et ses équipes de proximité :
  Le bailleur social, par la présence de son équipe de proximités (gardien) et son investissement par la gestion de son patrimoine est nécessaire à la réussite du dispositif. Il s'appuie sur les engagements pris dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB pour conduire et accompagner les actions qui viennent renforcer ou compléter les missions de droit commun qui relèvent de sa compétence. Les priorités dégagées dans le plan d'action TFPB pourront être actualisées chaque année en fonction des besoins identifiés dans le cadre de la GUSP.
- L'Etablissement Public Territorial :
  Un acteur incontournable car intervient dans leur domaine de compétences notamment technique (déchets, assainissement…) et mobilise des moyens thématiques en faveur de la démarche de Gestion Urbaine de Proximité.
- L'Etat
  Garant du cadre de l'action, l'Etat veille à la mise en œuvre du dispositif de GUSP et notamment aux obligations liées aux territoires du NPNRU. Il a aussi pour mission d'organiser et de veiller à la cohérence des engagements.

  D'autres acteurs participent à la gestion du quartier et seront essentiels à associer tels que les différents opérateurs qui interviendront notamment pour la phase chantier mais également les équipements et services présents sur le quartier.
  Collectivement ces acteurs et partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires afin d'atteindre les objectifs dressés dans le programme d'actions. Le financement et les moyens spécifiques à mobiliser seront à étudier en amont de la mise en œuvre. De plus, ils s'engagent à renforcer la coordination des différents gestionnaires et des intervenants via les instances et les outils et procédures spécifiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

5.2. L'IMPLICATION DES HABITANTS ET DU TISSU ASSOCIATIF

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, en tant que démarche d'amélioration du cadre de vie des habitants doit impérativement s'appuyer sur l'expertise d'usage de ceux qui vivent et pratiquent le quartier au quotidien. Ils sont directement partie prenante des améliorations à apporter et sont les premiers « bénéficiaires » de la GUSP.

Les modalités de communication et de concertation liées à la GUSP sont articulées à celles liées au Projet de Renouvellement Urbain. Ces temps de concertation permettent d'échanger sur les dysfonctionnements récurrents observés, d'identifier les enjeux d'usage à intégrer ou arbitrer dans le cadre de projet urbain notamment pour tenir compte des usages actuels et/ou favoriser l'appropriation et l'utilisation de nouveaux usages.

Les modalités d'implication des habitants sont diverses :

- participation au repérage des dysfonctionnements via les dispositifs de recueil de l'information et de réclamation
- participation à des projets d'amélioration et d'embellissement du cadre de vie que ce soit dans la phase réflexion et conception.

Les associations locales ont notamment un rôle primordial. Au-delà de leur connaissance des quartiers elles sont également mobilisables pour mener des actions de sensibilisation ou encore d'embellissement qui répondent aux objectifs de la gestion urbaine du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

6. DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU PROJET DE GESTION

La réussite de la mise en réseau des acteurs nécessite une coordination spécifique et un partenariat fort permettant la prise de décision stratégique et les réponses techniques concrètes de terrain.

La coordination du Projet de Gestion sera menée par la collectivité .
La mise en œuvre globale de la démarche sera assurée grâce à l'articulation de trois niveaux d'instances :

- Politique : le comité de pilotage du Programme de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR)
- Technique : le comité technique de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité
- Opérationnelle : les groupes de coordination technique et une cellule de veille

6.1. INSTANCE POLITIQUE : LE COMITE DE PILOTAGE DU PRIR

Le comité de pilotage de la GUSP doit être articulé au pilotage du PRIR qui reste l'instance d'orientation et de suivi du projet de renouvellement urbain et de mobilisation de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement. Ce comité de pilotage se réunit 2 à 3 fois par an pour un bilan général de l'avancement du projet de renouvellement urbain et l'arbitrage des sujets d'actualité. Plus spécifiquement pour la GUP, il s'agira de valider les enjeux prioritaires de la démarche et veiller à la cohérence des actions conduites sur les quartiers ainsi que d'évaluer les actions et l'atteinte des objectifs.

6.2. INSTANCE TECHNIQUE : LE COMITE TECHNIQUE DE LA GUSP

Le comité technique est constitué des services gestionnaires de la Ville et de l'EPT ainsi que du bailleur. Il est chargé d'évaluer l'avancée du programme d'action, son efficacité concrète sur le terrain, les limites opérationnelles rencontrées et, le cas échéant, les ajustements rendus nécessaires. Il a pour vocation d'élaborer des propositions de GUSP en s'articulant avec les autres instances de la Ville. Il permettra d'identifier les groupes de travail thématiques nécessaires. Ce comité de pilotage pourra se réunir deux à trois fois par an. Ces réunions viseront à établir un point de situation global par secteur afin de partager un état des lieux sur les différents territoires et à proposer des activités coordonnées et réactives comme ci suit:

- point sur l'avancement du projet en cours et plannings,
- point sur la base du tableau de bord des actions réalisées ou non ;
- remontée les besoins et demandes en matière de GUSP ;
- proposition d'actions et projets à mener pour des enjeux structurels.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

6.3. INSTANCES OPERATIONNELLES : COORDINATION DE LA GUSP

Les gestionnaires de terrain assureront le suivi opérationnel de la GUSP en se réunissant régulièrement lors de réunions de secteur autour de sujets ou problématiques identifiés composées des gestionnaires de terrain. Ce groupe invitera d'autres partenaires et acteurs des quartiers en fonction des thématiques qu'il souhaitera traiter. Leur régularité sera définie en fonction de l'actualité et de l'avancement des chantiers. Ces réunions viseront principalement à établir un point de situation global par secteur afin de partager un état des lieux sur les différents territoires et de proposer des activités coordonnées et réactives.

Cette instance s'appuiera sur une cellule de veille pour faire le point quotidiennement avec les services concernés sur les différents incidents et leur traitement, alerter et solliciter autant que de besoin pour orienter et régler les dysfonctionnements. Pour ce faire, différents outils de veille seront mobilisés :

- une fiche de suivi qui sera envoyée environ une fois par mois aux partenaires pour le suivi des actions à mettre en œuvre et pour alimenter les propositions d'amélioration.
- des diagnostics en marchant où les habitants seront associés.

L'enjeu est d'associer en amont tous les partenaires afin que chacun puisse apporter des informations au regard de leur expertise respective et de s'assurer de la mise en place d'actions optimales et effectives.

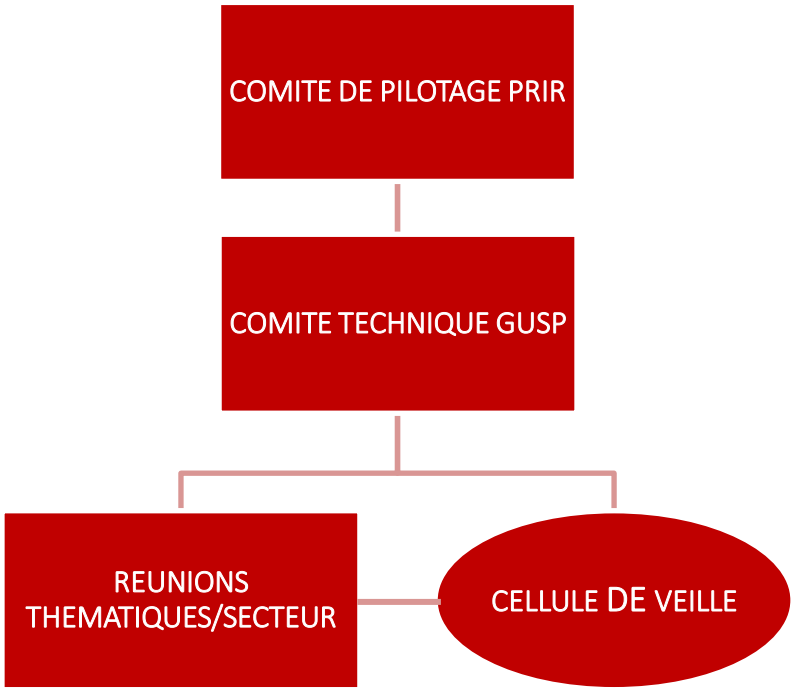


Schéma des instances de pilotage et de suivi de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, Kremlin-Bicêtre, 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

COMITE DE PILOTAGE NPNRU - Volet accompagnement

- **Composition**: Elus, l'Etablissement Public Territorial, Bailleur, Etat
- **Rôle** : validation des enjeux prioritaires, arbitrage des questions stratégiques, bilan de la gestion urbaine de proximité
- **Régularité** : environ deux fois par an

COMITE TECHNIQUE GUSP

- **Composition** : les services gestionnaires Ville, EPT, bailleur, maîtrise d'oeuvre, entreprises
- **Rôle** : suivi et évaluation du programme d'actions, ajustement et propositions d'actions, propositions de groupes de travail spécifiques
- **Régularité** : environ deux fois pas an

COORDINATION TECHNIQUE ET OPERATIONNELLE

- **Composition** : les services gestionnaires Ville, EPT, bailleur et les autres services "ville" pour une approche globale (DGASP, Police de proximité, Démocratie locale…) en fonction des sujets.
- **Rôle** : remontée et régulation des dysfonctionnements, propositions d'actions correctives et projets à mener
- **Moyens et régularités** : réunions thématiques selon les enjeux identifiés / Diagnostics en marchant (trimestriel) + Fiche de suivi (mensuelle) + Présence de proximité par les gardiens

Schéma détaillé des intances de pilotage et de suivi de la GUP, Kremlin-Bicêtre 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

7. LES OUTILS DE SUIVI DE LA GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE

- Les diagnostics en marchant au cours desquels la coordination technique de la GUSP, les bailleurs et un groupe d'habitants identifient les dysfonctionnements, lacunes existantes sur le quartier. Les différents services techniques pourront également y être associés. Ces balades sont les moyens d'identifier des pistes d'amélioration à mener mais également de mesurer les avancées de certaines actions. Elles font l'objet d'un compte-rendu qui sera transmis aux habitants et aux acteurs concernés. Ces visites de terrain devront s'instaurer à minima tous les trimestres et pourront être proposées en amont des séances de coordination techniques et opérationnelles.

- Une fiche de suivi partagée à tous les acteurs de la GUSP par quartier qui permet de regrouper tous les signalements relevés de différentes façons que ce soit via les différents gestionnaires et les habitants.

  Ces outils doivent s'intégrer dans un projet de développement global et s'articuler avec les différents dispositifs spécifiques existants tels que les outils visant à l'amélioration de la sécurité (CLSPD).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

8. LE FINANCEMENT DE LA GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE

La Ville et les bailleurs participeront, aux actions de la GUSP par la mobilisation de leur droit commun, de leurs financements exceptionnels et de leurs équipes.

De plus, l'un des leviers financiers pour améliorer le cadre de vie des habitants des Quartiers Politiques de la Ville est l'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB). Cet abattement de 30% de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties est destiné aux bailleurs présents dans les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (QPV) en contrepartie d'actions visant :

- l'amélioration du cadre et de la qualité de vie des locataires (gestion des déchets, propreté, espaces verts, qualité des espaces extérieurs etc…)
- le renforcement des dispositifs en faveur de la tranquillité résidentielle et de la sécurité
- la valorisation d'animation en faveur du lien social, de la cohésion sociale et du vivre ensemble

Au Kremlin-Bicêtre, une convention locale d'utilisation de cet abattement a été signée pour l'année 2024. Dans le cadre de cette convention, des axes d'intervention ont été sélectionnés et inscrits pour intervenir de façon complémentaire et renforcée aux démarches de gestion urbaine de proximité :

- L'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier et le soutien aux personnels de proximité dans leur gestion des spécificités du patrimoine et des besoins des locataires,
- L'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance aux usages et modes d'habiter ;
- Les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;
- Les actions de développement social permettant de développer la concertation et le « vivre ensemble ».

Ce dispositif d'abattement TFPB permet de mener des actions complémentaires qui apportent une réelle plus-value pour les habitants. La Ville a décidé de proroger la convention locale pour la période 2025/2030 afin de poursuivre les dynamiques partenariales déjà engagées sur toute la durée du nouveau contrat engagements quartiers 2030.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

9. ARTICLES CONTRACTUELS

La présente convention est établie pour la durée de la convention ANRU.

La convention de gestion urbaine et sociale de proximité pourra être révisée, rajustée, réorientée régulièrement. Toute révision de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment validé par le comité de pilotage, présenté aux différentes instances délibérantes et signé par les parties en présence.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

10.ANNEXES

– FICHE DE SUIVI

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'Etat, représenté par la Préfète Déléguée pour l'Egalité des Chances du Val-de-Marne, Véronique DEPREZ-BOUDIER	**L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre**, représenté par son Président, Michel LEPRÊTRE	**La commune du Kremlin-Bicêtre**, représentée par son Maire, Jean-Francois DELAGE
Kremlin-Bicêtre Habitat, représenté par sa Directrice Générale, Coumba DEMBELE		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Quartier : Relevé des dysfonctionnements et pistes d'améliorations

Date mise à jour :

	DYSFONCTIONNEMENTS			RESOLUTION/AMELIORATION					
THEMATIQUE	Localisation	Date relevé	Constats	Gestionnaire / Acteur concerné	Etat	Échéance d'intervention	Action/Piste d'amélioration	Date réalisation de l'intervention	Commentaire

Modèle Fiche de suivi, Ville du Kremlin-Bicêtre, 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-112

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

POLITIQUE DE LA VILLE - CONVENTION DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) DU QUARTIER PRIORITAIRE «PERI-SCHUMAN, BERGONIE»

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Vry-Narcisse Tapa, conseiller municipal délégué, expose au Conseil :

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) traduit l'ambition politique de transformer profondément les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) qui rencontrent et présentent des dysfonctionnements urbains alliés à des difficultés sociales marquées.
Cette ambition, exprimée par la loi LAMY du 21 février 2014, guide les principes d'action de l'ANRU et de la contractualisation avec les porteurs de projets et l'ensemble des acteurs concernés. Conformément à l'article 5.1 du Règlement Général de l'ANRU, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée à mettre en place un Projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) à annexer à la convention ANRU relative au projet de renouvellement urbain du quartier « Péri-Schuman, Bergonié ».
L'objet de ce Projet de Gestion est de permettre la mise en place d'une Gestion Urbaine et Sociale de Proximité spécifique car liée à la nature des opérations du projet de renouvellement urbain et l'anticipation des changements de responsabilités inhérents à la mutation du quartier, par l'ensemble des acteurs et usagers des quartiers.

La GUSP est une démarche et un outil interpartenarial fondés sur l'articulation, la coordination et l'adaptation des interventions de chaque acteur qui œuvre pour l'amélioration du cadre et du quotidien de vie des habitants des quartiers (collectivités territoriales, bailleurs, représentants de l'Etat...) en agissant sur des problématiques quotidiennes (propreté, maintenance de l'entretien des immeubles, aménagement et équipement, stationnement, lien social, tranquillité publique etc...).

1. Objectifs de la démarche

Dans le cadre des Projets de Renouvellement Urbain, la démarche GUSP a vocation à répondre à différents objectifs, à des temporalités différentes. Trois phases sont ainsi déclinables :

- **Phase d'avant-projet et gestion quotidienne** : prendre en compte les problématiques actuelles en termes de gestion et d'usages, et les intégrer dans la phase de conception du projet ainsi qu'anticiper les enjeux de gestion, d'usage et de sûreté dans la conception des opérations d'aménagement afin de favoriser l'appropriation et la pérennisation des mutations des quartiers

- **Phase chantier/travaux** : en phase chantier s'assurer d'anticiper et réduire au maximum les nuisances dues aux travaux, et définir clairement les responsabilités de chaque acteur en lien avec la gestion des chantiers, accompagner le déploiement des chantiers et anticiper les impacts du projet urbain sur les usages, les responsabilités, les modalités et les coûts de gestion des gestionnaires ;

- **Phase d'après projet** : ajustement des aménagements en fonction de l'utilisation réelle des usagers.

La convention a pour objet de formaliser les objectifs et priorités que se fixe la GUSP, le programme d'actions ainsi que les dispositifs de pilotage et de suivi pour répondre à ces objectifs. Elle s'inscrit dans une démarche évolutive, actualisable et une vision à moyen terme, même si le partenariat et le mode d'intervention qu'elle met en place sont appelés à perdurer au-delà du projet.

2. Enjeux du projet de gestion

Le projet de renouvellement urbain prévoit d'importantes évolutions pour le quartier dans les dix prochaines années. L'accompagnement des habitants et des riverains dans la transition de leur quartier doit passer par une vigilance accrue lors des importantes phases de travaux et notamment de démolition.
Le projet de gestion aura donc vocation à réunir les différentes gestions à chaque phase du projet pour s'assurer que chacun, selon sa responsabilité, effectue le nécessaire pour une bonne gestion des chantiers et soit en mesure de proposer des déviations pour permettre aux riverains de continuer à circuler en toute sécurité.

3. Orientations du projet

La Gestion Urbaine de Proximité doit permettre d'améliorer de façon visible le quotidien des Kremlinois et des professionnels qui pratiquent et vivent dans les quartiers concernés et ce, aux différentes phases du projet urbain.
La démarche partenariale s'est structurée autour de plusieurs objectifs et axes prioritaires, au sein desquels sont développées plusieurs actions et pistes d'amélioration, dont la faisabilité et la mise en œuvre ont été analysées au sein des groupes de travail réunissant les différents partenaires. Les objectifs prioritaires identifiés pour le quartier sont :

- **Garantir un entretien courant du quartier pour un cadre de vie amélioré**
  - Améliorer la gestion des déchets et des encombrants et limiter la présence de dépôts sauvages
  - Sensibiliser au tri des déchets les habitants
- **Améliorer la qualité des espaces extérieurs pour un quartier exemplaire**
  - Améliorer l'appropriation des espaces publics
  - Améliorer et sécuriser la voirie
  - Mettre en valeur et développer les espaces verts (diversification, biodiversité...)
- **Combiner transformation du quartier et vie quotidienne : accompagnement des travaux**
  - Informer les habitants sur les différentes temporalités et contraintes de mise en œuvre du projet
  - Anticiper et gérer les encombrants et collecte des déchets en ph[illegible]

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Elaboration d'une charte travaux durable/règle de conduite
- Entretenir et préserver les espaces verts au cours de la phase chantier

- **Garantir une proximité avec les habitants, renforcer la communication et développer le lien social**
  - Développer l'information et la communication autour des projets et des actions
  - Développer des actions favorisant le lien social et l'animation du quartier

Ces objectifs prioritaires et les actions qui y sont liées ont vocation à évoluer afin de se consolider et de s'améliorer tout au long du projet et des années d'exercice.

4. Pilotage et suivi de la démarche

La réussite de la mise en réseau des acteurs nécessite une coordination spécifique et un partenariat fort permettant la prise de décision stratégique et les réponses techniques concrètes de terrain. A travers la signature de la présente convention, tous les partenaires s'engagent mutuellement à participer à l'amélioration de la qualité de vie, du service rendu aux habitants de ces quartiers.
Pour une mise en œuvre conforme aux engagements pris dans le cadre du Contrat de Ville et de la convention ANRU du NPNRU sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le projet de convention et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à procéder à la signature de la convention et à la soumettre aux différents partenaires signataires.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Vry-Narcisse Tapa, conseiller municipal délégué,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,
Vu la délibération du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 24 novembre 2022 approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain du quartier "Péri – Schuman Bergonié" au Kremlin-Bicêtre,
Vu le projet de convention ci-annexé,
Considérant l'intérêt de mettre en place une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité relative au NPNRU sur la ville du Kremlin-Bicêtre,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré par 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY), et 5 abstentions (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'approuver la convention cadre du projet de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité du NPNRU du quartier prioritaire « Péri-Schuman Bergonié » annexée à la présente délibération.

Article 2

D'autoriser, Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la charte d'engagement ainsi que tout autre document pouvant découler de la mise en œuvre de ce partenariat.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-112-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-114

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – REPRISE DE PROVISIONS POUR RISQUE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-114-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le principe de prudence et les règles budgétaires et comptables imposent d'enregistrer en comptabilité une provision, en raison de la réalisation probable d'un risque ou d'une charge nécessitant une sortie de ressources sur un prochain exercice. Le résultat comptable se retrouve ainsi cohérent avec la réalité des obligations financières de la collectivité, même si celles-ci ne sont pas encore décaissables. La Ville du Kremlin-Bicêtre a constitué en 2009 une provision pour risque d'un montant de 590 896 euros. Cette provision est inscrite dans le compte de gestion tenu par le comptable public. Cette provision est issue d'un contentieux entre la ville et l'Etat concernant le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement attribué à la commune pour les années 2000 à 2005.
La commune du Kremlin-Bicêtre avait introduit un recours devant le tribunal administratif de Melun concernant l'attribution de la Dotation Globale de Fonctionnement pour les années 2000 à 2005. En effet, la Ville considérait que le mode de calcul effectué par l'Etat (concernant la prise en compte de la population liée aux recensements complémentaires) était non conforme au Code général des collectivités territoriales. Le tribunal administratif avait débouté la Ville par jugements en date du 18 novembre 2005 et du 9 novembre 2006. La Ville a fait appel de ces jugements devant la Cour administrative d'appel de Paris.
Par un arrêt du 24 octobre 2008, la CAA de Paris avait annulé les décisions du tribunal administratif et avait fait droit aux demandes de la Ville. Elle avait condamné l'Etat à payer à la ville la somme demandée assortie des intérêts légaux qui s'élevait à un montant total de 590 895,95 €. Cette somme de 590 895,95 € a été versée à la Ville par l'État en 2009. L'État a introduit un pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat le 29 décembre 2008.
Conformément à la règlementation en vigueur, et compte tenu des procédures encore en cours et de l'incertitude quant à l'attribution définitive des sommes en question, la commune avait constitué une provision pour risque de 590 896 € par délibération n° 2009-045 en date du 30 avril 2009. Le conseil d'État a cassé le jugement de la CAA de Paris et donné raison à l'État, condamnant la Ville à rembourser cette somme. Toutefois, l'Etat n'a pas émis le titre pour le recouvrement de cette somme. Le délai quadriennal étant largement dépassé, la commune peut reprendre la provision correspondante, puisqu'elle est ainsi devenue sans objet.
La reprise de cette provision correspond donc à une recette de fonctionnement d'un montant égal à la provision constituée (soit 590 896 €). Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la reprise de cette provision.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M57,
Vu la délibération n° 2009-044 du 30 avril 2009 sur le choix du régime des provisions,
Vu la délibération n° 2009-045 du 30 avril 2009 relative à la constitution d'une provision pour risque,
Considérant que la provision pour risque peut être reprise, suite à l'extinction des risques afférents,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
La provision pour risque d'un montant de 590 896 € fait l'objet d'une reprise.

Article 2
La reprise de cette provision fera l'objet d'un titre au chapitre 78. Cette recette sera inscrite au budget 2024, dans le cadre d'une décision modificative.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-114-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : **VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940043900010

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : VILLE DU KREMLIN BICETRE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 33
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 46
A1.01 - Opérations non ventilables 48
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 49
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 52
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 53
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 54
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 57
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 60
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 63
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 64
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 67
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 69
A1.908 - Fonction 8 - Transports 72
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 76
A2.01 - Opérations non ventilables 78
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 79
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 85
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 86
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 87
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 95
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 98
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 99
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 100
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 103
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 105
A2.938 - Fonction 8 - Transports 108

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	112
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	113
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	114
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	115
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	116

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	24642

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1304.88

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1971.28
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2027.27
3	Dépenses d'équipement brut / population	505.18
4	Encours de dette / population (2) (3)	1027.82
5	DGF / population	73.16
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	57.91%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1.03%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	24.92%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	50.70%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.76%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-305 397,00	-305 397,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-305 397,00	-305 397,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	637 696,00	637 696,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	637 696,00	637 696,00

TOTAL DU BUDGET (5)	332 299,00	332 299,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
APEV2024/2024	ESPACES VERTS	21	2 596 920,00
APGYM2024/2024	GYMNASES	23	1 100 000,00
APSECU2024/2024	SECURITE	21	112 500,00
TOTAL			**3 809 420,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**3 809 420,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	661 725,50	0,00	0,00	0,00	661 725,50
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	83 820,00	0,00	0,00	0,00	83 820,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	10 484 437,76	0,00	-305 397,00	-305 397,00	10 179 040,76
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	1 523 995,17	0,00	0,00	0,00	1 523 995,17
Total des dépenses d'équipement		**12 753 978,43**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**12 448 581,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 943 645,00	0,00	0,00	0,00	2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	136 550,00	0,00	0,00	0,00	136 550,00
Total des dépenses financières		**3 090 195,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 090 195,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**15 944 173,43**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**15 638 776,43**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*160 000,00*		*0,00*	*0,00*	*160 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*108 000,00*		*0,00*	*0,00*	*108 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***268 000,00***		***0,00***	***0,00***	***268 000,00***

TOTAL	**16 212 173,43**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**15 906 776,43**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**15 906 776,43**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 234 522,00	0,00	0,00	0,00	1 234 522,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**5 934 522,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 934 522,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	459 600,00	0,00	0,00	0,00	459 600,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	2 438 333,34	0,00	0,00	0,00	2 438 333,34
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 900 000,00	0,00	-461 000,00	-461 000,00	2 439 000,00
Total des recettes financières		**5 900 933,34**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**5 439 933,34**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**11 935 455,34**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**11 474 455,34**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 302 333,58*		*155 603,00*	*155 603,00*	*2 457 936,58*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 707 631,00*		*0,00*	*0,00*	*1 707 631,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*108 000,00*		*0,00*	*0,00*	*108 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 117 964,58***		***155 603,00***	***155 603,00***	***4 273 567,58***

TOTAL	**16 053 419,92**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**15 748 022,92**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**158 753,51**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**15 906 776,43**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**4 005 567,58**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	8 426 935,89	0,00	0,00	0,00	8 426 935,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	28 030 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	28 130 000,00
014	Atténuations de produits	525 000,00	0,00	295 293,00	295 293,00	820 293,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10 408 565,00	0,00	40 000,00	40 000,00	10 448 565,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**47 390 500,89**	**0,00**	**435 293,00**	**435 293,00**	**47 825 793,89**
66	Charges financières	662 003,00	0,00	0,00	0,00	662 003,00
67	Charges spécifiques (4)	21 880,00	0,00	46 800,00	46 800,00	68 680,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00		0,00	0,00	20 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**48 094 383,89**	**0,00**	**482 093,00**	**482 093,00**	**48 576 476,89**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 302 333,58*		*155 603,00*	*155 603,00*	*2 457 936,58*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 707 631,00*		*0,00*	*0,00*	*1 707 631,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 009 964,58***		***155 603,00***	***155 603,00***	***4 165 567,58***
TOTAL		**52 104 348,47**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**52 742 044,47**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**52 742 044,47**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	235 000,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 237 212,00	0,00	0,00	0,00	3 237 212,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	7 740 151,00
731	Fiscalité locale	32 760 012,00	0,00	0,00	0,00	32 760 012,00
74	Dotations et participations (4)	4 906 164,89	0,00	0,00	0,00	4 906 164,89
75	Autres produits de gestion courante (4)	439 545,00	0,00	46 800,00	46 800,00	486 345,00
Total des recettes de gestion courante		**49 318 084,89**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**	**49 364 884,89**
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00
77	Produits spécifiques (4)	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		590 896,00	590 896,00	590 896,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**49 318 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**49 956 082,89**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*160 000,00*		*0,00*	*0,00*	*160 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***160 000,00***		***0,00***	***0,00***	***160 000,00***

TOTAL	**49 478 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**50 116 082,89**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 625 961,58**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**52 742 044,47**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**4 005 567,58**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	-305 397,00	*0,00*	-305 397,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**-305 397,00**	***0,00***	**-305 397,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-305 397,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	100 000,00		100 000,00
014	Atténuations de produits	295 293,00		295 293,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	40 000,00	*0,00*	40 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	46 800,00	*0,00*	46 800,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*155 603,00*	155 603,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**482 093,00**	***155 603,00***	**637 696,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**637 696,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*155 603,00*	155 603,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		-461 000,00		-461 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**-461 000,00**	***155 603,00***	**-305 397,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-305 397,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	46 800,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	590 896,00	*0,00*	590 896,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**637 696,00**	***0,00***	**637 696,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**637 696,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 212 173,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	661 725,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	83 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 887 517,76	0,00	112 500,00	-305 397,00	-305 397,00	0,00	-305 397,00	-305 397,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 523 995,17	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	2 596 920,00	0,00	2 596 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 753 978,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 943 645,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	136 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 090 195,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**15 944 173,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*160 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*108 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**268 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**-305 397,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 615 086,58**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 234 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 934 522,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	459 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 900 000,00	0,00	-461 000,00	-461 000,00	-461 000,00
Total des recettes financières		**3 462 600,00**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**9 497 122,00**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 302 333,58*		*155 603,00*	*155 603,00*	*155 603,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 707 631,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*108 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 117 964,58***		***155 603,00***	***155 603,00***	***155 603,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-305 397,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 212 173,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	661 725,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	415 378,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	15 484,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	131 671,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	99 192,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	83 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	83 820,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 887 517,76	0,00	112 500,00	-305 397,00	-305 397,00	0,00	-305 397,00	-305 397,00
2111	Terrains nus	9 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	667 282,85	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	170 305,97	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	238 669,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	131 437,18	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	22 560,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	106 878,84	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	2 363,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	4 056 725,45	0,00		-305 397,00	-305 397,00	0,00	-305 397,00	-305 397,00
21352	Bâtiments privés	94 208,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	161 191,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	87 145,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	89 881,68	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	182 229,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	58 591,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	10 103,39	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	121 832,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	32 545,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	18 900,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	419 273,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	326 807,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	33 494,31	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	146 389,71	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	645 698,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 523 995,17	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 323 995,17	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	2 596 920,00	0,00	2 596 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 753 978,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 943 645,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 940 645,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
266	Autres formes de participation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	136 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	81 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	55 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 090 195,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45410	BATIMENTS (COMMUN)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**15 944 173,43**	**0,00**	**3 809 420,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*160 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*110 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*70 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*40 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
15722	*Prov.gros entretien ou grandes révisions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*50 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*50 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*108 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*108 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre	**268 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
0	ESPACES VERTS	APEV2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018013	AMENAGEMENT LOCAUX 29 AV C.GIDE	3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 0
LIBELLE : ESPACES VERTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : APEV2024

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2018013
LIBELLE : AMENAGEMENT LOCAUX 29 AV C.GIDE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 3

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 615 086,58**	**0,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 234 522,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	5 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 228 517,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 934 522,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	459 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	359 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 900 000,00	0,00	-461 000,00	-461 000,00	-461 000,00
Total des recettes financières		**3 462 600,00**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**9 497 122,00**	**0,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**	**-461 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 302 333,58*		*155 603,00*	*155 603,00*	*155 603,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 707 631,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 707 631,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*108 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*105 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2033	*Frais d'insertion*	*3 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 117 964,58***		***155 603,00***	***155 603,00***	***155 603,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 104 348,47**	**0,00**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
011	Charges à caractère général (4)	8 426 935,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	28 030 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
014	Atténuations de produits	525 000,00	0,00		295 293,00	295 293,00		295 293,00	295 293,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	10 408 565,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**47 390 500,89**	**0,00**	**0,00**	**435 293,00**	**435 293,00**	**0,00**	**435 293,00**	**435 293,00**
66	Charges financières	662 003,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	21 880,00	0,00		46 800,00	46 800,00		46 800,00	46 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**703 883,00**	**0,00**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**		**46 800,00**	**46 800,00**
Total des dépenses réelles		**48 094 383,89**	**0,00**	**0,00**	**482 093,00**	**482 093,00**	**0,00**	**482 093,00**	**482 093,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 302 333,58*			*155 603,00*	*155 603,00*		*155 603,00*	*155 603,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 707 631,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 009 964,58**			**155 603,00**	**155 603,00**		**155 603,00**	**155 603,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**637 696,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 478 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
013	Atténuations de charges (3)	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 237 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	32 760 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	4 906 164,89	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	439 545,00	0,00	46 800,00	46 800,00	46 800,00
Total des recettes de gestion des services		**49 318 084,89**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**	**46 800,00**
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		590 896,00	590 896,00	590 896,00
Total des recettes financières		**302,00**	**0,00**	**590 896,00**	**590 896,00**	**590 896,00**
Total des recettes réelles		**49 318 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*160 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**160 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**637 696,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 104 348,47**	**0,00**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
011	Charges à caractère général (5)	8 426 935,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	169 737,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	157 873,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	953 417,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	388 709,43	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	8 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	125 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	884 740,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	57 158,66	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	80 757,68	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	228 697,27	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	31 901,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	68 572,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	25 887,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	37 603,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	29 174,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	87 424,25	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	755 998,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	575 986,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	126 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	128 573,78	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	75 320,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	149 990,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	236 696,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 994,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	61 072,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	49 444,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	569 904,06	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	139 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	24 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	39 522,43	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	121 910,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	438 462,44	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	147 005,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	45 530,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	120 617,14	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	332 688,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	2 983,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	111 817,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	53 621,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	209,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	20 449,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 162,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	18 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	51 060,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	86 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 985,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	52 584,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	23 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais budgets annexes et régies	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	112 841,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	292 426,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	15 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	7 870,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	19 690,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 766,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	28 030 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
6218	Autre personnel extérieur	113 854,52	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	487 090,23	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	82 936,10	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	254 976,84	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 942 544,53	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	598 238,26	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 074 874,04	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64131	Rémunérations	6 992 701,33	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	179 462,20	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 504 403,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 393 567,22	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	278 318,84	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 155,10	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	43 116,59	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	80 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	761,20	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	525 000,00	0,00		295 293,00	295 293,00		295 293,00	295 293,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	400 000,00	0,00		295 293,00	295 293,00		295 293,00	295 293,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	125 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	10 408 565,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
65131	Bourses	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	2 025,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	254 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	26 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	27 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	651 358,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	7 402 533,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	40 060,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	191 783,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. Fonct. CL de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	256 408,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	690 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573644	Subv. fonct. syndicat exploitant un SPIC	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	659 278,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	112 120,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**47 390 500,89**	**0,00**	**0,00**	**435 293,00**	**435 293,00**	**0,00**	**435 293,00**	**435 293,00**
66	Charges financières	662 003,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	652 003,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	21 880,00	0,00		46 800,00	46 800,00		46 800,00	46 800,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 880,00	0,00		46 800,00	46 800,00		46 800,00	46 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	20 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	20 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**703 883,00**	**0,00**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**		**46 800,00**	**46 800,00**
Total des dépenses réelles		**48 094 383,89**	**0,00**	**0,00**	**482 093,00**	**482 093,00**	**0,00**	**482 093,00**	**482 093,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 302 333,58*			*155 603,00*	*155 603,00*		*155 603,00*	*155 603,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 707 631,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 707 631,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 009 964,58**			**155 603,00**	**155 603,00**		**155 603,00**	**155 603,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	138 200,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	138 200,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	10 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 478 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
013	Atténuations de charges (4)	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 237 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	427 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	55 127,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	985 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	257 678,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	40 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	30 132,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	872 582,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	32 760 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	30 970 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	4 906 164,89	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 802 819,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741123	DSU des communes	612 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	59 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	914,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	216 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	158 557,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 928 053,89	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	95 712,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	439 545,00	0,00	46 800,00	46 800,00	46 800,00
752	Revenus des immeubles	60 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75886	Gains de change créances det. non fin	9 287,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	309 684,00	0,00	46 800,00	46 800,00	46 800,00
Total des recettes de gestion des services		**49 318 084,89**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**	**46 800,00**
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		590 896,00	590 896,00	590 896,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		590 896,00	590 896,00	590 896,00
Total des recettes réelles		**49 318 386,89**	**0,00**	**637 696,00**	**637 696,00**	**637 696,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*160 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*110 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**160 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 940 645,00**	**3 364 649,49**	**0,00**	**263 380,22**	**2 156 302,99**	**1 904 073,22**	**76 172,60**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 940 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	230 813,04	0,00	6 660,00	31 494,46	6 036,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 833 836,45	0,00	256 720,22	2 124 808,53	571 042,05	76 172,60	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 323 995,17	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 397 933,34**	**315 000,00**	**0,00**	**300,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 897 933,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**4 165 788,06**	**603 169,23**	**0,00**	**164 595,62**		**15 638 776,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	274 202,00	112 520,00	0,00	0,00		661 725,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	83 820,00	0,00	0,00		83 820,00
21	Immobilisations corporelles	3 875 036,06	276 829,23	0,00	164 595,62		10 179 040,76
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		1 523 995,17
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
27	Autres immobilisations financières	6 550,00	130 000,00	0,00	0,00		136 550,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00
RECETTES		**3 552 517,00**	**200 000,00**	**0,00**	**5 705,00**		**11 474 455,34**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 424 000,00	0,00	0,00	0,00		2 439 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 897 933,34
13	Subventions d'investissement	1 128 517,00	100 000,00	0,00	5 705,00		1 234 522,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		4 503 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	100 000,00	0,00	0,00		100 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**2 940 645,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 940 645,00
	RECETTES	**7 397 933,34**
102	Dotations et fonds d'investissement	459 600,00
106	Réserves	2 438 333,34
164	Emprunts auprès des éts financiers	4 500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 060 765,20**	**0,00**	**31 292,00**	**42 301,70**	**134 570,59**	**95 720,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	72 949,54	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	131 671,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	6 192,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	1 616 083,83	0,00	1 000,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	49 586,18	0,00	8 138,76	0,00	0,00	85,70	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	880 282,15	0,00	22 153,24	42 301,70	49 570,59	5 634,30	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**315 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 364 649,49**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 949,54
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 671,50
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 192,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 702 083,83
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 810,64
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	999 941,98
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**4 282,80**	**151 276,85**	**0,00**	**0,00**	**107 820,57**	**263 380,22**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 660,00	6 660,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 626,05	12 626,05
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	75 000,00	0,00	0,00	1 654,68	76 654,68
218	Autres immobilisations corporelles	4 282,80	76 276,85	0,00	0,00	86 879,84	167 439,49
RECETTES		**300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**1 094 684,20**	**910 725,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	6 494,46	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	1 019 669,34	843 940,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	1 943,21	4 566,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	66 577,19	37 218,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**150 493,67**	**0,00**	**0,00**	**400,00**	**0,00**	**0,00**	**2 156 302,99**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 494,46
213	Constructions	0,00	0,00	11 844,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 875 454,75
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	13 900,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 409,45
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	124 748,59	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	228 944,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**211 034,07**	**0,00**	**85 043,67**	**0,00**	**2 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	91 009,02	0,00	79 852,03	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	32 545,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	84 480,05	0,00	5 191,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**1 442 248,40**	**23 835,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	6 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	85 788,75	18 835,33	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	14 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	12 058,48	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 323 995,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**25 350,83**	**0,00**	**14 560,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 904 073,22**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 036,00
213	Constructions	120,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	376 205,13
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	987,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 357,36
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 545,00
218	Autres immobilisations corporelles	24 243,47	0,00	13 960,92	0,00	0,00	0,00	144 934,56
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 323 995,17
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**6 000,00**	**0,00**	**472,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	472,50	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 442,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 630,91**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 877,39	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,99	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 442,82	0,00	0,00	0,00	0,00	37 623,53	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 301,42**	**324,95**	**0,00**	**0,00**	**76 172,60**
213	Constructions	0,00	0,00	6 046,42	0,00	0,00	0,00	29 396,31
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	324,95	0,00	0,00	454,94
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	255,00	0,00	0,00	0,00	46 321,35
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**252 005,42**	**3 874 859,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 791,60**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	124 202,00	135 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
211	Terrains	0,00	9 215,42	613 227,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	108 588,00	2 871 147,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 791,60
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	255 484,32	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
261	Titres de participation	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**28 639,00**	**1 099 878,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 424 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 424 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	28 639,00	1 099 878,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 131,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 581,80	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	6 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 165 788,06**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 202,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622 442,85
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 979 735,49
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 373,40
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 484,32
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 550,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 552 517,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 424 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 128 517,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**322 920,00**	**0,00**	**0,00**	**280 249,23**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	19 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 820,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	155 400,00	0,00	0,00	111 429,23	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**603 169,23**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 520,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 820,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 829,23
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 983,02**	**0,00**	**103 612,60**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 612,60	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 983,02	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	5 705,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 595,62**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 612,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 983,02
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 705,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 705,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**8 924 829,00**	**12 974 416,30**	**0,00**	**2 492 747,79**	**7 368 663,50**	**7 381 748,01**	**4 761 652,64**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	3 325 592,16	0,00	336 152,28	1 793 212,23	1 029 731,42	536 064,24	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 175 100,14	0,00	1 399 017,51	5 309 729,27	5 838 036,59	3 407 588,40	0,00
014	Atténuations de produits	820 293,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 402 533,00	473 524,00	0,00	710 778,00	265 622,00	513 900,00	818 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	662 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	20 000,00	200,00	0,00	46 800,00	100,00	80,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**42 874 597,00**	**375 562,00**	**0,00**	**46 800,00**	**988 000,00**	**1 358 925,00**	**1 718 083,89**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	228 252,00	0,00	0,00	985 000,00	383 000,00	363 680,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	32 000 012,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 543 536,00	59 000,00	0,00	0,00	0,00	949 225,00	1 354 403,89	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 010,00	0,00	46 800,00	3 000,00	26 700,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	590 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 465 732,41**	**770 720,03**	**1 558 219,18**	**877 748,03**		**48 576 476,89**
011	Charges à caractère général	0,00	378 163,22	238 146,76	39 300,00	750 573,58		8 426 935,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 083 769,19	273 165,27	1 518 919,18	124 674,45		28 130 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		820 293,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 800,00	259 408,00	0,00	1 000,00		10 448 565,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		662 003,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00		68 680,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
RECETTES		**0,00**	**489 841,00**	**527 000,00**	**0,00**	**1 577 274,00**		**49 956 082,89**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00		235 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 280,00	0,00	0,00	1 275 000,00		3 237 212,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	0,00	410 000,00	350 000,00	0,00	0,00		32 760 012,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 906 164,89
75	Autres produits de gestion courante	0,00	77 561,00	12 000,00	0,00	302 274,00		486 345,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		590 896,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**8 924 829,00**
655	Contributions obligatoires	7 402 533,00
661	Charges d'intérêts	662 003,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	20 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	820 293,00
RECETTES		**42 874 597,00**
731	Fiscalité locale	32 000 012,00
732	Fiscalité reversée	6 867 569,00
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	872 582,00
741	D.G.F.	2 415 324,00
744	FCTVA	11 000,00
748	Autres attributions et participations	117 212,00
761	Produits de participations	2,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	590 896,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**9 979 217,90**	**0,00**	**613 617,08**	**723 269,25**	**458 957,85**	**346 287,43**	**565 154,40**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	770 787,92	0,00	1 226,32	11 132,60	12 016,83	11 844,05	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	40 020,00	0,00	21 678,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	346 881,90	0,00	0,00	78 465,32	11 347,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	23 910,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	330 161,55	0,00	1 440,00	0,00	2 786,14	36 985,67	14 160,00	0,00
616	Primes d'assurances	139 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	489 895,13	0,00	8 016,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	161 365,00	0,00	41 876,84	11 696,80	9 758,50	0,00	100,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	30 500,00	0,00	154 897,00	195 657,69	0,00	0,00	1 538,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	11 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	18 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	134 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
628	Divers	93 715,00	0,00	580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	219 064,00	0,00	10 088,17	9 742,44	11 283,31	9 434,78	15 652,39	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	5 820,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 113 902,16	0,00	288 719,12	235 128,62	261 290,75	195 108,81	385 141,91	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 793 326,24	0,00	85 094,83	85 445,78	101 875,32	91 052,12	145 562,10	0,00
647	Autres charges sociales	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	274,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	34 778,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	58 246,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**172 962,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**40 300,00**	**140 000,00**	**2 300,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	27 852,00	0,00	20 000,00	0,00	40 300,00	0,00	100,00	0,00
747	Participations	56 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00
752	Revenus des immeubles	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**287 912,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	693,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	7 218,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 974 416,30**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	807 007,72
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 698,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	436 694,22
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 510,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385 533,36
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 150,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 911,93
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 797,14
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 592,69
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 162,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 400,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 295,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 959,07
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 820,10
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 479 291,37
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 309 574,80
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274,90
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 778,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 246,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375 562,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 252,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 399 017,51**	**715 039,00**	**530,00**	**378 161,28**	**2 492 747,79**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	485,50	0,00	36 731,86	37 217,36
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	44 551,35	44 551,35
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	63 195,50	0,00	72 791,62	135 987,12
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 380,00	1 380,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	530,00	25 500,00	26 030,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	400,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	85 586,45	85 586,45
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	38 923,91	0,00	0,00	0,00	38 923,91
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 015 742,37	0,00	0,00	0,00	1 015 742,37
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	344 351,23	0,00	0,00	0,00	344 351,23
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	651 358,00	0,00	0,00	651 358,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	49 420,00	49 420,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	46 800,00	46 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 800,00**	**46 800,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	46 800,00	46 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**2 227 520,56**	**1 785 126,01**	**756 833,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	332 147,93	236 499,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	2 200,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	68 511,44	75 117,45	6 440,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	300,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	1 428,53	82 425,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	4 082,50	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	53 199,80	37 086,93	20 387,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 231 268,37	866 909,02	530 137,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	476 009,99	332 696,77	169 868,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	2 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	56 347,00	135 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 254,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 430 107,06**	**38 560,00**	**1 176,00**	**129 340,11**	**0,00**	**0,00**	**7 368 663,50**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 053,00	0,00	0,00	96 053,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	883 578,13	0,00	1 176,00	20 414,81	0,00	0,00	1 473 816,72
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	3 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	45 902,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 971,71
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00	940,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 854,52
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	50,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 128,30	0,00	0,00	6 128,30
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	60,00
628	Divers	0,00	0,00	-10 934,00	0,00	0,00	6 394,00	0,00	0,00	12 542,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	44 776,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 450,40
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 061 756,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 690 071,20
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	401 777,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 380 353,15
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 025,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	38 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 343,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 254,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**820 559,00**	**0,00**	**0,00**	**164 441,00**	**0,00**	**0,00**	**988 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	820 559,00	0,00	0,00	164 441,00	0,00	0,00	985 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**782 797,27**	**493 925,81**	**0,00**	**1 148 353,02**	**0,00**	**69 854,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	14 863,03	98 801,58	0,00	142 765,40	0,00	623,27	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	44 315,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 150,00	25 634,56	0,00	33 128,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	10 970,00	564,44	0,00	15 779,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	210,00	5 804,00	0,00	4 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 089,72	55 179,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	490,00	0,00	209,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	6 753,25	23 880,00	0,00	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 142,55	5 617,09	0,00	26 915,57	0,00	2 061,06	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	2 200,00	0,00	2 946,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	248 674,79	125 946,10	0,00	669 409,45	0,00	48 175,86	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	88 113,93	51 783,43	0,00	250 412,12	0,00	18 994,15	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	399 750,00	50 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 725,00**	**107 658,00**	**0,00**	**15 314,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	3 500,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	147 225,00	88 158,00	0,00	914,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	12 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**498 154,99**	**398 328,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	108 531,22	63 219,89	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	37 568,72	6 964,15	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 173,47	9 776,28	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	190,00	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	246 955,39	227 475,64	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	94 736,19	90 243,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**3 342 110,16**	**0,00**	**648 223,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 381 748,01**
604	Achats d'études, prestations de services	2 384,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00	0,00	41 384,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	84 487,26	0,00	31 467,79	0,00	0,00	0,00	544 759,44
613	Locations	300,00	0,00	30 200,00	0,00	0,00	0,00	74 815,11
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00
615	Entretien et réparations	8 208,86	0,00	20 384,69	0,00	0,00	0,00	134 039,46
618	Divers	4 650,00	0,00	6 083,00	0,00	0,00	0,00	38 046,44
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	14,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 011,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	62 269,22
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	3 831,50	0,00	0,00	0,00	4 530,50
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
627	Services bancaires et assimilés	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 510,00
628	Divers	63 310,00	0,00	10 432,00	0,00	0,00	0,00	104 500,25
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	97 666,47	0,00	12 813,67	0,00	0,00	0,00	175 166,16
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 146,00
641	Rémunérations du personnel	2 234 356,22	0,00	306 711,37	0,00	0,00	0,00	4 107 704,82
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	844 233,35	0,00	116 649,44	0,00	0,00	0,00	1 555 165,61
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	61 250,00	0,00	0,00	0,00	511 700,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
RECETTES		**941 597,00**	**0,00**	**143 631,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 358 925,00**
706	Prestations de services	357 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	383 000,00
747	Participations	584 297,00	0,00	128 631,00	0,00	0,00	0,00	949 225,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
758	Produits divers de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**72 687,26**	**0,00**	**314 628,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	10 029,66	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	38 700,00	0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 700,00	0,00	4 850,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 182,14	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	418,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	120,80	0,00	8 450,03	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 520,77	0,00	204 432,55	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	950,69	0,00	75 602,13	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	464,15	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**206 104,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	206 104,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 274 413,19**	**0,00**	**8 712,58**	**0,00**	**0,00**	**2 815 368,33**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	9 738,56	0,00	712,58	0,00	0,00	114 099,90	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 625,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 800,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 430,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 090,62	0,00	0,00	0,00	0,00	8 642,62	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682,50	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	15 313,84	0,00	0,00	0,00	0,00	74 469,65	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	368 303,34	0,00	0,00	0,00	0,00	1 823 479,21	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	140 966,83	0,00	0,00	0,00	0,00	644 064,45	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**65 358,45**	**0,00**	**2 409,55**	**0,00**	**0,00**	**1 338 209,89**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 678,00	0,00	0,00
747	Participations	65 358,45	0,00	2 409,55	0,00	0,00	1 080 531,89	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**250 460,12**	**10 382,50**	**0,00**	**15 000,00**	**4 761 652,64**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	32 300,00	0,00	0,00	0,00	32 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	36 177,89	8 109,50	0,00	0,00	178 868,09
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 625,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00
613	Locations	0,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	127 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	21 480,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	13 793,07	2 273,00	0,00	0,00	35 981,45
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,50
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	4 264,00	0,00	0,00	0,00	8 764,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	95 448,70	0,00	0,00	0,00	95 448,70
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00
628	Divers	0,00	0,00	5 621,50	0,00	0,00	0,00	7 416,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	1 368,50	0,00	0,00	0,00	99 722,82
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	680,00	0,00	0,00	0,00	680,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	33 984,73	0,00	0,00	0,00	2 432 720,60
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	13 074,58	0,00	0,00	0,00	874 658,68
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	22,15	0,00	0,00	0,00	486,30
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	23 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**106 002,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 718 083,89**
706	Prestations de services	0,00	0,00	106 002,00	0,00	0,00	0,00	363 680,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354 403,89

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**251 251,63**	**359 610,37**	**816 780,41**	**70,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 380,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	50 052,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	167 334,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 000,00	2 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	41 500,00	21 271,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 120,90	7 225,56	16 277,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	22 380,00
641	Rémunérations du personnel	180 502,05	187 043,06	403 006,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	63 628,68	66 441,75	152 523,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**410 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 287,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	60 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	9 287,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 840,00**	**3 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 554,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	2 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	8 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 465 732,41**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 052,78
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 334,08
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 115,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 771,36
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 623,80
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 290,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 551,55
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 593,84
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**489 841,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 280,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 274,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 287,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**44 028,76**	**195 449,23**	**0,00**	**0,00**	**511 242,04**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	3 606,76	3 599,00	0,00	0,00	7 864,00	0,00
613	Locations	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	108 400,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	11 930,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 922,00	0,00	0,00	0,00	11 994,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	26 401,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 930,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	4 120,09	0,00	0,00	2 977,74	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	121 737,21	0,00	0,00	78 155,46	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	39 591,93	0,00	0,00	26 582,84	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 408,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 000,00**	**350 000,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**770 720,03**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 069,76
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 400,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 430,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 916,00
618	Divers	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	46 401,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 930,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 097,83
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 892,67
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 174,77
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 408,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**527 000,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**2 800,00**	**1 536 419,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	39 554,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 099 926,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	379 438,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 558 219,18**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 554,18
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 926,94
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379 438,06
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**877 748,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	58 825,70	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	572 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	338,30	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	114 909,58	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 505,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	91 918,84	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,61	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577 274,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275 000,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	302 274,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**877 748,03**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 825,70
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338,30
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 909,58
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 505,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 918,84
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,61
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577 274,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 274,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**40 000,00**
657363	Centre Communal d'Action Sociale	Soutien actions sociales	C.C.A.S.	Etablissement de droit public	40 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**158 753,51**	**0,00**	**0,00**	**158 753,51**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**158 753,51**	**0,00**	**0,00**	**158 753,51**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**2 438 333,34**	**0,00**	**0,00**	**2 438 333,34**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**158 753,51**	**0,00**	**0,00**	**158 753,51**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 597 086,85**	**0,00**	**0,00**	**2 597 086,85**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**3 050 645,00**	**0,00**	**0,00**	**3 050 645,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**7 469 564,58**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**7 164 167,58**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 418 919,58**	**-305 397,00**	**-305 397,00**	**4 113 522,58**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 3 050 645,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 940 645,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 940 645,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**110 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*110 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 7 469 564,58**	**-305 397,00**	**VI -305 397,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**559 600,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	359 600,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	100 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**6 909 964,58**	**-305 397,00**	**-305 397,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 707 631,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 900 000,00	-461 000,00	-461 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 302 333,58*	*155 603,00*	*155 603,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

AOUDAY Patrick	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BASSEZ Ghislaine	
BELAINOUSSI Oidi	
BENSETTITI Mounia	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

GESTIN Véronique	
GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
PARIS Annie	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-115

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET PRINCIPAL 2024 DE LA COMMUNE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le budget primitif 2024 a été adopté lors de la séance du Conseil municipal du 14 décembre 2023. Il a fait l'objet d'un budget supplémentaire, dans le cadre d'une délibération du 27 juin 2024.

La présente décision modificative n°1 de l'exercice 2024 a pour objet d'ajuster certaines inscriptions au budget, en dépenses et en recettes.

1. Les modifications apportées à la section de fonctionnement du Budget 2024

1.1 Réajustement des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont réajustées à hauteur de + 637 696 euros.

Dépenses de fonctionnement		Montant budgété 2024 (BP + BS)	Montant de la DM	Montant total (BP + BS + DM)
Opérations réelles				
011	Charges à caractère général	8 426 936 €	0 €	*8 426 936 €*
012	Charges de personnel	28 030 000 €	100 000 €	*28 130 000 €*
014	Atténuation de produits (FPIC et prélèvement amendes de police)	525 000 €	295 293 €	*820 293 €*
65	Autres charges de gestion courante	10 408 565 €	40 000 €	*10 448 565 €*
66	Charges financières	662 003 €	0 €	*662 003 €*
67	Charges exceptionnelles	21 880 €	46 800 €	*68 680 €*
68	Provisions	20 000 €	0 €	*20 000 €*
Opérations d'ordre				
023	Virement à la section d'investissement	2 302 334 €	155 603 €	*2 457 937 €*
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 707 631 €	0 €	*1 707 631 €*
Total		**52 104 348 €**	**637 696 €**	***52 742 044 €***

Chapitre 012 « Charges de personnel »

Le Premier ministre a annoncé, lors de sa déclaration de politique générale, une augmentation anticipée du SMIC à compter du 1er novembre 2024 à hauteur de 2 %.

Chapitre 014 « Atténuation de produits »

Ce chapitre comprend le prélèvement relatif aux « amendes de police ». Depuis 2021, un prélèvement est effectué, au profit d'Île-de-France Mobilités et de la Région Île-de-France, au regard du nombre d'amendes de police dressées sur le territoire.

Ce prélèvement s'élevait à 396 227 € en 2023. C'est pourquoi la Ville a inscrit 400 000 € au budget primitif 2024. La commune a reçu la notification du prélèvement 2024 durant l'été. Il s'élève à 695 293 €. Il est donc nécessaire d'augmenter l'inscription de ce chapitre de + 295 293 €.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante »

La subvention versée au CCAS doit être augmentée (+ 40 000 €), principalement du fait qu'en 2024, le CCAS a pris en charge le paiement de frais d'hôtel pour l'hébergement d'urgence de familles kremlinoises, suite au sinistre survenu au 33 rue Schuman.

Chapitre 67 « Charges exceptionnelles »

Afin de procéder à une régularisation comptable il est nécessaire d'inscrire 46 800€. Cette dépense concerne l'annulation d'un titre sur exercice antérieur qui doit être réémis simultanément au nom d'un autre débiteur. Cette opération s'équilibre en dépense et en recette.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »

Le solde entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement fait l'objet d'un virement vers la section d'investissement, afin de financer les dépenses d'investissement. Le montant à ajouter en décision modificative est ici de 155 603 €.

1.2Réajustement des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont réajustées à la hausse : + 637 696 euros.

Recettes de fonctionnement		Montant budgété 2024 (BP + BS)	Montant de la DM	Montant total (BP + BS + DM)
Opérations réelles				
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 625 962 €	0 €	*2 625 962 €*
013	Atténuation de charges	235 000 €	0 €	*235 000 €*
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 237 212 €	0 €	*3 237 212 €*
73	Impôts et taxes	40 139 651 €	0 €	*40 139 651 €*
731	Fiscalité locale	360 512 €	0 €	*360 512 €*
74	Dotations, subventions et participations	4 906 165 €	0 €	*4 906 165 €*
75	Autres produits de gestion courante	439 545 €	46 800 €	*486 345 €*
76	Produits financiers	2 €	0 €	*2 €*
77	Produits exceptionnels	300 €	0 €	*300 €*
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0 €	590 896 €	*590 896 €*
Opérations d'ordre				
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	160 000 €	0 €	*160 000 €*
Total		**52 104 348 €**	**637 696 €**	***52 742 044 €***

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante »

Cette recette est la résultante d'une régularisation comptable, suite à l'annulation d'un titre sur exercice antérieur, qui doit être réémis au nom d'un autre débiteur.
Cette opération s'équilibre en dépense et en recette.

Chapitre 78 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions »

Par la délibération n° 2009-045 en date du 30 avril 2009, le Conseil municipal a constitué une provision pour risque à hauteur de 590 896 €.
Cette provision concernait un contentieux entre la Ville et l'Etat sur le montant de Dotation Globale de Fonctionnement attribué à la commune pour les années 2000 à 2005.
Aujourd'hui, ce contentieux est éteint. La Ville peut reprendre la provision.

2. Les modifications apportées à la section d'investissement du Budget 2024

2.1Réajustement des recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont réajustées à la baisse : - 305 397 euros.

Recettes d'investissement		Montant budgété 2024 (BP + BS)	Montant de la DM	Montant total (BP + BS + DM)
Opérations réelles				
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	158 754 €	0 €	*158 754 €*
024	Produit des cessions	2 900 000 €	-461 000 €	*2 439 000 €*
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 897 933 €	0 €	*2 897 933 €*
13	Subventions d'investissement reçues	1 234 522 €	0 €	*1 234 522 €*
16	Emprunts et dettes assimilées	4 503 000 €	0 €	*4 503 000 €*
23	Immobilisations en cours	200 000 €	0 €	*200 000 €*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

27	Autres immobilisations financières	100 000 €	0 €	*100 000 €*
4542	Travaux pour compte de tiers	100 000 €	0 €	*100 000 €*
Opérations d'ordre				
021	Virement de la section de fonctionnement	2 302 334 €	155 603 €	*2 457 937 €*
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 707 631 €	0 €	*1 707 631 €*
041	Opérations patrimoniales	108 000 €	0 €	*108 000 €*
Total		**16 212 173 €**	**-305 397 €**	***15 906 776 €***

Chapitre 024 « Produit des cessions »

Dans le cadre de cette décision modificative, il convient de réajuster les produits des cessions :
- Les cessions des appartements situés au 12 rue Anatole France et au 52 rue Elisée Reclus doivent être décalées à l'exercice 2025.
- La cession du terrain situé 19 rue Curie a été finalisée, le montant doit donc être actualisé.
- Le montant de la cession du 4 place Jean Jaurès est ajusté à la baisse.
- La cession d'un véhicule (une laveuse) a été réalisée.

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement »

On retrouve en recettes d'investissement, le complément de 155 603 € du virement de la section de fonctionnement.

2.2 Réajustement des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont réajustées à hauteur de – 305 397 euros.

Dépenses d'investissement		Montant budgété 2024 (BP + BS)	Montant de la DM	Montant total (BP + BS + DM)
Opérations réelles				
16	Emprunt	2 943 645 €	0 €	*2 943 645 €*
20	Immobilisations incorporelles	661 726 €	0 €	*661 726 €*
204	Subventions d'équipement versées	83 820 €	0 €	*83 820 €*
21	Immobilisations corporelles	7 700 018 €	-305 397 €	*7 394 621 €*
23	Immobilisations en cours	423 995 €	0 €	*423 995 €*
26	Participations	10 000 €	0 €	*10 000 €*
27	Autres immobilisations financières	136 550 €	0 €	*136 550 €*
4541	Travaux effectués pour le compte de tiers	100 000 €	0 €	*100 000 €*
	Opération ESPACES VERTS	2 596 920 €	0 €	*2 596 920 €*
	Opération GYMNASES	1 100 000 €	0 €	*1 100 000 €*
	Opération VIDEO PROTECTION AUDIT SECURITE	187 500 €	0 €	*187 500 €*
Opérations d'ordre				
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	160 000 €	0 €	*160 000 €*
041	Opérations patrimoniales	108 000 €	0 €	*108 000 €*
Total		**16 212 173 €**	**-305 397 €**	***15 906 776 €***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles »

Les dépenses d'investissement prévues au chapitre 21 sont diminuées de 305 397 euros. Il s'agit de dépenses qui n'ont plus lieu d'être comme le rachat de panneaux électoraux.

L'équilibre global de la présente décision modificative s'établit à + 637 696 € en section de fonctionnement, et à – 305 397 € en section d'investissement.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette décision modificative n°1 du Budget 2024, telle que présentée ci-dessus.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération n° 2023-117 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 de la commune,
Vu la délibération n° 2024-068 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire 2024,
Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les inscriptions du budget primitif 2024,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Patrick AOUDAY), 5 contre (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU), et 8 ne prenant pas part au vote (Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI)

DÉCIDE

Article unique

D'adopter la décision modificative n°1 du budget principal de la ville pour l'exercice 2024, ci-annexée.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-115-BF
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-116

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – CREANCES ADMISES EN NON VALEUR ET CREANCES ETEINTES – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-116-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le Service de Gestion Comptable d'Ivry-sur-Seine a dressé, comme chaque année, un état des produits jugés irrécouvrables. Ces produits représentent pour cette année un montant total de 38 834,48 €. En effet, cet état comprend d'une part les créances admises en non-valeur pour un montant de 27 001,21 € et d'autre part les créances éteintes pour un montant de 11 833,27 €.

Ces créances se décomposent comme suit :

Année d'émission du titre	*Montants restant à recouvrer*	*Nombre d'écritures*
2001	4 713,16	4
2002	1 905,60	1
2003	86,85	1
2012	730,21	10
2013	792,49	9
2014	3 369,62	7
2015	1 231,90	34
2016	2 222,34	33
2017	5 777,13	121
2018	6 330,84	7
2019	2 389,04	8
2020	531,87	3
2021	5 448,21	9
2022	817,64	8
2023	2 477,58	6
2024	10,00	1
Total	**38 834,48**	**262**

Le détail ventilé par nature, pour une lecture plus en adéquation avec la nomenclature comptable de la M57, vous est présenté dans le tableau ci-après :

Nature du titre	Libellé	Montants restant à recouvrer	Motif
6419	Récupération sur salaires : versement à tort	**382,53**	**Combinaison infructueuse d'actes**
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	**311,15**	**Combinaison infructueuse d'actes**
70328	Autres droits de stationnement et de location	**5 416,01**	**Combinaison infructueuse d'actes**
70632	Redevances et droits des services à caractère de loisirs	**3 338,48**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7066	Redevances et droits des services à caractère social	**98,35**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	**7 849,57**	**Combinaison infructueuse d'actes**
706888	Autres redevance et droits – Autres prestations de services	**317,44**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages…)	**1 929,60**	**Combinaison infructueuse d'actes**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	**652,47**	**Combinaison infructueuse d'actes**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-116-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

70328	Autres droits de stationnement et de location	**5 416,01**	**Combinaison infructueuse d'actes**
70632	Redevances et droits des services à caractère de loisirs	**3 338,48**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7066	Redevances et droits des services à caractère social	**98,35**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	**7 849,57**	**Combinaison infructueuse d'actes**
706888	Autres redevance et droits – Autres prestations de services	**317,44**	**Combinaison infructueuse d'actes**
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages…)	**1 929,60**	**Combinaison infructueuse d'actes**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	**652,47**	**Combinaison infructueuse d'actes**
74748	Participations – Autres communes	**6 541,12**	**Combinaison infructueuse d'actes**
75888	Autres produits divers de gestion courante - Autres	**164,49**	**Combinaison infructueuse d'actes**
TOTAL		**27 000,21**	

Article 2
D'imputer cette dépense au compte budgétaire 6541 « créances admises en non-valeur ».

Article 3
D'accepter les créances éteintes suivantes, pour un montant de 11 833,27 €.

Nature du titre	Libellé	Montants restant à recouvrer	Motif
6419	Récupération sur salaires : versement à tort	**3 017,42**	**Effacement de dette**
70328	Autres droits de stationnement et de location	**6 035,69**	**Effacement de dette**
70878	Remboursements de frais – Par des tiers	**2 780,16**	**Effacement de dette**
TOTAL		**11 833,27**	

Article 4
D'imputer cette dépense au compte budgétaire 6542 « créances éteintes ».

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-116-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

74748	Participations – Autres communes	6 541,12	Combinaison infructueuse d'actes
75888	Autres produits divers de gestion courante - Autres	164,49	Combinaison infructueuse d'actes
Sous TOTAL		27 001,21	

Nature du titre	Libellé	Montants restant à recouvrer	Motif
6419	Récupération sur salaires : versement à tort	3 017,42	Effacement de dette
70328	Autres droits de stationnement et de location	6 035,69	Effacement de dette
70878	Remboursements de frais – Par des tiers	2 780,16	Effacement de dette
Sous TOTAL		11 833,27	
TOTAL GENERAL		38 834,48	

Je vous précise que les débiteurs de la Ville concernés ont tous fait l'objet de poursuites, excepté pour les dettes dont le montant est considéré comme minime.

En ce qui concerne les créances admises en non-valeur, la procédure présentée n'éteint pas pour autant la dette du débiteur. En effet, l'admission en non-valeur d'une créance ne libère pas le redevable, le recouvrement devant être repris si le débiteur est retrouvé ou s'il redevient en capacité de régler sa dette.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'admettre en non-valeur des recettes jugées irrécouvrables, pour un montant de 27 001,21 € (montant à mandater à la nature 6541 « créances admises en non-valeur »).
- D'éteindre les créances qui ont fait l'objet d'un effacement de dette, pour un montant de 11 833,27 € (montant à mandater à la nature 6542 « créances éteintes »).

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2343-1,
Vu l'article R.2342-4 du Code général des collectivités territoriales qui qualifie l'ordonnateur compétent pour émettre et rendre exécutoire les titres de recettes,
Considérant les états des produits communaux irrécouvrables, dressés par la Comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry-sur-Seine, comprenant les admissions en non-valeur et les créances éteintes,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1

D'accepter les créances admises en non-valeur suivantes, pour un montant de 27 001,21 €.

Nature du titre	Libellé	Montants restant à recouvrer	Motif
6419	Récupération sur salaires : versement à tort	382,53	Combinaison infructueuse d'actes
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	311,15	Combinaison infructueuse d'actes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-116-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-117

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – AJUSTEMENT DE LA SUBVENTION VERSEE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) - EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-117-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Corinne BOCABEILLE, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Par les délibérations du 14 décembre 2023 et du 27 juin 2024, le Conseil municipal a attribué une subvention au CCAS d'un montant de 690 000 €.
Suite au sinistre survenu au 33 rue Schuman, le CCAS a pris en charge le paiement de frais d'hôtels pour l'hébergement d'urgence de familles kremlinoises. Cette dépense étant de nature exceptionnelle, elle n'a pu être prévue au moment du Budget primitif.
C'est pourquoi, il est proposé d'approuver le versement d'une subvention complémentaire de 40 000 € au CCAS, et de l'inscrire au budget principal de la Ville.
Cet ajustement est intégré au budget principal 2024 de la Ville, dans le cadre d'une décision modificative.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne BOCABEILLE, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2023-117 du conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 du budget principal de la ville,
Vu la délibération n° 2023-126 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 relative à l'attribution de subventions à diverses associations, établissements publics communaux et au budget annexe « marché forain » - Année 2024,
Vu la délibération n° 2024-068 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire 2024 du budget principal de la commune,
Vu la délibération n° 2024-073 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'ajustement des subventions versées au CCAS, au COS et au budget annexe marché forain,
Vu la délibération n° 2024-115 du Conseil municipal du 7 novembre 2024 relative à l'adoption de la Décision modificative n° 1 du budget principal de la ville pour l'exercice 2024,
Considérant la nécessité de réajuster le montant de la subvention versée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), pour l'exercice 2024,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire au Centre communal d'action sociale (CCAS) à hauteur de 40 000 €, soit un montant total de 730 000 € de subvention pour l'année 2024.

Article 2
D'inscrire la dépense sur le budget principal 2024 de la ville à la nature 657363 « Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés – CCAS/CIAS ».

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-117-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-118

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ADHESION A LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) GRAND ORLY SEINE BIEVRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire, expose au Conseil :

Par délibération du 14 décembre 2023, le conseil territorial a approuvé la création de la Société Publique Locale (SPL) Grand Orly Seine-Bièvre avec comme membres fondateurs l'Etablissement Public Territoriale (EPT) Grand-Orly Seine-Bièvre (GOSB) ainsi que les villes d'Athis-Mons, Ivry-sur-Seine, Fresnes et Villejuif.
Il est proposé que la commune du Kremlin-Bicêtre adhère à cette « Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre » (ci-après la « SPL ») qui a pour vocation, dans le cadre de conventions conclues avec les collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires, de réaliser ou d'apporter son concours aux collectivités à la réalisation de toutes opérations d'intérêt général et complémentaires entre elles, pouvant concourir à l'aménagement et au développement économique, social et urbain du territoire.

La SPL a principalement comme missions :

a) De réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation d'études, d'acquisitions foncières et mobilières, de travaux, d'ouvrages ou de bâtiments de toute nature, notamment en vertu de conventions de mandat conclues dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 du Code de l'urbanisme ;
b) De réaliser les opérations d'aménagement qui lui seront concédées en application notamment des articles L. 300-4, R. 311-4, R. 321-1 du Code de l'urbanisme ;
c) De réaliser, sous réserve qu'ils soient en rapport avec les opérations qui lui sont ou lui seront concédées en application du b) ci-dessus :
   - Les équipements ou bâtiments dont la maîtrise d'ouvrage lui serait confiée par une ou plusieurs collectivités locales et en assurer temporairement la gestion ;
   - Les équipements d'infrastructures qui lui seraient confiés par un ou plusieurs Actionnaires dans les conditions prévues aux traités de concession.
d) De procéder à l'étude, la construction, l'aménagement ou la réhabilitation, sur tous terrains, de tous bâtiments destinés à l'activité économique et conformes aux orientations définies par les collectivités territoriales ou leurs groupements ;
e) D'offrir son concours en qualité de prestataire de services, auprès des collectivités territoriales ou de leurs groupements, pour la réalisation de tous bâtiments, tels que : parkings, locaux commerciaux, marchés, équipements publics ou à caractère industriel, ainsi que le financement total ou partiel de ces opérations ;
f) De procéder à la location ou la vente des immeubles réalisés ;
g) De procéder à la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens des immeubles réalisés ;

h) D'obtenir tous emprunts, ouvertures de crédits ou avances, avec ou sans garantie ou hypothèque, pouvant favoriser la réalisation de l'objet social ;
i) De procéder, en conformité aux conventions passées à cet effet avec les collectivités intéressées, à tous actes nécessaires à la réalisation des opérations de rénovation ou de restauration dont elle aura été chargée en application de la législation en vigueur ;
j) Enfin, et plus généralement, de réaliser toutes opérations se rapportant à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et notamment l'étude, la construction ou l'aménagement de tous locaux à usage tant professionnel, commercial, industriel, scientifique, culturel, sportif et technique que d'habitation.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Les statuts de la SPL, le pacte d'actionnaires et le règlement intérieur sont joints à la présente délibération pour la bonne information du Conseil municipal.
La demande d'agrément de l'EPT GOSB au bénéfice de la commune du Kremlin-Bicêtre a été acceptée par le Conseil d'administration de la SPL qui a à se prononcer sur cet agrément.

Pour la commune du Kremlin-Bicêtre, le coût de l'adhésion est de 9 200,00 €. Le calcul de la répartition a été réalisé au prorata du nombre d'habitants. La valeur d'une action est de 100 €. Dans les statuts approuvé en Conseil du territoire, il était indiqué que les collectivités avait le choix entre une libération du capital (paiement par les actionnaires) en totalité ou à 50 % à la signature des statuts. Pour ne bloquer aucune collectivité, il est proposé une libération à 50 % du capital dès la création de la SPL.
Enfin, il est proposé de désigner un représentant de la Ville au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale et un censeur.

La délibération approuvée par le Conseil municipal le 12 septembre dernier comportait une erreur dans les modalités d'acquisition des actions par la Ville du Kremlin-Bicêtre. Par ailleurs, les annexes jointes étaient des versions projet et non les documents approuvés par les différentes instances de la SPL.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Au regard de ce qui précède, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville à la SPL ;
- d'approuver les statuts, le pacte d'actionnaire et le règlement intérieur de la SPL GOSB ;
- d'approuver l'acquisition par la Ville du Kremlin-Bicêtre de 92 actions pour un total de 9 200,00 € ;
- de désigner un représentant de la Ville à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration ;
- de désigner un censeur parmi le personnel communal, à l'instar des autres membres.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,

Vu le CGCT, notamment ses articles L5211-9, L5211-10 et L5219-2 et suivants,
Vu la loi n°2010-559 du 28 mai 2010 donnant possibilité de créer des sociétés publiques locales (SPL) pour les collectivités locales et leur groupement,
Vu le décret du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public de territoire du Grand-Orly Seine Bièvre,
Vu les statuts de la Société public local Grand-Orly Seine Bièvre (SPL GOSB),
Vu le pacte des actionnaires,
Vu le règlement intérieur de la SPL GOSB,
Vu le procès-verbal du conseil d'administration du 14 juin 2024 de la SPL GOSB,
Vu l'organigramme capitalistique,
Vu le modèle de refacturation des frais de fonctionnement Sadev 94 à SPL GOSB,
Vu le modèle de convention de mise à disposition du personnel Sadev 94 à SPL GOSB,
Vu le modèle de contrat d'AMO et étude,
Vu le modèle de convention de mandat,
Vu les modalités de rémunération et de facturation pour les mandats,
Considérant que, par délibération du 19 décembre 2023 n°2023-12-19_3397, puis du 12 mars 2024 n°2024-03-12_3482, l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre a pris part à la création de la Société publique locale Grand-Orly Seine Bièvre (SPL GOSB) aux côtés des villes d'Athis-Mons, de Fresnes, d'Ivry-sur-Seine et de Villejuif,

Considérant que la SPL GOSB, conformément à ses statuts, aura pour objet de réaliser des opérations d'intérêt général en collaboration avec les collectivités territoriales ou groupements actionnaires, ses missions comprendront la réalisation d'études, d'acquisitions foncières et mobilières, de travaux, d'ouvrages, ainsi que la gestion temporaire d'équipements et bâtiments confiés par les collectivités locales,
Considérant que la SPL peut également procéder à des opérations d'études, de construction d'aménagement, de réhabilitation, offrir des services en tant que prestataire, procéder à la location ou la vente des biens réalisés, assurer la gestion, l'entretien et la mise en valeur des immeubles, obtenir des emprunts et effectuer toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières liées à son objet social,
Considérant que la gouvernance de la SPL comprend une assemblée générale d'actionnaires qui sont représentés par l'organe exécutif, ainsi qu'un conseil d'administration qui doit représenter la proportionnalité au capital,
Considérant que la SPL GOSB s'adosse à Sadev 94 pour optimiser les coûts et accélérer la mise en œuvre, configuration impliquant une collaboration à travers des conventions de mise à disposition de personnels et de gestion, pouvant aller vers la création d'un groupement d'employeurs et de commandes,
Considérant que les villes de Gentilly, du Kremlin-Bicêtre et de Cachan ont manifesté leur intérêt pour intégrer la SPL GOSB,

Considérant que dans le respect de répartition du capital entre les collectivités à la création de la structure, le mode de calcul se base sur le nombre d'habitants, l'EPT passerait de la détention de 1 575 actions, soit 70% du capital, à la détention de 1 299 actions, soit 58% du capital, au profit de :
- la ville de Cachan pour 113 actions ;
- la ville de Gentilly pour 71 actions ;
- la ville du Kremlin-Bicêtre pour 92 actions,

Considérant que la valeur de l'action est fixée à 100 €,
Considérant que le Conseil municipal doit désigner parmi ses membres un mandataire au Conseil d'administration et un représentant pour siéger aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de la SPL GOSB,
Considérant que chaque actionnaire peut désigner un censeur qui assiste aux instances, sans voix délibérative,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Après en avoir délibéré par 25 voix pour (Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY), 5 contre (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU), 2 abstentions (Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR), et 2 ne prenant pas part au vote (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND),

DECIDE

ARTICLE 1
De rapporter dans tous ses effets la délibération n°2024-096 du 12 septembre 2024.

ARTICLE 2
D'approuver l'adhésion de la commune à la Société Publique Locale, dénommée « Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre », ayant pour objet l'aménagement et l'immobilier au profit de ses collectivités et groupements de collectivités actionnaires.

ARTICLE 3
D'approuver les statuts le pacte d'actionnaires et le règlement intérieur de la Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre.

ARTICLE 4
D'autoriser l'acquisition de 92 actions au prix de 100 €, soit un total de 9 200 €, détenues par l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre.

ARTICLE 5
De désigner Frédéric RAYMOND pour siéger aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires de la Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre.

ARTICLE 6
De désigner Frédéric RAYMOND comme son mandataire au conseil d'administration.

ARTICLE 7
De désigner le Directeur des Services Techniques de la Ville, en qualité de censeur.

ARTICLE 8
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférents.

ARTICLE 9
Dit que les dépenses en résultant seront imputées au budget communal.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE



Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Modalités de rémunérations et de facturation pour les mandats réalisés par la SPL GOSB

La grille de rémunération ***(article 3.1 convention mandat)***

Une grille de rémunération pour les mandats confiés à la SPL GOSB est nécessaire. Sa validation en Conseil d'administration est gage de transparence et d'équité pour les mandants.

La proposition ci-après permet de garantir une juste rémunération de la SPL. Le montant de travaux est un indicateur essentiel pour approcher le volume d'activité que représente chaque mandat. Le taux décroissant, usuel, révèle les phases préalables au travaux (concours, appel d'offres, travail avec la Moe…) qui mobilisent des ressources quel que soit le volume du mandat. A l'inverse, les chantiers mobilisent des ressources qui ne sont pas directement proportionnelles à leur importance.

GRILLE DES TAUX DE RÉMUNÉRATION		
MONTANT DE L'OPERATION COMPRIS ENTRE		TAUX Hors TVA
De	A	B
0	99 999	13%
100 000	249 999	12,5%
250 000	399 999	9%
400 000	599 999 €	8,6%
600 000	849 999	8,3%
850 000	999 999	8%
1 000 000	1 499 000	7,5%
1 500 000	1 999 999	7%
2 000 000	2 999 999	6,5%
3 000 000	4 499 999	6%
4 500 000	5 999 999	5,5%
6 000 000	7 999 999	5%
8 000 000	9 999 999	4,5%
10 000 000	12 499 999	4%
12 500 000	15 499 999	
15 500 000	19 999 999	
20 000 000	24 999 999	
25 000 000	29 999 999	
30 000 000	Et plus	

Rémunération HT *= [A x B] / [1 + (B x 1,20)]*
A = montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues
B = taux de rémunération
Un taux de complexité variant de 0,05 à 0,4% pourra être négocié en fonction de la complexité des opérations et notamment en fonction de la complexité du site et/ou du programme.

Ajustement de la rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués.
A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat

Modalités de facturation de la rémunération ***(article 3.3 convention mandat)***

Comme pour la grille de rémunération, les modalités de la facturation doivent être validées par le CA. Les mandants sont ainsi parfaitement informés en transparence et en équité.
La grille ci-après prend en compte d'une part une approche du nombre de jours passés selon les différentes phases de travail du mandataire. Elle porte aussi attention à la simplification de la facturation afin de ne pas démultiplier le travail administratif afférent.

Rémunération du mandataire HT % en fonction avancement			
Phase 1	De la notification du contrat de mandat aux marchés d'études	Notification du contrat	5%
		Sous-total	**5%**
Phase 2	Du choix de la maîtrise d'œuvre à la validation du projet	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	10%
		Validation de l'AVP	
		Validation du PRO ou dépôt du PC	10%
		Sous-total	**20%**
Phase 3	Du dossier de consultation des entreprises à la réception des travaux	Notification marché de travaux	10%
		Exécution des travaux (1)	40%
		Sous-total	**50%**
Phase 4	De la réception à la fin de parfait achèvement	Réception de l'ouvrage	5%
		Levée des réserves	5%
		Fin de la GPA	5%
		Sous-total	**15%**
Phase 5	Etablissement du quitus	Transmission du dossier	5%
		Approbation par le maitre d'ouvrage	5%
		Sous-total	**10%**

(1) La facturation se fait sur la durée du chantier, sur un rythme mensuel ou trimestriel, selon l'importance du mandat et la durée du chantier.
Le détail est précisé dans la convention de mandat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage / d'étude

[Dénommination de la mission]

ENTRE :

L'établissement public territorial Grand-Orly-Seine-Bièvre / la Commune de XXX, représentée par le Maire / le Président, dûment autorisé par la délibération du Conseil municipal/territorial N°XX du xx/xx/xxxx

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et la **SPL Grand-Orly Seine Bièvre,** société anonyme, sise XXX, représentée par XXX, son Directeur général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du XXX,

ci-après dénommé " *la SPL*",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

EXPOSE

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le maitre d'ouvrage s'est rapprochée du prestataire, au titre de sa connaissance du territoire, de son expertise en matière de montage technique, juridique et financier, et de sa capacité à conduire notamment des missions afférentes à la réalisation d'équipements publics.

Il est précisé, d'une part, que le maitre d'ouvrage est actionnaire de la SPL et exerce sur elle conjointement avec d'autres pouvoirs adjudicateurs, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services et, d'autre part, que la SPL réalise la totalité de ses activités pour ses actionnaires et ne comporte pas de participation de capitaux privés.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

En conséquence le présent contrat est exclu des règles de publicité et de mise en concurrence préalables aux contrats conclus par un pouvoir adjudicateur, en application de l'article L2511-3 du code de la commande publique.

Ceci exposé les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - MISSIONS

Le maitre d'ouvrage fait appel à la SPL dans le cadre d'une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage / d'étude, dont l'objet est définie par le maitre d'ouvrage selon le cahier des charges annexé (**annexe 1**).

Elle sera conduite selon les modalités et les phases de validation mentionnées ci-après :

1 - XXX

2 XXX

3 XXX

4 XXX

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :
- Le présent contrat et sa DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié (CCAG-PI 2021).

ARTICLE 3 – REMUNERATION

La rémunération de la SPL est fixée forfaitairement à **xxx € HT**, soit **xxx € TTC** (au taux de TVA de 20%). Ce montant est décomposé dans la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire) jointe au présent contrat.

La rémunération de la SPL est réputée établie sur les conditions économiques en vigueur au mois xxx, dit mois M0.

La rémunération est forfaitaire et révisable dans les conditions suivantes :

La rémunération est révisée à chaque demande de paiement par application d'un coefficient « Cr » donné par la formule :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Cr = (INGr/ING0)

Dans laquelle :
INGr = valeur de l'index INGENIERIE au mois d'exécution des prestations ;
ING0 = Valeur de l'index INGENIERIE au mois M0

Le coefficient est arrondi au millième supérieur

ARTICLE 4 - REGLEMENTS

Pour la réalisation de cette mission la SPL établira des factures et les adressera au maitre d'ouvrage en reprenant la synthèse des tâches accomplies.
Les factures seront augmentées du montant de la TVA en vigueur.
La ville réglera les factures dans les 30 jours de leur réception.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR, DUREE DE LA MISSION

La mission prendra effet à compter de la signature du présent contrat et s'achèvera à la validation par le maître d'ouvrage du dernier livrable de la dernière phase mentionnée à l'article 1 présent contrat.

La durée estimative de la mission est de XX mois.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

Le Prestataire devra maintenir pendant toute la durée des présentes la police d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle.

ARTICLE 7 - RESILIATION

7.1- Résiliation pour faute
En cas de faute d'une gravité suffisante commise par le prestataire, le présent contrat pourra être résilié par le maître d'ouvrage, après une mise en demeure d'avoir à se conformer au contrat, adressée sous forme de lettre recommandée avec demande d'avis de réception et restée infructueuse passé un délai de 15 jours.

En cas de résiliation par le maître d'ouvrage, le Prestataire aura droit à la rémunération correspondante à la partie de sa mission effectuée à la date de la résiliation.

7.2- Résiliation sans faute
le maître d'ouvrage peut résilier le présent contrat, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

La résiliation sans faute ouvre droit au profit du prestataire à une indemnité égale à 20 % du montant HT initial de la rémunération pour les prestations non réalisées.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 8 - LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation, la validité, la résiliation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de soumettre leur différend au tribunal administratif de Melun qu'elles ne pourront cependant saisir qu'après avoir engagé, à l'initiative de la partie la plus diligente, une tentative de conciliation entre elles, formalisée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour l'application du présent contrat et de sa suite, les parties élisent domicile en leur siège social respectif figurant en - tête des présentes.
Elles attribuent la compétence exclusive au Tribunal Administratif de Melun.

A xxx

Le ……

Le maitre d'ouvrage **La SPL**

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

CONVENTION DE REFACTURATION DES CHARGES
par Sadev 94 auprès de la SPL GOSB

Entre les soussignées :

- La société d'économie mixte **Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val-de-Marne**, représentée par Monsieur Doquet-Chassaing, agissant en qualité de Directeur général

Ci-après dénommée « Sadev 94 »,

- La **société publique locale Grand-Orly-Seine-Bièvre**, représentée par Monsieur Doquet-Chassaing, agissant en qualité de Directeur général et ayant tout pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « SPL GOSB »,

Ci-après conjointement dénommées « *les Parties ».*

Il a été convenu ce qui suit

Il est préalablement exposé :

Les personnels mis à dispositions et donc indirectement la Spl, pour le temps qu'ils y consacrent, bénéficient de l'environnement de travail de Sadev 94. Ces dépenses réalisées par Sadev 94 sont donc remboursables par la SPL, dans des conditions exposées aux articles 1 et 2 de la présente.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 1 - CHARGES PRISES EN COMPTE

Les charges à prendre en compte pour calculer le remboursement dû par la SPL GOSB à Sadev 94 correspondent aux dépenses réalisées l'année précédente par Sadev 94 pour les natures comptables et les quotités mentionnées ci-après. Il est précisé que les frais de personnel sont couverts par une convention de mise à disposition de personnel entre Sadev 94 et la SPL GOSB distincte de la présente convention.

Nature	Quotité des dépenses imputables
Charges courantes *Gaz- Electricité- Carburant- Eau (dont location distributeur) Téléphone- internet- affranchissement- étrennes- courses alimentaires + produits entretien, archivage*	100%
Locations immobilières *Parking*	100%
Siège *Nettoyage- entretien jardin- climatisation- service télésurveillance- amortissements extension + mobilier*	100%
Locations voitures *dont entretien- assurances- taxes*	100%
Informatique *location - maintenance- assurance- matériels*	100%
Assurances *Multirisques et civile*	50%
Frais de personnel hors salaires et charges *Dont frais formation- CSE- frais de recrutement- Intérim - Berceaux- indemnités Km- stationnement- frais QVT*	100%
Impôts et taxes hors transferts	0%
Services bancaires + frais financiers	0%
Fournitures	100%
Communication (hors transfert vers opérations) *Abonnements- Rapports- frais réception- frais salons- publicité- cadeaux - Invitation NDF- Cotisations diverses*	20%
Honoraires prestataires externes *Expert comptables- CAC- Paie- SCET- RSE*	30%
Jetons de présence	0%
Charges diverses *Don fondation + autres non significatives (écart rglt)*	0%
Charges liées aux opérations	0%
	TOTAL A

A titre indicatif, pour l'année 2023 le **TOTAL A** ci-dessus est égal à 1 679 858 €

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE CALCUL ET DE REMBOURSEMENT

La somme des charges mentionnées à l'article 1 (**TOTAL A**) est divisée par le nombre de jour de travail des salariés opérationnels de Sadev 94 calculée comme suit :

Nombre de Directeurs opérationnels + Nombre de responsables opérationnels + Nombre d'assistantes d'opération + Nombre de comptables	**X**	190 *(Moyenne du nombre de jours d'activité pas an)*	**=**	**TOTAL B** *(Nombre de jours travaillés par an)*

A titre indicatif, pour l'année 2023 le calcul est le suivant : 40 x 190 = 7 600 jours

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Les frais à rembourser par la SPL GOSB à Sadev 94 sont calculés comme suit :

TOTAL A / **TOTAL B**	**X**	Nombre de jour de mise à disposition de salariés par Sadev 94 à la SPL GOSB	**=**	Somme à rembourser par la SPL GOSB à Sadev 94

Le paiement est réalisé semestriellement en juillet pour le premier semestre, en janvier de l'année N+1 pour le second semestre de l'année N.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

L'entrée en vigueur de la présente convention correspond à la date de signature de la présente convention pour un durée égale à l'année civile en cours et des deux années suivantes.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

L'une des Parties pourra mettre fin à la présente convention de manière anticipée par la saisine de l'autre partie en lettre recommandée avec accusé de réception adressée 6 mois avant la date de résiliation souhaitée, compte tenu de l'objet de la présente convention.

Fait en un exemplaire original

Le ……
Pour la SPL Grand-Orly Seine Bièvre
Le Directeur général
(*signature et cachet*)

Le …….
Pour Sadev 94
Le Directeur général
(*signature et cachet*)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL
par Sadev 94 auprès de la SPL GOSB

Entre les soussignées :

- La société d'économie mixte **Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val-de-Marne**, représentée par Monsieur Doquet-Chassaing, agissant en qualité de Directeur général

Ci-après dénommée « Sadev 94 »,

- La **société publique locale Grand-Orly-Seine-Bièvre**, représentée par Monsieur Doquet-Chassaing, agissant en qualité de Directeur général et ayant tout pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « SPL GOSB »,

Ci-après conjointement dénommées « *les Parties ».*

Il a été convenu ce qui suit

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition par Sadev 94 à la SPL GOSB des salariés suivants :

Nom + Prénom	Fonction

La liste des salariés concernés est susceptible d'évoluer au cours de la présente convention en cas de départ d'un salarié ou d'entrée d'un nouveau salarié dans les effectifs de Sadev 94, mais aussi en fonction de l'évolution du plan de charge de la SPL GOSB nécessitant l'affectation de moyens supplémentaires. Dans ce cas un ou plusieurs avenants à la présente peuvent intervenir.

ARTICLE 2 - MISSION DES SALARIÉS MIS A DISPOSITION

Les salariés visés à l'article 1 de la présente convention, ayant donné leur accord matérialisé par un avenant à leur contrat de travail, sont mis à la disposition de la SPL GOSB, par leur employeur Sadev 94.

La description de la mission des personnes visées figure dans l'avenant à leur contrat de travail. Il appartient à la SPL GOSB d'en définir les détails et les modalités.

Sadev 94 met à disposition des salariés visés tous les moyens nécessaires au bon exercice de leur mission.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 3 - GESTION DES SALARIÉS MIS A DISPOSITION

Durant leur mise à disposition auprès de la SPL GOSB, les salariés visés à l'article 1" de la présente convention et de ses éventuels avenants restent employés par Sadev 94.

A ce titre, ils conservent leurs fonctions à Sadev 94 ainsi que la classification et le coefficient hiérarchique qui y sont liés. De même, ils demeurent soumis aux accords collectifs en vigueur au sein de Sadev 94 et, notamment, la convention applicable au personnel en vigueur.

ARTICLE 4 - RÉMUNERATION

Durant leur mise à disposition auprès de la SPL GOSB, les salariés visés à l'article 1" de la présente convention continuent à percevoir leur rémunération de Sadev 94, telle que découlant de leur contrat de travail.

ARTICLE 5 - FACTURATION

La mise à disposition des salariés de Sadev 94 est remboursée par la SPL GOSB *prorata temporis* de la durée passée par les salariés concernés au service de la SPL GOSB.

A ce titre, la SPL GOSB rembourse à Sadev 94 sur présentation d'une facture trimestrielle :

- le salaire, les primes et avantages divers effectivement versés aux salariés visés à l'article 1 de la présente convention ;
- les charges sociales patronales afférentes ;
- les indemnités de congés payés ;
- les remboursements de frais professionnels.

Ce remboursement prend en compte une quotité d'indisponibilité de ces salariés (congés, formations…) variable selon la nature des postes.

ARTICLE 6 - TEMPS DE TRAVAIL

Les salariés visés à l'article 1er de la présente convention sont mis à disposition de la SPL GOSB à temps partiel. La durée du travail à temps partiel des personnes visées figure dans l'avenant à leur contrat de travail.

ARTICLE 7 - RÉINTÉGRATION

Les salariés visés à l'article 1" de la présente convention réintègrent Sadev 94 à temps plein à l'issue de leur mise à disposition auprès de la SPL GOSB.

ARTICLE 8 – DURÉE DE LA CONVENTION

L'entrée en vigueur de la présente convention correspond à la date de signature de la présente convention pour un durée égale à l'année civile en cours et des deux années suivantes. Elle peut être prolongée, si nécessaire, par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

L'une des Parties pourra mettre fin à la présente convention de manière anticipée par la saisine de l'autre partie en lettre recommandée avec accusé de réception adressée 6 mois avant la date de résiliation souhaitée, compte tenu de l'objet de la présente convention.

Fait en un exemplaire original

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Le ……
Pour la SPL Grand-Orly Seine Bièvre
Le Directeur général
(*signature et cachet*)

Le ……..
Pour Sadev 94
Le Directeur général
(*signature et cachet*)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

CONVENTION DE MANDAT

Valant acte d'engagement et CCAP

N° XX

OBJET DE LA CONVENTION :

MANDAT
POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

MAÎTRE D'OUVRAGE :	E.P.T. Grand-Orly-Seine-Bièvre / Commune de xxx Adresse

L'établissement public territorial Grand-Orly-Seine-Bièvre / la Commune de XXX, représentée par le Maire / le Président, dûment autorisé par la délibération du Conseil municipal/Territorial N°XX du xx/xx/xxxx

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et la **SPL Grand-Orly Seine Bièvre,** société anonyme, sise XXX, représentée par XXX, son Directeur général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du XXX,

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

SOMMAIRE

PREAMBULE 3
ARTICLE 1 : OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE 3
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES 4
ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT 4
ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION 6
ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE 6
ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION 7
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES 11
ARTICLE 8 : ASSURANCES 12
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE 13
ARTICLE 10 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE 13
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION 13
ARTICLE 12 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE 14
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES 15
ARTICLE 14 : ACHEVEMENT DE LA MISSION 15
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE 16
ARTICLE 16 : RÉSILIATIONS 16
ANNEXE 1 19
ANNEXE 2 20
ANNEXE 3 21
ANNEXE 4 22
ANNEXE 5 23
ANNEXE 6 24

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PREAMBULE

La SPL Grand-Orly Seine Bièvre – a été créée le xx/xx/xxxx, sous le régime juridique défini par les articles L. 1531-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, en vue de doter ses collectivités actionnaires d'un outil opérationnel d'intervention dans le domaine du développement du territoire, de l'aménagement et de la construction.

La SPL Grand-Orly Seine Bièvre, dont le maître d'ouvrage est actionnaire, a pour objet dans le cadre de conventions conclues avec les collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires, de réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation de toutes opérations d'intérêt général et complémentaires entre elles, et plus particulièrement :

a) De réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation d'études, d'acquisitions foncières et mobilières, de travaux, d'ouvrages ou de bâtiments de toute nature, notamment en vertu de conventions conclues dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 du Code de l'urbanisme ;
b) De réaliser les opérations qui lui seront concédées en application des articles L. 300-4, R. 311-4, R. 321-1, etc… du Code de l'urbanisme ;
c) De réaliser, sous réserve qu'ils soient en rapport avec les opérations qui lui sont ou lui seront concédées en application du b) ci-dessus :
   - Les équipements ou bâtiments dont la maîtrise d'ouvrage lui serait confiée par une ou plusieurs collectivités locales et en assurer temporairement la gestion ;
   - Les équipements d'infrastructures qui lui seraient confiés par un ou plusieurs actionnaires dans les conditions prévues aux traités de concession ;

d) De procéder à l'étude, la construction, l'aménagement ou la réhabilitation, sur tous terrains, de tous bâtiments destinés à l'activité économique et conformes aux orientations définies par les collectivités territoriales ou leurs groupements ;
e) D'offrir son concours en qualité de prestataire de services, auprès des collectivités territoriales ou de leurs groupements, pour la réalisation de tous bâtiments, tels que : parkings, locaux commerciaux, marchés, équipements publics ou à caractère industriel, ainsi que le financement total ou partiel de ces opérations ;
f) De procéder à la location ou la vente des immeubles réalisés ;
g) De procéder à la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens des immeubles réalisés ;
h) D'obtenir tous emprunts, ouvertures de crédits ou avances, avec ou sans garantie ou hypothèque, pouvant favoriser la réalisation de l'objet social ;
i) De procéder, en conformité aux conventions passées à cet effet avec les collectivités intéressées, à tous actes nécessaires à la réalisation des opérations de rénovation ou de restauration dont elle aura été chargée en application de la législation en vigueur ;
j) Enfin, et plus généralement, de réaliser toutes opérations se rapportant à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et notamment l'étude, la construction ou l'aménagement de tous locaux à usage tant professionnel, commercial, industriel, scientifique, culturel, sportif et technique que d'habitation.

Elle a ainsi pour mission principale de mettre en œuvre les politiques et opérations d'aménagement, de construction et de développements définis par ses actionnaires, en cohérence avec les compétences du Maître d'ouvrage.

Les collectivités actionnaires de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre exercent, dans leur ensemble, sur cette société, un contrôle comparable à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, tout en lui laissant l'autonomie nécessaire pour pouvoir remplir ses missions.

Elles exercent une influence déterminante sur les objectifs stratégiques et les décisions importantes de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre en raison notamment de la présence de leurs représentants au sein du conseil d'administration (administrateurs et censeurs) et des assemblées spéciale et générale de la Société.

ARTICLE 1 : OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

1.1 OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération XXX comportant les missions définies aux articles 2422-1 et suivants du code de la commande publique relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention sur la base du programme figurant à l'***annexe 1*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 2*** de la présente convention.

Le mandat objet de la présente convention est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation de travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les ouvrages auxquels se rapporte le mandat, exercée par cette personne directement ou par une entreprise liée.

L'enveloppe financière est fixée à **XX euros**, toutes dépenses confondues y compris rémunération du mandataire pour la conduite dudit mandat. Cette enveloppe est réputée comprendre tous les frais, toutes les prestations et interventions nécessaires incluant toutes protections et sujétions, jusqu'à l'achèvement de la mission. Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais.

L'enveloppe globale est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet ou à défaut du projet.

1.2 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage et expire à la date de constatation de l'achèvement de l'opération.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ du délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième et quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1 : Programmes des travaux
- Annexe 2 : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 3 : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 4 : Fiche récapitulative de la demande d'avance de fonds
- Annexe 5 : Echéancier prévisionnel
- Annexe 6 : Bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

3.1 – LE PRIX

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération forfaitaire fixée conformément à la décision du Conseil d'administration du xx/xx/xxxx, ainsi :

Montant HT : XX €
Montant TVA au taux de 20.00 % : XX €
Montant TTC : XX €
Montant TTC (en lettres) : XX

Le montant de la rémunération fixé ci-dessus est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de XXXXXXXXXX (mois Mo).

Le mandataire bénéficiera d'une avance égale à 50 % des dépenses engendrées par la première phase, décrite à l'article 6.1.

3.2 – FORME DU PRIX

La présente convention est passée à prix forfaitaire et révisable.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

L'index de référence est l'index Ingénierie (ING). Les index sont publiés au Bulletin officiel du Service des prix et au Moniteur des Travaux Publics.

P(n) = P(o) [0,25 + 0,75 x ING(n)] / ING(o)
dans laquelle :
- P(n) est le prix révisé,
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" (M0),
- 0,25 représente la partie fixe,
- 0,75 représente la partie variable,
- au dénominateur figure la valeur de l'indice correspondant au "mois zéro" (M0),
- au numérateur figure la valeur du dernier indice connu à la date de validation de la part de mission facturée (date de réalisation de la mission),

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

3.3 – MODALITES DE FACTURATION DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE ET DELAIS D'EXECUTION

La facturation de la rémunération du mandataire est fractionnée selon les étapes suivantes, conformément à la décision du Conseil d'administration du xx/xx/xxxx :

[Voir grille variable en fonction du montant du contrat]

3.4 – PAIEMENT

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément à la présente convention. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au crédit :

Concernant les demandes d'avance ou de rémunérations

Nom de l'établissement de crédit :
Adresse de cet établissement :
Compte ouvert au nom de : SPL Grand-Orly Seine Bièvre
Sous le numéro :
Code Banque :
Code Guichet :
Clef :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

4.1 : LA STRUCTURE MISE EN PLACE PAR LE MANDATAIRE : ANNEXE 3

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 3***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaire au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus. Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission*.*

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, pour information, les noms des nouveaux correspondants d'un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

4.2 ORGANISATION DU PILOTAGE POUR LA MAITRISE D'OUVRAGE

Pour le suivi de l'opération, le mandant désignera au mandataire un unique **responsable d'opérations.**

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs éventuels de l'ouvrage, les bureaux d'études, les équipes de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération. Il fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé et détaillé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 2*** de la présente convention ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de concertations ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, transmet le dossier au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par la règlementation des marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage ;
- prépare, intervient et établit les comptes-rendus qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage à chaque phase de l'opération ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage conformément à la présente convention ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

- organise, chaque mois pendant les travaux, et en marge des réunions de chantier, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu ;
- assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la réglementation des marchés publics.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 2*** de la présente convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 2***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des candidats, dossier de consultation des entreprises admises à présenter une offre, comptes-rendus, pièces administratives ou financières.

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non-respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » qui serait imputable au mandataire, donne lieu à pénalités dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la présente convention.

Le maître d'ouvrage est également tenu pour ce qui le concerne par les délais fixés à l'***annexe 2***

6.1 : DE LA NOTIFICATION DE LA CONVENTION DE MANDAT A LA NOTIFICATION DES MARCHES D'ETUDES

6.1.1 : PRISE DE CONNAISSANCE DU DOSSIER – REALISATION SI NECESSAIRE DE DIAGNOSTICS COMPLEMENTAIRES

Après notification, le mandataire prend connaissance du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage.

Il lui appartient d'engager et de suivre les études préalables nécessaires à la constitution du dossier de consultation et à la désignation du groupement titulaire du marché.

Il assure en particulier la passation des marchés, selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage, et le suivi des études suivantes :

- sondages de sol et de structure, le cas échéant,
- diagnostics de pollution, le cas échéant,
- et tout autre diagnostic nécessité par l'objet de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, il apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Il établit les projets de cahier des charges, accompagnés d'une estimation financière pour chaque étude et d'une proposition de procédure d'attribution.

Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les candidatures et les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Il s'assure que les conclusions de celles-ci sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il reprend ses conclusions techniques et financières dans une note de synthèse qui accompagne la remise de l'ensemble des diagnostics finalisés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

6.1.2 : PASSATION DES AUTRES MARCHES D'ETUDES

Le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :

- études techniques complémentaires ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant.

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Le cas échéant, il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage.

6.2 : DU CHOIX DE LA MAITRISE D'ŒUVRE A LA VALIDATION DU PROJET

6.2.1 : DESIGNATION DE L'EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le projet de dossier de consultation pour désigner un maitre d'œuvre sera soumis pour accord au mandant. Ainsi, le mandataire devra, avant de lancer la consultation pour désigner un maitre d'œuvre, obtenir l'accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges de la consultation.

Sur la base des projets de dossier de consultation, éventuellement modifiés et des observations du maître d'ouvrage, le mandataire établira le dossier de consultation définitif qu'il transmettra au maître d'ouvrage pour accord.

6.2.2 : VALIDATION DE L'AVANT-PROJET ET DU PROJET

Le Mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord express du maître d'ouvrage.

Le Mandataire transmettra au maître d'ouvrage, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à ce dernier d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le Mandataire pourra le cas échéant, alerter le maître d'ouvrage sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage devra expressément :

- Soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les avant-projets ;
- Soit demander la modification des avant-projets ;
- Soit, notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au Mandataire la fin de sa mission, à charge pour le maitre d'ouvrage d'en supporter les conséquences financières.

Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations du maître d'ouvrage, le Mandataire fera établir le projet définitif qu'il acceptera au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

6.2.3 : PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Au cours de cette phase, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire fait préparer le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Il compulse, en concertation avec le groupement titulaire du marché de maitrise d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir. Après accord dûment exprimé du maître d'ouvrage, il signe les permis pour le compte de ce dernier.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.

Il transmet les arrêtés à la maitrise d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Il prend également en charge dans le montant de l'opération tous les frais liés au permis (le cas échéant, les recherches archéologiques, la participation au branchement à l'assainissement…).

6.3 – Du dossier de consultation des entreprises à la réception des travaux

6.3.1 – L'ELABORATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le projet de dossier de consultation des entreprises sera soumis pour accord au maître d'ouvrage.
Il comportera outre un devis estimatif conforme au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle, les propositions d'ajustement et modifications nécessaires.

S'il apparaît que le programme ne peut rentrer dans l'enveloppe prévisionnelle, et si le maître d'ouvrage renonce à la réalisation de l'opération, il sera expressément mis fin à la mission du mandataire, à charge pour la ville d'en supporter les conséquences financières.

Sur la base des projets de dossier de consultation, éventuellement modifiés et des observations du maître d'ouvrage, le mandataire fera établir le dossier de consultation définitif qu'il transmettra au maître d'ouvrage pour accord.

6.3.2 – LA GESTION DU MARCHE DE TRAVAUX

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte du maître d'ouvrage dans les conditions prévues au code de la commande publique et son livre IV, à l'ordonnance N° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (partie législative) et au décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (partie réglementaire), de manière à garantir ses intérêts et la bonne utilisation des deniers publics.

A cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service entraînant des conséquences financières.
- Il vérifiera les situations de travaux préalablement contrôlées par le maître d'œuvre.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole.
- Il proposera les avenants nécessaires à la bonne exécution des marchés et les signera après accord du mandant.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non-respect du programme, notamment lors du traitement des réclamations.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

6.3.3 - Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable du maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.4 - De la Reception de l'ouvrage a la levee des reserves et mise disposition des ouvrages – fin du parfait achevement

6.4.1 Reception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités décrites dans le marché.

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, le mandataire organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maitre d'œuvre, l'entreprise, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et/ou le mandataire, et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maitre d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision au maitre d'œuvre dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables de réception.

La remise de l'ouvrage au maître d'ouvrage intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître d'ouvrage.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié au maitre d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.4.2 : Garantie de parfait achevement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entreprise, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Durant cette phase, les contacts, relations et demandes faites avec les utilisateurs seront gérés exclusivement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage aura la charge d'informer le mandataire des problèmes signalés par les utilisateurs qui relèveraient du parfait achèvement.

6.5 : ETABLISSEMENT DU QUITUS

Cette phase est réalisée dans les conditions définies à l'article 15 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

7.1 : CONDITIONS D'APPROBATION DES MARCHES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire. Cette signature, par délégation maître d'ouvrage, ne peut intervenir qu'une fois que celui-ci en a reçu l'habilitation expresse par le conseil municipal.

En application du code de la commande publique, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect du code général des collectivités territoriales et de la réglementation des marchés publics.

7.2 : PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES

Pour tous les marchés dont il à la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le rapport d'analyse. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne l'exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

7.3 : MODIFICATIONS DES MARCHES

Les modifications de marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- approuvés par le Maître d'ouvrage et le cas échéant, approuvés préalablement l'Assemblée compétente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : INFORMATIONS SUR LES MARCHES

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 : ASSURANCE DU MANDATAIRE

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants. »

8.2 : POLICE DOMMAGE OUVRAGE ET TOUS RISQUES CHANTIER (EVENTUELLEMENT)

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage.

Le mandataire souscrit éventuellement pour le compte du maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier (TRC) de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie TRC, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 : ASSURANCES DES INTERVENANTS A LA CONSTRUCTION

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :
- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, entrepreneur, contrôleur technique, CSPS, et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – CONDITIONS DES AVANCES DE FONDS VERSEES AU MANDATAIRE

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour six mois de mission. Les avances seront ensuite versées de manière trimestrielle [à adapter selon le montant et la durée du mandat]

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandé dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'acte d'engagement et à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - la fiche récapitulative de la demande d'avance de fonds (annexe 4) ;
2 - le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente.

ARTICLE 10 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires et lui communique sur demande les dossiers concernant l'opération.

10.2 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

10.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

11.1 – PENALITES

➢ Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 2***, il est fait application d'une pénalité de 50 € pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

➢ Présence aux réunions

En cas d'absence, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par absence.

➢ Réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier telle que prévue dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 50 €.

➢ Transmission des pièces pour ester en justice

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 12*** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

➢ Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 50 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :
- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

11.2 – FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

➢ Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

.

ARTICLE 12 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Collectivité.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 - PROPRIETE DES ETUDES

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant au Maître d'ouvrage dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

13.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 14 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 16.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution.

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 6***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération ;

- Un dossier de fin d'opération comportant l'ensemble des documents originaux dus par le mandataire.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après émission des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

15.1- INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'ACTIVITE OU PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIE – DENONCIATION – INJONCTION

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SPL Grand-Orly Seine Bièvre s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 15-2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.

L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

15.2- PENALITES EN CAS DE FAITS AVERES DE TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'ACTIVITE ET TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIE.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 5.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 16 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés à l'article 14.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

16.1- DEFAILLANCE DU MANDATAIRE

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse après un mois, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 3 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

16.2 – RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage peut notifier au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 40% des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***article 14***.

16.3 – NON-OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 16.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 13.3*** (non-obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le ……
Pour la SPL Grand-Orly Seine Bièvre
Le Directeur général

(***signature et cachet***)

Le ……..
Pour xxx
Le Président / Maire

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION en main propre de la convention le : ……..

ou

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 1

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

PROGRAMMES DES TRAVAUX

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 2

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

CADRE CALENDAIRE DE L'OPERATION

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

STRUCTURE ET ORGANISATION MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

FICHE RECAPITULATIVE DE LA DEMANDE D'AVANCE DE FONDS

	AVANCES	Montants
1	Cumul du budget voté (hors rémunération du mandataire)	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Cumul des paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **()**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	

SPL Grand-Orly Seine Bièvre Le mandataire	***Cadre réservé aux services de la Collectivité***

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

ECHEANCIER PREVISIONNEL

	Bilan	Réglé	Prévu	Prévu										
Intitulé	Budget	à M	Total	M+1	M+2	M+3	M+4	M+5	M+6	Reste de l'année	A+1	A+2	A+3	au-delà
1 DEPENSES														
B20 Travaux														
B20-220 Travaux														
B20-290 Prov Aléas Travaux														
B30 Honoraires Travaux														
B30-311 MOE Conception														
B30-313 MOE Travaux														
B45 Mandataire														
B45-450 Mandataire														
B50 Annexes														
B50-521 Frais Divers-Journaux Officiels														
B50-523 Frais Divers-Autres														
2 RECETTES														
Br10 Dde d'Avances														
Br10-110 Demandes d'Avance														
Br15 Rémunérations														
Br15-150 Demandes de Rémunérations														
SOLDE														

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ANNEXE 6

CONVENTION DE MANDAT N°XX

POUR [DENOMINATION DE L'OPERATION]

BILAN DE FIN DE MISSION

Intitulé	Budget
1 DEPENSES	
B20 Travaux	
B20-220 Travaux	
B20-290 Prov Aléas Travaux	
B30 Honoraires Travaux	
B30-311 MOE Conception	
B30-313 MOE Travaux	
B45 Mandataire	
B45-450 Mandataire	
B50 Annexes	
B50-521 Frais Divers-Journaux Officiels	
B50-523 Frais Divers-Autres	
2 RECETTES	
Br10 Dde d'Avances	
Br10-110 Demandes d'Avance	
Br15 Rémunérations	
Br15-150 Demandes de Rémunérations	
SOLDE A ENCAISSER OU A RENDRE	

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PACTE D'ACTIONNAIRES
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE GRAND-ORLY SEINE BIEVRE

Entre les soussignés :

1° L'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, représenté par Monsieur Michel Leprêtre, habilité aux termes des délibérations n°2023-12-19_3397 en date du 19 décembre 2023, n°2024-03-12_3482 du 12 mars 2024, n°2024-05-28_3565 en date du 28 mai 2024

2° La Ville d'Athis Mons, représentée par Monsieur Jean-Jacques Grousseau, habilité aux termes des délibérations n°2023-065 en date du 21 décembre 2023, n°CM2024-014 en date du 03 avril 2024

3° La Ville de Fresnes, représentée par Madame Marie Chavanon, habilitée aux termes de la délibération n°2024-6 en date du 8 février 2024

4° La Ville d'Ivry-sur-Seine, représentée par Monsieur Philippe Bouyssou, habilité aux termes des délibérations n°DEL20231214_27-DE en date du 14 décembre 2023, n°DEL20240208_20-DE en date du 8 février 2024

5° La Ville de Villejuif, représentée par Monsieur Pierre Garzon, habilité aux termes des délibérations n°DEL2023_174 en date du 28 novembre 2023, n°DEL2024_065 en date du 27 mars 2024

ci-après dénommés le ou les « Actionnaire(s) ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PREAMBULE

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et les villes d'Athis Mons, de Fresnes d'Ivry-sur-Seine et Villejuif ont décidé de créer une société publique locale, dénommée « Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre » (ci-après la « Société » ou « SPL »), en vue, dans le cadre de conventions conclues avec les collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires, de réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation de toutes opérations d'intérêt général et complémentaires entre elles, pouvant concourir à l'aménagement et au développement économique, social et urbain du territoire.

Ils ont convenu de conclure le présent pacte d'actionnaires, définissant notamment les règles principales qu'ils s'engagent à respecter à cet égard en complément des statuts de la Société et à laquelle devra adhérer toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'actionnaire.

Les Actionnaires s'engagent expressément à respecter, au sein des organes de la Société, toutes les stipulations du présent pacte et à ne pas y voter ou faire voter des décisions qui y seraient contraires. Ils s'engagent également, chacun pour ce qui le concerne, à prendre toutes dispositions et à accomplir toutes démarches nécessaires, à tout moment avec la diligence requise, pour donner plein effet aux stipulations du présent pacte.

Dans ce cadre, les Actionnaires ont souhaité préciser :

- les modalités du contrôle analogue dont notamment celui des Actionnaires n'ayant qu'un poste d'administrateur au conseil d'administration ;
- les modalités d'entrée de nouveaux Actionnaires ;
- les modalités de financement des projets ;
- la confidentialité des informations ;
- l'égalité de traitement des Actionnaires.

En vertu du principe de coopérative de ville, la SPL intervient sur le territoire d'une commune Actionnaire en lien avec cette dernière, pleinement associée tant au pilotage qu'aux décisions concernant les opérations qui s'y développent.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – CONTROLE ANALOGUE DE LA SOCIÉTÉ

La SPL s'est dotée d'un règlement intérieur définissant le contrôle analogue conjoint des Actionnaires sur la société.

En effet les collectivités territoriales et le territoire, actionnaires, représentés au Conseil d'administration et aux assemblées générales des Actionnaires, doivent exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que les conventions conclues entre elles et la SPL relèvent du régime des prestations intégrées (contrats de quasi-régie ou « in house »).

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents, intervenant sur au moins trois dimensions relatives au fonctionnement de la société, à savoir :

- les orientations stratégiques ;
- la vie sociale ;
- l'activité opérationnelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Toutes les opérations et actions entreprises par la SPL doivent être conformes aux orientations stratégiques définies par les collectivités territoriales et le territoire.

La SPL poursuit uniquement les intérêts de ses Actionnaires et exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses Actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et du territoire qui en sont membres.

Les missions qui lui sont confiées par ses Actionnaires, le seront dans le cadre de concessions, de délégations de service public, de marchés, de mandats, ou autres, qui en précisent le contenu et fixent les conditions de sa rémunération.

Dans ces conventions, sera prévu un système de contrôle et de compte-rendu permettant aux Actionnaires entrant dans le cadre défini au premier alinéa du présent article d'atteindre ces objectifs. Ces dispositions doivent être maintenues dans leurs principes pendant toute la durée de la Société.

Ce contrôle s'exerce de manière approfondie par chacun des concédants, commanditaires ou mandants dans le cadre du contrat afférent. Le conseil d'administration de la Société dispose des indicateurs nécessaires et suffisants pour apprécier et se prononcer sur l'absence de risques susceptibles de mettre en cause la pérennité de la SPL.

A l'occasion de l'assemblée générale ordinaire annuelle, sera présenté par le conseil d'administration de la Société, un rapport définissant les orientations stratégiques de la SPL.

Le rapport soumis à l'assemblée générale ordinaire contiendra les éléments nécessaires afin d'apprécier les orientations stratégiques de la SPL, la situation de celle-ci, ainsi que sa gestion et son activité.

Le projet de rapport proposé par le conseil d'administration devra a minima définir :

- le projet d'établissement dans une perspective pluriannuelle ;
- la visibilité opérationnelle et financière par une programmation par catégorie de champs d'intervention (concession, marché, mandat) ;
- la cohérence de l'ensemble des actions de la Société ;
- la politique tarifaire appliquée aux prestations réalisées par la Société pour le compte des Actionnaires.

ARTICLE 2 - GOUVERNANCE

Répartition du capital, composition du conseil d'administration

L'Etablissement Public territorial Grand-Orly Seine Bièvre est majoritaire au capital de la SPL. De ce fait, il est majoritaire dans la répartition des sièges au conseil d'administration. Le reste des sièges est réparti selon les règles de droit entre les différents actionnaires.

Lorsque le nombre de 18 administrateurs sera atteint, une assemblée spéciale sera créée afin de permettre la représentation de tous les actionnaires au Conseil d'administration de la SPL.

Information des actionnaires – Décisions Importantes

Les actionnaires, qu'ils soient directement représentés au conseil d'administration ou par la voie des représentants à l'Assemblée spéciale, disposeront du même niveau d'information et dans les mêmes délais.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Ainsi :

- les projets de « Décisions Importantes » listées ci-dessous sont transmis à l'ensemble des actionnaires avant toute délibération du Conseil d'administration de la Société ;
- les délais de convocation au Conseil d'administration sont compatibles avec l'examen préalable des Décisions Importantes par chacun des actionnaires ;
- les Actionnaires non représentés directement au conseil d'administration sont invités, s'ils le souhaitent et le demandent, à s'exprimer devant le Conseil d'administration avant tout vote des Décisions Importantes.

Un certain nombre de décisions, appelées « Décisions Importantes », sont donc soumises à un formalisme préalable. Il s'agit de :

- la cession d'actions à un nouvel Actionnaire ;
- le mode d'exercice de la Direction générale ;
- la désignation, le renouvellement du mandat et la révocation du Président, Directeur général et des Directeurs généraux délégués ;
- l'utilisation des fonds propres de la SPL ;
- les éléments significatifs des projets de contrats (dont nature, rémunération pour la SPL) ;
- la fixation des tarifs des prestations cadres offertes par la SPL à ses actionnaires ;
- l'adoption du budget prévisionnel de la SPL.

Par ailleurs, afin de garantir un traitement équitable entre les Actionnaires, de favoriser la transparence et de fluidifier les passages de contrats entre la SPL et ses Actionnaires, le Conseil d'administration valide les grilles de rémunération de la SPL selon les modalités suivantes :

- mandat d'études et prestations : honoraires temps homme/jour ;
- mandat de travaux : montant défini par une grille approuvée par le Conseil d'administration fixant des taux de rémunération en fonction du montant du mandat. ;
- concession : rémunération au cas par cas

Censeurs

Chaque actionnaire aura droit au maximum à un nombre de postes de censeurs équivalent à celui de postes d'administrateurs au sein du Conseil d'administration. Cette fonction lui permettra, notamment, de renforcer le contrôle exercé sur la Société par ses Actionnaires, dans la mesure où les censeurs participeront aux réunions du Conseil d'administration. Les Actionnaires qui viendront ultérieurement participer au tour de table afin de confier des opérations à la Société pourront également bénéficier de la création à leur profit de postes de censeurs.

Il sera communiqué à chaque censeur les mêmes documents qu'aux membres du Conseil d'administration pour permettre à celui-ci d'exprimer son avis en toute indépendance sur l'ensemble des questions examinées par le Conseil d'administration et ce, préalablement au vote des questions par le Conseil d'administration.

ARTICLE 2 – ADHESION DE NOUVEAUX MEMBRES

Les Actionnaires fondateurs ont un objectif de mutualisation et de coopération et se réservent la possibilité d'ouvrir le capital de la SPL à d'autres collectivités ou groupements de collectivités intéressés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Les Actionnaires conviennent d'étudier l'entrée au capital de la Société de toute collectivité ou groupement tiers et souhaitant s'engager dans des stratégies et des opérations de gestion de l'activité conformément à l'objet social de la Société.

Chacune des Parties aux présentes s'engage à ne transmettre ses Actions que sous la condition que le Cessionnaire des Actions adhère pleinement et sans aucune réserve au Pacte.

Il est rappelé que conformément aux Statuts, l'entrée au capital de nouveaux actionnaires est soumis à l'agrément préalable du Conseil d'administration.

Au regard du capital initial de la SPL à sa création, l'adhésion d'un nouvel actionnaire se fera de façon privilégiée par augmentation du capital sans néanmoins obérer la possibilité d'une cession de part entre les Actionnaires déjà présents au capital de la SPL à destination de nouveaux entrants. Les modalités d'entrée des nouveaux actionnaires feront l'objet d'un accord soit par décision en Assemblée générale soit en Conseil d'administration selon les dispositions des Statuts.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FINANCEMENT DES CONCESSIONS D'AMENAGEMENT

Eu égard au niveau de capitalisation de la Société, et au regard du capital initial de la SPL à sa création, l'attribution d'une concession d'aménagement à la SPL fera l'objet de discussions entre les entités publiques concernées par le projet et la SPL permettant d'apprécier et de valider le risque éventuel encouru par la Société et, le cas échéant, d'apporter les garanties nécessaires.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION DE DOCUMENTS

Seront communiqués au Conseil d'administration a minima les principales caractéristiques du contrat confié à la SPL et, le cas échéant, les risques susceptibles d'être encourus par la SPL au titre de l'exécution du contrat.

Dans tous les contrats attribués à la SPL, il sera indiqué que cette dernière doit communiquer à tout moment à son cocontractant tous les documents que cette dernière demande.

ARTICLE 5 – EGALITE DE TRAITEMENT DES ACTIONNAIRES

Tout contrat attribué à la SPL fera l'objet d'une présentation au Conseil d'administration en privilégiant l'accord avant signature ou, sinon, après sa conclusion, pour information, ceci afin de ne pas freiner le développement de la Société entre deux Conseils d'administration. Une information au Conseil d'administration sera donc faite pour tout contrat passé avec la SPL, avec une attention particulière pour ceux qui seraient dérogatoires à la grille de rémunération validée par le Conseil d'administration.

Chaque actionnaire s'engage à ne pas s'opposer à la conclusion d'un contrat dans la mesure où la rémunération due à la SPL respecte les conditions financières adoptées par le Conseil d'administration et que le résultat de l'opération ne pèse pas sur le bilan de la Société.

ARTICLE 6 - DUREE

Le présent pacte d'actionnaires entre en vigueur à compter de sa signature.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Le pacte d'actionnaires est conclu pour une durée de dix ans renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de 5 ans, sauf modification.

ARTICLE 7 - LITIGE

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable et de bonne foi tout différend portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

A défaut de solution amiable, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application des présentes, les parties font élection de domicile respectivement au siège de leur collectivité.

Fait à Orly, le 13 juin 2024

En autant d'exemplaires, que d'actionnaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Monsieur Jean-Jacques Grousseau
Maire d'Athis-Mons

Madame Marie Chavanon
Maire de Fresnes

Monsieur Philippe Bouyssou
Maire d'Ivry-sur-Seine

Monsieur Pierre Garzon
Maire de Villejuif

Monsieur Michel Leprêtre
Président de l'Etablissement public
territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE

****

Société Publique Locale

Siège Social	**Bâtiment Askia** **11 avenue Henri Farman** **943898 Orly Aérogare**
Capital Social	**225.000 euros**
Immatriculée au R.C.S.	**en cours d'immatriculation**

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 JUIN 2024

Sur convocation adressée par le Président de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre en date du 7 juin 2024, les administrateurs se sont réunis en Conseil au siège de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

Présents ayant émargé le Registre de présence :

ADMINISTRATEURS

EPT GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE
Monsieur Jean-François DELAGE, Vice-Président
Madame Sophie LABROUSSE, Vice-Présidente
Monsieur Romain MARCHAND, Vice-Président
Monsieur Clément DECROUY, Vice-Président
Monsieur Gautier CONAN, Conseiller territorial
Madame Anne-Gaëlle LEYDIER, Conseillère territoriale
Monsieur Yann PIROLLI, Conseiller territorial

VILLE D'ATHIS-MONS

VILLE DE FRESNES
Madame Marie LECLERC-BRUANT, Adjointe au Maire de Fresnes

VILLE D'IVRY-SUR-SEINE
Madame Méhadée BERNARD, Adjointe au Maire d'Ivry-sur-Seine

VILLE DE VILLEJUIF
Monsieur Christophe ACHOURI, Adjoint au Maire de Villejuif

CENSEURS
Madame Sandrine GÉLY, Directrice générale des services de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre
Monsieur Emmanuel JACQUOT, Directeur du pôle Aménagement de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre
Madame Amal DAOUDI, Directrice du Développement territorial d'Athis-Mons
Monsieur Jean-François LORES, Directeur général adjoint des services d'Ivry-sur-Seine

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Absents représentés
Monsieur Clément PECQUEUX, Conseiller territorial, représenté par Monsieur Romain MARCHAND
Monsieur Patrice SAC, 1er Adjoint au Maire d'Athis-Mons, représenté par Monsieur Gautier CONAN

Absents excusés
Monsieur Vincent JEANNIN, censeur, Directeur des Affaires juridiques de Fresnes

Assistent également à la séance :
Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, Directeur général de Sadev 94
Madame Valérie BEY, Secrétaire générale de Sadev 94
Madame Ophélie MOREL, Directrice du développement de Sadev 94

Madame Mélandra PARENT, Commissaire aux comptes, SEMAPHORES

-=-=-=-=-=-=-=-

La présence effective de la moitié, au moins, des membres composant le Conseil d'administration, étant constatée, le Conseil est valablement constitué pour délibérer.

Président de la séance : Monsieur Romain MARCHAND

A 9 heures 30, Monsieur le Président déclare la séance ouverte et donne lecture des points inscrits à l'ordre du jour.

-=-=-=-=-=-=-=-

PROCÈS-VERBAL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

POINT 1
Élection du Président du Conseil d'Administration

Il est proposé de différencier les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Direction Générale. La distinction entre les deux permet à chacun d'assumer respectivement leur rôle l'un politique et d'orientation (le président) l'autre (la direction générale) son rôle de dirigeant d'entreprise et gestionnaire d'une société.
Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société.

En vertu de l'article 19 des statuts, le Conseil d'administration élit parmi ses membres un(e) Président(e). Il (ou elle) doit être préalablement autorisé par son assemblée délibérante à occuper cette fonction conformément à la réglementation en vigueur. Il est nommé à la majorité des voix, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Il est proposé de nommer à cette fonction Monsieur Romain MARCHAND, 1er Adjoint au Maire d'Ivry-sur-Seine et Vice-Président en charge du projet de territoire et de l'aménagement de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, dûment autorisé à occuper cette fonction par délibération de l'EPT du 12 mars 2024.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

A l'unanimité,

Le Conseil d'Administration nomme Monsieur Romain MARCHAND en qualité de Président du Conseil d'Administration de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre pour la durée de son mandat d'administrateur.

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 2
Nomination du directeur général et pouvoirs confiés dans le cadre du mandat social

La réflexion autour de la création de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre s'est conduite avec le souhait d'une optimisation et d'une sobriété de ses moyens. En ce sens, l'hypothèse d'adossement de la SPL à une structure existante à la fois pour maîtriser la dépense et pour gagner du temps de mise en œuvre dès la création de la structure est apparue comme la configuration la plus favorable.

Ainsi, la SPL pourra s'appuyer sur les moyens humains et matériels de la structure existante : dans un premier temps en passant par des conventions de mise à disposition de personnels et de gestion qui permettent un remboursement au réel, pouvant évoluer dans un second temps vers la création d'un groupement d'employeurs.

Sadev 94, aménageur historique du département et des villes du Val-de-Marne, a indiqué son intérêt pour une telle articulation.

Afin d'assurer la cohérence des décisions de gestion des deux sociétés, il est proposé de nommer Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, actuel Directeur général de Sadev 94, en qualité de Directeur général de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

1. Durée du mandat social

Le Président propose au Conseil d'administration de nommer Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING en qualité de Directeur général à compter du 14 juin 2024, pour une durée de 6 ans. Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

2. Missions du Directeur général

Conformément à l'article 22 des statuts, le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur général rend compte au Conseil d'administration de sa gestion et de l'avancée des projets au cours de ses séances.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Le Directeur général dispose notamment des pouvoirs suivants, cette liste n'étant pas limitative :

2.1. Personnel de la société

Le Directeur général recrute le personnel de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre, fixe les conditions générales de recrutement et de départ de la société notamment les missions et modalités de rémunération.

2.2. Direction industrielle et commerciale

Il organise les services administratifs, commerciaux et techniques de la société et signe la correspondance.
Il passe et accepte tous les actes, conventions, marchés publics, fait toutes soumissions et prend part à toutes adjudications rentrant dans l'objet social de la société, fournit tous cautionnements ou garanties.
Il régularise, aux conditions qu'il avise toute acquisition ou toute vente de biens immobiliers et mobiliers dans le cadre de toutes conventions et concessions d'aménagement confiées à la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.
Il régularise tous les actes nécessaires à cet effet. Préalablement à toute acquisition, il sollicite l'avis des Domaines.

Il souscrit, endosse, accepte, négocie et acquitte tous les effets de commerce.

2.3. Banques

Il fait ouvrir à la Société tous comptes bancaires, tous comptes courants et d'avances sur titres.

Concernant le fonctionnement de ces comptes, il signe tous ordres, reçus, chèques, virements et de façon générale il effectue toutes opérations pour le compte de la société.

Il met en place les lignes de trésorerie court terme et les financements moyen et long termes, que ceux-ci soient adossés à des promesses de vente et/ou garantis par une collectivité, ou le cas échéant ne bénéficiant pas de garantie.

2.4. Administration de biens sociaux

Il administre les biens meubles et immeubles de la société, consent tous baux ou conventions d'occupation et peut confier la gestion des biens de la Société à des tiers.

2.5. Actions en justice et représentation de la société

Il exerce toutes actions en justice en qualité de demandeur ou de défendeur dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de toute nature, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action.
Il représente la Société auprès des tiers, auprès de toutes administrations ainsi que dans toutes opérations de faillite ou de liquidation judiciaire ou amiable.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

2.6. Transactions et mainlevées

Il passe tous traités et transactions, consent tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes subrogations et antériorités, toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits avant et après paiement.

2.7. Pouvoirs spéciaux

Aux effets ci-dessus, le Directeur général passe et signe tous actes et pièces, constitue tous mandataires spéciaux et généralement fait tout ce qui est nécessaire pour assurer la bonne direction générale de la société et l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

3. Indemnités de mandat social et accessoires

3.1. Indemnité

Monsieur DOQUET-CHASSAING ne bénéficiera d'aucune rémunération pour l'exercice de ce mandat social.

3.2. Eléments accessoires

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING ne bénéficiera d'aucun élément de rémunération accessoire pour l'exercice de ce mandat social.

3.3. Assurances

3.3.1. Responsabilité civile

La SPL Grand-Orly Seine Bièvre souscrira un contrat d'assurance responsabilité civile des mandataires sociaux qui bénéficiera au Directeur général afin de couvrir les conséquences financières des actions en responsabilité engagées au titre de son mandat et de prendre en charge les éventuelles condamnations pécuniaires et frais de défense civile ou pénale engagés dans ce cadre.
Les cotisations afférentes à ce contrat seront prises en charge par la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

3.3.2. Assurance perte de mandat social

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING ne bénéficiant pas d'indemnités pour l'exercice de son mandat social, aucune assurance pour perte d'emploi du dirigeant ne sera souscrite.

3.4. Frais professionnels

Les frais professionnels nécessaires à l'exercice des fonctions sociales engagés par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING lui seront remboursés sur présentation d'un état de frais et des justificatifs y afférents.
Les frais d'adhésion aux organismes ou associations professionnels seront réglés directement par la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

A l'unanimité,

Le Conseil d'Administration nomme Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING en qualité de Directeur général de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre et mandataire social à compter du 14 juin 2024, dans les conditions d'exercice prévues par la présente résolution.

-=-=-=-=-=-=-

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

POINT 3
Approbation du règlement intérieur de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre (joint en annexe 1)

Afin d'assurer sur l'activité de la SPL l'effectivité du contrôle analogue à celui que les élus exercent sur leurs propres services, un règlement intérieur fixant les modalités de ce contrôle est proposé (ci-joint en annexe). Ce contrôle portera sur :

- Les orientations stratégiques de la société,
- La gouvernance de la Société,
- Les activités opérationnelles de la Société.

Afin d'assurer ce contrôle, un Comité technique est créé. Il sera composé a minima d'un représentant de la Direction Générale des services de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et du Directeur Général de la SPL. Seront également invités à y participer un représentant des directions générales de chaque autre Actionnaire, ainsi que les censeurs.

Il se réunira aussi souvent que nécessaire, au minimum avant chaque Conseil d'administration sur convocation du Directeur Général de la Société, afin de préparer les réunions du Conseil d'administration de la SPL et de formuler des avis auprès de celui-ci.

TROISIÈME RÉSOLUTION

A l'unanimité,

Le Conseil d'Administration **approuve** le règlement intérieur de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 4
Composition de la Commission d'Appel d'offres et règles de fonctionnement

Les textes régissant les Sociétés Publiques Locales n'imposent pas la constitution d'une commission spécifique pour l'attribution des marchés passés selon la procédure formalisée. Ainsi, les Conseils d'Administration des SPL fixent les modalités d'attribution des marchés passés selon la procédure formalisée, et notamment la composition et le fonctionnement de l'éventuelle commission attribuant ces marchés.
En l'occurrence, le règlement intérieur qui vient d'être approuvé ce jour prévoit que le Conseil d'Administration de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre détermine la composition et le fonctionnement de la Commission attribuant les marchés.

Il est ainsi proposé que la Commission d'appel d'offres de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre soit composée de la manière suivante :

- Le Président du Conseil d'administration de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre,
- Le Directeur général de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre,
- Un représentant de chaque collectivité ou établissement public actionnaire, désigné au sein du Conseil d'administration de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

En cas d'indisponibilité, chaque membre de la Commission d'Appel d'Offres pourra se faire représenter par un élu ou un membre de l'administration de son choix.

La CAO est présidée par le Président du Conseil d'administration de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre. Le quorum est fixé à 5 membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président (ou de son suppléant) est prépondérante.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

La CAO se réunit sur convocation de son Président, dans un délai minimal de 5 jours La voie électronique sera privilégiée dans la mesure du possible pour l'envoi des documents et la tenue de la réunion sera possible à distance.

La CAO de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre est compétente pour attribuer les marchés passés après une mise en concurrence formalisée et donner un avis préalable à la conclusion d'avenants ayant pour effet d'augmenter le montant initial du marché de plus de 5 %.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

A l'unanimité,

Le Conseil d'Administration approuve la composition et les règles de fonctionnement de la Commission d'appel d'offres de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

Il désigne comme membres pour représenter les actionnaires :

Pour l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre :	M. Clément DECROUY
Pour Athis-Mons :	M. Patrice SAC
Pour Fresnes :	Mme Marie LECLERC-BRUANT
Pour Ivry-sur-Seine :	Mme Méhadée BERNARD
Pour Villejuif :	M. Christophe ACHOURI

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 5
Approbation des modèles de contrat à conclure par la SPL :

- **Modèle de contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage ou d'étude (annexe 2)**
- **Modèle de contrat de mandat pour une opération de travaux (annexe 3)**
- **Modalités de rémunération et de facturation en mandat de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre (annexe 4)**
- **Modèle de convention de refacturation des frais de fonctionnement de Sadev 94 auprès de la SPL GOSB (annexe 5)**
- **Modèle de convention de mise à disposition de personnel de Sadev 94 auprès de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre (annexe 6)**

Afin de permettre à la SPL Grand-Orly Seine Bièvre d'être immédiatement opérationnelle, il convient que le Conseil d'administration approuve les documents contractuels qui lui permettront :

- de contracter avec ses clients – actionnaires,
- d'établir le tarif de ses interventions,
- de contracter avec Sadev 94 afin de mutualiser ses moyens humains et techniques

La signature de ces contrats étant de la compétence du Directeur général de la SPL, ils sont portés à la connaissance du Conseil d'administration dans un souci de transparence.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Le Conseil d'Administration **prend acte** des modèles de contrat proposés en annexe. Ceux-ci serviront de base à la conclusion des contrats correspondants, qui peuvent toutefois être adaptés en fonction des circonstances (caractéristiques de l'opération notamment).

A l'unanimité,

Le Conseil d'administration **approuve** la grille de rémunération de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre et les modalités de facturation proposées.

POINT 6

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Information sur le plan d'affaires prévisionnel de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre

Les cinq actionnaires ont été rencontrés afin d'identifier les opérations qui pourraient venir nourrir le plan d'affaires de la future SPL à court terme (exercices 2024-2025). Les échanges sont en cours et se poursuivront dans les prochaines semaines afin d'établir les différents contrats.

EPT Grand -Orly seine Bièvre

Pôle projets urbains, direction déléguée à l'aménagement
- Etudes pré-opérationnelles de la future ZAC multisites à Gentilly, montant à définir

Pôle projets urbains, direction déléguée au renouvellement urbain
- Mandat d'aménagement NPNRU entrée de ville Ouest, le Kremlin Bicêtre, montant à définir

Direction déléguée aux mobilités
- Mandat ou AMO, sortie de secours A6b, gare L14 Le Kremlin Bicêtre-Gentilly, montant à définir

Pôle voirie et cycle de l'eau
- Mandat conception/travaux : aménagement de la place de la Victoire du 8 mai 1945 à Gentilly, 2,2 M€ TDC
- Mandat conception/travaux : aménagement de la rue Cauchy à Arcueil, 1M€ TDC

Pôle gestion des déchets et énergie
- Mandat d'étude de programmation puis conception/travaux : construction de trois déchetteries :
  - Ivry-sur-Seine, 1,7 M€ TDC
  - Arcueil, 1,9 M€ TDC
  - Villeneuve-Saint-Georges/Valenton, 1,9 M€ TDC

Ville d'Athis-Mons
- Mandat d'étude : requalification urbaine et paysagère des Quais de l'Orge et de la Seine, montant à définir
- Mandat conception/travaux : aménagement et insertion du réseau VIF du Quai de l'Industrie, montant à définir (étude en cours)
- Mandat d'étude : étude urbaine et de programmation du site de la ferme de Mons, montant à définir

Ville de Fresnes
- Mandat d'études puis conception/travaux : requalification des espaces publics du centre-ville, 1.000.000 € TDC
- Mandat d'étude : requalification du parc des Sports, montant à définir
- Mandat conception/travaux : aménagement d'un espace vert à la Cerisaie, montant à définir

Ville d'Ivry-sur-Seine
- Mandat d'études du projet d'aménagement cœur de ville, montant à définir
- Mandat d'études pour l'aménagement de l'Ilot Jean-Jacques Rousseau, 50.000 € TDC
- Mandat d'études pour la réalisation d'une passerelle piétonne entre les sites Gagarine et Ivry Confluences, montant à définir
- Mandat d'études pour l'aménagement d'une baignade en Seine, 50.000 € TDC
- Mandat d'études pour le réaménagement de la rue Verollot, sujet en interface avec la Ville de Villejuif, montant à définir

Ville de Villejuif
- Mandat conception/travaux : aménagement du square Ambroise Croizat, 1.7M€ TTC travaux et honoraires (hors mandataire)
- Mandat conception/travaux : requalification du stade Gabriel Thibault, 500.000 € TTC travaux et honoraires (hors mandataire)
- Mandat conception/travaux : rénovation énergétique du groupe scolaire Paul Vaillant Couturier, montant à définir
- Mandat pluriannuel sur 10 ans, rénovation énergétique des bâtiments communaux, 35 M€ TDC
- Mandat pluriannuel, végétalisation et désimperméabilisation, durée et montant à définir

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

SIXIÈME RÉSOLUTION

Le Conseil d'Administration **prend acte** du plan d'affaires prévisionnel de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

Ce point figurant à l'ordre du jour n'appelle pas de vote du Conseil d'administration

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 7
Présentation de la charte graphique de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre

Un projet de logo et de charte graphique de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre est soumis à l'appréciation des administrateurs. Ceux-ci estiment que la base leur convient (typographie, couleurs, représentation du territoire). En revanche ils considèrent que ce logo ne représente pas l'aménagement moderne et durable qu'elle aura à mettre en œuvre.

M. Marchand recueille l'ensemble des remarques et propose que chacune des directions de la communication des actionnaires travaille à améliorer ce logo et fasse une proposition. Ce logo devra :

- Exprimer l'essence territoriale de la SPL,
- Mettre en avant les 3 missions de la SPL : aménagement, construction et études,
- La vocation de la SPL à faire une ville durable, résiliente, pour tous.

Ce point figurant à l'ordre du jour n'appelle pas de vote du Conseil d'administration

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 8
Questions diverses

-=-=-=-=-=-=-=-

POINT 9
Pouvoirs.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Le Conseil d'administration confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie certifiée conforme du présent procès-verbal, pour faire tous dépôts et accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Résolution adoptée à l'unanimité

-=-=-=-=-=-=-=-

Fait à Orly, le 14/06/2024

Le Président
Romain MARCHAND

Administratrice présente
Méhadée BERNARD

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

RÈGLEMENT INTÉRIEUR SUR LES MODALITÉS DE CONTROLE ANALOGUE DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE GRAND-ORLY SEINE BIÈVRE

Par délibération en date du 14 juin 2024 et conformément à l'article 31 de ses statuts, le Conseil d'administration de la Société Publique Locale Grand Orly Seine Bièvre (ci-après la « Société » ou la « SPL ») a décidé d'instituer - dans la limite des pouvoirs que la loi reconnaît aux organes sociaux de la SPL - des règles particulières de gouvernance de la Société aux fins de mettre en œuvre par les Actionnaires représentés au Conseil d'administration un contrôle analogue à celui que les élus exercent sur les services de ces collectivités.

A cet effet, le Conseil d'administration a décidé d'arrêter les stipulations suivantes valant règlement intérieur.

Article 1 – Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir les modalités particulières de contrôle des Actionnaires :

- les orientations stratégiques,
- la vie sociale (Conseil d'administration et Assemblées générales),
- l'activité opérationnelle.

Le contrôle exercé par les Actionnaires s'effectue principalement par l'intermédiaire des administrateurs qui les représentent dans la SPL.

Ce contrôle se matérialise en outre par la rédaction de comptes rendus et documents accessibles à tous les administrateurs via un serveur électronique ou cloud partagé avec les Actionnaires, ainsi que par la mise en place d'un Comité technique.

Article 2 – Modalités de contrôle en matière d'orientations stratégiques de la société

Le Conseil d'administration de la SPL est obligatoirement consulté pour :

- Toute décision sur la stratégie de développement et les perspectives financières de la SPL,
- Toute décision sur les opérations, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques de ses actionnaires en matière d'aménagement,
- Toute décision sur les modalités courantes d'imputation forfaitaire de charges sur les opérations d'aménagement, ou de rémunération dans les délégations de service public,
- L'approbation des comptes prévisionnels, comptes sociaux et rapports annuels,

Par ailleurs, le Conseil d'administration est régulièrement informé :

- Des opérations en cours et des comptes rendus annuels aux collectivités locales (CRACL) sur chacune des opérations confiées,
- De la politique financière de la Société,
- Des caractéristiques des prêts contractés pour le financement des opérations de la SPL,
- Des procédures internes mises en œuvre.

Tous les administrateurs composant le Conseil d'administration sont en outre régulièrement informés des éléments significatifs d'actualité sur les opérations en cours.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Article 3 – Modalités de contrôle en matière de gouvernance de la Société

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'activité de la SPL l'exige et au minimum deux fois par an sur convocation de son Président selon les règles prévues dans les Statuts.

A chaque réunion du Conseil d'administration, la Direction générale de la SPL est chargée de faire un point sur les opérations en cours et en projet ainsi qu'une présentation du suivi du plan d'affaires (avancement budgétaire, de la trésorerie consolidée, du niveau global des emprunts et de l'état de la commercialisation).
Le cas échéant, la Direction générale de la SPL présente une analyse et une explication des éventuels écarts constatés.

Le Conseil d'administration ne délibère qu'après examen préalable des projets pour lesquels le Comité technique prévu à l'article 5 ci-après a été saisi.

Article 4 – Modalités de contrôle en matière d'activités opérationnelles de la Société

L'ensemble des Actionnaires exerce un contrôle rigoureux sur chacune des opérations qu'ils auront respectivement confiée à la SPL selon les dispositifs qui figureront dans les concessions d'aménagement et dans les conventions de mandat, de prestations de services, etc.

Les mandats et concessions devront notamment intégrer a minima les dispositifs de contrôle suivants :

* Pour les contrats de type mandat d'études ou de réalisation d'ouvrage public, l'Actionnaire qui sera mandant devra :
  - au moment de la signature du mandat, approuver un programme et un budget prévisionnels ;
  - approuver un échéancier prévisionnel ;
  - approuver les études et les Dossiers de Consultation des Entreprises ;
  - obtenir au moment des demandes de remboursement de l'ensemble des débours l'ensemble des justificatifs nécessaires ;
  - recevoir des comptes rendus d'activité réguliers ;
  - être invité à toutes les opérations de remise d'ouvrage et se faire représenter en qualité de Maitre d'ouvrage, à toute réception des ouvrages auprès des entreprises ;
  - obtenir le Dossier des Ouvrages Exécutés [DOE] ;
  - obtenir la reddition des comptes de l'opération après le parfait achèvement.

* Pour les contrats de type concession d'aménagement, l'Actionnaire concédant, en lien avec la commune d'implantation du projet, devra :
  - au moment de la signature de la concession, approuver un projet de programme d'équipements publics, un projet de programme de constructions et le bilan financier prévisionnel correspondant ;
  - approuver expressément le montant total des éventuelles participations publiques et, le cas échéant, leurs évolutions ultérieures ;
  - approuver les avant-projets techniques avant tout début d'exécution dans les délais convenus contractuellement ;
  - dans l'hypothèse où la SPL ferait l'usage de prérogatives de puissance publique, obtenir une information des acquisitions réalisées au cours de l'exercice et des conditions auxquelles elles ont été effectuées ;
  - donner son agrément sur toutes les conditions de chaque cession et approuver un CCCT ;
  - approuver les modalités par lesquelles seront réalisées les cessions de charges foncières ;
  - obtenir et approuver dans les délais y figurant les CRACL ;
  - être représenté à toutes les opérations de réception et de remise d'ouvrages.

Il est par ailleurs prévu la constitution d'une Commission d'Appel d'Offres qui sera compétente pour donner un avis ou attribuer des marchés dépassant un certain seuil. Sa composition et son fonctionnement seront déterminés par le Conseil d'Administration.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Article 5 – Comité technique

Il est créé un Comité technique composé a minima d'un représentant de la Direction Générale des services de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et du Directeur Général de la SPL. Seront également invités à participer au Comité technique un représentant des directions générales de chaque autre Actionnaire, ainsi que les censeurs.

Il se réunit aussi souvent que nécessaire, au minimum avant chaque Conseil d'administration sur convocation du Directeur Général de la Société.

Le Comité technique a pour objet :

- de préparer les réunions du Conseil d'administration de la SPL,
- de formuler des avis auprès de celui-ci.

L'ordre du jour et la date de chaque réunion seront proposés par la Direction générale de la Société. Les éléments préparatoires aux réunions du Comité Technique devront être transmis à leurs membres 5 jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence.

Les éléments préparatoires seront au minimum les mêmes documents qui seront adressés avec la convocation aux administrateurs (comptes sociaux, rapports de gestion, d'activités et financier, budget de la société, rapports des commissaires aux comptes, notes annexes) et tous autres documents utiles. A l'issue du Comité technique, un compte-rendu sera rédigé par la SPL et conservé par elle dans ses dossiers.

La voie électronique sera privilégiée dans la mesure du possible pour l'envoi des documents et la tenue de la réunion du comité technique sera possible à distance.

Article 6 – Durée du présent règlement - modifications.

Le présent règlement intérieur restera en vigueur pour toute la durée de la SPL.

Les nouvelles collectivités actionnaires devront l'approuver concomitamment à leur entrée au Conseil d'administration. Son fonctionnement sera évalué à la fin du 1er exercice de la SPL.

Il pourra être modifié par le Conseil d'administration.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Organigramme capitalistique de SPL GOSB

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions détenues au 01/04/2024	Capital en €	% de détention du capital	Adresse	CP - Ville	Siret
Grand-Orly Seine Bièvre	1575	157 500,00 €	70,00%	11 avenue Henri Farman - BP 748	94398 - Orly Aérogare cedex	200 58 014 00016
Athis-Mons	135	13 500,00 €	6,00%	Place du Général de Gaulle	91200 - Athis-Mons	219 100 278 00015
Fresnes	112	11 200,00 €	4,98%	1 Place Pierre et Marie Curie	94260 - Fresnes	219 400 348 00013
Ivry-sur-Seine	225	22 500,00 €	10,00%	Esplanade Georges Marrane	94200 - Ivry-sur-Seine	219 400 413 00015
Villejuif	203	20 300,00 €	9,02%	Esplanade Pierre-Yves-Cosnier	94800 - Villejuif	219 400 769 00010
Total général	**2250**	**225 000,00 €**	**100,00%**			

Mathias DOQUET-CHASSAING
Directeur général

Société Publique Locale Grand-Orly Seine Bièvre

STATUTS

SOMMAIRE

TITRE PREMIER

Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Article 1er - Forme.
Article 2 – Objet
Article 3 - Dénomination sociale
Article 4 - Siège social
Article 5 - Durée

TITRE DEUXIÈME

Apports - Capital social – Actions

Article 6 - Apports
Article 7 - Capital social
Article 8 - Modifications du capital social
Article 9 - Comptes courants
Article 10 - Libération des actions
Article 11 - Défaut de libération
Article 12 - Forme des actions
Article 13 - Droits et obligations attachés aux actions
Article 14 - Cession des actions

TITRE TROISIÈME

Administration et contrôle de la Société

Article 15 - Composition du Conseil d'Administration
Article 16 - Durée du mandat des Administrateurs – Limite d'âge
Article 17 - Qualité d'actionnaire des Administrateurs
Article 18 - Censeurs
Article 19 – Fonctionnement du Conseil d'Administration – Rôle du Président
Article 20 – Réunions - Délibérations du Conseil d'Administration
Article 21 - Pouvoirs du Conseil d'Administration
Article 22 - Direction générale - Directeurs généraux Délégués
Article 23 – Signature sociale
Article 24 - Rémunération des dirigeants
Article 25 - Conventions entre la Société et un Administrateur, un Directeur général, un Directeur général délégué ou un Actionnaire
Article 26 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements
Article 27 - Commissaires aux comptes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB PG

Article 28 - Représentant de l'État - Information
Article 29 - Délégué spécial
Article 30 - Rapport annuel des élus
Article 31 – Contrôle analogue conjoint des collectivités Actionnaires sur la Société

TITRE QUATRIEME

Assemblées Générales – Modifications statutaires

Article 32 - Dispositions communes aux Assemblées Générales
Article 33 - Convocation des Assemblées Générales – Ordre du jour
Article 34 – Admission aux Assemblées – Pouvoirs - Vote par correspondance
Article 35 – Tenue de l'Assemblée – Bureaux – Procès-verbaux
Article 36 – Vote - Quorum – Effets des délibérations
Article 37 – Assemblée générale ordinaire
Article 38 - Assemblée générale extraordinaire
Article 39 - Modifications statutaires

TITRE CINQUIEME

Exercice social – comptes sociaux – affectation des résultats

Article 40 - Exercice social
Article 41 - Comptes sociaux
Article 42 – Résultats de la Société

TITRE SIXIEME

Pertes graves - Dissolution – Liquidation - Contestations

Article 43 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social
Article 44 – Dissolution - Liquidation
Article 45 – Contestations

TITRE SEPTIEME

Administrateurs – commissaires aux comptes – personnalité morale – formalités

Article 46 - Nomination des premiers Administrateurs
Article 47 - Désignation des premiers commissaires aux comptes
Article 48 - Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au registre du commerce – Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la Société
Article 49 - Formalités – Publicité de la constitution

Les soussignés :

1° L'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, représenté par Monsieur Michel Leprêtre, habilité aux termes des délibérations n°2023-12-19_3397 en date du 19 décembre 2023, n°2024-03-12_3482 du 12 mars 2024, n°2024-05-28_3565 en date du 28 mai 2024
2° La Ville d'Athis Mons, représentée par Monsieur Jean-Jacques Grousseau, habilité aux termes des délibérations n°2023-065 en date du 21 décembre 2023, n°CM2024-014 en date du 03 avril 2024
3° La Ville de Fresnes, représentée par Madame Marie Chavanon, habilitée aux termes de la délibération n°2024-6 en date du 8 février 2024
4° La Ville d'Ivry-sur-Seine, représentée par Monsieur Philippe Bouyssou, habilité aux termes des délibérations n°DEL20231214_27-DE en date du 14 décembre 2023, n°DEL20240208_20-DE en date du 8 février 2024
5° La Ville de Villejuif, représentée par Monsieur Pierre Garzon, habilité aux termes des délibérations n°DEL2023_174 en date du 28 novembre 2023, n°DEL2024_065 en date du 27 mars 2024

Établissent, ainsi qu'il suit, les statuts de la société publique locale : « SPL Grand-Orly Seine Bièvre » (ci-après la « Société » ou la « SPL »), qu'ils sont convenus de constituer entre eux en raison de l'intérêt général qu'elle présente.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB PC

TITRE PREMIER
Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée

ARTICLE 1ER – FORME

La Société est une société publique locale, régie par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales, sous réserve de celles de son article L. 225-1, par les dispositions du livre II du code de commerce, sous réserve de son article L. 1531-1 susvisé, par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, dans le cadre de conventions conclues avec les collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires, de réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation de toutes opérations d'intérêt général et complémentaires entre elles, et plus particulièrement :

a) De réaliser ou d'apporter son concours à la réalisation d'études, d'acquisitions foncières et mobilières, de travaux, d'ouvrages ou de bâtiments de toute nature, notamment en vertu de conventions de mandat conclues dans les conditions prévues à l'article R. 321-20 du Code de l'urbanisme ;
b) De réaliser les opérations d'aménagement qui lui seront concédées en application notamment des articles L. 300-4, R. 311-4, R. 321-1 du Code de l'urbanisme ;
c) De réaliser, sous réserve qu'ils soient en rapport avec les opérations qui lui sont ou lui seront concédées en application du b) ci-dessus :
   - Les équipements ou bâtiments dont la maîtrise d'ouvrage lui serait confiée par une ou plusieurs collectivités locales et en assurer temporairement la gestion ;
   - Les équipements d'infrastructures qui lui seraient confiés par un ou plusieurs Actionnaires dans les conditions prévues aux traités de concession.
d) De procéder à l'étude, la construction, l'aménagement ou la réhabilitation, sur tous terrains, de tous bâtiments destinés à l'activité économique et conformes aux orientations définies par les collectivités territoriales ou leurs groupements ;
e) D'offrir son concours en qualité de prestataire de services, auprès des collectivités territoriales ou de leurs groupements, pour la réalisation de tous bâtiments, tels que : parkings, locaux commerciaux, marchés, équipements publics ou à caractère industriel, ainsi que le financement total ou partiel de ces opérations ;
f) De procéder à la location ou la vente des immeubles réalisés ;
g) De procéder à la gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens des immeubles réalisés ;
h) D'obtenir tous emprunts, ouvertures de crédits ou avances, avec ou sans garantie ou hypothèque, pouvant favoriser la réalisation de l'objet social ;
i) De procéder, en conformité aux conventions passées à cet effet avec les collectivités intéressées, à tous actes nécessaires à la réalisation des opérations de rénovation ou de restauration dont elle aura été chargée en application de la législation en vigueur ;
j) Enfin, et plus généralement, de réaliser toutes opérations se rapportant à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation et notamment l'étude, la construction ou l'aménagement de tous locaux à usage tant professionnel, commercial, industriel, scientifique, culturel, sportif et technique que d'habitation.

D'une manière plus générale, elle pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

A cet effet, la Société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses Actionnaires, et pour leur compte exclusif.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : SPL Grand-Orly Seine Bièvre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

AB PG 356 NL

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au Bâtiment Askia 11 avenue Henri Farman 943898 Orly Aérogare.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB

TITRE DEUXIÈME
Apports - Capital social – Actions

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution il a été fait apport de la somme de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE EUROS (225.000 euros), correspondant à la souscription de la totalité des actions, dont la moitié a été libérée en apports en espèces à la constitution.

Le capital social réparti comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital
Territoire Grand Orly Seine Bièvre	1 575	157 500 €
Ville d'Athis-Mons	135	13 500 €
Ville de Fresnes	112	11 200€
Ville d'Ivry-sur-Seine	225	22 500€
Ville de Villejuif	203	20 300 €
TOTAL GENERAL	**2 250**	**225 000 €**

La somme de CENT DOUZE MILLE CINQ CENT euros (112 500 euros) correspondant à la moitié du montant des actions souscrites a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation, le solde sera appelé par la société dans les cinq ans de la constitution.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 225 000 euros, divisé en 2 250 actions de 100 euros chacune, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital. Celle-ci s'effectue par l'émission d'actions ordinaires ou de préférence donnant accès immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société ou par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

L'assemblée générale extraordinaire peut déléguer cette compétence au conseil d'administration dans les conditions fixées par les dispositions applicables du Code de commerce.

Les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. L'assemblée générale extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés consenti par une collectivité territoriale ou un groupement, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération, conformément à l'article L. 1522-5 du Code général des collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des Actionnaires.

La réduction du capital s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions soit par réduction du nombre de titres, auquel cas les Actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS

Les Actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la Société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les conditions et modalités de ces avances en compte courant seront arrêtées, dans chaque cas, d'un commun accord entre la Société et les intéressés.

Les collectivités territoriales actionnaires de la Société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale.

Dans les autres cas, et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans un délai de cinq ans à compter soit de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, soit du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la Société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité ne sera applicable que si les Actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face. L'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

ARTICLE 11 - DEFAUT DE LIBERATION

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le conseil d'administration est soumis aux dispositions de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelques mains qu'ils passent. Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les Actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute transmission d'actions à un nouvel actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément préalable de la Société dans les conditions de l'article L. 228-24 du code de commerce.

A cet effet, le cédant doit notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Société, une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

L'agrément résulte soit de la décision prise à la majorité des deux tiers émanant du Conseil d'administration, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande adressée au Président du Conseil d'administration.

En plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'administration, toute cession d'action doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la collectivité concernée.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE TROISIÈME
Administration et contrôle de la société

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La représentation des Actionnaires au conseil d'administration de la Société obéit aux règles fixées par les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 et par celles du code de commerce, notamment son article L. 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé entre trois (3) et dix-huit (18).

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi leurs membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur. Les collectivités actionnaires sont invitées à rechercher une représentation équilibrée des femmes et des hommes au conseil d'administration comme fixé à l'article L. 225-17 du Code du commerce.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB PG SC ML

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités ou groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales membres de cette assemblée.

ARTICLE 16 - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat de leurs représentants au conseil d'administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. En cas de vacance, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'administration par l'assemblée qui les a élus.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Cette limite doit être respectée au moment de la désignation des représentants.

En conséquence, ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire.

ARTICLE 17 - QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales ne peuvent en aucun cas être personnellement propriétaires d'actions de la Société.

ARTICLE 18 – CENSEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de 6 ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs choisis par les Actionnaires en dehors des membres du conseil d'administration. La collectivité actionnaire désigne via son Instance délibérative le ou les représentants (au maximum deux) qui sont issus de l'administration.

Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du conseil d'administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

ARTICLE 19 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ROLE DU PRESIDENT

Le fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président du Conseil d'administration doit être une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant par l'intermédiaire de son représentant ; celui-ci doit être autorisé à occuper cette fonction conformément à la réglementation en vigueur Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'administration nomme, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB PC 556

Le Président ne peut être âgé de plus de 65 ans au moment de sa désignation. Le fait d'atteindre la limite d'âge en cours de mandat n'entraine pas la démission d'office.

Le Conseil d'administration peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Actionnaires.

Le rôle du Président du Conseil d'administration

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure notamment que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des Actionnaires. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 20 – REUNIONS - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il est convoqué par le Président ou, en son absence ou en cas d'empêchement, par un vice-président, sur un ordre du jour qu'il arrête, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur cinq (5) jours au moins avant la réunion.

En cas d'urgence, la convocation doit être adressée verbalement et sans délai si tous les membres du Conseil d'administration y consentent.

Tout administrateur peut donner, par écrit, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'administration, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur.

La présence effective ou la représentation de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Chaque administrateur dispose d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés du président de séance et de, au moins, un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, les procès-verbaux sont signés par au moins deux administrateurs.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs présents participant à la séance du Conseil d'administration et mentionnant le cas échéant le nom des administrateurs participant par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 21 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application des dispositions de l'article L. 225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant. ;
- décide, dans le cadre de l'objet social, la création de toutes sociétés ou de tous groupements d'intérêt économique (y compris groupement d'employeurs) ou concours à la fondation de ces sociétés ou groupements.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

ARTICLE 22 - DIRECTION GENERALE - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

1 - Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui doit en informer les Actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Un représentant d'une collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales ne peut accepter les fonctions de Président assumant les fonctions de Directeur Général qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui l'a désigné.

La délibération du Conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

2 – Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, il procède à la nomination du Directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur général ne doit pas être âgé de plus de 75 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office, à moins qu'il ne soit le représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales assurant la fonction de président directeur général. Dans ce cas, la limite d'âge doit être appréciée en début de mandat, et le fait de l'atteindre en cours de mandat n'entraine pas la démission d'office.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Lorsque le Directeur général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

3 – Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur général rend compte au Conseil d'administration de sa gestion et de l'avancée des projets au cours de ses séances.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

4 – Sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

Le nombre maximum de Directeurs généraux délégués est fixé à cinq (5).

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués.

Le Directeur général délégué est révocable à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Envers les tiers, le ou les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur général, les Directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur général.

ARTICLE 23 – SIGNATURE SOCIALE

Tous les actes et engagements concernant la Société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le Directeur général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

ARTICLE 24 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application des dispositions de l'article L.225-45 du Code de commerce, l'Assemblée générale peut décider d'allouer aux administrateurs une somme globale annuelle fixe en rémunération de leur activité.

Les administrateurs concernés, qui représentent une collectivité ou un groupement de collectivités, doivent préalablement y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés. Cette délibération fixe le montant maximum des rémunérations susceptibles d'être perçues, et indique la nature des fonctions qui les justifient.

Le Conseil d'administration répartit ensuite librement cette rémunération entre ses membres.

Le Conseil d'administration autorise le remboursement des frais et des dépenses engagées, sur présentation de justificatifs, par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs, son Directeur général, l'un de ses Directeurs généraux délégués ou l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 %, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenantes entre la Société et une autre entreprise si le Directeur général, l'un des Directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les stipulations qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. La liste et l'objet de ces conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Directeur général, aux Directeurs généraux délégués, ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Les collectivités territoriales et leurs groupements qui ont une participation au capital trop réduite ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe doivent se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun.

L'Assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'administration.

Chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'Assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son (ou de ses) représentant(s) sur convocation de son Président :
- soit à son initiative,
- soit à la demande de l'un de ses représentants élu par elle au sein du Conseil d'administration,
- soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du Code général des collectivités territoriales.

L'Assemblée spéciale est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupement actionnaire non directement représenté au Conseil d'administration.

ARTICLE 27 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions prévues aux articles L. 823-1 et suivants du Code de Commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six (6) exercices et sont toujours rééligibles.

Le ou les Commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents à adresser aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Ils vérifient, le cas échéant, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les Actionnaires.

Ils ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de faute ou d'empêchement, les Commissaires aux comptes peuvent, à la demande du Conseil d'administration, de l'organe chargé de la direction ou d'un ou de plusieurs Actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ou de l'Assemblée Générale, être relevés de leur fonction avant l'expiration normale de celle-ci, par décision de justice, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le ou les Commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception et en même temps que les intéressés, à la réunion du Conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués à toute autre réunion du Conseil.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 18/11/2024

PB JJG

ARTICLE 28 - REPRESENTANT DE L'ÉTAT – INFORMATION

Les délibérations du Conseil d'Administration et des assemblées générales sont communiquées dans les quinze (15) jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés à l'article L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

ARTICLE 29 - DELEGUE SPECIAL

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représenté au Conseil d'administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée délibérante de cette collectivité ou groupement.

Le délégué est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration.

ARTICLE 30 - RAPPORT ANNUEL DES ELUS

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales Actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 31 – CONTROLE ANALOGUE CONJOINT DES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIETE

Les collectivités actionnaires doivent exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que les conventions qu'elles seront amenées à conclure avec la Société soient considérées comme des prestations intégrées (contrats dits "in house" ou "quasi-régie / domestiques").

A cet effet, des mesures sont mises en place notamment par le biais d'un règlement intérieur.

Elles consistent en des contrôles spécifiques sur trois niveaux de fonctionnement de la Société :
- orientations stratégiques,
- vie sociale,
- activité opérationnelle.

Le contrôle exercé sur la Société est fondé, d'une part, sur la détermination des orientations de l'activité de la Société et, d'autre part, sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la Société proposera.

Dès leur première réunion, les instances délibérantes de la Société devront mettre en place un système de contrôle et de compte-rendu permettant aux collectivités actionnaires entrant dans le cadre défini au premier alinéa d'atteindre ces objectifs.

Ces mesures devront être maintenues dans leurs principes pendant toute la durée de la Société.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

TITRE QUATRIEME
Assemblées Générales – Modifications statutaires

ARTICLE 32 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des Actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les Actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

Les collectivités actionnaires de la Société sont représentées aux Assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire.

ARTICLE 33 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES – ORDRE DU JOUR

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs Actionnaires réunissant 5 % au moins du capital social.

Les convocations sont faites par lettre recommandée, adressées à chacun des actionnaires quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportent l'indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Un ou plusieurs Actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par le Code de commerce, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

Les Assemblées d'Actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu, précisé dans l'avis de convocation.

La convocation du Commissaire aux comptes est par ailleurs faite par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard lors de la convocation des Actionnaires.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

ARTICLE 34 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS - VOTE PAR CORRESPONDANCE

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée. Il n'est tenu compte de ce formulaire que s'il est reçu par la Société un (1) jour au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

Le mandat est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze (15) jours. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

La Société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux Actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'implication sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Dans ce cas, la Société aménagera un site internet exclusivement consacré à ces fins et auquel les Actionnaires ne pourront accéder qu'après s'être identifiés au moyen d'un code fourni préalablement en séance conformément aux articles R. 225-61 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 35 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES VERBAUX

Une feuille de présence est émargée par les Actionnaires présents ainsi que les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée. Elle doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, elle élit elle-même son Président.

En cas de convocation par un Commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les deux Actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par décret.

ARTICLE 36 - VOTE - QUORUM - EFFETS DES DELIBERATIONS

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée. Les Actionnaires peuvent aussi voter par correspondance dans le respect de la règlementation en vigueur ou par visioconférence ou toute autre moyen de télécommunications permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la règlementation en vigueur.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions ayant le droit de vote.

Les Actionnaires peuvent faire usage de leur droit de vote par correspondance. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication susvisés.

Lorsque l'Assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorums et majorités ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme mandataires.

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des Actionnaires.

Ses délibérations prises conformément aux dispositions du Code de commerce et aux statuts obligent tous les Actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables.

Toutefois, dans le cas où des décisions de l'Assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après ratification par une Assemblée spéciale des Actionnaires dont les droits sont modifiés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

ARTICLE 37 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui ne relève pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social pour statuer sur toutes les questions relatives au compte de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, et le cas échéant, aux comptes consolidés de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'administration présente à l'Assemblée son rapport, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. En outre, les Commissaires aux comptes relatent dans leur rapport l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par l'article L. 225-235 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les Actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 38 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs stipulations. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des Actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Par ailleurs, il est précisé que conformément à l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur une modification statutaire portant sur l'objet social, la composition du capital ou la structure des organes dirigeants de la Société ne peut intervenir, sous peine de nullité, sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représente, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital peuvent être apportées par le Conseil d'administration sur délégation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les Actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Le quorum requis est également du cinquième.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 39 – MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur une modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants de la Société ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant cette modification.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB 556

TITRE CINQUIEME
Exercice social – comptes sociaux – affectation des résultats

ARTICLE 40 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social couvre douze (12) mois. Il commence au 1er janvier et se termine au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 41 – COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'administration établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, et toute autre information exigée par les textes en vigueur.

Les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, les comptes consolidés sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels de la Société.

ARTICLE 42 – RESULTATS DE LA SOCIETE

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L. 232-10 du Code de Commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende sur le montant libéré et non remboursé des actions.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les Actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB [illegible] 556

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE SIXIEME
Pertes graves - Dissolution – Liquidation - Contestations

ARTICLE 43 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu de réunir une Assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 44 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement.

La nomination du liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

ARTICLE 45 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les Actionnaires eux-mêmes, soit entre les Actionnaires ou les administrateurs et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la compétence des tribunaux dont dépend le siège social.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

PB 356 ML

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

TITRE SEPTIEME
Administrateurs – commissaires aux comptes – personnalité morale – formalités

ARTICLE 46 - NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés comme premiers administrateurs :

- Christophe ACHOURI ;
- Méhadée BERNARD ;
- Gauthier CONAN ;
- Clément DECROUY ;
- Jean-François DELAGE ;
- Sophie LABROUSSE ;
- Marie LECLERC-BRUANT ;
- Gaëlle LEYDIER ;
- Romain MARCHAND ;
- Clément PECQUEUX ;
- Yann PIROLLI ;
- Patrice SAC.

Les administrateurs soussignés acceptent leurs fonctions et déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne leur interdit d'accepter les fonctions d'administrateur de la Société.

ARTICLE 47 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2029 le ou les Commissaires aux comptes suivants :
Madame Marielle PERRON-DUPUY, Commissaire aux comptes associée, cabinet Sémaphores.

ARTICLE 48 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU RCS – REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes déjà accomplis pour le compte de la Société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 49 - FORMALITES – PUBLICITE DE LA CONSTITUTION

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société.

Fait à Orly,

Le 13 juin 2024,

En 8 originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

556

Monsieur Jean-Jacques Grousseau
Maire d'Athis-Mons

Madame Marie Chavanon
Maire de Fresnes

Monsieur Philippe Bouyssou
Maire d'Ivry-sur-Seine

Monsieur Pierre Garzon
Maire de Villejuif

Monsieur Michel Lepêtre
Président de l'Etablissement public territorial Grand-Orly
Seine Bièvre

PB MC PG JG HL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-118-DE
Date de télétransmission : 13/11/2024
Date de réception préfecture : 13/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-119

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

URBANISME – MISSION D'ETUDE A LA SPL GOSB : REHABILITATION DE L'ILOT ROSSEL-LECLERC

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-119-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Frédéric Raymond, premier adjoint au Maire, expose au Conseil :

Conformément à l'engagement pris au début de l'année 2024, la Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite conduire des études préalables et obtenir des préconisations pour les possibilités de réhabilitation immobilière de l'ensemble des bâtiments construits ainsi que des études phytosanitaires des végétaux sur l'ensemble du périmètre de l'îlot Rossel-Leclerc.

Dans ce cadre, il s'agit de conduire une étude pré-opérationnelle qui aura pour objectifs d'une part, de poser un diagnostic global de l'îlot Rossel-Leclerc et d'autre part, de proposer une stratégie opérationnelle en vue de sa requalification. Il s'agira de mener une étude de faisabilité croisant les dimensions urbaine, architecturale, patrimoniale, technique, juridique et financière.

Il est donc demandé à la SPL GOSB de :

1. Etudier le potentiel de réhabilitation des différents bâtiments présents sur le site avec des interlocuteurs dédiés :
   - Diagnostiquer l'occupation des immeubles,
   - Diagnostiquer les structures de l'édifice,
   - Diagnostiquer le patrimoine végétal et la faune,
   - Réaliser les études énergétiques et thermiques,
   - Effectuer les diagnostics amiante, plomb termites,
   - Réaliser le diagnostic patrimonial.
2. Proposer des scénarii opérationnels de projet sur l'îlot :
   - Etude urbaine,
   - Identifier les montages opérationnels possibles et les subventions correspondantes,
   - Etablir un bilan prévisionnel des dépenses et recettes potentielles de l'opération,
   - Présenter un ou plusieurs (3) scénarii opérationnels en découlant.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver les orientations de la mission d'étude confiée à la SPL.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric RAYMOND, Premier adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la commande publique,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré par 19 voix pour (Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Patrick AOUDAY), 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU), et 2 ne prenant pas part au vote (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la mission d'étude pour la réhabilitation de l'îlot Rossel Leclerc confiée à la SPL GOSB.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-119-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-120

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

SOLIDARITES - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA LIGUE CONTRE LE CANCER DU VAL-DE-MARNE DANS LE CADRE D'OCTOBRE ROSE – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-120-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jean-François DELAGE, Maire, expose au Conseil :

Engagée dans une politique de prévention et de préoccupation de la santé de ses habitants, la Ville de Kremlin-Bicêtre réédite cette année son engagement en faveur de la lutte contre le cancer et notamment le cancer du sein dans le cadre d'Octobre Rose en partenariat avec la ligue contre le cancer du Val-de-Marne. L'objectif premier d'Octobre Rose est de sensibiliser, d'informer et d'orienter les publics. En cela, l'approche par le sport permet d'élargir la cible, en sensibilisant les femmes et les hommes, de tout âge, à cette cause nationale.

Dans ce cadre, dimanche 20 octobre 2024, un stand sur le marché du Kremlin-Bicêtre a permis de sensibiliser et de récolter les dons des Kremlinois au travers notamment de plusieurs ateliers sportifs animés par des associations sportives locales. La Ville souhaite compléter les dons des Kremlinois pour soutenir la lutte contre le cancer du sein.

Ainsi, Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer la subvention suivante à la Ligue contre le cancer du Val-de-Marne, pour l'exercice 2024 :

Nature	Fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention 2024
65748	326	Ligue contre le cancer Val-de-Marne	500,00
		TOTAL	**500,00**

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le budget primitif 2024,
Considérant l'importance de la lutte contre le cancer du sein,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
De voter l'attribution d'une subvention de 500 euros à la Ligue contre le cancer du Val-De-Marne, dans le cadre d'Octobre Rose, pour l'exercice 2024.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-120-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE sur le territoire de LE KREMLIN BICETRE

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024
d'une part,
et

Le bailleur ICF Habitat La Sablière représentée par son président du Directoire, Monsieur Emmanuel DUNAND,
d'autre part,
est convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE sur le patrimoine du bailleur ICF Habitat La Sablière implanté sur le territoire de LE KREMLIN BICETRE, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de MAIRIE DU KREMLIN BICETRE.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur ICF Habitat La Sablière sur le territoire de LE KREMLIN BICETRE dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de LE KREMLIN BICETRE et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine sur le territoire.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur ICF Habitat La Sablière gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire du réservataire soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. <u>Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux</u>

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Celui-ci a été transmis par le bailleur ICF Habitat La Sablière au réservataire en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 31/12/2023, le réservataire dispose de 5 droits de suite dans le parc du bailleur ICF Habitat La Sablière sur le territoire du réservataire.

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur ICF Habitat La Sablière et le réservataire.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Mode de calcul du taux de rotation :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur ICF Habitat La Sablière, tous contingents confondus, à l'échelle de l'intercommunalité.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2018 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée moyenne de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, le réservataire dispose de 2 droits uniques sur le parc du bailleur ICF Habitat La Sablière faisant l'objet de la présente convention, avec une durée moyenne de réservation restante à courir de 8 années.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par le réservataire au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le réservataire auprès du bailleur ICF Habitat La Sablière dans le territoire de la présence convention après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le territoire de la présence convention la part de logements réservés représente 0,20 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

Cet objectif de part de flux pourrait représenter théoriquement pour 2024 et à titre indicatif : 0,29 logements à orienter par le bailleur ICF Habitat La Sablière au réservataire.

ICF La Sablière ne souhaite pas vous invisibiliser dans le flux. Compte tenu de ce nombre théorique d'orientation logement inférieur à 1, en 2024 et si les libérations de logements le permettent, ICF La Sablière vous propose l'orientation d'1 logement.

L'actualisation de la part du flux de logements
L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par le réservataire, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur ICF Habitat La Sablière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du réservataire
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

B. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par le fait que seules les attributions suivies de baux signés sont comptabilisées (sans aucune exception) car il y a trop peu de logement

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Le Bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article III.

Etant entendu que le bailleur est lié par plus de 130 autres conventions de réservation, le bailleur veillera aussi à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine.

A cet égard, les Parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.
Le Bailleur prendra également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur ICF Habitat La Sablière, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent du réservataire, dans sa totalité. Le réservataire propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services du réservataire par les organismes bailleurs.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 1 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer le réservataire de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

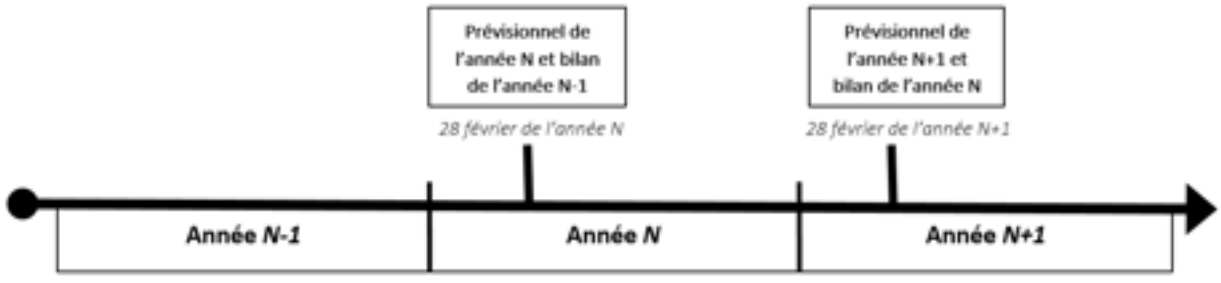
VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire dans le parc du bailleur ICF Habitat La Sablière durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le réservataire au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. <u>Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs</u>

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du réservataire et du bailleur ICF Habitat La Sablière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel conformément à l'article R441-5 du CCH.

C. Suivi de la convention

La présente convention fait l'objet d'un suivi annuel par le bailleur et le réservataire. Ce suivi comprend l'ensemble des indicateurs de bilan du présent article ainsi que les indicateurs d'objectif de la part de flux indiqués par le réservataire à l'article III.

Des échanges plus réguliers pourront s'effectuer, notamment durant la première année de mise en œuvre.

Ces échanges veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES DES CANDIDATS A LA LOCATION

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

1. Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur les données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.
Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- la proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- la demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- l'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- la notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- la transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- l'organisation de visites des logements ;
- l'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;
- la notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
- ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La base légale est l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- Corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

2. Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites, le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IX. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur ICF Habitat La Sablière de ses engagements, le réservataire peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

X. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Les parties conviennent d'engager les négociations en vue de la poursuite de cette convention, 6 mois avant son expiration.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à , le

Le bailleur ICF Habitat La Sablière, représenté par son président du Directoire, Monsieur Emmanuel DUNAND

Le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, représenté par son Maire, Monsieur Jean-François DELAGE,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la mairie de KREMLIN BICETRE sur le territoire communal de KREMLIN BICETRE.

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La **Ville du Kremlin-Bicêtre**, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, d'une part, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024.

et

IMMOBILIÈRE 3F, représentée par son Directeur Territorial – Agence Val-de-Marne Ouest, Pierre BLANCHARD, d'autre part, est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la commune du KREMLIN BICETRE sur le patrimoine d'IMMOBILIÈRE 3F implanté sur la commune du KREMLIN BICETRE, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de la commune du KREMLIN BICETRE.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social d'IMMOBILIÈRE 3F sur le territoire de la commune du KREMLIN BICETRE dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de la commune du KREMLIN BICETRE et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du Val de Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine d'IMMOBILIÈRE 3F gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire de la commune du KREMLIN BICETRE soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par IMMOBILIÈRE 3F à la Ville, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 24/11/2023, la commune du KREMLIN BICETRE dispose de 55 droits de suite dans le parc d'IMMOBILIÈRE 3F sur le territoire de la commune du KREMLIN BICETRE**.**

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre IMMOBILIERE 3F et la Ville.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données du taux de rotation moyen des 5 dernières années d'Immobilière 3F au sein de l'Etablissement Public Territorial auquel appartient la commune pour calculer ce taux de rotation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc d'Immobilière 3F, tous contingents confondus, à l'échelle de l'EPT GRAND ORLY SEINE BIEVRE.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :

somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, la commune du KREMLIN BICETRE dispose de 11 droits uniques sur le parc d'IMMOBILIÈRE 3F faisant l'objet de la présente convention. A titre indicatif, la durée moyenne d'écoulement des droits uniques est de 4 ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par la Ville au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par la Ville auprès d'IMMOBILIÈRE 3F dans le territoire la commune du KREMLIN BICETRE, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le territoire la commune du KREMLIN BICETRE, la part de logements réservés représente 28 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

(A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 3 logements à orienter par IMMOBILIERE 3F à la Ville)

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N,* sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par la Ville, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès d'IMMOBILIÈRE 3F.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de la Ville
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

Lorsque la 1ere liste s'avère infructueuse, la Ville disposera d'un délai supplémentaire de 15 jours maximum à compter de la connaissance des résultats de la CALEOL pour désigner une seconde liste de candidats sur le logement orienté. Dès lors que la Ville aura présentée deux listes ou que le délai de 15 jours soit dépassé, le logement orienté sera pris en compte dans l'atteinte de l'objectif de la Ville, quel que soit l'aboutissement du processus de désignation de candidats sur le logement.

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par la Ville auprès d'IMMOBILIÈRE 3F.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Des objectifs indicatifs pour aider le bailleur dans l'orientation des logements sont indiqués dans la présente convention afin de répondre au mieux aux besoins des réservataires.

Ces objectifs seront pris en compte par l'organisme bailleur pour orienter des logements à la Ville selon les besoins en matière des types de financement et de typologies de logements, et en cohérence avec les besoins des autres réservataires. Il s'agit d'une part indicative attendue dans chacune de ces catégories de logements se libérant dans le flux.

Le bailleur s'efforcera de proposer au réservataire une répartition homogène des logements aussi bien en financement qu'en typologie.

Il est entendu que le bailleur est lié par d'autres conventions de réservation avec d'autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec Immobilière 3F, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent la commune du KREMLIN BICETRE, dans sa totalité. La Ville propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services de la Ville par les organismes bailleurs via l'envoi d'une notification informatique.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de un mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer la Ville de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

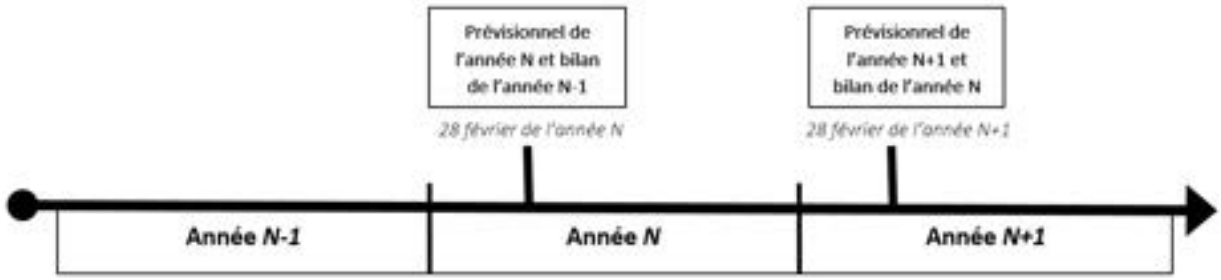
VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux de la Ville dans le parc d'IMMOBILIÈRE 3F durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par la Ville au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services de la Ville et d'IMMOBILIÈRE 3F.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Ces informations seront communiquées par le bailleur.

C. <u>Des instances de suivi et validation</u>

Une instance de suivi et de validation entre la commune du KREMLIN BICETRE et IMMOBILIÈRE 3F sera mise en place annuellement au-delà du travail partenarial quotidien réalisé par les différents services permettant d'assurer la mise en œuvre des objectifs de cette convention.

Ces instances veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par IMMOBILIÈRE 3F de ses engagements, la commune du KREMLIN BICETRE peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à Alfortville, le

IMMOBILIÈRE 3F	**la commune du KREMLIN BICETRE**
Représentée par :	Représentée par :
Pierre BLANCHARD	Jean-François DELAGE
Directeur Territorial Agence Val-de-Marne Ouest	Maire du Kremlin Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Convention de réservation n°
LE KREMLIN-BICETRE / agence 1054

Entre :
CDC-HABITAT Social, Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré à Directoire et conseil de surveillance, Kbis 552046484, dont le siège social est situé à 33 avenue Pierre MENDES France 75013 PARIS

Désigné ci-dessous comme « l'organisme », et représenté par Madame Christine DIJOUX, Directrice Interrégionale 77,91,94 habilitée à signer la présente convention,

Et :

Le réservataire

Représenté par représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024

PROJET

Article 1 – Objet de la présente convention

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, il est convenu la réservation de flux annuels de logements qui s'appliqueront sur le parc locatif de l'organisme implanté sur la commune de **LE KREMLIN-BICETRE.**
La présente convention annule et remplace l'ensemble des conventions de réservation conclus antérieurement entre les deux parties.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettront au réservataire d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1 du CCH sur le territoire.

La présente convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions, dont les flux annuels de logements exprimés en pourcentage, de façon compatible avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution
Cette convention de réservation porte sur une assiette de logements soumis à gestion en flux et l'affectation d'un flux annuel de propositions de logements au réservataire partie prenante de la présente convention, au titre des droits acquis à la date de signature de la présente convention.

- Périmètre géographique concerné par la présente convention : Commune de **Le KREMLIN BICETRE**

Article 2 – Modalités d'application de la gestion en flux

2.1. Détermination du **patrimoine à considérer** pour le calcul des flux :
Il s'agit de l'ensemble des logements locatifs du bailleur dont on soustrait les logements réservés par la Défense nationale, la sécurité intérieure et les établissements publics de santé qui restent gérés en stock.
Le parc de référence est le patrimoine conventionné au 1er janvier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La gestion en flux s'applique sur « l'ensemble du patrimoine locatif social », l'ensemble des logements conventionnés CDC-HABITAT SOCIAL.
Le parc de référence est celui résultant de la dernière base RPLS disponible (PLAI, PLUS, PLS).
La base de référence retenue pour le calcul du flux annuel de logement est l'année civile.

Ce patrimoine est composé des logements :
- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logement locatif social (LLS),
- appartenant aux organismes ou gérés par ceux-ci.

Les logements-foyers et les résidences universitaires, les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure ainsi que les logements réservés par les établissements publics de santé sont exclus de la gestion en flux.
Les logements non-conventionnés (PLI et libres) ne faisant pas l'objet de réservations au sens de l'article R.441-1 du CCH sont exclus. Il en est de même pour les logements ANAH qui sont des logements conventionnés.

Les logements destinés à la vente ou à la démolition doivent également être retirés de patrimoine à considérer pour le calcul du flux :

Nombre de logements au 1er janvier (base RPLS)	**290**
Sécurité intérieure	0
Défense nationale	0
Etablissement publics de santé	0
Ventes	0
Démolitions	0
TOTAL (Stock de logement soumis à la gestion en flux)	**=290**

2.2. Détermination du **flux annuel de logements qui sera réparti entre réservataires** :
Il est appliqué à ce stock de logements un taux de rotation prévisionnel pour obtenir un flux annuel de logements libérés dans le parc existant et destinés à la relocation.

La règle de gestion pour définir le taux de rotation est le rapport entre nombre de sorties de locataire et nombre de logements occupés « en début de période » ; ainsi les livraisons neuves se trouvent exclue du calcul.
Il est précisé que le calcul du taux de rotation ne tient pas compte des logements défense et sécurité intérieur.

Le taux de rotation moyen sur les trois dernières années, sur la commune est de : **5.3 %**

Article 3 - Le patrimoine considéré pour le calcul de la gestion en flux en année 2023

Stock de logement (cf art. 2.1)	**290**
Flux prévisionnel de logements soumis à la gestion en flux (Stock de logement * Taux de rotation)	**290 * 5.3 % = 15**

De ce flux disponible, il est retiré les relogements, et les logements mobilisés prévus pour les mutations internes.

Flux prévisionnel	**15**
Logements destiné aux relogements dans le cadre des opérations de relogement ANRU	0
Logements mobilisés pour des opérations de relogement ORCOD	0
Logements mobilisés pour des opérations de relogement de sortie d'habitat indigne	0
Logements mobilisés pour répondre à des demandes de mutations internes	0
TOTAL (flux à répartir entre réservataire)	**= 15**

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Pour les années suivantes, la réactualisation de l'assiette prévisionnelle se fera en fonction du bilan annuel

Les réservataires sont informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération
Le bailleur devra fournir ces données au plus tard le 28 février de chaque année.

Article 4 - Flux de logements affectés au réservataire sur le patrimoine soumis à gestion en flux (hors programme(s) neuf(s) de l'année et opération acquisition / amélioration de l'année)
Il est précisé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux. Ils intègreront l'assiette lors de son actualisation, à l'occasion des bilans annuels.

Pour l'année 2024, 2025, 2026 l'organisme s'engage à affecter au réservataire **17.6%** % du flux annuel de logement précité.

Ce pourcentage correspondant aux droits actuels découlant des conventions de réservation en vigueur avant le passage en gestion en flux. En l'absence de droits ou en cas de droits résiduels ne pouvant être exprimés en pourcentage, ce taux correspond à un flux négocié au regard des enjeux et des besoins du réservataire sur le territoire.

Le bailleur s'engage, si nécessaire, à réévaluer ce pourcentage à l'issue du bilan annuel.

Article 5 - Modalités de répartition des flux de logements entre réservataires
Le bailleur s'engage à traiter l'ensemble des réservataires de manière équitable en répartissant les propositions de logement de façon équilibrée entre réservataires, au vu de leurs besoins respectifs, des orientations d'attributions locales et de l'offre qui se libérera réellement.

Le réservataire avec l'appui du bailleur s'engage à respecter les obligations légales qui lui incombent concernant les publics prioritaires au sens de l'article L 441-1 du CCH ou qui incombent au bailleur mais qui nécessite la coopération du réservataire (1er quartiles et attributions en QPV).
Le réservataire et le bailleur s'engagent à respecter les orientations d'attributions fixées par la CIA le cas échéant ou d'autres documents-cadres.

Le bailleur prend en compte les objectifs de mixité sociale et veille à assurer les équilibres de peuplement dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Le bailleur veille à préserver les proportions de logements (en termes de localisation, de financement et de typologie) proposés aux différents réservataires. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Article 6 - Durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente convention.

A ce jour, la conversion du stock en flux est 69 droits uniques restant à consommer.

Article 7 – Programme de construction neuve ou d'acquisition-amélioration

Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location). Les droits de réservation générés par les programmes neufs sont intégrés chaque année dans le bilan annuel.

Volumétrie des réservations

Le bailleur s'engage à traiter l'ensemble des réservataires de manière équitable en répartissant les propositions de logement de façon équilibrée entre réservataires, au vu du financement accordé, de leurs besoins respectifs, des orientations d'attributions locales et de l'offre qui se libérera réellement. Des échanges pour des ajustements de l'affectation des logements en fonction des candidats potentiels du réservataire seront programmés. A défaut d'accord entre les différentes parties, le bailleur tranchera selon ses objectifs de peuplement. Les modalités de mise en service sont prévues dans la convention d'emprunt / subvention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 8 - Désignation des candidats à la location

Lorsque le bailleur propose un logement au réservataire, celui-ci s'engage à lui présenter sous 15 jours, trois candidats et transmettre leur dossier complet dans le SNE et à titre exceptionnel par mail.

Le réservataire transmet à l'organisme le numéro unique régional (NUR) actif, les pièces nécessaires à l'instruction en CALEOL, et mentionne le caractère prioritaire le cas échéant de la candidature (DALO, Accord collectif, Syplo, prioritaire dans le cadre de la CIA…).

A défaut de présentation sous 15 jours des candidats par le réservataire, ou en cas de désistement ou si le demandeur ne fournit pas les pièces demandées par le bailleur, le bailleur se réserve la possibilité, après avoir averti le réservataire par mail et laissé à ce dernier 10 jours pour proposer un nouveau candidat, de positionner le ou les candidats de son choix sur le logement proposé afin de remplir l'obligation issue de l'article R 441-3 du CCH. Dans ces conditions, le bailleur n'est plus tenu de maintenir le logement disponible pour le réservataire

Article 9 – Décompte du flux

L'obligation du bailleur est réputée tenue et sera comptabilisée dans ses engagements dans le cadre d'une attribution ou d'une proposition en CALEOL.

Article 10 – Publicité des conditions de désignation des candidats

Les parties soussignées conviennent de se concerter afin de répondre aux dispositions de l'article 70 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté aux termes desquelles les réservataires de logements sociaux et les bailleurs rendent publics les conditions dans lesquelles ils procèdent à la désignation des candidats dont les demandes sont examinées par les commissions d'attribution (CALEOL), ainsi qu'un bilan annuel réalisé à l'échelle départementale des désignations qu'ils ont effectuées.

Article 11 – Avis de vacance

Le bailleur avisera le réservataire par mail dès réception du congé par le locataire dans un délai de 48 heures maximum.

Cet avis fera apparaître :
- les conditions de relocation
- les modalités de visites
- la date à laquelle le délai de préavis du locataire sortant expire.

Article 12 - Etude des dossiers de candidature

Lors de la libération d'un logement, le bailleur étudiera toute candidature transmise par le réservataire dans un délai maximum de 7 jours à compter de la date de réception du dossier. Le bailleur communiquera au réservataire les pièces manquantes ou les désistements des candidats et la date de la CALEOL.

Le bailleur informera le réservataire de la décision de la CALEOL par l'envoi du procès-verbal.

En cas de refus par la CALEOL des candidats proposés par le réservataire, ce dernier perd tout droit de désignation sur ce logement.
Conformément à la réglementation lorsque l'attribution d'un logement, situé dans un QPV, à un candidat présenté par le réservataire a échoué, le logement sera mis à disposition du maire de la commune pour qu'il désigne des candidats autres que ceux du 1er quartile (L.441-1 alinéa 40 du CCH).

Article 13 - Contrat de bail et occupation du logement

Le contrat de location est conclu directement entre le bailleur et le candidat désigné.
Le réservataire n'a pas de lien entre la fonction professionnelle et le logement qui n'est pas un logement de fonction ni un accessoire au contrat de travail. Le réservataire n'intervient pas dans la conclusion ou la résiliation du contrat de location.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les rapports entre le bailleur et le locataire se poursuivront dans les mêmes conditions que pour les autres locataires sans que le réservataire ait à intervenir pour quelque motif que ce soit.
Aucun frais de dossier, frais annexes, frais d'agence, ne seront réclamés au candidat pour l'établissement du bail.

L'organisme exerce tous les droits de propriété que la loi et l'engagement de location lui confèrent. Il peut notamment, en cas de non-paiement par le locataire de tout ou partie des sommes dues au titre de l'engagement de location et plus généralement en cas d'inexécution par le locataire de ses obligations locatives, demander la résiliation de l'engagement de location par voie judiciaire.

A l'expiration de la durée de la présente convention, les baux en cours se poursuivent.

Article 14- Vente de l'immeuble ou aliénation des droits réels

- Le bailleur peut vendre les immeubles de son parc objet des droits de réservation sans que le réservataire ait à intervenir pour quelque motif que ce soit. Conformément aux conditions des articles L. 443-7 et suivants. Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).

Article 15 - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations au titre de la présente convention, il est convenu de la mise en œuvre d'une procédure amiable selon les modalités suivantes : Si les échanges par simples courriers sont demeurés infructueux, une première mise en demeure est adressée en recommandé par la partie la plus diligente. Après un mois, si elle reste sans effet ou que les parties ne trouvent pas d'accord, la partie qui le souhaite peut exiger la tenue d'une réunion de concertation, en vue de rechercher une solution amiable.
A défaut d'accord constaté par écrit entre les parties dans le mois qui suit cette réunion, elles pourront porter le litige devant le tribunal compétent.

Article 16 – BILAN

Conformément à l'article R. 441-5-1 du CCH, avant le 28 février de chaque année, le bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués en CALEOL au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation (hors et en quartier politique de la ville), commune et période de construction.

Au vu des éléments du bilan réalisé au plus tard le 28 février, la présente convention peut faire l'objet d'un avenant permettant la mise à jour de l'assiette et du flux de logements affecté au réservataire, en tenant compte de l'évolution du parc (offre nouvelle, démolitions, vente) et des besoins de relogement ANRU, ORCOD, LHI, prévisions de vente et de mutations internes.

Article 17 – Clause de révision

La présente convention fait l'objet d'un avenant si le flux est actualisé à l'issue du bilan annuel. Si les parties décident de ne pas établir cet avenant les parties feront un état du fonctionnement de la convention lors de cette révision. Dans tous les cas la convention sera révisée tous les 3 ans à compter de la signature de la présente convention.

Article 18 – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES DES CANDIDATS A LA LOCATION

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1 L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2 L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3 La notification de l'attribution.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

18.1 – Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

18.2 – Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;-
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;
- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

18.3 - Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait à,

le

Pour l'organisme	Pour le réservataire
Christine DIJOUX	Jean-François DELAGE, Maire de la ville du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la Ville du Kremlin-Bicêtre sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

La Ville du Kremlin-Bicêtre, représenté par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, d'une part,

et

Kremlin-Bicêtre Habitat, représenté par sa **directrice générale**, **Madame Coumba DEMBELE**, d'autre part, est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la Ville du Kremlin-Bicêtre sur le patrimoine du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat implanté sur la commune du Kremlin-Bicêtre, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du Val-de-Marne.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux. Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, **qui sont identifiés précisément**, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

internes". Les décohabitations **et les mutations « externes »** ne rentrent pas dans ce champ d'application.

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville du Kremlin-Bicêtre en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat à la Ville du Kremlin-Bicêtre, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au **18/07/2024**, la Ville du Kremlin-Bicêtre dispose de **394 droits de suite** dans le parc du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat sur la commune du Kremlin-Bicêtre.
La durée de ces droits de réservations est différente sur chacun des programmes et s'éteignent au plus tard au 1er janvier 2065.

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat et le réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données **RPLS sur 5 ans (2017-2022)** pour calculer ce taux de rotation.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale de la Ville du Kremlin-Bicêtre. Le taux de rotation pris en compte par le bailleur est à l'échelle communale : **6.13%**.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 18 juillet 2024, la Ville du Kremlin-Bicêtre dispose de **457 droits uniques** sur le parc du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat faisant l'objet de la présente convention.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par la Ville du Kremlin-Bicêtre au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par la Ville du Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat dans la commune du Kremlin-Bicêtre, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Sur la commune du Kremlin-Bicêtre, la part de logements réservés représente 21.2% au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

(A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 33 logements à orienter par le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat à la Ville du Kremlin-Bicêtre)

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par la Ville du Kremlin-Bicêtre, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de la Ville du Kremlin-Bicêtre.
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie **d'un bail signé.**

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

- Non présentation d'une 1ère liste sous 30 jours
- Non présentation d'une 2nde liste sous 15 jours

Le réservataire peut refuser un logement mis à sa disposition, sans que celui-ci soit décompté du flux, si le refus du réservataire est motivé et intervient dans un délai de 5 jours à compter de sa mise à disposition. Ce logement pourra être transmis à un autre réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par la Ville du Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Des objectifs indicatifs pour aider le bailleur dans l'orientation des logements sont indiqués dans la présente convention afin de répondre au mieux aux besoins des réservataires.

Ces objectifs seront pris en compte par l'organisme bailleur pour orienter des logements au réservataire Kremlin-Bicêtre selon les besoins en matière des types de financement et de typologies de logements, et en cohérence avec les besoins des autres réservataires. Il s'agit d'une part indicative attendue dans chacune de ces catégories de logements se libérant dans le flux.

La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite, dans la mesure du possible, que les logements mis à disposition soient répartis de manière équilibrée sur l'ensemble du patrimoine du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat selon leur typologie.

En lien avec les besoins en logements pour reloger les ménages du NPNRU Péri-Schuman, la Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite que les logements PLAI, PLUS et assimilés constituent la majorité des mises à disposition.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition des logements respectant les types de financement suivants (en part des logements libérés dans le flux) :

- **PLAI/PLUS et assimilés : 90%**
- **PLS : 10%**

Il est entendu que le bailleur est lié par d'autres conventions de réservation avec d'autres réservataires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent de la Ville du Kremlin-Bicêtre, dans sa totalité. La Ville du Kremlin-Bicêtre propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services de la Ville du Kremlin-Bicêtre par les organismes bailleurs par e-mail.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR
-

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions. Dans ce cadre, le projet de CIA de l'EPT 12 prévoit la mise en place de commission primo-attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- **Plans individuels des logements,**
- **Caractéristiques PMR,**
- **Notice de présentation,**
- **Liste des n° RPLS...**
- **Ainsi que la liste des informations rappelées au chapitre V de la présente convention**

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de **1 mois**, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.
En cas d'échec d'une première liste de candidatures multiples, le réservataire peut désigner une seconde liste de candidatures multiples sous 15 jours à compter de la notification.

Le bailleur s'engage à informer la Ville du Kremlin-Bicêtre de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

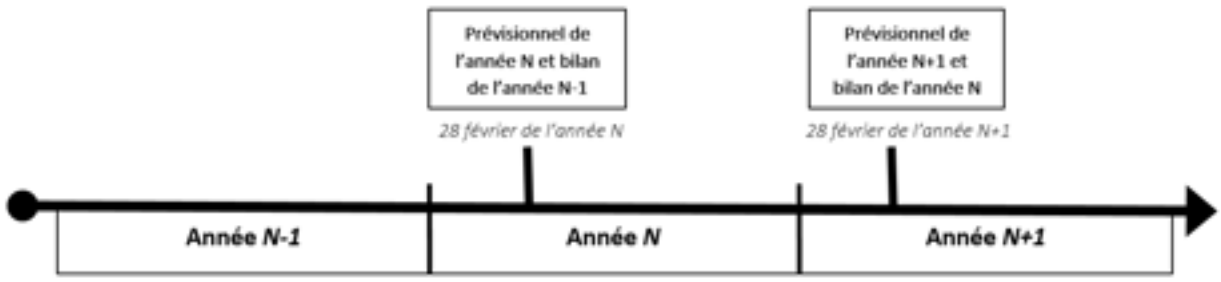
Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux de la Ville du Kremlin-Bicêtre dans le parc du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le Kremlin-Bicêtre Habitat au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services de la Ville du Kremlin-Bicêtre et du bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
- Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.

La Ville du Kremlin-Bicêtre est concernée par un NPNRU. A ce titre, 120 logements seront démolis et les ménages devront être relogés d'ici 2026.
Le bailleur démolisseur Kremlin-Bicêtre Habitat, et la Ville du Kremlin-Bicêtre sont concernés par ces relogements et doivent prévoir de sortir du flux autant de logements que nécessaires au NPNRU, sachant que dans le cadre de la gestion en flux, les réservataires ne sont plus amenés à participer au relogement.

55 relogements sont à faire en 2024 et 55 en 2025

- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
  - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. <u>Des instances de suivi et validation</u>

Une instance de suivi et de validation entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et Kremlin-Bicêtre Habitat se réunira tous les trois mois à minima pour renforcer les liens étroits entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et son OPH le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Cette instance vient s'ajouter au travail partenarial quotidien réalisé par les différents services assurant la mise en œuvre des objectifs de la convention.

Cette instance veillera à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.
Cette instance veillera également à s'articuler avec la Conférence Locale Interbailleurs (CLI), pilotée par la ville du Kremlin-Bicêtre, pour assurer le suivi du relogement et flécher les sorties d'assiettes.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat de ses engagements, la Ville du Kremlin-Bicêtre peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à …….., le ……

KREMLIN-BICETRE HABITAT	***La Ville du KREMLIN-BICETRE***
Représenté par :	*Représenté par :*
Coumba DEMBELE Directrice générale	*Jean-François DELAGE* Maire du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE sur le territoire du département du Val-de-Marne

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;
Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;
Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;
Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;
Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;
Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, représenté par Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, d'une part,

et

Le bailleur SEQENS, société anonyme d'habitations à loyer modéré, société à mission, au capital de 534 164 611,50 € dont le siège se situe 14-16 Boulevard Garibaldi – 92130 ISSY LES MOULINEAUX identifié(e) au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le SIREN n° 582 142 816, représentée par Madame Elisabeth NOVELLI, Directrice Générale Adjointe, d'autre part,

est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE sur le patrimoine du bailleur SEQENS implanté sur le territoire du département du Val-de-Marne, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire du département du Val-de-Marne.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur SEQENS sur le territoire du département du Val-de-Marne dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire du département du Val-de-Marne et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du Val-de-Marne.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur SEQENS gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire du département du Val-de-Marne soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1] :

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
  - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites « mutations internes ». Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
  - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur SEQENS au réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 31/12/2022, le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE dispose de 21 droits de suite dans le parc du bailleur SEQENS sur le territoire du département du Val-de-Marne.

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur SEQENS et le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE.
Le détail de la transformation des DU en DS est en annexe de la présente convention et s'intitule « Fiche Réservataire Gestion en Flux ».

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante :

emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur SEQENS, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2022 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Seqens a retenu les données transmises par le Bureau d'études Habitat / Cartographie Cf. Géo, mandaté par l'AORIF, (moyenne des taux de rotation Seqens sur 5 ans (2017-2021) - Sources AORIF/RPLS 2018,2019,2020,2021,2022)

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

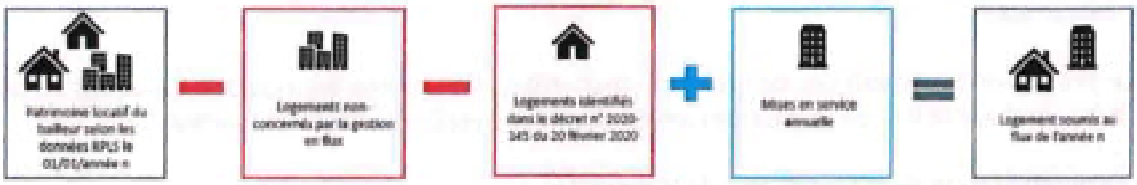
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE dispose de 29 droits uniques sur le parc du bailleur SEQENS faisant l'objet de la présente convention.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE auprès du bailleur SEQENS dans le territoire du département du Val-de-Marne, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le département du Val-de-Marne, la part de logements réservés représente à 0,94% au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 2 logements à orienter par le bailleur SEQENS au réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE (dans la limite de 20% des libération du territoire communal).

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur Seqens.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes *(cf Schéma AORIF)* :

- Le refus d'un logement mis à disposition du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE par le bailleur Seqens, correspondant aux caractéristiques attendues et définis dans la présente convention

- La non-désignation de candidats par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE sur un logement mis à disposition par Seqens, correspondant aux caractéristiques attendues définis dans la présente convention. La désignation de candidats par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, doit s'effectuer dans un délai règlementaire de 30 jours suivants la mise à disposition du logement par Seqens. Ou, dans un délai de 15 jours, à partir de la signification de l'information de la non-attributions de tous les candidats désignés lors d'un premier tour.

- Le désistement d'un candidat désigné par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE après décision d'attribution de la CALEOL et acceptation du logement après visite de ce même candidat (ce cas de figure est comptabilisé s'il n'y a pas d'autre candidat attributaire du logement, soit un rang 2 ou suivant)

Il est à noter, que l'écart entre les mises à dispositions non concrétisées et les attributions suivies de baux signés fera l'objet d'une analyse fine entre le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE et Seqens pour valider le décompte effectif du flux, et apporter les mesures correctrices nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

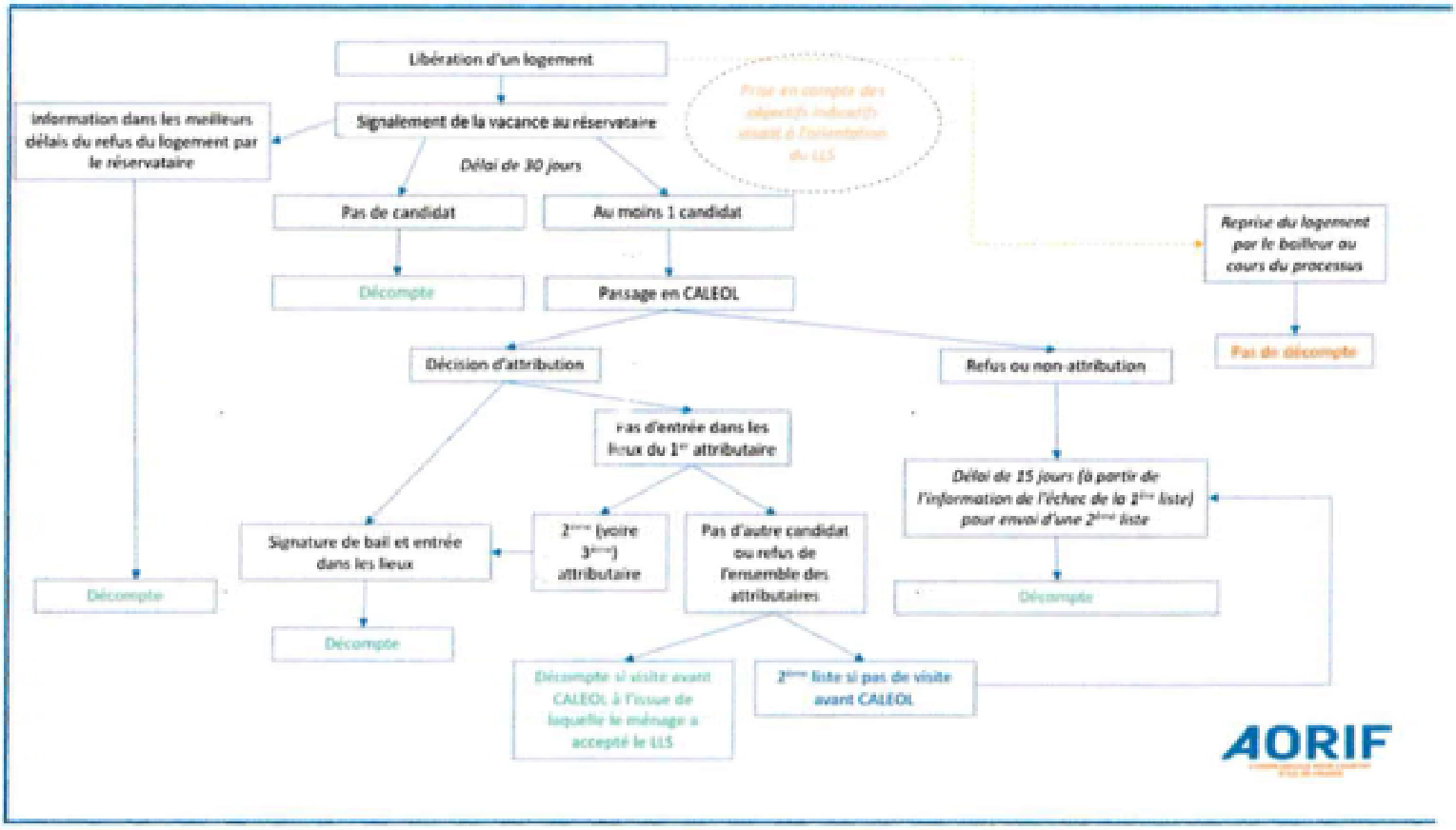
La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris par celui-ci. Ces logements ne pourront pas faire l'objet de décompte du flux.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE auprès du bailleur Seqens.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.



IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Des objectifs indicatifs pour aider le bailleur dans l'orientation des logements sont indiqués dans la présente convention afin de répondre au mieux aux besoins des réservataires.

Ces objectifs seront pris en compte par l'organisme bailleur pour orienter des logements au réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE selon les besoins en matière des types de financement et de typologies de logements, et en cohérence avec les besoins des autres réservataires. **Il s'agit d'une part indicative attendue** dans chacune de ces catégories de logements se libérant dans le flux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le bailleur s'efforcera, et ce, dans la mesure du possible, selon les libérations de logement, de proposer au réservataire une répartition des logements respectant :

Les typologies suivantes (en part des logements libérés dans le flux) :

PLAI / PLUS et assimilés : 90%

PLS : 10%

Les types de financements suivants (en part des logements libérés dans le flux) :

T1 : 8%

T2 : 33%

T3 : 32%

T4 : 12%

T5 :5%

Il est entendu que le bailleur est lié, à l'échelle du département du Val-de-Marne, par 42 autres conventions de réservation avec 42 autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur Seqens, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE, dans sa totalité. Le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE par l'organisme bailleur Seqens.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions lors de la mise à l'habitation de l'opération, s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- Plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 3 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans le conditions citées au chapitre I.

VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

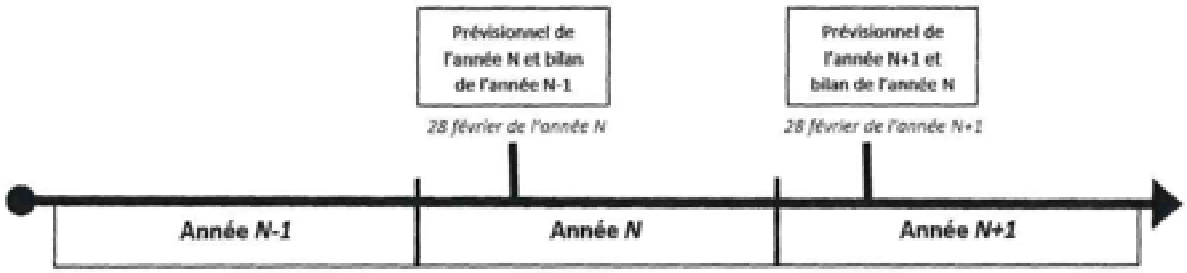
Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE dans le parc du bailleur

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Seqens durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE et du bailleur Seqens.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
  - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
- Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.

La ville du Kremlin-Bicêtre est concernée par un NPNRU, à ce titre, 120 logements vont être démolis et les ménages doivent être relogés d'ici 2026. Les bailleurs non démolisseurs sont concernés par ces relogements et doivent prévoir de sortir du flux autant de logements que nécessaires au NPNRU, sachant que dans le cadre de la gestion en flux, les réservataires ne sont plus amenés à participer au relogement. 55 relogements sont à faire en 2024 et 55 en 2025.

- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
  - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. Des instances de suivi et validation

Ces instances veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur Seqens de ses engagements, le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.
La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à Issy-les-Moulineaux, le 23 aout 2024.

Le bailleur Seqens,
représenté par Madame Elisabeth Novelli, Directrice Générale Adjointe

Le réservataire MAIRIE DU KREMLIN BICETRE,
représenté par Monsieur Jean-François DELAGE, Maire,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Fiche Réservataire Gestion en Flux

Réservataire :

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE

Vous trouverez ci après, l'ensemble des éléments permettant d'établir les modalités de la mise en place de la Gestion en Flux (GEF) des logements rattachés aux conventions de réservation, en cours de validités au 31/12/2022, de votre contingent.
A cet effet, pour vous accompagner à la lecture et à la compréhension de ce fichier, le Responsable Attributions et Commercialisation et le Directeur Départemental de votre Direction Départementale restent à votre disposition pour tout complément d'information.
Enfin, deux onglets complémentaires sont annexés à cette présente "fiche reservataire" :

Onglet "Lgts LLS soumis à la GEF" :
Liste des logements (et leurs caractéritiques) affectés aux conventions de réservation, en cours de validités au 31/12/2022, de votre contingent concernés par la gestion en flux.
Cette liste servira de base de travail à la transformation des droits de suites (DS) identifiés dans les conventions de réservation, en droits uniques (DU). Celle-ci sera abondée chaque année des logements livrés/acquis/conventionnés en N-1, soumis à la gestion en flux et pour lesquels vous disposez de droits de réservation.
Par conséquent, ces nouveaux droits uniques vous seront ajoutés, en fonction du nombre de logements mentionnés dans les conventions et de la durée de celles-ci.
La prochaine mise à jour de vos droits vous sera présentée début 2025, comprennant les droits acquis en 2023 et 2024 ainsi que le bilan des placements réalisés en 2024.

Onglet "Lgts LLI non soumis à la GEF" :
A titre informatif, liste des logements (et leurs caractéristiques) affectés aux conventions de réservation, en cours de validités au 31/12/2022, de votre contingent non-concernés par la gestion en flux.
Il s'agit des logements du parc immobilier non-conventionné, pour lequels, vous continuerez à exercer vos droits de réservation "en stock", en droit de suite, jusqu'à la date de fin de la convention.
A noter, si l'onget est vide, cela signifie que vous ne disposez par de droits sur ce type de logement.

Etape 1 :
Etat des lieux des Réservations en stock et part représentative de chacun des réservataires du département du Val de Marne

Réservataire	Nombre de DS	%	
PREFECTURE 94 FONCTIONNAIRES	299	4,48%	
PREFECTURE 94 PRIORITAIRES	1662	24,91%	
CONSEIL REGIONAL IDF	45	0,67%	
CONSEIL DEPARTEMENTAL 94	12	0,18%	
EPT TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS	5	0,07%	
MAIRIE DE BRY SUR MARNE	34	0,51%	
MAIRIE DE CHAMPIGNY SUR MARNE	28	0,48%	
MAIRIE DE CHARENTON LE PONT	35	0,52%	
MAIRIE DE CHENNEVIERES SUR MARNE	6	0,09%	
MAIRIE DE CHOISY LE ROI	7	0,10%	
MAIRIE DE CRETEIL	61	0,91%	
MAIRIE DE FONTENAY SOUS BOIS	69	1,03%	
MAIRIE DE GENTILLY	24	0,36%	
MAIRIE DE IVRY SUR SEINE	64	0,96%	
MAIRIE DE JOINVILLE LE PONT	133	1,99%	
MAIRIE DE LA QUEUE EN BRIE	4	0,06%	
MAIRIE DE L'HAY LES ROSES	8	0,12%	
MAIRIE DE LIVRY GARGAN	56	0,84%	
MAIRIE DE MAISONS ALFORT	147	2,20%	
MAIRIE DE NOGENT SUR MARNE	7	0,10%	
MAIRIE DE RUNGIS	159	2,38%	
MAIRIE DE SAINT MANDE	11	0,16%	
MAIRIE DE SAINT MAUR DES FOSSES	3	0,04%	
MAIRIE DE SAINT-MAURICE	11	0,16%	
MAIRIE DE SUCY EN BRIE	80	1,20%	
MAIRIE DE VALENTON	68	1,02%	
MAIRIE DE VILLECRESNES	12	0,18%	
MAIRIE DE VILLEJUIF	306	4,59%	
MAIRIE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES	20	0,30%	
MAIRIE DE VILLIERS SUR MARNE	30	0,45%	
MAIRIE DE VINCENNES	4	0,06%	
MAIRIE DE VITRY SUR SEINE	16	0,24%	
MAIRIE DU KREMLIN BICETRE	21	0,31%	
MAIRIE DU PERREUX SUR MARNE	23	0,34%	
MAIRIE DU PLESSIS TREVISE	5	0,07%	
ACTION LOGEMENT SERVICES	1815	27,20%	
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	1	0,01%	
LA MASSE DES DOUANES	19	0,28%	
LA POSTE SERVICE LOGEMENT	2	0,03%	
MINISTERE DU LOGEMENT	8	0,12%	
SEQENS	1271	19,05%	
AFHP	53	0,79%	*Hors Gestion en flux*
BURIF MINISTERE DES ARMEES ET DE LA DEFENSE	8	0,12%	*Hors Gestion en flux*
PREFECTURE DE POLICE	20	0,30%	*Hors Gestion en flux*
Patrimoine LLS total (hors démolitions et ventes) au 31/12/2022	6673	100%	

Etape 2 : Transformation des Droits de Suite (DS) en Droits Unique (DU) - MAIRIE DU KREMLIN BICETRE

Nombre de logements du réservataire concernés par la Gestion en flux :	**21**	*Vous retrouverez cette information dans l'onglet "Lgts LLS soumis à la GEF", Cellule C3. Il s'agit du nombre de logements de votre contingent, affectés à une convention de réservation en cours de validité au 31/12/2022.*
Taux de rotation retenu pour le département : *Seqens affectera uniformément à tous les réservataires le taux de rotation départemental défini par le Cabinet CF.Géo.*	**5,95%**	*Vous retrouverez cette information dans l'onglet "Lgts LLS soumis à la GEF ", colonne V. Le taux pris en compte est la moyenne des taux de rotation Seqens sur 5 ans (2017-2021) (Sources AORIF/RPLS 2018,2019,2020,2021,2022)*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-20241121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Nombre de droits générés par la transformation des DS en DU :	**29**	*Vous retrouverez cette information dans l'onglet "Lgts LLS soumis à la GEF", Cellule W2.* *Formule de calcul :* *Somme des droits générés pour chacun des logements de votre contingent x Nombre d'années restantes à la convention x Taux rotation du département*

Etape 3 :
Détermination de l'assiette du flux annuel du département du Val de Marne

Patrimoine	**6673**	*Nombre total de logements conventionnés (hors démolitions et ventes) du département au 31/12/2022, identifié à l'étape 1*
Logements réservés Défense/Sécurité et Etab. Public de Santé	81	*Soustraction des Droits des contingents Défense/Sécurité et Etablissements Publics de Santé, non-soumis à la Gestion en Flux.*
Patrimoine concerné par la Gestion en Flux	**6552**	*Nombre de logement à partir duquel sera estimé le nombre annuel de logements libérés.*
Taux de rotation retenu pour le département : *Segens effectuera uniformément à tous les réservataires le taux de rotation départemental défini par le Cabinet CF.Géo.*	**5,55%**	*Vous retrouverez cette information dans l'onglet "Lgts LLS soumis à la GEF ", colonne V.* *Le taux pris en compte est la moyenne des taux de rotation Segens sur 5 ans (2017-2021) (Sources AORIF/RPLS: 2018,2019,2020,2021,2022)*
Nombre annuel prévisionnel de logements libérés	**366**	*Patrimoine concerné par la Gestion en Flux x Taux de rotation*
Besoins en Relogements NPNRU / OPCDD	*74*	*Estimation des besoins en relogement annuels, à soustraire de l'assiette.*
Besoins en Mutations et relogements/démolition sur fonds propre	*79*	*Estimation des besoins pour mutation, à soustraire de l'assiette :* *La CLIS de Segens prévoit un objectif de 12% des attributions pour la mutation interne auquel s'ajoute les besoins en relogement des opérations de démolition financées par fonds propre.*
Flux annuel prévisionnel de logements à orienter	**213**	*Correspondant à l'assiette du flux annuel du département à répartir sur l'ensemble des réservataires.* *Nombre annuel prévisionnel de logement libérés - Besoins en Relogements - Besoins en mutations*

Etape 4 :
Simulation des flux annuels & orientation par réservataires du département du Val de Marne

Réservataire	Répartition des DU par réservataires	
	Nombre de DU	%
PREFECTURE 94 FONCTIONNAIRES	11	5,00%
PREFECTURE 94 PRIORITAIRES	33	15,00%
CONSEIL REGIONAL IDF	1,5	0,70%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 94	1	0,47%
EPT TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS	1	0,47%
MAIRIE DE BRY SUR MARNE	1,5	0,70%
MAIRIE DE CHAMPIGNY SUR MARNE	1,5	0,70%
MAIRIE DE CHARENTON LE PONT	1	0,47%
MAIRIE DE CHENNEVIERES SUR MARNE	1	0,47%
MAIRIE DE CHOISY LE ROI	1	0,47%
MAIRIE DE CRETEIL	3	1,41%
MAIRIE DE FONTENAY SOUS BOIS	2	0,94%
MAIRIE DE GENTILLY	2	0,94%
MAIRIE DE IVRY SUR SEINE	3	1,41%
MAIRIE DE JOINVILLE LE PONT	4	1,88%
MAIRIE DE LA QUEUE EN BRIE	1	0,47%
MAIRIE DE L'HAY LES ROSES	1	0,47%
MAIRIE DE LIMEIL BREVANNES	3	1,41%
MAIRIE DE MAISONS ALFORT	4	1,88%
MAIRIE DE NOGENT SUR MARNE	1	0,47%
MAIRIE DE RUNGIS	4	1,88%
MAIRIE DE SAINT MANDE	1	0,47%
MAIRIE DE SAINT MAUR DES FOSSES	1	0,47%
MAIRIE DE SAINT-MAURICE	1	0,47%
MAIRIE DE SUCY EN BRIE	3	1,41%
MAIRIE DE VALENTON	3	1,41%
MAIRIE DE VILLECRESNES	1	0,47%
MAIRIE DE VILLEJUIF	8	3,76%
MAIRIE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES	1	0,47%
MAIRIE DE VILLIERS SUR MARNE	1	0,47%
MAIRIE DE VINCENNES	1	0,47%
MAIRIE DE VITRY SUR SEINE	2	0,94%
MAIRIE DU KREMLIN BICETRE	2	0,94%
MAIRIE DU PERREUX SUR MARNE	1	0,47%
MAIRIE DU PLESSIS TREVISE	1	0,47%
ACTION LOGEMENT SERVICES	26	12,21%
CONVENTION DE PARC ALS	28	13,62%
CONVENTION DE PARC FNSF	2	0,94%
CONVENTION DE PARC APPRENTIS D'AUTEUIL	1	0,47%
CONVENTION DE PARC SOCIETE DU GRAND PARIS	8	3,76%
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	0,5	0,23%
LA MASSE DES DOUANES	2,0	0,94%
LA POSTE SERVICE LOGEMENT	0,5	0,23%

Le nombre de DU annuel est déterminé par le % du flux annuel prévisionnel affecté au réservataire.

Taux fixe

Taux fixe

Le pourcentage du flux annuel par réservataire est calculé en fonction des indicateurs suivants :

- taux fixes pour l'ETAT.
- Le nombre de logement libérés sur le territoire en 2022.
- Le prévisionnel de libération en 2024.
- Le nombre d'attributions et entrées locatives effectives par réservataire en 2022.
- La durée prévisionelle globale d'épuisement des DU des réservataires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

MINISTERE DU LOGEMENT	0,5	0,23%	
SFOENS	15	7,08%	*Ces logements seront mobilisés afin de répondre aux engagements de relogement interbailleur, aux obligations réglementaires d'accueil des publics prioritaires, à la mise en place de nouveaux partenariats associatif etc..*
AP-HP			*Hors Gestion en flux*
BLRIF MINISTERE DES ARMEES ET DE LA DEFENSE			*Hors Gestion en flux*
PREFECTURE DE POLICE			*Hors Gestion en flux*
Total	213	100%	

Etape 5 : Récapitulatif du contingent - MAIRIE DU KREMLIN BICETRE

Nombre de droits générés par la transformation des DS en DU :	29	*Estimé en Etape 2*
Nombre de DU annuelle prévisionnel	2	*Estimé en Etape 4, selon le % de flux annuel prévisionnel à votre Contingent. A noter, si le flux annuel prévisionnel est dépassé ou non-atteint en 2024, le nombre de DU trop-perçue ou manquante sera ajusté en conséquence.*
Durée prévisionnel d'épuisement des DU (années)	14	*En fonction du % de flux annuel prévisionnel pour votre contingent, la durée d'épuisement de vos DU est calculée de la manière suivante : Nombre de droits générés par la transformation des DS en DU / Nombre annuel prévisionl de DU affecté au réservataire en 2024*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la Ville du Kremlin-Bicêtre sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;
Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;
Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;
Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;
Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;
Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;
Vu les règlements intérieurs des CALEOL et politique d'attribution du Groupe Valophis validés en Conseils d'Administration.

La **Ville du Kremlin-Bicêtre**, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, d'une part, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024.

et

VALOPHIS HABITAT, représentée par son Directeur Général, **Monsieur Farid BOUALI**, d'autre part, est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;

- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la **Ville du Kremlin-Bicêtre** sur le patrimoine du bailleur **Valophis Habitat** implanté sur **la commune du Kremlin-Bicêtre**, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur Valophis Habitat **sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du **Val-de-Marne**.

Cette convention annule et remplace toutes les autres en cours.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur **Valophis Habitat** gérant des logements locatifs sociaux **sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

Pour résumer :

Logements inclus dans la gestion en flux	**Logements exclus de la gestion en flux**
- Les résidences intergénérationnelles - Les logements non-contingentés - Les logements relevant du ministère de la justice - Les logements relevant du ministère de l'Economie et des Finances	- Les PLI - Les LLI - Les foyers de travailleurs migrants - Les structures médico-sociales - Les CHRS et résidences sociales - Les logements étudiants - Les réservations au profit des services relevant de la défense nationale ou de la sécurité intérieure qui portent sur des logements identifiés dans des

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

	programmes. Le retrait de l'assiette va concerner l'intégralité des logements réservés par les services relevant de la défense nationale ou de la sécurité intérieure et pas seulement les logements in fine attribués aux « actifs » c'est à dire aux militaires et aux policiers « de terrain » - Les logements réservés par les établissements publics de santé - Pour résumer, il s'agit des logements n'entrant pas dans le champ des attributions réglementées (LLI/PLI, logement transitoire-foyer, etc.) et certains logements entrant dans le champ des attributions réglementées mais réservés par des services publics spécifiques (ex : préfecture de police, AP-HP, etc.).

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations **et les mutations « externes »** ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la **Ville du Kremlin-Bicêtre** en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par **le bailleur Valophis Habitat** à la **Ville du Kremlin-Bicêtre**, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 15 décembre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au **31/12/2023**, la **Ville du Kremlin-Bicêtre** dispose de **47 droits de suite** dans le parc du bailleur **Valophis Habitat** sur le territoire de **la commune du Kremlin-Bicêtre.** Ces 47 droits de suite expirent selon les opérations de **2026 à 2080.**

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante **de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur Valophis Habitat et le réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre.**

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *: emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données **RPLS sur 5 ans (2017-2021)** pour calculer ce taux de rotation.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur Valophis Habitat, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale du réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre. Le taux de rotation pris en compte par le bailleur est à l'échelle départementale : **5.24%**

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 31/12/2023, **la Ville du Kremlin-Bicêtre** dispose de **45 droits uniques** sur le parc du bailleur Valophis Habitat faisant l'objet de la présente convention. Durée moyenne des conventions 18 ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par la commune au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur Valophis Habitat dans le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le territoire de **la commune de la Ville du Kremlin-Bicêtre**, la part de logements réservés représente **13%** au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

(A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 3 logements à orienter par le bailleur Valophis Habitat au réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre)

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N,* sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par la commune du Kremlin-Bicêtre, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur Valophis Habitat.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation da la commune.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de la Ville du Kremlin-Bicêtre
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. <u>La comptabilisation de la part du flux de logements</u>

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un **bail signé.**

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

- La non-présentation de candidature par le réservataire sous 30 jours
- Le refus du logement par le candidat après la CALEOL. Le bailleur sollicitera le service logement de la Ville afin de compléter sa liste de désignation en cas de possible refus des candidatures en CALEOL.

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par la Ville du Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur Valophis Habitat.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Le bailleur comptabilise la part du flux de logement avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Des objectifs indicatifs pour aider le bailleur dans l'orientation des logements sont indiqués dans la présente convention afin de répondre au mieux aux besoins des réservataires.

Ces objectifs seront pris en compte par l'organisme bailleur pour orienter des logements à la Ville du Kremlin-Bicêtre selon les besoins en matière des types de financement et de typologies de logements, et en cohérence avec les besoins des autres réservataires. Il s'agit d'une part indicative attendue dans chacune de ces catégories de logements se libérant dans le flux.

La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite, dans la mesure du possible, que les logements mis à disposition soient répartis de manière équilibrée sur l'ensemble du patrimoine du bailleur Valophis Habitat au sein de la commune.

Il est entendu que le bailleur est lié par d'autres conventions de réservation avec d'autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

OPTION 1 : GESTION DIRECTE

Avec le bailleur Valophis Habitat, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent de la Ville du Kremlin-Bicêtre, dans sa totalité. La Ville du Kremlin-Bicêtre propose des candidats sur son contingent réservé.

<u>Déclarations de vacance de logements</u>

Les vacances de logement sont portées à la connaissance du réservataire par mail

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

Candidatures multiples

Conformément à l'Article R. 441-3 du CCH, sauf exceptions prévues par les textes, la Commission examine au moins trois demandes pour un même logement à attribuer. Il est fait exception à cette obligation quand la Commission examine les candidatures de personnes en application du septième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 (DALO) du CCH ou les candidatures présentées pour l'attribution de logements ayant bénéficié de la subvention mentionnée à l'article D331-25-1 du CCH.
En cas d'obstacle ou d'impossibilité de désigner trois candidatures, le réservataire adresse à l'organisme un courrier circonstancié qui sera soumis à la commission d'attribution.

Délai de désignations

Le réservataire adresse au bailleur les candidatures multiples dans les 30 jours de la déclaration de vacance.

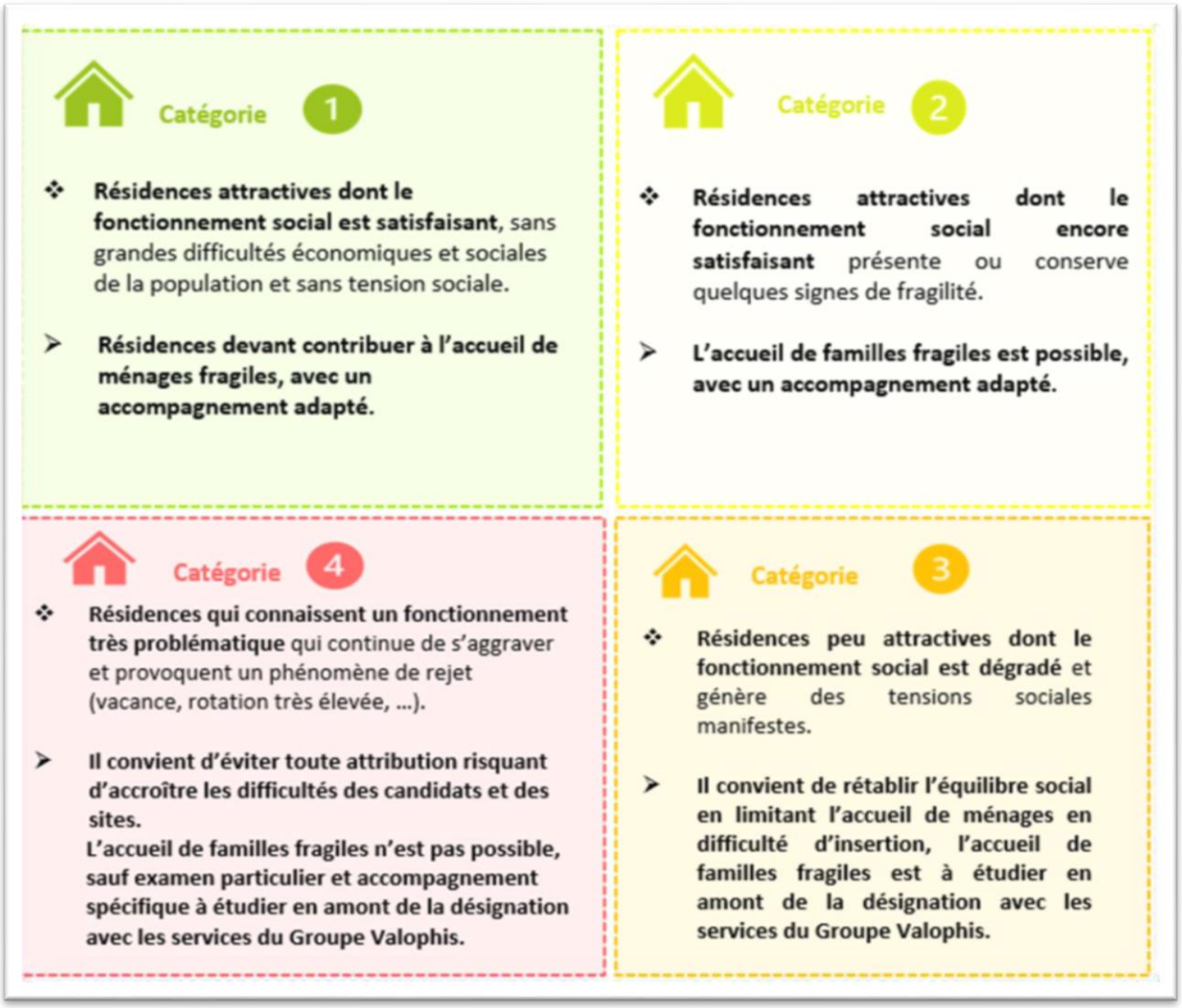
Complétude des candidatures

Le réservataire indique le numéro unique de demande de logement social de chaque candidature et veille à la complétude du dossier en ligne sur le système national d'enregistrement des demandes de logements.

Mixité sociale et équilibre de peuplement

Pour atteindre les objectifs règlementaires de mixité sociale, concilier l'insertion des ménages et l'équilibre social des résidences ou du quartier, les candidatures sont appréciées par la Commission d'Attribution des Logements en prenant en compte les données socio-économiques du ménage et les conditions d'occupation des immeubles au moment de l'attribution. Un classement des résidences effectué par les services de Valophis Habitat partagé avec l'ensemble des réservataires rend compte du fonctionnement social, des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des résidences.
Le réservataire vérifie l'adéquation entre les désignations et la classification des résidences. L'attribution des logements est appréciée au regard de cette classification des résidences, qui se décline en 4 catégories

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024



VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de **30 jours**, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.
En cas d'échec d'une première liste de candidatures multiples, le réservataire peut désigner une seconde liste de candidatures multiples sous 15 jours à compter de la notification.

Le bailleur s'engage à informer la commune du Kremlin-Bicêtre de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre dans le parc du bailleur Valophis Habitat durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par la Ville du Kremlin-Bicêtre au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. <u>Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs</u>

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services de la Ville du Kremlin-Bicêtre et du bailleur Valophis Habitat.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

C. Des instances de suivi et validation

Une instance de suivi et de validation entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et Valophis Habitat sera mise en place annuellement au-delà du travail partenarial quotidien réalisé par les différents services permettant d'assurer la mise en œuvre des objectifs de cette convention.

Ces instances veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur Valophis Habitat de ses engagements, la commune du Kremlin-Bicêtre peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature. **Le bailleur comptabilise la part du flux de logement avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.**

Fait en deux exemplaires **à CRETEIL, le XX/XX/2024**

Le bailleur Valophis Habitat, représenté par son Directeur Général
Farid BOUALI

La Ville du Kremlin-Bicêtre, représentée par son maire
Monsieur Jean-François DELAGE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

1 Répartition des droits de suite

Le Kremlin Bicetre ← Les cases rouges en pointillés sont à renseigner par le bailleur

Type de réservataire	Nb DS actuels par réservataire — Volume	%	*Durée moy. Conventions (en années)*
Etat fonctionnaires	**4**	**5%**	
Etat prioritaires	**19**	**25%**	
Région		0%	
Département		0%	
EPCI		0%	
Communes	**20**	**26%**	35
Action Logement Services	**34**	**44%**	24
Autres types de réservataires		0%	
Non reservé		**0%**	
Défense/Sécurité et établissements de santé (hors flux)		*0%*	
ENSEMBLE	**77**	**100%**	

Pour calculer la durée moyenne restante des conventions liées aux DS de chaque réservataire :

[Somme des durées restantes (en années) de chaque DS du réservataire] ÷ [Nb total de DS du réservataire]

2 Transformation des DS en DU

Taux de rotation annuel moyen au sein du patrimoine du bailleur : **8,50%** ←

Possibilité d'utiliser le taux de rotation moyen 2017-2021 calculé via RPLS (cf. fiche taux rotation)

Type de réservataire	Nb Droits uniques (DU) — *Nb total*	*Durée théorique d'écoulement des DU*	*DU / an*
Région	-		0,00
Département	-		0,00
EPCI	-		0,00
Communes	**60**	**35**	**1,70**
Action Logement Services	**69**	**24**	**2,89**
Autres types de réservataires	-		0,00
ENSEMBLE	***129***		***4,59***

Méthode de transformation des DS en DU :

Pour les réservations avec échéance *(hors Etat) :*
DS annuels X Durée moyenne d'échéance des conventions X Taux de Rotation

DU par an par réservataire :
Nombre de DU / Durée théorique d'écoulement des DU du réservataire

Plus la durée d'écoulement est courte et plus le nombre annuel de logements à orienter au réservataire sera important (et inversement)

3 Simulation du flux

Patrimoine total	77	
Démolitions programmées		← *Patrimoine prévu à la démolition dans les années à venir*
Ventes programmées		← *Patrimoine prévu à la vente dans les années à venir*
Patrimoine (hors sorties programmées)	77	
Logements réservés défense/sécurité et établissements publics de santé	*0*	*On retire les patrimoines contingent défense/sécurité et établissements publoics de santé non concernés par la Gestion en flux*
Patrimoine concerné par la Gestion en Flux	77	***Patrimoine à partir duquel on calcul le nombre annuel de logements libérés***

Nombre annuel de logements libérés	**6,55**	***Calcul : Patrimoine concerné gestion en flux X Taux rotation***
Besoins Relogements NPNRU/ORCOD	**0,00**	← *Estimation des besoins en relogement annuels*
Besoins mutations	**0,98**	← *Estimation des besoins annuels pour mutation*
Flux*	**5,56**	***Nombre de logements à orienter aux différents réservataires***

Logements libérés à orienter aux réservataires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Réservataires	Nb Lgts à orienter	% des attrib
Etat fonctionnaires	0,28	5%
Etat prioritaires	1,39	25%
Action Logement	2,89	52%
Région	0,00	0%
Département	0,00	0%
EPCI	0,00	0%
Communes	1,70	31%
Autres réservataires	0,00	0%
Non reservé	-0,70	-13%
Ensemble	*5,56*	*100%*

Taux fixe	*Hypothèse que le contingent Etat représente 30% du flux (5% fonctionnaires / 25% Prioritaires)*
DU / nb années de la période d'écoulement	*Hypothèse : DU répartis annuellement par réservataire (calcul effectué en étape 2)*
Solde hors DU orientés	*Hypothèse : Parc non reservé = FLUX - DU de chaque réservataire*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre.

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Le réservataire, MAIRIE DU KREMMLIN-BICETRE représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024.d'une part,

Et

Le bailleur ANTIN-RESIDENCES, représentée par son directeur général, **Monsieur Laurent LORRILLARD,** d'autre part, est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre sur le patrimoine du bailleur ANTIN-RESIDENCES implanté sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur ANTIN-RESIDENCES sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département de Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur ANTIN-RESIDENCES gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur ANTIN-RESIDENCES à la Ville de Le Kremlin-Bicêtre en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 24/11/2023, la Ville de Le Kremlin-Bicêtre dispose de 3 droits de suite dans le parc du bailleur ANTIN-RESIDENCES sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre jusqu'au 19/12/2042 (Date expiration convention).

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur ANTIN-RESIDENCES et la Ville de Le Kremlin-Bicêtre.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données RPLS pour calculer ce taux de rotation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur ANTIN-RESIDENCES, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre.

Le taux de rotation moyen de la commune retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022 et équivaut à 7,30 %.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur
soit 3 logts en stock x 20 ans x 7,30 *%*

Au 24 novembre 2023, la Ville de Le Kremlin-Bicêtre dispose de 4 droits uniques sur le parc du bailleur ANTIN-RESIDENCES faisant l'objet de la présente convention.

Conformément à l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'EPCI est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'EPCI attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

La prorogation de 5 années des droits de réservation attachés à la garantie d'emprunt sera prise en compte pour le calcul du volume des droits uniques dans le cadre d'un avenant établi avant la fin de l'année 2024, à l'occasion du bilan de l'année écoulée. A ce titre une nouvelle fiche de calcul sera annexée à cet avenant.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par la Ville de Le Kremlin-Bicêtre au début de l'année N est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par la Ville de Le Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur ANTIN-RESIDENCES dans le territoire de Le Kremlin-Bicêtre après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le territoire de Le Kremlin-Bicêtre, la part de logements réservés représente 16% au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

(A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 1 *logement(s)* tous les cinq ans *à orienter par le bailleur* ANTIN-RESIDENCES *à la Ville de* Le Kremlin-Bicêtre*)*

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N,* sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par la Ville de Le Kremlin-Bicêtre, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur ANTIN-RESIDENCES.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

- Attribution en CALEOL suivie d'un désistement du candidat

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.
L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.
Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par la Ville de Le Kremlin-Bicêtre auprès du bailleur ANTIN-RESIDENCES.
Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Il est entendu que le bailleur est lié par 2 autres conventions de réservation avec 2 autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET

VI. LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur ANTIN-RESIDENCES, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre, dans sa totalité. Le réservataire propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre par l'organisme bailleur par mail à **logement@ville-kremlin-bicetre.fr**

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VII. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 1 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer la Ville de Le Kremlin-Bicêtre de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

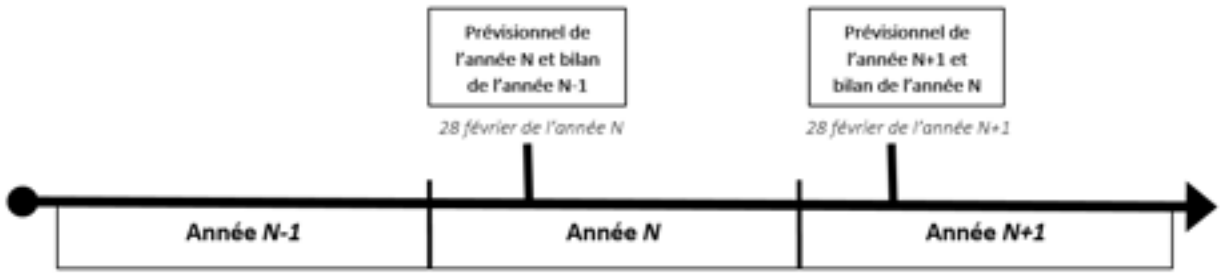
VIII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire dans le parc du bailleur ANTIN-RESIDENCES durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par la Ville de Le Kremlin-Bicêtre au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services de la Ville de Le Kremlin-Bicêtre et du bailleur ANTIN-RESIDENCES.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
    -

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. Des instances de suivi et validation

Les instances de suivi et de validation entre la Ville de Le Kremlin-Bicêtre et le bailleur ANTIN-RESIDENCES sont les suivantes :

- A minima un point semestriel sera fait entre la Ville et le bailleur ANTIN-RESIDENCES

Pour veiller à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IX. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur ANTIN-RESIDENCES de ses engagements, la Ville de Le Kremlin-Bicêtre peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

X. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à

Le bailleur ANTIN-RESIDENCES, représenté par Monsieur Laurent LORRILLARD

Le réservataire, représenté par Monsieur Jean-François DELAGE, maire de la ville du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant de la Ville du Kremlin Bicêtre sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;
Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;
Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;
Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;
Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;
Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;
La Ville du Kremlin Bicêtre, représenté par Jean-François DELAGE, Maire du Kremlin Bicêtre, par délibération n°2024-001 du 22 janvier 2024 d'une part,

et

Paris Habitat-OPH, agissant sur délégation de Madame Cécile BELARD DU PLANTYS en sa qualité de directrice générale de Paris Habitat-OPH, nommé à cette fonction par délibération n° 2022-12 du Conseil d'Administration de Paris Habitat-OPH en date du 31 mars 2022, dont le siège social est situé 21bis rue Claude Bernard -75253 Paris Cedex 05, désigné ci-dessous comme « Paris Habitat » et représenté par Madame Sandra CREMONT, en sa qualité de directrice des services financiers de Paris Habitat-OPH , habilitée à signer la présente
ci-après dénommé « Le bailleur » est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de **mixité**, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;

d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation de la Ville du Kremlin Bicêtre sur le patrimoine du bailleur implanté sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional »)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur sur le **territoire de la commune du Kremlin Bicêtre** dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département des Hauts-de-Seine.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements **de l'ensemble** du patrimoine du bailleur gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux. Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, **qui sont identifiés précisément**, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations **et les mutations « externes »** ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VII de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur au réservataire, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 01/01/2023, la ville du Kremlin-Bicêtre dispose de 2 droits de suite dans le parc de Polylogis / LogiRep sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, qui expirent de la première échéance en 2061 à la dernière échéance en 2066 (+ 5 ans inclus conformément à la loi).

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur et le réservataire.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *: emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données pour calculer ce taux de rotation.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 3 dernières années, sur le parc du bailleur, tous contingents confondus.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2021.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Sur le territoire de la commune du Kremlin Bicêtre, la part de logements réservés représente 20,877 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur sur le territoire. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

B. L'actualisation de la part du flux de logements

Le parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

La révision annuelle prendra également en compte l'extinction des droits arrivés à échéance et des garanties d'emprunts.

La part du flux peut donc évoluer annuellement au regard la part de réservations détenues par le Réservataire, objectivée par le nombre de droits venus à expiration ou nouvellement acquis par ce dernier auprès du Bailleur.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation de la Ville du Kremlin Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution les cas suivants :

- Une absence de désignations sous un délai d'un mois à partir de la notification au réservataire du congé du logement et de son orientation vers le réservataire.
- Une absence de nouvelles désignations sous un délai de 15 jours suite à l'absence de désignations à l'issue du délai de désignation de 30 jours ou à la notification d'une absence d'attribution à la suite d'un premier passage en CALEOL.
- Impossibilité d'aboutir à une attribution après deux séries de désignations de la part du réservataire et deux passages en CALEOL consécutifs.

Le logement repris par le bailleur seront proposés à un autre réservataire.

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de logements détenus par la Ville du Kremlin Bicêtre auprès du bailleur.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Dans la mesure du possible, une visite doit être organisée à l'endroit des candidats désignés par la Ville du Kremlin Bicêtre en amont de la CALEOL.

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Des objectifs indicatifs pour aider le bailleur dans l'orientation des logements peuvent être indiqués dans la présente convention afin de répondre au mieux aux besoins des réservataires.
Ces objectifs seront pris en compte par l'organisme bailleur pour orienter des logements à la Ville du Kremlin Bicêtre selon les besoins en matière des types de financement et de typologies de logements, et en cohérence avec les besoins des autres réservataires. Il s'agit d'une part indicative attendue dans chacune de ces catégories de logements se libérant dans le flux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Dans la mesure des réalités de la structure de son patrimoine sur le territoire de la commune, le bailleur s'efforcera de proposer au réservataire une répartition des logements respectant :

Objectifs indicatifs : Non précisés

Ces objectifs ne constituent qu'une indication à l'orientation des logements par l'organisme bailleur selon l'expression des besoins du réservataire. Il ne saurait être opposé aux bailleurs sur le non-respect de ces indications sur lesquelles il ne peut s'engager. Notamment du fait de la structure de son parc libéré ou encore des équilibres à assurer dans la répartition auprès des différents réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de **mixité sociale** dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent de la Ville du Kremlin Bicêtre, dans sa totalité. La Ville du Kremlin Bicêtre propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services de la Ville du Kremlin Bicêtre par les organismes bailleurs via un outil dédié qui à ce stade est au stade de développement pour une mise en œuvre prochaine.

Les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- N° d'identification du logement (UG)
- RPLS
- N° de porte
- Date du congés annoncé
- Type de chauffage
- Financement initial du logement
- Typologie du logement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE si connu à la proposition ou remis au locataire à l'entrée dans les lieux
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 2 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer la Ville du Kremlin Bicêtre de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans le conditions citées au chapitre I.

VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

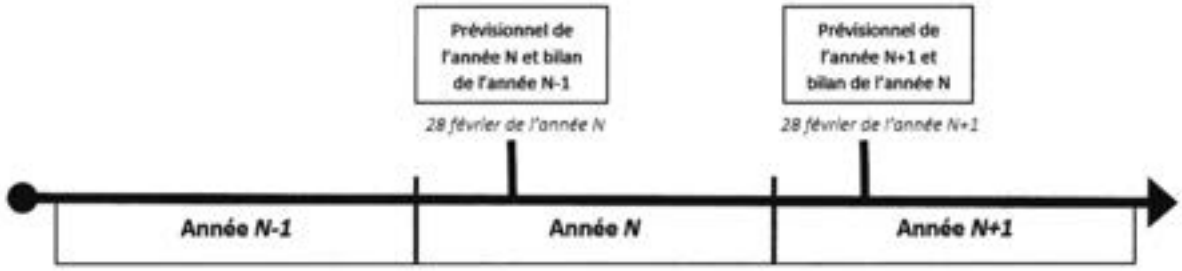
Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux de la Ville du Kremlin Bicêtre dans le parc du bailleur durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le nombre de logements mis à disposition, le nombre de logements attribués le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services de la Ville du Kremlin Bicêtre et du bailleur.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
  - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
  - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
  -

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. <u>Des instances de suivi et validation</u>

Les éventuelles instances de suivi et de validation entre la Ville du Kremlin Bicêtre et le bailleur veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui pourrait être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur de ses engagements, la Ville du Kremlin Bicêtre peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période allant au plus tard jusqu'à l'extinction du dernier droit restant et dont les dates de fin sont indiquées par territoire à l'article Art.II.b.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.
Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à Paris, le

Paris-Habitat OPH,
La directrice des services financiers,
Sandra CREMONT

La Ville du Kremlin Bicêtre, représenté par
Jean-François DELAGE
Maire du Kremlin Bicêtre

Annexes :

- ***Tableau du pourcentage du flux à remettre chaque année.***
- ***Etat des Lieux au 1er janvier 2024***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Pourcentage du flux à remettre chaque année

Ville du Kremlin Bicetre

Réservataire	VILLE DU KREMLIN BICETRE
Situation au 01/01/2024	20,877%
Situation au 01/01/2025	20,877%
Situation au 01/01/2026	20,877%
Situation au 01/01/2027	20,877%
Situation au 01/01/2028	20,877%
Situation au 01/01/2029	20,877%
Situation au 01/01/2030	20,877%
Situation au 01/01/2031	20,877%
Situation au 01/01/2032	20,877%
Situation au 01/01/2033	20,877%
Situation au 01/01/2034	20,877%
Situation au 01/01/2035	20,877%
Situation au 01/01/2036	20,877%
Situation au 01/01/2037	20,877%
Situation au 01/01/2038	20,877%
Situation au 01/01/2039	19,908%
Situation au 01/01/2040	5,737%
Situation au 01/01/2041	0,000%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Etat des lieux des reservations au 1er janvier 2024 établi dans le cadre de la convention bilatérale de gestion en flux (2024-2025)

Ville de : Kremlin Bicêtre

n°UG	N°RPLS	Adresse	Code HP2	Nom_Ville	Département	L_QPV : 1 QPV 2 Hors QPV	CAT redressé	L_NBPIECE	Date de fin de réservation
183938	0000800210	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	3	08/12/2039
183942	0000800252	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	2	08/12/2039
183943	0000800260	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	2	08/12/2039
183947	0000800301	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	3	08/12/2039
183953	0000800369	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	2	08/12/2039
183957	0000800400	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	1	08/12/2039
183967	0000800509	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	2	08/12/2039
183970	0000800533	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	1	08/12/2039
183978	0000800608	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	2	08/12/2039
183984	0000800666	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	1	08/12/2039
183986	0000800682	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	3	08/12/2039
183988	0000800707	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PRH	1	08/12/2039
193734	0050702581	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	LUS	3	07/12/2040
193735	0050702599	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PLS	5	07/12/2040
193741	0050702656	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PLS	4	07/12/2040
193742	0050702664	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	PLS	1	07/12/2040
193744	0050702680	7 BOULEVARD CHASTENET DE GERY	194KC	LE KREMLIN BICETRE	94	2	LUS	3	07/12/2040

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la Ville du Kremlin-Bicêtre sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;
les exclusions ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre
Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le réservataire, la **Ville du Kremlin-Bicêtre**, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, d'une part, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024

et

Vilogia SA, représenté par sa Directrice de Territoire Adjointe en charge de la Gestion Immobilière Ile-de-France, Madame Sandrine SANGERMANI, d'autre part, est convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;

- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** sur le patrimoine de Vilogia SA implanté sur le **territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le **territoire de de la commune du Kremlin-Bicêtre** Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social de Vilogia SA sur le **territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur **le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du Vilogia SA gérant des logements locatifs sociaux sur **le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre** soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux. Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.
La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par Vilogia SA au **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 24/11/2023, la ville du Kremlin-Bicêtre dispose de 20 droits de suite dans le parc de Vilogia SA sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, qui expirent le 30/09/2058 (dont 5 ans de prorogation)

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre Vilogia SA et **le réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**
Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données **8,50%** pour calculer ce taux de rotation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc de Vilogia SA, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre.**

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** dispose de **60** droits uniques sur le parc de Vilogia SA faisant l'objet de la présente convention.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** auprès de Vilogia SA dans le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Sur le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**, la part de logements réservés représente **31%** au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

B. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès de Vilogia SA.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre**

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements (Logigramme de décompte du flux en annexe 1)

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** qui n'aurait pas abouti, selon les modalités décrites ci-dessous.

Dans cette hypothèse, l'organisme pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.
L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.
Afin de limiter le délai d'attribution et le temps de vacance du logement **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** propose trois ménages, dans le respect de l'article R.441-3 du CCH et du délai de 30 jours prévu à l'article L. 441-1 du CCH. En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats sur un logement qui lui serait orienté, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé selon les modalités prévues ci-après, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et procédera à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire sera prise en compte pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

La désignation de liste de candidats se fait dans un délai d'un mois maximum après que le bailleur aura informé le réservataire de la vacance du logement.

Le réservataire demande aux ménages qu'il propose de rassembler les pièces justificatives prévues à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social, et de les tenir à la disposition du bailleur.

Dans la mesure du possible, une visite doit être organisée à l'endroit des candidats désignés par le réservataire en amont de la CALEOL.

Le réservataire est informé des décisions des commissions d'attributions, les motifs et cas de refus ou de non-attribution, ainsi que sur les baux signés à la suite des décisions d'attribution de logements.

Si la CALEOL a prononcé une attribution positive au sein de la première liste, le logement orienté sera pris en compte dans l'atteinte de l'objectif pour le réservataire y compris en cas de refus de signature du bail par le ou les candidats attributaires. Le réservataire disposera d'un délai supplémentaire de 15 jours maximum à compter de la connaissance des résultats infructueux de la CALEOL pour désigner une seconde liste de candidats sur le logement orienté. Dès lors et dans ce cas également, le logement orienté sera pris en compte dans l'atteinte de l'objectif pour le réservataire, quel que soit l'aboutissement du processus de désignation de candidats sur ce logement.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** auprès de Vilogia SA.

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Vilogia SA veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie).

A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Vilogia SA s'efforcera de proposer au **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** une répartition des logements en cohérence avec les droits de suite détaillés dans l'annexe 2, et selon les possibilités offertes par les libérations de logement au sein de son patrimoine.

Vilogia SA prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

GESTION DIRECTE

Avec Vilogia SA, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent **du réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** dans sa totalité. Le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** par les organismes bailleurs via l'adresse électronique suivante **logement@ville-kremlin-bicetre.fr**

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- Plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 3 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

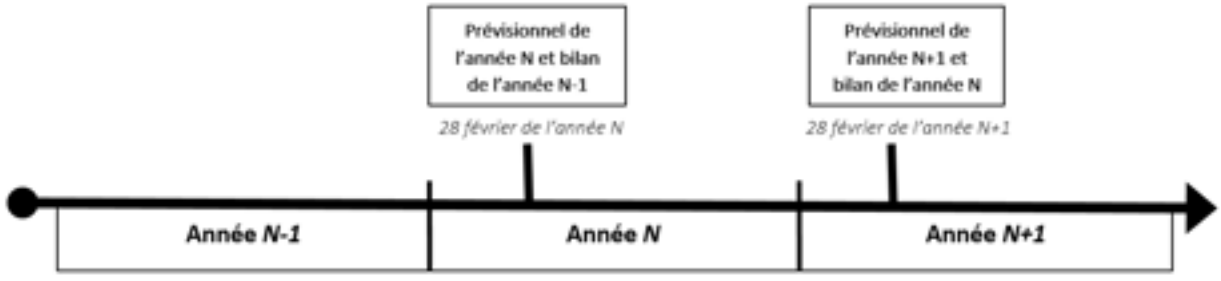
VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** dans le parc de Vilogia SA durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** et de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Vilogia SA.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

Ces informations seront communiquées par le bailleur au travers de la maquette présente en annexe.

C. Des instances de suivi et validation

Les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Ces échanges veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par Vilogia SA de ses engagements, le **réservataire Mairie du Kremlin-Bicêtre** peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Fait en deux exemplaires à Paris, le

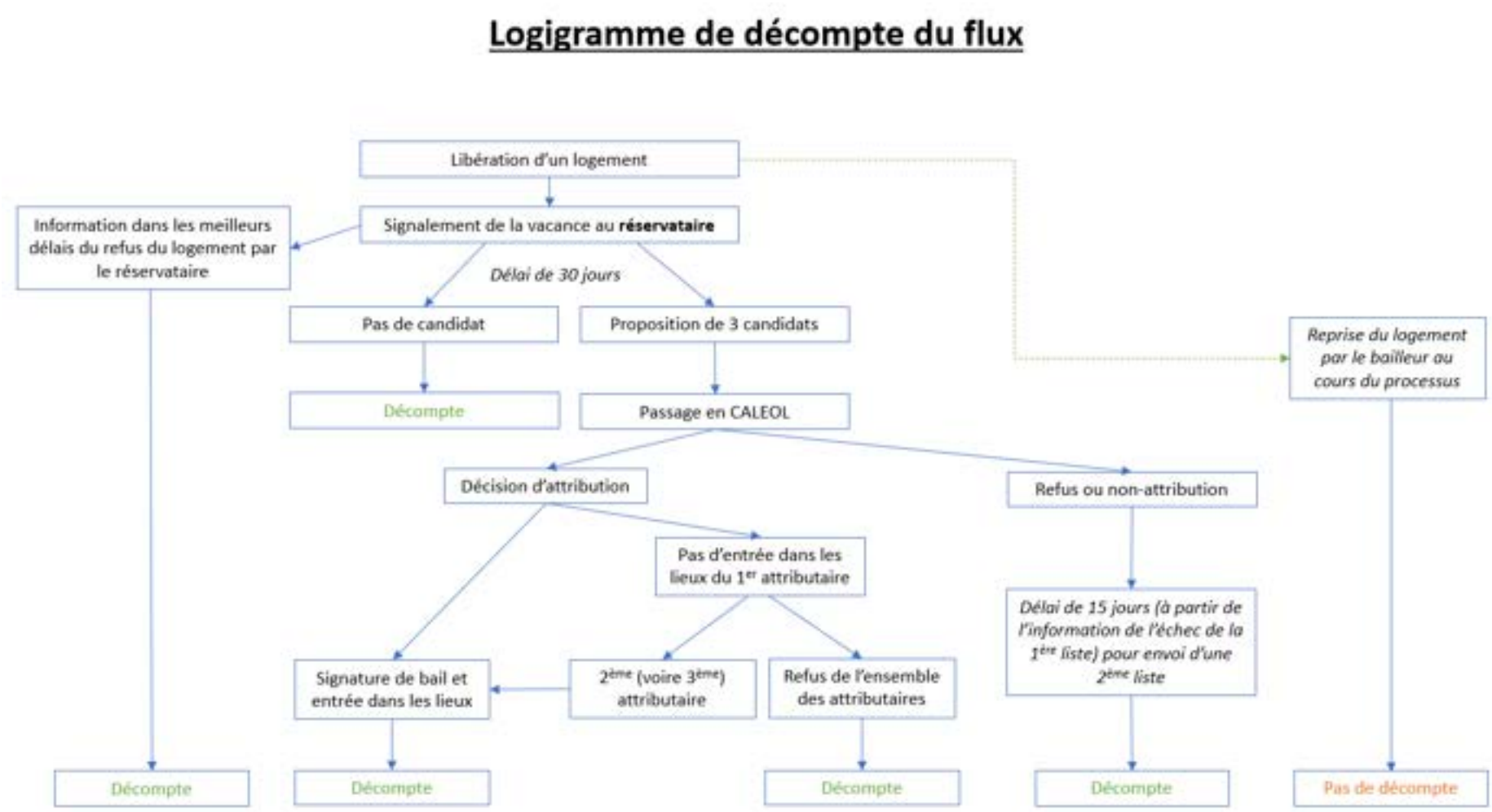
Vilogia SA, représenté par Madame Sandrine SANGERMANI
Directrice de Territoire Adjointe en charge de la Gestion Immobilière Ile-de-France de VILOGIA

Le réservataire X, représenté par

Jean-François DELAGE
Maire de la ville du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ANNEXE 1 : LOGIGRAMME DE DECOMPTE DU FLUX



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ANNEXE 2 : ETAT DES LIEUX DU CONTINGENT DU RESERVATAIRE MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE

ADRESSE	RPLS	TYPE UG	RESERVATAIRE	QPV O/N	FINANCEMENT	DATE DEBUT DE CONVENTION	DATE DE FIN RESERVATION (dont les 5 ans de prorogation)
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701746	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701762	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701796	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701837	Type 2	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701879	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701887	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701928	Type 2	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037701944	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
60 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	0037702017	Type 2	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
23 RUE DANTON	0037705441	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
23 RUE DANTON	0037705540	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705566	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

21 RUE DANTON	0037705615	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705631	Type 2	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705665	Type 4	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705730	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705756	Type 2	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705813	Type 3	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705839	Type 1	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058
21 RUE DANTON	0037705863	Type 4	Ville de Le Kremlin Bicêtre	NON	PLUS	01/10/1993	30/09/2058

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la commune de LE KREMLIN BICÊTREsur le territoire de Le Kremlin Bicêtre

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;Vu la

loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagementet du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La ville de Le Kremlin Bicêtre dont l'Hôtel de ville est situé au 1 Place Jean Jaurès – 94270 LE KREMLIN-BICETRE, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, d'une part, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024

Ci-après dénommée le « Réservataire »,

D'une part,

ET

1001 VIES HABITAT, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 29 070 000€, dont le siège social est situé Carré Suffren – 31-35, rue de la Fédération - CS 30683 – 75725 Paris Cedex 15, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro SIREN 572 015 45,

Représentée par Stéphane BOUBENNEC, Directeur Ile de France, habilité à cet effet suivant délégation de pouvoir en date du 1er juin 2023 consentie par Monsieur Philippe BRY, en sa qualité de Président du Directoire de ladite société, fonction à laquelle il a été nommé suivant délibération du Conseil de Surveillance en date du 28 juin 2018. Lui-même habilité à cet effet suivant délibération du Directoire en date du 17 janvier 2018.

Ci-après dénommée le « Bailleur »,

D'autre part,

est convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquationla demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire sur le patrimoine 1001 Vies Habitat implanté sur le territoire du Kremlin Bicêtre, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur le territoire d'Le Kremlin Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social 1001 Vies Habitat sur le territoire du Kremlin Bicêtre dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le territoire du Kremlin Bicêtre et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du Val de Marne.

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine 1001 Vies Habitat gérant des logements locatifs sociaux sur le territoire du Kremlin Bicêtre soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. <u>Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux</u>

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.

Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;

- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L.521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-239400489-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Un recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Au 1er janvier 2023, le Réservataire bénéficie de :

- 10 droits de réservation en droit de suite qui expirent, selon les conventions, le 1er novembre 2024.

C. La transformation du stock en flux

1001 Vies Habitat applique les modalités de conversion du stock en flux prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux.

Le flux annuel est exprimé en pourcentage. Il correspond au rapport entre le nombre de logements sur lequel le Réservataire dispose, sur le territoire, de droits de réservation dans le cadre des conventions qui doivent être mises en conformité (autrement dit, le nombre de logements en stock au bénéfice du Réservataire) et le nombre total de logements sur ledit territoire au sein du patrimoine du Bailleur.

$$\text{Flux annuel} = \frac{\text{Nb. de lgts du réservataire}}{\text{Nb. total de lgts du bailleur}}$$

Au 24 novembre 2023, le Réservataire dispose de 17,9 % du flux annuel de logements sur le parc du Bailleur sur le territoire du Kremlin Bicêtre.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Sur le territoire du Kremlin Bicêtre, la part de logements réservés représente 17,9 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

B. L'actualisation de la part du flux de logements

Le parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La révision annuelle prendra également en compte l'extinction des droits arrivés à échéance et des garanties d'emprunts.

La part du flux peut donc évoluer annuellement au regard la part de réservations détenues par le Réservataire, objectivée par le nombre de droits venus à expiration ou nouvellement acquis par ce dernier auprès du Bailleur.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du réservataire
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N,* sur la base de l'actualisation des données.

C. <u>La comptabilisation de la part du flux de logements</u>

Le décompte du flux s'effectue à partir des mises à disposition de logement au réservataire. Il prendra en compte les logements rendus par le réservataire faute de candidats ou les logements repris par le bailleur pour dépassement du délai de désignation d'un mois. Les logements repris par le bailleur pour un autre motif ne seront pas décomptés. Les logements repris et rendus pourront être proposés à un autre réservataire.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

IV. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec 1001 Vies Habitat, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent du réservataire, dans sa totalité. Le réservataire propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services du réservataire par les organismes bailleurs.
En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

V. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 1 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer le réservataire de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

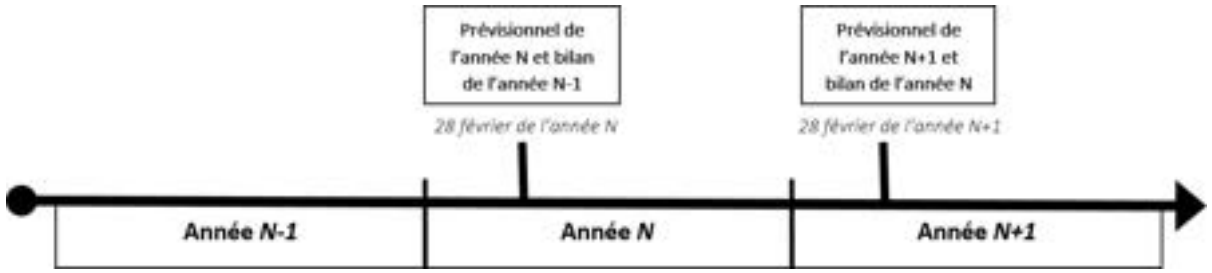
VI. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire dans le parc 1001 Vies Habitat durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le nombre de logements mis à disposition du réservataire, le nombre de logements attribués le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés.



A. <u>Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs</u>

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du réservataire et 1001 Vies Habitat.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

B. <u>Le suivi des logements soustraits du flux</u>

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par lesbailleurs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ces informations seront communiquées par le bailleur par écrit ou mises à disposition sur un espace partagé à l'ensemble des réservataires.

VII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par 1001 Vies Habitat de ses engagements, le réservataire peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

VIII. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires, à Paris
Le

Le bailleur	Le réservataire
1001 Vies Habitat	La ville du Kremlin Bicêtre
Stéphane BOUBENNEC	Jean-François DELAGE
Directeur Ile-de-France	Maire du Kremlin Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ANNEXE 1 – Calcul de l'assiette du territoire pour l'année 2023

Le nombre de logements de l'assiette s'obtient par la multiplication du nombre de logements du territoire auxquels ont été soustraits l'ensemble des exclusions, et du taux de rotation du bailleur.

Le nombre de logements est celui issu de l'état ci-dessous remis à jour chaque année sur la base du RPLS déduit des logements suivants :

Nombre de logements RPLS conventionnés au 1er/01/2023	56
Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (LLI/PLI, démolitions, ventes, etc…)	0
Logements identifiés dans le décret du 20 février 2020 (mutations internes, relogements ANRU, etc…)	1
Nombre de logements dans l'assiette du flux à répartir sur l'ensemble des réservataires	3

Le taux de rotation du bailleur équivaut au nombre de départs constaté lors des 4 dernières années au sein de l'assiette définie ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Projet de convention bilatérale : pour mémoire, l'état de réservation de la commune sur notre parc :

N° Logement	N° RPLS	Réservataires	Nature réservataire	Typologie	Adresse	CP	Ville	QPV/
5261030010	'0004065307	COM254 - KREM	Commune	F2	3 RUE ANA	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261030001	'0004065216	COM254 - KREM	Commune	F2	3 RUE ANA	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020020	'0004065604	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020014	'0004065547	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020009	'0004065498	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020008	'0004065480	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020003	'0004065430	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020002	'0004065422	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261020001	'0004065414	COM254 - KREM	Commune	F2	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors
5261010003	'0004065670	COM254 - KREM	Commune	F3	1 B RUE DE	94270	LE KREMLIN-	Hors

La commune du Kremlin-Bicêtre bénéficie de 10 droits de réservation ce qui représente 17,9% de notre parc sur la commune et disposera donc de 17,9% du flux annuel.

Vous trouverez, ci-après, le calcul de l'assiette pour l'année 2023 mentionné en annexe 1 de ladite convention :

	N = 2023
Nombre de logements du bailleur sur le territoire considéré en année N	56
Nombre de logements à mettre en service	
Nombre de logements à exclure de la gestion en flux (Défense, Sécurité, Démolitions	0
Stock de logements	56
Taux de rotation : moyenne 2019-2022	6,3%
Nombre de logements disponibles annuellement à la location	4
Estimation du nombre de relogement NPNRU, LHI pour les années futures (Démolitic	0
Taux de mutation moyen sur les 3 dernières années	23%
Estimation du nombre de logements nécessaires pour les mutations pour l'année N+	1
Nombre de logements disponibles en N+1 à la location et à répartir	**3**

Le taux de rotation de 6,3% correspond à celui enregistré sur notre parc dans la commune entre 2019 et 2022, celui-ci étant appelé à évoluer chaque année.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE sur la commune DE KREMLIN BICETRE

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Le réservataire LA MAIRIE DE KREMLIN BICETRE, représentée par son maire, **Monsieur Jean-François DELAGE**, en vertu de la délibération N° 2024-001 du Conseil Municipal du 22 janvier 2024.

d'une part,

Et

Le bailleur EMMAUS HABITAT, représenté par son Directeur Général, M. Serge CONTAT, d'autre part, est convenu de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE sur le patrimoine du bailleur EMMAUS HABITAT implanté sur la commune DE KREMLIN BICETRE, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur la commune de **LE KREMLIN BICETRE**.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur EMMAUS HABITAT sur le département du Val de Marne dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes Hlm gérant des logements sur le département du Val de Marne et pour chacun des réservataires disposant d'un patrimoine dans le département du Val de Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur EMMAUS HABITAT gérant des logements locatifs sociaux sur le département du Val de Marne soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux.
Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d'une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d'autre part.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Il s'agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VI de la présente convention.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l'article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l'article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et d'animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l'ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire **MAIRIE DE LE KREMLIN BICETRE** en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur EMMAUS HABITAT au réservataire **MAIRIE DE LE KREMLIN BICETRE**, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au **24/11/2023**, le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE dispose de **13 droits de suite** dans le parc du bailleur EMMAUS HABITAT **sur le territoire de la commune de LE KREMLIN-BICETRE, qui expirent à la date d'échéance du 01/07/2042.**

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur EMMAUS HABITAT **et le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE**

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données RPLS pour calculer ce taux de rotation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 5 dernières années, sur le parc du bailleur EMMAUS HABITAT, tous contingents confondus, à l'échelle territoriale du réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE.**

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2022.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :
somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, le réservataire **MAIRIE DE KREMLIN BICETRE** dispose de **14 droits uniques** sur le parc du bailleur EMMAUS HABITAT faisant l'objet de la présente convention.

<u>Détail du calcul des droits uniques</u> :

	Nb DS au 24/11/2023		**ELEMENTS DE CALCUL**		***Nb Droits uniques (DU)***				
	Volume	**Durée moy. Conventions (en années)**	**Taux rotat° annuel dept. (RPLS)**	**DUREE (en années) THEORIQUE D'ECOULEMENT DES DU**	***nb total***	***DU/an***	***Nb Lgts à orienter***	***% des attrib***	**FLUX A ORIENTER DANS LE DEPARTEMENT**
MAIRIE DE KREMLIN BICETRE	13	19	4,34 %	24	14	0,56	0,56	1 %	65
				+ 5 ANS (*)					

Réservation ville Nombre de DS :	13	(A)
Durée restante moyenne CVT (années) :	24	(B)
Taux de rotation département :	4,34 %	(C)
Conversion DS --> DU :	14	(A x B x C = D)
Nb annuel de lgts à orienter	0,56	(D / B)
Soit	**de 0 à 1**	**Logement/an**

(*) Conformément à l'article R 441-6 du CCH, les droits de réservation de la commune attachés à la garantie d'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans au-delà de la date de fin de la garantie d'emprunt et pris en compte dans le calcul détaillé ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

D. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par le réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE** au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE** auprès du bailleur EMMAUS HABITAT dans la commune **de LE KREMLIN BICETRE**, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur le département du Val de Marne, la part de logements réservés représente 1 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après objectif.

*(A titre indicatif, cet objectif de part du flux représente théoriquement, pour 2024, 1 logements à orienter par le bailleur EMMAUS HABITAT au réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE**)*

E. L'actualisation de la part du flux de logements

L'objectif de part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N,* sur la base de l'actualisation des données.

En effet, cet objectif de part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par le réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE**, objectivée **notamment** par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur EMMAUS HABITAT.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre I.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du réservataire **MAIRIE de LE KREMLIN BICETRE.**
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

F. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue par principe à partir de l'attribution suivie d'un bail signé.

Par exception, sera décomptée comme équivalent à une attribution la mise à disposition d'un logement au réservataire et qui n'aurait pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé selon les modalités suivantes :

- *Lorsque la première liste de candidat s'avère infructueuse, le réservataire disposera d'un délai supplémentaire de 15 jours maximum pour désigner une seconde liste de candidats sur le logement orienté. Si cette seconde liste était à nouveau infructueuse alors le logement sera décompté comme équivalent à une attribution.*

- *Lorsque la première liste de candidats n'aura pas abouti à une attribution lors de sa présentation en CALEOL, le réservataire disposera d'un délai supplémentaire de 15 jours maximum pour désigner une seconde liste. Si cette seconde liste de candidats n'aboutissait pas à une attribution en CALEOL alors le logement sera décompté comme équivalent à une attribution.*

La différence entre l'objectif de flux et la part réellement constatée dans les attributions suivies d'un bail signé sera par conséquent le nombre de logements locatifs sociaux orientés par le bailleur au réservataire mais repris.

Dans cette hypothèse, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de l'objectif du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par le réservataire **MAIRIE DE Le KREMLIN BICETRE** auprès du bailleur EMMAUS HABITAT.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

Il est entendu que le bailleur est lié par autres conventions de réservation avec d'autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de **mixité sociale** dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Avec le bailleur EMMAUS HABITAT, c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent du réservataire **MAIRIE DE LE KREMLIN BICETRE**, dans sa totalité. Le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services du réservataire **MAIRIE DE** LE **KREMLIN BICETRE** par les organismes bailleurs EMMAUS HABITAT.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble
- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 1 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer le réservataire EMMAUS HABITAT de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans le conditions citées au chapitre **I.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

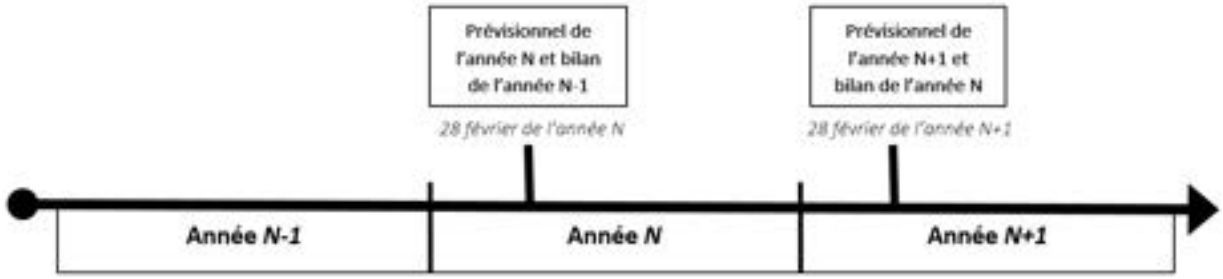
VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Ainsi, l'objectif final de la part de flux du réservataire **MAIRIE DE LE KREMLIN BICETRE** dans le parc du bailleur EMMAUS HABITAT durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le réservataire **MAIRIE DE LE KREMLIN BICETRE** au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



G. Le suivi de l'objectif de la part de flux et des objectifs indicatifs

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du réservataire **MAIRIE DE KREMLIN BICETRE** et du bailleur EMMAUS HABITAT.

Ce suivi comprend l'objectif de la part de flux et l'ensemble des objectifs indicatifs indiqués au chapitre IV.

H. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.
    - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
    - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
    - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
    -

Ces informations seront communiquées par le bailleur.

Les instances de suivi et de validation entre le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE et le bailleur EMMAUS HABITAT seront communiquées par le bailleur EMMAUS HABITAT.

Ces instances veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur EMMAUS HABITAT de ses engagements, le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à Clichy-La-Garenne, le / / 2024

Le bailleur EMMAUS HABITAT,
représenté par Serge CONTAT

Le réservataire MAIRIE DE KREMLIN BICETRE,
représenté par Jean-François DELAGE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

CONVENTION BILATERALE

Convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent de la Ville du KREMLIN BICETRE, appelée « le réservataire », et de la Société LOGIREP, appelée « le bailleur »

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L441-1, R441-5 et R441-5-2 ;

Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;

Vu la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

Le réservataire, représenté par Monsieur Jean-François DELAGE, Maire de la commune du Kremlin-Bicêtre, par délibération n° 2024-001 du 22 janvier 2024 d'une part,

et

Le bailleur, représenté par sa Directrice de la Gestion Immobilière et des Parcours Résidentiels, Madame Hélène N'DIAYE-BODIN d'autre part, est convenu de ce qui suit

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de mixité, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- d'apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité ;
- d'assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Cette convention bilatérale définit les modalités de transformation en flux des droits de réservation du réservataire sur le patrimoine du bailleur implanté sur le territoire, d'une part, et les modalités pratiques de mise en œuvre de ces droits de réservation en flux, d'autre part, en application :

- du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux
- du Protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022 (nommé ci-après « Protocole régional»)

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH). Toutefois, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la Ville de Paris, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire (article. R. 441-5-3 du CCH).

En l'espèce, la présente convention porte sur la commune du Kremlin Bicêtre.

Les réservations prévues par la présente convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage du patrimoine locatif social du bailleur sur la commune dans les conditions prévues à l'article R.441-5, de façon compatible avec les orientations en matière d'attributions aux ménages prioritaires fixées dans le cadre de la conférence intercommunale du logement.

Des conventions régies par le même cadre réglementaire seront signées avec chacun des organismes HLM gérant des logements sur la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les logements entrants dans cette convention sont les logements de l'ensemble du patrimoine du bailleur gérant des logements locatifs sociaux sur la commune soumis à la gestion en flux des réservations au regard du décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux.

Il s'agit des logements soumis au régime des attributions de logements sociaux (A), auxquels sont retirés préalablement et définitivement les logements exclus de la gestion en flux (B) et les logements temporairement soustraits du flux car mobilisés par le bailleur dans les conditions prévues par le Protocole régional (C). L'assiette des logements soumis au flux remplit alors les conditions A, B et C.



NB : représentation schématique, la taille des cercles n'est pas représentative des proportions entre catégories de logements réellement constatées

A. <u>Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux</u>

Le patrimoine du bailleur objet de la convention de réservation, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du Code de la construction et de l'habitation (CCH) portant notamment sur les conditions d'attribution des logements sociaux. Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements sociaux ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis avec le concours financier de l'Etat (à savoir, les logements ayant bénéficié d'un financement aidé antérieur à 1977 tels les HBM, HLMO, PLR, PSR, ILM, ILN, etc.) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ de l'application de l'article L. 411-6 du CCH ;
- appartenant aux organismes d'habitations à loyer modéré (OHLM) ou gérés par ceux-ci ;
- pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements sociaux, les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'identification des types de logements précités est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi.

Par conséquent, les logements locatifs intermédiaires (LLI), les résidences universitaires (logements étudiants), logements-foyers/transitoire (foyer travailleurs migrants, résidences sociales, pension de famille, etc.) et les places en structures d'hébergement ne sont pas concernés par la présente convention.

B. Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

La présente convention ne concerne pas les logements retirés préalablement et définitivement de la gestion en flux, dits logements exclus du flux.

Au-delà des logements non soumis au régime juridique des droits des attributions (LLI, résidences universitaires, logement foyer, etc. – cf. chapitre I.A. –), sont exclus de la gestion en flux les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale et de la sécurité intérieure, et des établissements publics de santé, qui sont identifiés précisément, car demeurant gérés en stock.

En outre, les logements inscrits dans un plan de vente, voués à la démolition ou en fin de gestion dans le cadre d'un Usufruit locatif social ne sont pas concernés puisqu'ils n'ont pas vocation à être reloués à leur libération, bien qu'ils puissent rester inscrits dans le RPLS.

C. Les logements soumis à la gestion en flux mais soustraits du flux

Des logements sont soustraits du flux chaque année par le bailleur pour les situations identifiées dans le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 [1]:

- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux mutations de locataires au sein du parc social de l'organisme bailleur ;
    - Il s'agit des logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social qui concernent les locataires du bailleur social, dites "mutations internes". Les décohabitations et les mutations « externes » ne rentrent pas dans ce champ d'application.
- Les logements nécessaires, pour une année donnée, aux relogements de personnes dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 ou en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3.

[1] Ces logements soustraits flux sont nommés « sorties du patrimoine » dans le Protocole régional

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Il s’agit des logements nécessaires pour le relogement des ménages dans le cadre d'un NPNRU ou d'un ORCOD-IN, d’une part, et des ménages logés dans les locaux sous procédure de péril et d'insalubrité, d’autre part.

- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Il s’agit des logements nécessaires pour les opérations de vente afin de reloger les locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement.

Ces logements ont vocation à être réintégrés dans le flux à leur prochaine libération, sauf nouvelle mobilisation par le bailleur dans les cas sus-indiqués.

La Conférence intercommunale du logement pourra aussi être saisie pour des besoins de relogements ne rentrant pas dans ce cadre et pour définir les modalités de réponse solidairement possibles dans le cadre du flux.

Les modalités de suivi des logements soumis à la gestion en flux, dont ceux soustraits à la gestion en flux, sont précisées au chapitre VII de la présente convention.

II. INVENTAIRE ET CONVERSION DES DROITS DE RESERVATION

A. Le cadre juridique des droits de réservation des collectivités territoriales

Comme mentionné à l’article. R. 441-5-3 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale ou un établissement public territorial de la métropole du Grand Paris ou la métropole de Lyon ou la Ville de Paris, la part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

En accord avec l’article R. 441-6 du CCH, lorsque l'emprunt garanti par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Les droits à réservation de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Des réservations supplémentaires peuvent être consenties aux collectivités territoriales et aux établissements publics les groupant par les organismes d'habitations à loyer modéré, en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article. R. 441-5-4 du CCH).

B. Le recensement des droits de suite

Dans le cadre des échanges partenariaux d’élaboration et d’animation du Protocole régional, il a été convenu de transformer l’ensemble des droits de suite existants en un volume de droits uniques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ces droits de suite s'appuient sur le cadre juridique précédemment indiqué (cf. chapitre II.A.)

Le nombre de droits uniques sera consommé après allocation dans le flux annuel des logements orientés et sera augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH.

La conversion des droits de suite existants a nécessité un état des lieux des réservations précis et actualisé.

Celui-ci a été transmis par le bailleur au réservataire, en accord avec le cadrage régional Etat/AORIF en vue de la constitution et de la transmission par les organismes de logements sociaux des états des lieux des réservations du 19 octobre 2021. Ce recensement exhaustif des logements sociaux réservés a permis de quantifier et qualifier les droits de réservation en vigueur ainsi que leurs durées.

Au 01/01/2023, la ville du Kremlin-Bicêtre dispose de 2 droits de suite dans le parc de Polylogis / LogiRep sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, qui expirent de la première échéance en 2061 à la dernière échéance en 2066 (+ 5 ans inclus conformément à la loi).

C. La transformation des droits de suite en droits uniques

Le volume de droits uniques est déterminé en prenant en compte la durée restante des réservations en droits de suite et en appliquant un taux de rotation. En effet, ce calcul vise à déterminer le nombre d'attributions potentielles sur la durée restante de chacune des conventions de réservation en cours à date entre le bailleur et le réservataire.

Le taux de rotation retenu pour convertir les droits de suite en droits uniques se définit de la manière suivante : *: emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus.*

Il est retenu les données pour calculer ce taux de rotation.

Mode de calcul du taux de rotation dans RPLS :

- Numérateur = Emménagement dans les logements en location depuis au moins un an, logements à Mode d'occupation (MODE = 1) et Année du bail (BAIL = N) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)
- Dénominateur = Logements à Mode d'occupation (MODE = 1 et 2) et Année de première mise en location (LOCAT ≠ N et N-1)

Ce taux de rotation se calcule ensuite sur la moyenne du taux de rotation annuel des 3 dernières années, sur le parc du bailleur, tous contingents confondus.

Le taux de rotation moyen retenu pour la conversion des droits de suite issue de l'état de lieux des réservations en 2023 est donc la moyenne du taux de rotation des millésimes RPLS 2017 à 2021.

Le volume des droits de suite converti est calculé de la façon suivante pour chaque convention :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

somme des droits de suite de la convention X durée de réservation restante à courir pour ces droits de suite X taux de rotation moyen du bailleur

Au 24 novembre 2023, le réservataire dispose de 5 droits uniques sur le parc du bailleur faisant l'objet de la présente convention.

III. DETERMINATION, ACTUALISATION ET COMPTABILISATION DU FLUX DE LOGEMENTS :

A. La détermination de la part du flux de logements

Pour rappel, l'assiette des logements soumis au flux est définie par l'entièreté du patrimoine locatif de l'organisme de logements sociaux en début d'année *N*, auquel sont soustraits les logements non-concernés par la gestion en flux (cf. chapitre I.B), ainsi que les logements soustraits du flux (cf. chapitre I.C.), actualisés des mises en service annuelles.



Ce parc de logements soumis à la gestion en flux (cf. chapitre I.B) fera l'objet d'une révision chaque année afin de prendre en compte l'activité réelle dûment constatée notamment en ce qui concerne les estimations de livraisons, les volumes de logements soustraits du flux, les démolitions, les cessions en bloc, etc.

Le volume de droits uniques détenus par le réservataire au début de l'année *N* est pris en compte pour déterminer le flux annuel de logements orientés. En effet, en accord avec le cadre des échanges partenariaux d'élaboration et l'animation du Protocole régional, ce pourcentage de flux est cohérent à la part relative de droits uniques détenus par le réservataire auprès du bailleur dans la commune, après retranchement de la part du flux réservé à l'Etat.

Sur la commune, la part de logements réservés représente 0.0 % au plus du flux annuel total de logements de l'organisme bailleur. Cette part du flux global est nommée ci-après prévisionnel de la part du flux.

« POLYLOGIS/LOGIREP ne souhaite pas vous invisibiliser dans le flux. Compte tenu de ce nombre théorique d'orientation logement inférieur à 1, en 2024 et si les libérations de logements le permettent, POLYLOGIS/LOGIREP vous propose l'orientation d'1 logement »

B. L'actualisation de la part du flux de logements

Le prévisionnel de la part du flux est fixé annuellement, avant le 28 février de l'année *N*, sur la base de l'actualisation des données.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

En effet, ce prévisionnel de la part du flux peut évoluer annuellement au regard de la part de réservations détenues par le réservataire, objectivée notamment par le nombre de droits uniques détenu par ce dernier auprès du bailleur.

Comme indiqué au chapitre I.B, le nombre de droits uniques est consommé après allocation dans le flux annuel de logements orientés et augmenté à chaque nouvelle acquisition d'un droit de réservation du réservataire.

Concernant l'acquisition nouvelle d'un droit de réservation en contrepartie des participations citées aux articles R. 441-5-3 et R. 441-5-4 du CCH, leur intégration à la gestion en flux est soumise aux principes suivants :

- la contrepartie de la garantie d'un programme neuf permet une valorisation jusqu'à 20 % de droits de réservation (article R. 441-5-3 du CCH,)
- ces droits de réservation sont automatiquement convertis en droits uniques, selon le mode de calcul indiqué au chapitre II.C.
- ces droits de réservation vont s'ajouter à l'ensemble des droits de réservation du réservataire.
- des réservations supplémentaires peuvent être consenties en contrepartie d'un apport de terrain ou d'un financement (article R441-5-4 du CCH) dont le volume est à déterminer entre le bailleur et le réservataire.

Pour ces nouvelles acquisitions de droits de réservation, il est retenu les modalités de calcul du taux de rotation du chapitre II.C. sur la base des millésimes des 5 dernières années disponibles.

C. La comptabilisation de la part du flux de logements

Le décompte du flux s'effectue :

- Le décompte du flux s'effectue par le fait que seules les attributions suivies de baux signés sont comptabilisées (sans aucune exception) car il y a trop peu de logement.
-

Dans l'hypothèse d'une mise à disposition n'ayant pas abouti à une attribution suivie d'un bail signé, le bailleur pourra faire bénéficier un autre réservataire de ce logement.

L'atteinte de ce prévisionnel du flux sera évaluée dans le bilan annuel transmis par le bailleur et par le SNE.

Cette comptabilisation a par ailleurs pour conséquence une diminution progressive du stock global de droits uniques détenu par le réservataire auprès du bailleur.

Les logements décomptés dans le flux selon les conditions préalablement citées équivalent à l'écoulement d'un droit unique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

IV. CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS PROPOSES

En annexe à la présente convention, le réservataire exprime les besoins qu'il ressent et s'il le souhaite pour répondre au mieux aux besoins des demandeurs de logement social et aux enjeux de son territoire.
L'expression de ces besoins sera prise en compte, dans toute la mesure du possible, par l'organisme bailleur pour orienter des logements au réservataire, en cohérence avec les besoins des autres réservataires.
Les types de financement suivants PLAI/PLS/PLUS seront dans la mesure du possible, répartis de façon équilibrée, avec l'ensemble des réservataires ainsi que les typologies.

Il est entendu que le bailleur est lié par d'autres conventions de réservation avec d'autres réservataires.

Le bailleur veille à préserver un équilibre entre les propositions de logements faites aux différents réservataires (en termes de localisation, de financement et de typologie) selon les besoins exprimés par chacun et selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine. A cet égard, les parties soussignées se concerteront en tant que de besoin.

Le bailleur prend également en compte les objectifs de mixité sociale (fixés par la règlementation en vigueur et dans le cadre des conventions intercommunales d'attributions) et d'attributions aux publics prioritaires et veille à assurer les équilibres de mixité sociale dans le choix et la temporalité des logements proposés au réservataire.

V. DETERMINATION DU MODE DE GESTION DU CONTINGENT ET LES OBLIGATIONS DU BAILLEUR

OPTION 1 : GESTION DIRECTE

Avec le bailleur c'est le mode de gestion en flux direct qui a été retenu pour la gestion du contingent du réservataire dans sa totalité. Le réservataire propose des candidats sur son contingent réservé.

Les vacances de logement sont portées à la connaissance des services du réservataire par les organismes bailleurs.

En accord avec le Protocole régional, les caractéristiques minimales des logements à transmettre au réservataire au moment de la déclaration des vacances sont les suivantes :

- Financement initial du logement
- Typologie du logement
- Surface du logement
- Adresse (numéro + rue + commune + code postal) du logement
- Localisation en ou hors QPV
- Période de construction de l'immeuble

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Montant du loyer + charges
- DPE
- Accessibilité PMR

VI. DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PROGRAMMES NEUFS

Concernant les nouvelles mises en service ou assimilées, nommées aussi « programmes neufs », les premières attributions s'effectueront en stock et sur la stricte répartition des droits de réservations et des financements initiaux.

Une concertation est organisée par le bailleur avec l'ensemble des réservataires concernés, afin de mettre en œuvre collectivement les objectifs d'accueil des publics et de mixité sociale prévus, notamment, dans les Conventions intercommunales d'attributions.

Les documents indispensables à transmettre au réservataire dans le dossier de commercialisation sont :

- plans individuels des logements,
- Caractéristiques PMR,
- Photographies de la résidence,
- Notice de présentation,
- Liste des n° RPLS...

Le réservataire dispose alors d'un délai maximum de 4 mois, à compter de la date de réception de la notification comportant les indications précitées, pour proposer des candidats.

Le bailleur s'engage à informer le réservataire de tout report de la date de mise en service.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans le conditions citées au chapitre I.

VII. MODALITES DE SUIVI DE LA REALISATION DES OBJECTIFS

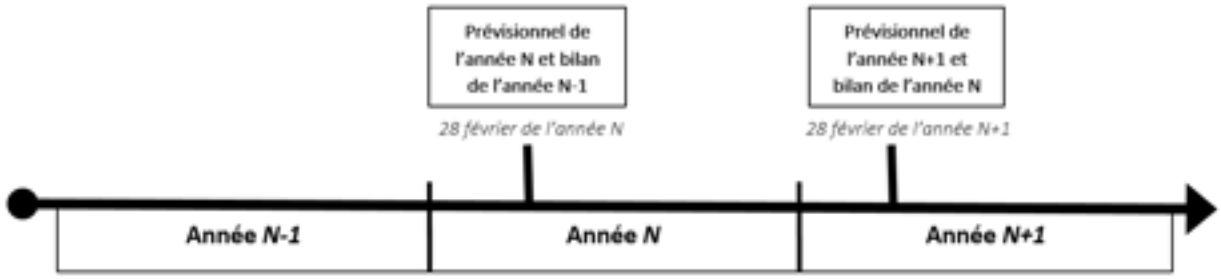
Avant le 28 février de chaque année, l'organisme bailleur transmet à l'ensemble des réservataires un bilan annuel des logements proposés, ainsi que des logements attribués au cours de l'année précédente, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction (article R.441-5-1 du CCH).

Les réservataires sont aussi informés avant le 28 février de chaque année du nombre prévisionnel de logements ainsi soustraits du calcul du flux de l'année en cours, de leur affectation par catégorie d'opération, ainsi que du bilan des attributions réalisées l'année précédente au titre de ces relogements (article R.441-5 du CCH).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ainsi, le prévisionnel de la part de flux du réservataire dans le parc du bailleur durant l'année *N-1* sera consolidé lors de la présentation du bilan réalisé avant le 28 février de l'année *N*.

Le bilan comprendra aussi le volume de droits uniques détenu par le réservataire au 1er janvier de l'année *N* et le volume consommé de droits uniques durant l'année *N-1*.



A. Le suivi du prévisionnel de la part de flux et des expressions des besoins indiqués chapitre IV

Des indicateurs de suivi sont retenus pour la mise en œuvre de la présente convention. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les services du réservataire et du bailleur.

Ce suivi comprend le prévisionnel de la part de flux et l'ensemble des expressions des besoins indiqués au chapitre IV.

B. Le suivi des logements soustraits du flux

Les logements soustraits du flux par le bailleur pour répondre aux besoins en matière de mutation interne, de relogement (NPNRU, ORCOD-IN), de lutte contre l'habitat indigne et en vente, font l'objet d'un suivi annuel.

L'évaluation du nombre prévisionnel de logements soustraits du calcul du flux de l'année en cours de chaque catégorie (année *N*) ainsi que le bilan des attributions effectivement réalisées l'année précédente de chaque catégorie (année *N-1*) sont les suivants :

- Les logements nécessaires aux mutations de locataires au sein du parc social concernent les locataires du bailleur social
    - Les conventions d'utilité sociale (CUS) et les Conventions intercommunales d'attributions (CIA) ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
    - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine et/ou de renouvellement urbain au sens de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

programmation pour la ville et la rénovation urbaine, d'une opération de requalification de copropriétés dégradées mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2, concernent les relogements des ménages dans le cadre d'un ANRU ou d'un ORCOD-IN.

  - Les conventions ANRU et chartes territoriales de relogement ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données du SNE (radiation pour attributions des demandes de logement social de type "ANRU") et les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux. En cas d'écart significatif, les données SNE feront foi.

- Les logements nécessaires au relogement en application des articles L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH, concernant les ménages logés dans les locaux avec sous procédure de péril et d'insalubrité)
  - Les arrêtés de péril et d'insalubrité ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués à ce public durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.
- Les logements nécessaires dans le cadre d'une opération de vente de logements locatifs sociaux dans les conditions des articles L. 443-7 et suivants.
  - Les CUS et les plans de vente ont vocation à être les documents de référence pour le prévisionnel du retrait de l'année en cours (année *N*).
  - Les logements effectivement attribués aux locataires des biens mis en vente qui ne souhaitent pas se porter acquéreurs de leur logement durant l'année *N-1* seront constatés durant l'année *N* par les données transmises annuellement par les bailleurs sociaux.

C. <u>Des instances de suivi et validation</u>

Les instances de suivi et de validation entre le réservataire et le bailleur veilleront à s'articuler avec l'organisation intercommunale, qui aurait pu être mise en œuvre dans le cadre de la Conférence intercommunale du logement (CIL) pour suivre la gestion en flux des droits de réservation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

VIII. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par le bailleur de ses engagements, le réservataire peut résilier la convention après une mise en demeure restée sans suite pendant deux mois.

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1°a).

IX. DUREE DE LA CONVENTION, MODIFICATION PAR AVENANT ET MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Cette convention est établie pour une période de 3 ans.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle dont les correctifs éventuels pourront être fixés dans un avenant, particulièrement après l'année de mise en œuvre de cette convention à savoir 2024.

Son renouvellement sera étudié à la fin de la période.

La présente convention, ainsi que ses avenants éventuels, prennent effet à la date de leur signature.

Fait en deux exemplaires à Suresnes, le 06 septembre 2024

Le bailleur, représenté par
Madame Hélène N'DIAYE-BODIN
Directrice de la Gestion Immobilière et
Des Parcours Résidentiels,

Le réservataire, représenté par
Monsieur Jean-François DELAGE
Maire du Kremlin-Bicêtre,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-121

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

HABITAT – APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION DE GESTION EN FLUX DES DROITS DE RESERVATION ET DE LOGEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Christine Museux, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Par délibération en date du 19 octobre 2023, le Conseil municipal a approuvé la mise en œuvre de la gestion en flux des réservations de logement social par la commune du Kremlin-Bicêtre.

La loi ALUR de 2014 a posé les jalons d'une réforme des attributions de logements et de la gestion de la demande de logement social que la loi ELAN de 2018 est venue renforcer, notamment dans son article 114 modifiant le mode de redistribution des logements vacants auprès des différents réservataires.

Jusqu'alors les droits de réservation étaient gérés en stock. Chaque logement avait un réservataire attitré et relevait d'un contingent précis (contingent ville, contingent Action logement, contingent préfectoral...), cela à l'échelle de chaque programme de logements sociaux construits. Avec la réforme, les droits de réservation sont désormais gérés en flux. Une convention doit être établie avec chaque bailleur et détermine une réserve de logements mis à disposition des réservataires en fonction des besoins identifiés, de la typologie du logement... et communiquée au préfet ainsi qu'au Président de l'Etablissement Public territorial Grand-Orly-Seine Bièvre. Ces conventions bilatérales sont établies pour une période de trois ans et feront l'objet d'une évaluation annuelle.

Les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté de :

- renforcer la fluidité en optimisant l'allocation des logements proposés à la demande exprimée, ainsi que de lever les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- faciliter les parcours résidentiels en favorisant les demandes de mutation et en accompagnant les occupants ;
- apporter plus de transparence et de lisibilité aux demandeurs dans leurs démarches et le traitement de leur demande ;
- faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus de d'efficacité ;
- assurer le pilotage et l'animation des modalités de gestion permettant de mettre en adéquation la demande et l'offre mobilisée au titre de l'ensemble des contingents de réservations.

Aussi, est-il nécessaire de rappeler que les droits de réservations sont acquis pour les communes par le portage des garanties des emprunts contractés par les bailleurs ou lorsqu'elles subventionnent un programme. Avec la réforme, cette règle ne change pas : la commune dispose d'un droit égal à 20 % réglementaire, la durée moyenne de réservation est de 40 ans.

Les projets de conventions bilatérales contractualisées dans la gestion en flux négociés avec les bailleurs sont annexés à la présente délibération.

Les bailleurs concernés sont les suivants : 1001 vies Habitat ; Antin Résidences ; CDC Habitat ; Emmaüs Habitat ; ICF Habitat ; Immobilière 3F ; Logirep ; Paris Habitat ; Seqens ; SCIC coopérative Kremlin Bicêtre Habitat ; Valophis ; Vilogia. Ils ont transmis à la commune un état des lieux des réservations actuelles et le calcul du flux annuel équivalant à ces droits de réservation en tenant compte du taux de rotation.
Cela représente, au global, environ 57 logements pour l'année 2024 en gestion pour la Ville.
Il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces conventions bilatérales et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à les signer ainsi que tous les documents y afférents.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Christine Museux, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.441-1, R.441-5 et suivants,
Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 relative à l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),
Vu le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux,
Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS),
Vu le patrimoine des bailleurs sociaux pour lequel la commune du Kremlin-Bicêtre dispose de droits à réservations,
Vu les projets de conventions annexés à la présente délibération,
Considérant que la mise en œuvre opérationnelle de la gestion en flux issue de la nouvelle réglementation se traduit par la signature d'une convention entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et chacun des 12 bailleurs sociaux concernés sur la commune,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Considérant que le projet de convention de réservation des logements locatifs sociaux pour la période 2024-2026 rédigé par l'AORIF sert de base pour les conventions à signer avec les bailleurs sociaux,
Considérant l'obligation faite aux bailleurs sociaux et aux réservataires de signer avant le 24 novembre 2023 de nouvelles conventions de réservation,
Considérant que les conventions de gestion en flux de réservation des logements sociaux sont conclues pour une durée de trois ans à compter de leur signature sur la base du projet de convention de l'AORIF,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré par 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY), et 5 abstentions (Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver les Conventions bilatérales des bailleurs suivants : 1001 vies Habitat ; Antin Résidences ; CDC Habitat ; Emmaüs Habitat ; ICF Habitat ; Immobilière 3F ; Logirep ; Paris Habitat ; Seqens ; SCIC coopérative Kremlin Bicêtre Habitat ; Valophis ; Vilogia avec la Ville du Kremlin-Bicêtre pour la période 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire Ville du Kremlin-Bicêtre sur le territoire du département du Val-de-Marne annexées à la présente délibération,

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec les bailleurs sociaux ces conventions et tous les documents y afférents pour la période 2024-2026.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE * 94270 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-121-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Charte d'engagement – Partenaires professionnels * «La Boussole des jeunes Val-de-Marne»

La présente charte permet de proposer un service qualitatif à destination des jeunes et de créer une identité commune « La Boussole des jeunes ». Elle s'applique ici aux compétences territoriales de la structure partenaire et de son réseau (si applicable) sur le département du Val-de-Marne.

** Partenaires professionnels : professionnels ayant une ou plusieurs offres de service dans le backoffice de la Boussole.*

La structure «Partenaire professionnel Boussole» s'engage à :

- **Participer aux temps d'échanges**

  La structure partenaire désigne parmi ses équipes un ou une référente Boussole des jeunes s'engageant à participer aux groupes de travail animé par l'animatrice Boussole.

- **Assurer le traitement de la demande du jeune en un temps imparti**

  La structure partenaire s'engage à prendre contact avec les jeunes utilisateurs du site qui les solliciteraient, dans le délai le plus court possible (1 à 7 jours maximum ; délai qu'elle choisit, garantit et indique sur chacune des offres de service), de la façon qu'elle appréciera et dans le cadre de son activité professionnelle habituelle. Elle note ensuite dans l'extranet et dans le temps imparti le suivi du traitement des demandes des jeunes.

- **Rediriger le jeune vers le bon partenaire****

  Dans le cas où la structure mobilisée, après pré-diagnostic de la demande du jeune, ne correspond pas aux attentes, le professionnel s'engage à rediriger le jeune vers le bon contact professionnel.

- **Prendre en compte les contraintes et obligations de chacun**

  Chacun des professionnels peut, dans le cadre de son activité, être confronté à des contraintes diverses, comme la question de la confidentialité par exemple. Le professionnel s'engage à communiquer auprès des autres l'ensemble des informations non soumis à contrainte ou obligation.

- **S'intégrer dans un annuaire commun La Boussole des jeunes**

  La structure partenaire autorise l'utilisation des coordonnées transmises dans le cadre de la Boussole des jeunes, afin de créer un annuaire commun national, uniquement transmissible aux professionnels partenaires.

- **Communiquer sur la Boussole des Jeunes en direction du public jeunes**

  Le partenaire professionnel assure un rôle d'ambassadeur de la Boussole des jeunes. Ainsi, la structure partenaire participe à la promotion de la Boussole des jeunes par le biais de ses canaux de communication habituels (réseaux sociaux, flyers, site internet) auprès de ses propres partenaires et publics.

- **Assurer une présence continue en backoffice****

  Le professionnel inscrit comme partenaire dans le backoffice de la Boussole décrit de façon concise et simple son rôle et sa compétence en tant qu'institution selon l'éditorialisation choisie par l'animatrice territoriale. Avec l'aide de l'animatrice territoriale, il renseigne ses offres de service et précise les critères qui permettent de les mobiliser. Il doit également renseigner un email de contact pour chaque offre de service afin que la Boussole puisse faire parvenir le récapitulatif de la demande et la situation du jeune ayant laissé ses coordonnées au référent de l'offre pré-renseignée. Avec l'aide de l'animatrice territoriale, le partenaire tient à jour son offre de services ainsi que les contacts renseignés.

***Sous condition : posséder des codes d'accès, fourni par l'animatrice territoriale.*

03/11/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-122-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-122

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

JEUNESSE – ADHESION AU DISPOSITIF « LA BOUSSOLE DES JEUNES » DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-122-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jonathan Hemery, adjoint au Maire, expose au Conseil :

La Boussole des Jeunes est un service numérique gratuit et sans inscription du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports pour les jeunes âgés de 15 à 30 ans avec pour objectifs principaux de :

- Recenser et expliciter les offres de services localement mobilisables par les jeunes,
- Faciliter la mise en relation du jeune avec le bon professionnel.

A travers une plateforme numérique, le dispositif propose aux jeunes une sélection d'offres de services liées à ses besoins sur le territoire. Le jeune peut alors laisser ses coordonnées sur le site et être recontacté par la structure de l'offre mobilisé dans un délai de 1 à 7 jours. La Direction de la Jeunesse, de l'Education Populaire et de la Vie Associative (DJEPVA), déploie ce dispositif depuis 2017.

Dans le Val-de-Marne, la Boussole des Jeunes est déployée dans 15 structures (GRETA, Mission locale, Associations...) et propose 85 offres de services (informations, aides financières...) sur 2 thématiques : emploi et formation. Pour les jeunes, le dispositif a été pensé de manière à répondre au non-recours aux droits. Suite à un diagnostic mené en 2014, il ressortait que près d'un jeune sur deux n'avait pas recours à l'aide publique en raison d'une offre d'information trop abondante et pas toujours très compréhensible. Il ressort alors que les jeunes se sentent peu ou mal informés et éprouvent des difficultés à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à eux. La Boussole des Jeunes répond donc à cette problématique en leur proposant un espace où ils peuvent retrouver les offres de services correspondant à leur profil, de façon à ce qu'elles soient mieux comprises. Pour les professionnels, la boussole n'est pas seulement un nouveau service numérique. C'est une démarche partenariale innovante puisqu'elle implique la mise en relation d'acteurs jeunesse d'un même territoire qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble.
Une fois intégrée à la Boussole des Jeunes, chaque structure bénéficie d'un accès à l'annuaire de celle-ci qui permet :

- de disposer d'une vue globale des acteurs « jeunesse » et de l'offre de services présente sur le territoire,
- de consulter les coordonnées (e-mail et téléphone) des structures partenaires ;
- d'accompagner plus efficacement les jeunes suivis.

De plus, pour se déployer, le dispositif s'appuie sur un consortium d'acteurs locaux qui échangent sur les besoins, les opportunités et les spécificités de leur territoire. Le dispositif la Boussole des Jeunes favorise la lisibilité de l'offre de services à destination du public de 15 à 30 ans et s'inscrit en complémentarité des dispositifs mis en place par la structure information jeunesse (SIJ) pour accompagner les jeunes dans leur autonomie, leur orientation et leurs droits. Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la charte d'engagement permettant à la ville d'adhérer à ce dispositif.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jonathan Hemery, adjoint au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la charte d'engagement du dispositif « La boussole des jeunes » annexée à la présente délibération,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
D'adhérer au dispositif « La boussole des jeunes » et d'approuver la signature de la charte d'engagement du dispositif annexée à la présente délibération.

Article 2
D'autoriser, Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la charte d'engagement ainsi que tout autre document pouvant découler de la mise en œuvre de ce partenariat.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-122-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Convention constitutive
Entre l'unité d'enseignement
Du Service des Troubles du Langage et des Apprentissages
(STLA) de l'hôpital Bicêtre (GHU PARIS SACLAY AP-HP), L'Education nationale (DSDEN du Val de Marne) et la ville du Kremlin Bicêtre

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.351-1, D.112-1 et suivants, D.351-17 à D.351-20 , R.442-74 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.312-1 et suivants, L.313-1 et suivants et D.312-1 et suivants;

Vu le décret n°74-355 du 26 avril 1974 relatif à l'organisation et au régime administratif et financier des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles ;

Vu le décret 89-798 du 27 octobre 1989 remplaçant les annexes XXIV, XXIV bis et XXIV ter au décret du 9 mars 1956 modifié, fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux, par trois annexes concernant, la première, les conditions techniques d'autorisation des établissements et des services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant des déficiences intellectuelles ou inadaptés, la deuxième, les conditions techniques d'autorisation des établissements et des services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant une déficience motrice, la troisième, les conditions techniques d'autor*isation des établissements et des services prenant en charge des enfants ou adolescents polyhandicapés ;*

Vu l'arrêté du 2 avril 2009 relatif aux modalités de création et d'organisation d'unités d'enseignement dans les établissements et services médico-sociaux ou de santé pris pour l'application des articles D.351-17 à D.351-20 du code de l'éducation ;

Entre :

- **l'Education nationale,** représentée par la Directrice académique de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) du Val-de-Marne,
- **L'Assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP)**, représentée par son Directeur général, M. Nicolas REVEL et par délégations M. Christophe KASSEL, Directeur du GHU Paris Saclay et Mme Agnès LESAGE, Directrice de l'hôpital Bicêtre, situé 78 rue du Général Leclerc 94275 Le Kremlin Bicêtre,
- **La ville du Kremlin-Bicêtre,** représentée par Jean-Philippe EDET, Adjoint au Maire chargé de l'Education.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Préambule

Le Service des Troubles du Langage et des Apprentissages (STLA) du GHU Paris Saclay, situé à l'hôpital Bicêtre, est autorisé pour l'activité de Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR) en hospitalisation de jour pour les mentions : Troubles des apprentissages. Bénéficiant d'une équipe pluridisciplinaire dédiée, le STLA se compose d'une unité de rééducation des Troubles du Langage et des Apprentissages (URTLA) et d'une unité d'évaluation, le Centre de Référence des Troubles du Langage et des Apprentissages (CRTLA).

L'URTLA assure la prise en charge en hôpitaux de jour (HDJ) à l'année de 35 enfants, âgés de 6 à 12 ans présentant des troubles sévères et complexes du neurodéveloppement (trouble sévère du langage oral, troubles sévères des apprentissages (dyslexie-dysorthographie, dyscalculie), trouble développemental de la coordination, trouble déficitaire de l'attention/hyperactivité).

Le CRTLA assure des consultations et des HDJ pour évaluations diagnostiques et conseils thérapeutiques et pédagogiques.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet :

Il est créé une unité d'enseignement au sein du STLA de l'hôpital Bicêtre (AP-HP).

Cette unité a pour objectif de mettre en œuvre tout dispositif d'enseignement concourant à la réalisation des projets pédagogiques individualisés, au service des parcours de formation des élèves. Ces projets pédagogiques individualisés s'inscrivent dans et font partie prenante des projets de soins des enfants hospitalisés dans le SMR URTLA du site hospitalier Bicêtre.

Article 2 : Le projet pédagogique de l'unité d'enseignement, élaboré par les enseignants de cette unité d'enseignement, constitue un volet du projet du SMR URTLA de l'hôpital Bicêtre. Elaboré à partir des besoins des élèves, définis sur la base de leurs projets individuels de soins, il s'appuie sur les enseignements que ces élèves reçoivent dans leur établissement scolaire de référence, défini à l'article D.351-3 du code de l'éducation.

Ce projet pédagogique décrit les objectifs, outils, démarches et supports pédagogiques adaptés permettant à chaque élève de réaliser, en référence aux programmes scolaires en vigueur, en complément ou en préparation de l'enseignement reçu au sein des établissements scolaires, les objectifs d'apprentissage fixés dans son projet de soins.

Le projet pédagogique de l'UE est joint en annexe à la présente convention. Toute modification constituera un avenant à cette convention. Chaque année, le service actualise les modalités de réalisation du projet pédagogique de l'unité d'enseignement. Les bases du projet pédagogique reposent sur les principes suivants :

- apprentissages intensifs des fondamentaux : lecture, transcription mathématiques ;
- pédagogie spécialisée, individualisée, adaptée aux acquisitions scolaires initiales de l'enfant et au rythme de son évolution en lien étroit, régulier et constant avec le projet de soin rééducatif ;
- objectif de réintégration de l'enfant dans un délai court de un à deux ans dans un établissement scolaire ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- 24h/semaine d'enseignement devant élève, 26h30/semaine de présence effective dans le service ;
- 1 enseignant pour 7 élèves par classe + 1 élève par classe en semaine d'observation ;
- emploi du temps de chaque élève individualisé en fonction des prises en charges rééducatives.

Article 3 : La population accueillie dans le SMR URTLA de l'hôpital Bicêtre présente les caractéristiques suivantes (en référence à l'agrément) :

- Âge : de 6 à 12 ans pour l'unité de rééducation (concerne plus spécifiquement l'unité d'enseignement) et 3 à 15 ans pour l'unité d'évaluation.
- Nombre de places :
  - **Dans l'URTLA** (concerne plus spécifiquement l'unité d'enseignement) : 35 enfants de 6 à 12 ans pris en charge à l'année dans le cadre d'HDJ itératifs de rééducation bénéficiant d'une scolarité à temps plein dans l'unité avec un projet pédagogique individualisé inscrit dans le projet de soin + 5 enfants au maximum par semaine en semaine d'observation bénéficiant d'une scolarité à temps plein et d'une prise en charge rééducative sur la semaine d'observation.
  - **Dans le CRTLA** : 400 HDJ d'évaluation/an permettant de proposer un projet de soin incluant les préconisations pédagogiques pour une file active de 1500 patients/an.
- Nature des troubles invalidants ou du handicap : trouble développemental du langage oral, trouble sévère des apprentissages (langage écrit, calcul), trouble développemental de la coordination, trouble déficitaire de l'attention avec ou sans hyperactivité, constituant souvent des troubles complexes associant plusieurs de ces troubles.
- Critères d'intégration au sein de l'URTLA (concerne plus spécifiquement l'unité d'enseignement):
  - trouble sévère et spécifique des apprentissages résistant à une prise en charge intensive en libéral ou CMP, CMPP... : lecture et transcription non fonctionnelles +/- difficultés sévères en mathématiques ;
  - pathologie complexe nécessitant de multiples rééducations et une pédagogie spécialisée, adaptée, différenciée, individualisée ;
  - pas de trouble psychopathologique pouvant entraver la prise en charge ;
  - pas de trouble du comportement pouvant entraver la prise en charge ;
  - trajet domicile-hôpital limité à 1 heure maximum ;
  - investissement possible de la famille dans la prise en charge.
- Après une hospitalisation de jour d'évaluation au CRTLA, si une intégration au sein de l'unité de rééducation est envisagée, l'enfant rencontre une psychologue pour un entretien et est parfois accueilli pour une semaine en observation si cela est jugé nécessaire. Dans ce cas, il est intégré dans une des 5 classes pour bénéficier d'une évaluation pédagogique spécialisée assurée par un enseignant spécialisé. L'enseignant coordonnateur s'assure de la répartition des enfants dans les classes, de la diffusion de cette information à l'équipe éduco-soignante et organise le planning des réunions de synthèses. L'équipe éduco-soignante effectue l'accueil de l'enfant et ses parents. Ces semaines d'observation ont lieu de janvier à fin juin mais peuvent commencer dès novembre. Le nombre d'enfants accueillis par semaine en plus des 35 peut aller jusqu'à 5. A la fin de la semaine, une réunion de synthèse pluridisciplinaire est organisée à laquelle participe l'enseignant qui a pris

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

en charge l'enfant dans sa classe. L'enseignant fait le lien avec l'établissement scolaire de l'enfant.

- En début d'intégration dans l'URTLA, un projet de soins est élaboré au cours d'une réunion pluridisciplinaire à laquelle participe l'enseignant de la classe. Le projet pédagogique est alors défini et intégré au projet de soins. Sont précisés dans le projet de soins les axes de travail, les objectifs thérapeutiques et la durée de soins envisagée (1 ou 2 ans).
- Le projet de soins est revu régulièrement au cours de l'année scolaire lors de réunions pluridisciplinaires de synthèse (au moins 2/an) auxquelles participe l'enseignant de la classe. Le devenir scolaire et le retour dans l'établissement scolaire sont réfléchis à chaque synthèse, l'enseignant fait le lien avec le milieu scolaire et si besoin la MDPH.

Article 4 : L'unité d'enseignement est organisée de la façon suivante :

- nature et niveaux des enseignements dispensés en référence aux cycles correspondants dans l'enseignement scolaire : enseignement spécialisé du premier degré formation troubles des apprentissages
- nature des dispositifs mis en œuvre pour rendre opérationnels les projets pédagogiques individualisés des élèves : décrit dans le projet pédagogique en annexe : projet pédagogique individualisé inscrit dans le projet de soins ; nécessité de 5 enseignants, spécialisés formés à l'enseignement auprès de jeunes présentant des troubles des apprentissages, à temps plein : 5 enseignants prenant en charge chacun une classe de 7 enfants + 1 enfant en semaine d'observation ; une actualisation annuelle pourra être faite.

Article 5 : Les modalités de coopération entre les enseignants de l'unité d'enseignement et les enseignants des écoles ou établissements scolaires concernés portent notamment sur l'analyse et le suivi des actions pédagogiques et la complémentarité des méthodes pédagogiques adaptées utilisées au service de la mise en œuvre du projet pédagogique individualisé.

Les modalités de travail au sein du SMR URTLA sont définies ci-dessous :

1- règles de fonctionnement du SMR détaillées et jointes en annexe ;
2- 24h/semaine d'enseignement spécialisé individualisé devant élève, chaque enfant bénéficiant d'au moins 20h de temps scolaire ;
3- prise en charge pédagogique de 35 enfants hospitalisés en HDJ itératifs à l'année répartis sur 5 classes ;
4- évaluation et prise en charge pédagogique d'enfants hospitalisés en HDJ sur une semaine pour observation ;
5- participation aux réunions d'élaboration de projets de soins, de synthèses de suivi (total de 80h/an pour l'unité, soit 16h/an par enseignant) temps pris sur le temps scolaire ;
6- participation aux synthèses de semaine d'observation : total de 20h/an (max 40 X 1/2h pour l'unité) temps pris sur le temps de concertation, soit 4h/an par enseignant ;
7- participation aux réunions institutionnelles : total de 44h/an pour chaque enseignant (35 X 1h15) temps pris sur le temps de concertation ;
8- participation aux projets de recherches et de formations ;
9- échanges réguliers avec les rééducateurs et autres professionnels pour harmonisation de la pédagogie et des prises en charge rééducatives et participation à des réunions de classes à la demande ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

10- participation à une réunion d'équipe éducative lors de la réintégration de l'enfant dans son établissement scolaire ;

11- élaboration d'un projet personnalisé et opérationnel d'adaptations et d'aménagements pédagogiques formalisé dans un Plan d'Accompagnement Personnalisé (PAP) ou un Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS) pour les élèves en situation de handicap. Ce document est élaboré en collaboration avec les rééducateurs et vise un objectif de continuité pédagogique lors de la réintégration scolaire dans l'école de secteur de l'enfant ;

12- les temps des items 8-9-10 et 11 sont pris sur le temps de concertation (42h restantes sur les 90h annuelles par enseignant).

Article 6 : Les moyens d'enseignement, dont sont dotées les unités d'enseignement, sont fixés par le directeur académique des services de l'éducation nationale, sous forme d'une dotation globale en heures d'enseignement.

Cette dotation tient compte :

- du nombre d'élèves scolarisés (cf. article 3),
- des caractéristiques de l'établissement ou du service (cf. articles 1 à 3)
- du nombre de groupes constitués en fonction des niveaux d'enseignement, des besoins particuliers des élèves et du lieu du suivi (domicile, établissement scolaire) (cf. article 4),
- des modalités de déroulement de la scolarité et des objectifs inscrits dans les projets de soins (cf. article 2 et 5),
- de la durée et du lieu de scolarisation (cf. article 3),
- des obligations réglementaires de service des enseignants (cf. article 2 et 5),
- des besoins d'articulation et de concertation entre l'ensemble des acteurs des projets des soins, notamment les enseignants. (cf. article 5),

Cette allocation de moyens est examinée dans le cadre du groupe technique départemental et selon les procédures académiques habituelles.

La nature des postes d'enseignants affectés à l'unité d'enseignement est déterminée en fonction du projet pédagogique de l'unité d'enseignement : enseignants spécialisés du 1er degré formés à l'enseignement auprès de jeunes présentant des troubles des apprentissages.

Dans le cadre de cette convention, le directeur académique des services de l'éducation nationale attribue au service les moyens suivants :

- Dotation Horaire Globale : 5 postes d'enseignants temps plein et un poste de directeur coordonnateur.
- Types de personnels : 5 enseignants spécialisés 1er degré formés à l'enseignement auprès de jeunes présentant des troubles des apprentissages
- Nature des missions : description dans projet pédagogique et article 5.

Article 7 : Les enseignants sont rattachés hiérarchiquement à la Direction académique du Val-de-Marne Ils relèvent du contrôle pédagogique des corps d'inspection et des modalités d'évaluation en usage à l'Education nationale. Le remplacement ponctuel des enseignants de l'URTLA fera l'objet d'une vigilance particulière afin d'être traité en priorité dans la limite des moyens de remplacement disponibles.

L'inspection de ces personnels est réalisée en situation d'enseignement, sauf situations particulières d'exercice précisées dans la fiche de poste.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

L'organisation des enseignants est intégrée au fonctionnement de l'URTLA afin de garantir l'adéquation entre la prise en charge thérapeutique et le développement de l'enfant et son apprentissage scolaire.

En cas de divergence d'appréciation entre les équipes médicale et soignante d'une part, et les équipes enseignantes d'autre part, l'arbitrage revient au responsable de l'URTLA et au chef de service du STLA.

Article 8 : Le directeur coordonnateur de l'unité d'enseignement est affecté par la direction académique sur le poste dédié. Celui-ci devra posséder l'un des titres prévus à l'article 3 de l'arrêté du 2 avril 2009 susvisé.

Le directeur coordonnateur organise et anime, en lien avec le responsable de l'URTLA, les actions de l'unité d'enseignement, en collaboration avec les autres cadres du service, en particulier le cadre de santé pour l'organisation et la coordination des soins avec les équipes médicales et paramédicales.

A ce titre, il bénéficiera d'une décharge totale pour assurer les tâches suivantes :

- organiser le service hebdomadaire des enseignants de l'unité d'enseignement ;
- superviser, s'il y a lieu, l'organisation des groupes d'élèves ;
- coordonner les interventions des enseignants pour soutenir la scolarisation des élèves, au sein même de l'établissement ou du service, ou dans leur établissement scolaire, en lien avec les responsables de ces établissements ;
- travailler en lien avec les enseignants référents des élèves de l'unité d'enseignement, en vue de favoriser au mieux le déroulement de leur parcours de formation.
- faciliter l'action des enseignants référents pour la scolarisation des élèves handicapés notamment pour la réunion des équipes de suivi de la scolarisation :
- contribuer à l'organisation de l'accueil des enseignants et auxiliaires de vie scolaire en formation continue.

Article 9 : Dans le cadre de cette convention avec la Ville du Kremlin Bicêtre, le SMR URTLA de Bicêtre bénéficie d'une participation au financement des équipements et du matériel scolaire de manière comparable aux classes ordinaires des écoles primaires de la Ville du Kremlin Bicêtre.

Les frais de fonctionnement pédagogiques de l'unité d'enseignement URTLA (fournitures scolaires, livres, matériel informatique et consommables), sont à la charge de la Ville du Kremlin Bicêtre Les autres dépenses courantes de l'URTLA sont prises en charge par la coopérative scolaire.

Les frais de fonctionnement annexes (mise à disposition du bureau, électricité, eau, chauffage, etc....) sont à la charge de l'hôpital.

Le mobilier de l'unité d'enseignement fait l'objet d'une demande d'aide de financement par l'hôpital à la ville du Kremlin Bicêtre.

La configuration des locaux de l'unité d'enseignement, les caractéristiques et les équipements nécessaires sont conformes à la réglementation en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité, d'accessibilité et adaptés aux activités d'enseignement et aux besoins des élèves qui y sont accueillis.

L'espace scolaire de l'unité d'enseignement se situe dans les lieux suivants de l'hôpital Bicêtre : Bâtiment Bourneville, secteur violet, porte 20.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Article 10 : L'évaluation de l'unité d'enseignement est réalisée tous les trois ans par les corps d'inspection compétents de l'éducation nationale, le cas échéant avec les corps d'inspection pédagogique et technique relevant du ministère des Affaires sociales (déficits sensoriels). L'évaluation aboutit à un rapport circonstancié porteur de préconisations pour la période triennale suivante.

Article 11 : La durée de la convention est fixée à 3 ans à compter de la date de sa signature. Elle peut être révisée par voie d'avenant. Une première évaluation sera réalisée à la fin de la deuxième année.

La résiliation par l'une des parties signataires est possible à tout moment sous réserve d'un préavis de six mois adressé à l'ensemble des signataires par Courrier Recommandé avec Accusé de Réception. En tout état de cause, la résiliation prend effet à compter de la fin de l'année scolaire en cours.

Article 12 : Cette convention est annexée au projet de service du SSR URTLA de l'hôpital Bicêtre. Elle est transmise pour information à la maison départementale des personnes handicapées de Paris.

Fait, en 3 exemplaires, le 09 juillet 2024

Pour l'Education nationale

La directrice académique de la DSDEN du Val-de-Marne

Pour la directrice académique,
L'Inspectrice d'académie,
directrice académique des services de
l'Éducation Nationale du Val-de-Marne

Anne Marie BAZZO
(Cachet et signature)

Anne-Marie BAZZO

Pour le Directeur Général de l'AP-HP
et par délégations,
Le Directeur du GHU Paris Saclay,

La Directrice de L'hôpital Bicêtre

Agnès LESAGE
(Cachet et signature)

Direction du site de Bicêtre
AP-HP. Université Paris-Saclay
78 rue du Général Leclerc
94275 LE KREMLIN-BICETRE Cedex
Tél. 01 45 21 76 19

Pour La ville du Kremlin Bicêtre

Jean-Philippe EDET,
Adjoint au Maire à l'Education

(Cachet et signature)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-123

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

EDUCATION - CONVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE REEDUCATION DES TROUBLES DU LANGAGE ET DES APPRENTISSAGES AU SEIN DE L'HOPITAL BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jean-Philippe Edet, adjoint au Maire, expose au Conseil :

L'unité de rééducation neurologique infantile de l'hôpital Bicêtre, dispose d'un centre référent des troubles du langage et des apprentissages qui a pour mission de comprendre les difficultés de l'enfant, de porter un diagnostic et orienter sa prise en charge et son mode d'intégration scolaire.

L'Unité de Rééducation des Troubles du Langage et des Apprentissages (URTLA) dispose de 7 classes de 5 élèves entre 8 et 11 ans. Les élèves y suivent une scolarité de 2 ans puis intègrent leur école de secteur. Les élèves relèvent de troubles de l'apprentissage (dysphasie, dyspraxie, dysgraphie, déficits de l'attention avec ou sans hyperactivité…). Le temps scolaire est réparti entre les apprentissages et les soins. Le recrutement des élèves est régional, la majorité est domiciliée dans le Val de Marne.
Jusqu'à l'année dernière, l'URTLA relevait de l'académie de Paris. Elle relève désormais de l'académie de Créteil, et de la circonscription Arcueil/Gentilly/Kremlin-Bicêtre. En conséquence, une partie des charges précédemment assumées par l'académie de Paris reviennent à la ville du Kremlin-Bicêtre. Cette augmentation de charge ne fait l'objet d'aucune compensation pour la commune.

Une convention tripartite triennale – AP-HP / Education nationale / Ville du Kremlin-Bicêtre – est proposée pour préciser le fonctionnement de l'URTLA et notamment fixer la participation au financement des équipements et du matériel scolaire de manière comparable aux classes ordinaires des écoles primaires de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Dans cette convention, les engagements de la ville du Kremlin-Bicêtre sont les suivants :

- la Ville dote chaque année l'URTLA de crédits de fonctionnement, selon les mêmes modalités que les écoles élémentaires publiques,
- la Ville participe au financement de l'acquisition/remplacement du mobilier des classes,
- la Ville fournit le matériel informatique nécessaire aux enseignements.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe Edet, adjoint au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le projet de convention ci-annexé,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article unique :
D'autoriser Monsieur le maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive entre l'Unité d'enseignement du service des troubles du langage et des apprentissages (STLA) de l'hôpital Bicêtre (GHU Paris Saclay AP-HP), l'Education nationale (DSDEN du Val de Marne) et la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-123-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le Kremlin Bicêtre



Règlement des accueils périscolaires & extrascolaires maternels et élémentaires

à compter du 1er décembre 2024

Ville amie des enfants

unicef pour chaque enfant

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Sommaire

3 1. ENGAGEMENT DE LA VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

4 2. ENGAGEMENT DES PARENTS

4 3. CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INSCRIPTIONS

7 4. ARRIVÉE ET DÉPART DES ENFANTS

8 5. DISCIPLINE

8 6. SANTÉ

8 7. ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES MATERNELS

9 8. ACCUEILS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES ÉLÉMENTAIRES

9 9. DIRECTION DE L'ACTION EDUCATIVE

9 10. TARIFS ET FACTURATION

10 11. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

11 12. ATTESTATIONS

11 13. PROTECTION DES DONNÉES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

ENGAGEMENT DE LA VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Ce règlement des accueils périscolaires (accueil avant la classe, restauration, accueil après la classe) et extrascolaires (centre de loisirs mercredis et vacances scolaires) a pour objectif de fixer les références communes à tous les équipements municipaux, telles que définies par le Projet Educatif Territorial (PEDT) adopté par le Conseil municipal le 13 avril 2023. Les différents accueils pris en charge par la Ville sont organisés de manière cohérente. Ils permettent aux familles de connaître une prise en charge sociale et éducative équitable de tous les enfants.

Les accueils de loisirs mis en place par la Ville, avec un encadrement par des équipes d'animateurs professionnels, permettent d'assurer une continuité éducative avec le temps scolaire. Que ce soit pendant la restauration, les accueils, le mercredi et les vacances scolaires, les équipes d'animateurs s'efforcent de proposer des activités, des sorties et des projets adaptés à l'âge et à l'intérêt des enfants. Les animateurs tiennent compte des besoins et des attentes des enfants ainsi que des spécificités de chaque groupe d'âge.

L'objectif est d'offrir un environnement dans lequel les enfants puissent s'émanciper et s'épanouir en exerçant leur curiosité et en exprimant leur créativité. Les équipes d'animateurs ont pour mission de transmettre les principes républicains: laïcité, citoyenneté, égalité.

L'ensemble des accueils participe à des missions de service public de la Ville du Kremlin-Bicêtre en sa qualité d'acteur éducatif à part entière, aux côtés notamment des familles et de l'École. A ce titre, ils se doivent de répondre aux trois critères suivants :

Un service public ouvert à tous sans distinction d'origine, de sexe, de situation sociale, d'option spirituelle ou religieuse. Il a ses règles propres de fonctionnement que doivent connaître, accepter et appliquer ses agents et ses usagers. Comme tout service public, il se doit notamment de respecter le principe d'égalité de traitement des citoyens, principe qui n'autorise les différences de traitement que lorsqu'il existe des différences de situation objectives (ex : handicap) et non pas d'opinion.

Un service laïque ouvert à tous et qui, de ce fait, ne peut pas prendre en compte toutes les demandes qui lui sont adressées, qu'il s'agisse de prescriptions religieuses, de traditions régionales, d'habitudes familiales ou de préférences individuelles. Cela romprait aussitôt le principe d'égalité, tout en faisant violence aux familles qui ne partagent pas la demande particulière qui serait privilégiée.

Un service facultatif avec ses règles, ses finalités et ses méthodes clairement affichées. C'est pourquoi les familles en désaccord avec ces objectifs peuvent librement faire d'autres choix.

L'ensemble des accueils organisé par la Ville du Kremlin-Bicêtre s'inscrit donc dans le cadre d'une démarche d'éducation partagée avec l'ensemble des partenaires éducatifs.

Les locaux et le fonctionnement particulier de chaque centre de loisirs, tout comme ceux des accueils périscolaires, sont précisés dans le projet pédagogique des structures d'accueil. Ce projet est écrit par l'équipe d'animation et est consultable sur place.

Les responsables des équipes d'animation sont, sur chaque site, les garants du bon fonctionnement des accueils de loisirs (restauration, accueil avant et après la classe et centres de loisirs) et du respect du règlement intérieur.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

2. ENGAGEMENT DES PARENTS

Les responsables légaux de l'enfant s'engagent à prendre connaissance du présent règlement et à s'y conformer sans aucune restriction.

Les responsables légaux de l'enfant ont l'obligation de remplir et de transmettre chaque année la fiche de renseignements. Dans le cas contraire, l'enfant ne pourra pas être accueilli au sein des structures municipales.

Les responsables légaux de l'enfant s'engagent à respecter les horaires de fonctionnement définis.

Les responsables légaux s'engagent à communiquer toute modification (changement de numéro de téléphone, d'adresse électronique ou postale, situation familiale, consignes médicales ou alimentaires, etc.) à l'équipe d'animation et de préférence au directeur de l'accueil de loisirs, dans les plus brefs délais. Il est alors demandé à la famille d'établir une nouvelle fiche de renseignements. Celle-ci est téléchargeable sur le site Internet de la ville **www.kremlinbicetre.fr**

Conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données, les responsables légaux acceptent de recevoir les informations liées aux activités des accueils périscolaires et extrascolaires de leur enfant par courriel ou éventuellement par SMS. Les familles peuvent demander à être supprimées de la liste de diffusion.

3. CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INSCRIPIONS

Les activités péri et extrascolaires s'adressent à tous les enfants scolarisés dans les écoles primaires publiques et privées de la commune et aux enfants kremlinois scolarisés hors-commune, de leur entrée à l'école maternelle à la fin de l'école élémentaire.

Les enfants fréquentent les accueils péri et extrascolaires correspondant à leur école, sauf dérogation.

Les élèves des écoles privées et scolarisés hors-commune sont admis uniquement les mercredis et vacances scolaires. Ils sont affectés au centre de loisirs éducatifs correspondant à la sectorisation scolaire applicable aux écoles publiques, sauf dérogation.

Afin de garantir le bon fonctionnement des accueils péri et extra scolaires, le recrutement du nombre d'animateurs nécessaire à une gestion efficiente des ressources humaines et une bonne gestion des repas, il est demandé aux familles d'inscrire leur(s) enfant(s) pour chaque activité dans les délais impartis.

Les **inscriptions sont obligatoires** pour toutes fréquentations des accueils péri et extrascolaires. Les familles doivent respecter les procédures définies. Les inscriptions se font en ligne via leur Compte Citoyen Famille ou à l'aide du formulaire d'inscription papier disponible à l'accueil de l'Hôtel de ville. Celui-ci est à remettre directement aux agents du guicher unique de la mairie.

Conditions applicables pour les inscriptions :

Activités	Inscription / Annulation	Inscription hors délais
Accueils du matin, du midi, du soir, restauration, centre de loisirs mercredis	Au plus tard 5 jours avant l'activité	Majoration de 30% appliquée par rapport à la tranche de quotient familial applicable
Centre de loisirs vacances scolaires	Au plus tard 3 semaines avant le début des vacances et 4 semaines avant les vacances d'été	En fonction des places disponibles. Majoration de 50% appliquée par rapport à la tranche de quotient familial applicable

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

La **fiche de renseignements** devra être obligatoirement remplie au moment de l'inscription. Elle est remise à chaque rentrée scolaire aux familles en deux exemplaires, un pour l'école et un pour les accueils de loisirs. Ce document est **indispensable** pour la sécurité des enfants, aussi bien en centre de loisirs éducatifs qu'en accueils périscolaires.

La Ville du Kremlin-Bicêtre met en place un protocole d'accueil au sein des structures de loisirs en direction des enfants porteurs de handicap. L'objectif est de garantir la qualité d'accueil de chaque enfant et d'en définir les modalités conjointement avec les familles. Chaque demande est étudiée de manière individuelle par la Ville. L'accueil de l'enfant est accepté sous réserve que celui-ci n'entrave pas le bon fonctionnement de la structure et ne requiert pas la mise en œuvre de moyens et d'un suivi ne correspondant pas à la vocation, à l'organisation et aux compétences professionnelles d'un Accueil Collectif de Mineurs (ACM). Dans le cadre des inscriptions pour les vacances scolaires, il est demandé à la famille de respecter les modalités définies avec elle, surtout s'il est nécessaire d'affecter un animateur supplémentaire à l'accueil de l'enfant.

a. Accueil avant la classe

Un accueil avant la classe, encadré par le personnel de la Ville, est organisé de 7 h 30 à 8 h 20. L'arrivée des enfants peut se faire jusqu'à 8 h 10. A 8 h 20, les enfants sont pris en charge par les enseignants.

b. Restauration

Les lundis, mardis, jeudis et vendredis la restauration a lieu de 11 h 30 à 13 h 30 en maternelle et de 11 h 45 à 13 h 45 en élémentaire. Les enfants sont pris en charge par les enseignants 10 minutes avant le début des cours de l'après-midi.

La restauration est assurée en totalité (fabrication et service) par du personnel municipal.

La possibilité est donnée aux familles de demander à ce qu'aucune viande ne soit servie dans l'assiette de leur enfant en l'indiquant sur la fiche de renseignement de l'année scolaire en cours. Les enfants devront le signaler à l'encadrement lors du service. Les repas sans viande ne feront l'objet d'aucune substitution ni diminution de tarif.

En dehors du repas, chaque enfant dispose d'un temps libre pendant le temps du midi. Il peut l'occuper comme il le souhaite et participer aux jeux et activités proposés par l'équipe d'animation dans chaque école.

c. Accueil après la classe

Un accueil après la classe est organisé dans toutes les écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville de 16 h 30 à 18 h 30. Chaque enfant peut être accueilli dans son école par les équipes d'animation de la Ville.

L'accueil après la classe (16 h 30/18 h 30) s'organise de la façon suivante :

- Goûter fourni par la Ville de 16 h 30 à 17 h ;
- Etude facultative sur inscription en élémentaire de 17 h à 18 h ;
- Accueil du soir de 17 h à 18 h 30

De 17 h à 18 h 30 des activités ludiques adaptées sont proposées par les animateurs.

Les familles ont la possibilité de venir chercher leur enfant à partir de 17 h 00 et ce de manière échelonnée jusqu'à 18 h 30.

Les enfants d'âge élémentaire peuvent quitter l'établissement seuls à partir de 17 h, sous réserve que les responsables légaux aient donné leur autorisation sur la fiche de renseignements.

Les accueils périscolaires ferment à 18 h 30 précises. Il est donc demandé aux familles un respect scrupuleux de cet horaire.

Les familles peuvent effectuer l'annulation ou la modification de leurs inscriptions périscolaires (sauf vacances), au plus tard 5 jours avant la date souhaitée.

En cas de retard prévisible, les représentants légaux doivent avertir le responsable de l'accueil de loisirs. L'ensemble des coordonnées des accueils périscolaires et des centres de loisirs éducatifs sont accessibles sur le site Internet de la Ville, dans les documents remis aux familles en début d'année et dans les centres de loisirs. Sans cet appel préalable, le responsable de l'accueil suivra les consignes suivantes :

- appel des parents ou des personnes autorisées pour obtenir des informations concernant le retard et sa durée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- en dernier recours, remise de l'enfant aux forces de police, conformément à la règlementation de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale

Au-delà du 3ème retard significatif, la Ville se réserve la possibilité de suspendre pour une durée qu'elle fixe l'accueil du soir à date de réception par la famille d'un courrier.

d. Centres de loisirs éducatifs (mercredis et vacances scolaires)

Les centres de loisirs éducatifs fonctionnent le mercredi et toutes les vacances scolaires sur inscription dans les délais impartis. L'inscription des enfants est obligatoire, via le Compte Citoyen Famille ou via le formulaire prévu à cet effet. Les enfants dont les familles n'auraient pas procédé à l'inscription ne seront pas accueillis (se référer à la rubrique : conditions d'accès et inscriptions).

Il est demandé aux familles de respecter scrupuleusement les horaires des accueils. Au-delà des horaires d'ouverture, les enfants ne sont plus acceptés. Les centres de loisirs ferment à 18 h 30 précises. En cas de retard, l'animateur chargé de l'enfant fera signer un justificatif indiquant l'horaire de départ.

Le mercredi

Les familles ont la possibilité d'inscrire leur enfant soit :

- en journée (amplitude de 7 h 30 à 18 h 30)

- en demi-journée : matinée et restauration (amplitude de 7h30 à 13h30) ou restauration et après-midi (amplitude de 11h30 à 18h30)

Le mercredi, les portes pour l'accueil du matin sont ouvertes jusqu'à 9 h et de 11 h 20 à 11 h 30 pour l'accueil en demi-journée (restauration et après-midi). Au-delà de cet horaire, les enfants ne sont plus acceptés.

Les familles peuvent venir chercher leur enfant de 13 h 20 à 13 h 30 pour l'accueil en demi-journée (matinée et restauration) ou de 17 h à 18 h 30.

Il est possible pour les familles d'inscrire leur enfant pour l'année scolaire. Le cas échéant, il est possible de modifier l'inscription, voire de l'annuler, au plus tard 5 jours avant la date concernée sur le Compte Citoyen Famille.

Les vacances scolaires

L'inscription se fait en journée entière uniquement, sauf cas particulier des enfants à besoin éducatifs particuliers relevant de la MDPH pour lesquels l'accueil en demi-journée peut être préconisé.

L'accueil des enfants a lieu de 7 h 30 à 9 h, au-delà de cet horaire les enfants ne sont plus acceptés. Les familles peuvent venir chercher leur enfant de 17 h à 18 h 30.

Les structures peuvent être regroupées ce qui implique que des enfants de plusieurs écoles peuvent être accueillis dans un même lieu. Les familles en sont informées lors de l'inscription ou par voie d'affichage en cas de force majeure.

Les demandes de réservations adressées hors délai (3 semaines avant le début des vacances scolaires - 4 semaines pour les vacances d'été), par courriel (enfedu@ville-kremlin-bicetre.fr), seront prises en compte en fonction des places disponibles dans les centres de loisirs. Aucune inscription ne pourra se faire par téléphone ou directement au centre de loisirs.

e. Les passerelles entre les structures municipales (Petite-Enfance > Enfance > Jeunesse)

La Ville met en place des projets « passerelles » ayant pour objectifs de faciliter la transition, l'adaptation et l'intégration des enfants dans leur nouvelle structure et d'accompagner les familles dans ces différentes étapes.

Des structures petite-enfance vers les accueils périscolaires et extrascolaires maternels

Les enfants faisant leur entrée à l'école maternelle peuvent être accueillis en centre de loisirs éducatif, dès l'été précédent, aux conditions suivantes :

- un formulaire d'inscription doit être adressé à la Ville en respectant les mêmes délais que ceux applicables aux enfants plus âgés. Au-delà de la date fixée, les enfants ne seront pas accueillis

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-134-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- Les enfants non issus des structures collectives de la petite-enfance sont admis en fonction des places disponibles
- Les accueils débutent après le 14 juillet
- Une période d'adaptation est obligatoire :
    - 1er jour, fréquentation le matin
    - 2e jour, fréquentation le matin + repas
    - 3e jour, journée complète
- La tarification de la période d'adaptation se fait en journée

Des accueils maternels vers le service municipal de la Jeunesse

Les enfants de grande section faisant leur entrée en école élémentaire en septembre peuvent, dès l'été précédent, fréquenter les accueils de loisirs élémentaires dans le cadre du projet passerelle.

Des accueils élémentaires vers le service municipal de la Jeunesse

Les enfants faisant leur entrée au collège en septembre peuvent, dès l'été précédent, fréquenter les accueils de loisirs éducatifs Jeunesse à condition de renseigner la fiche d'inscription de l'espace jeunesse et la fiche de renseignements avant la première fréquentation.

Les familles des enfants concernés seront invitées à une réunion d'information avant l'été afin que les modalités de fréquentation et le fonctionnement de l'espace jeunesse leur soient présentés.

f. Les séjours

Dans le cadre des centres de loisirs éducatifs de la ville, des séjours peuvent être organisés pour les enfants âgés de 4,5 à 12 ans pendant l'été (de la moyenne section au CM2).

Ces séjours permettent de développer, par la découverte de nouvelles activités et d'un nouvel environnement, l'autonomie et l'émancipation des enfants. Ces départs sont facilités par la présence d'animateurs référents connus des enfants et des familles.

4. ARRIVÉE ET DÉPART DES ENFANTS

En maternel, les enfants doivent être confiés directement à un encadrant.

A partir du Cours Préparatoire, les enfants sont autorisés à quitter seuls les structures de loisirs élémentaires après autorisation parentale, spécifiée dans la fiche de renseignements.

Seules les personnes figurant sur la fiche de renseignements et les enfants de la famille âgés de plus de 12 ans sont autorisés à venir chercher un enfant.

Les équipes d'animation sont autorisées à vérifier l'identité des personnes venant chercher les enfants. Un justificatif peut leur être demandé afin de justifier de leur identité (document avec la photo et le nom de la personne).

En cas de séparation des parents, la décision judiciaire réglant le mode de garde doit impérativement être transmise à la Ville, et ce afin de remettre l'enfant au représentant légal en ayant la garde effective. Sans information expresse sur la séparation, l'enfant sera confié aux représentants légaux ou aux personnes dont les noms sont mentionnés sur la fiche de renseignements.

La loi du 11 octobre 2010 interdit, dans l'espace public au sens large, le port de toute tenue rendant impossible l'identification de la personne. L'espace public défini par la loi comprend les voies publiques, tout lieu ouvert au public ou affecté à un service public (circulaires d'application des 2 et 31 mars 2011).

Aucun enfant ne sera remis à la personne venant le chercher si un état de dangerosité pour l'enfant est constaté par l'équipe d'animation de l'accueil de loisirs. Dans ce cas de figure, les équipes d'animation avertiront les forces de police.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

5. DISCIPLINE

Diverses mesures peuvent être prises en cas de manquement au présent règlement.

Si l'enfant ne respecte pas les règles de l'accueil de loisirs et notamment si son comportement perturbe le bon fonctionnement de la structure, les responsables légaux sont reçus dans un premier temps par les responsables de la structure. En l'absence d'évolution de la situation, celle-ci est exposée à l'élu chargé de l'éducation qui prend les décisions qui s'imposent, le cas échéant après avoir reçu la famille. La persistance d'une telle situation peut entraîner l'exclusion partielle ou totale, temporaire ou permanente des accueils péri et extra scolaires municipaux.

Si les responsables légaux ne payent pas les prestations dues ou ne respectent pas le présent règlement, la Ville peut refuser l'accueil de l'enfant.

6. SANTÉ

Toutes les équipes des accueils périscolaires et des centres de loisirs éducatifs comprennent des animateurs titulaires d'une formation de secourisme, telle que le Brevet National de Secourisme (B.N.S), l'Attestation de Formation aux Premiers Secours (A.F.P.S) ou le stage Prévention et Secours Civique de niveau 1 (P.S.C.1).

Les accueils périscolaires et les centres de loisirs éducatifs ne peuvent pas accueillir des enfants présentant une affection contagieuse en cours d'évolution (ex : rougeole, rubéole, oreillons, etc.).

Tout Protocole d'Accueil Individualisé (PAI) mis en place sur le temps scolaire, pour un enfant souffrant d'une affection chronique ou d'une allergie alimentaire, est reconduit de manière identique au sein des accueils de loisirs. Les représentants légaux doivent fournir à la structure fréquentée par l'enfant, les médicaments prescrits dans le cadre du traitement et les renouveler au tant que nécessaire (date de péremption).

En dehors des PAI, aucun apport alimentaire autre que celui prévu au sein des structures municipales n'est accepté.

Aucun médicament ne sera administré à un enfant sans que le responsable de la structure d'accueil ne soit en possession d'une ordonnance médicale en cours de validité. Les traitements et les ordonnances sont à remettre en mains propres à un membre de l'équipe d'animation.

Le responsable des accueils périscolaires et des centres de loisirs éducatifs est habilité à prendre toute mesure nécessitant l'intervention des services d'urgence, y compris en cas d'hospitalisation. Les familles sont informées, sans délai, de toute disposition de ce type concernant leur enfant.

7. ACCUEIL PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES MATERNELS

Nom du centre	Adresse	Téléphone
Jean-Zay	27, rue de la Convention	06 16 92 90 36
Suzanne-Buisson	31/35, rue Anatole- France	01 46 70 02 80
Robert-Desnos	3/7, rue Paul- Lafargue	01 45 15 52 24
Mohamed-Megrez	49, rue Benoît -Malon	01 46 58 89 22
Pauline-Kergomard	10, rue Benoît- Malon	01 46 58 53 55

Des regroupements peuvent être effectués durant certaines périodes de vacances scolaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

8. ACCUEIL PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES ÉLÉMENTAIRES

Nom du centre	Adresse	Téléphone
Aimé-Césaire	3/5, bd Chastenet de Géry	01 43 90 17 49
Charles-Péguy	3 bis rue de Verdun -Lazare Ponticelli	01 46 72 45 55
Benoît-Malon	2, rue Jean-Mermoz	01 49 60 17 36
Pierre-Brossolette Espace André-Maigné	18 bis rue du 14 juillet	01 53 14 59 74

Le centre de loisirs éducatifs Aimé-Césaire accueille les enfants scolarisés à l'école élémentaire Charles-Péguy ainsi que les enfants scolarisés à l'école élémentaire Pierre-Brossolette pendant les vacances scolaires.

9. DIRECTION DE L'ACTION EDUCATIVE

Au sein de la Direction de l'Action Educative, les services Scolaire, Périscolaire, Petite-Enfance, Restauration et Entretien-Offices mettent en œuvre la politique éducative de la Ville liée à l'enfance. Ils assurent la gestion administrative des affaires scolaires, la gestion administrative et pédagogique des accueils collectifs de mineurs, la préparation et le service des repas, l'entretien et la surveillance des locaux.

10. TARIFS & FACTURATION

La facturation des prestations est établie en fonction du quotient familial, dont les modalités de calcul sont fixées par délibération du Conseil municipal.

A défaut de calcul du quotient familial, le tarif le plus élevé est pris en compte pour la facturation.

Les quotients familiaux sont réactualisés chaque année par les familles aux mois d'août et septembre. Les usagers pourront demander le nouveau calcul de leur quotient familial en cours d'année pour prendre en compte une baisse des ressources du foyer dans les deux cas suivants : lorsque le foyer a subi un décès ou lorsqu'un membre du foyer connaît une maladie de longue durée. Pour toutes les autres situations spécifiques (surendettement par exemple), les foyers concernés seront orientés vers le Centre Communal d'Actions Sociale (CCAS).

Les tarifs sont applicables selon les modalités définies par le Conseil municipal.

Dans les écoles élémentaires et maternelles publiques, le tarif de l'accueil avant la classe et après la classe comprend l'encadrement et les activités ainsi que le goûter.

Le tarif d'une journée en centre de loisirs éducatifs comprend l'encadrement, les activités pédagogiques mises en place par les équipes d'animation, le repas et le goûter.

Pour les enfants à besoins spécifiques ou reconnus par la MDPH, une fréquentation adaptée et définie conjointement avec la famille pourra être mise en place lorsqu'ils fréquentent les centres de loisirs éducatifs maternels et élémentaires (ex : en ½ journée). La grille tarifaire des prestations péri- et extrascolaire en tient compte.

Les activités périscolaires (accueils, restauration et centre de loisirs) sont facturées à terme échu et selon les réservations faites par les familles et des présences non réservées.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis se voient appliquer un tarif journalier majoré de 30 % par rapport à la tranche de quotient familial applicable pour les activités périscolaires et de 50 % pour la journée en centre de loisirs (vacances scolaires).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Les familles reçoivent une facture mensuelle qui regroupe les activités périscolaires et la période de vacances concernées.

Les règlements sont à effectuer auprès de la régie unique de la Ville :

- Par carte bancaire directement en ligne via le Compte Citoyen Famille ;
- Par prélèvement automatique ;
- Par chèque bancaire libellé à l'ordre : R.R. Relation Citoyen ;
- En espèces au guichet unique de la mairie (en prévoyant l'appoint) ;
- Avec des CESU (pour toutes les activités péri et extrascolaires, à l'exception du temps du midi)

Les absences justifiées par une attestation médicale, par la copie du mot écrit dans le cahier de correspondance informant l'enseignant de l'absence de l'enfant et visé par ce dernier, ou par un cas de force majeure, seront déductibles, même si l'annulation n'a pas été effectuée ou l'a été tardivement. Le justificatif doit être adressé à l'Hôtel-de-Ville dans un délai de 7 jours suivant sa rédaction.

De plus, toute réclamation concernant une facture doit être transmise à la régie unique par courriel (regie-facturation@ville-kremlin-bicetre.fr) au plus tard à la date d'échéance de paiement de la facture.

Au-delà de la date limite de paiement indiquée sur les factures, les règlements non effectués sont transmis aux Finances Publiques, sous forme de titres d'impayés. Les Finances Publiques sont, dès lors, chargées de procéder au recouvrement des sommes dues.

Les familles qui ne résident pas au Kremlin-Bicêtre se voient appliquer la tarification hors commune. Elles peuvent, après acceptation de la prise en charge par leur commune de résidence, bénéficier de tarifs correspondant au quotient familial de leur ville. Les familles doivent faire remplir l'imprimé correspondant et faire calculer le quotient familial par la commune de leur domicile. La prise en charge doit être adressée à la Ville avant la rentrée scolaire, et au plus tard avant la première facture. À défaut, la tarification hors commune est appliquée.

L'inscription de l'enfant à une ou plusieurs activités de la ville se fait dans la mesure des places disponibles, correspondant aux taux d'encadrement légaux, et dans le cadre du présent règlement.

II. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

La Ville du Kremlin-Bicêtre ne peut être tenue pour responsable des accidents survenus, avant l'arrivée des enfants dans l'établissement d'accueil.

La Ville du Kremlin-Bicêtre ne peut être tenue pour responsable de la perte ou de la détérioration des objets amenés par les enfants.

Les enfants scolarisés en maternel ne quittent la structure qu'en présence de leurs parents ou de toute personne autorisée par écrit âgée d'au moins 12 ans (mentionnée sur la fiche de renseignements).

Les enfants d'âge élémentaire peuvent quitter la structure seuls, sous réserve que cela soit indiqué sur la fiche de renseignements.

La Ville du Kremlin-Bicêtre souscrit une assurance pour toutes les activités périscolaires (accueils, restauration, études surveillées) et extrascolaires (centres de loisirs éducatifs maternels et élémentaires mercredis, vacances scolaires et séjours). Cette assurance s'applique à tous les enfants qui sont accueillis, ainsi qu'au personnel d'animation.

Elle couvre les risques suivants : responsabilité civile, défense et recours, garantie individuelle. Les frais d'intervention des services d'urgence, des services médicaux, les dépenses pharmaceutiques ou d'hospitalisation sont à la charge des familles (cf. CPAM, mutuelles, autres organismes).

Dans certains cas, l'assureur de la Ville peut prendre en charge les frais résiduels restant à la charge des familles, sur présentation des justificatifs de remboursement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

I2. ATTESTATIONS

Les familles peuvent, si elles le souhaitent, éditer les factures acquittées via leur Compte Citoyen Famille. De plus, des attestations de présence peuvent être établies par la Ville au vu de ces mêmes factures sur demande. La demande doit être remise au guichet unique de la mairie, adressée par courrier ou par courriel (comptecitoyen@ville-kremlin-bicetre.fr). L'attestation est délivrée dans un délai de 15 jours.

I3. PROTECTION DES DONNÉES

Conformément à la loi informatique et les obligations légales prévues par le RGPD (Règlement Général de la Protection des données), les données personnelles communiquées dans le cadre de l'inscription d'un enfant sur le Compte Citoyen Famille ne seront utilisées qu'à ces fins uniques.

Par ailleurs, les familles disposent d'un droit d'accès, de rectification, il est donc possible de rectifier, consulter ou effacer les données personnelles concernant votre enfant. Ces droits s'exercent auprès du service concerné.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Le Kremlin Bicêtre

Règlement des accueils périscolaires & extrascolaires maternels et élémentaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-124

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

EDUCATION - REGLEMENT DES ACCUEILS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES MATERNELS ET ELEMENTAIRES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jean-Philippe Edet, adjoint au Maire, expose au Conseil :

Les accueils de loisirs mis en place par la Ville, avec un encadrement par des équipes d'animateurs professionnels, permettent d'assurer une continuité éducative avec le temps scolaire. Que ce soit pendant la restauration, les accueils, le mercredi et les vacances scolaires, les équipes d'animateurs proposent des activités, des sorties et des projets adaptés à l'âge et à l'intérêt des enfants. Les animateurs tiennent compte des besoins et des attentes des enfants ainsi que des spécificités de chaque groupe d'âge.

Le règlement des accueils périscolaires (accueil avant la classe, restauration, accueil après la classe) et extrascolaires (centre de loisirs mercredis et vacances scolaires) a pour objectif de fixer les références communes à tous les équipements municipaux, telles que définies par le Projet Educatif Territorial (PEDT) adopté par le Conseil municipal le 13 avril 2023. Ce règlement doit être mis à jour afin d'apporter des précisions sur les modalités d'inscription et d'annulation aux temps périscolaires et extrascolaires.
Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le règlement des accueils périscolaires et extrascolaires tel qu'annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe Edet, adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le règlement des accueils périscolaire et extrascolaires maternels et élémentaires ci annexé,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
D'adopter le règlement des accueils périscolaire et extrascolaires maternels et élémentaires.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-124-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-125

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Solidarités – Attribution d'une subvention à l'association Rédige Assistance pour l'année 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-125-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Ibrahima TRAORE, adjoint au Maire, expose au Conseil :

« Rédige Assistance » est une association qui met à disposition des écrivains publics bénévoles pour accompagner les usagers kremlinois qui rencontrent des difficultés de lecture, de compréhension et d'écriture dans l'exécution de leurs démarches administratives à travers un accompagnement adapté (conseil, rédaction de courriers, de formulaires administratifs, curriculum vitae et lettres de motivation).
Intégrée dans la vie du centre social Germaine-Tillion, l'association intervient tous les mardis de 13 h 30 à 16 h 30 hors période de vacances scolaires. Ce créneau d'intervention est animé par trois bénévoles de manière individuelle qui assure un cadre confidentiel avec l'usager qui bénéficie ainsi d'un environnement de confiance avec une dynamique d'écoute et de conseil.

Au Kremlin Bicêtre, au 1er semestre 2024, Redige Assistance a établi 235 prestations dans les domaines suivants :

- Logement soit 19.6%
- Santé soit 12.3%
- Droit des étrangers soit 19.6%
- Autres (retraite, affaire juridique/litige, famille, endettement, emploi) soit 51.5%

La présence et l'utilité de l'association sont reconnues par les habitants car 61 % des bénéficiaires sont déjà venus au moins une fois. L'association travaille également en étroite collaboration avec la Maison de justice et du droit de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre à Villejuif ou elle tient également une permanence. Elle peut ainsi répondre à l'ensemble des demandes d'aide à la rédaction. La présence de l'association au sein du centre social participe à la mise en œuvre du projet social 2024-2027 et au développement de son axe relatif à l'accompagnement des publics vers l'accès aux droits. L'organisation de cette permanence permet de s'adresser en priorité aux personnes les plus en difficulté et de compléter les services proposés en matière d'accompagnement des publics sur les volets accès aux droits, lutte contre la fracture numérique et la précarité par des partenaires tels que : « les restos du cœur », le secours catholique, l'association pour le couple et l'enfant, les services municipaux.
Au regard de l'ensemble du travail fourni par l'association « Rédige Assistance » et compte tenu de l'augmentation des demandes, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir approuver cette délibération permettant l'octroi d'une subvention à hauteur de 1 300 € afin de soutenir cette association dont l'activité repose sur le bénévolat.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Ibrahima TRAORE, adjoint au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le budget communal 2024,
Vu le bilan et le compte de résultat 2023 de l'association,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article 1
D'attribuer à l'association Rédige Assistance une subvention d'un montant de 1 300 euros pour l'année 2024.

Article 2
De prélever le montant de cette subvention sur le budget de l'exercice 2024 au 6574, fonction 33, service CSOL.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE ★ 94276 ★

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-125-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-126

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

MOBILITES - AVIS DE LA VILLE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZONE A FAIBLES EMISSIONS MOBILITE METROPOLITAINE – ETAPE CRIT'AIR 3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-126-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Frédéric Raymond, premier adjoint au Maire, expose au Conseil :

Après la mise en place des deux premières étapes de la Zone à Faibles Emissions mobilités « ZFE-m » métropolitaine en 2019 (interdiction de la circulation des véhicules « Crit'Air 5 » et non classés) et 2021 (extension de l'interdiction aux « Crit'Air 4 »), la Métropole du Grand Paris (MGP) souhaite étendre la restriction de circulation aux véhicules « Crit'Air 3 » au 1er janvier 2025 à l'intérieur du périmètre défini par l'autoroute A86 (A 86 exclue). Cette extension est de plus rendue obligatoire par la Loi Climat et Résilience (LCR). Pour rappel, une zone à faibles émissions-mobilité est un territoire dans lequel est instaurée une interdiction d'accès, sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules polluants qui ne répondent pas aux normes d'émissions les plus récentes et qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire.

Décidée en 2018 dans le cadre du Plan Climat Air Energie Métropolitain, la Zone de Faible Emission métropolitaine (ZFE-m) peine à respecter ses échéances depuis 2019. Son calendrier se retrouve, ainsi, progressivement repoussé avec une mise en place des restrictions des véhicules classés "critère 3" prévue désormais au 1er janvier 2025. Comme dans de nombreuses régions, le calendrier repoussé s'inscrit dans un constat d'insuffisances d'alternatives à la voiture à proposer aux populations captives de la voiture et aux plus modestes, ainsi qu'à une partie de la classe moyenne, qui n'ont pas toujours les moyens de s'acheter une voiture électrique.

Cette mise en œuvre progressive s'inscrit plus largement dans un dispositif visant à favoriser un changement de comportement des Franciliens quant à leurs modes de déplacements (mobilités douces, mobilités propres et transports en commun). L'objectif est de contribuer à la diminution de l'exposition de la population à une qualité de l'air dégradée qui a des impacts avérés sur la santé dans le périmètre de la ZFE et de ramener les concentrations de polluants de l'air sous les seuils recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Soixante-dix-sept (77) communes, incluses dans le périmètre à intérieur de l'A86, sont concernées par la mise en place au 1er janvier 2025 de la ZFE-m Métropolitaine « CRIT'AIR 3 ». L'interdiction de circuler dans cette ZFE-m Métropolitaine porte sur tous les types de véhicules (véhicules particuliers ; véhicules utilitaires légers ; deux-roues, tricycles et quadricycles motorisés ; poids lourds, autobus et autocars) lorsqu'ils sont concernés (en fonction de leur classification Crit'Air et hors dérogation).

Les horaires d'interdiction sont les suivants :
- ✓ Poids lourds, autobus, autocar : 7/7j, de 8h à 20h ;
- ✓ Les autres motorisations précitées : du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, de 8h à 20h.

Afin de permettre, dans certaines situations, un accès à la ZFE-m pour des particuliers ou des professionnels ne pouvant se conformer pour des raisons techniques, économiques ou sociales, à court ou moyen termes, aux restrictions de circulation, des dérogations aux règles de la ZFE métropolitaine sont mises en œuvre depuis sa création en 2019.

Pour la mise en place de la ZFE-m, vingt-deux dérogations sont envisagées, organisées par motifs (économiques, sociaux et techniques) et dissociées selon qu'elles s'appliquent aux professionnels ou aux particuliers :
- ✓ 10 dérogations reprennent les cas dérogatoires existants, reformulés et/ou complétés, concernant les véhicules dont la carrosserie est spécifique, coûteuse avec une offre très réduite, ceux utilisés dans le cadre d'évènements festifs, économiques, sportifs, culturels, des véhicules liés à certaines activités économiques ou d'intérêt général ;
- ✓ 12 nouvelles dérogations sont envisagées et concernent des véhicules aux caractéristiques spécifiques (isothermes, de transports en commun spécifiques), liés à des activités économiques particulières (transport de marchandises dangereuses, services d'aide à domicile, autoentrepreneurs et TPE, apprentissage, formation ou activités obligatoires, horaires décalés) et concernent également les entreprises en difficulté, l'accès aux services médicaux, le remplacement de véhicule en cas de délais importants de livraison ;
- ✓ Auxquelles s'ajoute un « pass ZFE » crédité de 12 jours permettant une libre circulation, quelle que soit la vignette du véhicule.

Le parc des véhicules concernés par la nouvelle étape de la ZFE-m (restriction de circulation des Crit'Air 3 en plus des Crit'Air 4, des Crit'Air 5 et non classés) est évalué par la MGP (source SDES au 1er janvier 2023) à :
- ✓ Pour les véhicules particuliers : 1 877, soit 28,8 % du parc sur la commune.
- ✓ Pour les véhicules utilitaires légers : 174, soit 29,9 % du parc sur la commune.
- ✓ Pour les poids-lourds : 8, soit 61,5 % du parc sur la commune
- ✓ Pour les bus et autocars : 1, soit 100 % du parc sur la commune
- ✓ Pour les 2 roues motorisées : 27,2 % du parc sur la commune

L'impact de la mise en place de la ZFE-m « CRIT'AIR 3 » n'est pas neutre pour nos concitoyens et, bien que la Ville ne peut que s'associer à une mesure qui permet d'améliorer la santé des habitants et leur cadre de vie, il semble nécessaire, en lien avec l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, d'essayer de faire compléter la ZFE-m, au-delà de l'interdiction de circulation des véhicules les plus anciens, tant pour réduire les inégalités, que pour en améliorer son impact par des propositions qui seront travaillées permettant d'agir sur :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-126-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

- ✓ La technologie améliorant l'efficacité énergétique des véhicules et l'intensité carbone de l'énergie (accentuer les aides, déployer les bornes de recharges et travailler sur l'activité de logistique) ;
- ✓ La sobriété et les comportements (améliorer les dessertes de transports en commun, créer des parkings relais aux abords de la ZFE-m, développer et soutenir le développement de la pratique du vélo et le covoiturage, etc.) ;
- ✓ La communication et l'accompagnement ;
- ✓ La verbalisation. Il est nécessaire que la verbalisation soit suspendue dans l'attente de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement pour la ZFE-m.

Ce dernier point doit permettre un temps de répit à utiliser pour réfléchir, dialoguer, et construire les solutions, qui permettront à chacun de s'inscrire dans ce grand projet écologique, avec les différents partenaires institutionnels.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, premier adjoint au Maire
Vu la directive n°2008/50/CE du Parlement européen et du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe,
Vu la directive n°2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphérique,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5219-1, L.2213-2, L.2213-4-1, L.2213-4-2, R.2213-1-0-1, D.2213-1-0-2, D.2213-1-0-3, L.5211-9-2 et L.2512-13 ;
Vu le code de la route et notamment les articles L.318-1, R.311-1, R.318-2, R.411-8, R.411-19, R.411-25, R433-1,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code des transports,
Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.241-3,
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.123-19-1, L.221-1,
Vu la loi n°2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement transposant la directive 2004/107/CE, Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,
Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités qui rend obligatoire les zones à faibles émissions mobilité pour les territoires en dépassements réguliers des normes de la qualité de l'air,
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, introduisant notamment le transfert de pouvoir de création d'une ZFE-m aux Présidents des EPCI,
Vu le décret n°2008-1152 du 7 novembre 2008 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2004/107/CE,
Vu le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2008/50/CE,
Vu les décisions du Conseil d'Etat respectivement des 10 juillet 2020, 4 août 2021 et 17 octobre 2022 qui pour la première enjoint l'Etat français à prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air dans huit zones en France, dont la Métropole du Grand Paris, sous astreinte,
Vu le vœu CM2021/07/09/48 de la Métropole du Grand Paris du 9 juillet 2021 relatif à la ZFE-m : création d'un prêt à taux zéro à destination des ménages modestes,
Vu le vœu CM2022/04/04/43 de la Métropole du Grand Paris du 4 avril 2022 relatif à l'organisation d'une Conférence des Parties de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) métropolitaine,
Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2016-01383 du 19 décembre 2016 relatif aux procédures d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution en région Ile-de-France,
Vu les bilans de la qualité de l'air dans la Métropole du Grand Paris établis par Airparif annuellement depuis 2019,
Vu l'étude d'Airparif remise en mai 2024 justifiant la création d'une zone à faibles émissions mobilités établie conformément aux dispositions de l'article L.2213-4-1 et R.2213-1-0-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'étude sur l'analyse des véhicules et des publics impactés par l'étape Crit'Air 3 de la ZFE-m réalisée par l'Atelier Parisien d'Urbanisme remis en juin 2024 établie conformément aux dispositions de l'article L.2213-4-1 et R. 2213-1-0-1 du Code général des collectivités territoriales,
Considérant le caractère cancérogène de la pollution atmosphérique établi par le centre international de recherche sur le cancer de l'organisation mondiale de la santé dans son rapport du 17 octobre 2013 ;
Considérant les conclusions du rapport « Données relatives aux aspects sanitaires de la pollution atmosphérique » remis par l'organisation mondiale de la santé à la Commission européenne en juillet 2013 dans le cadre de la révision de la Directive 2008/50/CE sur le lien entre l'exposition au dioxyde d'azote et les effets néfastes sur la santé à court terme ;
Considérant les nouvelles lignes directrices mondiales sur la qualité de l'air, publiées le 22 septembre 2021 par l'Organisation Mondiale de la Santé concernant le dioxyde d'azote, les particules fines de type PM 2,5 et les particules fines de type PM10 ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-126-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Considérant la part significative du trafic routier régulièrement constatée par Airparif au niveau de la Métropole du Grand Paris, dans les émissions de polluants, notamment dioxyde d'azote et particules fines ;
Considérant les études relatives à la qualité de l'air sur la Métropole du Grand Paris réalisées par AIRPARIF,
Considérant que, selon le bilan 2022 de la qualité de l'air sur le territoire métropolitain, établi par Airparif, les concentrations de dioxydes d'azote (NO2) restent problématiques sur ce territoire, avec des dépassements récurrents des valeurs limites,
Considérant que l'étude d'impact sur la qualité de l'air d'Airparif établie pour l'étape Crit'Air 3 et plus de la ZFE métropolitaine montre que ce niveau de restriction permettrait de réduire de 14 % les concentrations en dioxyde d'azote (NO2), de 9 % les concentrations en particules PM10 et de 13 % les concentrations en particules PM2,5,
Considérant que la directive 2008/50/CE susvisée indique que des mesures destinées à limiter les émissions dues aux transports grâce à la planification et à la gestion du trafic peuvent être mises en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés ;
Considérant que le plan de protection de l'atmosphère pour l'Île-de-France cite la création de zones à faibles émissions pour la mobilité comme l'action ayant l'impact le plus important avec des effets rapides sur l'amélioration de la qualité de l'air ;
Considérant que l'article L.2213-4-1 VI du Code Général des collectivités Territoriales prévoit l'obligation pour la Métropole du Grand Paris, d'adopter des mesures de restriction de la circulation des véhicules interdisant la circulation des véhicules suivantes : « 3° Au plus tard le 1er janvier 2025, les véhicules diesel et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2010 ainsi que les véhicules essence et assimilés dont la date de première immatriculation est antérieure au 31 décembre 2005 », c'est-à-dire les véhicules classés Crit'Air 3 et plus ;
Considérant que la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, transfère le pouvoir en matière de ZFE-m aux Présidents des établissements publics de coopération intercommunale, et donc au président de la Métropole du Grand Paris,
Considérant que le Président de la Métropole du Grand Paris est en conséquence compétent pour adopter l'arrêté fixant le périmètre de la zone à faibles émissions pour la mobilité, et fixant les restrictions de circulation ; qu'un seul arrêté a ainsi vocation à être adopté prévoyant les mêmes restrictions sur l'ensemble du périmètre de la ZFE métropolitaine, soit à l'intérieur de celui formé par l'autoroute A86 (A86 exclue) ;
Considérant la nécessité d'accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m par des mesures de justice sociale, en faveur d'une écologie populaire, afin que les ménages modestes ne soient pas victimes de mesures restrictives sans contrepartie financière et sans accompagnement dans cette nécessaire transition vers des mobilités moins polluantes,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÏNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article unique

D'émettre un avis favorable pour la mise en place de la ZFE-m « CRIT'AIR 3 », assorti des réserves suivantes :

- Que la nécessité de massification du réseau et de l'offre de transports en commun et de son accessibilité aux personnes à mobilité réduite soit mieux prise en compte.
- Que soit mesuré et pris en compte l'impact social de cette mesure. Afin de ne pas pénaliser les ménages aux revenus modestes, ainsi que les TPME (très petites et moyennes entreprises), il est indispensable de renforcer le système d'aides (bonus écologique, prime à la conversion, etc.) et d'instaurer un « prêt à taux zéro » garanti à 100 % par l'État pour faciliter l'acquisition de véhicules moins polluants,
- Que le contrôle des infractions d'une part, soit suspendu dans l'attente des nécessaires mesures d'accompagnement social et d'autre part, soit entièrement financé par l'État, que ce soit directement ou via un abondement du « Fonds vert », à due proportion de la dépense CSA (contrôle sanction automatisé).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94270 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-126-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-127

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

MOBILITES - AVIS DE LA VILLE SUR LE PROJET DE PLAN DES MOBILITES EN ÎLE-DE-FRANCE (PDMIF, ex PDUIF)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-127-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Geneviève Etienne, adjointe au Maire, expose au Conseil :

L'avis de la Ville est sollicité sur la révision, par Île-de-France Mobilités (IDFM), de son Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) dont la dernière révision datait de 2014 et qui est désormais intitulé Plan des Mobilités en Île-de-France (PDMIF). Dans le cadre de cette révision, des ateliers thématiques ont été organisés en 2022 et 2023, par IDFM, auxquels les communes n'ont pas été associées. Seuls les EPCI et EPT ont été sollicités pour participer à ces groupes de travail. Pour autant, l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) a sollicité la Ville pour ajouter des remarques et/ou interrogations aux comptes rendus de ces différents ateliers. Par ailleurs, IDFM a transmis un questionnaire aux Villes concernées en 2023. Ce questionnaire a fait l'objet d'un recensement complet des mobilités existantes et à venir et a été retourné à IDFM. A l'issue de ces ateliers thématiques, des projets de fiches actions et futures actions du Plan des Mobilités d'Île-de-France ont été rédigés par Île-de-France Mobilités. Le conseil d'administration d'IDFM a délibéré, le 6 février 2024, sur un projet de PDMIF, puis l'a transmis au Conseil régional d'Île-de-France. Le Conseil régional a arrêté le projet de PDMIF, proposé par IDFM, le 27 mars 2024. La poursuite de la procédure de révision de ce document appartient désormais à la Région. Aussi, la Région sollicite la commune du Kremlin-Bicêtre, ainsi que l'EPT GOSB pour transmettre un avis sur le projet de PDMIF, dans un délai de 6 mois, à compter de la réception du courrier de sollicitation, soit avant le 10 décembre 2024. Enfin, une enquête publique est prévue, du 28 février au 31 mars 2025, pour viser une approbation du PDMIF au début de l'été 2025.

Le Plan de Déplacement des Mobilités en Île-de-France repose sur une stratégie d'actions fondées sur l'activation de plusieurs leviers. Ce plan d'action s'articule ainsi autour de quatorze axes, chaque axe se déclinant en actions, au nombre de 46 en tout, faisant l'objet de fiches-actions portant diverses mesures, définis ainsi ;

- Les 5 premiers axes concernent le développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture utilisée individuellement :

1. Poursuivre le développement de transports collectifs attractifs
2. Placer le piéton au cœur des politiques de mobilité
3. Établir une nouvelle feuille de route pour l'accessibilité de la chaîne de déplacements
4. Conforter la dynamique en faveur de l'usage du vélo
5. Développer les usages partagés de la voiture

- Les 4 axes suivants visent les infrastructures au travers du partage de la voirie et de l'espace public entre les différents modes :

6. Renforcer l'intermodalité et la multimodalité
7. Rendre la route plus multimodale, sûre et durable
8. Mieux partager la voirie urbaine
9. Adapter les politiques de stationnement aux contextes territoriaux

- Le 10ème axe décline l'ensemble de la stratégie d'action sur le transport de marchandises :

10. Soutenir une activité logistique performante et durable

- Le 11ème axe s'intéresse aux véhicules et à leur évolution vers leurs décarbonations :

11. Accélérer la transition énergétique des parcs de véhicules

- Enfin, les 3 derniers axes visent à soutenir et promouvoir des changements de comportements, individuels ou collectifs, au travers d'actions ciblées à destination de publics spécifiques :

12. Coordonner une politique publique partagée en matière de mobilité solidaire
13. Agir en faveur d'une mobilité touristique plus durable
14. Renforcer le management de la mobilité pour faire évoluer les comportements

Le PDMIF comme un document plutôt volontariste, qui intègre également un volet logistique en plus des enjeux de mobilités des personnes, ce qui est une nouveauté par rapport à l'ancien PDUIF. Par ailleurs, il reprend l'ensemble des échanges techniques formulés pendant les ateliers de travail de 2022 et 2023.

Enfin, le plan vélo territorial adopté à l'unanimité en juin 2023, et les autres projets en cours d'élaboration par l'EPT GOSB tels que :

- ✓ du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET),
- ✓ du schéma territorial des énergies
- ✓ du schéma logistique en cours de finalisation.

Ces projets vont dans le même sens que le PDMIF et constituent d'ores et déjà des outils sur lesquels l'EPT et les Villes peuvent s'appuyer pour la mise en œuvre de certaines actions, notamment pour Le Kremlin-Bicêtre la mise en place du plan de mobilités de la Ville et plus particulièrement le plan triennal vélo, dont la première phase doit commencer au cours du dernier trimestre 2024.

Pour autant, la Ville tient à s'associer à l'EPT GOSB concernant les trois points d'attention majeurs suivants :

- ✓ Obtenir des garanties nécessaires sur les subventions d'IDFM et de la Région relatives à l'élaboration d'un Plan Local de Mobilités territorial
- ✓ Obtenir des subventions spécifiques, non définies à ce jour, pour le financement des actions relatives aux réaménagements des espaces publics (partage de la voirie, etc.)
- ✓ Intégrer les acteurs économiques comme partenaires dans le cadre des travaux de l'axe Logistique (axe N° 10 du PDMIF)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-127-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Geneviève Etienne, adjointe au maire
Vu la directive n°2008/50/CE du Parlement européen et du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe,
Vu la directive n°2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphérique,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5219-1, L.2213-2, L.2213-4-1, L.2213-4-2, R.2213-1-0-1, D.2213-1-0-2, D.2213-1-0-3, L.5211-9-2 et L.2512-13 ;
Vu le code de la route et notamment les articles L.318-1, R.311-1, R.318-2, R.411-8, R.411-19, R.411-25, R433-1,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code des transports,
Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.241-3,
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.123-19-1, L.221-1,
Vu la loi n°2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement transposant la directive 2004/107/CE, Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,
Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
Vu le décret n°2008-1152 du 7 novembre 2008 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2004/107/CE,
Vu le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air transposant la directive 2008/50/CE,
Vu les décisions du Conseil d'Etat respectivement des 10 juillet 2020, 4 août 2021 et 17 octobre 2022 qui pour la première enjoint l'Etat français à prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air dans huit zones en France, dont la Métropole du Grand Paris, sous astreinte,
Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2016-01383 du 19 décembre 2016 relatif aux procédures d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution en région Île-de-France,
Considérant la nécessité pour IDFM de réviser son Plan des Mobilités en Île-de-France (PDMIF – Ex PDUIF),
Considérant que les projets de mobilités programmés ou non, sur le territoire communal, s'inscrivent pleinement dans ce PDMIF,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article Unique :

De donner un avis favorable pour la mise en place du projet de Plan des Mobilités en Île-de-France, assorti des réserves suivantes :

- ✓ Obtenir des garanties nécessaires sur les subventions d'IDFM et de la Région relatives à l'élaboration d'un Plan Local de Mobilités territorial,
- ✓ Obtenir des subventions spécifiques, non définies à ce jour, pour le financement des actions relatives aux réaménagements des espaces publics (partage de la voirie, etc.),
- ✓ Intégrer les acteurs économiques comme partenaires dans le cadre des travaux de l'axe Logistique (axe N° 10 du PDMIF).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94270 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-127-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-127-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-128

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

RELATION CITOYEN - RECENSEMENT DE LA POPULATION 2025 : REMUNERATION DU COORDONNATEUR, DE SON ADJOINT ET DES AGENTS RECENSEURS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-128-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jean-François DELAGE, Maire, expose au Conseil :

Comme chaque année la Ville réalisera en 2025, et en collaboration avec l'INSEE, le recensement d'une partie des habitants du Kremlin-Bicêtre avec cependant une évolution, la possibilité désormais offerte aux habitants de répondre par Internet.
Depuis janvier 2004, pour les communes de 10 000 habitants et plus, la méthodologie de comptage consiste à prendre tous les ans un échantillon de 8 % de la population, soit 40 % de la population au bout de 5 ans. Les villes disposent, ainsi de données actualisées annuellement, sur les habitants et les logements de leur commune.
Les populations légales 2021 entrent en vigueur le 1er janvier 2024, pour notre commune :

- Population municipale : 24 380
- Population comptée à part : 112
- Population totale : 24 492

L'ensemble des informations concernant le recensement de la population et les explications de comptage sont accessibles sur le site INSEE : https://www.insee.fr/

Le prochain recensement de la population se déroulera du 16 janvier au 22 février 2025.
Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les montants de rémunération et d'indemnisation proposés pour le coordonnateur, l'adjoint et les agents recenseurs, tels que décrits dans les tableaux ci-après. A noter que pour les agents recenseurs il est proposé d'augmenter la tournée de reconnaissance de 20 euros qui passerait à 100 euros au lieu de 80 euros.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE, Maire,
Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi relative à la démocratie de proximité n°2002-276 du 27 février 2002 et notamment le titre V relatif aux opérations de recensement, article 156,
Vu le décret 2003-485 publié au Journal Officiel du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

DÉCIDE

Article unique

De reconduire les montants de rémunération et d'indemnisation proposés pour le coordonnateur, l'adjoint et d'augmenter pour les agents recenseurs le montant dédié à la tournée de reconnaissance pour le recensement de la population 2025, conformément au tableau ci-après :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-128-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Personnel concerné	*Rémunération*	*Indemnisation de formation*	*Indemnisation frais de déplacement*
	collecte et forfait		
Coordonnateur	Forfait de 31,46 €/semaine	20,96 € par session de formation	Selon les textes législatifs et règlementaires applicables en la matière
Adjoint	Forfait de 20,96 €/semaine	20,96 € par session de formation	Selon les textes législatifs et règlementaires applicables en la matière
Agents recenseurs	Feuille de logement enquêté : 1,89 €	20,96 € par session de formation	Selon les textes législatifs et règlementaires applicables en la matière
	Feuille de logement non enquêté : 1,05 €		
	Bulletin individuel : 1,89 €		
	Tournée de reconnaissance 100 €		

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE * 94270 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, ~~dans un délai de deux mois à compter de~~ sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-128-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-128-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Délibération publiée le 15/11/24

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 7 novembre 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2024-129

Le 7 novembre 2024 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 25 octobre 2024.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Véronique, GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Jean-François BANBUCK, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Lionel ZINCIROGLU, Oidi BELAINOUSSI, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY.

Membres représentés :
Sidi CHIAKH par Corinne BOCABEILLE
Ghislaine BASSEZ par Ibrahima TRAORE
Kamel BOUFRAINE par Toufik KHIAR
Julie DEFRANCE par Elsa BADOC
Jean-Marc NICOLLE par Mounia BENSETTITI
Maeva HARTMANN par Oidi BELAINOUSSI
Laurence COUTO par Lionel ZINCIROGLU
Latifa EL KRETE par Nadia CHIBOUB
Bernard CHAPPELLIER par Jean-François BANBUCK

Membre absent :
Jérôme GIBLIN

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 25
Représentés 9
Absents..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

RELATION CITOYEN - RETRAIT DE LA COMMUNE DE CARRIERES-SUR-SEINE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE EN REGION PARISIENNE (SIFUREP)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-129-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Jacques Hassin, adjoint au Maire, expose au Conseil :

Depuis 1905, le Syndicat Intercommunal Funéraire en Région Parisienne (SIFUREP) a pour missions d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire, sur le territoire d'Ile-de-France, pour le compte des collectivités qui y sont adhérentes.

La commune de Carrières-sur-Seine (département des Yvelines – 15 256 habitants au 1er janvier 2024) a demandé son adhésion au SIFUREP, au titre des compétences « Service extérieur des pompes funèbres » et « crématoriums et sites cinéraires », lors de son Conseil municipal du 22 juin 2020. Son adhésion au Syndicat a définitivement été approuvée par l'arrêté inter préfectoral du 25 mai 2021.

La commune de Carrières-sur-Seine a manifesté son souhait de se retirer du Syndicat par délibération en date du 27 novembre 2023.

Lors de son Comité Syndical du 11 juin 2024, le SIFUREP a délibéré à l'unanimité sur le retrait de la commune de Carrières-sur Seine.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L.5211-19 du code général des collectivités territoriales, le retrait d'une commune du Syndicat doit être décidé par des délibérations concordantes du Comité syndical du SIFUREP et des conseils municipaux de toutes les communes qui en sont membres.

Ainsi, le SIFUREP doit obtenir l'accord de ses membres à une majorité réunissant soit deux tiers au moins, des conseils municipaux des communes du SIFUREP représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, soit la moitié au moins des organes délibérants des communes représentant les deux tiers de la population du SIFUREP.

Il est, par ailleurs, précisé que si les communes ne délibèrent pas dans les 3 mois suivant la réception de la délibération du SIFUREP, leur silence vaudra refus expresse de la décision de retrait du Syndicat.

Ainsi, il est proposé du Conseil municipal de se prononcer sur le retrait de la commune de Carrières-sur-Seine du SIFUREP.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jacques Hassin, adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-18 à L.5211-20 et suivants, ainsi que son article L. 5212-16,
Vu les statuts du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP),
Vu la délibération du Conseil municipal de Carrières-sur-Seine du 27 novembre 2023 relative à la demande de retrait du SIFUREP,
Vu la délibération du SIFUREP du 11 juin 2024 approuvant le retrait de la commune de Carrières-sur-Seine,
Vu la circulaire n°2024-11 du 13 septembre 2024 relative au retrait de la commune de Carrières-sur-Seine du Syndicat,
Considérant que toute réduction du périmètre du syndicat par une désadhésion d'une commune est soumise à l'approbation du Comité syndical,
Considérant que ce retrait doit être décidé par délibérations concordantes du Comité syndical du SIFUREP et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement soit par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, soit par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Dans les deux cas, il conviendra de s'assurer de l'accord du Conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.
Considérant que le Conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception par le Maire de la commune de la délibération du Comité syndical du SIFUREP, pour se prononcer sur la restitution proposée et qu'à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.
Vu l'avis favorable, émis à l'unanimité, de la commission municipale concernée,

Après en avoir délibéré à l'unanimité (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Ghislaine BASSEZ, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Kamel BOUFRAÎNE, Toufik KHIAR, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Jean-François BANBUCK, Bernard CHAPPELLIER, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Lionel ZINCIROGLU, Annie PARIS, Mounia BENSETTITI, Patrick AOUDAY),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-129-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le retrait de la commune de Carrières-sur-Seine du SIFUREP.

Article 2
D'inviter Monsieur le Maire à transmettre cette délibération au SIFUREP.

Article 3
D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE



Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY



Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-129-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20241107-2024-129-DE
Date de télétransmission : 15/11/2024
Date de réception préfecture : 15/11/2024

2024-121_Habitat – Approbation des conventions de gestion en flux des droits de réservation et de logement
Rapporteur : Christine MUSEUX

2024-122_Jeunesse – Adhésion au dispositif «La boussole des jeunes » du Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports
Rapporteur : Jonathan HEMERY

2024-123_Education – Convention pour le fonctionnement de l'Unité de rééducation des troubles du langage et des apprentissages au sein de l'hôpital Bicêtre
Rapporteur : Jean-Philippe EDET

2024-124_Education – Règlement des accueils périscolaires et extrascolaires maternels et élémentaires
Rapporteur : Jean-Philippe EDET

2024-125_Solidarités – Attribution d'une subvention à l'Association Rédige Assistance pour l'année 2024
Rapporteur : Ibrahima TRAORE

2024-126_Mobilités – Avis de la Ville sur la mise en œuvre de la zone à faibles émissions Mobilité Métropolitaine – Etape Crit'Air 3
Rapporteur : Frédéric RAYMOND

2024-127_Mobilités - Avis de la Ville sur le Projet de Plan des Mobilités en Ile-de-France (PDMIF, ex. PDUIF)
Rapporteur : Geneviève ETIENNE

2024-128_Relation citoyen - Recensement population 2025 - Rémunération du coordonnateur, de son adjoint et des agents recenseurs
Rapporteur : Jean-François DELAGE

2024-129_Relation citoyen - SIFUREP - Retrait de la commune de Carrières-sur Seine du Syndicat Intercommunal Funéraire en région parisienne (SIFUREP)
Rapporteur : Jacques HASSIN

Compte-rendu des décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.